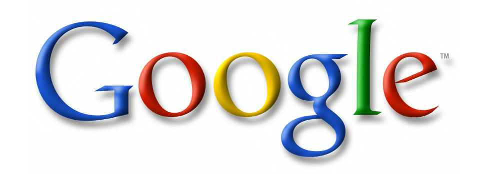
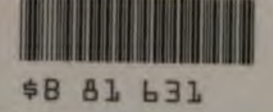
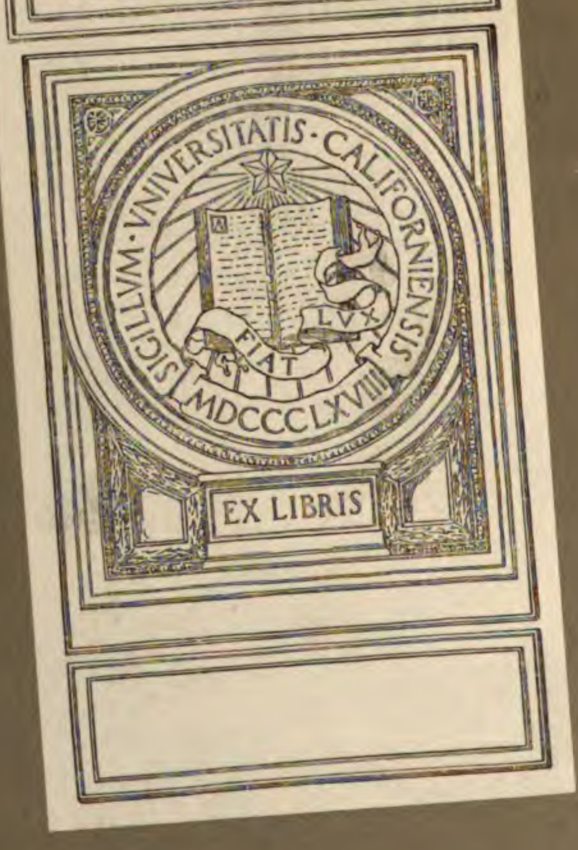
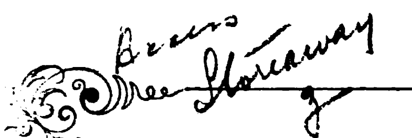

Google




GIFT OF
JEROME B. LANDFIELD
SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS


Digitized by Google



HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE)

PAR

ALPHONSE BALLEYDIER

AUTEUR DE

L'HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE DU PEUPLE DE LYON,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DE ROME,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS D'AUTRICHE,
L'HISTOIRE DES GUERRES DE HONGRIE,
ROME ET PIE IX, ETC., ETC.

TOME PREMIER.

2 vols

PARIS

HENRI PLON, ÉDITEUR,

8, RUE GARANCIÈRE.

1857

HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE).

TOME PREMIER.



PARIS. — TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON,

IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR,

8, RUE GARANCIÈRE.

HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE)

PAR

ALPHONSE BALLEYDIER

AUTEUR DE

L'HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE DU PEUPLE DE LYON,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DE ROME,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS D'AUTRICHE,
L'HISTOIRE DES GUERRES DE HONGRIE,
ROME ET PIE IX, ETC., ETC.

TOME PREMIER.

PARIS

HENRI PLON, ÉDITEUR,

8, RUE GARANCIÈRE.

1857

Lib. of Jerome B. Sandfield

INTRODUCTION.

Plusieurs personnes considérables, dont l'opinion fait autorité, m'ont fait observer que je devançais peut-être le temps voulu pour écrire l'histoire du grand homme dont les cendres, tièdes encore, entrent à peine dans le cimetière de l'histoire. Elles ont cherché à me montrer le danger qu'il y avait d'écrire au lendemain de sa mort la vie d'un souverain dont l'esprit, le caractère, l'action, la personnalité ont marqué si profondément dans les affaires européennes pendant plus d'un quart de siècle... Assurément ce danger existe, et je l'ai mesuré à mon courage le jour où, pour la première fois, j'ai pris la plume pour écrire l'histoire d'un grand homme ou d'un grand événement contemporain.

D'un autre côté, parfaitement d'accord avec l'avis du sage qui ne veut pas que l'on ajourne au lendemain ce que l'on peut faire le jour même, je crois qu'il existe un plus grand danger encore à l'ajournement d'une œuvre semblable à celle que j'offre aujourd'hui à la publicité. Je vais en dire la raison :

Nous sommes dans un siècle où l'humanité vit en quelque sorte à la vapeur, où le temps, en sens inverse des distances, qui se rapprochent, s'éloigne avec une effrayante rapidité de son point de départ. Quel est, je le demande, l'événement de la veille qui ne soit pas effacé par celui du lendemain? Le règne de Louis-Philippe ne semble-t-il pas une date voisine de celle des assignats, et en plein empire, si près encore de

la révolution de février, ne croirait-on pas que la république trépassée de 1848 est aussi vieille que sa sœur aînée de 1793?

Or, à cette époque, dis-je, où les hommes et les choses, semblables aux morts de la ballade allemande, vont si vite, n'est-il pas juste, logique et raisonnable de saisir leurs traits au vol, sous peine de les voir s'effacer bientôt dans la pénombre d'un lointain et vague souvenir?

Dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, les traits des hommes, comme la face des événements, s'altèrent sous l'action du temps. A la plume de l'historien comme au pinceau de l'artiste, il faut, pour que leur œuvre soit vraie, il faut la pose d'un modèle debout ou couché, n'importe!

Un tableau, un portrait, un livre fait uniquement de souvenirs, à l'aide de la tradition, sur les vagues données d'une gamme souvent effacée, n'atteindront jamais une ressemblance exacte, mathématique, avec le sujet qu'ils sont appelés à représenter; il leur manquera toujours le cachet de l'originalité. A mon avis, l'histoire doit être prise en flagrant délit s'il est possible, sur le fait, comme une œuvre daguerréotypique dans toute la vitalité de son ensemble et de ses détails.

Les impressions historiques recueillies tardivement dans les archives des chancelleries perdent toujours de leur sensibilité, et n'ont plus ce côté actuel, palpable qui donne du relief au récit de l'historien. Son œuvre devient alors un plâtre moulé imparfaitement sur la face d'un cadavre usé par les ravages d'une rapide décomposition. Les générations qui suivent, pour être plus éclectiques, plus maîtresses de leurs jugements, plus sûres de leur appréciation, n'obtiendront jamais la vérité des détails si nécessaire à l'ensemble d'un grand œuvre.

Il est vrai qu'en histoire les politiques préfèrent toujours à la passion du cœur celle de l'esprit, mais ceux qui ne vivent pas dans l'atmosphère étroite des chancelleries et des bureaux préfèrent à la passion de l'esprit celle du cœur, comme étant plus certaine sous le point de vue moral, et répon-

dant plus directement au tempérament et aux sympathies des masses.

Les hommes de cabinet ont toujours la facilité de poursuivre à fond l'étude d'une époque mémorable ou d'un grand caractère dans le loisir que leur fait leur position dans le monde ou leur état de fortune. Quant à ceux qui vivent en dehors des sphères politiques, dans un courant plus rapide, plus mouvementé, ce qu'il leur faut, c'est le côté humain, psychologique, de la grande figure exposée sous leurs yeux.

Sous ce rapport, les anciens, nos maîtres dans l'art d'écrire l'histoire, ont une grande supériorité sur les auteurs modernes, trop préoccupés des causes générales où les caractères, les physionomies s'effacent et perdent ces grandes lignes qui font des grands hommes placés par l'histoire sur le piédestal de l'antiquité, des héros que notre imagination se plaît à voir toujours rentrer en scène.

Il y a dans la vie des peuples des hommes prédestinés, sur la vie desquels, soit par la marche des événements, soit par l'impulsion qu'ils impriment à cette marche, s'accumulent et s'estompent tous les faits saillants de l'histoire d'une nation. Le caractère de leur génie, la nature de leur esprit expliquent la nécessité des progrès, le développement des idées et des transformations qu'ils ont amenés et provoqués.

L'empereur Nicolas n'est pas un homme prédestiné, dans ce sens qu'il était absolument nécessaire. L'avantage des nations gouvernées par le droit de l'hérédité monarchique est, lorsque de grands progrès doivent s'accomplir par le jeu non interrompu de la tradition, de trouver toujours un monarque préparé pour cette œuvre. Le génie de ce monarque sera l'accumulation, la conversion en lui des idées de sa race, plutôt que celui de certains hommes auxquels, pour les peuples qui sont sortis de leurs voies en des jours de perturbation générale, la Providence a remis à leur insu le pouvoir de manifester les effets de sa sollicitude ou de sa colère.

Dans certains États où le mouvement social est arrivé à un

haut degré de splendeur et de culture intellectuelle, le monarque n'est pas *tout;* son autorité est limitée par les arts libéraux qui l'entourent, et au milieu de la lutte constante des intérêts économiques qui se dégagent sans cesse du commerce et de l'industrie. Son pouvoir ne peut guère dépasser que par moments l'autorité anonyme d'une nation qui, de l'irradiation de la force morale qu'elle possède, se légifère bien avant que le texte de la loi légalise ses besoins.

Dans les États, au contraire, où la nation se dégage laborieusement d'une situation sociale primitive, le souverain est, sans contredit, celui qui peut le plus avancer, décider l'heureuse solution de ce travail. Tandis qu'ailleurs le mouvement régénérateur vient de tous, ici il ne vient et ne se produit que de lui-même.

Il n'est pas à dire toutefois que la nation, dans ces conditions, n'ait pas une action qui lui soit propre, et que le souverain placé providentiellement à sa tête ait toute l'initiative des actes qui le font marcher en avant, non! Quand une nation, par exemple, possède en propre une langue que les dix-neuf vingtièmes de ses enfants parlent sans la défigurer par des idiomes tranchés; lorsqu'elle pratique une religion reconnue par le même nombre, sans altération dans sa forme; lorsqu'elle obéit à un pouvoir homogène dont le principe s'applique d'échelon en échelon à toutes les classes de la société, parce que chacune d'elles le confirme au foyer domestique, il existe dans cette nation une puissance sérieuse avec laquelle on doit compter. Mais, précisément en raison de cette unité parfaite, l'uniformité en est le défaut et la conséquence immédiate, logique; elle ne se mouvra pas assez ou elle se mouvra trop tôt. Le peuple russe se trouvait dans ce cas d'être envahisseur, par la nécessité extrême du climat qu'il habite et par celle qui porte les peuples vers les points où l'activité humaine a plus de ressorts et d'étendue, si, par une des causes que Dieu tient en ses mains, les Romanoff ne l'eussent organisé et réglé. Slave, la Russie couvrant un vaste

territoire où la plupart des grandes tribus envahissantes se sont formées, en dehors de la communion catholique romaine, ne s'étant point mêlée aux luttes de la féodalité, aux mouvements des croisades ni aux œuvres de la renaissance, sa position exceptionnelle en Europe la rendait trop redoutable pour que les peuples ses voisins, ceux de l'Allemagne surtout, ne lui fussent pas entièrement hostiles.

Resserrée ainsi, la Russie ne pouvait que tenter de briser violemment les barrières qui la parquaient à l'extrémité de l'Europe et attachaient à ses flancs les Polonais, se trouvant eux-mêmes trop à l'étroit et toujours prêts à s'étendre vers l'est aux dépens de la Russie. A ce moment de son histoire, la Russie eût possédé la Crimée et les bouches du Danube, que son développement normal se fût effectué de ce côté de la Turquie où, depuis les Warègues jusqu'à Jean IV, elle avait des affinités établies, et en même temps vers l'Asie dont les mœurs avec les siennes ont des analogues que son origine et l'invasion ont établis. Dans ce cas, les Romanoff lui eussent été inutiles; mais arrêtée par les Turcs puissants alors, à l'ouest par les Allemands, au nord par les Scandinaves, il fallait à la Russie, pour vaincre ces obstacles, réduire les uns, dominer les autres; il fallait une action puissante, homogène, qui ne s'en tînt pas systématiquement à rester étrangère aux idées, aux progrès, à la marche de l'Occident.

Au début, la localisation de la Russie était nécessaire pour constituer son unité. Ce vaste empire a consacré des siècles au développement de la force qu'elle représente aujourd'hui, et l'on ne peut nier que la domination mongole, fatale sous plus d'un point de vue, comme celle des Arabes pour l'Espagne, ne lui ait été utile.

Ce fait accompli, un autre élément devait remplacer cette situation isolée et locale; c'est alors que la grande figure de Pierre Ier nous apparaît. Pierre le Grand! qu'a-t-il voulu? Il a voulu apporter la diversité là où régnait invariablement l'uniformité, et par ce moyen, remuer, produire, alimenter

la vie dans un milieu trop compacte pour donner accès à ce progrès incessant, jamais interrompu, qu'il avait surpris en Europe, là où une multitude d'intérêts divers et de principes opposés se combattent sans parvenir à s'exclure d'une manière absolue. L'agrandissement de la Russie en Europe est moins la cause que le fait de cette politique intelligente.

Les envahissements sur les États modernes retournent presque toujours aux vaincus s'ils ne sont point confirmés, assurés par les alliances et par une juste appréciation des nationalités.

C'est pour avoir compris que l'Europe ne pouvait être abordée avec succès qu'avec des éléments européens, que Pierre I[er], Catherine II et Alexandre ont donné tant d'éclat à leurs armes et tant d'autorité à leur diplomatie.

La Russie n'a, jusqu'à ce jour, entrevu la portée des actes de ses souverains qu'à travers le prisme de l'enthousiasme que les grands desseins font naître au cœur des peuples. Elle n'a pas la conscience que tout ce qui fait aujourd'hui sa force eût tourné contre elle, si l'Europe, de parti pris, se fût gardée inflexiblement de contracter des alliances sacrées avec elle. Dans ce cas négatif, on l'eût montrée aux peuples comme une nation tenue en réserve pour les grands bouleversements, et pour remettre de nouveau en question ce que l'épée de Charlemagne avait limité et ce que le traité de Westphalie avait défini.

Que les nations occidentales soient divisées entre elles par des questions et des intérêts divers, opposés, personne ne le conteste, mais cette division existe plus à la surface qu'au fond des choses. Elles se sont mêlées si souvent par les armes pendant la guerre, et sur un terrain plus pacifique pendant la trêve, qu'elles ont appris à se confondre dans une communauté d'idées, de sentiments et de principes. Leur travail dans les lettres, dans les arts, dans le commerce, dans l'industrie, s'il diffère ici par la qualité, là par la quantité, n'en a pas moins un caractère d'*homogénéité* qui prouve qu'aucune

de ces nations ne peut s'imputer d'une manière exclusive, absolue, la création des œuvres qui jaillissent de ce conflit de lumières.

De grandes perturbations, causées par un excès d'ambition, peuvent mettre en présence les antagonismes de religion et de races, qui, armés les uns contre les autres, ensanglantent leurs différends sur les champs de bataille; mais la cause de ces cartels disparue, les antagonismes se rapprochent dans un élan qui guérit promptement les blessures et ferme les cicatrices de la lutte.

Ce fait, que l'enseignement de l'histoire montre à chacune de ses pages, prouve combien la plus grande partie des idées déposées dans l'Europe occidentale par le mélange des races humaines qui l'ont formée par les mêmes études de l'antiquité et par l'héritage que Rome a laissé en tombant, les rend solidaires aussi bien des choses vraies qu'elles produisent que des erreurs qu'elles commettent.

En faisant abstraction, en Russie, des premières familles, qui par leur participation aux affaires publiques et par leur éducation se trouvent en rapport avec l'élément occidental, les autres classes montrent de la répugnance à l'accepter.

Qu'en résulte-t-il? C'est que l'Europe paraissant si antipathique à la Russie, celle-ci devient naturellement contraire à celle-là.

La grande politique des Romanoff dans leurs représentants Pierre, Paul, Alexandre, Catherine, Anne, Élisabeth, est d'avoir voulu les moyens de faire disparaître cette hostilité. Leurs alliances de famille, leur protection aux étrangers, l'introduction des arts et de l'industrie, qu'ils ont favorisée et patronée, sont les moyens qui les ont le mieux servis. Ils ont compris que les nations, comme les individus, trouvent leur raison d'être non pas en tournant toujours sur elles-mêmes, mais en cherchant en dehors d'elles ce qu'il peut y avoir de vrai, de bien et de beau.

Entré dans cet ordre d'idées par une révolution qui avait

mis son trône en péril, l'empereur Nicolas ne voulut pas moins que ses augustes prédécesseurs rester immobile au milieu de l'incessante activité de la civilisation moderne.

En suivant d'un œil attentif la marche rapide de l'industrie et du commerce de l'Occident, il voyait clairement que son peuple se trouverait un jour à l'étroit dans l'immense territoire continental qu'il occupe. Borné au nord par des mers que l'Angleterre peut occuper en un temps donné par de formidables escadres; à l'ouest par des puissances, sentinelles avancées, toujours sur le qui-vive de leur indépendance nationale; au midi par le patronage des puissances méditerranéennes; à l'est, et malgré les solitudes de la Sibérie, par l'accroissement continu des possessions de la Compagnie des Indes, le danger pour l'empereur Nicolas était réel, et peut-être les moyens excessifs qu'il employa pour le conjurer provenaient-ils de sa sollicitude pour ses successeurs à l'écarter lui-même, puisqu'il se sentait assez fort pour aborder et résoudre cette grande et vigoureuse question.

Les progrès de la civilisation européenne ne l'effrayaient point, comme ses détracteurs l'ont dit et le répètent encore aujourd'hui; au contraire, il les appelait en aide de sa politique en les subordonnant, il est vrai, dans l'application au système d'éducation qu'avant lui Catherine II et son frère Alexandre n'avaient fait qu'indiquer.

Mais, dira-t-on, c'est le lit de Procuste que cette subordination!... Pourquoi? La réponse est facile. Si on accorde que les sciences, les lettres, les arts, le commerce, l'industrie ont des forces relatives, on doit admettre que la réglementation de ces forces devient souvent nécessaire. Il y a un état faible de civilisation pour un peuple, comme il y a un état faible d'intelligence pour un individu. Si l'on reconnait au chef de la famille le droit d'expurger les mauvais livres destinés à ses enfants, pourquoi refuserait-on à un empereur celui de sauvegarder les intérêts moraux de son peuple? Il y a des transformations successives, nécessaires; les nier ou

les pousser brutalement à leur dernière limite, c'est tomber dans une erreur absurde qu'un pouvoir quelconque, jaloux de son devoir et de sa dignité, n'acceptera jamais.

L'empereur Nicolas, qui avait un sentiment profond du véritable état des choses, s'affermit dans cette pensée, qu'il valait mieux exagérer la nationalité russe en lui donnant une large perspective à embrasser, que de la laisser en face d'elle-même, livrée à la merci des sarcasmes de l'Occident. Considérés à ce point de vue, les actes les plus importants du règne de l'empereur Nicolas donnent à son pouvoir toute la valeur d'une fondation d'empire.

En montant sur le trône, l'empereur Nicolas trouva des points stratégiques aux frontières d'où ses armées pouvaient manœuvrer avec avantage ; dans sa bureaucratie, des hommes habitués au triturement des affaires diplomatiques ; dans les ateliers, un outillage pouvant servir aux premiers besoins de l'industrie domestique : des établissements d'instruction où une partie de ce qu'on y enseignait avait un but pratique et essentiel ; une armée dont les cadres principaux avaient été formés sur les champs de bataille de l'empire ; mais, à côté de ces richesses et de ces éléments de prospérité, il rencontra dans les classes supérieures des idées et des intentions qui, avec des allures libérales, tendaient néanmoins à un féodalisme dont le résultat sur les classes inférieures eût été de les troubler en leur donnant ou trop d'espérances ou trop de craintes.

L'insurrection du 26 décembre 1825 confirma fatalement ce qui n'avait été que pressenti. Il n'était point douteux que les idées du dehors, autant que dans certaines familles le désir de se substituer violemment au pouvoir légitime, n'eussent mis les armes à la main des révoltés.

L'attitude des partis en France dans les dernières années de la Restauration, les idées tourmentées et vagues de la rêveuse Allemagne, les imaginations inquiètes et maladives d'une jeunesse égarée dans les nuages de la fantaisie, avaient

quelque peu refroidi le cœur d'Alexandre à l'endroit des idées de l'Europe. Les symptômes qui se manifestèrent peu de temps avant la mort de cet empereur affermirent probablement, par une suprême raison d'État, le grand-duc Constantin dans son projet de renonciation au trône en faveur de son frère Nicolas.

Cette transmission volontaire suivait et maintenait l'ordre de l'hérédité, mais elle devait avoir une portée autrement plus considérable pour l'avenir de la nation. Le grand-duc Nicolas était précisément l'homme de la circonstance, celui entre ses frères qui, faisant tête à la tourmente révolutionnaire, pouvait le mieux sauvegarder les droits du trône et les intérêts du peuple russe. Proclamé empereur par la victoire et par le peuple, reconnaissant en lui, par suite de l'abdication du grand-duc Constantin, le légitime héritier des czars, le successeur d'Alexandre aperçut devant lui deux systèmes avec des perspectives diverses :

D'après le premier, il devait exercer le pouvoir suivant les idées continentales, c'est-à-dire emprunter à l'Occident tous les moyens d'action dont il dispose.

D'après le second, il devait baser sa sphère d'action sur les idées russes, c'est-à-dire emprunter à l'élément slave toutes les ressources qu'il contient. Entre ces deux systèmes, l'Empereur n'hésita point : le second lui sembla préférable quoiqu'il n'offrît que des espérances; mais il savait que, mûries dans une volonté forte, les espérances finissent toujours par se changer en réalités.

Cette conduite, hautement avouée, a suscité contre l'empereur Nicolas des accusations dont le temps et une plus juste appréciation feront justice. Quoi qu'il en soit, ces accusations subsisteront longtemps encore, plus par le fait de l'ignorance que par celui de la mauvaise foi dans laquelle se trouvent placés les accusateurs au sujet du caractère constitutif de la nation russe. Ce que Catherine II avait de trop, l'empereur Nicolas l'avait de moins : c'est pour avoir regardé de trop haut l'opinion qu'il l'a trouvée tournée souvent contre lui.

Trop jaloux de ses prérogatives pour faire la moindre avance aux partis qui agissent le plus sur les masses par leurs paroles et par leurs écrits, ainsi que le fit Catherine aux applaudissements de Voltaire et des encyclopédistes, il aima mieux encourir leur blâme que de s'exposer à leur condescendance en renonçant à la suite de ses projets. A l'exception des cabinets, qui ont des idées plus exactes sur l'exercice du pouvoir en Russie, les hommes à petites vues n'en ont que de très-imparfaites à ce sujet.

Dans un temps moins éloigné qu'on ne le pense, la Russie aura à toutes ses frontières des éléments contraires. D'un côté, des nations acquises depuis des siècles à la civilisation occidentale; d'un autre côté, des peuples qui, sans posséder cette civilisation, lui sont cependant hostiles par le fait du joug politique que les nations occidentales en général imposent à la Turquie d'Europe, et le joug administratif que l'Angleterre en particulier impose aux populations de l'Inde.

Après la chute de Napoléon, en 1815, la France *pouvait cuire dans son jus*, suivant l'expression du comte Pozzo. Cependant ses idées, ses lois, son administration, rencontrèrent, malgré la lutte, des sympathies, des défenseurs et même des alliances. Il lui suffit de quelques années de repos pour retrouver son rang au sein des grandes puissances. Ce que l'épée de l'Europe, levée comme un seul homme contre la France épuisée, avait frappé à Waterloo, c'était une ambition désordonnée à laquelle la France avait trop sacrifié de sa sécurité morale et matérielle, mais ce n'était pas le principe vital qu'elle renferme; principe formé de tout ce qui, en Europe, depuis les Mérovingiens jusqu'à nos jours, constitue la société moderne. En serait-il ainsi de la Russie sillonnée bientôt de chemins de fer, et entourée de peuples qui, sous le couvert des ballots de marchandises, feront passer leurs idées et leurs intérêts pour l'éclairer d'abord, et l'entraîner ensuite dans leur orbite.

La Russie est chrétienne, mais d'une communion qui n'a

d'adhérents importants qu'en dehors de l'Europe proprement dite; elle a une administration civile avec des rouages européens, mais dont le mouvement est confié à des Allemands qui les font agir sur des mœurs orientales; enfin elle a trop ou trop peu de l'Occident pour avoir des relations intimes en dehors de celles que lui a faites la diplomatie des Romanoff.

L'orgueil de la noblesse russe ne peut ou ne veut admettre le plan secondaire qu'elle occupe encore dans la civilisation européenne. La position qu'elle s'est faite dans l'État par son instruction superficielle, touchant à tout comme une encyclopédie de poche, le rôle d'élite qu'elle joue dans les principaux salons des grandes capitales, ne contribuent pas peu à l'illusionner sur la véritable situation des choses. Un empereur puissant comme un autocrate de Russie ne pouvait accepter les prestiges d'un pareil mirage; il ne pouvait vouloir que sa noblesse accaparât les bénéfices de sa puissance sans en avoir la responsabilité morale, comme l'aristocratie en Angleterre. C'est sous la pression de cet ordre d'idées que l'empereur Nicolas a voulu s'assurer de la force du peuple; c'est un des signes les plus distinctifs de ce souverain que d'avoir tout fait pour réagir contre l'impuissante vanité de sa noblesse, dans laquelle la plus grande partie de ses membres seraient encore, s'il ne l'eût forcée à prendre du service dans l'État.

Les prédécesseurs de l'empereur Nicolas, préoccupés de se mettre en contact avec l'Europe, ont eu beaucoup plus en vue le développement intellectuel de leur noblesse que celui de leurs peuples. Ce système était rationnel; car, sans la noblesse, comment, à cette époque, auraient-ils pu avoir à l'extérieur des représentants de leur puissance, et à l'intérieur des agents de leur volonté pour correspondre avec intelligence à leurs mouvements d'action?

Ce qui, au dix-huitième siècle, du temps de Catherine II, devait être une des premières réformes à obtenir, pouvait

bien ne plus avoir les mêmes raisons d'être au commencement du dix-neuvième siècle, après les événements de 1814 et de 1815. Le peuple, qui par le nombre qu'il représente, le produit qu'il rapporte et le fonds social qu'il prête au soutien de la noblesse et du trône, avait certes bien droit qu'on songeât plus particulièrement à lui; il y avait même urgence, non pour éviter un mouvement de résistance qui n'existait pas, mais pour retremper dans la foi commune l'élément qui en était sorti et s'était altéré à la suite de la grande station des armées russes en dehors de leurs frontières en 1812.

Aussi dès son avénement au trône, et pendant tout le cours de son règne, l'empereur Nicolas fit-il de ses peuples l'objet constant de ses plus chères prédilections. Un souverain n'est pas seulement l'administrateur d'un royaume ou d'un empire, il est plus haut placé dans la conscience de l'humanité; il est, et doit être, par la tradition, le représentant des forces vives de la nation qu'il gouverne. Or, si ses vues ne doivent jamais être détournées des moyens qui peuvent améliorer le bien-être de son peuple dans les conditions matérielles de la vie, elles ne doivent pas non plus abandonner, pour obtenir ce résultat, la poursuite des grosses questions sans lesquelles les grandes nations ne sauraient avoir d'avenir.

Les nations qui, par le fait d'un certain équilibre, sont défendues au moyen des intérêts que cet équilibre sollicite, peuvent abdiquer toute idée d'ambition et se borner à vivre en dehors des luttes de l'humanité; mais les nations auxquelles est réservée l'impulsion de la société ne peuvent se soustraire aussi facilement à la loi qui les entraîne comme malgré elles dans le mouvement.

Il y a, selon les règles arbitraires de l'ordre moral, une telle progression dans la marche d'un peuple vers les destinées qu'il doit accomplir, qu'une longue suite de souverains se transmettant par la voie héréditaire l'application de ces règles, peut à peine suffire à cette tâche providentielle; c'est pour cela que, suivant les circonstances, tel membre d'une

dynastie établit son système sur les œuvres de la paix, et tel autre sur celles de la guerre.

Faute de considérer la royauté sous cet aspect, on la veut n'agissant qu'entre les bornes étroites que trace l'égoïsme individuel dépourvu du sens de l'appréciation des besoins et des intérêts de l'avenir.

Le plan d'après lequel une dynastie gouverne le tempérament de son peuple ne se reconnaît qu'au fur et à mesure qu'il se déploie. En Occident, les événements marchent vite; les peuples devancent parfois leurs gouvernements. Le déploiement graduel d'un système, depuis un demi-siècle, est en quelque sorte impossible pour certaines nations pressées de jouir. Leurs passions, la direction de leurs idées, le tour de leur esprit inconstant et brouillon brusquent souvent l'application du système mis en pratique. C'est seulement en Angleterre et en Russie qu'une politique traditionnelle d'agression peut être suivie : en Angleterre, par la prépondérance constitutionnelle que l'aristocratie possède sur les autres classes et par sa position insulaire; en Russie, par la concentration patriarcale du pouvoir dans les mains des czars. Ces deux grandes nations n'ayant à redouter ni les envahissements ni les révolutions, qui changent radicalement toutes les conditions premières et essentielles de l'État, peuvent avoir dans leurs projets une suite, une continuité d'efforts vers un même but qui doit à la longue assurer le succès. Mais si le peuple anglais au moyen de sa constitution peut avoir la conscience de ce que son gouvernement se propose d'accomplir, le peuple russe n'a que la loyauté de son souverain qui peut lui faire pressentir la direction des affaires générales et lui inspirer la confiance que les actes du gouvernement ont moins pour but l'avantage du prince que celui de la nation appliquée à un système bien accentué de nationalité.

La perspicacité de l'empereur Nicolas lui a démontré que les questions extérieures étaient, au point de vue national, les plus importantes à résoudre. Si on ne perd point de vue

que, par sa position exceptionnelle, la Russie ne peut peser comme pèsent la France et l'Angleterre dans le mouvement européen, on comprendra que le soin d'assurer l'avenir de la Russie là où son génie pouvait se développer le plus sûrement, a dû être considéré par l'empereur Nicolas comme de première et impérieuse nécessité.

Les vastes États ne jouent de grands rôles que par l'importance de l'action qu'ils exercent sur ou dans la civilisation. Ils peuvent, avec un grand appareil militaire, intimider les petits, inquiéter les grands États, comprimer les uns et les autres tant que ces moyens de pression ou d'intimidation auront de la force; mais cette prépondérance tout artificielle venant à cesser, l'autorité revient aux mains de ceux qui ont puissance de l'exercer. Une force spéciale ne suffit pas, elle doit être étayée par le concours de plusieurs autres.

L'Angleterre n'est pas seulement forte par son commerce et par son industrie, elle est encore puissante par ses institutions et par la haute culture intellectuelle que possèdent son aristocratie et sa haute bourgeoisie. L'Allemagne compte en Europe par la multiplicité des forces qu'elle emploie : puissante diplomatie à Vienne et à Berlin; amour des arts à Munich et à Dresde; science, enthousiasme des lettres partout. La France n'a rien à revendiquer en propre, sauf son goût et son énergique initiative en toutes choses; mais dans toutes les spécialités elle marche au premier rang et dépasse souvent ses rivaux par l'heureux effet de sa nature impressionnable et précoce.

Tout conspire donc contre l'ordre intime de la Russie, non pas les armes à la main, car, à ce jeu fatal, elle a prouvé dernièrement qu'elle pourrait reparaître avec avantage sur le champ clos des grandes luttes, mais avec des moyens si contraires à son caractère, à ses mœurs, à ses institutions, que tôt ou tard ils devront courber sous cette pression. Le peuple ignore ce travail contre lui; la noblesse, qui le pressent, ne l'aperçoit que sous les dehors d'un mirage séducteur : com-

ment pourrait-elle dédaigner les langues, les lettres, les arts de l'Europe, qui lui inspirent le sentiment du beau, alors que fatiguée de son âpre climat, elle en cherche un plus doux à l'étranger? Comment n'accueillerait-elle pas le commerce et l'industrie de l'Europe : le commerce qui lui achète les matières premières que l'exploitation du domaine lui donne; l'industrie, sans laquelle, réduite à ses seules ressources, elle n'aurait qu'un bien-être relatif, restreint et d'une distinction équivoque?

Dans cette grave question, l'empereur Nicolas, dont le génie embrassait d'un regard toutes les sphères de son empire, ne pouvait avoir l'ignorance du peuple ni partager l'infatuation de la noblesse pour les choses de l'étranger. Il lui fallait absolument opter ou pour l'Europe ou contre elle : opter pour elle avait son côté dangereux. A part quelques mécomptes, quelques insuccès, les systèmes, les idées, les littératures, les industries peuvent se mêler, il y aura partout avantage à ce qu'il en soit ainsi. Cette proposition serait dangereuse à la Russie. Ce ne sont pas des variétés de nuances qui séparent la Russie des autres pays, ce sont des incompatibilités tranchées; or, le propre des choses contraires c'est de chercher, pour les plus fortes, à absorber les plus faibles. Le prosélytisme du dix-neuvième siècle ne ressemble en rien à celui du seizième, il porte ses vues moins haut. Il ne sort pas de la scolastique, il ne s'élance point à la poursuite d'Eurydice, mais il court à des résultats positifs. On voit qu'il a fréquenté la boutique d'un avoué, et qu'il a ouvert un compte courant dans le grand-livre d'un négociant. Son action n'en est que plus insinuante et certaine; et, comme il l'a dit, une de ses grandes conquêtes sera celle de la Russie.

L'empereur Nicolas, qui connaissait la valeur de cette prétention, y répondit en localisant de plus en plus son pays; il improvisa presque les moyens qu'il employa pour arriver à ce but : le succès a couronné son œuvre. L'initiative de ce

système d'improvisation lui appartient-elle en propre? Non. Ses prédécesseurs, et notamment Pierre Ier, improvisèrent aussi, mais à un autre point de vue, dans le sens occidental; l'empereur Nicolas a improvisé dans le sens russe.

Avant le traité d'Aix-la-Chapelle, quand la Russie intervint pour la première fois dans les affaires occidentales, elle comprit que pour exercer d'une manière utile son influence il était rationnel que la classe appelée à traiter avec la civilisation occidentale s'inoculât en elle. Après le traité du 26 septembre 1815, elle reconnut l'importance qu'il y avait pour elle à ce que sa noblesse se retrempât à une autre source que la sienne même.

Il y a des lois prohibitives commerciales qui, appliquées à temps, grandissent l'importance du commerce de la nation chez laquelle cette mesure est adoptée. Au fameux acte de navigation de Cromwell, l'Angleterre doit sa prépondérance actuelle sur les mers. Aux lois prohibitives de l'empereur Nicolas contre les idées européennes, à ce qu'elles avaient de contraire aux intérêts de son empire, la Russie doit la grande force nationale dont elle dispose aujourd'hui.

Pour assurer le succès de son système éminemment national, le successeur d'Alexandre voulut que la Russie fût russe avant tout. Il voulut que les Russes cultivassent leur langue de préférence à toute autre; que la religion grecque devînt prépondérante en Russie, et qu'elle fût entourée des sympathies publiques là où il y avait un siége épiscopal, voire même une simple église; il voulut que la Russie, riche en matières premières, en conservât la principale part pour ses manufactures, et ne vendît à l'étranger que l'excédant de ses richesses; il voulut enfin que la science et les lettres s'acclimatassent en Russie par des institutions nationales. Il n'a rien négligé, rien épargné pour obtenir ces résultats dignes de ses grands desseins.

L'empereur Nicolas, beaucoup moins par sympathie peut-être que par raison d'État, a voulu toutes ces choses. Attaqué

par les idées européennes, il s'est couvert de l'élément russe pour leur résister. Pour cela faire, il a organisé un système de gouvernement où la noblesse devait participer aux charges du pays, non-seulement en fournissant des soldats aux armées et des officiers à la couronne, mais en servant l'État et la couronne dans les plus humbles comme dans les plus hautes fonctions. Du moment que le paysan russe vit que ses maîtres et seigneurs avaient des devoirs à remplir, et dont ils ne pouvaient s'affranchir sans déchoir et être privés de leur rang, il regarda sa position comme moins inexorable; sans croire, d'une manière absolue, à son affranchissement, il espéra dans sa condition des adoucissements, et il crut en la justice d'un pouvoir qui jurait en principe qu'en dehors du peuple russe il n'y avait point de grandeur et point de sécurité pour la chose publique.

La pensée dominante de l'empereur Nicolas était de faire prévaloir en tout et partout le sentiment de la nationalité russe. La nation ne se méprit point sur ses intentions; elle se savait la force vitale de la Russie dont l'Empereur consacrait chaque jour la puissance dans les efforts constants de sa politique essentiellement nationale.

Ceux qui, après un sérieux examen de l'autorité absolue des czars, s'imaginent que les czars l'ont créée au profit de leur seule puissance, sont dans une étrange erreur. Cette autorité existait avant la domination souveraine des czars; mais elle existait renfermée dans son application sur le domaine où le seigneur vivait dans des conditions omnipotentes, plus patriarcalement, il est vrai, que les hauts barons du moyen âge, mais non moins absolus et non moins maîtres de la liberté et de la vie du serf.

Avant l'avénement de Pierre Ier, les possesseurs du sol jouissaient de certaines libertés locales, que la volonté du puissant czar d'abord, et celle de ses successeurs ensuite, ont fait disparaître. Le peuple y a-t-il perdu? Non, si l'on regarde l'avenir, car si le peuple, ce qui nous semble

inévitable, doit conquérir un jour son affranchissement, le pouvoir unitaire concentré, que représente l'autorité du pouvoir, pourra seule donner une bonne solution à cette œuvre. Le peuple n'a rien à attendre du bon vouloir individuel impuissant dans une question de cette importance. La noblesse russe, qui vit de servage, ne saura jamais s'en passer, si le gouvernement, par une combinaison qui l'indemnise de ses pertes, ne trouve les moyens de résoudre ce problème.

Mais l'impossibilité absolue dans laquelle se trouve la noblesse de pouvoir exister sans le secours du gouvernement, le servage étant aboli, rend cette solution extrêmement difficile.

Le servage retient disséminé le travail manuel des champs sur toute la surface du territoire. Le jour où, sans préparation aucune, le servage serait aboli, il délaisserait immédiatement, il abandonnerait telle ou telle zone pour émigrer vers telle ou telle autre qui lui offrirait de plus grands avantages, si même, changeant de nature, il ne se transformait pas d'agriculteur en industriel ou marchand. L'un des plus grands dangers de l'affranchissement non préparé se trouve là.

L'empereur Nicolas, fortement préoccupé de cette question, lui a fait faire un grand pas, en appelant le paysan des domaines à une liberté relative, il est vrai, mais qui touche déjà à un commencement de libération.

A chaque homme sa tâche, à chaque jour son labeur. Bien que l'amélioration du sort des paysans fût une de ses plus sérieuses pensées, l'empereur Nicolas ne perdit jamais de vue celui de la noblesse. Par son organisation en classes, la noblesse russe est toute militaire ou toute administrative; mais, de sa nature, elle est oisive et indolente. Elle compte sur l'État pour les besoins de son existence matérielle; mais elle n'opère pour son service que tout juste ce qu'il faut pour que l'État ne s'aperçoive point qu'il est servi avec une indifférence déplorable. Elle prétend, de bonne foi, que sa tiédeur est la conséquence de son organisation réglée en couche, et qu'elle retrouverait dans ses terres l'activité

qu'elle a perdue dans les camps ou dans les administrations. Le fait est au moins problématique; quoi qu'il en soit, il nous paraît certain que si l'État ne reçoit pas tout ce qu'il est en droit d'obtenir, il est certain, disons-nous, que la noblesse, par l'organisation qui l'administre à cette heure, et par son contact constant avec la chose publique, lui rend les services que jamais elle ne lui rendrait dans ses terres. Ce résultat était bien dans les idées des prédécesseurs de l'empereur Nicolas, mais ils ne l'envisagèrent point dans son application avec la même netteté de vues.

L'empereur Nicolas a complété l'œuvre de Pierre le Grand en mobilisant la noblesse et en l'appliquant à tous les rouages de l'empire, en la rendant propre aux diverses fonctions qui constituent les grandes nations. Sans cette organisation indiquée par les besoins des temps, de deux choses l'une, ou il eût fallu constamment recruter à l'étranger les hommes spéciaux nécessaires au roulement des affaires de l'État, ou faire appel aux nationaux.

Dans le premier cas, la Russie aurait perdu son caractère typique, son individualité nationale; dans le second cas, la noblesse seule aurait pu répondre à l'appel fait au pays, puisqu'en Russie, la bourgeoisie n'existant pas, il n'y a pas de terme moyen, c'est-à-dire de classe intermédiaire entre le seigneur et le paysan. Et, d'ailleurs, en dehors de la noblesse, en l'état des choses, comment les hautes fonctions de l'État auraient-elles pu être remplies? Le souverain aurait trouvé, pour les hautes sphères, des hommes qui se seraient dénationalisés, les uns par ambition, les autres par intérêt; mais pour les places secondaires, pour les services plus humbles, il n'aurait pu trouver des éléments que dans les nationaux. Le jour où la noblesse russe reprendrait son ancienne vie féodale, asiatique, la Russie serait forcée d'arrêter brusquement sa marche ascendante, car le service des hautes régions administratives, qui correspondent à celles de l'Europe occidentale, manquerait de force vitale et agissante.

Les fonctions civiles ou militaires que l'aristocratie russe exerce lui donnent droit à la propriété du serf; il en résulte qu'elle est de fait entre les mains du gouvernement, et devient forte ou faible suivant la force ou la faiblesse du gouvernement. Son intérêt le mieux entendu est donc de lui prêter énergiquement son appui, et de ne pas s'en tenir à des à peu près de concours et de sympathie.

L'empereur Nicolas n'eût pas imposé à sa noblesse l'obligation absolue de servir l'État, que l'aristocratie se serait inféodée dans ses terres et aurait contracté vis-à-vis du pouvoir central des habitudes d'une indépendance à peu près semblable à celle que les planteurs de l'Amérique du Sud ont vis-à-vis du pouvoir, sans posséder, comme ces derniers, un lien qui les rattachât par la représentation à la responsabilité du gouvernement.

Pour fonctionner, l'État se serait vu forcé, nous le répétons, de confier ses moyens d'action à des éléments étrangers; or, si déjà les Allemands sont en majorité dans l'administration, ils auraient tôt ou tard absorbé, annihilé l'influence de l'aristocratie russe.

L'aristocratie russe ne s'est pas rendu suffisamment compte de son importance sous le règne de Nicolas. Elle lui a fait un reproche amer de ce que ce souverain l'a forcée à prendre part aux affaires publiques. En cela, elle a été ingrate autant qu'injuste, car elle n'a qu'à regarder dans elle pour reconnaître le progrès qui s'est opéré dans son instruction et les bénéfices moraux qu'elle a conquis de 1825 à 1854.

Elle s'est vue, elle s'est mêlée, elle s'est touchée dans la grande école mutuelle que l'Empereur a organisée pour elle. Sur l'immense territoire de l'empire, comment aurait-elle pu jamais compter les membres épars de ses familles disséminées? Comment aurait-elle pu se familiariser avec les idées et les habitudes du gouvernement sans l'organisation militaire et civile de l'empereur Nicolas? Isolés et éloignés les uns des autres, les nobles russes confinés dans leurs do-

maines, privés du choc des idées communes, qui fait jaillir la lumière dans la civilisation, ils se seraient abandonnés à l'indifférence la plus froide de la chose publique; ils se seraient endormis dans le sentiment de leur nationalité.

Avec le système de l'empereur Nicolas, la noblesse russe a participé à toutes les actions de son règne. Elle n'a pas été seulement spectatrice; mais elle a été encore partie agissante depuis le feld-maréchal jusqu'à l'enseigne, depuis le conseiller d'État privé jusqu'au plus infime employé de la quatorzième classe. L'empereur Nicolas l'a fait entrer dans la vie active de l'État et lui a donné des qualités morales, intellectuelles, sociales, qu'elle n'aurait point acquises autrement.

Au moyen du recrutement, la France voit disparaître rapidement les dissemblances d'idiomes, d'usages, de mœurs qui existent dans les populations variées de ses départements. Par la voix du soldat en congé, la langue qu'on parle dans la capitale porte ses racines dans les provinces les plus éloignées. Chaque jour les campagnes reçoivent des notions plus justes, plus vraies sur la nature, l'histoire et les forces de la patrie. A chaque étape de sa vie militaire, le conscrit éclaire son esprit et son cœur à une idée nouvelle qui fructifiera à l'ombre du clocher de son village, lorsque, libéré du service, il rentrera dans ses foyers.

En Russie, le système organisateur de l'empereur Nicolas a réalisé les mêmes transformations, a produit les mêmes résultats civilisateurs. La postérité, plus équitable que les contemporains, lui rendra justice.

La nation russe, avons-nous dit au commencement de notre introduction, est une nation à part. Avant Pierre Ier elle pouvait se fondre en Europe par une invasion, ou se morceler en principautés que l'âpreté du climat et l'éloignement des distances auraient pu, pour un certain laps de temps, sauvegarder des envahissements des nations voisines. Dans l'un et l'autre cas, son rôle en Europe n'eût été qu'ac-

cidentel et purement local. Après Pierre Ier et avec les Romanoff, elle prend, du premier coup, son rang au sein des grandes puissances, et y occupe parfois, au milieu d'elles, une première place. Ce n'est jamais arbitrairement, et par des ressorts artificiels, qu'une nation se trouve ainsi placée dans le monde. Le génie d'un homme peut quelquefois et momentanément élever un peuple à des hauteurs suprêmes ; mais si cette splendeur inouïe repose sur une seule individualité, ce peuple retombe bientôt dans l'état primitif et l'humble obscurité d'où un éclair de génie l'avait tiré.

Thèbes a dû tout son éclat à Épaminondas : après Mantinée, ce héros, blessé à mort, emporta dans le linceul de son triomphe la gloire et l'avenir de sa patrie. Avec Gustave-Adolphe, la Suède a joué un rôle de météore, car le génie de Richelieu était la cause occulte des forces vitales dont il disposait ; mais cette cause ayant cessé même avec Charles XII, la Suède retomba bientôt au rang des puissances de troisième ordre.

Pourquoi la Prusse, qui ne compte que le grand Frédéric, qui a subi d'immenses désastres dans les guerres de la république et du premier empire, qui ne possède qu'un territoire de moyenne culture et qu'une industrie de moyenne importance, marche-t-elle au rang des cinq grandes puissances ? C'est parce qu'en Allemagne, par sa savante organisation et par ses alliances, elle fait échec à l'Autriche, en l'empêchant de peser avec trop d'omnipotence sur les petits États de la Confédération. Il y a donc dans la grandeur d'une nation, quand cette grandeur se perpétue sous l'action des grands hommes qui l'éclairent et lui font franchir les difficultés que sans eux elle ne saurait aborder, des forces intimes, mystérieuses et indépendantes, que le temps féconde et mûrit, et dont un peuple se fait le dispensateur à l'heure voulue par la Providence.

La mission d'un souverain est d'aider au développement de ses forces. Il serait paradoxal d'avancer que l'empereur

Nicolas a été plus au service des idées russes qu'il ne s'en est fait servir. Parce qu'on l'a vu poursuivre ses projets avec une inflexibilité que nulle raison n'a jamais pu amollir, on en conclut que ses vues ont été purement personnelles. Elles le furent si peu, que le peuple, le meilleur juge en pareille matière, le croit avec une foi ardente, absolue, le représentant le plus vivace de sa nationalité, et professe un véritable culte pour la grandeur de sa mémoire. Tout le temps de son règne, l'empereur Nicolas, inspiré par l'amour de son peuple et de son pays, a été dictateur avec enthousiasme. Voilà pourquoi le peuple l'admire, pourquoi la noblesse l'a redouté peut-être plus qu'elle ne l'a aimé, et pourquoi, sous l'inspiration d'une réaction déplorable, elle s'insurge aujourd'hui contre sa mémoire.

Dans l'état présent de la société européenne et le mouvement des esprits, les fonctions de la souveraineté sont un labeur ardu, hérissé d'embûches, sillonné de mécomptes. Les princes qui ont reçu de Dieu la mission de gouverner les vastes empires ne peuvent être débonnaires comme Joseph II, ou sceptiques comme Louis XV. Avec le système parlementaire, la responsabilité étant partagée, l'habileté d'un souverain consiste à maintenir l'équilibre entre les divers rouages de la machine gouvernementale. Il faut avoir sans doute des aptitudes requises pour occuper convenablement cette position; mais il faut moins de caractère, moins de volonté, moins de naissance royale qu'à celui à qui tout incombe, à qui remonte toute responsabilité, et qui, par le pouvoir entier, inaliénable, absolu dont il dispose, peut précipiter des catastrophes que ceux qui le suivent dans la succession au trône ne sauraient prévoir et arrêter.

A cette heure, les peuples aspirent à une somme de bien-être que l'économie politique reconnaît possible en principe, en droit peut-être; mais ce bien-être est relatif.

Dans l'application, il est aussi difficile de décréter un cottage à l'ouvrier anglais, 1500 francs de rente au paysan de

la France, que l'affranchissement immédiat aux serfs russes. Il est très-facile à la théorie de passer par-dessus les résistances présentes, mais elle s'arrête presque toujours devant l'application.

Sauvegarder le présent en assurant l'avenir, faire dériver le progrès du travail du jour, modifier les lois par ceux et au profit de ceux qui leur obéissent, tel doit être le but suprême du pouvoir. Un souverain, quelque bien inspiré qu'il soit, ne réalise jamais complétement cette donnée. Son caractère, ses passions, le caractère, les passions de son peuple, s'opposent constamment à ses desseins. Les intérêts de ses voisins le croisent dans ses plus habiles et ses plus probes conceptions. Il lui est bien difficile d'arriver au terme de sa carrière sans avoir soulevé contre son administration, contre ses intentions même, des reproches aussi injustes que souvent mal fondés. Il importe au souverain sur le trône de tenir compte de l'opinion publique. Cette préoccupation donne une plus grande régularité de mœurs, et produit dans les affaires de l'État, plus d'ordre, plus d'économie; mais, poussée trop loin dans l'esprit d'un monarque, elle lui ferait prendre la cause des intérêts du moment avec d'autant plus d'ardeur que, de leur nature, ces intérêts ont la voix haute, et intimident par la crainte du blâme et du scandale. L'intérêt du pouvoir est de résister, dans une juste mesure, aux acclamations des partis et des classes, en ne voyant au-dessus d'elles que ce qui le fait grand et durable.

A la rigueur, l'empereur Nicolas pouvait se borner à vivre avec sa noblesse dans des relations qui lui auraient assuré le calme dont certains princes d'Allemagne jouissent dans leurs États. Son règne eût été moins tourmenté; mais eût-il été plus stable, c'est une question qui autorise le doute. Eût-il été plus glorieux? Non, assurément, car ce n'est pas une sage stabilité que de se laisser aller à la remorque des événements; il n'y a point de gloire à subir la pression des intérêts privés alors que l'on doit les gouverner.

Que l'empereur Nicolas se soit trompé dans quelques-unes des applications de son système invariable comme sa volonté, les derniers événements de son règne le prouvent. Pressé d'en finir avec une question dont les éventualités agitent l'Europe depuis un siècle, il a voulu la liquider avant de remettre le trône à son héritier, car il était convaincu que tout ce qu'il avait fait dans la prévision de cette œuvre tournerait à l'avantage de son empire. Le résultat n'a pas répondu à son attente. Ses desseins ont été trahis par des forces que, trop superbe, il avait dédaignées.

En voulant tenir son peuple trop à l'écart, il a donné de la crainte aux plus faibles et des motifs d'armer contre lui aux plus forts.

N'importe, son action sur la société russe a été décisive. Il lui a appris à se connaître, à mesurer sa puissance et à compter sur elle.

La Russie, que bientôt toutes les idées de l'Europe occidentale cerneront de toutes parts, aurait été prise au dépourvu sans la concentration de toutes les forces que l'empereur Nicolas a su agglomérer sous le nom de slavisme. Cette concentration est un trait de génie; elle assure la base des stabilités dont il a doté la couronne qu'il a portée. La Russie avait besoin d'avoir une porte au midi pour échapper à la pression de tous les intérêts qui surgissent contre elle; l'empereur Nicolas a voulu lui faciliter les moyens de l'ouvrir. Aux yeux de son peuple, voilà sa gloire. Elle est dans les desseins, si elle n'a pas été dans le succès de l'exécution.

Quoi qu'il en soit, l'empereur Nicolas, comme homme et comme souverain, avec l'éclat de ses vertus, avec l'ombre de ses défauts, restera dans l'histoire comme l'une des plus grandes figures du dix-neuvième siècle.

HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE).

CHAPITRE PREMIER.

Naissance du grand-duc Nicolas. — Prophétie de la grande Catherine. — Enfance du grand-duc. — Son éducation. — Précoce intelligence. — Tambour ou empereur. — Haine instinctive des révolutions. — Son admiration pour son frère Alexandre. — La sentinelle improvisée. — Belles paroles d'Alexandre. — Campagne de 1812. — Regrets et première victoire de Nicolas. — Son aptitude pour les sciences exactes. — Le sentiment du devoir. — Il prend part à la guerre. — Son séjour à Paris. — Beau trait. — Faute et réparation. — Retour en Russie. — Vie sérieuse — Voyage du grand-duc en Occident. — Walter Scott. — *Tu Marcellus eris*. — Il complète à Berlin son éducation de soldat. — Le moulin de Sans-Souci. — Mariage du grand-duc. — Bonheur domestique. — Pronostic du baron Alexandre de Humboldt. — Portrait du grand-duc par le prince Koslovsky. — Le palais d'Anitschkoff. — Naissance d'un fils aîné. — Lettre de Nicolas à l'archevêque de Moscou.

Le 13 décembre 1553, dans un sombre et mystérieux château du Béarn, une femme, forte comme les femmes de la Bible, mit au monde, en chantant, un fils, qui reçut le nom d'Henri. Pour préparer ses lèvres et son cœur aux grandes choses que semblait lui promettre la Providence, un vieux guerrier bardé de fer versa sur ses lèvres quelques gouttes d'un vin généreux du Jurançon. Reçu à son entrée dans la vie sous de tels présages, l'enfant devait trouver dans les chants maternels, indices

du bonheur, et dans le vin, symbole de la force, le germe de la bonté instinctive et des mâles vertus qui mûrirent si vite dans sa grande âme.

En effet, l'enfant devint bientôt un héros, et le héros un des plus grands rois du monde. La voix de Jeanne d'Albret en retombant sur le berceau de son fils, le vin du Jurançon en fortifiant ses lèvres, avaient promis à la France une ère féconde, glorieuse et forte, le règne d'Henri IV. Ces présages heureux se sont réalisés, le jeune Henri a été un grand roi, le roi a été le père de son peuple.

Le 6 juillet 1796, un enfant, le neuvième des dix que le sein fécond et béni de Maria Feodorovna, princesse de Wurtemberg, devait donner à son époux, Pierre Pétrowitsch, naquit dans le château solitaire et poétique de Tsarskoé-Sélo. La grande Catherine le prit entre ses bras; puis, déposant sur son front un brûlant regard et sur ses lèvres un ardent baiser, elle glissa dans sa vie, pour ainsi dire, une partie de cette âme forte qui devait lui survivre dans toute la majesté de sa grandeur et de sa puissance.

Cet enfant prédestiné, dont le premier regard s'éclaira au génie de Catherine la Grande, reçut le nom de Nicolas, et, comme le fils de Jeanne d'Albret, il s'éleva rapidement vers les destinées suprêmes que lui ménageait la Providence en ses mystérieux desseins. Au premier jour de la naissance de son petit-fils, le baiser de la grande Catherine avait marqué sur son front une place d'élite pour recevoir, quand les temps seraient venus, la couronne de Pierre le Grand.

La force déjà puissante de cet enfant, le signe mystérieux dont parfois la Providence se plaît à parer ses élus, avaient tellement frappé son illustre grand'mère, que la

Sémiramis du Nord écrivait peu de temps avant sa mort à l'un de ses amis : « Je suis devenue grand'mère d'un » troisième fils, qui, par la force extraordinaire dont il » est doué, me semble destiné à régner, quoiqu'il ait » deux frères aînés. »

Ses deux frères aînés étaient Alexandre et Constantin ; le premier avait près de vingt années de plus que lui. Cette grande différence d'âge explique le peu d'attention que la Russie prêta à la naissance de celui-ci.

Les premières années de l'enfance du grand-duc Nicolas, semblables à ces grands fleuves de l'Amérique dont la vie ne prend de l'importance qu'en s'éloignant de leur source, ont laissé peu de traces dans l'histoire *intime* des princes de la Russie.

Sous la surveillance attentive de l'impératrice Marie, leur mère, dont l'esprit judicieux et éclairé a constamment présidé à leurs études, le grand-duc Nicolas et son frère, le grand-duc Michel, qui vint au monde après lui, grandirent sans ambition sur le plan secondaire qu'assure aux princes cadets des grandes dynasties l'ordre de succession au trône.

Accoutumés de bonne heure à voir dans leur frère Alexandre non-seulement leur souverain, mais encore un père, un bienfaiteur, ils lui avaient voué pendant sa vie une espèce de culte pieux qu'ils lui conservèrent même après sa mort. Leur éducation première fut confiée au général comte Lambsdorf, sous la direction duquel fonctionnèrent, en qualité de précepteurs, les conseillers d'État Storch et Adlung, le comte Muravieff et le professeur Dupuget de Lausanne. Adlung était frère du célèbre philologue allemand.

L'éducation du grand-duc Nicolas n'a pas eu le côté brillant que l'on donne aujourd'hui aux héritiers des

grandes races, mais elle a été solide, vigoureuse, simple dans son ensemble comme dans ses détails. Les hommes d'élite chargés de guider et d'éclairer ses premiers pas dans la vie n'ont point fait luire à ses premiers horizons l'éclat des grandeurs souveraines, mais ils ont fait naître dans son esprit une appréciation juste et vraie des choses au point de vue moral et humanitaire; ils se sont appliqués à lui donner cette justesse de pensées, cette délicatesse de sentiments, cette rectitude de jugement dont il avait reçu le germe en naissant, mais que l'enseignement devait développer si rapidement en lui.

Dans sa nature précoce, ainsi que chez tous les Romanoff, s'éveillèrent de bonne heure les dispositions guerrières de l'empereur Pierre III, son aïeul : un sabre fut son premier jouet, le son du tambour fut le premier bruit qui frappa son oreille; la vue d'un soldat sous les armes le faisait rêver.... La plus grande récompense qu'on pouvait lui promettre était celle de le conduire sur un champ de manœuvre un jour de parade. Il aurait passé des journées entières à écouter le récit d'un combat mémorable, celui d'une bataille décisive. Il fallait voir alors comme son grand œil bleu s'animait, et l'attention enthousiaste qu'il prêtait à la voix du narrateur, surtout quand celui-ci, acteur et témoin des grandes guerres, en racontait un dramatique épisode.

« Si le ciel ne vous avait pas créé prince, lui demanda un jour le général Lambsdorf, quelle position choisiriez-vous dans le monde?

— Celle de tambour, répliqua résolûment le jeune grand-duc.

— Et pourquoi, monseigneur?

— Parce que le tambour marque le pas à la gloire.... »

L'enfant n'avait pas encore atteint sa sixième année.

A dix ans, il savait par cœur toute l'histoire militaire de la Russie, et il la commentait avec une netteté d'appréciation bien au-dessus de son âge. Il savait également bien l'histoire de la France, et discutait avec beaucoup d'aplomb le mérite de ses grands hommes.... Il était séduit par le caractère chevaleresque de François Ier; il aimait Henri IV; il admirait Louis XIV, et, chose remarquable, il devait un jour résumer en sa personne les diverses qualités de cette trinité royale qu'enfant il choisissait pour modèle.

Les infortunes de la famille royale au Temple lui arrachaient des larmes de douleur; les cruautés et les crimes de la Révolution lui faisaient verser des larmes de colère et de sang....

« Oh! si j'avais été empereur de Russie en 1793, dit-il un jour à son professeur d'histoire, Louis XVI ne serait point mort sur l'échafaud du 21 janvier.

— Qu'auriez-vous fait pour cela?

— Je serais allé à Paris.... A la voix des défenseurs du roi-martyr, j'aurais joint ma voix... aux tigres de la Convention, j'aurais, au nom du peuple russe, qu'ils appelaient barbare, demandé la vie du meilleur des souverains.... A la prière, ils auraient accordé ce qu'ils refusaient à la menace, et la France n'aurait pas souillé sa gloire par le plus exécrable de tous les forfaits!... »

La haine instinctive que le grand-duc Nicolas portait déjà aux hommes, aux choses de la Révolution, devait croître encore avec la raison de l'âge et les leçons de l'expérience. En revanche, sa tendresse et son admiration pour son frère Alexandre grandissaient à mesure qu'il pénétrait plus avant dans l'histoire de sa vie.

Ces sentiments se traduisirent souvent par des manifestations où l'inspiration du cœur complétait toujours

celle de l'esprit. Une fois (c'était par une belle matinée du mois de septembre), la cour était à Tsarskoé-Sélo; l'empereur Alexandre, réveillé par les premiers rayons du soleil, venait de se lever, quand tout à coup il entendit un bruit de pas cadencés à la porte de sa chambre, où cependant il avait défendu qu'on mît des factionnaires.... C'était le grand-duc Nicolas, qui, de son propre mouvement, avait pris un fusil et s'était mis en faction à la porte de son frère....

« Que fais-tu donc là ainsi, mon ami? lui demanda l'Empereur.

— Vous le voyez, Sire, répondit l'enfant, je monte la garde devant la chambre du plus grand homme de notre siècle....

— Tu te trompes, mon enfant, répliqua vivement Alexandre, ou bien ceux qui te l'ont dit ont menti... le plus grand homme du siècle n'est pas en Russie....

— Où donc est-il, Sire?

— En France, et il ne se nomme pas Alexandre.

— Comment s'appelle-t-il alors?

— Napoléon.... »

A douze ans, le jeune grand-duc parlait avec facilité, avec élégance même, les principales langues vivantes; il montait à cheval dans la perfection, recherchant de préférence lēs montures fougueuses, difficiles. De bonne heure sa main s'apprenait à dompter; déjà le pressentiment de son caractère altier et superbe en certaines occasions se trahissait dans des nuances imperceptibles.

Sains d'esprit, robustes de corps, les deux jeunes grands-ducs, vivant de la même vie, par le même cœur, pour ainsi dire, et en dehors des pompes de la cour, d'où leur âge devait les exclure, se livraient avec ardeur à l'étude, d'une part, et aux exercices violents, qui,

d'autre part, convenaient à leur nature ardente et impétueuse. Nicolas voyait en Michel, quoique plus jeune, l'ami de son enfance, le compagnon de ses jeux, l'émule de son instruction; tous deux s'affectionnaient d'une amitié tendre et presque exclusive, que la mort seule a pu briser. Tous deux, dans une poitrine d'acier, portaient un cœur d'or, et cachaient, sous une écorce impénétrable, le germe d'une délicatesse de sentiments qui devait éclore et mûrir à la douce chaleur du foyer domestique.

A mesure que le grand-duc Nicolas sortait de l'enfance, sa taille devenait élégante et majestueuse comme celle d'Alexandre. La taille du grand-duc Michel, réduite à de moins grandes proportions, semblait avoir été coulée dans le moule de celle de son frère Constantin. Mais à mesure que Nicolas devenait homme, son caractère, se transformant avec l'âge, prit une teinte sérieuse, austère et concentrée même, qu'on pouvait prendre pour de la dissimulation, mais qui n'était réellement que l'impression d'une âme solitaire et méditative. Le côté grave, sévère, de la physionomie de Nicolas, servant de cadre aux qualités aimables qui se développèrent plus tard chez lui, ne devait que mieux faire ressortir la douceur, la cordialité, la franchise et la touchante affection formant les traits distinctifs de sa nature d'élite et privilégiée.

A quinze ans, le grand-duc, pressentant déjà l'orage qui se préparait au loin pour éclater sur la Russie, dirigea toute son activité sur l'art militaire; aussi ses connaissances théoriques en faisaient-elles un officier remarquable lorsque l'orage prévu retentit en trombes de colère au delà du Niémen. .

C'était en 1812. Napoléon, suivant le vol de ses aigles

victorieuses, s'avançait sur la route du Kremlin.... Les destinées du monde allaient se décider dans les vastes steppes de la Russie. A l'ouragan de fer qui, de Smolensk et de la Moskowa (Borodino), marchait sur Moscou, la ville sainte préparait des murailles de feu... La torche de Rostopchine, se mesurant à l'épée d'Austerlitz, allait pour la première fois arrêter l'irrésistible élan de l'armée française.... Alors, prêtant l'oreille aux tressaillements du monde en armes, le grand-duc Nicolas, impatient de prendre part à la lutte, écrivit une lettre respectueuse à son empereur et frère, pour le supplier de lui permettre de prendre parmi les défenseurs de la patrie la place qui convenait à un Romanoff.... Alexandre, tout en appréciant la noblesse des sentiments qui avaient dicté cette lettre, y répondit par un refus motivé sur la trop grande jeunesse de son frère. Nicolas, désespéré, comprit sérieusement, pour la première fois peut-être, tout ce qu'il y avait de difficile et de sublime dans le devoir de l'obéissance.... Il se résigna.... Il avait compris que pour apprendre à commander à soixante millions d'hommes, il fallait apprendre d'abord à obéir. Ce fut là sa première victoire.

Profondément attristé de l'inactivité à laquelle l'ordre de l'Empereur l'avait condamné, Nicolas ne fit pas entendre une seule plainte, une seule parole de mécontentement; mais il s'attacha avec une application plus grande encore aux études qui possédaient ses plus chères prédilections.

Il se livra principalement à l'étude des mathématiques et du génie, sciences ardues dont il sut bientôt résoudre les problèmes les plus étendus et les plus difficiles. Ce goût inné pour les sciences exactes a dû nécessairement avoir une grande influence sur les dispositions de son

esprit naturellement sérieux; nul doute qu'il n'ait contribué encore à la rigidité de son caractère; mais ce goût des choses guerrières, justifié par une imagination brillante et une âme élevée, a dû produire aussi d'autres résultats. Il est certain que le grand-duc lui doit en partie la tournure chevaleresque de son esprit et son amour passionné pour les idées d'honneur, de gloire et de justice.

Bien jeune encore, Nicolas avait le sentiment du devoir qui maîtrise la fougue des passions, et l'instinct du sentiment qui fait éviter le danger de la passion elle-même. Quoique né avec des passions violentes, il avait assez d'empire sur lui-même pour leur imposer un frein. Sans professer pour les beaux-arts et la littérature un culte enthousiaste, il avait le sentiment du beau et du bien; il les aimait par instinct plutôt que par goût, par raison plutôt que par passion. Ce calme dans ses goûts, au point de vue littéraire et artistique, n'était point un parti pris, mais une suite de la marche réfléchie de ses idées. La réserve qu'il s'imposait pour toutes choses en dehors des sphères de son action fit naître en lui cette espèce de recueillement qui ne contribua pas peu à fortifier sa sévérité naturelle. Le grand-duc Nicolas n'a pas eu de jeunesse; sans transition aucune il a passé de l'enfance à l'âge mûr. Rarement les grands hommes ont eu une adolescence.

Tandis que les aigles impériales de la France et de la Russie se mesuraient aux éclairs de la foudre sur les rives glacées de la Bérésina, le jeune grand-duc, condamné par la volonté de l'Empereur à un pénible repos, trouvait dans les Commentaires de Jules César les premiers éléments de la science qu'il devait affectionner le plus.... Son goût prononcé pour l'art militaire prenait

chaque jour de telles proportions qu'il semblait être né soldat avant d'être prince.

S'il n'eût déjà compris les rigoureuses nécessités de la discipline, et surtout s'il n'eût craint d'attrister le cœur de sa mère par sa désobéissance aux ordres de l'Empereur, il se serait, des régions abruptes de la théorie, élancé dans les champs de la pratique pour combattre au besoin comme simple soldat les envahisseurs de sa patrie.

La victoire, fatiguée du joug que depuis si longtemps lui imposait le génie de Napoléon et de ses marches forcées à travers l'Europe, s'arrêta un jour tout à coup au pied d'un monticule de neige dont l'aspect représentait une forme humaine.... De longues files de fantômes tout blancs semblaient glisser comme des ombres dans les steppes glacées de la Russie... La voix d'un soldat mourant implorant le nom de sa vieille mère, le cri des corbeaux réclamant leur part de cadavres, troublaient seuls le silence de ces mornes solitudes.... Une clarté rougeâtre brillait au loin et montrait à l'horizon, comme à travers un sinistre mirage, le squelette en feu de Moscou.... Donc la victoire s'arrêta tout à coup auprès de ce monticule qui recouvrait le corps d'un vieux soldat d'Égypte, et rebelle pour la première fois au commandement du vainqueur des Pyramides, elle brisa son épée, disant : « Je n'irai pas plus loin.... » De ses deux bras alors pressant sa poitrine d'acier, Napoléon, plus grand encore dans l'infortune qu'il ne l'avait été dans ses triomphes, en fit jaillir un long cri de douleur qui se perdit dans les hourras des Cosaques s'abattant comme des vautours sur les flancs de son armée aux prises avec l'hiver. Il se reconnaissait vaincu.

La paix de Vienne succéda bientôt aux immenses

désastres de l'armée française. L'empereur Alexandre, reçu en libérateur plutôt qu'en ennemi dans la capitale de la France, car ce n'était pas à la France, qu'il aimait, que, fier Brennus du Nord, il venait dicter la loi du glaive, c'était à l'orgueil d'un presque demi-dieu dont la main avait jeté si longtemps le poids de l'ambition dans les plateaux de la balance européenne. Alexandre entra donc dans Paris entouré de ses trois frères, les grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel. De lui-même, au commencement de la campagne, il avait offert aux deux plus jeunes ce qu'il avait cru devoir refuser en 1812 à la prière de Nicolas, le périlleux honneur d'assister aux dernières convulsions de l'aigle napoléonienne.

Le grand-duc Nicolas avait à cette époque mémorable dix-neuf ans. Sa taille haute, élancée, n'avait pas encore atteint cette majesté de forme qui devait en faire plus tard le plus bel homme de son empire, mais les qualités de son âme précoce pour le bien réalisaient déjà cette parole fameuse prononcée quelques jours après sa naissance par la grande Catherine : *Cet enfant sera le chevalier de la Russie*. Insensible aux séductions de Paris, dangereux écueils pour les natures impressionnables et indépendantes, il sut repousser avec une raison supérieure à son âge les louanges qui fascinent et les plaisirs qui corrompent ; il n'aperçut, pour ainsi dire, que le beau côté de la civilisation française. Aux fêtes brillantes et pacifiques qui avaient succédé au tumulte de la guerre, il préférait les causeries des hommes d'élite dont les noms commençaient à faire autorité dans les sciences et les belles-lettres, et entre tous ces noms, il avait remarqué celui du poétique auteur du *Génie du Christianisme*.

Il occupait avec son jeune frère Michel une partie de l'hôtel Infantado, que le duc de Talleyrand avait mis à

la disposition de l'empereur Alexandre, dans la rue Saint-Florentin. Sa principale, son unique distraction pour ainsi dire, était la fréquentation des théâtres : presque chaque soir on le voyait dans une loge d'avant-scène aux Variétés, applaudir Potier, Tiercelin, etc., et sanctionner ainsi l'engouement du public pour ces artistes à la mode.

Malgré les événements immenses et de toute nature qui depuis 1815 ont eu lieu dans la capitale de la civilisation du monde, tempêtes populaires, révolutions, écroulements de trônes, changements de cocardes et de drapeaux, de constitutions et de dynasties, Paris a conservé le souvenir d'un trait qui fit beaucoup d'honneur au grand-duc Nicolas. Un matin qu'il se promenait dans les Champs-Élysées, longtemps avant l'heure où la fashion s'y donne rendez-vous, une femme appartenant à la classe de la bourgeoisie se jeta à la tête de son cheval. Cette femme était d'un âge avancé; elle pleurait :

« Que me voulez-vous, ma bonne femme? lui demanda le grand-duc.

— Vous prier de rendre un grand service à une pauvre mère.... Vous êtes officier russe, n'est-ce pas?

— Oui, madame.

— Vous connaissez l'empereur Alexandre?

— Beaucoup.

— Vous le voyez souvent ?

— Tous les jours ; je dois même dîner ce soir avec lui...

— On dit qu'il est aussi bon qu'il est beau.

— Et l'on ne ment point, en disant ainsi.

— Alors je suis sauvée, si vous le voulez, mon brave officier.

— Comment cela, ma bonne femme?

— En daignant remettre vous-même à Sa Majesté l'Empereur une supplique que je n'ai pu lui faire parvenir....

— L'avez-vous sur vous?

— La voici.... A ces mots, la pauvre mère qui pleurait toujours, mais d'espérance, lui remit une feuille de papier-ministre pliée en quatre....

— Puis-je en prendre connaissance? demanda le grand-duc...

— Je vous en prie, monsieur.... » La supplique était ainsi conçue :

« SIRE,

» Je suis une pauvre veuve, sans soutien, sans fortune; je n'avais qu'une seule consolation en ce monde... un de vos officiers vient de me la ravir en m'enlevant mon enfant unique, une jeune fille de dix-sept ans : je ne crie pas vengeance contre le coupable, je vous demande justice pour la mère, réparation pour l'enfant! Sire, il me reste bien peu de temps à vivre; rendez-moi l'espoir de ma vieillesse, rendez-moi mon enfant, afin que mon dernier soupir ne soit pas une malédiction pour les armées qui, sous le prétexte de rendre la paix à l'Europe, le bonheur à la France, seraient venues apporter la honte et le désespoir au sein des familles.... » etc. Le nom de l'officier séducteur, celui de la fille séduite et le domicile qu'ils occupaient depuis l'enlèvement, rue Notre-Dame-des-Victoires, étaient indiqués en post-scriptum.

Le grand-duc prit l'adresse de la mère et lui dit : « L'Empereur aura ce soir votre lettre, et demain, ma bonne femme, vous aurez votre enfant.... »

L'empereur Alexandre était en effet aussi bon qu'il était beau. Or, comme la justice est la compagne inséparable de la bonté, il prit en considération la demande de la plaignante et fit appeler le soir même l'officier ravisseur, qui appartenait à l'élite de la société moscovite et occupait un rang assez élevé dans l'armée russe... Il résulta de son propre aveu que le séducteur, séduit lui-même par la grande beauté de la jeune Parisienne, n'avait pu triompher d'un irrésistible entraînement de cœur; et cet entraînement avait été d'autant plus facile que la jeune fille n'avait pas été trop insensible aux hommages et trop rebelle aux avances du brillant officier. Cependant, là où il y avait eu faute, il devait y avoir expiation... L'empereur Alexandre, réprimandant sévèrement l'officier dont la raison, mûrie par l'âge, aurait dû protéger contre elle-même l'inexpérience d'une jeune fille, lui dit :

« Un mariage en règle serait la seule réparation que vous devriez offrir à votre victime, si vous n'étiez point marié vous-même : demandez à votre cœur celle qui pourrait convenablement remplacer celle-ci.... »

— Je n'en vois qu'une, Sire, répondit l'officier repentant, c'est de remplacer le mari par la dot.

— Très-bien, répliqua l'Empereur; et quelle dot votre belle égarée rapportera-t-elle au bercail ?

— Cinquante mille francs, Majesté. »

Le grand-duc Nicolas attendait dans une pièce voisine le résultat de cette conférence : l'Empereur le fit appeler, et il lui dit, au grand déplaisir de l'officier qui aurait bien voulu remettre au lendemain l'exécution du contrat :

« Je vous charge de reconduire à une mère désespérée que vous connaissez, une jeune fille que monsieur vous remettra avec cinquante mille francs. » Puis, se

tournant vers l'officier, il ajouta : « J'exige votre parole d'honneur, monsieur, que vous ne ferez rien pour revoir la malheureuse enfant que votre titre d'homme marié aurait dû respecter... Allez... »

Une heure après, la jeune fille fondant en larmes, se jetait aux genoux de sa mère et obtenait sur ses lèvres pleines de baisers, l'assurance d'un pardon qui se trouvait dans son cœur. Le grand-duc Nicolas contemplait avec émotion cette scène touchante. « Oh ! soyez mille fois béni, monsieur, lui dit la vieille femme, je vous dois plus que la vie, je vous dois mon enfant. Oh ! comment pourrais-je vous exprimer toute ma reconnaissance ?

— En me permettant de joindre à ces cinquante mille francs qui constituent la dot de mademoiselle Marie, une somme de dix mille francs, que je dois à la mère pour les honoraires de la commission qu'elle a bien voulu me confier.

— Si vous n'êtes pas un ange du bon Dieu sur la terre, qui êtes-vous donc, mon brave officier ? s'écria la bonne femme en joignant les mains.

— Je suis Nicolas, le frère de l'empereur Alexandre.

— Nicolas ! ajouta la mère au comble du bonheur, voilà un nom qui se trouvera matin et soir dans mes prières. »

Un mois après, le grand-duc Nicolas assista à un mariage qui se célébrait dans l'église de Saint-Roch ; la belle Marie épousait selon son cœur un jeune employé au ministère des finances. Sa première et unique faute de jeunesse avait disparu sous le bouquet nuptial béni par la religion.

Un jour, de la capitale de la France, l'empereur Alexandre ramena ses armées victorieuses à Saint-

Pétersbourg, et les palais de la capitale de la Russie s'animèrent d'une vie nouvelle. L'Europe était sauvée ! Après un cataclysme, hélas ! qui pour elle avait duré plus de quarante jours, une blanche colombe lui avait apporté, au nom d'Alexandre, le symbolique rameau vert.

Le grand-duc Nicolas associa sa voix et son cœur aux cantiques de la délivrance chantés solennellement dans l'église de Cazan ; mais il demeura en quelque sorte étranger aux fêtes somptueuses par lesquelles la société russe semblait vouloir se dédommager des tristesses et des privations que lui avaient imposées les rigueurs d'une longue guerre. Les joies du monde, si séduisantes ordinairement pour la jeunesse des princes, dont chaque désir prévu instantanément est exaucé pour ainsi dire avant d'avoir été formulé, n'avaient aucun attrait pour Nicolas, dont le caractère sérieux, indépendant, suivait sa propre ligne.

L'année suivante, en 1816, les deux grands-ducs Nicolas et Michel quittèrent de nouveau la Russie pour entreprendre un grand voyage en Occident. Ils parcoururent non plus les armes à la main, mais en véritables touristes, une partie de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. De même que Châteaubriand, en France, avait produit sur l'esprit de Nicolas une vive impression, sir Walter Scott sut trouver en Angleterre le chemin de son cœur. Sous l'enveloppe silencieuse et réservée du jeune homme, le célèbre romancier avait deviné la pensée suprême qui devait un jour présider aux destinées du plus vaste empire du monde... Il lui adressa même des vers où le fameux *Tu Marcellus eris* semblait devancer l'avenir.

Comme s'il y eût été retenu par un secret pressentiment de cœur, le grand-duc resta plus longtemps à la

cour de Prusse, intimement liée à celle de Russie. Il résidait alternativement à Berlin et à Potsdam. Dans ce dernier lieu, il compléta son éducation de soldat en faisant une école militaire dans la compagnie d'élite du premier régiment de la garde à pied. Le général Möllendorf commandait alors cette compagnie en qualité de capitaine. Nicolas voulut étudier le service de l'infanterie prussienne non-seulement dans son ensemble, mais encore dans ses détails les plus infimes; il voulut tout apprendre, tout connaître, jusqu'aux signaux, jusqu'à battre de la caisse, jusqu'à faire la cuisine...

« Que voulez-vous, répondait-il aux observations qu'on lui faisait faire, je ne sais pas dans quelle position je puis me trouver un jour. »

En dehors de ses occupations militaires, le moulin du meunier Sans-Souci était sa promenade favorite. C'est à l'ombre de ce monument historique qu'il a conçu sans doute pour la justice cet amour profond que ni la clémence ni la sévérité n'ont jamais pu altérer en lui... A ses yeux, un bon juge avait plus de prix qu'un bon général.

Le 13 juillet 1817, Nicolas, qui à tous les plaisirs heureux apanages de la grandeur, préférait les joies modestes de la famille, épousa la princesse Frédérique-Louise-Charlotte-Wilhelmine de Prusse, née en 1798. Les grâces, la beauté, les qualités morales de cette auguste princesse, fille aînée de Frédéric-Guillaume et de la reine Louise, avaient produit sur le cœur du grand-duc une impression qui devait, sans les altérer en rien, dominer tous les autres sentiments de son noble cœur...

Entre toutes les princesses à marier, celle de Prusse était certainement celle que Nicolas eut dû choisir, si Dieu n'avait pris soin de la lui choisir lui-même. Son

âme, aussi belle que sa personne, était un diamant incomparable enfermé dans un céleste écrin.

Son mariage développa chez le grand-duc Nicolas les douces et les aimables qualités qui se cachaient dans le sérieux de son cœur, comme des violettes sous la mousse des bois. Au parfum qu'elles exhalaient autour d'elles, on les pressentait, mais on ne les voyait point. La tendresse active et sympathique de la grande-duchesse les fit paraître sinon au grand jour, du moins à l'ombre du foyer domestique. Dans le monde, en public, toujours sérieux et froid, pliant son front pour ainsi dire sous le poids de sa pensée, il marchait les yeux inclinés sur la terre, et lorsqu'il les relevait pour fixer sur un homme son regard fauve et pénétrant comme celui du lion, cet homme, si fort qu'il fût, sentait qu'il était devant son maître... Ce regard possédait sur les masses un pouvoir magnétique et fascinateur que nul ne pouvait supporter en face. Plus d'une fois, le peuple a eu l'occasion de le comparer aux éclairs du mont Sinaï.

Dans son intérieur, au contraire, le grand-duc transformant sa fière nature, devenait un tout autre homme : le lion se faisait agneau ; sa voix ne rugissait plus, elle chantait ; son regard ne brûlait plus, il séduisait ; il se faisait petit dans sa haute taille, pour se rapprocher davantage des siens ; ses lèvres alors se mettaient au niveau des cœurs qui battaient pour le sien.

Le ciel, après l'avoir bénie, féconda l'union du grand-duc Nicolas avec la princesse de Prusse... Celle-ci devenant mère, lui donna pendant les trois années qui suivirent son mariage trois enfants, dont la beauté typique portait d'une manière indélébile le caractère des grandes races. L'un était Alexandre, l'empereur actuel, les deux autres, les grandes-duchesses Marie et Olga. L'art d'une

femme, plus encore son premier devoir, est de rendre heureux l'homme qui l'aime ; que cet homme porte à la main un sceptre d'or ou un crochet de chiffonnier, n'importe !... La grande-duchesse possédait cet art et remplissait ce devoir avec toute l'inspiration de son cœur aimant, avec toute l'application de sa nature ardente et vertueuse. Aussi le grand-duc se disait-il le plus heureux entre tous les sujets de Sa Majesté l'autocrate de toutes les Russies.

« Que me demanderiez-vous, lui dit un jour Alexandre, si Dieu me prêtant en ce moment sa puissance surnaturelle, je vous disais : Mon frère, formulez vos désirs.... vos vœux seront accomplis.... »

Le grand-duc mettant ses trois enfants sur ses genoux et attirant sa femme sur son cœur, répondit :

« Je vous demanderais, Sire, de me laisser toujours tel que je suis. »

Le cœur du grand-duc se trouve tout entier dans cette réponse. Appelé au trône par des circonstances indépendantes de sa volonté, contraires même à ses espérances, il a prouvé qu'il en était digne, mais il ne l'a jamais ambitionné. Quoi qu'il en soit, le caractère de Nicolas comme époux et comme père se développait d'une marche lente, mais sûre, continue, intelligente. Comme prince, il se montrait de plus en plus magnifique, de plus en plus riche en espérances. Il exerçait sur tous ceux qui l'entouraient un ascendant dont nul ne cherchait à se défendre, car le respect qu'il inspirait à son insu était tempéré toujours par la bienveillance et la bonté.

Un illustre savant dont le nom est aujourd'hui une gloire européenne, le baron Alexandre de Humboldt, se trouvant en 1822 en présence du grand-duc, qui avait fait un voyage à Berlin, le considéra quelque temps en silence et dit à l'un de ses amis, avec l'accent d'une conviction profonde :

« Ou je me trompe fort, ou le grand-duc d'aujour-» d'hui sera le plus grand monarque de son temps. »

Le prince de la science avait découvert l'empreinte suprême que le baiser de la grande Catherine avait tracée pour la couronne, sur le front de celui qu'elle se plaisait à appeler le chevalier de la Russie.

A l'heureux pronostic du baron de Humboldt, nous devons joindre le portrait que le prince Koslovsky a tracé du grand-duc, dans un journal inédit qui se trouve actuellement entre les mains de la grande-duchesse veuve de Mecklembourg-Schwerin. Ce portrait, fait d'après nature par un homme indépendant et antipathique sous plus d'un point de vue au système russe et aux représentants de ce système, a tout le mérite d'une œuvre originale.

« Le grand-duc Nicolas, écrit le prince artiste, a reçu de la nature l'un des plus beaux dons qu'elle puisse accorder à ceux que le sort a élevés au-dessus des autres. Il possède le plus bel extérieur que j'aie jamais vu de ma vie.

» L'expression ordinaire de sa physionomie a quelque chose de sévère et de misanthropique qui n'est pas attrayant. Son sourire est un sourire de complaisance, mais qui n'est point l'effet d'une disposition gaie ou communicative. L'habitude de réprimer cette disposition s'est si intimement unie à son caractère, qu'on ne peut y remarquer rien de forcé, rien de contraint ou d'étudié.

» De même toutes ses paroles comme tous ses mouvements sont aussi mesurés que s'ils étaient réglés comme un papier de musique. L'aspect général de ce prince a quelque chose qui tient à distance, mais, en même temps, qui impose singulièrement. Il parle avec viva-

cité, mais avec une simplicité égale à la dignité. Tout ce qu'il dit est plein de noblesse et de bon sens. Jamais de plaisanteries usées, jamais un mot courant après l'esprit ou employé mal à propos. Dans le ton de sa voix comme dans la composition de ses phrases, il n'y a rien qui trahisse l'orgueil ou la dissimulation; et, cependant, l'on sent bien que son cœur est fermé et que cette barrière est insurmontable, et même qu'il serait insensé d'espérer pouvoir arriver à sa pensée intime ou gagner complétement sa confiance.

» Le grand-duc ne s'occupe pas seulement des détails du militaire, mais on l'envisage aussi comme un excellent ingénieur, et, par conséquent, comme un parfait mathématicien. Il lit beaucoup, et toutes les personnes qui l'entourent m'ont assuré qu'il possède au plus haut degré cette puissance d'attention qui, d'après la célèbre définition de Montesquieu, n'est pas autre chose que le génie. Le grand-duc s'est contenté jusqu'à présent d'être général, mais tout indique qu'il ne lui serait pas difficile d'être homme d'État. Si ce prince terminait sa vie sans avoir fait de grandes choses il aurait manqué sa vocation, car évidemment la nature l'a destiné à quelque chose de grand.

» Je ne doute pas qu'il ne donne à son fils une excellente éducation; mais je crains qu'il ne l'occupe trop de science, en négligeant le goût pour la belle littérature, et particulièrement pour la poésie. Ce goût serait l'un des plus grands bienfaits pour l'avenir de la Russie, car le monde réel y exerce une influence si fâcheuse sur le caractère, qu'il faut nécessairement lui donner un contre-poids pour les attraits enchanteurs de l'imagination.

» Au cas que le grand-duc Nicolas monte un jour sur

le trône, je ne doute pas qu'on ne le serve avec enthousiasme. Il ne gagnera pas, comme Henri IV, le cœur de ses sujets par un aimable abandon, mais ils lui obéiront volontiers comme à un prince qu'on peut toujours contempler avec orgueil, et auquel on peut justement appliquer les deux célèbres vers de Bérénice:

En quelque obscurité que le ciel l'eût fait naître,
Le monde, en le voyant, eût reconnu son maître.

» Et qui enfin, sous le sceau de majesté que lui a imprimé la nature, cache une haute intelligence qui relève encore l'impression que son aspect imposant avait produite.

» Notre individualité se manifeste aussi bien par nos inclinations que par nos répugnances. Le grand-duc aime sa femme, et montre cette affection comme il a coutume de faire en toutes choses, c'est-à-dire de la manière la plus franche et la plus noble. La grande-duchesse a une taille majestueuse, un air imposant, des traits agréables et harmonieux. Quand elle s'anime, la froideur de son regard scrutateur disparaît, et elle redevient entièrement la fille de la reine Louise de Prusse et la sœur de la grande-duchesse Alexandrine de Mecklembourg. Alors la princesse s'efface quelque peu, mais la femme apparaît d'autant plus ravissante sous ses traits vraiment angéliques..... »

Pour plaire et passionner, le grand-duc Nicolas n'avait pas besoin d'une couronne. D'une taille dépassant en hauteur la mesure de six pieds, mais parfaitement bien proportionnée, il aurait pu poser devant le statuaire antique pour servir de modèle au dieu de la guerre. L'uniforme militaire qu'il ne quittait jamais allait admirablement au caractère de sa physionomie. Ses traits étaient réguliers,

son profil superbe; son front élevé, légèrement dénudé sur les tempes; son regard olympien, mais plein de bienveillance quand ses lèvres souriaient; son coup d'œil scrutateur cherchant à plonger jusqu'au fond des cœurs pour y lire les plus secrètes pensées, intimidait parfois ceux qui l'approchaient; mais par un mot, par un geste, il provoquait bien vite la confiance retenue par un sentiment de crainte sur la réserve.

Lorsque son service ou le séjour de la famille impériale à Tsárskoé-Sélo n'exigeaient point sa présence en cette charmante résidence, il habitait à Saint-Pétersbourg le palais d'Anitschkoff, transformé, par ses soins, en un vrai sanctuaire d'élégance, d'ordre et de bonne tenue. C'est là qu'en dehors des affaires politiques, il charmait les loisirs que lui laissaient ses études militaires, par les joies de la famille et la culture de la musique qu'il affectionnait, la musique militaire surtout. Dans ce palais, il avait fait construire un petit théâtre sur lequel, tout frais encore des impressions dramatiques qu'il avait rapportées de Paris, il se chargeait d'interpréter parfois lui-même le répertoire à la mode de la scène française. Il jouait à ravir dans *l'Hôtel garni*, une de ses pièces de prédilection. Les artistes français engagés à Saint-Pétersbourg étaient souvent appelés à prêter leur concours aux fêtes qu'il donnait à sa famille, et ils l'accordaient avec d'autant plus d'empressement, que dans la bienveillance pour eux du grand-duc ils avaient trouvé un patronage intelligent et sûr.

Pour bien connaître un homme, qu'il soit né dans une condition infime, sur le seuil d'une chaumière, ou dans une position suprême, sur les marches d'un trône, il faut le juger par son esprit et surtout par son cœur.

Nous retrouverons le cœur et l'esprit du grand-duc

Nicolas dans cette lettre remarquable qu'il adressa, après la naissance de son fils aîné, l'empereur actuel, à l'archevêque métropolitain de Moscou :

« Très-vénérable prélat,

» J'ai vu, avec l'angoisse d'un faible mortel, mais aussi avec l'espérance d'un chrétien fidèle, s'approcher le moment le plus décisif de ma vie. Incertain de ce que me réservait la Providence, j'ai fortifié mon âme par un vœu religieux, et c'est avec résignation que j'ai attendu la volonté du Seigneur.

» Il a plu à la divine Providence de m'accorder le bonheur des joies de la paternité. Elle m'a conservé la mère et le fils. La manifestation de notre reconnaissance, qui n'est point nécessaire à Celui qui sonde les cœurs, devient un besoin pressant pour celui qui en est pénétré. Le vœu que je m'empresserai de réaliser consiste à ériger, sous l'invocation de saint Alexandre Nevsky, une chapelle dans l'église de la Nouvelle-Jérusalem, à Moscou; c'est l'humble offrande d'un heureux père qui remet à la garde du Tout-Puissant son bien le plus précieux, la vie de sa femme et de son enfant.

» Votre Éminence voudra bien être mon conseiller et mon guide dans l'accomplissement d'un vœu si cher à mon cœur. Puissent de ferventes prières pour la mère et pour le fils s'élever au ciel du pied de cet autel élevé par la reconnaissance d'un père. Puisse le Tout-Puissant prolonger leurs jours pour leur propre bonheur, pour le service du monarque, pour l'honneur et pour la prospérité de la patrie.

» En vous demandant votre bénédiction pour eux et pour moi, je suis, etc.

» Nicolas. »

Nous avons cru devoir intervertir l'ordre usité par la routine de l'histoire, celui de tracer au dernier chapitre d'un livre le portrait du personnage mis en scène. Nous avons cru, disons-nous, devoir procéder différemment, parce que cet usage nous a semblé peu logique au point de vue de l'entente du sujet. A la première page d'une œuvre historique, comme au lever du rideau d'un théâtre, le lecteur, ainsi que le spectateur, doit être mis immédiatement en rapport avec le héros qui, pendant plusieurs actes ou plusieurs volumes, occupera son attention.

Cette présentation est, à notre avis, rigoureusement indispensable à l'intelligence d'une œuvre, qu'elle soit offerte à l'appréciation du public devant une rampe de théâtre ou à la méditation du penseur, dans le silence de son cabinet.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Coup d'œil rétrospectif. — L'empereur Alexandre. — Changement de caractère. — Lettres remarquables. — Alexandre et Napoléon. — Entretien solennel. — Jeannette de Grudzenska —Divorce et mariage du grand-duc Constantin.—Manifeste impérial. — Révélation. — Résolution décisive. — Lettre du grand-duc Constantin à l'Empereur. — Réponse. — Beaux vers de M. de Lamartine. — Testament secret d'Alexandre. — Départ de l'Empereur pour Taganrog. — Nuit en prières. — Le monastère de Saint-Alexandre Nevsky. — Sombres présages. — Taganrog. — Voyage en Tauride. — Imprudence. — Maladie de l'Empereur. — Sombre réminiscence. — Signes mystérieux. — Confession. — Absolution. — Pénitence. — Affreux délire. — Mort de l'Empereur. — Désespoir et résignation de l'Impératrice. — Lettre admirable. — Attitude du grand-duc Constantin. — Douleurs muettes. — Scène domestique. — Premières mesures. — Serment de fidélité à Nicolas. — Départ du grand-duc Michel pour Saint-Pétersbourg. — Situation de cette ville. — Étrange perplexité. — *Te Deum*. — Fatale dépêche. — Crucifix voilé de deuil. — Rapide résolution du grand-duc Nicolas. — Serment de fidélité à Constantin. — Révélations de l'Impératrice et du chancelier de l'Empire. — Séance extraordinaire au conseil de l'Empire. — Explications tardives. — Premiers symptômes d'opposition. — Ouverture du testament d'Alexandre. — Débats orageux. — Le grand-duc Nicolas au conseil de l'Empire. — Manifeste du Sénat dirigeant. — Départ de nombreux courriers. — Situation de Moscou. — Prologue d'un grand drame.

Pour bien comprendre la vie du grand homme et les événements du long règne dont nous allons écrire l'histoire, il importe de jeter un coup d'œil rapide sur les dernières années de l'empereur Alexandre.

Au faîte de la grandeur et de la puissance, le souverain qui avait eu le bonheur d'achever par la force du glaive, au profit de l'Europe coalisée contre la France impériale, ce que l'Angleterre avait commencé par la séduction de l'or, devint tout à coup taciturne, triste, inquiet.

C'était à la fin de l'année 1820. L'assassinat du duc de Berry, réveillant dans son esprit un fatal souvenir de

famille, avait jeté comme un voile lugubre sur son front et dans son cœur.... Son front semblait avoir repris le deuil de Paul, que, depuis l'année fatale de 1801, il portait dans son cœur. Une révolution subite, imprévue, s'était opérée dans ses habitudes et dans son caractère. Dédaigneux alors des joies du monde, de l'éclat des fêtes qu'il avait tant aimées, il mit à fuir les bals, les spectacles, un empressement égal à celui qu'il apportait autrefois à satisfaire ses goûts prononcés pour les assemblées bruyantes et pour les plaisirs de la cour.

Ce changement moral, qu'il s'efforça d'abord de cacher à ses courtisans et aux membres de sa famille, prit bientôt une tournure mystique et recueillie qui pour quelques-uns parut un indice prochain, un avertissement de mort.

En dehors du temps qu'il donnait aux affaires, l'empereur Alexandre consacrait tous ses loisirs à de pieuses lectures ou à des entretiens religieux avec des prêtres de l'Église grecque, et même avec des pasteurs de l'Église réformée. « Laissez-moi, disait-il aux personnes de sa famille qui cherchaient par des distractions à détourner le cours de ses pensées inquiètes; laissez-moi, il est temps que je songe à expier les fautes que j'ai commises pendant mon règne. » Tel était alors ce prince dans sa vie intime. Si nous l'examinons comme homme public, nous serons plus surpris encore du changement inouï qui s'était fait en lui. Il ne supportait plus qu'avec peine et défaillance le poids des affaires, auxquelles il consacrait, avec une incroyable ardeur, toute l'énergie de son intelligence.

« Ce projet devra être soumis à l'appréciation de mon successeur. — Celui-ci est au-dessus de mes forces. — Je n'aurai pas le temps d'élaborer celui-là, » etc. Telles

étaient les paroles qui sortaient de ses lèvres, les phrases qui tombaient de sa plume chaque fois qu'il travaillait avec ses ministres ou qu'il traçait des observations en marge des rapports qui lui étaient présentés.

Quelle était la cause de ce découragement profond opéré d'une manière si brusque dans la vie d'un prince qui voyait soixante millions d'hommes courbés à ses pieds, et que l'Europe naguère avait salué comme son libérateur? Nous l'apprendrons peut-être dans cette lettre intime qu'il écrivit alors qu'il n'était encore que grand-duc, au plus cher de ses amis, à Victor Prolowitch Kotchoubey, alors ambassadeur à Constantinople.

Dans tous les cas, elle nous montrera quelles étaient les dispositions de son esprit, les mystères de son âme essentiellement honnête.

« Cette lettre, mon cher ami, vous sera remise par M. Garriek, duquel je vous ai parlé dans une de mes lettres précédentes; ainsi je peux vous entretenir librement sur quantité de choses.

» Savez-vous, cher ami, que réellement cela n'est pas bien que vous ne m'instruisiez sur rien de ce qui nous regarde, car je crains d'apprendre que vous avez demandé votre congé pour aller faire une cure en Italie, et que de là vous irez en Angleterre pour quelque temps. D'où vient que vous ne me dites rien? Je commence à croire que vous doutez de mon amitié pour vous, ou que vous n'avez pas assez de confiance en moi; car, j'ose le dire, je le mérite réellement par l'amitié sans bornes que je vous porte; ainsi, je vous conjure, instruisez-moi de tout ce qui vous regarde, et croyez que vous ne pouvez me faire un plus grand plaisir. Au reste, je vous avoue que je suis bien charmé de vous savoir quitte de cette place qui ne pouvait que vous procurer des désa-

gréments sans être compensée par aucune jouissance quelconque.

» Ce M. Garriek est un très-joli garçon; il a passé quelque temps ici, et dans ce moment il va en Crimée d'où il s'embarquera pour Constantinople. Je le trouve bien heureux, parce qu'il aura l'occasion de vous voir, et je lui envie en quelque façon son sort, d'autant plus que je ne suis nullement content du mien. Je suis enchanté que la matière se soit engagée d'elle-même, car j'aurais été embarrassé de commencer ce sujet. Oui, mon cher ami, je le répète, je ne suis nullement satisfait de ma position; elle est beaucoup trop brillante pour mon caractère, qui n'aime que la tranquillité et la paix. La cour n'est pas une habitation faite pour moi, je souffre chaque fois que je dois être en représentation, et je me fais du mauvais sang en voyant ces bassesses qu'on fait à chaque instant pour acquérir une distinction pour laquelle je n'aurais pas donné trois sols. Je me sens malheureux d'être obligé d'être en société avec des gens que je ne voudrais pas avoir pour domestiques et qui jouissent ici des premières places; tels que le prince S.... M.... P... et le prince B...., les deux comtes S.... M.... et une foule d'autres qui ne méritent pas même d'être nommés; qui, fiers avec leurs inférieurs, rampent devant celui qu'ils craignent. Enfin, mon cher ami, je ne me sens pas du tout fait pour la place que j'occupe dans ce moment, et encore moins pour celle qui m'est destinée un jour et à laquelle je me suis juré de renoncer, soit d'une manière, soit d'une autre.

» Voilà, mon cher ami, le grand secret qu'il me tardait depuis si longtemps de vous communiquer, et dont je n'ai pas besoin de vous recommander le silence, car vous sentez que c'est une chose qui peut me casser la

tête. J'ai prié M. Garriek dans le cas qu'il ne puisse vous remettre cette lettre qu'il la brûle, et qu'il n'en charge personne pour vous.

» J'ai beaucoup pesé et combattu cette matière, car il faut que je vous dise que ce projet m'est entré en idée avant même que je vous aie connu, et je n'ai pas tardé à me décider au parti que j'ai pris.

» Nos affaires sont dans un désordre incroyable, on pille de tous côtés, tous les départements sont mal administrés, l'ordre semble banni partout, et l'Empire ne fait qu'accroître ses domaines; ainsi, comment se peut-il qu'un seul homme puisse suffire à le gouverner, et encore plus à en corriger les abus? C'est absolument impossible, non-seulement à un homme de capacités ordinaires comme moi, mais même à un génie, et j'ai toujours eu pour principe qu'il valait mieux ne pas se charger d'une besogne que de la remplir mal. C'est d'après ce principe que j'ai pris la résolution dont je vous ai parlé ci-dessus. Mon plan est, qu'ayant une fois renoncé à cette place si scabreuse (je ne peux pas fixer l'époque d'une telle renonciation), j'irai m'établir avec ma femme aux bords du Rhin, où je vivrai tranquille en simple particulier, faisant consister mon bonheur dans la société de mes amis et l'étude de la nature.

» Vous vous moquerez de moi, vous direz que c'est un projet chimérique; vous en êtes le maître, mais attendez l'événement, et après cela je vous permettrai de juger. Je sais que vous me blâmez, mais je ne peux pas faire autrement, car le repos de ma conscience est ma première règle, et elle ne pourrait jamais rester en repos si j'entreprenais une chose au-dessus de mes forces. Voilà, mon cher ami, ce qu'il me tardait de vous dire; à présent que cela est fait, il ne me reste qu'à vous annoncer

qu'où je serai, heureux ou malheureux, dans le faste ou dans la misère, une de mes plus grandes consolations sera votre amitié pour moi, et croyez que la mienne ne finira qu'avec ma vie.

» Adieu, mon cher et vrai ami; ce qui pourrait m'arriver en attendant de plus heureux serait de vous revoir.

» Ma femme vous dit mille choses, elle a des idées toutes conformes aux miennes. »

Une seconde lettre, adressée quelque temps après au même personnage, prouve la persistance du grand-duc Alexandre dans ses projets de renonciation au trône; la voici mot pour mot :

« Cher ami, la pensée qu'un jour (et ce jour n'est pas si loin) où je serai, grâce au sort, placé à la tête d'un empire, me fait dresser les cheveux sur la tête. Je ne suis point fait pour gouverner; mon plus grand bonheur serait de rester simple citoyen comme je le suis en ce moment, entouré de ma femme, de mes enfants, de mes amis et de tous ceux que j'aime.

» Oh! si la Providence m'avait laissé libre du choix de ma destinée, j'aurais fini paisiblement ma vie dans un petit coin quelconque de l'Europe, quelque part; en Suisse, ce pays que j'aime tant depuis que j'aime ce cher Laharpe que j'aime comme mon père spirituel, car c'est lui *qui m'a fait homme*.

» Ah! que je suis malheureux! Pourquoi donc les désirs que je viens de vous écrire resteront-ils chimères et châteaux en Espagne? Le jour viendra, je le répète, où l'on me saluera César! Triste sort pour un homme qui veut vivre!

» Soyez heureux, cher ami, ne vous appesantissez pas

trop sur ces lignes quand vous les lirez, car elles vous donneront du noir, et pour rien au monde je ne voudrais vous attrister, vous qui m'êtes si cher au cœur!

» Voyagez, amusez-vous, saluez le beau lac Léman de ma part, portez-vous bien; ma femme vous embrasse, et moi je me dis tout à vous,

» ALEXANDRE. »

Cette lettre remarquable, quoique à première vue elle paraisse insignifiante, écrite en français à un jeune homme, par un jeune homme placé sur la première marche d'un trône qui devait un jour lui appartenir, ainsi qu'il le dit lui-même, est une ébauche exacte des sentiments intimes d'Alexandre; elle nous dépeint son cœur tout entier.

Un certain nombre d'années s'écoulèrent sur la manifestation de ces désirs modestes, formulés en vain, lorsqu'un jour de date lugubre pour la Russie réalisant les craintes du jeune prince, vit à ses pieds soixante millions d'hommes le proclamant César. Celui qui rêvait une vie paisible dans un chalet suisse ramassait une couronne au pied d'un cadavre, dans une chambre d'un palais impérial où Paul venait de tomber sous les coups d'illustres assassins. L'utopie poétique s'était envolée pour faire place à une position dont la splendeur inouïe, loin de le séduire, épouvantait les instincts modestes du disciple réaliste de Laharpe.

Alexandre apporta sur le trône tout un monde d'idées et de projets plus généreux les uns que les autres; une vaste carrière, un vaste champ riches par leur nature et vierges encore s'ouvraient devant lui. Il se mit aussitôt à l'œuvre avec un zèle et une ardeur dignes de ses hautes destinées.

Les années qui suivirent son avénement au trône de

Pierre le Grand, son activité foudroyante, l'histoire de sa politique et de ses guerres n'entrent pas dans le cadre que je me suis tracé. Pour le présenter sous son véritable jour, il me suffira de citer la fameuse phrase qu'a prononcée son plus grand antagoniste et le premier génie de son siècle, Napoléon, phrase que le héros de Waterloo a répétée souvent depuis sur le rocher de Sainte-Hélène : « Si cela rentrait dans les limites de mon pouvoir, a dit le grand homme, je choisirais Alexandre pour mon successeur. Grand cœur, âme noble, rusé comme un Grec du Bas-Empire, fier et superbe comme un vieux Romain, il a été mon ennemi souvent, mais je l'ai toujours admiré... c'est un vrai César; Alexandre serait le seul homme capable de continuer mon œuvre en Europe, si, au lieu d'être Russe, il était Français. »

Donc, en 1820, nous voyons Alexandre sous le coup d'un découragement profond; les idées qu'il avait manifestées dans son enfance travaillaient dans son esprit comme homme, mais comme souverain leur expression se révélait sous l'aspect d'une tout autre nature. Il ne s'agissait plus pour lui d'une vie calme, de cette vie de famille qu'il avait rêvée sur les bords du Léman à l'heure des illusions; un désespoir sombre, sans consolation et sans autre issue que la tombe, germait dans son âme. Les appréhensions qui avaient assombri l'horizon de sa jeunesse l'avaient tourmenté pendant un règne de vingt ans. Le grand-duc avait été le prophète de l'Empereur.

Nous connaissons, d'après l'histoire, l'activité que l'empereur Alexandre déploya pendant les quinze premières années de son règne. Sans cesse occupé des guerres qui pour champ de bataille avaient choisi divers points de son empire; soldat par métier, diplomate par *nécessité* et non par goût, ainsi qu'il le disait

lui-même, il passa les trois quarts de sa vie *hors de chez lui* (textuel).

L'ardeur de ses premières passions avait fait place à une défaillance morale d'autant plus alarmante, que tous les moyens employés pour la combattre n'avaient servi qu'à prouver leur impuissance. L'influence que madame Krudner exerça alors sur son esprit aggrava le mal par ses tendances mystiques et idéologues.

Retiré dans sa résidence de Tsarskoé-Sélo, Alexandre ressemblait plutôt à un cénobite qui expie ses fautes qu'à un souverain occupé du bonheur de son empire. Le diadème d'or s'était changé, sur son front pâli avant l'âge, en une couronne d'épines. Il lui passait sur le front comme des nuages sombres, que des souvenirs terribles éclairaient parfois en mettant sous ses yeux le pâle fantôme de son père assassiné.

Levé à six heures pendant l'hiver, à cinq heures en été, Alexandre faisait ses prières, puis il entrait dans son cabinet pour expédier les affaires courantes. Son courrier terminé, il descendait dans le parc, où, malgré les bruits de conspiration qui l'assiégeaient chaque jour, il se promenait toujours seul sans autres gardes que les sentinelles du palais. Le reste du jour, entouré d'ouvrages mystiques, il oubliait, les yeux tournés vers le ciel, l'œuvre que Dieu lui avait imposée sur la terre.

A cette époque, la famille impériale se composait de l'impératrice mère Marie, de l'impératrice régnante Élisabeth, du grand-duc Constantin, présomptif héritier du trône, du grand-duc Nicolas et du grand-duc Michel. Constantin, vice-roi de Pologne, se livrait avec une ardeur qui ressemblait à de la passion aux études et aux exercices militaires qui convenaient le mieux à sa nature énergique et farouche. Nicolas, son frère, d'un carac-

tère plus sérieux, plus réfléchi, commandait la seconde brigade de la garde cantonnée dans les environs de Tsarskoé-Sélo.

L'empereur Alexandre n'initiait aux affaires de l'État que son auguste mère, femme d'un esprit supérieur; seule elle connaissait ses projets et ses intentions, ses désirs. Un jour cependant le czar sortit de sa réserve habituelle en faveur de son frère le grand-duc Nicolas.

Ce fut à Tsarskoé-Sélo. « Mon frère, lui dit-il après avoir passé en revue les troupes placées sous son commandement ; je dînerai aujourd'hui chez vous en petit comité, en famille, seul avec vous et avec la grande-duchesse Alexandra votre femme. »

A la fin du repas, la conversation, qui dans le principe avait roulé sur des questions insignifiantes, prit tout à coup une tournure imprévue et d'une importance énorme. « Je vois avec plaisir, dit l'Empereur, et j'envie votre bonheur de famille, bonheur, hélas! que le sort m'a refusé en m'appelant au trône qui me revenait par voie d'hérédité, mais que je n'ai jamais ambitionné, j'en prends Dieu à témoin. En des vues mystérieuses que je dois accepter avec résignation, la Providence a frappé de stérilité le sein de ma compagne bien-aimée.

« J'ai vainement désiré les joies de la paternité, je descendrai tout entier dans la tombe. Constantin, notre frère, se trouve dans une position identique. Cette pensée n'est pas étrangère aux sombres préoccupations qui me dominent.... Aujourd'hui plus que jamais, ajouta-t-il, un empereur de Russie doit être doué d'une force morale et physique qui s'éteint en moi chaque jour.... Aussi, après de mûres réflexions, ai-je pris la résolution immuable de déposer le sceptre pour réaliser, dans une solitude obscure, les rêves de ma jeu-

nesse...., lorsque l'épuisement de mes forces me rendra inutile aux autres et à moi-même. Je me suis entretenu plusieurs fois à ce sujet avec notre frère Constantin, qui, se trouvant dans la même position que moi, m'a exprimé ses intentions formelles de renoncer à ses droits à la couronne en votre faveur, attendu que, d'accord avec moi-même, il reconnaît en vous, dans la personne de votre premier-né, une marque évidente de la protection divine. »

Le grand-duc Nicolas, que nul indice n'avait préparé à cette ouverture, avait senti passer un frisson dans son cœur, et son front s'était couvert d'une pâleur mortelle. L'Empereur reprit d'une voix émue, mais ferme : « Nous devons nous soumettre à la volonté de Dieu; ainsi, mon frère, dès aujourd'hui, préparez votre cœur et votre front à la couronne, car en vérité, je vous le dis, au nom de Dieu, c'est vous qui régnerez après moi. » Cette nouvelle si inattendue frappa de stupeur le grand-duc et sa femme, qui, les yeux pleins de larmes et sans pouvoir proférer une parole, se jetèrent tous les deux aux pieds du czar. Celui-ci, non moins frappé à la vue de l'effet produit par son ouverture sur l'esprit de son frère et de son auguste sœur, chercha à les consoler en leur disant que l'heure qui devait changer leur paisible existence, et leur imposer les rudes devoirs de la puissance souveraine, n'était point encore sonnée, mais qu'il avait voulu uniquement les préparer aux éventualités d'un avenir plus ou moins prochain, et qui ne pouvait leur échapper. « Plus heureux que moi, ajouta-t-il, vous pourrez continuer dans la paix l'œuvre de Pierre, notre illustre aïeul, de glorieuse et impérissable mémoire.... A moins que les idées d'indépendance, puisées pendant l'occupation de nos armées en

France, et qui germent dans bien des têtes, ne lèguent à ma mort de sanglantes funérailles à la Russie.... Mais non! Dieu veillera sur vous; mon frère, vous sauverez l'empire. »

Ce fut en vain que le grand-duc Nicolas, maîtrisant son émotion, assura à l'Empereur que jamais il ne s'était préparé à la pensée de monter un jour sur le trône, qu'il ne se sentait aucune des qualités voulues pour exercer dignement la souveraine puissance, qu'il ne se croyait pas de force à porter le sceptre de Pierre le Grand, qu'il n'avait, en un mot, qu'une seule ambition, celle d'être le plus fidèle et le plus dévoué parmi les sujets de Sa Majesté, qu'un seul désir, celui de la servir longtemps encore dans les limites de ses devoirs et de ses attributions.

L'Empereur lui répondit avec affection qu'il appréciait la loyauté de ses intentions et de son désintéressement, mais qu'il ne pouvait approuver un sentiment de répulsion que rien ne légitimait : « Ainsi que vous, mon frère, ajouta-t-il en lui prenant la main, je voulais fuir les destinées suprêmes qui m'étaient réservées; l'ombre seule du trône où je devais, hélas! m'asseoir trop tôt me causait des terreurs indicibles; mais, plus que les vôtres, mes craintes avaient leur justification dans l'état des choses. A la mort de mon prédécesseur, notre père bien-aimé, les affaires publiques, en l'absence de tout principe dans le gouvernement, se trouvaient dans un désordre déplorable. Paul, fatalement inspiré par l'idée de détruire tout ce qui avait été fait avant lui, avait ébranlé sur leurs bases les pierres fondamentales posées par Pierre le Grand et raffermies par Catherine la Grande. L'étoile de la Russie, enveloppée de ténèbres, ne répandait plus qu'une lumière incertaine et dou-

teuse.... Le chaos se faisait de toutes parts, les assassins de notre père, m'enlevant jusqu'aux soins de sa vengeance, m'avaient remis un sceptre taché de sang. J'ai dû passer par un cadavre pour arriver au trône qui vous fait peur, ô mon frère! Cependant, plus heureux que je ne l'ai été, vous trouverez à votre avénement la Russie plus grande, plus prospère, plus puissante que jamais. Je vous léguerai, avec une armée aguerrie, une épée que j'ai portée droite et ferme sur le champ de bataille pour imposer la paix à l'Europe fatiguée par vingt ans de luttes sanglantes. Je vous laisserai à exploiter, pour le bonheur de vos peuples, une mine riche et féconde en heureux résultats. Courage donc, mon frère! courage! Je vous promets un nom aussi glorieux que le règne dont il sera la brillante personnification. »

Ainsi se termina cet entretien solennel. L'empereur Alexandre se retira, mais le grand-duc Nicolas et la future impératrice de toutes les Russies restèrent longtemps encore après qu'il fut parti plongés dans les plus sérieuses réflexions....

Le grand-duc Nicolas ne s'étant jamais fait à l'idée qu'un jour il pourrait être appelé à recueillir l'héritage de son frère Alexandre, s'était constamment tenu à l'écart des affaires de l'État. Son ambition, ainsi qu'il venait de le déclarer lui-même, n'avait jamais dépassé les sphères de sa position de soldat et de sujet fidèle; ainsi ce n'était pas sans raison que la perspective d'un trône apparaissant pour la première fois tout à coup et sans préparation à ses yeux, avait dû déranger l'équilibre de sa vie réglée jusqu'à ce jour par les douces joies du foyer domestique.

Sur ces entrefaites, une femme blonde et pâle portant

une robe blanche serrée à la taille par une ceinture bleue, une véritable fiancée d'archange, avait apparu au grand-duc Constantin. Cette jeune femme, qui devait devenir un jour le bon ange, l'ange gardien de la Pologne, n'était point née sur les marches d'un trône, elle n'avait *pas un* de ces noms qui servent de greffe aux tiges princières et qui fleurissent dans la serre des cours pour perpétuer les races royales. Comme sa naissance, son nom était obscur; c'était la modeste fille d'un simple gentilhomme, Jeannette de Grudzenska; mais c'était un noble cœur et une ravissante beauté. A la vue de cette blanche apparition, l'homme aux passions ardentes, absolues, qui d'un regard faisait trembler tout un peuple, sentit *s'opérer en* lui une étrange transformation.... L'homme indomptable qui devait régner par droit de naissance sur la septième partie du globe, tomba comme foudroyé par l'éclair des yeux d'une fille presque sans nom!... De ce moment son sort et les destinées futures de la Russie furent décidées. Pâle et tremblant à son tour, lui qui n'avait jamais tremblé et pâli que de colère, il déposa aux pieds de la jeune fille son titre de Césarowitsch, sa double couronne d'Orient et d'Occident, sa fortune et son cœur.

Le jour même, en échange de son amour et de son *nom*, Jeannette de Grudzenska reçut pour cadeau de noces, de la part de l'empereur Alexandre, le titre de princesse de Lowicz.

Ce fut le 1er avril 1820 que fut déclaré le divorce du grand-duc Constantin avec la grande-duchesse Anne de Hollande, et le 1er juin de la même année que fut célébré son mariage avec la princesse de Lowicz. Le jour même de cette cérémonie parut un manifeste émané de l'Empereur, par lequel tout membre de la famille impé-

riale qui épouserait une princesse n'appartenant point aux familles régnantes, ne pourrait être apte à revendiquer les droits dus aux têtes couronnées, et que les enfants issus de ces mariages ne pourraient, en aucun cas, hériter de la couronne de leurs pères. Évidemment, ce manifeste, d'accord avec l'entretien précité de l'empereur Alexandre avec le grand-duc Nicolas, renforçait la valeur des idées conçues et préméditées au sujet de la concession directe au trône.

Ces mêmes idées trouvèrent une nouvelle force et furent communiquées plus tard par le grand-duc Constantin à son frère le grand-duc Michel qu'il aimait d'une amitié toute particulière, malgré la grande différence d'âge qui existait entre eux.

C'était en 1821 ; rétabli d'une maladie sérieuse qui avait motivé son séjour aux bains d'Ems, le grand-duc Michel s'était rendu de Carlsbad à Varsovie, où l'on attendait également le grand-duc Nicolas et sa femme. Un jour, pendant une promenade en voiture que le vice-roi de Pologne faisait avec son frère Michel, il entama la conversation suivante :

« Tu sais, mon ami, l'affection sincère et dévouée que je te porte... Eh bien, je me reproche de t'avoir caché jusqu'à ce moment un mystère qui pèse sur mon cœur....

— Tu as eu des raisons sans doute pour cela, répondit le grand-duc Michel.

— Ces raisons n'existent plus; je veux t'ouvrir toute mon âme.... L'inquiétude sombre et maladive de l'Empereur notre auguste frère est un symptôme qui renferme à mes yeux des pressentiments dont je ne puis me défendre. Dieu veuille nous préserver longtemps encore du malheur qui nous menace; mais souviens-toi de ce que

je te dis en ce moment, Michel, l'ange de la mort a déployé ses ailes sur notre famille.... » Il y eut alors entre les deux frères un moment de silence triste et solennel comme le sujet de cet entretien. Constantin le rompit le premier. « Si le malheur que je prévois dans un terme plus ou moins rapproché, dit-il, arrive de mon vivant..., je suis irrévocablement décidé à....

— Te consacrer entièrement au bonheur de la Russie! s'écria Michel en interrompant la phrase commencée et dont instinctivement il comprenait la fin....

— Oui, mon frère.

— Oh! merci! fit Michel abusé sur le sens de cette réponse....

— Oui, reprit Constantin, j'assurerai le bonheur de la Russie en refusant, au profit d'un autre, la couronne qui me semble au-dessus de mes forces.

— Cette résolution est-elle sérieuse?

— Irrévocable... je te l'ai dit; irrévocable et basée sur des raisons si puissantes que rien au monde ne saurait les détruire.... En premier lieu, j'aime et j'estime trop le caractère de notre frère Alexandre pour me croire un seul instant digne de lui succéder. En second lieu, j'ai épousé une femme qui, loin d'appartenir à une famille régnante, est catholique et Polonaise, double raison d'antipathie pour les Russes. Placé dans ces conditions, quel rôle pourrais-je jouer, je te le demande, comme empereur, et quels seraient mes rapports avec mon peuple?... Quel rôle l'impératrice elle-même jouerait-elle sous le manteau d'hermine qui n'aurait pas été taillé pour ses épaules? Que diraient nos grands seigneurs en apercevant sur le front d'une simple bourgeoise le diadème de la grande Catherine? Ce serait chaque jour une lutte incessante entre mes

devoirs et mes affections, entre mon amour et mon amour-propre. Mon parti est pris : ton frère Constantin ne sera jamais empereur.... Enfin, veux-tu savoir ma pensée tout entière... je vais te la dire : En mon âme et conscience, notre frère Nicolas, je te le déclare, me semble sous tous les rapports plus digne que moi des hautes destinées que la Providence impose aux souverains.... Un seul degré sépare Nicolas du pouvoir souverain, je le brise en abdiquant mes droits en sa faveur, et quand l'heure aura sonné sous le doigt de Dieu, qui dispose comme il lui plaît des peuples et des rois, je serai le premier à lui faire de mon genou un marche-pied pour monter au trône où ma place était marquée. »

Le grand-duc Michel écoutait avec une silencieuse admiration cette profession de foi aussi noble dans son expression que désintéressée dans ses résultats.

Constantin reprit :

« Le secret que je viens de te confier doit rester entre nous, en famille; cependant, si l'occasion s'en présentait un jour, si Nicolas te consultait à ce sujet, fais-lui part de mes intentions; dis-lui qu'elles sont inébranlables, que mon abdication est désormais un fait accompli, que dès ce jour je le regarde comme mon futur empereur, que le premier je prêterai serment entre ses mains, que je serai toujours le plus fidèle de ses sujets, le plus dévoué à sa personne, à sa famille, à son fils peut-être plus encore qu'à lui-même, puisque son fils Alexandre, avec le nom de mon bienfaiteur, porte la fortune à venir de la Russie. »

Le soir de ce jour-là, le grand-duc Constantin redoubla d'amour et d'attentions délicates pour sa femme; jamais il n'avait paru plus joyeux, plus satisfait de lui-

même : il avait comme la conscience d'un grand devoir accompli.

Dans le courant de l'hiver de 1821 à 1822, les grands-ducs Michel et Nicolas, le grand-duc héritier Constantin et la grande-duchesse de Weimar, sœur de l'Empereur, se trouvaient à Saint-Pétersbourg, où toute la famille impériale s'était réunie pour opposer aux progrès du mal moral qui dévorait l'Empereur une tendresse impuissante et inutile. Le grand-duc Constantin, jugeant le moment opportun pour accomplir définitivement le projet qu'il méditait depuis longtemps, écrivit le 26 janvier la lettre suivante à l'Empereur :

« Sire,

» Encouragé par toutes les preuves des dispositions bienveillantes de Votre Majesté à mon égard, j'ose y recourir encore une fois et déposer à vos pieds, Sire, une très-humble prière.

» Ne reconnaissant en moi ni le génie, ni les talents, ni la force nécessaires pour être jamais élevé à la dignité souveraine, à laquelle je pourrais avoir droit par ma naissance, je supplie Votre Majesté de transférer ce droit à celui à qui il appartient après moi, et d'assurer ainsi pour toujours la stabilité de l'empire. Quant à moi, j'ajouterai par cette renonciation une nouvelle garantie et une nouvelle force à l'engagement que j'ai spontanément et solennellement contracté à l'occasion de mon divorce avec ma première femme.

» Toutes les circonstances de ma situation actuelle me portent de plus en plus à cette mesure, qui prouvera à l'empire et au monde entier la sincérité de mon assentiment.

» Daignez, Sire, agréer avec bonté ma prière; dai-

guez contribuer à ce que notre auguste mère veuille y adhérer, et sanctionnez-la de votre assentiment impérial.

» Dans la sphère de la vie privée, je m'efforcerai toujours de servir d'exemple à vos fidèles sujets et à tous ceux qu'anime l'amour de notre chère patrie.

» Je suis avec un profond respect, de Votre Majesté, le plus fidèle sujet et frère,

» *Signé :* CONSTANTIN CÉSAROWITSCH.

» Saint-Pétersbourg, 14 janvier 1822. »

La réponse à cette lettre ne se fit pas attendre; le grand-duc Constantin la reçut le 14 février; elle était ainsi conçue :

« TRÈS-CHER FRÈRE,

» J'ai lu votre lettre avec toute l'attention qu'elle méritait. Ayant toujours su apprécier les sentiments élevés de votre cœur, je n'ai trouvé dans votre lettre rien qui pût me surprendre. Elle m'a donné une nouvelle preuve de votre sincère attachement à l'État et de votre sollicitude pour son inaltérable repos.

» Conformément à votre désir, j'ai présenté votre lettre à notre mère chérie; elle l'a lue avec le même sentiment que moi, en appréciant les nobles motifs qui vous ont guidé. Tous deux nous n'avons plus maintenant, après avoir pris en considération les raisons que vous alléguez, qu'à vous donner pleine liberté de suivre votre inébranlable résolution et à prier le Tout-Puissant de bénir les conséquences d'intentions aussi pures.

» Je suis à jamais votre sincèrement affectionné frère,

» *Signé :* ALEXANDRE. »

Les plus petits détails se rehaussent dans la vie d'un grand homme, surtout lorsqu'ils se rattachent à un grand prince. A ce point de vue, un fait infime, mais néanmoins intéressant, doit trouver ici sa place. A cette époque, l'empereur Alexandre reçut l'hommage d'un livre à lui adressé par un jeune homme qui devait un jour tenir suspendues aux cordes de sa lyre les destinées suprêmes de l'Europe. Ce livre était intitulé : *Méditations poétiques*, et le jeune homme se nommait Alphonse de Lamartine. A l'envoi de son livre, le poëte avait joint une épître que les amateurs de la belle poésie trouveront aux pièces justificatives [1].

Sur ces entrefaites, les médecins décidèrent qu'un voyage était nécessaire à la santé de l'Empereur, et d'eux-mêmes ils choisirent la Crimée comme l'endroit dont le climat tempéré convenait le mieux à la guérison d'un mal mystérieux dont le caractère déjouait l'orgueil de la science humaine. L'Empereur, qui pour cette année n'avait aucun projet de voyage arrêté, accepta l'ordonnance des médecins avec une indifférence égale au peu de valeur qu'il attachait à la conservation de ses jours, frappés déjà de mort par le pressentiment de sa fin prochaine.

Ce fut sous l'inspiration de ces sombres idées qu'il fit son testament, destiné à rester un mystère non-seulement pour le public, mais encore pour sa propre famille jusqu'au jour où la Russie devait prendre son deuil. Deux personnes furent initiées à la composition de cet acte mémorable, qui, suivant ses désirs, excluait Constantin de la succession au trône et assurait la couronne à son frère le grand-duc Nicolas. Ce fut le prince Galitzin, chancelier de l'empire, et l'archevêque de

[1] Voyez les Documents historiques, n° 1.

Tver, S. E. Philarète, actuellement métropolitain de Moscou. Ce dernier, mandé par un ordre secret de Saint-Pétersbourg, où il se trouvait à cette époque, à Tsarskoé-Sélo, rédigea lui-même, en présence du chancelier et sous la dictée de l'Empereur, le testament qui contenait les dernières volontés d'Alexandre.

Après avoir été examiné attentivement et corrigé par l'Empereur, cet acte fut copié en quatre exemplaires, dont l'un fut envoyé au sénat, l'autre au synode, le troisième, d'après la coutume, au trésor de la cathédrale de l'Assomption à Moscou, et le quatrième au conseil de l'empire. Alexandre traça de sa propre main sur chacune des enveloppes l'inscription suivante : « Garder jusqu'à ma réclamation; mais dans le cas où je viendrais à mourir, ouvrir ce paquet en séance extraordinaire avant de procéder à tout autre acte. »

Le mystère dont Alexandre enveloppa ces actes fut une faute dont nous verrons bientôt les fatales conséquences; il devait fournir aux conjurés du 14-26 décembre le prétexte de combattre l'ordre de la succession au trône en se retranchant derrière un fantôme de légitimité. Cette faute trouve cependant sa justification dans l'intention inébranlable de l'Empereur d'abdiquer de son vivant, intention dont la mort seule, par une surprise fatale, devait empêcher l'exécution. On en trouve une preuve irréfutable dans cette inscription posée sur les paquets revêtus du sceau impérial : *Conserver jusqu'à ma réclamation*.

L'Empereur quitta Saint-Pétersbourg, où il s'était rendu la veille de Tsarskoé-Sélo, et partit pour Taganrog, le 13 septembre, à quatre heures du matin. Il avait passé toute la nuit en prières, une partie dans l'église cathédrale de Cazan, l'autre partie dans le couvent de

Saint-Alexandre Nevsky. Dans ce monastère, il s'entretint longtemps avec le métropolitain Séraphin sur le néant de la gloire humaine et sur les joies éternelles que les élus trouvent au sein de Dieu. Il écouta avec un intérêt marqué le rapport du métropolitain au sujet d'un religieux qui venait de s'enfermer vivant en un caveau pratiqué dans les murs du couvent, et s'était condamné à la plus rigoureuse austérité. L'Empereur voulut le voir et descendit dans sa cellule; c'était, nous venons de le dire, pendant la nuit; le religieux priait. Alexandre lui demanda ce qu'il demandait à Dieu. Le moine répondit :

« Mon salut, la prospérité de la Russie et la santé de l'Empereur.

— Que désires-tu de l'Empereur? ajouta Alexandre.

— Qu'il se retire de ma solitude, » répliqua vivement le religieux, comme autrefois le philosophe de la Grèce à un autre Alexandre.

Quelques officiers d'ordonnance attendaient à l'entrée du caveau. « Partons! » leur dit l'Empereur. Le soleil venait de se lever.... En dehors des barrières de la ville, l'Empereur fit arrêter sa calèche, et, s'y tenant debout, il promena pendant près d'un quart d'heure ses regards sur la silhouette de sa capitale plongée dans le sommeil et le silence.... Il avait le pressentiment qu'il la voyait pour la dernière fois.

Arrivé dans la matinée à Tsarskoé-Sélo, il ordonna qu'on le laissât seul, et il en parcourut à cheval tous les environs.... Là aussi il voulut dire un dernier adieu à la résidence qui lui était si chère. Quand il remonta dans sa voiture, qui l'attendait au pied de l'escalier du château, son valet de chambre lui demanda l'époque de son retour : « Celui-là seul le sait! » répondit l'Empereur en lui montrant une image de Jésus crucifié.

La veille de son départ, pendant qu'Alexandre écrivait une lettre à l'Impératrice sa mère, un nuage ayant obscurci tout à coup le jour qui l'éclairait, l'Empereur avait demandé deux bougies; mais un instant après le ciel s'était éclairci et le soleil avait reparu dans tout son éclat. Le valet de chambre de Sa Majesté, rentrant alors dans son cabinet, lui avait demandé s'il devait emporter les lumières.

« Pourquoi? lui dit l'Empereur.

— Parce que nous autres Russes nous regardons comme de mauvais augure d'écrire à la lumière quand il fait jour.

— Qu'est-ce qu'on en conclut?...

— Sire!...

— Dis-moi toute la vérité....

— On prétend, Sire, qu'une chambre ainsi éclairée est la chambre d'un mort....

— Dans ce cas, emporte vite ces flambeaux. »

Alexandre, accompagné de son premier médecin, le docteur Wylie, se mit enfin en route avec une suite peu nombreuse, composée d'officiers généraux, sous les ordres du major général Diebitsch. L'Impératrice régnante partit le surlendemain pour rejoindre son auguste époux à Taganrog; Sa Majesté, voyageant à petites journées, en raison de la faiblesse de sa santé, n'arriva dans cette ville que plusieurs jours après son époux, qui alla la recevoir le 5 octobre, et fit avec elle son entrée au milieu des transports de joie de la population de cette cité, qui devait bientôt devenir un théâtre de deuil et de lamentations.

Taganrog, située dans le plus doux climat de la Russie, sur un territoire fertile, à l'entrée de la mer d'Azov, près de l'embouchure du Don et du Wolga, n'était dans

le principe qu'une imposante forteresse élevée pour défendre les provinces méridionales contre les incursions des Turcs et des Tartares; mais la conquête de la Crimée lui avait fait perdre au point de vue militaire l'importance qu'elle avait acquise sous le rapport commercial. Elle était devenue le siége d'un commerce considérable, l'entrepôt de toutes sortes de produits du sol russe. Cette ville, qui naguère ne possédait que de misérables maisons construites en bois avec de la boue, offrait alors au regard des constructions nombreuses et élégantes, une physionomie de prospérité, que l'Empereur se proposait d'augmenter encore en accordant à Taganrog les franchises dont jouissait Odessa.

Dans ces conditions, le séjour de cette ville était agréable à Leurs Majestés, qui chaque jour faisaient dans les environs des promenades à pied et à cheval. Inquiet et sombre toujours, quoique sa santé, sous l'influence d'un climat meilleur, parût réaliser les espérances des médecins, l'Empereur, constamment occupé des soins de son empire, se délassait des affaires sérieuses par de nombreuses excursions sur les côtes de la mer d'Azov et dans les stanitzas des Cosaques du Don; mais son occupation la plus chère était le tracé d'un grand jardin public dont les travaux étaient dirigés par un architecte anglais qu'il avait fait venir de Saint-Pétersbourg. La nuit, il dormait sur un lit de soldat, la tête posée sur un oreiller de cuir.

Oublieux des soins de sa propre conservation, il négligeait, malgré les prières de son médecin, les précautions que les habitants du pays eux-mêmes prenaient contre les fièvres d'automne, qui cette année sévissaient avec une intensité peu ordinaire.

Au retour d'une de ses excursions à New-Tscherkask,

la beauté de la saison paraissant devoir se prolonger au delà du terme accoutumé, Alexandre voulut en profiter pour visiter les établissements de cette fameuse Tauride que la grande Catherine se plaisait à regarder comme une halte militaire devant Byzance.

M. Nariskkine, gouverneur civil de la Tauride, n'avait été prévenu que huit jours avant de l'exécution de ce projet par l'ordre de faire préparer aux stations indiquées les chevaux nécessaires pour neuf voitures de la cour. L'Empereur arriva le 5 novembre, au soleil couchant, à Symphéropol, siége du gouvernement; il se rendit d'abord à l'église, ainsi qu'il avait l'habitude de le faire dans tous ses voyages. Il ne voulut s'arrêter qu'une nuit dans cette ville; il la quitta le lendemain matin pour continuer ses explorations sur les côtes et pour visiter les villages tartares. Le principal but de son voyage était de voir la terre d'Urjanda, située près d'Aloupka, non loin des terres que le comte Woronzoff possède en cette contrée charmante, l'Eden de l'empire russe, suivant Pallas et le docteur Clarke. L'Empereur avait été si charmé de la beauté de cette position, qu'il avait accepté l'offre transmise au nom du comte Woronzoff par le comte Kouschelew-Besborodko de la cession de cette propriété, en échange d'une autre équivalente sur cette même côte.

Après quelques visites au comte Woronzoff, à la princesse Galitzin à Aloupka, l'Empereur se rendit successivement à Sébastopol, où il fut reçu par le vice-amiral Greig, commandant de la flotte de la mer Noire, à Baktschi-Seray, ancienne capitale des kans de Crimée, où il admit à sa table le muphti et huit murses tartares. De là il se dirigea sur Kloslow.

Dans les derniers jours de son voyage, le temps s'é-

tait mis au froid... L'Empereur, malgré l'âpreté de la température et les avis du docteur Wylie, voulut faire à cheval un long trajet sur les côtes de la mer Putride, si souvent fatale aux Russes. Le soir même il fut pris d'une toux obstinée, fatal précurseur d'une fièvre intermittente qui ne tarda pas à se déclarer. Le docteur Wylie désirait que le voyage fût interrompu, mais Alexandre, comme s'il eût compris le danger de sa position, et désireux de voir l'Impératrice avant de mourir, ordonna qu'on lui fît reprendre à l'instant même le chemin de Taganrog. Son humeur sombre avait fait place à une irritabilité nerveuse tout à fait contraire à la douceur habituelle de son caractère.

Les fatigues de la route ne firent qu'augmenter ce malaise moral : pour la première fois de sa vie peut-être il se plaignit du mauvais état des chemins ; ils étaient magnifiques, de la lenteur des chevaux ; ils volaient avec une rapidité d'aigle. Son humeur chagrine, constamment en révolte contre les recommandations de son médecin, se manifestait chaque fois que celui-ci lui conseillait de se précautionner contre les vents glacés de la mer. En toutes choses il semblait rechercher avec avidité les dangers qu'on le suppliait de fuir.

Enfin, il arriva le 16 novembre à Taganrog : il s'évanouit en entrant au palais du gouverneur. Se trouvant moins souffrant dans la soirée du même jour, il écrivit, avant de se coucher, à l'Impératrice mère qu'il ne se sentait pas bien, mais qu'il se ménagerait et qu'alors il n'y aurait rien à craindre : se faisait-il illusion sur son état, ou voulait-il donner à sa mère des espérances qu'il ne trouvait plus dans son cœur?

Quoi qu'il en soit, comme il ne croyait avoir besoin que de calme et de repos, il refusa avec autorité les re-

mèdes efficaces qu'on lui prescrivit. Le 24 novembre, la fièvre, qui jusqu'à ce jour n'avait été qu'intermittente, dégénéra en une fièvre bilieuse inflammatoire et continue. L'érisypèle que l'auguste malade avait à la jambe rentra tout à coup ; alors Alexandre, comprenant la gravité de sa position, s'écria, à l'approche du terme fatal : « Je mourrai comme ma sœur est morte ! »

L'Impératrice, quoique fort malade elle-même, avait oublié ses propres souffrances pour s'occuper de celles de son époux ; constamment au chevet de son lit, elle ne le quittait ni le jour ni la nuit.

Le 25 novembre, vers les quatre heures de l'après-midi, Alexandre demanda de l'encre et du papier, puis il écrivit à sa mère une seconde lettre qu'il cacheta lui-même ; puis, à la vue de la bougie qui brûlait à ses côtés, il dit à son valet de chambre : « Les lumières qu'un jour tu emportas de mon bureau à Tsarskoé-Sélo pour conjurer un mauvais augure, ne sortent pas de ma mémoire ; elles annonçaient le malheur qui me menace, elles brûlaient déjà pour mon agonie ; Fedor, tu es un brave et fidèle serviteur, emporte cette bougie, on pourrait la prendre pour un cierge et croire que je suis déjà mort. »

Dans la nuit qui suivit cette conversation, plusieurs habitants de Taganrog aperçurent à deux heures du matin, au-dessus du palais qu'habitait l'Empereur, deux étoiles qui, brillant à une distance assez éloignée l'une de l'autre, se rapprochèrent et se séparèrent ensuite de nouveau. Ce phénomène se répéta trois fois. Alors un de ces astres se transforma en un globe lumineux d'un diamètre considérable, dans lequel le premier disparut tout entier. Bientôt après, le globe s'abattit sur l'horizon et disparut aussitôt ainsi que la première étoile. En

même temps le ciel devint noir comme un drap mortuaire, et se teignit après d'une lueur rougeâtre couleur de sang.

Les spectateurs de ce phénomène l'expliquèrent ainsi : « Ces étoiles représentent l'Empereur et l'Impératrice; ces deux astres, emblèmes de la puissance souveraine sur la terre, sont au déclin de leur éclat; la teinte sombre du ciel annonce que la Russie portera bientôt leur deuil, mais le premier, en mourant, léguera à la Russie de sanglantes funérailles. » Hélas! une vérité fatale ne devait donner que trop tôt raison à l'explication de ces tristes présages.

Le 26, le docteur Wylie, cédant aux prières de l'Impératrice, s'approcha du lit de l'auguste malade, et lui dit : « Sire, puisque vous persistez à refuser les secours de la science humaine, je supplie Votre Majesté d'accepter ceux de la religion.

— Oh! bien volontiers, répondit Alexandre en offrant sa main au docteur, et ceux-là, soit dit sans rancune, me sont plus utiles et me seront plus efficaces que ne l'auraient été tous ceux de votre docte savoir. »

Le confesseur de Sa Majesté fut aussitôt introduit.

« Mon père, lui dit Alexandre avec une admirable présence d'esprit, je connais ma position... La mort en veut à ma couronne. Traitez-moi donc en chrétien et non en empereur. » Alors, le front courbé sur les lèvres de l'auguste malade, le prêtre reçut sa confession, et lui donna en échange l'absolution qui promet la vie éternelle. Au moment où le médecin des âmes allait se retirer, l'Empereur le rappela et lui dit : « Vous avez oublié, mon père, de me donner une pénitence.

— C'est juste, répondit le prêtre. Je vous ordonne donc, au nom de Dieu, notre souverain maître, d'obéir

en tout et pour tout aux prescriptions de votre médecin, car Dieu pourrait considérer comme une intention de suicide la persistance que vous mettez à refuser les remèdes qui pourraient conserver les jours de Votre Majesté. »

Cette idée produisit sur Alexandre une impression si profonde, que rappelant aussitôt son médecin, il lui dit : « Faites de moi ce que vous voudrez, je me remets entièrement entre vos mains. » Wylie ordonna aussitôt l'application de vingt sangsues à la tête. Le malade en éprouva un soulagement momentané, mais il était trop tard.... La fièvre reprit bientôt un nouveau degré d'intensité, un caractère nerveux qui résistèrent même à l'application des sinapismes répétés avec énergie.

Lorsque la nuit fut venue, l'Empereur dut joindre l'autorité de sa volonté aux instances du docteur Wylie pour décider l'impératrice Élisabeth à prendre un peu de repos. La princesse ne consentit à se retirer que lorsque le docteur lui eut promis de l'appeler à la moindre apparence de danger. Elle se jeta tout habillée sur son lit; le docteur Wylie la remplaça au chevet du malade.

L'Empereur se trouvait dans une agitation extrême. « Oh ! si je pouvais dormir, disait-il : je sens que le sommeil me ferait du bien... » Puis il ajoutait : « Je crains que vous ne vous soyez trompé sur la nature de mon mal, mon cher docteur; ce sont mes nerfs qu'il faut guérir, ils sont dans un désordre épouvantable.

— C'est un mal, répliqua Wylie, dont les rois sont plus vigoureusement atteints que les simples particuliers.

— Surtout dans les temps où nous vivons, fit Alexandre. Ah ! j'ai bien sujet d'être malade... Que deviendra

la Russie après moi?... Et les noms de Constantin, de Nicolas, les mots de trahison, de révolte, de bataille et de sang expirèrent sur ses lèvres.

Un instant après, une heure venait de sonner à la pendule; l'Empereur, sans apparence de fièvre aucune, se dressa tout à coup sur son séant... ses yeux étaient hagards : « O mon ami, s'écria-t-il en fixant sur le docteur un regard dont l'expression terrible pénétra jusqu'au fond de son cœur, quelle action, quelle horrible action! ils l'ont assassiné traîtreusement pendant la nuit, et pour commettre leur crime ils se sont servis de mon nom, les infâmes! Malgré moi ils ont mis sur mon front une couronne que je ne voulais point... Ils m'ont donné un cadavre pour marchepied du trône, ils ont jeté sur mes épaules un manteau de sang,... et à la place du sceptre j'ai trouvé un poignard dans mes mains. Oh! les infâmes, ils ne lui ont pas même permis la prière que les mourants doivent à Dieu. Oh! n'est-ce pas, docteur, que ce sont de grands misérables!... » Disant ainsi, la voix de celui que le meurtre de Paul avait fait empereur avant le temps devint brève et saccadée, haletante.... « Arrachez-moi ces tableaux, docteur, quittons ces palais qui sentent le crime et suent du sang! Allons en Suisse, docteur, sur les bords du *Léman*, Laharpe m'y a fait construire un chalet; c'est là que j'aurais dû naître, c'est là que je veux mourir... Partons, docteur.... Mais où donc est l'Impératrice?...

— L'Impératrice repose en ce moment, là, dans cette chambre. Ne parlez pas si haut, Sire, vous pourriez la réveiller.

— Vous avez raison, docteur... Eh bien, nous partirons quand elle sera prête. » L'Empereur se trouvait sous l'impression d'un affreux délire. Sa main, perdue

dans le vide, cherchait à repousser loin de lui une sinistre image, celle de Paul, sans doute.

Le lendemain, le docteur Wylie fit appeler les plus habiles médecins de la Crimée pour les consulter et se concerter avec eux. Ils épuisèrent tout ce que l'art et le talent leur offrirent de ressources, mais ce fut en vain... La douleur de l'Impératrice faisait mal à voir : « O mon Dieu, prenez ma vie, s'écriait-elle, mais conservez les jours d'Alexandre ! »

L'état du malade empirait d'heure en heure. L'Empereur demanda d'une voix ferme la sainte communion; c'était le 27 ; il reçut le saint viatique avec les sentiments de foi dont toute sa vie il avait fait preuve. Il passa la journée du 28 presque tout entière sans connaissance, sans parole, et dans une somnolence léthargique d'où il ne sortait que pour tomber aussitôt dans des convulsions nerveuses.

Dans la nuit du 29, les médecins eurent une lueur d'espérance qu'ils s'empressèrent de communiquer à l'impératrice Élisabeth. Cette pieuse princesse la transmit aussitôt à l'Impératrice mère par une lettre écrite au chevet du lit qu'elle ne voulait plus quitter. Un peu avant le crépuscule du jour, au moment où la population de Taganrog, réunie dans l'église, entonnait un *Te Deum* pour demander à Dieu la conservation de son souverain, celui-ci s'endormit et ne s'éveilla qu'à neuf heures.

Quelques instants avant son réveil, le soleil s'était levé radieux et promettait un beau jour d'automne. Alexandre fit ouvrir les stores, et à la vue des rayons qui se répandirent aussitôt dans sa chambre, il s'écria avec un air de satisfaction : « Oh ! que le soleil est bon à voir !... » Puis, se tournant vers l'Impératrice, il lui prit la main, et la pressant sur ses lèvres : « Combien vous devez être fatiguée ! »

lui dit-il. Un instant après il retomba dans un affaissement effrayant. Le même soir plusieurs symptômes survenus dans son état entretinrent les germes d'espérance qu'on avait conçus dans la matinée sur sa guérison. Un vésicatoire, appliqué à propos, avait dégagé l'estomac, la respiration était plus libre, la prostration des forces moins accablante, un mieux sensible se déclarait dans la marche de la maladie. Vain espoir! le rayon qui brillait dans les yeux du malade était le dernier éclat de la lampe qui va s'éteindre.

Le 30, les médecins déclarèrent qu'un miracle seul pouvait conserver les jours de Sa Majesté... Toute la journée, l'Impératrice, à genoux auprès du lit, le demanda à *Dieu*; mais *le miracle ne devait point se faire*... Dans la soirée, Alexandre éprouva une faiblesse telle qu'il ne put recevoir les remèdes qu'on lui administrait.

Le 1er décembre, à dix heures vingt minutes du matin, l'Empereur sortant du sommeil léthargique dans lequel il était plongé depuis la veille, ouvrit les yeux et promena lentement son regard sur les personnes qui l'entouraient; c'étaient sur le premier plan l'Impératrice, puis, un peu en arrière, le major général Diebitsch, le docteur sir James Wylie et le prince Wolkonsky. Alexandre ne pouvait plus parler, mais il possédait encore toute sa connaissance; il sourit à son auguste compagne, lui prit la main, et la portant à ses lèvres, il la serra sur son cœur pour lui dire que la mort seule pouvait mettre fin en ce monde à la tendresse qu'il lui avait vouée pendant sa vie. Un silence religieux et solennel régnait dans cette chambre, où le maître de soixante millions d'hommes allait mourir. Élisabeth, courbée sur le front de son époux, cherchait à retenir le reste d'une vie qui s'éteignait. Il était dix heures cin-

quante minutes ; tout à coup, elle jeta un cri terrible de désespoir et tomba à genoux ; elle venait de sentir passer sur ses lèvres le dernier soupir de son époux. Alexandre était mort !...

Après avoir prié pendant quelques minutes pour le repos de l'âme de celui que ses oraisons n'avaient pu conserver à la vie, elle se releva, calme et majestueuse dans sa douleur ; elle ferma les yeux de l'Empereur qui étaient restés ouverts, lui serra la tête avec un mouchoir, pour empêcher les mâchoires de s'écarter ; elle lui lava les mains et le visage, humides par la sueur de l'agonie ; puis, ces pieux devoirs remplis, ne désirant plus rien en ce monde, elle s'abandonna à toute l'effusion de sa douleur, en se jetant sur le corps inanimé de son époux.

Lorsqu'elle eut satisfait ainsi aux droits de la nature, se rappelant qu'elle avait encore des devoirs, elle écrivit à l'Impératrice mère cette lettre admirable de sentiments :

« Notre ange est au ciel ! et moi je végète encore sur la terre. Qui aurait pensé que moi, pauvre femme faible et malade, je devais lui survivre !

» Maman, ne m'abandonnez pas, car je suis absolument seule dans ce monde de douleurs. Notre cher défunt a repris son air de douceur et de bienveillance ; il me sourit, et son sourire me prouve qu'il est heureux et qu'il voit au sein de Dieu des choses plus belles qu'ici-bas...

» Ma seule consolation, dans cette perte irréparable, est que je ne lui survivrai pas ; j'ai l'espérance intime que je me réunirai bientôt à lui... Adieu, ma chère maman, priez pour lui, priez pour moi. »

Ainsi venait de mourir, à l'âge de 48 ans, après en

avoir régné 24, un prince qui de sa vie avait fait deux parts : la première, pour méditer le bonheur de ses peuples ; la seconde, pour l'accomplir. L'empereur Alexandre possédait toutes les qualités de la puissance souveraine ; un esprit juste, une âme élevée, une volonté énergique, un cœur pénétré de ses droits et de ses devoirs, le sentiment du juste et de l'injuste, tout ce qui rehausse enfin une grande fortune ; une taille imposante et une beauté majestueuse. Napoléon l'appelait le plus beau et le plus fin des Grecs. L'esprit de parti a contesté les services qu'il a rendus à l'Europe ; mais la Russie l'a mis avec raison au rang de ses plus grands souverains. A cet empire déjà si vaste il a incorporé, soit par des victoires, soit par des traités, le grand-duché de Finlande, la Bessarabie, les provinces de Perse jusqu'à l'Araxe et au Kur, la province de Bialijstock et le royaume de Pologne. Il a fait plus encore : par des institutions sagement combinées, il a préparé les éléments de la civilisation de son peuple, l'abolition du servage et le bonheur d'une nation dont il a augmenté la puissance et la renommée militaire. Aussi sa mort provoqua-t-elle partout d'immenses et d'unanimes regrets. L'Europe elle-même s'associa au deuil de la Russie.

Pendant que ces événements se passaient à Taganrog, le grand-duc Constantin, à Varsovie, devint tout à coup sombre et soucieux ; les dispositions de son esprit fatalement préoccupé n'échappèrent à personne. Retiré du matin au soir dans son cabinet, d'où il ne sortait qu'aux heures des repas, il fuyait jusqu'aux douces joies de la famille. Le grand-duc Michel, qui dans ce moment se trouvait à Varsovie, ne pouvait se rendre compte d'un si étrange changement ; lorsqu'un matin, en feuilletant les ordres du jour du commandant de la place, il remar-

qua que depuis plusieurs jours un nombreux échange de courriers se faisait entre Varsovie et Taganrog. Il en fut d'autant plus frappé, que des bruits vagues de conspiration avaient pénétré jusque dans l'intérieur du palais.

« D'où vient ce mouvement insolité de courriers? demanda-t-il à son frère.

— Cela ne te regarde pas, » lui répondit brusquement Constantin.

Et d'une voix basse, dont l'expression radoucie cherchait à réparer l'âpreté de cette réponse, il ajouta : « Tu ne le sauras que trop tôt peut-être... »

Le lendemain, dans le milieu du jour, un seul courrier arriva de Taganrog à Varsovie ; le vice-roi l'attendait avec une impatience telle qu'il lui arracha les dépêches des mains et courut s'enfermer dans son cabinet pour en prendre connaissance. Une heure après, il entra dans l'appartement de la princesse de Lowicz et lui dit : « Je désire dîner seul aujourd'hui, vous le direz au grand-duc Michel. »

La princesse s'inclina en signe d'assentiment; elle savait que pour arriver au cœur de son mari il ne fallait point l'aborder de front, mais le chercher par ces lignes de circonvolution dont le génie de toute femme aimée possède si bien le secret.

« Vous souffrez? mon ami, lui dit-elle; votre front est pâle.

— Oui, je souffre, répliqua le grand-duc ; je souffre là; et il montra la place où, sous une écorce de bronze, battait un cœur d'or.

— Vos yeux sont humides, mon ami ; on dirait que vous avez pleuré.

— Vous savez bien, madame, que je ne pleure

jamais! » Disant ainsi, il détourna la tête pour cacher les larmes qu'il s'efforçait de retenir sous ses paupières.

La princesse alors lui prit la main et dit :

« Qu'avez-vous, mon ami, je veux le savoir...

— Vous voulez! s'écria le Césarowitsch avec un ton de colère ; mais, le réprimant aussitôt, il ajouta : C'est juste, vous en avez le droit, puisque je vous aime. — Adieu, madame; ce que j'ai, vous le saurez ce soir. » Et sans attendre une nouvelle réponse, il s'enfuit dans son cabinet.

« Que Dieu protége la Russie, s'écria la noble femme, un grand malheur plane sur elle! » Et par intuition, sa pensée s'arrêta sur les rumeurs de conspiration qui depuis quelque temps résonnaient à son oreille. Suivant les désirs de son époux, elle dîna seule avec le grand-duc Michel. Le repas fut triste et silencieux, sombre comme le prologue d'un drame.

Le grand-duc Michel venait de rentrer dans son appartement, qu'il parcourait à grands pas comme pour chasser dans le mouvement les pensées sinistres qui arrivaient à son âme, lorsque tout à coup la porte s'ouvrit et le grand-duc Constantin parut devant lui, pâle et dans l'attitude d'un profond désespoir. Le Césarowitsch croisa les bras sur sa poitrine et dit :

« Frère, as-tu du cœur?

— Je suis un Romanoff, répondit Michel.

— Frère, as-tu de la religion?

— Je suis chrétien....

— As-tu du courage, enfin?

— Je suis Russe! » Et, instinctivement, à l'appui de ces paroles, il porta la main à la garde de son épée comme pour la prendre à témoin d'une vertu dont bientôt, à Saint-Pétersbourg, il devait donner des preuves.

« C'est bien, frère, » ajouta Constantin. Et un torrent de larmes se fit jour à travers le masque de plomb qui cachait une nature d'élite.

« Mon Dieu! s'écria Michel éloignant pour la première fois de son esprit la pensée d'une conspiration... un malheur aurait-il frappé notre mère chérie?

— Non, grâce à Dieu! répliqua Constantin d'une voix brève et brisée.

— De quoi s'agit-il donc alors?

— Du malheur irréparable qui vient de frapper la Russie. » Disant ainsi, Constantin étendit la main vers une image du Sauveur, et il ajouta :

« A cette heure, soixante millions d'hommes sont devenus orphelins.... A genoux, frère, et prie Dieu qu'il te console de l'affreuse nouvelle que je vais t'apprendre; l'empereur Alexandre est mort.... l'empereur est.... » Il ne put achever, il tomba sans connaissance dans les bras de son frère. . . . .

. . . .

Pendant que cette scène dramatique se passait au palais du vice-roi, la nouvelle de la mort de l'Empereur, d'après les ordres que le Césarowitsch avait donnés une heure auparavant, se répandit dans la ville avec la rapidité de l'éclair.

Lorsque Constantin eut repris ses sens dans les bras de son frère, qui l'avait déposé sur un canapé, il fit appeler sa femme, et s'agenouillant avec elle devant un crucifix, il lui dit : « Prions pour l'empereur Alexandre à qui Dieu vient de donner, en échange de la sienne, une couronne immortelle en son saint paradis. » Un instant après il envoya chercher les principaux officiers et fonctionnaires de sa cour.... Alors, baisant la main de sa femme, qui fondait en larmes, il lui dit : « Ne

pleurez pas sur lui, car il est au ciel, pleurez sur nous qui venons de perdre notre bienfaiteur. » Puis, s'adressant au grand-duc Michel, il ajouta d'une voix qui ne trahissait nulle hésitation : « L'heure est venue où je dois accomplir mes grands desseins, et terminer mon rôle d'héritier à la couronne. Ce que j'ai dit secrètement à notre défunt empereur, je vais le dire hautement à tous ceux qui voudront l'entendre : Le grand-duc Nicolas est aujourd'hui l'autocrate de toutes les Russies ; vive l'Empereur !

— Vive l'empereur Nicolas ! » répétèrent le grand-duc et la princesse de Lowicz.

Novosilzoff, président du conseil de l'empire, se trouvant accidentellement à Varsovie, fut le premier fonctionnaire qui se rendit à l'appel du vice-roi.

« Quels sont les ordres de Votre Majesté Impériale ? lui demanda-t-il en s'inclinant profondément devant lui.

— Monsieur, répondit Constantin en fronçant le sourcil, sachez, une fois pour toutes, que je vous défends de me donner un titre qui ne m'appartient pas ! » Et il lui raconta en peu de mots son abdication, les motifs qui la lui avaient inspirée, et toutes les dispositions que du vivant de l'empereur défunt il avait prises pour assurer, en faveur de son frère Nicolas, l'ordre de succession au trône. Pendant ce court dialogue le président Novosilzoff, soit par oubli, soit par le sentiment d'un désir ou d'une conviction arrêtée, donna une seconde fois au Césarowitsch le titre de Majesté.

« Ah çà ! monsieur, plaisantez-vous ? s'écria le vice-roi en frappant du pied, et sa figure prit une expression de colère. L'empereur de toutes les Russies, ajouta-t-il, ce n'est pas moi, je vous l'ai déjà dit, c'est le grand-duc Nicolas. » Sur ces entrefaites, les personnages offi-

ciels qu'il avait fait appeler se présentèrent devant lui. Constantin leur répéta ce qu'il venait de signifier à Novosilzoff, et après leur avoir fait prêter serment, il le prêta lui-même en ces termes sur la croix et les saints Évangiles :

« Je soussigné le Césarowitsch grand-duc Constantin, promets et jure à Dieu tout-puissant, sur son saint Évangile, que je serai soumis en tout, et que je servirai fidèlement Sa Majesté Impériale, mon vrai et naturel empereur, Nicolas Paulowitsch, autocrate de toutes les Russies, et le successeur sur le trône de Sa Majesté Alexandre Nicolajéwitsch, sans ménager ma vie et jusqu'à la dernière goutte de mon sang.

» Je promets de conserver et de défendre de tout mon pouvoir les droits et priviléges qui appartiennent ou qui appartiendront à l'avenir à la puissance et souveraineté de Sa Majesté; de faire en toute occasion ce qui pourra être utile au service fidèle de Sa Majesté et de l'empire; non-seulement de découvrir ce qui pourrait lui être nuisible aussitôt que j'en aurai connaissance, mais aussi de l'empêcher et de le détourner de Sa Majesté; de garder fidèlement les secrets qui me seront confiés; de remplir convenablement et consciencieusement les emplois dont je serai revêtu d'après les instructions, règlements et ordres généraux et particuliers établis, ou qui me seront communiqués à l'avenir par mes supérieurs; de ne rien faire contre mon serment et mon devoir, soit par intérêt personnel ou autre, soit par amitié ou inimitié, mais de me conduire et d'agir comme il convient à un fidèle sujet de Sa Majesté, et de manière à pouvoir en répondre en tout temps devant Dieu et son tribunal.

» Ainsi que Dieu me soit en aide! et pour consacrer

mon serment je baise les paroles et la croix de mon Sauveur. »

Cette formalité remplie, le vice-roi rentra dans son cabinet et rédigea coup sur coup une proclamation aux habitants de Varsovie pour leur annoncer les événements qui venaient de se passer, et deux lettres, l'une à l'Impératrice mère, l'autre au grand-duc Nicolas. Ces deux documents sont trop importants pour ne pas être reproduits en entier. La première lettre était ainsi conçue :

« Très-gracieuse souveraine et très-chère mère,

» C'est avec la plus profonde douleur que j'ai reçu hier soir, à sept heures, du baron Diebitsch, chef de l'état-major de Sa Majesté Impériale, et de l'aide de camp général prince Wolkonsky, l'information et l'acte ci-joints en originaux du décès de notre souverain adoré, de mon bienfaiteur, l'empereur Alexandre.

» Partageant avec Votre Majesté Impériale la douleur qui nous accable, je prie le Très-Haut que dans sa toute-puissante miséricorde il daigne soutenir nos forces et nous prêter celle de supporter le coup dont il nous a frappés. La position dans laquelle me place ce malheur m'impose le devoir d'épancher dans le sein de Votre Majesté Impériale, avec une entière franchise, mes sentiments sur cet événement important.

» Votre Majesté Impériale n'ignore pas que ne suivant que ma propre impulsion, j'avais sollicité de l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, l'autorisation de renoncer au droit de succession au trône, et que je reçus en conséquence un rescrit impérial autographe daté du 2 février 1822, et dont je joins ici une copie, par lequel l'Empereur témoignait son assentiment suprême à cette demande, ajoutant que Votre Majesté Impériale y

avait également adhéré, ce qu'elle a daigné elle-même me confirmer de vive voix. L'Empereur ordonna en outre que le rescrit suprême ci-dessus mentionné restât déposé entre mes mains, sous le sceau du secret, jusqu'à la mort de Sa Majesté.

» Habitué dès mon enfance à accomplir religieusement les volontés tant de feu mon père que celles du défunt empereur, ainsi que celles de Votre Majesté Impériale, et me renfermant maintenant encore dans l'esprit de ce principe, je considère comme une obligation de concéder mon droit à la succession, conformément aux dispositions de l'acte de l'empire sur l'ordre de succession dans la famille impériale, à Son Altesse Impériale le grand-duc Nicolas et à tous ses héritiers.

» C'est avec la même franchise que je me fais un devoir de déclarer que n'élevant pas plus haut mes désirs, je m'estimerais très-heureux, si, après plus de trente années de service consacrées aux empereurs mon père et mon frère, de glorieuse mémoire, il m'est seulement permis de les conserver à Sa Majesté l'empereur Nicolas avec cette même et profonde vénération; avec cette même ardeur de zèle et de dévouement sans bornes qui m'ont animé dans toutes les occasions et qui m'animeront jusqu'à la fin de mes jours.

» Après avoir ainsi exprimé mes sentiments aussi vrais qu'inébranlables, je mets aux pieds de Votre Majesté Impériale, en la priant très-humblement de l'honorer d'un bienveillant accueil, la présente lettre, et de m'accorder la grâce d'en faire notifier le contenu à qui il appartient pour être mis à exécution, ce qui réalisera dans toute sa force et dans toute son étendue la volonté de Sa Majesté l'Empereur mon défunt souverain et bienfaiteur, ainsi que l'assentiment de Votre Majesté Impériale. Je prends

la liberté de lui soumettre ci-joint la copie de la lettre que j'adresse simultanément avec la présente à Sa Majesté l'empereur Nicolas.

» Je suis avec la plus profonde vénération, très-gracieuse souveraine et très-chère mère, de Votre Majesté Impériale le plus humble et le plus soumis fils,

» *Signé* CONSTANTIN.

» Varsovie, le 26 novembre 1825. »

La seconde lettre était conçue en ces termes :

» TRÈS-CHER FRÈRE,

» C'est avec une inexprimable affliction de cœur que j'ai reçu hier, à sept heures du soir, la douloureuse nouvelle du décès de notre adoré souverain, de mon bienfaiteur, l'empereur Alexandre.

» En me hâtant de vous témoigner les sentiments dont me pénètre le cruel malheur qui nous a frappés, je me fais un devoir de vous informer qu'avec la présente j'ai adressé à Sa Majesté l'Impératrice, notre mère bien-aimée, une lettre qui lui annonce qu'en vertu d'un rescrit autographe que j'ai reçu de feu l'Empereur, le 2 février 1822, en réponse à la lettre que je lui avais écrite pour renoncer à la succession au trône impérial, *lettre* qui avait été présentée à notre mère et honorée de sa part d'un assentiment qu'elle a daigné me confirmer elle-même, ma résolution irrévocable est de vous céder mes droits à la succession au trône de toutes les Russies.

» Je prie en même temps notre mère bien-aimée de faire connaître à qui il appartient mon inébranlable volonté à cet égard, afin qu'elle soit dûment mise à exécution.

» Après cette déclaration, je regarde comme un devoir

sacré de prier très-humblement Votre Majesté Impériale qu'elle daigne accepter de moi, tout le premier, mon serment de sujétion et de fidélité, et me permettre de lui exposer que n'élevant mes vœux vers aucune nouvelle dignité ni aucun titre nouveau, je désire conserver seulement celui de Césarowitsch dont j'ai été honoré pour mes services par feu notre père.

» Mon unique bonheur sera toujours que Votre Majesté Impériale daigne agréer les sentiments de ma plus profonde vénération et de mon dévouement sans bornes, dévouement dont j'offre pour gage plus de trente années d'un service fidèle et du zèle le plus pur qui m'a animé envers Leurs Majestés les empereurs mon père et mon frère, de glorieuse mémoire. C'est avec ces mêmes sentiments que je ne cesserai, jusqu'à la fin de mes jours, de servir Votre Majesté Impériale et ses descendants dans mes fonctions et ma place actuelles.

» Je suis, avec la plus profonde vénération, Sire, de Votre Majesté Impériale le plus fidèle sujet,

» *Signé* Constantin.

» Varsovie, le 26 novembre 1825. »

Enfermé dans son cabinet, le Césarowitsch travailla jusqu'à cinq heures du matin. Alors il fit appeler le grand-duc Michel, et lui remettant les deux plis cachetés, il lui intima l'ordre de les porter sur-le-champ à l'Empereur et à l'Impératrice mère. Michel partit le jour même, 25 novembre, pour Saint-Pétersbourg.

Pendant que ces choses avaient lieu à Varsovie, que se passait-il dans la capitale de la Russie ? Dans la soirée du 25 novembre, le grand-duc jouait avec ses enfants sous les yeux de leur mère, en son palais du pont d'Anitschkoff, lorsque vers les six heures on lui annonça la visite du

gouverneur général de Saint-Pétersbourg, le comte Miloradowitsch, célèbre général d'avant-garde que le prince Murat avait plus d'une fois admiré pendant la campagne de 1812, et avec lequel il était lié d'amitié.

« Que peut-il me vouloir à cette heure? » s'écria Nicolas; et, courant à sa rencontre, il le trouva fondant en larmes et marchant à pas précipités dans la pièce qui précédait le salon.

« Qu'avez-vous donc, mon général? » lui demanda le grand-duc inquiet à la vue de sa physionomie bouleversée.

Le comte ne prononça que ces mots : « Nous venons de recevoir une affreuse nouvelle. » Nicolas le prenant par le bras le conduisit aussitôt dans son cabinet, et ce fut là qu'éclatant en sanglots, le général lui communiqua une lettre qui lui avait été adressée de Taganrog par le prince Wolkonsky et par le chef d'état-major de l'Empereur, le général Diebitsch....

« Comme vous le voyez, monseigneur, ajouta-t-il, l'Empereur se meurt; il n'y a plus qu'un faible espoir. » Le grand-duc Nicolas désespéré, mais faisant violence à sa douleur, vola chez sa mère l'impératrice Marie pour la préparer au coup terrible qui la menaçait. Il rencontra en chemin une estafette qui venait le chercher de la part de cette auguste princesse, prévenue déjà de la fatale nouvelle....

Il la trouva dans un désespoir tel, qu'il ne put se décider à la quitter. Il passa toute la nuit près d'elle dans sa chambre, n'ayant pour consolation que son espérance en Dieu, et pour témoin que son aide de camp, le comte Waldemar d'Adlerberg... Durant cette longue nuit d'angoisses, nuit pleine de larmes et de sanglots, l'impératrice Marie courbée sur son prie-Dieu, ressemblait à

l'ange de la mort penché sur un sépulcre.... Le grand-duc Nicolas resta longtemps agenouillé près d'elle devant le général d'Adlerberg, qui debout, les bras croisés sur sa poitrine, admirait en silence cette scène de sombre désespoir et de muette résignation.

A quatre heures, le grand-duc dit à son aide de camp : « Si, comme nous devons nous y attendre, nous recevons demain la fatale nouvelle que tout est fini en ce monde pour l'empereur Alexandre, il n'y aura pas un instant à perdre; nous devrons aussitôt prêter et faire prêter serment au grand-duc Constantin comme à notre seul et légitime souverain. »

Cependant, contre ses prévisions, un courrier venant de Taganrog apporta à sept heures du matin la dépêche suivante, expédiée par l'impératrice Élisabeth elle-même : « Il y a du mieux, mais l'Empereur est toujours très-faible.... »

Si vagues que fussent les espérances que l'on pouvait baser sur une pareille dépêche, l'Impératrice et le grand-duc Nicolas, les rapportant à Celui-là seul qui pouvait les réaliser, donnèrent des ordres pour qu'un *Te Deum* fût immédiatement chanté dans la chapelle du palais d'hiver. La cour tout entière y assista.

Vers la fin de ce cantique, lorsque les voix des chanteurs s'élevaient avec des flots d'encens dans une sainte et suave harmonie vers le ciel, le grand-duc Nicolas fut prévenu qu'un courrier arrivé à l'instant même de la Crimée, venait de remettre ses dépêches au gouverneur général qui l'attendait dans la sacristie. Il s'y rendit aussitôt.

Le comte Miloradowitsch, ne lui donnant pas le temps de le questionner, fit le signe de la croix et lui dit : « C'est fini, monseigneur, c'est fini, le calice est bu jus-

qu'à la lie. » Puis lui présentant une lettre cachetée de noir, il ajouta : « Courage, monseigneur, courage, c'est à vous qu'il appartient d'en donner l'exemple.... La force dans l'adversité est la vertu des grandes âmes. »

Nicolas sentant ses forces défaillir, mais se trouvant dans l'implacable nécessité d'annoncer la fatale nouvelle à sa mère, fit appeler le docteur Ruhl, son médecin, qui se trouvait dans l'église, afin qu'il l'assistât dans cette rude épreuve. Alors, accompagné du docteur et du comte Miloradowitsch, il rentra dans la chapelle et tomba à genoux près de l'Impératrice en jetant sur elle un regard suprême.... L'Impératrice comprit tout ; mais en proie à une indicible douleur, elle ne proféra aucune parole et ne laissa échapper aucune larme. Les grandes douleurs sont muettes.

Effrayé par le silencieux désespoir de sa mère, Nicolas traversa rapidement le chœur, et montant les marches de l'autel, où dans ce moment officiait le Père Krinitzki, confesseur de l'Impératrice et aumônier du palais, il lui remit la sinistre missive, et le chargea d'apprendre à sa pénitente la nouvelle qu'elle contenait.

Au même instant, et sur un signe du Père Krinitzki, toutes les voix se turent; alors détachant de l'autel le crucifix qui le décorait et sur lequel il jeta un voile noir, *symbole* des douleurs terrestres que la religion seule peut consoler, il s'avança lentement, au milieu d'un silence de mort, vers l'impératrice Marie, et déposa sur ses lèvres glacées le crucifix voilé

« Que la volonté de Dieu soit faite! » s'écria l'Impératrice, et un torrent de larmes se fit jour à travers son désespoir.... A la vue du Christ, la mère d'un empereur mort avait compris la résignation de la mère d'un Dieu crucifié.

Ces pénibles devoirs remplis envers sa mère, le grand-duc Nicolas se rappelant ceux qu'il devait à la Russie, confia l'Impératrice aux soins de sa femme, et, se dirigeant vers le corps de garde du palais, il annonça la mort d'Alexandre aux deux compagnies du régiment de Préobragenski, ainsi qu'aux chevaliers-gardes qui s'y trouvaient de service, et leur fit prêter serment de fidélité au grand-duc Constantin, devenu, par la mort d'Alexandre, l'empereur légitime de toutes les Russies.

Aussitôt après, le conseil de l'empire, les hauts fonctionnaires de la couronne et les ministres se réunirent au palais, où le grand-duc Nicolas prêta serment à Sa Majesté l'empereur Constantin, et reçut en son nom celui des membres présents.

Quand il rentra au palais, il trouva l'Impératrice mère agenouillée devant une image de la sainte Vierge, et attendit qu'elle se fût relevée pour lui annoncer le grand acte qui venait de s'accomplir. En apprenant que le grand-duc Constantin venait d'être proclamé empereur, cette femme énergique, maîtrisant son désespoir, lui dit :

« Qu'avez-vous fait, au nom de Dieu, mon fils, qu'avez-vous fait ?

— Le devoir d'un bon et fidèle sujet, répondit Nicolas.

— Mais vous ne saviez donc pas que, par un acte irrévocable, vous êtes seul héritier présomptif de la couronne ?

— Je ne sais si cet acte existe et la Russie l'ignore ; mais nous savons tous que mon frère le grand-duc Constantin est à cette heure notre maître et notre souverain légitime. En lui prêtant le serment de fidélité que nous lui devons comme empereur, nous avons rempli notre devoir.... Arrive que pourra. »

Sur ces entrefaites survint le chancelier de l'empire, prince Galitzin, qui, ainsi que nous l'avons dit plus haut, était initié au contenu du testament d'Alexandre. Il confirma pleinement les paroles de l'Impératrice, et s'inclina devant Nicolas comme devant le représentant légitime de la puissance impériale; mais le grand-duc ne voulant rien entendre, resta inébranlable dans ses résolutions.

Cependant le peuple, qui pense et raisonne, le peuple, qui ignorait la renonciation formelle du grand-duc Constantin à l'empire, et que cette renonciation, soumise à l'Impératrice mère, avait été solennellement acceptée par l'empereur Alexandre, attendait avec impatience le manifeste qui devait officiellement mettre fin à la vacance du trône; il fallait à tout prix s'arrêter à un parti. A cet effet, le conseil de l'empire se réunit en séance extraordinaire, à deux heures, sous la présidence du prince Galitzin, qui, les larmes aux yeux, raconta à ses collègues le serment prêté, malgré ses instances, par le grand-duc Nicolas au Césarowitsch le grand-duc Constantin. Il ajouta qu'il connaissait le contenu du testament de feu l'empereur Alexandre, et que d'après son contenu et les annexes qui y étaient joints, le véritable empereur de toutes les Russies était légitimement le grand-duc Nicolas.

« Comment connaissez-vous le testament de feu l'Empereur? demanda une voix.

— Parce que je l'ai copié moi-même.

— Pourquoi ne l'avez-vous pas déclaré plus tôt?

— Parce que j'étais engagé par une parole d'honneur. »

Le ministre de la justice, le comte Dmitri Lobanoff Rostowski, prenant alors la parole en sa qualité de membre du conseil de l'empire, répliqua au président

que les morts couronnés n'avaient plus de volonté, et que lui-même, ministre de l'empire, il s'opposait de toutes ses forces à ce que l'on prêtât serment à un prince qui n'avait aucun droit au trône, lorsque l'héritier légal et naturel ne s'était pas encore prononcé. Avant toutes choses, l'on devait attendre la volonté du grand-duc Constantin, qu'en son âme et conscience il considérait comme le seul véritable successeur de l'empereur défunt. A son tour le prince Galitzin répliqua que les volontés des *morts couronnés* devaient avoir force de loi, lorsque ces volontés étaient sanctionnées par celles de l'héritier direct à la couronne. Enfin après de longs débats, l'assemblée finit par décider le ministre opposant à ouvrir le testament, dont la lecture fut faite à haute voix au milieu d'un profond silence.

Après la lecture de ces documents, la question de la succession au trône n'était plus douteuse; aussi les membres du conseil de l'empire, se ralliant aux volontés de l'empereur défunt, s'apprêtèrent-ils à les sanctionner par un protocole, lorsque le comte Miloradowitsch, paraissant tout à coup au sein de l'assemblée, annonça que le grand-duc Nicolas, quoique connaissant le contenu du testament d'Alexandre, persistait dans sa résolution à reconnaître son frère le grand-duc Constantin comme autocrate de toutes les Russies. Cette déclaration imprévue souleva une tempête au sein de l'assemblée.

Ce moment est l'une des phases les plus critiques de l'histoire de la Russie; cette lutte inouïe entre deux frères dans la force de l'âge et de l'ambition pour céder l'un à l'autre la plus considérable, sinon la plus belle couronne du monde, est un des actes les plus émouvants, les plus dramatiques de l'histoire des nations. Mais ce moment et cette lutte étaient une lacune momentanée

où une mort et un avénement de souverain ouvraient une brèche aux idées révolutionnaires qui jusqu'à ce temps avaient germé à l'état d'espérances : le jour semblait venu où la main, obéissant à l'impulsion du cœur, devait mettre en action les rêves d'une théorie coupable et insensée. Ainsi que le dit plus tard, dans son interrogatoire, un des principaux conspirateurs, Alexandre Batenkoff : « Si le conseil de l'empire eût été composé *d'hommes d'esprit au lieu de l'être d'ânes*, ils auraient compris que cette lutte de désintéressement entre les deux grands-ducs fournissait une excellente occasion de prêter, de suite et sans contestation, serment à Constantin. » Nous verrons bientôt comment la conspiration, composée d'ambitieux et de dupes, sut tirer partie de cette situation étrange.

En attendant, les membres du conseil de l'empire, ne sachant d'abord à quelle détermination s'arrêter, se décidèrent enfin, sur la proposition du gouverneur général comte Miloradowitsch, à envoyer un message au grand-duc Nicolas pour l'inviter à venir lui-même rendre compte au sein de l'assemblée de ses intentions ultérieures. Ce prince se rendit aussitôt à cet appel, et, fidèle aux intentions qu'il avait émises, il déclara carrément qu'il persistait dans ses intentions de refuser la couronne, qui, de plein droit, revenait au front du grand-duc Constantin.

La situation ainsi dégagée de toute espèce d'équivoque, les membres du conseil de l'empire n'hésitèrent plus, sur les instances de Nicolas lui-même, à prêter au grand-duc Constantin un serment qu'ils répétèrent immédiatement après devant l'Impératrice mère au palais d'hiver. Le sénat dirigeant publia aussitôt un manifeste de la teneur suivante :

« Dans l'assemblée générale des départements de Saint-Pétersbourg, du sénat dirigeant, le prince Dmitri Iwanowitsch Lobanow Rostowski, ministre de la justice et général d'infanterie, a communiqué la douloureuse nouvelle que Sa Majesté l'empereur Alexandre a, d'après la volonté du Tout-Puissant, terminé sa carrière mortelle le 1er-13 décembre à Taganrog, à la suite d'une maladie aiguë. Le sénat dirigeant, après avoir prêté en assemblée générale serment de fidélité à l'héritier légitime du trône, Sa Majesté Impériale, notre souverain, l'empereur Constantin, a ordonné : 1° de faire connaître partout cet événement par des oukases imprimés ; 2° d'envoyer à toutes les autorités civiles et militaires la formule du serment qu'elles ont à prêter comme fidèles sujets de Sa Majesté Impériale, et de leur faire prescrire par des oukases qu'aussitôt après ces communications elles aient à faire prêter serment à tous les fidèles sujets mâles de l'Empereur, quels que soient leur rang et leur état, à l'exception des paysans de la couronne et des domaines seigneuriaux, ainsi que des serfs, et à envoyer au sénat les procès-verbaux de cette prestation de serment revêtus des signatures des individus qui l'auront prêté.

» Mais afin que de son côté le synode dirigeant puisse en conséquence prendre aussi les dispositions qui dépendent de lui, il lui sera fait les communications nécessaires à cet égard, et envoyé un nombre suffisant d'exemplaires de la formule du serment, avec une annonce qui sera également envoyée avec des exemplaires pareils au département de Moscou et à l'assemblée générale du sénat dirigeant de cette ville.

» 3° Les oukases, à cette fin, seront expédiés avec les formules par des courriers exprès du sénat.

4° Il sera fait à S. M. l'Empereur un rapport sur cette résolution du sénat dirigeant. »

En conséquence, trois courriers partirent le même jour pour Varsovie, avec ordre de remettre, aussitôt leur arrivée en cette ville, leurs dépêches portant cette inscription : *A Sa Majesté Constantin Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies.* L'un d'eux était porteur d'une lettre du grand-duc Nicolas, le second portait la copie du protocole de la séance du conseil de l'empire ; enfin, au troisième était confié le procès-verbal de la prestation du serment. Ces courriers furent suivis par une vingtaine d'autres expédiés sur tous les points de l'empire, afin d'y faire prêter serment à l'empereur proclamé.

Les incertitudes et le malentendu que nous venons de signaler à Saint-Pétersbourg tenaient en échec au sénat de Moscou l'ordre de la succession au trône ; enfin, de même que dans la première de ces villes, le sénat de Moscou, se ralliant à la majorité de ses membres, avait reconnu pour empereur le Césarowitsch grand-duc Constantin. Nicolas, qui, avec un désintéressement digne des temps antiques, refusait une couronne que l'abdication de son frère et les volontés suprêmes de feu l'empereur posaient sur son front, se trouvait dans une position qui devenait à chaque instant de plus en plus fausse.

D'un côté, la réponse définitive du vice-roi de Pologne n'arrivant point, entourait de périls la vacance du trône, qui menaçait de se prolonger indéfiniment ; d'un autre côté, les affaires, entravées par l'incertitude qui régnait dans tous les esprits, demeuraient sans ressorts, exposées aux éventualités d'un avenir hérissé de difficultés. Que faire en cette occurrence ? telle était la question que s'adressait à chaque instant le grand-duc Nicolas. Devait-il, de sa propre autorité, remplir les fonctions de

vice-roi ou rester sur l'expectative?... Le rôle passif qu'il jouait *lui torturait le cœur,* suivant son expression. Dans le doute, il se contenta d'ouvrir les paquets expédiés par la chancellerie du grand-duc Constantin. Là se borna toute la sphère de son action.

En ce moment solennel, la capitale, veuve de son souverain, semblait calme à la surface : elle se recueillait; mais, malheureusement, elle renfermait dans son sein non-seulement les germes d'une révolution imminente, mais une révolution elle-même. Plus de deux cents conjurés, liés par un serment terrible, et prêts à tout pour arriver à la réalisation de leurs desseins, travaillaient dans l'ombre avec cette activité d'énergie et cet ensemble d'efforts communs que les agents du mal apportent toujours dans les méditations de leurs œuvres.

Le rideau s'était levé sur le prologue du drame du 26 décembre, et les personnages mystérieux chargés des principaux rôles se préparaient à entrer en scène.

L'un d'eux, le prince Constantin Obolinsky, aide de camp du général commandant en chef, pénétrait à toute heure, à la faveur de ses attributions, et sous le prétexte de son service, au palais, où il prêtait un regard attentif à tout ce qui s'y passait pour en prévenir aussitôt ses complices. Un autre conjuré, le *Marat russe,* Basile Yacoubowitsch, aide de camp du général gouverneur, homme adroit et rusé, doué d'un grand courage et d'une volonté de fer, un véritable serpent à sonnettes, comme l'appelait le grand-duc Nicolas, remplissait le même rôle auprès de la personne de son chef, dont il avait su capter la plus intime confiance. Il avait un pied dans les deux camps, mais son cœur appartenait tout entier à celui qui bientôt après devait écrire avec du sang une des pages les plus sinistres de l'histoire de Russie.

CHAPITRE TROISIÈME.

Arrivée du grand-duc Michel à Saint-Pétersbourg. — Le grand-duc Constantin refuse la couronne. — Perplexités du grand-duc Nicolas. — Le grand-duc Michel repart pour Varsovie. — Dépêche de Taganrog. — Révélation d'un complot. — Nature et éléments de ce complot. — Conciliabule des conspirateurs. — Scène étrange. — Que la volonté de Dieu soit faite! — Nicolas accepte la couronne. — Premiers actes. — Un dénonciateur. — Sages conseils. — Nouvelle réunion des conjurés. — Horrible proposition. — La mort de Nicolas est décidée. — Manifeste de l'empereur Alexandre relativement à la succession au trône. — Nicolas proclamé empereur. — Manifeste impérial. — Fermentation populaire. — Incertitude. — Bruits sinistres. — Insurrection militaire. — Premiers coups de feu. — Nicolas à la hauteur de la situation. — Il en appelle au peuple. — L'héritier présomptif. — Le feu s'engage sur toute la ligne. — Barricades. — Le général Miloradowitsch mis hors de combat. — Magnanimité de l'Empereur. — Le grand-duc Michel. — Iakoubowitsch. — Sombre tableau. — Dangers de la famille impériale. — Concours impuissant de la religion. — La constitution. — Courage et sang-froid de l'Empereur. — Défaite de l'insurrection. — Dispositions militaires des troupes fidèles. — Repentir et soumission des troupes insurgées. — Les deux Impératrices. — Nicolas présente et confie son fils héritier aux troupes. — Dernières paroles du général Miloradowitsch. — Belle lettre de l'Impératrice mère.

Retardé par le mauvais état des routes, le grand-duc Michel n'arriva que le 13 décembre à Saint-Pétersbourg.

Son premier soin, conforme aux instructions du grand-duc Constantin, fut de courir au palais d'hiver, où il resta enfermé avec l'Impératrice pendant deux heures un quart. Le grand-duc Nicolas, prévenu de l'arrivée de son frère, attendait dans une pièce voisine le résultat de cet entretien.... Son impatience était mêlée d'effroi. Enfin la porte s'ouvrit, et l'Impératrice s'approchant de Nicolas, lui dit :

« Eh bien, Nicolas, la question est décidée, inclinez-vous devant votre frère Constantin....

— Dieu soit loué! s'écria Nicolas induit en erreur par ce commencement de phrase et s'inclinant à la voix de sa mère comme devant une Majesté....

— Oui, inclinez-vous devant votre frère Constantin, reprit l'auguste princesse, car il est admirable et sublime dans son inaltérable résolution de vous céder le trône de toutes les Russies.

— Avant de m'incliner une seconde fois, comme vous me l'ordonnez, ma mère, répliqua Nicolas en pâlissant, veuillez me dire, je vous prie, pourquoi je dois le faire; car en vérité j'ignore lequel des deux sacrifices est le plus grand de celui qui refuse une couronne ou de celui qui l'accepte?... »

Cependant les affaires, malgré cet incident qui déblayait la situation, n'avaient point encore pris un caractère officiel. Les dépêches apportées à Saint-Pétersbourg par le grand-duc Michel avaient jeté les esprits dans une grande perplexité; car le contenu de ces dépêches, quelque importantes qu'elles dussent être, ne pouvait avoir trait à la proclamation de l'avénement de Constantin au trône et au message par lequel le ministre de la justice prince Lobanow Rostowsky lui avait transmis le rapport du sénat dirigeant, attendu que ces pièces importantes n'avaient eu le temps de lui être soumises. Les intrigants et les ambitieux ne supposaient pas que, par une fidélité si scrupuleuse à remplir des engagements que les autorités de l'État, la famille impériale elle-même, croyaient résiliés en fait et en droit par le refus de Nicolas; les courtisans, disons-nous, ne supposaient point que le grand-duc Constantin pût renoncer aussi facilement à la possession du plus vaste empire de l'univers.

De concert avec sa mère, le grand-duc Nicolas, pressé d'en finir, expédia un nouveau courrier au grand-duc Constantin, pour le supplier de lui adresser dans le plus bref délai un manifeste explicatif sur ses intentions

définitives. En même temps, le grand-duc Michel reçut l'ordre d'accompagner en personne ce courrier, pour hâter la réponse du Césarowitsch....

C'était le 17 décembre : au moment de son départ, l'Impératrice mère lui adressa ces mémorables paroles :

« Dès que vous verrez votre frère le grand-duc Constantin, dites-lui et répétez-lui qu'il ne perde pas une minute à nous répondre, car le sang pourrait couler....

— Il n'a pas encore coulé, répondit Michel en proie à un sinistre pressentiment, mais il coulera, soyez-en sûre, ma mère....

— Partez donc, mon fils, et que Dieu vous accompagne ! »

Dans le cas prévu où Michel aurait rencontré sur la route un courrier venant de Varsovie, il devait, conformément à ses dernières instructions, ouvrir ses dépêches et revenir immédiatement à Saint-Pétersbourg. Selon toutes les probabilités, il devait se croiser avec ce courrier au relai d'Upsal, situé à 300 verstes sur la route de Varsovie. Ce fut là qu'il se décida à l'attendre, dévorant du regard, ainsi qu'il le raconta plus tard à l'Empereur, le chemin où il ne voyait rien venir, et de la pensée les heures qui lui semblaient longues comme des siècles.

De son côté, le grand-duc Nicolas attendait avec une fébrile impatience les dépêches qui devaient lui permettre de prendre enfin une attitude accentuée en face de la situation qui s'aggravait à chaque instant davantage.

Dans les premières heures de la matinée du 24 décembre, il venait de se jeter tout habillé sur son lit, lorsqu'on vint lui annoncer l'arrivée du baron Fridériks, porteur d'un paquet expédié de Taganrog par le chef

d'état-major le général Diebitsch, avec cette suscription : *A Sa Majesté Impériale.... (en propres mains), cause très-grave....*

« Qu'on l'introduise immédiatement! s'écria le grand-duc en sautant à bas de son lit; et marchant à sa rencontre il lui dit : Quelles nouvelles sont contenues dans ce paquet ?

— Je l'ignore, répondit le baron ; je puis vous dire cependant qu'un paquet semblable a été envoyé à Varsovie au Césarowitsch....

— Ce paquet ne m'est donc pas destiné? demanda Nicolas tourmentant dans ses doigts la mystérieuse dépêche.

— Mes instructions portent que je dois le remettre à Votre Altesse Impériale, si l'Empereur ne se trouve point à Saint-Pétersbourg... »

Le grand-duc rompit aussitôt le cachet et parcourut, sans trahir la moindre émotion, une dépêche dont la gravité aurait dû foudroyer un moins mâle courage. Le général Diebitsch lui mandait de la manière la plus positive la nouvelle d'un vaste complot qui devait éclater bientôt au sein de la capitale, si même les conspirateurs n'avaient déjà donné le signal de le mettre à exécution.

Cette nouvelle n'était que trop bien fondée.

Il existait depuis 1816, en Russie, parmi les intelligences pensantes et surtout au sein de l'armée, qui sur les champs de bataille, dans les débris de cartouches d'un simple soldat français, avait trouvé un fragment de la civilisation occidentale ; il existait, disons-nous, des associations secrètes, modelées sur celles de la rêveuse et lymphatique Allemagne. Un grand nombre d'officiers dont plusieurs appartenaient aux premières familles de

l'empire, avaient rapporté de leurs stations militaires dans les diverses capitales de l'Europe des idées séduisantes peut-être, mais inapplicables à l'état moral et politique de leur pays. Les pygmées! dont la taille dépassait à peine la botte du géant! ils prétendaient refaire l'œuvre de Pierre le Grand, en substituant à sa forme monarchique des institutions représentatives et même républicaines.... De nombreux mécontents, des esprits inquiets, s'étaient ralliés à ces conspirateurs, et comme il arrive toujours dans les assemblées occultes où les passions, en dehors de la bonne voie, se trompent, s'égarent et se pervertissent mutuellement, ils en étaient venus à compliquer leurs plans de réforme et de constitution par des projets de bouleversement et de révolution. *Ils voulaient* cimenter leur œuvre d'anarchie avec du *sang*, et lui donner pour première pierre la tête d'un empereur!... En effet, ils devaient d'abord assassiner Alexandre, et faire révolter ensuite l'armée au nom de la liberté, le peuple au nom d'affranchissement. L'exécution de ces projets monstrueux, plusieurs fois arrêtée, fixée d'abord à l'époque d'un voyage que l'empereur Alexandre devait faire en 1825, avait été définitivement ajournée au mois de mai 1826.

Les trois fondateurs de ces sociétés subversives étaient le *prince* Troubetzkoï et les deux frères Alexandre et Nicias Mouravieff. Plusieurs fois les affidés, quoique peu nombreux dans le principe, avaient été forcés, soit par des révélations, soit par des indiscrétions, soit enfin par des divisions intestines, de suspendre leurs réunions, de se dissoudre et de se reformer sous d'autres noms. Il y avait à cette époque deux sociétés secrètes qui correspondaient entre elles, l'une dans le nord, l'autre dans le midi. La première, dont le siége était à Saint-Péters-

bourg, avait à sa tête le prince Serge Troubetzkoï, un nommé Ryleieff, sous-lieutenant en retraite, le prince Obolinsky et plusieurs officiers de la garde. La seconde avait son siége à Toulczyn, et fonctionnait sous la direction d'un colonel nommé Pestel, auteur d'une constitution qu'il appelait le *Code russe*.

L'existence de ces associations avait été révélée à l'empereur Alexandre, et peu de temps avant sa mort il avait reçu des renseignements si positifs, par un nommé Scherwond, sous-lieutenant de lanciers au 3e régiment, et le capitaine Maïboroda, attaché à un régiment d'infanterie du 7e corps d'armée, qu'il n'était plus permis de se faire illusion sur la réalité de la conspiration. C'était sans doute cette certitude qui arrachait à l'empereur Alexandre les douloureuses expressions que nous avons recueillies sur ses lèvres glacées déjà par l'agonie. Un instant, la mort de ce prince avait déconcerté les conjurés; mais l'incertitude qui régnait dans les esprits au sujet de la succession au trône et la lutte des deux frères pour assurer en faveur l'un de l'autre les droits qui pouvaient lui procurer la couronne, offraient aux conspirateurs trop de chances favorables pour qu'ils ne résolussent point d'en profiter.

Tel était le contenu du message que le grand-duc Nicolas venait de recevoir de Taganrog, et qu'il crut ne devoir communiquer qu'au gouverneur général de Saint-Pétersbourg et qu'au grand maître de la poste, le prince Galitzin. Un instant déconcertés dans leurs plans par la mort d'Alexandre, les directeurs de l'association du nord, Ryleieff, prince Troubetzkoï, prince Obolinsky et leurs principaux complices, ne tardèrent pas d'apprendre que le grand-duc Constantin demeurerait inébranlable dans sa résolution de refuser la couronne. Cette nou-

velle ranima leurs espérances. Se faisant du mensonge un puissant auxiliaire, ils se flattèrent de pouvoir tromper le peuple et l'armée en leur persuadant que le Césarowitsch maintenait ses droits dans toute leur intégrité et que les reconnaître dans la personne du grand-duc Nicolas serait un crime de haute trahison. Ils espéraient, sous ce prétexte habile, soulever les troupes et la populace, et renverser, à la faveur d'une insurrection générale, l'ordre et le gouvernement établis. Pour concilier les ambitions qui pouvaient surgir en un moment décisif et pour concentrer sous une seule unité tous les ressorts du mouvement révolutionnaire, les chefs de section, entraînés par Alexandre Bestoujeff, Kaovski et le prince Obolinsky, nommèrent chef absolu ou dictateur le prince Troubetzkoï, qui dès ce moment dirigea toutes les mesures. Dès lors aussi les conjurés s'établirent en quelque sorte en permanence, afin d'arrêter d'un commun accord toutes les mesures nécessaires pour assurer d'une part le succès de la révolution, et d'autre part pour arrêter d'une manière positive la forme du futur gouvernement de l'État.

Sur la proposition d'un nommé Batenkoff, ils adoptèrent le plan qui suit, si toutefois on peut donner ce titre à des projets sans liaison, sans bases, et qui ne s'accordaient dans leurs moyens ni avec la situation de la Russie, ni avec aucune idée saine sur l'organisation des corps et des institutions politiques.

Les factieux devaient, après avoir arrêté l'action du pouvoir agissant :

1° Établir un *gouvernement provisoire* qui aurait ordonné dans les provinces la formation de chambres chargées d'élire des députés ;

2° Travailler à l'établissement de deux chambres lé-

gislatives, dont l'une, la chambre haute, devait être composée de membres à vie ;

3° Plus tard, et pour donner des garanties à la monarchie constitutionnelle, il devait être procédé :

A la formation de chambres de provinces qui auraient formé autant de législatures locales ;

A la transformation des colonies militaires en gardes nationales ;

A la remise de la citadelle de Saint-Pétersbourg entre les mains de la municipalité, citadelle qui, suivant Batenkoff, deviendrait le palladium des *libertés russes*, et où devaient fonctionner, dans les limites de leurs attributions, le conseil municipal et la garde nationale ;

Enfin, à la proclamation de l'indépendance des universités de Moscou, de Dorpat et de Vilna.

C'est ainsi que ces conspirateurs au maillot, plus *fous* encore qu'ambitieux, voulaient tout d'un coup, sans préparation aucune, sans transition, donner à la Russie un ordre de choses qui a coûté à la France et à l'Angleterre tant de sanglants labeurs et de si longs sacrifices ; ils voulaient, en un tour de main, élever une tour de Babel et construire en un jour une œuvre qui, chez des nations civilisées, avait demandé les études, les tâtonnements, l'expérience et les efforts de plus d'un siècle.... Ils voulaient enfin, avant les semailles, récolter dans leurs steppes arides la moisson de liberté dont, sous d'autres soleils, ils avaient convoité les épis plus ou moins heureux et féconds.

Tandis que quelques-uns des chefs arrangeaient ainsi leurs plans subversifs, les autres en préparaient l'exécution.... Pendant ces derniers jours, où l'inconnu présidait aux destinées de l'empire, on voyait dans les assemblées des conspirateurs s'allier, par un mélange

bizarre, la légèreté la plus innocente à la plus sauvage énergie, les préceptes de la fraternité chrétienne à la soif du sang; on voyait à côté d'une irrésistible opposition aux autorités légitimes une obéissance stupide passive à une autorité inconnue prête à se jeter dans les aventures.

Le 12-24 décembre, au moment même où le courrier du général Diebitsch apportait au grand-duc Nicolas les fils du complot, les principaux conspirateurs se rendaient chez Ryleieff, où bientôt après se trouvèrent réunis le prince Troubetzkoï, les frères Bestoujeff, le prince Obolinsky, Kaovski, Arbouzoff, Répine, le comte Konovnitzine, le prince Odoievski, Suthoff, Poutschine, Batenkoff, Yakoubowitsch, Stchépine-Rostovski, etc. Ils étaient sombres, inquiets, soucieux, car ils ne pouvaient ignorer qu'ils étaient engagés dans une partie où d'un côté se trouvaient le succès et des honneurs douteux, de l'autre des humiliations et une potence assurée.... Ils savaient qu'ils allaient jouer leur vie à pile ou face....

Ryleieff prit le premier la parole. « J'ai reçu ce matin, dit-il, une lettre qui m'annonce que parmi nous il est un traître.... Si je le connaissais, je lui brûlerais la cervelle comme à un chien enragé....

— Qui vous a écrit cette lettre ? demanda Kaovski.

— Un anonyme.

— Dans ce cas, nous ne devons y ajouter que peu de foi.

— Assez cependant pour nous tenir sur nos gardes.

— Je propose, fit Ryleieff, que tout membre de la société reconnu coupable de trahison soit immédiatement puni de mort.

— Adopté! répondirent tous les membres en levant la main.

— C'est bien, s'écria Ryleieff, pas un de vous n'a pâli.... Je ne vois parmi vous que des hommes d'honneur.... Quelle nouvelle apportez-vous, messieurs?...

— D'excellentes, répondirent Nicolas Bestoujeff et Arbouzoff. Nous pouvons compter sur les marins de la garde... ils sont à nous.

— Quant à moi, ajouta Répine, je puis vous garantir une partie du régiment de Finlande. Les officiers que j'ai sondés nous appartiennent corps et âme.

— Moi, fit un des frères Bestoujeff, officier au régiment de Moscou, je réponds de ma compagnie; elle marchera comme un seul homme. Je l'ai tout entière dans ma main.

— Vive la liberté! s'écria Alexandre Bestoujeff. Je passe le Rubicon, et je sabre tout sur mon passage. »

Kaouski, plus ardent encore, ajoute : « Point de demi-mesure, messieurs. Il ne s'agit pas de faire de la philanthropie à la Jean-Jacques, mais à la Danton.... Il faut ici tout massacrer, m'entendez-vous? Êtes-vous de mon avis, oui ou non?... Oui! eh bien, tenez-vous prêts à me suivre. Non! eh bien, j'irai me dénoncer moi-même.... »

Le prince Odoievski répétait avec l'accent d'un pitoyable enthousiasme : « Nous mourrons, c'est sûr! mais avec quelle gloire nous mourrons!

— Si nous devons mourir en effet, répliqua à son tour Ryleieff, nous vendrons chèrement notre vie d'abord; puis, en mourant, nous léguerons à la Russie le soin de notre vengeance....

— Voilà ce qui s'appelle parler! fit Kaovski; mais il vaut mieux encore agir.... A vous, messieurs, la parole, mais à moi l'action.... Que faut-il faire, quel coup dois-je frapper? Dites, mais dites vite, car je suis prêt....

— Bravo ! s'écria Alexandre Bestoujeff en se jetant au cou de cet énergumène. Tu nous demandes ce qu'il faut faire ? Je vais te le dire.... Tu n'as pas de famille, tu dois te sacrifier pour la société.... assassine l'Empereur ! »

Les conspirateurs accueillirent cette proposition par des cris d'enthousiasme. Hourrah ! hourrah ! s'écrièrent-ils en pressant tour à tour dans leurs bras leur complice voué au régicide.... Kaovski promit d'obéir, et l'assemblée s'ajourna au lendemain dans la soirée du 13-25.

Au moment où les conjurés se séparaient, le courrier si impatiemment attendu de Varsovie arrivait enfin à Saint-Pétersbourg sans avoir rencontré le grand-duc Michel, que nous avons laissé au relais d'Ispal, que ce même courrier avait évité pour prendre un chemin plus court. La réponse définitive du Césarowitsch était laconique, froide, mais concluante. Il persistait d'une manière irrévocable à céder tous ses droits à son frère le grand-duc Nicolas, que le premier il saluait du titre d'empereur.... Nicolas, le front dans ses deux mains, tomba à genoux, se recueillit et pria. Puis se relevant il dit : « Que la volonté de Dieu soit faite et non la mienne. »

Ainsi prosterné devant Dieu, il venait de se reconnaître lui-même empereur.... Ce sacrifice accompli, il se rendit chez sa mère et lui communiqua les dépêches qu'il venait de recevoir....

« Eh bien, mon fils, lui demanda l'Impératrice, que pensez-vous faire maintenant ?

— Accomplir les desseins de la Providence, répondit Nicolas, en me consacrant dès ce jour corps et âme à la grandeur et à la prospérité de toutes mes Russies.

— Enfin ! « s'écria l'Impératrice en se jetant dans les

bras de son enfant! Nicolas fit aussitôt appeler le secrétaire d'État Speranski, et lui ordonna de préparer un manifeste basé sur le testament de l'empereur Alexandre, sur la lettre que le grand-duc Constantin avait adressée à son auguste frère au sujet de sa renonciation au trône, et sur divers documents non moins aptes à éclairer l'opinion publique.

Speranski venait de se retirer pour exécuter les ordres du grand-duc, et celui-ci s'apprêtait à prendre les dispositions indiquées par la gravité des circonstances, lorsqu'on lui annonça qu'un aide de camp du général en chef de l'infanterie de la garde demandait à lui parler. C'était un jeune homme âgé de vingt ans à peine, nommé Jacques Rostovzoff. Introduit aussitôt dans le cabinet du grand-duc, il fit le salut militaire et attendit:

« De la part de qui venez-vous? lui demanda Nicolas.

— De la mienne, monseigneur, répondit Rostovzoff.

— Ce n'est donc pas votre chef qui vous envoie?

— Non, monseigneur.

— Que me voulez-vous?

— Vous annoncer une nouvelle très-importante.

— Parlez, monsieur, je vous écoute....

— Sommes-nous seuls, monseigneur?»

Nicolas fit signe à un de ses aides de camp de se retirer, puis prenant Rostovzoff par le bras, il le conduisit rapidement dans l'embrasure d'une croisée et lui dit :

« Maintenant nous sommes sans témoins, vous pouvez parler.

— Je viens auprès de vous, monseigneur, remplir un pénible devoir, un triste rôle, veux-je dire, celui de dénonciateur.

— Dans ce cas, vous pouvez vous retirer, s'écria Nicolas avec la fierté d'un noble cœur que n'avaient point

encore atteint les subtilités de la politique. Vous pouvez vous retirer, je n'en entendrai pas davantage.

— Il faut cependant que vous m'écoutiez, monseigneur, répondit Rostovzoff, car ce n'est point pour l'unique plaisir de me faire infâme et de vous livrer la tête de mes meilleurs amis que je suis venu près de vous....

— De quoi s'agit-il donc alors ?

— De votre salut, monseigneur, de celui de toute la famille impériale, du salut de l'empire de Russie.... Comprenez-vous maintenant pourquoi je suis devant vous à cette heure?

— Je comprends que vous êtes un noble jeune homme, répondit Nicolas.

— Je le serai ce soir en me faisant assassiner par mes camarades dénoncés, ou demain, s'ils m'épargnent, en me faisant tuer pour le service de l'Empereur.... Mais il ne s'agit pas de moi en ce moment, il s'agit de vous, de ma patrie menacée par une révolution. »

Alors Rostovzoff révéla dans tous leurs détails les projets et les plans des conspirateurs.

« C'est bien, lui dit le grand-duc quand il eut cessé de parler; je vous remercie au nom de la patrie de la démarche que vous venez de faire. Quant à moi, ajouta t-il, je vendrai chèrement ma vie, et si je dois mourir, je m'estimerai heureux de tomber pour ma patrie au pied du trône de mes pères.... Adieu, monsieur, nous nous reverrons. »

Rostovzoff se rendit immédiatement chez Ryleieff, où il croyait trouver les conjurés en permanence.... Ryleieff allait se mettre au lit.

« A quelle heure se réunira-t-on chez vous demain? lui demanda l'aide de camp.

— A dix heures du matin....

— Il suffit... j'y serai. »

En effet, un des premiers il fut exact au rendez-vous; un instant après la séance fut ouverte. Alors Rostovzoff prit la parole et dit :

« Hier soir, messieurs, un de vos camarades ici présent a cru remplir un devoir de bon citoyen en se rendant au palais du grand-duc Nicolas....

— Pour le poignarder, sans doute? s'écrièrent deux ou trois voix perdues au sein de l'assemblée.

— Non, messieurs.

— Pourquoi donc alors?...

— Pour vous dénoncer.

— Mais c'est impossible ce que vous nous dites là, firent tous les membres en se dévorant d'un regard inquiet et scrutateur....

— Rien n'est plus vrai, comme vous allez voir; car le dénonciateur, qui a cru remplir un devoir de bon citoyen, croira dans un instant remplir un devoir d'honneur en venant à son tour se dénoncer à vous-mêmes. »

Un silence de stupéfaction régnait au sein de l'assemblée.

Rostovzoff reprit :

« Mais avant que le traître jette son masque à vos pieds, permettez-moi, en son nom, de vous donner un conseil.

— Lequel?... demanda Ryleieff.

— C'est de renoncer à des projets qui ne sont plus un mystère pour personne.... Maintenant que j'ai tout dit, regardez-moi bien en face, messieurs, le traître... c'est moi!...

— L'infâme! » s'écria Kaovski en s'élançant sur lui le poignard à la main.

Rostovzoff croisa fièrement les bras sur sa poitrine, et dit :

« Frappe !...

— Non, fit Pestel en retenant la main prête à frapper, l'acier de ce poignard est trop noble pour punir un pareil lâche... son sang souillerait la cause de la liberté!... Livrons-le à ses remords, et puisse-t-il vivre longtemps pour expier dans les tortures de sa conscience le crime qu'il a commis.

— Messieurs, répliqua Rostovzoff avec un admirable sang-froid, je tiens trop peu à ma vie pour vous remercier du don que vous m'en faites, mais j'estime assez la vôtre pour vous supplier encore une fois de renoncer à vos projets sinistres.... Ce n'est pas le poignard qui vous attend, c'est une potence. »

Et il se retira comme il était venu, calme, fier, d'un pas majestueux, et sans manifester la moindre émotion : la tache de la délation s'était lavée dans le courage de la confession.

Les conjurés se réunirent dans la soirée; leur assemblée fut moins nombreuse, mais plus turbulente. Tous les membres présents parlaient à la fois. Rostovski étonnait ses complices par un flux de sonores mais vaines paroles. Kornilovitch, à peine de retour dans la capitale, soutenait que cent mille hommes de la seconde armée n'attendaient que le signal pour marcher au secours de l'insurrection. Le jeune Poustchine, du régiment des pionniers à cheval, manifestant quelques craintes sur le succès de leur prise d'armes. Alexandre Bestoujeff lui dit :

« Dans tous les cas, nous aurons une belle page dans l'histoire.

— Une page, répondit le jeune officier, qui, passant

par les mains du bourreau, souillera l'histoire et nous couvrira de honte. »

D'un autre côté, le baron de Steinheil, effrayé de plus en plus des dangers de la situation et des suites d'un mouvement révolutionnaire, interpella Ryleieff en ces termes :

« Est-il possible que vous songiez à agir?

— Nous nous sommes trop avancés pour pouvoir reculer, répondit celui-ci. Rostovzoff a brûlé nos vaisseaux; il nous l'a dit lui-même....

— Mais il nous reste une planche de salut, répliqua Steinheil.

— Laquelle? demanda le prince Troubetzkoï, qui lui-même commençait à manifester de sérieuses appréhensions.

— Celle de la soumission aux lois de nos pays....

— Il est trop tard, fit Ryleieff; nous sommes tous voués à la mort; d'une manière ou d'une autre, il nous faut mourir.

— Faisons en sorte alors que notre mort soit utile à la liberté.

— Nos fourreaux sont brisés, dit Kaovski, nous ne saurions plus où cacher nos sabres, si ce n'est dans le cœur des ennemis de la vraie Russie. »

Au milieu de ces débats, qui rappelaient les scènes orageuses des clubs des Jacobins ou des Cordeliers, plusieurs membres émirent de nouveau la proposition horrible d'exterminer la famille impériale tout entière.... La mort du grand-duc Nicolas fut considérée, à l'unanimité, comme étant d'une indispensable nécessité.

Quelques conjurés cependant protestèrent contre un crime dont l'accomplissement provoquerait contre eux l'indignation de l'Europe. Steinheil, se rangeant à l'avis

de ceux qui conseillaient l'arrestation pure et simple de la famille impériale, cita pour exemple la révolution de la Suède en 1809. Ryleieff termina les débats, en disant :

« Puisque, parfaitement d'accord sur le but, nous ne pouvons nous entendre sur les moyens, les circonstances décideront ce que nous aurons à faire. »

Mais avant de se séparer, il demanda une carte de Saint-Pétersbourg et le plan détaillé du palais d'hiver.

« A quoi bon? lui répondit en riant Alexandre Bestoujeff; la famille impériale n'est pas une épingle, elle ne se cachera pas quand le moment de l'arrêter sera venu. »

Dans la matinée du 13, le secrétaire d'État Speranski remit au grand-duc Nicolas le manifeste qu'il avait rédigé pendant la nuit. Dans la soirée du même jour, le conseil de l'empire, réuni en séance extraordinaire, prit officiellement connaissance du paquet mystérieux que lui avait confié l'empereur défunt; il contenait, indépendamment des pièces que nous avons déjà citées, le manifeste de l'empereur Alexandre relativement à la succession au trône. Il était ainsi conçu :

MANIFESTE DE L'EMPEREUR ALEXANDRE.

« Par la grâce de Dieu, Nous, Alexandre I[er], empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc., savoir faisons à tous Nos fidèles sujets :

» Dès le moment de Notre avénement au trône de toutes les Russies, Nous avons constamment senti qu'il était de Notre devoir envers le Dieu tout-puissant non-seulement de garantir et d'accroître dans le cours de Notre règne la félicité de Notre chère patrie et de Nos

peuples, mais aussi de préparer, d'assurer leur repos et leur bonheur après Nous par une désignation claire et précise de Notre successeur conformément aux droits de Notre maison impériale et aux intérêts de l'empire.

» Nous ne pouvions, à l'exemple de Nos prédécesseurs, le nommer immédiatement, dans l'attente où Nous étions s'il ne plairait pas à la Providence divine de Nous accorder un héritier du trône en ligne directe; mais plus Nos années augmentent, plus Nous croyons devoir Nous hâter de placer Notre trône dans une position telle qu'il ne puisse rester vacant même momentanément. Tandis que cette sollicitude préoccupait Notre cœur, Notre frère bien-aimé, le Césarowitsch et grand-duc Constantin, ne suivant que son impulsion spontanée, Nous adressa la demande de transporter son droit à la dignité souveraine, à laquelle il pourrait un jour être élevé par sa naissance, sur celui qui devait posséder ce droit après lui. Il manifesta en même temps son intention de donner ainsi une nouvelle force à l'acte additionnel sur la succession au trône promulgué par Nous en 1820, acte volontairement et solennellement reconnu de sa part en autant qu'il pouvait le concerner.

» Nous sommes profondément touché de ce sacrifice que Notre frère bien-aimé s'est décidé à faire avec une si généreuse abnégation à l'affermissement des statuts héréditaires de Notre maison impériale et à la tranquillité inébranlable de l'empire de toutes les Russies.

» Ayant invoqué l'aide de Dieu, ayant mûrement réfléchi à un objet aussi cher à Notre cœur qu'important à l'État, et trouvant que les statuts qui existent sur l'ordre de succession au trône ne privent pas ceux qui y ont des droits de la faculté d'y renoncer, lorsqu'en pareille circonstance il ne se présente aucune difficulté dans la suite

de la succession à la couronne, Nous avons, d'après l'assentiment de Notre auguste mère comme en vertu du droit suprême de chef de la famille impériale qui Nous a été héréditairement dévolu, et usant de tout le pouvoir que Nous tenons de Dieu, ordonné ce qui suit :

» Premièrement, l'acte spontané par lequel Notre frère puîné, le Césarowitsch et grand-duc Constantin, renonce à ses droits sur le trône de toutes les Russies, est et demeure fixe et invariable.

» Ledit acte de renonciation sera, pour que la notoriété en soit assurée, conservé à la grande cathédrale de l'Assomption à Moscou et dans les trois hautes administrations de Notre empire, au saint synode, au conseil de l'empire et au sénat dirigeant.

» Secondement, en conséquence de ces dispositions, et conformément à la stricte teneur de l'acte sur la succession au trône, est reconnu pour Notre héritier Notre second frère le grand-duc Nicolas.

» C'est ainsi que Nous conservons la douce espérance qu'au jour où il plaira au Roi des rois de nous rappeler, suivant la loi commune des mortels, de Notre règne temporel dans l'éternité, les hautes administrations de l'empire, auxquelles Notre présente et irrévocable volonté, ainsi que nos présentes dispositions légales, ne manqueront pas d'être communiquées en temps opportun et suivant Nos ordres, s'empresseront de prêter leur serment de fidélité à l'empereur héréditaire que Nous venons de désigner pour le trône de l'empire de toutes les Russies et ceux du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande, qui en sont inséparables.

» Quant à Nous, Nous prions tous Nos fidèles sujets qu'avec ce même sentiment d'amour qui Nous faisait considérer comme Notre premier bien sur la terre le soin

que Nous avions de leur constante prospérité, ils adressent de ferventes prières à Notre Seigneur Jésus-Christ, afin qu'il daigne par sa miséricorde infinie recevoir Notre âme en son royaume éternel.

» Donné à Tsarskoé-Sélo, le 16 août, l'an de grâce mil huit cent vingt-trois, et de Notre règne le vingt-troisième.

» *Signé* ALEXANDRE. »

Après la lecture de cet acte, le grand-duc Nicolas, invité à faire connaître ses intentions, déclara qu'il était prêt à se soumettre à la volonté de feu l'Empereur et au désir de son frère le Césarowitsch. Il fut à l'instant même, aux cris de Vive l'empereur Nicolas! proclamé autocrate de toutes les Russies. Le peuple, qui attendait avec une sombre inquiétude les résultats de cette séance, joignit ses acclamations à celles du conseil de l'empire, au moment où le nouveau César traversa les flots de la foule pour se rendre chez sa mère.

Pendant que les conjurés préparaient dans l'ombre l'exécution de leurs coupables projets, l'ange de la Russie veillait à la conservation de la famille impériale. Le prince Odoievski, l'un des plus redoutables conspirateurs, se trouvait précisément de service au corps de garde du palais d'hiver. Prêt et décidé à exécuter le plus exécrable de tous les crimes, il envoya trois fois demander à ses complices les instructions dont il avait besoin pour frapper d'un seul coup l'Empereur et toute sa famille. Trois fois son affidé revint sans rapporter une réponse décisive. Aucun des conjurés, sans doute, n'avait osé prendre sur lui la responsabilité d'un pareil forfait. De ce moment, le prince Odoievski regarda la cause de la révolution comme perdue.

Enfin l'heure fatale allait sonner; l'aurore du 14-26 décembre venait de se lever sur la capitale, qui ne se doutait pas qu'une journée terrible commençait pour elle.

L'empereur Nicolas s'était levé de grand matin; tous les fonctionnaires civils et militaires en uniforme l'attendaient dans un des grands salons du palais. Ils le saluèrent du cri de Vive l'Empereur! lorsque, paraissant devant eux, il leur lut d'une voix ferme le manifeste suivant :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc., savoir faisons à tous Nos fidèles sujets :

» Dans l'affliction de Notre cœur, au milieu de la douleur générale qui Nous accable, Nous, Notre maison impériale et Notre chère patrie, en Nous humiliant devant les impénétrables décrets du Très-Haut, Nous cherchons en lui seul Nos forces et Nos consolations.

» Il vient d'appeler à lui l'empereur Alexandre Ier, de glorieuse mémoire, et Nous avons tous perdu un père et un souverain qui pendant vingt-cinq ans a fait le bonheur de la Russie et le Nôtre.

» Lorsque la nouvelle de cet événement déplorable Nous parvint, le 27 du mois de novembre, Nous nous sommes empressé, dans ce moment même de douleurs et de larmes, d'accomplir un devoir sacré, et, ne suivant que l'impulsion de Notre cœur, Nous avons prêté serment de fidélité à Notre frère aîné, le Césarowitsch grand-duc Constantin, comme à l'héritier légitime du trône de Russie, par droit de primogéniture.

» Nous venions de Nous acquitter de cette sainte obligation, quand Nous apprîmes du conseil de l'empire que le 15 octobre 1823 il avait été déposé entre ses

mains un paquet scellé du sceau de feu l'Empereur, et sur lequel il était écrit de la propre main de Sa Majesté Impériale : « Garder au conseil de l'empire jusqu'à ce » que j'en ordonne autrement; mais, dans le cas où je » viendrais à mourir, ouvrir ce paquet en séance extraor- » dinaire avant de procéder à tout autre acte. »

» Nous apprîmes en même temps que cet ordre souverain avait été exécuté par le conseil, et que les pièces suivantes avaient été trouvées dans ledit paquet :

» 1° Une lettre du Césarowitsch grand-duc Constantin, en date du 14 janvier 1822, adressée à feu l'Empereur, et par laquelle Son Altesse Impériale renonce à la succession au trône, qui lui appartenait par droit de primogéniture;

» 2° Un manifeste du 16 août 1823, signé de la propre main de Sa Majesté Impériale, par lequel, après avoir exprimé son assentiment à la renonciation du Césarowitsch et grand-duc Constantin, elle statue qu'étant le premier en âge après lui, Nous sommes, suivant la loi fondamentale, le plus proche héritier de la couronne. Nous fûmes informé, en outre, que des actes semblables se trouvaient déposés au sénat dirigeant, au saint synode et dans la cathédrale de l'Assomption à Moscou.

» Ces notions ne pouvaient changer en rien la détermination que Nous avions prise; Nous vîmes dans ces actes une renonciation faite par Son Altesse Impériale pendant la vie de l'Empereur, et confirmée par l'assentiment de Sa Majesté, mais Nous n'eûmes ni le désir ni le droit de considérer comme irrévocable cette renonciation, qui n'avait point été publiée lorsqu'elle eut lieu, et qui n'avait point été annoncée par une loi.

» Nous voulions, ainsi faisant, manifester notre respect pour la première loi fondamentale de notre patrie sur

l'ordre invariable de la succession au trône, et fidèle au serment que Nous avions prêté, Nous insistâmes pour que l'Empire entier suivît notre exemple.

» Dans cette grave circonstance, Notre dessein n'était pas de contester la validité des résolutions exprimées par Son Altesse Impériale. Il était bien moins encore de Nous mettre en opposition avec les volontés de feu l'Empereur, Notre frère et bienfaiteur commun, volontés qui Nous seront toujours sacrées; Nous cherchions uniquement à garantir de la moindre atteinte la loi qui règle l'ordre de la succession au trône, à dévoiler au grand jour la loyauté de Nos intentions, et à préserver Notre chère patrie même d'un moment d'incertitude sur la personne de son souverain légitime.

» Cette détermination, prise dans la pureté de Notre conscience devant le Dieu qui lit au fond des cœurs, fut bénie par Sa Majesté l'impératrice Marie, Notre mère bien-aimée.

» Cependant, la douloureuse nouvelle du décès de Sa Majesté l'Empereur était parvenue directement de Taganrog à Varsovie le 25 novembre, par conséquent deux jours plus tôt qu'ici. Inébranlable dans sa résolution, le Césarowitsch et grand-duc Constantin la confirma le lendemain par deux actes datés du 26 novembre qu'il chargea Notre frère bien-aimé le grand-duc Michel de Nous remettre. Ces actes consistaient :

» 1° En une lettre adressée à Sa Majesté l'Impératrice, Notre mère chérie, par laquelle, renouvelant sa décision antérieure et l'appuyant d'un rescrit de feu l'Empereur en date du 2 février 1822, qui servait de réponse à son acte de renonciation et dont copie était annexée, Son Altesse Impériale renonce définitivement et solennellement à tous ses droits au trône, et, d'après l'ordre établi

par la loi fondamentale, les reconnaît en Nous ainsi qu'en Notre postérité;

» 2° En une lettre à Nous adressée, dans laquelle Son Altesse Impériale réitère l'assurance primitive de sa détermination, Nous donne le titre de Majesté Impériale, ne se réserve en propre que celui de Césarowitsch qu'elle portait antérieurement, et se nomme le plus fidèle de Nos sujets.

» Quelque décisifs que fussent ces actes et quoiqu'ils prouvassent jusqu'à l'évidence que la résolution de Son Altesse Impériale était constante et irrévocable, Nos sentiments et l'état même de l'affaire Nous ont porté à différer la publication desdits actes jusqu'à ce que Son Altesse Impériale eût manifesté ses volontés relativement au serment que Nous lui avions prêté ainsi que tout l'Empire.

» Maintenant que Nous venons de recevoir également cette assurance définitive des volontés de Son Altesse Impériale, Nous en faisons part à tous Nos sujets, ajoutant ci-après :

» 1° La lettre de Son Altesse Impériale le Césarowitsch grand-duc Constantin à feu l'empereur Alexandre Ier;

» 2° La réponse de Sa Majesté Impériale à cette lettre;

» 3° Le manifeste de feu l'Empereur qui confirme la renonciation de Son Altesse Impériale, et qui Nous reconnaît pour son héritier;

» 4° La lettre de Son Altesse Impériale à Sa Majesté l'Impératrice, Notre mère bien-aimée;

» 5° La lettre que Son Altesse Impériale Nous a adressée.

» En conséquence de tous ces actes, et d'après la loi fondamentale de l'Empire sur l'ordre de succession, le cœur plein de respect pour les décrets impénétrables de la Providence qui Nous conduit, Nous montons sur le

trône de Nos ancêtres, sur le trône de l'empire de toutes les Russies et sur ceux du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande qui sont inséparables, et ordonnons :

» 1° Que le serment de fidélité soit prêté à Nous et à Notre héritier Son Altesse Impériale le grand-duc Alexandre, Notre fils bien-aimé ;

» 2° Que l'époque de Notre avénement au trône soit datée du 19 novembre 1825.

» Enfin, Nous invitons tous Nos fidèles sujets à élever avec Nous leurs ferventes prières vers le Tout-Puissant pour qu'il Nous accorde la force de supporter le fardeau que sa sainte Providence Nous a imposé, pour qu'il Nous soutienne dans Nos fermes intentions de ne vivre que pour Notre chère patrie et de marcher dignement sur les traces du monarque que Nous pleurons.

» Puisse Notre règne n'être qu'une continuation du sien, et puissions-nous accomplir tous les vœux que formait pour le bonheur de la Russie celui dont la mémoire sacrée nourrira en Nous le désir et l'espoir de mériter les bénédictions du ciel et l'amour de Nos peuples.

» Donné dans Notre résidence impériale de Saint-Pétersbourg, le 12 décembre, l'an de grâce 1825, et de Notre règne le premier.

» *Signé* NICOLAS. »

« Maintenant, messieurs, leur dit l'Empereur, d'après ces actes et ces explications, la lumière s'est-elle faite dans vos esprits? Votre religion à l'endroit de la succession au trône vous paraît-elle suffisamment éclairée ? Au nom de la Russie, devant Dieu qui nous voit et nous entend, je vous somme de me répondre. Me reconnaissez-vous comme l'héritier légitime d'Alexandre Ier, comme votre seul et souverain maître?...

— Vive notre empereur! Vive Nicolas! répondirent d'une seule et même voix tous les fonctionnaires présents.

— Vive la Russie!» s'écria à son tour Nicolas; et faisant deux pas en avant, il ajouta avec un geste plein de dignité : « De ce moment, messieurs, chacun de vous me répond sur sa tête de la tranquillité de son administration : du repos de vos départements dépend celui de la capitale. »

La cérémonie de l'avénement au trône eut lieu à onze heures; mais pendant qu'elle se célébrait une grande inquiétude se répandit parmi le peuple, ignorant le manifeste dont la publication avait été retardée par le fait des révolutionnaires qui avaient barricadé l'imprimerie où travaillaient les compositeurs. Bientôt à cette inquiétude succéda une violente fermentation.... L'abdication du grand-duc Constantin ainsi que les droits de Nicolas au trône étaient mis en doute. Mille bruits sinistres circulaient, semant partout l'incertitude et l'effroi... L'heure fixée pour la prestation du serment militaire était sonnée. Plus les conjurés approchaient de ce moment fatal, plus leur chef, le prince Serge Troubetzkoï, montrait de crainte et d'irrésolution; il avait disparu. Ses complices s'étaient rendus aux corps dont ils faisaient partie. Dans la plupart des régiments, ceux de la garde à cheval, des chevaliers-gardes de Préobrajensky, de Séménoffsky, d'Ismaïloffsky, des grenadiers de Pavlovsky, des chasseurs de la garde, des chasseurs de Finlande et dans le bataillon des sapeurs, le serment militaire fut prêté sans difficulté, malgré les efforts et l'opposition de quelques chefs qui furent immédiatement arrêtés. Mais il n'en fut pas de même dans les régiments de Moscou, des grenadiers du corps de la marine et des marins de la garde.

Dans le premier, le prince Stchépine Rostovski, le capitaine Michel Bestoujeff et son frère, ainsi que deux autres officiers, avaient harangué les 2e, 3e, 5e et 6e compagnies, s'efforçant d'égarer les soldats et de les empêcher de prêter serment à Nicolas, sous le prétexte qu'il n'avait aucun droit à la couronne.

« On vous trompe, disaient-ils, le grand-duc Constantin n'a point abdiqué, et on l'a jeté dans les fers, parce qu'il voulait revendiquer ses droits. Le chef de votre régiment, le grand-duc Michel lui-même, est également emprisonné. L'empereur Constantin aime votre régiment. Crions tous : Vive Constantin ! et mort à ceux qui ne lui seront pas fidèles !

— Vive l'empereur Constantin ! » répondent les compagnies insurgées.

On leur distribue aussitôt des cartouches; elles chargent leurs armes, et, prêtes à marcher, elles attendent le signal qui doit les engager dans une guerre impie et fratricide. Dans ce moment, un aide de camp du général-major Friedrichs, chef du régiment, arrive devant le front des insurgés, et somme les officiers de se rendre chez leur commandant pour la prestation du serment à l'empereur Nicolas.

« Je ne reconnais pas plus l'autorité du général que celle de Nicolas, » répond Stchépine. Au même instant le général Friedrichs, accompagné du général-major Schenschine et suivi de plusieurs compagnies restées fidèles, se présente devant les mutins et leur adresse des paroles de conciliation. Pour toute réponse, Stchépine ordonne aux révoltés d'enlever le drapeau des mains des grenadiers, et lui-même donnant le premier l'exemple, il se précipite sur le général Friedrichs et lui fend la tête d'un coup de sabre; puis il s'élance sur le général Schen-

schine, qu'il blesse ainsi que plusieurs officiers, et parvient par son audace à entraîner les compagnies insurgées vers la place du Sénat, aux cris de Vive l'empereur Constantin !

Pendant que ces scènes déplorables avaient lieu sur plusieurs points de la capitale, le général Soukasonet, commandant l'artillerie de la garde, accourait au palais d'hiver pour annoncer à l'Empereur que ses troupes refusaient de prêter le serment et déclaraient ne vouloir reconnaître que Constantin pour autocrate de toutes les Russies. Il avait à peine achevé de parler que le général Neidgardt, introduit devant l'Empereur, lui dit :

« Sire, les régiments de la garde et de Moscou sont en pleine insurrection. Le sang a déjà coulé, plusieurs officiers sont tombés grièvement blessés sous les coups des rebelles.

— Est-ce tout, général? demanda l'Empereur.

— Non, Sire. Les marins des équipages de la garde fraternisent avec les rebelles ; dans ce moment ils sont en marche sur le sénat : à peine ai-je eu le temps de les devancer pour venir prendre les ordres de Votre Majesté. Sire, il n'y a pas un instant à perdre, ordonnez aux troupes fidèles de faire leur devoir. »

Il était temps, en effet; les insurgés marchant en colonnes serrées commençaient à déboucher par les rues adjacentes sur la place du Sénat, aux cris de A bas Nicolas! vive Constantin ! lui seul doit être notre empereur ; nous n'en voulons pas d'autre. A bas Nicolas ! mort à Nicolas ! « Vous les entendez, Sire ! dit le général Neidgardt. —Et je les vois, » répondit Nicolas. Alors, donnant des ordres aux officiers qui l'entouraient, il entra précipitamment dans l'appartement de la jeune Impératrice :

« Je viens vous apprendre une fâcheuse nouvelle, lui dit-il; quelques troupes égarées ont levé l'étendard de l'insurrection; mais je ne crains rien, car pour défendre mon droit, j'ai mon épée et Dieu.

— Allons prier Dieu, s'écria l'Impératrice, pour qu'en ce jour votre épée ne soit pas tirée pour la défense de votre droit. » Disant ainsi, la jeune princesse entraîna son mari dans la chapelle, et tous deux prosternés devant Celui qui dispose à son gré des sceptres et des couronnes, ils lui demandèrent la grâce de vaincre ou de mourir bravement en dignes Romanoff. Alors Nicolas se relevant embrassa sa femme et la quitta en répétant :

« Je ne crains rien, Dieu veillera sur vous. »

Il était sublime en ce moment; il était magnifique de courage, de calme, de sang-froid et d'énergie. Avant d'avoir mesuré ses forces au poids de la puissance souveraine, il prouvait le premier jour de son règne que son noble cœur, modelé sur celui de Pierre le Grand, se trouvait digne des hautes destinées qui lui étaient réservées.

D'un coup d'œil rapide et sûr, il envisagea les périls de la situation et se mit aussitôt en mesure de les conjurer. Après s'être assuré des dispositions des troupes fidèles qui se trouvaient de service au palais, il se dirigea majestueusement vers les masses populaires qui encombraient la place où l'on voit aujourd'hui la colonne Alexandre, et, de là, dominant de sa haute taille les flots de la foule, il s'écria d'une voix ferme :

« Écoutez-moi, mes enfants! » et un silence religieux s'établit au sein de cette houle humaine.

« Mes enfants, reprit l'Empereur, qu'êtes-vous venus faire ici?

— Savoir quel est enfin le légitime successeur d'Alexandre notre père....

— On ne vous l'a donc pas dit encore ?

— Non....

— Comment ! vous ne connaissez pas mon manifeste ?...

— Non....

— Eh bien, je vais vous l'apprendre ! » Et prenant des mains d'un des officiers de son état-major un exemplaire du manifeste, il lut à haute voix les documents qui établissaient d'une manière incontestable ses droits au trône.

Des hourras enthousiastes accueillirent la fin de cette lecture.

«C'est bien, mes enfants, ajouta l'Empereur. Alexandre, votre père, est mort ; mais pour vous aimer, j'ai hérité de son cœur le jour où il m'a légué son sceptre pour vous gouverner et vous protéger. Maintenant, je vous prie et je vous ordonne au besoin de rentrer chacun chez vous, car d'un instant à l'autre la place où nous sommes pourrait devenir une position dangereuse pour ceux qui ne sont pas forcés d'y rester pour accomplir un grand devoir.... Allez, mes enfants, je compte sur vous, comptez sur moi. »

La foule obéissante jeta un dernier cri de Vive l'empereur Nicolas ! et lentement elle s'écoula en silence. C'est ainsi que par son sang-froid et son énergie, Nicolas parvint à soustraire l'élément populaire à l'action des troupes rebelles.

Cependant l'insurrection prenait un caractère sérieux ; des bourgeois et des officiers, dont le déguisement trahissait les desseins, s'étaient joints aux compagnies mutinées qu'ils entretenaient dans l'effervescence par des discours qui sentaient l'alcool et le sang.

De nombreux renforts arrivaient de tous les côtés au centre de l'insurrection.

« Bonjour, mes enfants, cria Nicolas, suivant un usage établi depuis un temps immémorial dans l'armée russe (Strastvoustië rebeti), à un détachement d'infanterie qui passait devant lui.

— Vive Constantin! répondirent les soldats en masse.

— Dans ce cas, répliqua Nicolas sans se déconcerter, vous vous trompez de chemin ; votre place est là-bas! » Et du doigt il leur montra celle où les traîtres prenaient position à l'extrémité de la place.

Un autre détachement, dont la marche et les allures étaient indécises, resta sans réponse devant le même salut que lui adressa l'Empereur.... Alors l'autocrate saisissant le moment avec une admirable présence d'esprit, s'écria : « Conversion à droite, et en avant, marche! — Vive Nicolas! » répondirent les grenadiers, et à la voix sonore du czar, ils se rangèrent du côté des troupes impériales.

Tandis que l'Empereur donnait ses derniers ordres pour les positions que les régiments fidèles devaient occuper, une voiture sans armoiries arrivait dans la cour du palais d'hiver; elle renfermait le petit grand-duc Alexandre, qui depuis la veille était devenu l'héritier présomptif de la couronne qu'il porte si dignement aujourd'hui. Le général auquel son illustre père avait confié la mission d'aller le chercher à son palais du pont d'Anitschkoff, l'avait trouvé dessinant à l'aquarelle un dessin représentant le passage du Granique par Alexandre le Grand [1].

Les mêmes moyens par lesquels les chefs des sociétés

[1] Cette page intéressante par les souvenirs qui se rattachent à son exécution se trouve encore aujourd'hui entre les mains de Sa Majesté.

secrètes avaient insurgé une partie du régiment de Moscou, servirent à opérer la révolte dans le bataillon de la marine, sous les ordres du lieutenant Arbouzoff, et dans un régiment de grenadiers, dont les lieutenants Suthoff et Panoff entraînèrent plusieurs compagnies sur la place du Sénat, où bientôt et successivement prirent position quinze à dix-huit cents soldats, appuyés par un certain nombre d'individus en frac, armés de poignards, de pistolets et de sabres de luxe.

De leur côté, les troupes fidèles n'étaient pas restées inactives; massées devant et autour du palais, où dans ce moment toute la famille impériale se trouvait réunie, elles n'attendaient plus que le moment d'agir.

A six heures et demie, une sourde détonation se fit entendre dans la direction du sénat : le feu avait commencé.... L'Empereur se porta rapidement sur le front des troupes et fit charger les armes : au même instant, son aide de camp le prince Galitzin, les éperons enfoncés dans les flancs de son cheval, arriva de la place du Sénat et dit :

« Sire, je vous apporte une douloureuse nouvelle : Votre Majesté et la Russie viennent de faire une grande perte dans la personne du comte Miloradowitsch.... Ce brave capitaine est tombé sous les coups des insurgés. »

En effet, le comte Miloradowitsch, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, espérant que sa voix connue et aimée des soldats que si souvent elle avait conduits à la victoire, les ferait rentrer dans le devoir, s'était avancé vers les mutins et s'apprêtait à les haranguer, quand Kaovski lui cassa la tête d'un coup de pistolet.

Un tel attentat ne changea en rien l'attitude de l'Empereur, décidé à ne recourir à la force que lorsque

tous les moyens de persuasion auraient été épuisés : la fermeté d'une part, la bonté de l'autre, se peignaient tout entières dans les paroles de paix et de miséricorde qu'il ne cessait de faire porter aux rebelles, sans jamais toutefois transiger avec eux, et sans leur dissimuler que leur soumission immédiate, sans condition, devait nécessairement et dans tous les cas être suivie de la punition exemplaire des fauteurs de la révolte.

Les rebelles persistant dans leurs prétentions hostiles, l'Empereur détacha en éclaireurs plusieurs compagnies d'élite, et se mettant à la tête des troupes disponibles, il se dirigea lentement vers la place du Sénat, occupée par les insurgés qui y avaient construit de formidables barricades, d'où par un feu nourri ils s'apprêtaient à repousser les efforts de l'attaque. Il fut bientôt rejoint par le grand-duc Michel. Ce prince, qui venait de rentrer à Saint-Pétersbourg, ayant appris que c'était dans un des régiments de sa division que l'insurrection avait arboré son étendard, avait volé seul aux casernes du régiment de Moscou, où sans coup férir il avait fait jurer obéissance et fidélité à l'empereur Nicolas par les six compagnies de ce régiment, qui, sans avoir voulu reconnaître le nouvel autocrate, avaient néanmoins refusé de se joindre au mouvement des révoltés ; c'est à la tête de ces six compagnies, aussi impatientes que les autres troupes fidèles d'en finir avec la révolution, que le grand-duc Michel rejoignit son frère. Les révoltés s'étaient formés en bataillon carré derrière leurs barricades. L'Empereur continuait à s'avancer vers le gros des rebelles, quand tout à coup il aperçut sur son passage un homme d'une figure hideuse, portant noué autour de sa tête un mouchoir noir qui ne parvenait point à cacher sous ses plis toute la laideur d'une physionomie

repoussante, quoique vigoureusement accentuée. Son regard, abrité sous d'épais sourcils, révélait une mâle résolution :

« Que viens-tu faire ici ? lui demanda l'Empereur.

— Un acte de soumission, Sire, répliqua l'inconnu.

— Tu es donc un rebelle ?...

— Je ne le suis plus, Sire, puisque j'ai quitté mes camarades pour venir auprès de Votre Majesté....

— C'est juste.... Comment t'appelles-tu ?

— Yakoubowitsch.

— Eh bien, je suis content de toi, ajouta l'Empereur en lui prenant la main, tu as fait ton devoir, je ne t'oublierai pas.... A propos, as-tu du courage ?

— Voici ma réponse, Sire; et d'un geste rapide arrachant le mouchoir qui couvrait son front, il inclina devant l'Empereur un crâne criblé de cicatrices.

— Où as-tu reçu ces blessures ?...

— En Turquie, Sire....

— Je vois que tu es un brave, et tu vas m'en donner une nouvelle preuve....

— Parlez, Sire, je suis prêt....

— Tu vas retourner auprès de tes anciens complices, pour les engager à suivre ton exemple....

— Et s'ils ne veulent point le suivre, Sire....

— Tu leur diras que je suis décidé à leur arracher par la force ce qu'ils refuseront à la clémence; va !...

— Je vais, Sire... » Yakoubowitsch disparut dans la foule, mais il ne revint pas. Le rebelle avait pris le masque de la soumission pour remplir à coup sûr un rôle d'espionnage.

Les groupes des insurgés grossissant à chaque minute, s'exaltaient par les cris de *Vive Constantin ! A bas Nicolas !* Des gens sans nom et sans aveu, recrutés par l'insur-

rection dans les bas-fonds de la populace, répondaient à ces clameurs par des cris de mort; de grands feux allumés au pied des barricades répandaient leur clarté sinistre sur les pâles figures des rebelles, ivres de colère et de vin. Auprès des tonneaux vides, des caisses remplies de munitions de guerre indiquaient que la résistance serait terrible.

A dix heures moins un quart, l'Empereur donna l'ordre au général Ygnatief d'occuper fortement le pont de Saint-Isaac, afin de couper aux insurgés la retraite qu'ils auraient pu se ménager sur la rive droite de la Néva. Accompagné de son frère le grand-duc Michel et de son état-major, il se porta rapidement sur le front des rebelles pour les haranguer, mais il fut reçu par une décharge qui blessa quelques officiers et tua le cheval de son frère.

« Vous le voyez, mes amis, dit l'Empereur en se tournant vers le gros de ses troupes, ce n'est pas sur moi que devra peser la responsabilité du sang versé.... » Puis il ajouta : » Si des infâmes oubliant leur devoir osent ainsi méditer la ruine du gouvernement, j'espère que vous, du moins, vous resterez dignes du nom que vous portez, du beau nom de la vieille garde de l'empereur Alexandre! » Et d'un geste il abaissa les armes prêtes à faire feu contre les insurgés. Il voulait recourir à un moyen suprême avant d'en venir à la force des armes, l'*ultima ratio* des rois. Espérant que la vue et les paroles du métropolitain de Saint-Pétersbourg, l'archevêque Séraphim, exerceraient plus d'empire sur les masses insurgées, il envoya chercher ce vénérable vieillard.

Pendant que ces choses se passaient sur la place du Sénat, la famille impériale courait un immense danger.... Une colonne des grenadiers insurgés de la garde s'a-

vançant au pas de course sur le quai du palais d'hiver pour se réunir au gros de l'insurrection, fut tout à coup arrêtée par son chef Alexandre Panoff, l'un des plus ardents révolutionnaires. « Braves soldats, leur dit-il, regardez : la cour du palais est déserte, mais ce palais est un lupanar immonde qui renferme à cette heure toute la famille de celui qu'on veut nous imposer pour empereur.... Voyez-vous à travers ces fenêtres l'éclat de ces flambeaux volés à la sueur du peuple?... Il faut que ces flambeaux deviennent les torches funèbres de la famille de Nicolas.... Allons, courage; une bonne résolution, un coup de main hardi, et cette famille n'existe plus.... Soldats, êtes-vous prêts à me suivre?

— Oui, oui! mort à Nicolas!...

— Eh bien, *marche dessus!*... en avant!... »

Et les grenadiers, la baïonnette au bout du fusil, s'élancèrent dans la cour sur les pas de Panoff brandissant une épée nue dans sa main. Ç'en était fait de la famille impériale; mais, comme l'avait dit son auguste chef, la Providence veillait sur elle. Au moment où la colonne régicide s'apprêtait à gravir le grand escalier qui conduit aux appartements impériaux, deux escadrons de la garde à cheval, conduits par le comte Alexis Orloff, débouchèrent au grand trot du côté de la place dans la cour.... Les rebelles s'arrêtèrent aussitôt, et se trouvant trop faibles pour engager la lutte, ils se retirèrent en disant : « Ce ne sont pas des nôtres. »

Cependant le métropolitain, revêtu de ses habits sacerdotaux, portant la mitre en tête et la croix à la main, venait de paraître sur la place.... Sa voix, pleine de paroles conciliantes et miséricordieuses, eut de la peine à percer le bruit des armes.... Pour la première fois les fronts des soldats russes, égarés par des traîtres, restè-

rent couverts devant le signe de la rédemption.... Pour la première fois la religion devait être impuissante et demeurer sans force devant l'anarchie en armes.... La voix de son ministre, couverte par des clameurs impies, fut accueillie par des huées et des vociférations.... et l'homme miséricordieux qui venait au nom de l'Empereur pour pardonner et pour bénir, reçut à bout portant une décharge sacrilége qui l'aurait renversé sans vie, si la main de Dieu n'avait eu soin d'écarter de sa personne les balles homicides.... Sa mitre cependant fut percée en quatre endroits.

Le feu des insurgés devenant de plus en plus nourri, l'Empereur donna l'ordre au grand-duc Michel d'aller chercher le régiment d'Ismaïloffsky, le seul qui n'avait point encore pris position sur la place; mais le grand-duc le trouva en pleine défection et prêt à fraterniser avec l'émeute. Michel, s'efforçant en vain de le ramener au sentiment du devoir, lui demanda : « Que voulez-vous ?

— La constitution, nous voulons la constitution !...

— Qu'appelez-vous la constitution?...

— Vous le savez aussi bien que nous....

— Si je le savais, je ne vous le demanderais point....

— C'est *la* femme de Constantin.... rendez-nous-la, nous *la* voulons !... vive la constitution !... » L'absurde brochait sur l'horrible....

A minuit, la situation était des plus critiques, les balles sifflaient autour de l'Empereur, calme, impassible au milieu du feu, comme s'il se fût trouvé à la tête de sa division sur un champ de parade. Des éclats de pierre et de bois tombaient à chaque instant aux pieds de son cheval. Sa longanimité semblait défier la rage de ses adversaires.

« Sire, s'écria tout à coup une voix derrière lui, tous les moyens de conciliation ont été épuisés par Votre Majesté.... Faites avancer l'artillerie et répondez aux décharges de l'ennemi par la mitraille. » L'Empereur tournant la tête, aperçut le général Tol qui venait d'arriver de Taganrog. Avant de se rendre à cet avis suprême, Nicolas ordonna une charge de cavalerie; mais les chevaux lancés sur un terrain couvert d'une croûte de neige glacée, tombaient à chaque pas. Les lanciers de la garde parvinrent néanmoins jusqu'au pied des barricades, mais ils en furent repoussés par le feu des insurgés.

« Sire, s'écria à son tour le prince Wassiltchikoff, il n'y a pas un instant à perdre, il faut de la mitraille, ainsi que l'a dit le général Tol....

— Vous voulez donc, lui répondit l'Empereur, *que* le premier jour de mon règne je verse le sang de mon peuple?...

— Oui, Sire, je le veux, pour sauver votre empire, votre couronne, votre peuple lui-même!... » répondit Wassiltchikoff. Cette rude réponse, faite avec un ton d'autorité par un homme qui jouissait d'une estime générale, mit fin aux hésitations généreuses de l'Empereur.... Nicolas expédia un de ses officiers pour annoncer à l'Impératrice, qu'après avoir longtemps reculé devant une pareille extrémité, il se trouvait enfin forcé de tirer le canon... Puis après quelques minutes de recueillement, comme pour prendre Dieu à témoin de l'implacable nécessité dans laquelle il se trouvait, il s'écria d'une voix forte : « Canonniers, à vos pièces! » En effet, il n'y avait pas un instant à perdre.... Les révolutionnaires prenant pour de la faiblesse le sentiment généreux qui paralysait la volonté de l'Empereur, avaient

culbuté les premières lignes des tirailleurs et profité de ce premier succès pour gagner du terrain.... Les artilleurs, debout près de leurs pièces, attendaient, mèche allumée, la fin du commandement, que l'Empereur ne pouvait se décider à prononcer. Deux fois le mot fatal expira sur ses lèvres. Ce fut l'énergique général Tol qui la troisième fois le compléta en s'écriant : « Feu! »

La première décharge, portée trop haut, passa par-dessus le front des insurgés et alla se perdre dans les murs du sénat, mais celles qui suivirent tombèrent au milieu des barricades. La lutte alors devint terrible, sanglante, acharnée; aux décharges de l'artillerie impériale, les rebelles ripostaient par des feux de peloton qui, dirigés sur des poitrines découvertes, moissonnaient de nombreuses victimes.... De part et d'autre on combat avec un égal courage; ici avec le sentiment du devoir, là avec celui du désespoir.... Impétueuse est l'attaque, mais la résistance ne perd rien de son intensité résolue. Les éclats fulgurants de l'artillerie qui tonne sans intervalles, les décharges de la mousqueterie qui répondent, les gémissements des blessés, les cris des combattants, les grincements des baïonnettes croisées contre les baïonnettes, la voix des chefs traversant cette tempête d'acier et de feu.... tout donnait à cette lutte sanglante un caractère qui portait la mort dans l'âme, avant de frapper les corps devant ou derrière les barricades.

« Au nom de Dieu, Sire, retirez-vous! » disaient à l'Empereur les officiers qui l'entouraient.

Mais l'Empereur, sourd à leurs prières, répondait : « Ma place est ici, messieurs!... » Ne pouvant le convaincre, ils l'entourèrent de plus près, pour lui faire un rempart de leurs corps....

La victoire enfin se rangea complétement du côté du droit.... Les insurgés, repoussés par la mitraille de leurs formidables retranchements, demandèrent à la fuite le salut qu'ils avaient refusé à la clémence.... Ils se dispersèrent dans toutes les directions en jetant leurs armes et en cherchant un refuge partout où ils espéraient échapper à la cavalerie lancée à leur poursuite. C'est ainsi que plusieurs d'entre eux se cachèrent jusque dans les canaux souterrains creusés pour recevoir les immondices de la ville. Une dernière décharge de mitraille tirée sur les glaces de la Néva engloutit dans les eaux du fleuve une colonne de rebelles qui cherchaient à s'échapper sur l'autre rive.

Lorsque le champ de bataille fut ainsi déblayé des derniers éléments de la résistance, l'Empereur décida que les troupes passeraient le reste de la nuit sous les armes, pour enlever aux factieux les moyens de renouveler leurs coupables tentatives. A cet effet, la place du Sénat fut occupée par le régiment de la garde de Préobrajensky, par le bataillon des sapeurs de la garde, par deux compagnies du premier bataillon des chasseurs de la garde, avec dix pièces de canon appartenant à la première et à la seconde batterie d'artillerie, et par trois escadrons des chevaliers-gardes.

Dans la grande Millionne, près du pont de la Moïka, une compagnie du régiment des chasseurs de la garde prit position avec deux bouches à feu; une autre compagnie du même régiment fut portée avec quatre pièces auprès du pont qu'on traverse au-dessous du palais de l'Ermitage. Le premier bataillon du régiment de la garde d'Ismaïloffsky et un escadron des chevaliers-gardes campèrent avec quatre pièces à l'angle du palais qui fait face à l'amirauté, du côté du fleuve; le second bataillon

du régiment des chasseurs de la garde occupa la place de l'Amirauté; un bataillon du régiment de Séménoffsky, un bataillon de celui de Moscou, le deuxième bataillon du régiment d'Ismaïloffsky, quatre pièces d'artillerie volante et quatre escadrons de la garde à cheval se formaient en bataille sur la place d'Isaac sous les ordres de l'aide de camp général Wassiltchikoff; deux escadrons du régiment de la garde à cheval, une division de pionniers à cheval, un bataillon du régiment de la garde de Finlande et quatre pièces d'artillerie volante sous les ordres de l'aide de camp général Benkendorff, prirent position à Wassili-Ostroff; enfin le régiment des Cosaques de la garde reçut l'ordre d'envoyer des patrouilles sur tous les points de la capitale, plongée dans le silence et la stupeur.

Par ces sages dispositions, la tranquillité de la ville se trouva rétablie et assurée partout. Une heure après le dernier coup de canon, il ne restait pas réunis deux hommes de l'armée révolutionnaire; plus de cinq cents insurgés étaient tombés aux mains des vainqueurs. Les principaux instigateurs de la révolte avaient été arrêtés et jetés provisoirement dans les cachots de la citadelle; plusieurs autres, se faisant justice, étaient venus d'eux-mêmes se constituer prisonniers.

Les marins de la garde étaient en grande partie rentrés dans leurs quartiers, où, repentants et effrayés des conséquences de leur conduite, ils imploraient pardon et miséricorde. Le grand-duc Michel, dont la conduite pendant tous ces événements fut admirable, acheva par ses remontrances de leur faire prendre une détermination à laquelle d'ailleurs leurs regrets les avaient déjà préparés. Ils se rendirent tous à discrétion à la clémence de l'Empereur. La plupart des soldats égarés

du régiment des grenadiers de la garde suivirent le même exemple.

L'empereur Nicolas ne rentra au palais qu'à sept heures du matin : aux droits de sa naissance, le Dieu des bataillons venait d'ajouter ceux de la conquête; aussi son premier soin, après avoir pressé sur sa poitrine l'Impératrice mère et l'Impératrice régnante, fut-il d'aller avec elles à la chapelle du palais pour remercier la Providence de la protection qu'elle lui avait accordée durant cette journée et cette nuit néfastes.

Si le courage, le calme, la froide énergie de l'Empereur pendant l'action avaient fait l'admiration de tous les hommes de guerre qui l'entouraient, la tranquillité et la pieuse résignation des deux Impératrices avaient produit la même impression sur toutes les dames de la cour qui, à la première nouvelle du danger, s'étaient groupées autour d'elles. Au premier coup de canon, l'Impératrice mère, songeant aux funérailles d'Alexandre le Grand, s'était évanouie; mais dès qu'elle eut repris connaissance, elle s'était mise en prière auprès de l'Impératrice régnante, à genoux comme elle, et n'avait cessé jusqu'à la fin du combat d'implorer la toute-puissance du Roi des rois. Un seul instant elle avait interrompu ses oraisons pour dire à l'aide de camp général Demidoff : « Prenez ce portrait en miniature, général, et courez le montrer aux insurgés; qui sait! le souvenir et les traits de l'empereur Alexandre les rappelleront peut-être au sentiment de leur devoir! » L'engagement des troupes put seul empêcher le général Demidoff de remplir cette pieuse mission. Les dalles de marbre où les deux princesses s'étaient agenouillées étaient littéralement arrosées de larmes.

Après avoir témoigné sa reconnaissance à Celui qui

lui avait si providentiellement conservé la couronne, disputée par une révolution militaire, Nicolas se rendit dans l'appartement du grand-duc héritier, qui dormait encore; il le réveilla, le prit entre ses bras, et se faisant ouvrir la porte du balcon qui donnait sur la place, il le montra à la foule groupée sous les fenêtres du palais; puis, descendant sur la place, il pénétra dans les rangs des troupes harassées de fatigue et noircies par la poudre, il remit l'enfant impérial dans les bras d'un vieux caporal de sapeurs, en lui disant : « Tiens, prends mon fils, et recommande-le à tous tes camarades; je t'adjure, au nom de tes frères d'armes, de l'aimer comme je vous aime et de le défendre comme vous m'avez défendu. » L'enfant passa de mains en mains, recueillant sur les lèvres de ces héroïques soldats des baisers pleins de larmes et qui sentaient la poudre.

Depuis le moment fatal où le gouverneur général comte Miloradowitsch était tombé mortellement blessé, l'Empereur avait plusieurs fois envoyé chez lui des officiers pour s'informer de ses nouvelles. Ce brave capitaine, qui s'était rendu fameux dans la compagne de 1812, touchait à sa dernière heure. Nicolas, couvert encore de la poussière du combat, se rendit auprès de lui pour lui adresser quelques-unes de ces paroles qui, si elles ne sauvent pas, adoucissent du moins les angoisses de l'agonie. Celui que la mort avait épargné sur quarante-deux champs de bataille pour le livrer un jour d'émeute à la balle d'un assassin, était étendu sur son lit de douleur. A la vue de son souverain il parut se ranimer; un éclair de joie passa dans ses yeux en même temps qu'un sourire sur ses lèvres. « Général, lui dit l'Empereur, la couronne que vous m'avez conservée semblera lourde à mon front, si je dois perdre en vous

le meilleur de mes amis, le plus fidèle de mes sujets!... » Le comte Miloradowitsch, recueillant le peu de forces qui lui restaient, répondit : « Sire, j'ai assez vécu, puisque Dieu m'a fait la grâce de voir Votre Majesté victorieuse de ses ennemis.... Soyez heureux, Sire, pour le bonheur de la Russie; quant à moi, je ne regrette qu'une chose, c'est de ne pouvoir plus servir Votre Majesté.... Cependant je considère le jour de ma mort comme le plus beau de ma vie, puisque je meurs pour vous et pour l'auguste héritier de votre trône.... *Vive l'Empereur!* » Un instant après il n'était plus.

Pendant que cette scène se passait au pied du lit du glorieux martyr de la foi militaire, l'Impératrice mère écrivait la lettre suivante au prince Kotchoubey, le même personnage auquel l'empereur Alexandre, n'étant encore que grand-duc, avait adressé deux lettres que nous avons données au commencement de cette histoire :

« Si j'ai tardé, mon cher prince, à répondre à vos deux lettres, c'est que, d'une part, je voulais vous écrire de ma main, et que, d'un autre côté, j'étais si tristement accablée qu'à peine je pouvais suffire aux correspondances de ma famille. Je suis bien malheureuse, monsieur le prince; les trois mois qui se sont écoulés depuis la perte douloureuse que j'ai faite ont été dans ma vie trois mois de tourments et de larmes. La mort de mon fils, de cet ange bien-aimé, est venue nous surprendre, nous frapper comme un coup de foudre. Nous nous livrions à l'espérance, quoique, je l'avoue, mon cœur maternel éprouvât de mortelles angoisses, lorsque le 13 novembre a malheureusement justifié mes sinistres inquiétudes.

» C'est le 27 que j'ai appris la perte du fils qui faisait le bonheur, la gloire de ma vie, tout le charme, toute

la douceur de mon existence. La plume ne saurait jamais rendre tout ce que j'ai souffert; je croyais avoir épuisé la coupe des douleurs, lorsque la journée du 14 décembre m'a fait connaître un nouveau genre de tortures, en me montrant mes deux fils exposés à la mort et la prospérité de l'empire livrée à des chances funestes. La miséricorde divine a conjuré ces malheurs, et la noble conduite de mon fils Nicolas, sa magnanimité, sa fermeté et son admirable abnégation, ainsi que le mâle courage de son frère Michel, ont sauvé l'empire et ma famille.

» Cette journée a été bien cruelle! Cependant, lorsque tout a été fini et que le soir je me suis vue seule chez moi, j'ai béni Dieu de me retrouver dans ma douleur constante. Mais quelle horrible histoire, mon cher prince!

» Je remercie le ciel de ce que notre cher empereur Alexandre n'ait point vu l'exécution d'un complot dont il avait eu connaissance avant sa mort. Bénissons encore la Providence de ce que les coupables ne sont pour la plupart que des jeunes gens très-peu marquants, et qui, à l'exception des chefs, se sont laissé entraîner par l'orgueil et par l'ambition sans prévoir peut-être l'abîme qu'ils creusaient sous leurs pas. Les chefs eux-mêmes ne doivent pas leurs titres aux services qu'ils ont pu rendre à l'État; il y en a très-peu qui aient bien servi. Dans tous les cas, les malheureux qu'ils ont flétris par leurs crimes et déshonorés dans leur réputation d'officiers, seront la désolation de leurs familles.... Le convoi de notre ange bien-aimé arrive le 20 à Tsarskoé-Sélo, pensez quel jour de douleur et d'angoisses ce sera pour moi!... »

Tout le cœur de la femme, de la mère et de la souveraine se retrouve à chaque ligne dans cette lettre, écrite sous l'impression d'un événement qui pendant de

longues heures avait tenu en échec les principes fondamentaux de l'empire russe, et fait de l'ordre de succession au trône une question révolutionnaire, résolue par le triomphe de la justice et du droit.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Journée du 15-27 décembre. — Revue militaire. — Ordre du jour à l'armée. — Amnistie. — Arrestation du prince Troubetzkoi. — Curieuse révélation. — Aveux complets. — Lâcheté. — Emprisonnement des principaux coupables à la citadelle. — Rétablissement de l'ordre. — Manifeste impérial. — Nicolas notifie aux puissances étrangères son avénement au trône. — Proclamation aux Polonais. — Engagements solennels. — Lettre du grand-duc Constantin. — Reconnaissance et proclamation de l'empereur Nicolas à Moscou. — Mouvements dans les provinces. — Arrestation des chefs. — Formation de la commission d'enquête.

Le 27 décembre, à onze heures du matin, toutes les traces de la guerre civile avaient disparu. Le chant des saints cantiques rendant grâces à Dieu dans les églises remplaçait les clameurs de l'insurrection et les bruits de la bataille; une vaste tombe creusée dans les glaces de la Néva ensevelissait les cadavres des insurgés tombés les armes à la main, et ravis par la mort du soldat aux jugements de la justice humaine. L'Empereur, sacré par la victoire et par l'amour de son peuple fidèle, passa en revue toutes les troupes qui venaient de prendre part au combat, et les remercia chaleureusement du zèle, du courage, de la fidélité qu'elles avaient montrés durant la lutte qui avait ensanglanté la capitale. Il fut accueilli dans les rangs par les transports du plus vif enthousiasme. « Soldats, leur dit l'Empereur, vous avez bien mérité de la patrie, je me charge de sa dette de reconnaissance; le sceptre que vous avez raffermi dans mes mains sera pour vous un caducée de gloire et de bonheur.... — Vive la Russie! vive l'Empereur! » ré-

pondit l'armée d'une seule voix, comme l'eût fait un seul homme.

Quelques heures auparavant, l'Empereur avait adressé aux armées russes cet ordre du jour :

« Brave armée russe, fidèles défenseurs du trône et de la patrie !

» Qui d'entre vous n'a pas été accablé par l'affreuse nouvelle qui Nous a plongé ainsi que toute la Russie dans une douleur inexprimable? Vous avez perdu un souverain, un père, un bienfaiteur, un compagnon de vos immortels exploits. Mais que vos cœurs ne s'abandonnent point au découragement; d'en haut ses regards sont fixés sur vous, et il bénit les fruits des soins infatigables qu'il avait consacrés à votre organisation.

» Fidèles et braves soldats, vous venez de nouveau d'acquérir dans ces mêmes jours de douleur une gloire immortelle égale à celle que vous avez achetée de votre sang, lorsque vous avez vaincu les ennemis du souverain et de la patrie; vous avez prouvé par votre conduite que, fermes défenseurs du trône impérial sur le champ de bataille, vous savez exécuter fidèlement en temps de paix les lois et la volonté souveraine.

» En témoignage de Notre affection pour vous, régiments des gardes Préobrajensky, Séménoffsky, Ismaïloffsky, chasseurs de la garde, chasseurs de Finlande, grenadiers de Pavlovsky, chevaliers-gardes à cheval, hussards, chasseurs à cheval et artillerie de la garde, et en récompense de vos services, je vous octroie l'uniforme que Sa Majesté l'Empereur, votre bienfaiteur, avait l'habitude de porter. Que dans chaque régiment, ce gage sacré soit conservé religieusement comme un monument transmissible aux races futures.

» J'ordonne en outre :

» 1° Tous les officiers et soldats des compagnies des régiments de Préobrajensky et de Séménoffsky, dites compagnies de Sa Majesté Impériale, porteront sur les épaulettes le chiffre de l'empereur Alexandre, et ce aussi longtemps que vivra un de ces braves.

» 2° Les généraux qui se trouvaient attachés à la personne de Sa Majesté Impériale, de même que les aides de camp généraux et les aides de camp de Sa Majesté, continueront de porter le même chiffre.

» Braves guerriers, conservez à jamais la mémoire sacrée d'Alexandre I[er]; qu'elle soit la terreur des ennemis, l'espoir de la patrie, le garant de votre fidélité et de votre attachement à Ma personne.

» *Signé* NICOLAS. »

Immédiatement après la revue, les troupes cantonnées hors de la ville et qui avaient reçu l'ordre de se rapprocher de la capitale, retournèrent dans leurs quartiers respectifs, à l'exception du régiment des dragons de la garde, chargé de faire le service des patrouilles, et de deux escadrons de hussards et de lanciers de la garde, campés aux environs de la ville pour arrêter les coupables qui chercheraient à prendre la fuite.

Dès lors, l'élu du peuple et de l'armée n'écoutant que l'impulsion de son cœur, appréciant les regrets sincères des marins de la garde, et convaincu qu'une surprise seule avait pu les détourner de leurs devoirs, daigna leur accorder un généreux pardon. Il ordonna même que le drapeau qu'ils avaient reçu de l'empereur Alexandre, et qui leur avait été enlevé, leur fût rendu, après avoir été purifié par une bénédiction nouvelle.

En même temps le grand-duc Michel, qui depuis plusieurs nuits n'avait pas pris un seul instant de repos,

vint annoncer à l'Empereur que la plus grande partie des officiers et des sous-officiers du régiment des grenadiers, trompés par d'infâmes artifices et pénétrés d'un semblable repentir, imploraient humblement sa clémence impériale. En considération de leurs regrets et de la conduite irréprochable qu'avaient tenue deux compagnies de ce régiment de garde à la forteresse, Nicolas leur restitua les drapeaux qui leur avaient été enlevés la veille. Ces aigles furent bénies une seconde fois, et le régiment tout entier, les prenant pour témoins de son repentir, jura avec élan obéissance et fidélité à son nouveau souverain. De même, le régiment de Moscou, se livrant à la merci de l'Empereur, obtint son pardon, et ses drapeaux lui furent restitués après avoir aussi été purifiés par une seconde bénédiction.

Ainsi qu'il arrive toujours, et comme nous l'avons vu depuis dans toutes les insurrections qui ont ensanglanté les diverses capitales de l'Europe, la plupart des chefs qui devaient au jour du triomphe se partager les places, les titres, les honneurs, les gros émoluments, tous les bénéfices de la victoire, s'étaient prudemment éclipsés à l'heure du travail; quelques-uns seuls avaient courageusement payé de leur personne, les autres avaient disparu au moment décisif. L'un des premiers, le prince Troubetzkoï, le futur dictateur du vaste empire rêvé par le génie et taillé par la puissante main de Pierre le Grand sur le globe du monde, s'était réfugié chez son beau-frère, le comte de Lebzeltern, ambassadeur d'Autriche; il espérait que la légation lui servirait d'asile; mais dans la nuit le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères, ne pensant pas qu'un drapeau étranger pût abriter la tête d'un grand coupable, vint le réclamer et lui donna l'ordre de se rendre auprès de

l'Empereur. Le prince Troubetzkoï fut immédiatement conduit au palais d'hiver, où pâle et tremblant il se jeta aux genoux de l'Empereur, en lui dévoilant tous les détails de la conspiration.

Le journal semi-officiel de Vienne, l'*Observateur autrichien*, rend ainsi compte de ce curieux incident :

« Nous ne fûmes pas médiocrement épouvantés en apprenant que le prince Troubetzkoï, beau-frère du comte de Lebzeltern, était non pas soupçonné mais convaincu par ses propres aveux d'avoir joué un rôle principal dans cette entreprise coupable et insensée. Nous pensions le bien connaître : c'est un jeune homme qui a quelques connaissances, doux comme un agneau, tranquille, laborieux, aimant la vie de famille, excellent époux, sensible jusqu'à la faiblesse ; et pourtant ce bon époux, ce philanthrope sensible a pu se mettre à la tête d'une troupe de tigres qui, si leur complot eût réussi, auraient rendu bien des femmes veuves, et qui, pour première proie, demandaient la famille impériale tout entière.

» Le jour du combat, il a été assez lâche pour abandonner ses disciples et ses complices ; pendant que le canon ramenait ceux-ci à l'obéissance, il resta tout le temps en proie à une attaque de nerfs chez sa sœur. Il laissa dans sa maison tous les papiers qui prouvaient sa culpabilité, et, sous le prétexte que cette maison était trop voisine de la place où ses amis avaient fait une fin si triste, il se rendit auprès du comte de Lebzeltern, qui n'avait encore aucun pressentiment de son crime. Il espérait peut-être que l'inviolabilité de la demeure d'un ministre étranger lui servirait d'asile, et il s'inquiétait peu d'exposer son beau-frère aux plus grands désagréments. A quatre heures du matin, le comte de Nesselrode

arriva et pria le comte de Lebzeltern, au nom de l'Empereur, d'intimer au prince Troubetzkoï qu'il eût à se rendre auprès de Sa Majesté Impériale. Le comte de Lebzeltern s'empressa de transmettre cet ordre à ce singulier Catilina, qui paraissait se reposer des fatigues et des périls de la journée. Un aide de camp lui demanda poliment son épée et le conduisit en présence de l'Empereur. Le héros essaya de soutenir son innocence, mais à la vue des papiers qu'on mit sous ses yeux, il tomba aux pieds de l'Empereur, implorant sa pitié et demandant grâce de la vie.... »

Cette version est exacte. Le dictateur manqué était toujours aux genoux de l'Empereur. « Relevez-vous, monsieur, lui dit Nicolas; cette position ne convient pas à un prince Troubetzkoï, tout coupable qu'il soit....

— Grâce, Sire, grâce! s'écria le prince.

— Quelle lâcheté! » fit l'empereur à voix basse. Puis, s'adressant directement au chef des conjurés, il lui dit : « Puisque vous vous sentez la force de survivre à votre honte et aux remords de votre conscience, vous pouvez annoncer à votre malheureuse femme que je vous fais grâce de la vie.... Écrivez.... » Le prince se mit à une table, et commença sa lettre par l'expression de ses sentiments de repentir. L'Empereur, se promenant de long en large dans son cabinet, jetait de temps en temps pardessus les épaules du prince un regard sur la feuille de papier, où, d'une main mal assurée, le conspirateur venait de tracer ces mots : Je vis.... « Ajoutez : Je vivrai.... » fit l'Empereur. Et lui tournant le dos, il murmura : « Je n'aurais jamais cru que tant de lâcheté pût s'allier à tant d'audace!... » Après avoir fait des aveux complets, le prince Troubetzkoï fut conduit à la citadelle avec une trentaine de ses complices.

L'ordre et la tranquillité étant rétablis sur tous les points de la capitale, l'empereur Nicolas adressa le manifeste suivant à ses peuples :

« A tous Nos fidèles sujets savoir faisons :

» Le déplorable événement qui a troublé la journée du 14-26 décembre, cette journée où Notre manifeste annonçait à Nos peuples que Nous venions de monter sur le trône, est connu dans tous ses détails par la relation que Nous en avons fait publier.

» Au moment où les premiers corps de l'État, tous les fonctionnaires militaires et civils, le peuple, les troupes Nous juraient unanimement obéissance et fidélité, et réunis dans les temples du Seigneur appelaient sur Notre règne les bénédictions divines, une poignée de factieux, s'opposant à cet acte national, osa braver les lois, l'autorité, la discipline militaire. Pour dissiper la tourbe des rebelles, il fallut employer la force. Tel est en peu de mots cet événement tout entier. Peu important par lui-même, il ne l'est que trop par son principe et par ses conséquences.

» Mais quelque douleur qu'elles Nous causent, Nous y retrouvons les impénétrables voies de la Providence, qui punit le mal, et qui, de ce mal même, fait sortir le bien. A la seule vue des premiers résultats de l'enquête dont les troubles du 14-26 sont l'objet, dans le mouvement qui les a produits, deux classes d'hommes se font reconnaître : les uns n'étaient qu'égarés, ils ignoraient le complot ; les autres, véritables conspirateurs, les ont conduits.

» Que voulaient les hommes égarés? Garder la foi de leurs serments. Tous les artifices avaient été mis en œuvre pour leur faire croire qu'ils défendaient le trône,

et, sous l'empire de cette idée, ils n'ont pu se rendre à aucune persuasion.

» Que voulaient les conspirateurs? Les mots sacrés de fidélité, de serment, d'ordre légitime, le nom même du Césarowitsch et grand-duc Constantin n'étaient pour eux que des prétextes pour la trahison. Ils voulaient profiter du moment pour accomplir leurs criminels desseins, ces desseins longtemps tramés, longtemps médités, longtemps mûris dans les ténèbres, et dont le gouvernement n'avait qu'en partie pénétré le mystère, ils voulaient bouleverser l'empire, et sur ses ruines inaugurer l'anarchie.

» Quels étaient leurs moyens? l'assassinat. — Leur première victime fut le gouverneur militaire comte Miloradowitsch. Celui qu'au champ d'honneur le sort des armes avait respecté dans cinquante batailles, a péri sous le fer d'un assassin. Ce meurtre n'a pas été le seul : le colonel Sturler, commandant du régiment des grenadiers du corps, tué, le général-major Schenschine, le général-major Friedrichs, et d'autres, grièvement blessés, ont scellé de leur sang leur fidélité à l'honneur et au devoir.

» Entraînés dans le mouvement, les soldats des compagnies séduites n'ont participé à ces attentats ni de fait ni d'intention. Une enquête sévère m'en a donné la preuve, et je regarde comme un premier acte de justice et comme une première consolation de les déclarer innocents. Mais cette même justice me défend d'épargner les coupables. Tous ceux dont le procès s'instruit et qui seront reconnus coupables subiront un châtiment proportionné à leurs crimes.

» D'après les mesures déjà prises, le procès, le châtiment embrasseront dans toute son étendue, dans toutes

ses ramifications un mal dont le germe remonte à plusieurs années, et, j'en ai la confiance, ils le détruiront jusque dans sa racine, ils purgeront de cette contagion étrangère le sol sacré de la Russie, ils feront disparaître cet odieux mélange de tristes vérités et de soupçons gratuits qui répugne aux âmes nobles; ils tireront à jamais une ligne de démarcation tranchante et ineffaçable entre l'amour de la patrie et les passions révolutionnaires, entre le désir du mieux et la fureur des bouleversements; ils montreront au monde que la nation russe, toujours fidèle à son souverain et aux lois, repousse les secrets efforts de l'anarchie comme elle a repoussé les attaques ouvertes de ses ennemis déclarés; ils montreront comment on se délivre d'un pareil fléau, et ils prouveront que ce n'est point partout qu'il est *indestructible*.

» Nous avons droit d'espérer et d'attendre ces résultats salutaires de l'attachement que toutes les classes de Nos sujets témoignent à Notre personne et à Notre trône. Au milieu des événements du 14-26, Nous avons trouvé avec joie, avec reconnaissance, dans les habitants de la capitale autant d'affection que de zèle, dans les troupes, *le* plus impatient désir de châtier la révolte au premier *signal* du monarque; dans leurs chefs, le plus sincère dévouement inspiré par un sentiment profond d'honneur et d'amour pour Nous. Parmi eux s'est distingué le comte Miloradowitsch, soldat intrépide, habile capitaine, chef constamment aimé, terrible dans la guerre, doux dans la paix, administrateur plein de justice, ardent à remplir les ordres de son souverain, fils dévoué de l'Église et de la patrie; il est tombé sous les coups d'une main lâche et perfide, loin des champs de bataille, mais il est tombé victime du zèle dont il brûlait

toujours; il est tombé fidèle à son devoir, et désormais, dans les annales de la Russie, sa mémoire sera impérissable.

» *Signé* NICOLAS. »

La pensée qui devait présider aux destinées de la Russie pendant le règne du nouvel empereur, se trouve moulée tout entière en caractères de bronze à chaque phrase de ce document. Elle se révélait déjà en ces trois mots : Justice, fermeté, expiation, c'est-à-dire haine implacable aux hommes et aux choses de la révolution.

Les premiers soins de l'empereur Nicolas en acceptant le trône furent de notifier son avénement aux puissances étrangères, et d'expédier dans toutes les provinces de la Russie, ainsi qu'en Pologne, l'ordre de reconnaître son autorité impériale et royale.

Dans la notification adressée aux ministres des puissances étrangères, Nicolas déclarait qu'il marcherait de tout son pouvoir sur les traces du souverain dont il pleurait la perte, qu'il professerait la même fidélité aux engagements contractés par la Russie, le même respect pour tous les droits que consacraient les traités existants, le même attachement aux principes et conventions de la paix générale, et qu'il ne négligerait rien pour resserrer plus encore les liens qui subsistaient entre toutes les puissances.

Dans sa proclamation aux Polonais, le nouveau roi déclarait que son désir invariable était de continuer en Pologne l'œuvre d'Alexandre, et de maintenir dans toute leur intégrité les institutions qu'il leur avait données. A cet effet, Nicolas promettait et jurait devant Dieu d'observer l'acte constitutionnel, et d'apporter tous ses soins à en maintenir l'observation.

Ces proclamations, qui constituaient des engagements solennels, furent accueillies avec enthousiasme et reconnaissance à Varsovie; en même temps, elles firent cesser les bruits vagues et les inquiètes préoccupations que la malveillance d'une part, et l'amour des nouveautés d'autre part, continuèrent à y répandre. Le jour même où l'on prenait le deuil pour l'empereur Alexandre, on chantait un *Te Deum* pour célébrer l'avénement de l'empereur Nicolas, et le grand-duc Constantin, qui depuis la nouvelle de la mort de son auguste frère n'avait pas quitté le palais du Belvédère, recevait en personne le serment des régiments de la garde russe; en même temps, il écrivait à l'Empereur, en réponse à la notification de son avénement, une lettre admirable qui, pour le fond et la forme des pensées, mérite d'être citée textuellement :

« Sire,

» C'est avec le plus vif sentiment de satisfaction que j'ai reçu le rescrit par lequel Votre Majesté Impériale a daigné me notifier son avénement au trône de nos ancêtres... au trône de la Russie, ma patrie bien-aimée.

» La loi suprême de cet empire, loi sacrée que la stabilité de l'ordre existant rend un bienfait du ciel, est la volonté du souverain que nous accorde la Providence.

» En manifestant cette volonté, Votre Majesté Impériale a exécuté celle du Roi des rois, qui inspire si évidemment dans les affaires d'une aussi haute importance les monarques de la terre.

» Les décrets de Dieu sont consommés. Si j'ai coopéré en quelque chose à leur accomplissement, je n'ai fait que remplir mon devoir, le devoir d'un sujet fidèle à un frère dévoué, le devoir enfin d'un Russe qui s'enor-

gueillit du bonheur de pouvoir obéir à Dieu et à son souverain.

» Le Tout-Puissant qui protége les destinées de la Russie et la majesté du trône, qui prodigue ses bénédictions au peuple fidèle à ses lois, le Tout-Puissant dans sa miséricorde sera votre guide, Sire, et vous éclairera de ses lumières.

» Si mes plus ardents efforts peuvent contribuer à alléger le fardeau que Dieu vous a imposé, je m'empresse d'apporter au pied de votre trône l'hommage de mon dévouement sans bornes, de ma fidélité, de ma soumission et de mon zèle à exécuter les volontés de Votre Majesté Impériale.

» Je prie le Très-Haut que sa sainte et impénétrable providence veille sur la santé si précieuse de Votre Majesté Impériale, qu'il prolonge vos jours, et que votre gloire, Sire, la gloire de votre couronne, puissent se transmettre de génération en génération.

» Je suis, Sire,

» De Votre Majesté Impériale, le plus fidèle sujet,

» *Signé* CONSTANTIN. »

Partout où l'on ouvrit solennellement le paquet qui contenait le manifeste de l'empereur Alexandre relatif à la succession de l'empire, dans tous les gouvernements, au milieu des regrets qu'excitait la perte que l'on venait de faire, on prêtait serment d'obéissance et de fidélité au successeur désigné par une volonté suprême. Cette cérémonie se fit avec beaucoup de pompe à Moscou.

Le sénat, les fonctionnaires civils et militaires s'étant réunis dans la cathédrale de l'Assomption au milieu d'un grand concours de fidèles, Son Éminence Philarète, archevêque de la ville et membre du saint synode,

revêtu de ses habits pontificaux, parut accompagné d'un nombreux clergé, et portant une boîte d'argent qu'il plaça sur une table devant les portes du sanctuaire. Alors, faisant face à l'assistance, il prononça une allocution dont la portée était d'autant plus grande, qu'il avait servi, comme nous l'avons vu, d'instrument à la pensée de l'impérial testateur.

« Prêtez l'oreille, ô Russes! s'écria-t-il; trois ans se sont écoulés depuis que ce temple saint, choisi pour le sacre de nos monarques, et ce vase exposé à vos regards, renferment la volonté suprême, la volonté dernière de l'empereur Alexandre. Les gardiens de ce dépôt auguste n'ont point osé soulever avant le temps le voile dont il avait plu au défunt de le couvrir.

» Il n'arriva que trop tôt le moment douloureux où nous devions chercher les dernières volontés du souverain qui avait terminé sa glorieuse et noble vie; mais nous fûmes longtemps à ignorer que ce moment était venu.

» Héritier des vertus et de la magnanimité d'Alexandre, Nicolas s'était empressé d'appeler à l'empire son frère aîné le grand-duc Constantin, et avait ordonné en même temps que le testament de feu l'Empereur demeurât sous le voile qui en gardait le mystère. Sans doute il nous était donné de le pressentir, ce secret qui renfermait un acte ajouté aux lois précédentes sur l'ordre de succession au trône; mais en le divulguant alors, n'aurions-nous pas déchiré le cœur de tout sujet fidèle par un cruel et inévitable partage d'affections et de dévouement? Que nous restait-il donc à faire dans ces graves circonstances?

» Ame bienheureuse d'Alexandre, tu as jugé nos intentions, tu as reconnu que le seul gage de fidélité qu'il

nous fût possible d'offrir à ta mémoire était de veiller religieusement sur le dépôt confié à notre garde, de l'envelopper de notre silence, et d'ensevelir un auguste secret au fond de ce vase, ainsi que dans un tombeau, jusqu'à l'instant marqué par la Providence où il serait permis de le faire connaître à la face du monde.

» Dans ses décrets adorables, le Roi des rois a hâté l'heure de la décision. Tous les obstacles ont disparu, et la volonté d'Alexandre va sortir vivante de son tombeau pour nous révéler notre avenir.

» Russes, vous avez trouvé pendant vingt-cinq années le bonheur dans l'accomplissement de cette volonté souveraine : vous allez l'entendre une dernière fois, mais cette fois encore vous y trouverez votre félicité. »

Après ce discours, prononcé et écouté avec un religieux recueillement, la boîte fut ouverte, puis, lorsqu'on eut constaté l'authenticité du cachet et de l'inscription autographe apposés sur l'enveloppe du paquet, l'archevêque Philarète lut les divers documents qu'il contenait. La prestation du serment à l'empereur Nicolas termina cette imposante cérémonie.

La tranquillité que la fermeté de l'empereur Nicolas venait de rendre à la capitale ne fut troublée sur aucun autre point, si ce n'est à Vassilkoff et aux environs. Dans le Midi, l'arrestation des chefs de la conspiration s'effectua d'après les ordres apportés de Taganrog par l'aide de camp général Tchernycheff, et provoqués par la dénonciation du capitaine Mayboroda. La colère des conjurés se voyant ainsi découverts ne connut plus de bornes.

« Il ne nous reste plus qu'une chose à faire, dit Poggio à Basile Davidoff; il faut aller à Saint-Pétersbourg assassiner l'Empereur, et à cette œuvre j'offre mes deux mains....

— Ce n'est pas assez, répliqua Davidoff, il en faut six....

— Eh bien, j'en aurai douze!... »

Poggio comptait sur le concours de Mitkoff, du prince Valérien Galitzin, du prince Obolinsky et de Matthieu Mouravieff.

Informé de l'arrestation du colonel Pestel, le général-major prince Serge Volkonsky se procura le moyen d'avoir une entrevue avec lui. « Ne craignez rien, lui dit le colonel; sauvez seulement mon code russe.... Pour ma part, je serai muet comme la tombe qui m'attend. » Malgré ces pompeuses promesses, il fit des aveux complets et des révélations dont le premier résultat fut l'arrestation de ses complices, transférés immédiatement à Saint-Pétersbourg à la demande de la commission d'enquête.

Cette commission, appelée à instruire l'affaire du 14-26 décembre et à statuer sur le sort des coupables, était ainsi composée :

Tatitscheff, président, ministre de la guerre;

Le grand-duc Michel, grand maître de l'artillerie;

Prince Galitzin, conseiller privé actuel;

Golénistcheff-Kotousoff, aide de camp général, gouverneur de Saint-Pétersbourg;

Tchernycheff, aide de camp général;

Benkendorff, aide de camp général;

Potapoff, aide de camp général.

Un seul mouvement d'une certaine importance éclata du côté de Kieff, et il fut plutôt inspiré par le désir d'échapper au châtiment que par l'espérance de reformer les anneaux brisés de la conspiration.

Serge et Matthieu Mouravieff avaient été arrêtés par le lieutenant-colonel Gebel au moment où, prévenus par

un message de Bestoujeff-Rumine du sort qui les menaçait, ils cherchaient à se cacher. Mais dans la nuit même de leur arrestation, plusieurs officiers appartenant à la société des *Slaves réunis*, notamment les lieutenants Kouzmine, Soukhinoff et Chipilla, et le capitaine en second baron Solovieff, les avaient délivrés après avoir blessé le lieutenant-colonel Gebel et s'être emparés des hommes qui l'accompagnaient. Serge Mouravieff conçut aussitôt le projet d'insurger le régiment de Tchernigoff. A cet effet, du bourg de Trilessié où il se trouvait, il se porta rapidement sur Kovalevka afin d'y réunir la seconde compagnie de grenadiers. En même temps, le lieutenant Kouzmine devait y conduire la cinquième compagnie; et les lieutenants Solovieff et Chipilla devaient, après avoir soulevé les leurs, se porter à marches forcées sur Vassilkoff.

De Kovalevka, Serge Mouravieff, à la tête des deuxième et cinquième compagnies, marcha sur Vassilkoff. Bestoujeff-Rumine, qu'il avait envoyé en reconnaissance à Broussiloff, le rejoignit sur la route.

A huit verstes de Vassilkoff, Mouravieff apprit par ses éclaireurs que cette ville était défendue par une compagnie sous les ordres du major Troukhine. Les insurgés l'occupèrent sans résistance. Maître de cette position, Serge Mouravieff y fut rejoint par plusieurs officiers avec lesquels il concerta son plan d'opérations. Après avoir reconnu la nécessité d'opérer sa jonction avec les officiers de la société des *Slaves réunis*, il prit la résolution de faire un mouvement sur Broussiloff, d'où il aurait pu en un jour de marche gagner Kieff ou Jétomir, suivant les circonstances; mais avant toutes choses il comprit qu'il fallait exciter l'enthousiasme des troupes rebelles en donnant à l'insurrection une espèce de consécration

religieuse. En conséquence, l'aumônier du régiment de Tchernigoff consentit, moyennant une somme de huit cents francs, à célébrer l'office divin devant le front des troupes, et à lire un catéchisme composé par Serge Mouravieff et Bestoujeff-Rumine, dans lequel, en donnant à quelques passages de l'Ancien Testament une interprétation arbitraire, les auteurs avaient voulu démontrer que la démocratie était la seule forme de gouvernement agréable à Dieu. Mais, suivant la déclaration de Mouravieff lui-même, cette lecture ayant produit sur l'esprit des insurgés un effet contraire à celui qu'il espérait, il dut invoquer faussement le nom du grand-duc Constantin pour justifier par des apparences de légitimité une prise d'armes qui ne se réduisait plus qu'à une question de personne.

Sur la route de Broussiloff, Serge Mouravieff trouva dans le village de Motovilovka la première compagnie de grenadiers et la deuxième de mousquetaires. Il les harangua avec véhémence pour les engager à se réunir à lui. Une partie de la compagnie des mousquetaires seule y consentit; celle des grenadiers, inébranlable dans son devoir, se replia sur Belaïa-Tserkoff. Ayant appris le lendemain que le gros des troupes qu'il voulait soulever ne se trouvait point dans cette position, Serge Mouravieff, changeant de plan, retourna vers Trilessié pour se rapprocher du centre de la société des Slaves. Il venait à peine de quitter le village d'Oustimovka, lorsque tout à coup il aperçut devant lui la colonne volante lancée à sa poursuite sous les ordres du général Geismar. Il fit aussitôt ranger ses troupes en bataille, et se mettant bravement à leur tête, il les entraîna l'arme au bras sur les pièces, mais il fut reçu par un feu de mitraille qui mit le désordre dans ses rangs : une charge de cava-

lerie acheva la déroute. Alors les factieux rendirent leurs armes. Serge Mouravieff, blessé au commencement de l'action, tous les officiers, à l'exception d'Hippolyte Mouravieff resté mort sur le champ de bataille, et sept cents soldats furent faits prisonniers les armes à la main. Le lieutenant Kouzmine se brûla la cervelle le même jour en présence des deux frères Mouravieff, avec lesquels on l'avait enfermé.

Les événements de la journée du 14-26 décembre, les bruits dont l'esprit de parti et la malveillance les accompagnaient, jetèrent sur les premiers jours du règne de l'empereur Nicolas une couleur sombre : on aurait dit, à lire les sinistres prophéties répandues en Europe par les journaux du temps, que la Russie, précipitée sur les champs de bataille, allait arborer pour drapeau le sanglant linceul légué par Alexandre à l'heure de ses funérailles; mais le caractère loyal et chevaleresque du nouveau monarque, les preuves de magnanimité qu'il avait données avant le combat, pendant la lutte et après le triomphe, rassuraient les inquiétudes les plus systématiques. Le nouveau règne s'annonçait par des actes de sagesse, de clémence, de modération qui devaient plus tard se traduire par la grandeur et la prospérité de la Russie, acclamant avec enthousiasme Nicolas empereur, et par droit de conquête et par droit de naissance.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Influence de la journée du 14-26 décembre sur l'esprit de l'empereur Nicolas. — Hommages du corps diplomatique. — Profession de foi de l'Empereur. — Note du comte de Nesselrode. — Aspect de Saint-Pétersbourg. — Mesures contre les abus de l'administration. — Monument législatif. — Améliorations. — Composition du ministère. — Belle scène militaire. — L'épée de l'empereur Alexandre. — Récompense impériale. — Vœu politique de Nicolas. — Funérailles d'Alexandre Ier. — Le cocher Ilia.

Aucune époque de l'histoire russe n'offre au poëte et au penseur un spectacle plus intéressant et plus digne d'être étudié que celui de l'avénement de l'empereur Nicolas au trône. Le défi jeté à l'ambition humaine par deux frères jaloux de céder l'un à l'autre ses droits à l'héritage de Pierre le Grand; la révolution armée de pied en cap se jetant tout à coup au milieu de cette lutte de désintéressement, pour imposer avec du sang ses prétentions impies; la guerre civile bivouaquant sous les fenêtres du palais impérial et confiant son dernier mot à la bouche des canons; l'insurrection militaire étouffée à sa première explosion dans les provinces; l'enthousiasme du peuple, le repentir des vaincus, la magnanimité du vainqueur, voilà des tableaux dont on ne saurait trouver les pendants dans les annales d'aucun peuple.

Ainsi que nous venons de le voir, une grande leçon attendait le grand-duc Nicolas entre le cercueil et le trône de son frère Alexandre. Ce grand enseignement ne lui permettait point d'apporter sur le trône que lui avait dressé le cercueil d'Alexandre, les généreuses illusions de la jeunesse. Un prince de vingt-huit ans, qui depuis le

jour où sa raison précoce avait étudié la valeur des mots, n'avait jamais compris et cru possibles ceux de mensonge et lâcheté, devait naturellement croire au dévouement, à la franchise, à la loyauté. Quelles ne durent pas être les déceptions de Nicolas, lorsque devant son premier réveil d'empereur, il aperçut la révolution debout au milieu de son cortége de perfidies, de calomnies et de trahisons !

Ainsi que nous l'avons dit, le grand-duc Nicolas, quoiqu'il connût dans tous ses détails l'abdication de son frère Constantin, n'avait pas voulu profiter du bénéfice de cet acte avant qu'il n'eût été de nouveau sanctionné par la déclaration du Césarowitsch, tant il y avait en lui de sentiments de délicatesse et de religion. Sans comprendre toute la sublimité de sa conduite, combien cependant il dut souffrir dans le sentiment de sa fierté en voyant une partie de ses sujets, tout infime qu'elle fût, mettre en question sa loyauté et l'accuser de vouloir arracher du front de son frère Constantin un diadème qu'il repoussait du sien avec tant d'énergie !

Animé des meilleures intentions et plein de foi dans l'avenir, il arrivait au pouvoir avec des plans de réforme, avec le désir sincère de se consacrer entièrement à l'amélioration de son gouvernement et de la condition sociale de son peuple, et voici que là où il croyait rencontrer confiance réciproque et dévouement, il trouvait résistance et répulsion.... Là où il se présentait comme l'élu de Dieu, il était reçu à coups de canon comme l'ennemi du peuple.... Oh! dans cette mêlée terrible, où pendant plusieurs heures il resta exposé aux balles des rebelles, en vue des fenêtres du palais qui renfermait toutes les affections de son cœur de fils, d'époux et de père, dans ce moment suprême où la fidélité et la

trahison portaient le même uniforme et combattaient avec les mêmes armes, une pensée fatale dut passer dans son esprit et graver dans sa mémoire un impérissable souvenir, une résolution immuable peut-être.... Il y a des situations dans la vie dont le souvenir laisse des traces ineffaçables dans l'âme qui en a été témoin. La journée du 26 décembre a dû péniblement réagir et peser sur les intentions loyales et généreuses du jeune empereur. Cette journée, en effet, constitue une de ces situations qui ne détruisent pas le sentiment de la clémence, mais qui opposent le calcul à sa raison d'être. La perte de la confiance inspire aux natures d'élite le mépris pour l'humanité.... Alors la miséricorde devient un moyen de politique, et le pardon n'est plus que le *dédain* d'un cœur noble et haut placé.

On a vu que jusqu'au jour de cette insurrection, le grand-duc Nicolas n'avait pas encore eu l'occasion de développer son caractère en dehors des vertus modestes et tranquilles qui fleurissent à l'ombre du foyer domestique; mais le 26 décembre, jeté tout à coup dans une tempête de fer et de feu, il déploya au milieu des plus grands dangers le calme, la présence d'esprit, la dignité d'un roi, l'énergie, le courage, l'intrépidité d'un héros! Il prouva, ce jour-là, que s'il avait le droit de la force, il aurait aussi la force du droit; que s'il avait la voix de l'autorité, il aurait l'autorité du commandement; et que s'il savait bien commander, il saurait encore mieux au besoin se faire obéir. Ce qui en ce jour fatal aurait assuré la ruine d'un homme faible, constitua la force du grand-duc Nicolas, et lui a fait prendre comme empereur, sur tout ce qui l'entourait, un ascendant qu'il devait conserver jusqu'à la dernière heure de sa vie.

Dans les premiers jours de son avénement au trône,

l'empereur Nicolas donna audience aux ambassadeurs et aux ministres des puissances étrangères accrédités auprès de sa cour. Ils vinrent en corps lui offrir leurs félicitations. Ces hommages officiels, diplomatiques furent cette fois d'autant plus sincères, que le salut de ceux qui les offraient avait dépendu de celui du czar; car les projets liberticides des conspirateurs, mis en lumière par les travaux de la commission d'enquête, ont prouvé que la révolution préparée de longue main dans leurs conciliabules ne devait ressembler en rien à celles dont plus tard les principales capitales de l'Europe devaient faire l'expérience. La révolution du 26 décembre était dans ses fins ultérieures une révolution à la turque. Victorieuse, elle devait faire main basse sur tout et table rase partout.... Le trône brisé aurait entraîné dans sa chute tout ce qui d'une manière plus ou moins directe se rattachait à la couronne. Après les membres de la famille impériale, les agents diplomatiques et les étrangers eussent été les premières victimes offertes au triomphe des idées révolutionnaires.... Ils savaient parfaitement bien qu'ils n'auraient pas été mis à couvert sous l'inviolabilité de leur drapeau, et c'est parce qu'ils en avaient la conviction profonde, que pour la première fois peut-être les hommages de leurs lèvres furent d'accord avec les sentiments de leurs cœurs.

L'Empereur prononça dans cette occasion un discours improvisé avec autant de force que de chaleur. Il parla de la répugnance qu'il avait eue de recourir à des mesures coërcitives pour étouffer l'insurrection, de son affliction à la pensée du sang versé de ses sujets fidèles et même de ses sujets égarés, de la peine profonde où il se trouvait d'être obligé de sévir pour l'exemple contre les coupables, dont le succès eût non-seulement com-

promis l'existence de l'empire, mais l'eût replongé dans la barbarie sous prétexte d'affranchissement et de liberté.

Il énuméra avec beaucoup de netteté les principes d'ordre et de paix qui lui servirent de règle pendant son règne; il témoigna son désir de voir continuer les relations amies entre les grandes familles de la société européenne, et son respect pour les traités existants; il parla en termes clairs et précis de la solidarité qui devait exister entre les chefs de ces familles et leurs peuples; puisque de l'union intime de leurs droits et de leurs devoirs réciproques dépendait le bonheur des gouvernants et des gouvernés.... Il termina en disant qu'il avait chargé le comte de Nesselrode, son ministre des affaires étrangères, de leur adresser à tous une note relative à son avénement, avec prière de la faire parvenir à leurs souverains respectifs.

Tous les diplomates sortirent de cette audience ne sachant ce qu'ils devaient le plus admirer, ou de la sagesse que le jeune monarque apportait au trône, ou du courage qui lui en avait ouvert le chemin.

Le lendemain, conformément aux ordres de l'Empereur, le comte de Nesselrode adressa la note suivante aux représentants des cours étrangères accrédités auprès de celle de Russie.

« Appelé à l'héritage de l'empereur Alexandre, l'empereur Nicolas hérite aussi des principes qui ont présidé à la politique de son auguste prédécesseur, et Sa Majesté Impériale a fait prescrire à ses ambassadeurs, ministres et agents auprès des puissances étrangères, de leur déclarer que marchant de tout son pouvoir sur les traces du souverain dont elle pleure la perte, elle professera la même fidélité aux engagements contractés par

la Russie, le même respect pour tous les droits que consacrent des traités existants, le même attachement aux maximes conservatrices de la paix générale et des liens qui subsistent entre toutes les puissances.

» En retour, l'Empereur se plaît à espérer de leur part les mêmes dispositions à entretenir ces rapports d'intime amitié et de confiance mutuelle qui, établis et maintenus sous l'empereur Alexandre, ont donné dix années de repos à l'Europe. »

Depuis le jour où le char de l'État, relevé par une main habile et courageuse, avait repris son cours interrompu momentanément par les baïonnettes de la rébellion, Saint-Pétersbourg offrait un aspect tranquille mais sombre et silencieux, car c'est en Russie surtout que la mort du souverain devient un malheur public. Toutes les classes se trouvaient donc en deuil. Les personnes des deux sexes qui n'avaient pas le droit de porter le costume de cour indiqué par les règlements funèbres de la maison impériale, ne paraissaient en public que vêtues de noir. Les marchands, les artisans même évitaient de porter des couleurs vives et tranchées.... Les théâtres étaient fermés, les salles de bal et de concert étaient silencieuses et désertes : ainsi que la cour, le foyer de la famille était triste et recueilli ; la mort d'Alexandre avait jeté un long crêpe noir sur la ville tout entière.

Les familles russes, indépendamment de la perte qu'elles venaient de faire dans la personne de leur souverain, avaient une autre raison pour vivre dans la retraite et le recueillement. Il en était peu, même parmi les plus illustres et les plus élevées, qui n'eussent un de leurs membres impliqué dans les conspirations, sinon de fait, du moins par les relations d'une complicité

morale. Tous les coupables ne s'étaient point trouvés au rendez-vous des barricades. Comme toujours, ainsi que nous l'avons vu depuis, la pensée dirigeante et contemplative s'était prudemment tenue loin des boulets; les hommes d'action seuls avaient donné. Néanmoins un grand nombre d'individus, principalement des officiers, arrivaient chaque jour des provinces les plus reculées, soit comme prévenus, soit comme témoins, pour être jugés ou pour fournir des éclaircissements à la commission d'enquête. La crise dont on venait de sortir, et dont seulement alors on commençait à comprendre la gravité, laissait les personnes qui s'y trouvaient intéressées d'une manière plus ou moins directe sous le coup de la stupéfaction et comme absorbées dans l'attente d'un avenir plein d'ombres et de mystères. Cet avenir, il est vrai, offrait en perspective de grandes améliorations, basées sur le caractère loyal et chevaleresque du nouveau czar; mais ces espérances, vagues, indéfinies, étaient dominées par de sérieuses inquiétudes.

La cour elle-même, naguère si brillante, si animée aux heures où la couronne, abdiquant sa puissance, reconnaissait le plaisir pour son unique souverain, la cour était triste et méditative.

Le travail de la commission d'enquête, que le jeune empereur suivait avec attention, étalait chaque jour devant ses yeux les profondes blessures que les sociétés secrètes avaient faites à la société russe. D'autre part, et en dehors des sociétés secrètes, les papiers de plusieurs familles, examinés avec soin, fournissaient les preuves déplorables des abus sans nombre qui existaient dans l'administration des gouvernements, dans les justices seigneuriales, jusque dans le sanctuaire des tribunaux. Celui des lois, encombré depuis un temps immémorial

d'oukases sans force ni valeur, de décrets tombés en désuétude, était un véritable labyrinthe, sans le moindre fil d'Ariane pour indiquer la bonne route. Partout une négligence funeste de la part des autorités, un mépris absolu des ordres de la couronne et des droits du peuple, partout des actes irréguliers, des punitions injustes et des vexations arbitraires, des dénis de justice s'affichaient effrontément jusque sur les marches du trône.

Cet état de choses était une autre conspiration, une conspiration morale qui, sans procéder ouvertement par le poignard, n'en poursuivait pas moins sa marche souterraine pour arriver, au moyen de la corruption, au cœur de la société russe.... L'Empereur comprit de suite qu'il fallait l'attaquer carrément de front, comme celle de la place publique, non pas avec de la mitraille, mais avec des lois justes et positives, avec des réformes immédiates appropriées aux besoins des temps et à l'état des choses. En conséquence, il fit expédier dans toutes les provinces de son vaste empire les recommandations les plus sévères pour remédier à tous les abus signalés, pour les réparer autant que faire se pourrait, et pour les rendre impossibles à l'avenir. En même temps, rappelant aux autorités et aux nobles la nature de leurs devoirs, il leur recommanda énergiquement la sagesse et la modération dans l'exercice de leurs droits. Puis, par un de ces actes qui suffirait à lui seul à l'illustration de tout un règne, il jeta le premier fondement de sa propre gloire en arrêtant dans sa volonté la création immédiate d'un monument législatif à l'usage de ses peuples.

La pensée de coordonner les lois de l'empire russe et d'en former un seul corps n'était point nouvelle. Pierre le Grand le premier en avait eu l'heureuse initiative. En effet, par un oukase du 18 février 1700, il avait ordonné

de *conférer* le code de 1649 avec les actes législatifs émanés depuis cette époque, c'est-à-dire avec les *novelles* новоу-козными стамы, les oukases et les arrêts du conseil des boyards. Mais le mérite de l'exécution rapide, instantanée, pour ainsi dire, de cette œuvre commencée, interrompue, reprise, suspendue et renouée à nouveau par dix commissions différentes, de 1700 à 1804, revient uniquement à la spontanéité de l'empereur Nicolas. En quelques années, ce jeune monarque, par l'impulsion seule de son génie, devait compléter et terminer l'œuvre d'un siècle.

Par un oukase du 31 janvier 1826, un mois à peine après son avénement au trône, Nicolas déclara qu'il avait résolu de prendre sous sa direction immédiate les travaux relatifs à la codification, et que l'ancienne commission serait en conséquence transformée en deuxième section de sa chancellerie particulière. D'après cette nouvelle organisation, on avait à résoudre dès le début les principales questions suivantes :

1° Définir exactement la nature et les principes de la codification ;

2° Former un plan pour la division générale des lois ;

3° Disposer d'après ce plan les travaux préparatoires ;

4° Régler les travaux définitifs.

Les motifs de cette résolution, exposés dans le manifeste impérial, étaient : le manque de lois dans beaucoup de circonstances, leur surabondance dans beaucoup d'autres ; la confusion, le mélange de lois permanentes et de lois provisoires ; l'obscurité et l'incertitude que les temps et les changements fréquents, ainsi que les interprétations arbitraires, avaient répandues sur l'esprit dans lequel les anciennes lois avaient été conçues ; la différence des temps et des mœurs entre le passé et le présent.

La tâche de la commission, fonctionnant sous la surveillance de l'Empereur et dans sa propre chancellerie, consistait dans la composition d'un nouveau code dans le sens le plus étendu du mot.

L'empereur Nicolas, moins les idées d'ambition et de conquête qu'on lui prêtera plus tard, ne voulait pas être seulement le César de son règne, il devait en être le Justinien. Le corps des lois russes sera l'un des plus beaux titres de Nicolas à l'admiration et à la reconnaissance de ses peuples.

Après avoir assuré ainsi sur des bases solides l'édifice législatif de son empire, le Czar, convaincu que l'ordre et l'économie étaient indispensables à la prospérité d'un bon gouvernement, soumit toutes les branches de l'administration à l'investigation la plus sévère, et fit dans les dépenses particulières d'importantes réductions. De même qu'en mathématiques, les chiffres ont leur éloquence en histoire : il résulte donc, d'après un tableau dont nous avons reconnu le caractère officiel, que le budget de 1823 avait offert, comparativement à celui de l'année précédente, une diminution de. . . . . 8,700,000 roubles.

Celui de 1824.	32,800,000
Celui de 1825.	59,300,000
Celui de 1826 fut réduit par Nicolas de	67,500,000
Soit une réduction de	168,300,000 roubles.

sur quatre années, dans le cours desquelles il n'a été fait aucun emprunt.

Pendant les premiers mois qui suivirent l'inauguration du nouveau règne, la malveillance, que la générosité du souverain n'avait pu désarmer, et que l'action de

la police ne pouvait atteindre, répandit à dessein les bruits d'un changement dans le personnel du ministère, et d'une modification dans le système du gouvernement, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur. Mais Nicolas, malgré les circonstances qui semblaient justifier ces bruits et rendre vraisemblables les changements signalés à l'attention du public, conserva presque tout entier le ministère qu'il avait trouvé ainsi composé le premier jour de son avénement au trône :

Le comte de Nesselrode, à l'extérieur;

De Lanskoy, à l'intérieur;

Le général Kankrin, aux finances;

Le prince de Labanow-Rostowsky, à la justice;

L'amiral Schiskow, instruction publique et affaires ecclésiastiques;

L'amiral Moller, à la marine;

Le général Tatitscheff, à la guerre,

Le général Diebitsch, chef de l'état-major de la maison de l'Empereur;

Le comte Aratscheiew, colonies militaires;

Le conseiller Guriew, ministre de la maison de l'Empereur;

Le duc Alexandre de Wurtemberg, à la direction des communications par terre et par mer;

Le prince Alexandre de Galitzin, à la direction des postes;

Le général Kutusow, directeur des écoles de l'empire;

Le prince Pierre Lapuchin, président du conseil d'État.

Pendant que la commission d'enquête poursuivait avec rapidité l'instruction de la journée du 26 décembre, l'empereur Nicolas, voulant donner à son peuple l'assurance que les devoirs de la justice n'étoufferaient jamais

dans son cœur les besoins de la clémence, publia, à la date du 1er janvier, un rescrit portant que les criminels qui, jusqu'au jour de son avénement au trône, avaient été condamnés à passer par les mains du bourreau et aux travaux forcés en exil, seraient libérés de la première punition et ne subiraient que la seconde partie de leur peine. Par le même acte, il ordonnait la remise des créances du fisc existant à la même date et ne dépassant pas la somme de deux mille roubles; en outre, il ordonnait la mise en liberté des débiteurs de l'État détenus pour dettes dont la valeur ne s'élevait pas au-dessus de cette même somme [1].

Il est à remarquer que dans ce manifeste la générosité du souverain ne s'étendait point jusqu'aux individus compromis dans l'insurrection qui avait ensanglanté le premier jour de son règne. Elle crut ne pas devoir interrompre le cours de la justice ni celui des travaux de la commission instituée pour instruire cette grande procédure. Cependant, profondément touché de leurs regrets, l'Empereur ne voulut pas prolonger les angoisses dans lesquelles se trouvaient encore les soldats des régiments de la garde qui avaient pris une part active aux événements du 26 décembre. Environ trois cents d'entre eux, désignés comme les plus coupables, et enfermés dans la forteresse, étaient sous le coup de leur jugement; les autres s'attendaient à être licenciés et répartis dans les corps de la ligne. L'Empereur désira passer la revue de ces régiments; il en fut reçu avec un tel enthousiasme, et il fut si satisfait de leur belle tenue, qu'il joignit plusieurs fois à ses félicitations des assurances de pardon et d'oubli. Après le départ de son frère, et un instant avant le défilé des troupes, le grand-duc

[1] Voir les Documents historiques, n° 2.

Michel leur exprima de nouveau le contentement de Sa Majesté, et, leur rappelant pour la première fois les tristes événements qu'elle avait généreusement oubliés, il dit que le pardon du czar ne devait pas suffire à des soldats, à des gens de cœur; qu'à toute faute il devait y avoir une expiation, que toute souillure se purifiait au *feu*. « Oui, braves soldats, s'écria-t-il, votre repentir, votre noble tenue, les acclamations avec lesquelles vous avez reçu votre souverain, me donnent la certitude que vous désirez une occasion de prouver votre zèle et la sincérité de vos regrets.... Oui, j'en suis certain, le jour où cette occasion se présentera, pas un de vous ne fera défaut à l'appel de l'honneur et du devoir! »

Les régiments accueillirent cette allocution par d'immenses hourras en signe d'assentiment.

« Je m'attendais à cette réponse, ajouta le grand-duc Michel, car, soldat moi-même, je connais tous les généreux sentiments qui se résument dans le cœur du soldat par courage, franchise et loyauté.... Le courage est la vertu la plus facile au soldat, la franchise est la sœur du courage, vous allez le prouver à l'instant même.... Soldats, attention! » A l'immobilité silencieuse et recueillie de ces troupes en ligne et au port d'armes, on aurait dit qu'elles avaient été convoquées pour assister à une exécution militaire.... Jamais la physionomie naturellement sévère du grand-duc Michel n'avait paru plus sombre et plus imposante. Son geste était impérieux, sa voix éclatante.... « Soldats, ajouta-t-il, que ceux d'entre vous qui reconnaissent avoir pris part à l'insurrection du 26 décembre sortent des rangs. En avant, marche!... » Douze cents hommes obéissent sans hésiter à ce commandement, et trois pas en avant sur le front des lignes ils présentent les armes. Le grand-duc Michel, impas-

sible toujours, mais contenant à peine l'élan de son admiration devant ce mouvement qu'on ne trouvera dans l'histoire militaire d'aucun peuple, abaisse son épée comme pour rendre hommage à cette sublime abnégation; puis la relevant tout à coup pour la mettre au cap de la gloire, il s'écrie : « Ah! je savais bien que j'avais affaire à des braves; en ce moment, soldats, vous venez de rendre à vos aigles égarées en des chemins mauvais leur antique honneur. Je vous en remercie au nom du Czar et au nom de la patrie reconnaissante, qui vous réhabilitent aujourd'hui par ma voix et par le salut de mon épée. L'occasion que je vous faisais espérer il y a cinq minutes à peine, je vous l'offre à l'instant même; les hasards de la guerre, mais le prestige de la gloire vous attendent en Géorgie. Je ne vous les offre *plus* comme une expiation, mais comme une récompense de votre généreuse conduite; vous avez des frères qui vous attendent dans le Caucase, voulez-vous les rejoindre?

— Vive l'Empereur! s'écrièrent à la fois les douze cents hommes.

— Vous avez là-bas des peuplades insoumises qui osent mettre en doute la puissance de la Russie; voulez-vous en appeler contre elles à la puissance des armes?

— Vive la Russie! » répondirent les douze cents hommes, et ce cri, répercuté comme une pression électrique, retentit sur toute la ligne.

En ce moment, les troupes fidèles et les coupables confondaient dans une immense acclamation l'amour de l'Empereur et de la patrie. Cette scène fut solennelle, elle devint sublime, lorsqu'un prêtre apparaissant tout à coup appela les bénédictions du ciel sur cette résolution spontanée. Un grand nombre d'officiers non compromis supplièrent le grand-duc Michel de leur accorder comme

une grâce l'autorisation de faire partie des renforts destinés au Caucase. Cette faveur leur fut accordée. Alors un vieux sous-officier, portant au front la décoration d'un coup de sabre reçu à la bataille de la Moskowa, s'approcha du prince et lui dit :

« Monseigneur, quand partirons-nous?

— Dans trois jours, répondit le grand-duc.

— C'est plus qu'il ne nous en faut pour dire adieu à nos femmes et à nos enfants, répliqua le vétéran.

— C'est juste, répondit à son tour le prince; mais que ceux d'entre vous qui sont époux et pères se rassurent, l'Empereur prendra soin de leurs femmes et de leurs enfants; quant à moi, je vous promets de veiller à leur bien-être; maintenant, mes amis, je ne vous dis pas *adieu*, mais au revoir; car à ceux d'entre vous qui n'auront pas l'honneur de payer la dette du sang à notre chère patrie, je donne rendez-vous à Saint-Pétersbourg dans deux ans. A cette époque, ils retrouveront dans leurs corps respectifs non-seulement la bienveillance de l'Empereur, mais, avec leurs anciens priviléges, le cœur de leur camarade et frère le grand-duc Michel. » A ces mots, il fit un signe avec son épée, les tambours battirent, les douze cents hommes rentrèrent dans les rangs, et le défilé commença au cri de Vive l'empereur Nicolas! Le Czar pleura de joie lorsque le soir au palais d'hiver son frère lui raconta avec enthousiasme cette scène digne d'être conservée dans les annales de la Russie.

A côté de ce trait qui prouve avec quel soin le gouvernement russe nourrit, dirige et caresse l'esprit militaire de la nation, nous devons raconter une scène non moins saisissante qui eut lieu à l'occasion du présent que l'empereur Nicolas fit en ce temps-là aux Cosaques du Don, de l'épée que portait l'empereur Alexandre, et

que ces troupes reçurent comme un gage de la bienveillance de leur nouvel empereur, et comme la récompense de leurs services militaires.

Cette cérémonie eut lieu à Novotcherkask, conformément aux anciens usages. A l'heure indiquée, le lieutenant général Hovaiski, premier hetman, accompagné du général Bogdanovitch, du quartier maître général de l'Empereur, et de tous les généraux et officiers des Cosaques, se rendit processionnellement à la cathédrale. Là une messe de *Requiem* pour le repos de l'âme de l'empereur Alexandre et un *Te Deum* pour la conservation de son successeur, furent chantés au son de toutes les cloches de la ville accompagnées des mâles accents du canon.

La cérémonie religieuse terminée, l'hetman et tous les généraux et officiers ainsi que le clergé se portèrent devant le front des troupes rangées en bataille sur le parvis de l'église; puis leur ayant fait former le cercle, le général Hovaiski ayant reçu des mains du général Kamannoff, qui l'avait apporté de Saint-Pétersbourg, le précieux gage de la bienveillance impériale, fit briller aux yeux des Cosaques le sabre qui leur avait tracé de glorieux chemins; les tambours battirent aux champs, les troupes présentèrent les armes, et un officier lut à haute voix ce rescrit que l'Empereur avait joint au sabre de son prédécesseur.

« A NOS FIDÈLES TROUPES DU DON.

» Les services distingués des braves troupes du Don leur ont constamment mérité la bienveillance des monarques nos prédécesseurs. Feu l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, qui leur avait voué un intérêt particulier, s'est occupé au milieu d'elles de leur orga-

nisation et de leur bien-être, même pendant les derniers moments de sa précieuse existence; et, d'un autre côté, la garde de sa personne sacrée a été faite jusqu'à son heure suprême par les zélés et fidèles Cosaques du Don.

» En mémoire de cette circonstance, et voulant récompenser la fidélité inébranlable de ces troupes et leur donner un témoignage de Notre bienveillance impériale, Nous avons résolu de leur faire présent du sabre qu'avait porté l'empereur Alexandre Ier. Que ce sabre soit ajouté aux autres insignes de ces troupes; qu'il soit dans les temps à venir le trophée de leurs exploits et de leurs services, et le gage des sentiments de sollicitude invariable qui m'animent pour elles.

» *Signé* NICOLAS. »

Afin de conserver le souvenir de cette journée mémorable pour les Cosaques du Don, l'hetman leur proposa : 1° d'en célébrer annuellement l'anniversaire par une cérémonie semblable à celle qui venait d'avoir lieu; 2° d'en consacrer à jamais la mémoire par l'établissement d'une maison d'éducation pour les orphelins. Cette maison, fondée au moyen d'une souscription volontaire, devrait porter le nom d'Alexandre Ier. Les troupes acceptèrent ces propositions avec enthousiasme.

Après un discours de circonstance prononcé par le révérend père Merkhaleff, les troupes rentrèrent dans leurs quartiers, le peuple s'assit à des tables dressées sur la place; les officiers se réunirent chez l'hetman, où, pendant le banquet, les toasts à la santé de l'Empereur et de son auguste famille furent portés au bruit des salves de l'artillerie. Dans la soirée, la ville entière fut illuminée, et les réjouissances publiques se prolongèrent fort avant dans la nuit.

Dans son compte de justice et de reconnaissance, l'empereur Nicolas ne pouvait oublier la part que le clergé avait prise aux événements du 26 décembre. De même que l'épée du soldat, la croix du prêtre s'était montrée haute et droite à l'heure du danger, non comme une arme de guerre, mais comme un symbole de paix, comme un signe de réconciliation et de salut. Mais, ainsi que nous l'avons vu, la voix de Celui qui met un frein à la fureur des flots s'était brisée devant les barricades de la place du Sénat; des balles sacriléges même s'étaient frayé un chemin à travers les vêtements sacerdotaux. Nicolas ne l'avait point oublié; aussi voulut-il confondre dans un même élan de reconnaissance l'épée du soldat et la croix du prêtre. A cet effet, après avoir payé sa dette à l'armée, il s'acquitta envers la religion en adressant les rescrits suivants aux deux prélats qui l'avaient assisté sur le champ de bataille.

« AU MÉTROPOLITAIN DE NOVGOROD ET DE SAINT-PÉTERSBOURG.

» Très-éminent Séraphim! La belle conduite que vous avez tenue le 26 décembre, lorsque avec un véritable zèle pastoral et au péril de votre vie vous vous êtes présenté devant une tourbe de factieux armés contre l'autorité légitime, et que par vos douces exhortations vous vous êtes efforcé de ramener à l'obéissance ces brebis égarées, vous a concilié Ma bienveillance la plus particulière.

» Voulant vous en donner un gage et vous prouver toute ma gratitude, je vous transmets ci-joint, comme un gage de ces sentiments, Mon image ornée de brillants pour être portée par vous : Me recommandant à vos prières.

» Je suis toujours votre affectionné

» NICOLAS. »

« AU MÉTROPOLITAIN DE KIEFF.

» Très-éminent Eugène, métropolitain de Kieff, je m'empresse de vous témoigner Ma reconnaissance pour le service que vous avez rendu à l'Église, au trône et à la patrie, le jour où votre zèle vous a porté à exposer votre vie en partageant le danger avec le très-éminent Séraphim, métropolitain de Saint-Pétersbourg. En conséquence, je vous accorde avec Mon image ornée de pierres précieuses le droit de la porter sur vous.

» Je suis votre affectionné

» NICOLAS. »

C'est par ces actes de haute justice, et par le dévouement le plus absolu aux intérêts de la chose publique, que le nouvel empereur confirmait chaque jour ces belles paroles prononcées lors de son avénement au pouvoir :

« Vivre exclusivement pour la patrie qui m'est si chère; continuer le règne de l'empereur Alexandre le Béni, afin d'accomplir tout ce qu'il avait entrepris pour le bonheur de la Russie; mériter comme lui la bénédiction de Dieu et l'amour de mes peuples, telles sont les pensées qui ne cesseront de m'animer jusqu'au jour où la loi commune me réunira à mes ancêtres. »

Vivre exclusivement pour la patrie, tel était le vœu politique que formait le successeur d'Alexandre en montant au trône : les trente années du règne dont nous suivons l'histoire prouvent qu'il lui a été fidèle.

Tandis que Nicolas ralliant tous les suffrages se montrait digne du glorieux héritage que lui avait légué la main mourante d'Alexandre, le convoi funèbre de ce prince traversait toute l'étendue de l'empire : de Taganrog

à Saint-Pétersbourg, et partout, malgré les rigueurs de l'hiver, accourait sur son passage une foule immense, dont la douleur vraie et le recueillement religieux consacraient à chaque station les hommages funèbres rendus à la mémoire d'Alexandre *le Béni*.

Si les sentiments que les peuples font éclater à la mort de leurs souverains devancent toujours les jugements de la postérité sur un règne qui vient de finir, serait-il besoin d'un témoignage plus imposant, plus solennel, plus irrécusable en faveur d'Alexandre I[er], que la relation fidèle de cette marche triomphale d'un illustre mort s'avançant des bords de la mer Noire aux rives de la Baltique? En effet, sur une étendue de deux mille verstes, on vit éclater à chaque pas l'explosion de la douleur publique avec une énergie qui parfois prenait le caractère de l'enthousiasme et souvent même celui d'une véritable adoration.

Les habitants des villes et des campagnes, bravant une température de vingt degrés de froid, accouraient de toutes parts, et se disputaient l'honneur de traîner le corps de leur *bien-aimé*. Les femmes, les enfants, les vieillards, vêtus de deuil, trop faibles pour prendre part à cette pieuse lutte, s'agenouillaient à l'approche du char funèbre, et invoquaient déjà parmi leurs protecteurs dans le ciel celui qui pendant vingt-cinq ans avait été leur bienfaiteur sur la terre. Dans ce concert unanime d'éloges et de regrets, les riches, s'associant à la douleur des pauvres, formaient la résolution de conserver par des fondations de charité le souvenir du jour où le cortége avait traversé leurs terres. Après sa mort, Alexandre répandait ainsi sur la route de son cercueil les bienfaits qu'il dispensait à chaque pas durant sa vie.

Enfin, après cette longue marche triomphale de la mort

à travers les steppes de la Russie et au milieu des hommages des populations, le convoi arriva le 10 mars à Tsarskoé-Sélo, où l'Empereur et l'Impératrice mère, l'impératrice Alexandra et tous les membres de la famille impériale alors réunis s'étaient rendus pour assister au service funèbre et rendre leurs derniers devoirs au corps de l'illustre défunt. De là, il fut transporté au palais impérial de Tschesmé, et le 18 mars à Saint-Pétersbourg. Ce jour-là l'Empereur, qui n'était allé à Tsarskoé-Sélo que pour rendre un hommage privé à son glorieux prédécesseur, se rendit à cheval dans toute la pompe du cortége impérial à la barrière de Tschesmé, pour recevoir le corps et le conduire à la cathédrale de Cazan, où il devait demeurer exposé pendant huit jours. Huit chevaux de race caparaçonnés de deuil traînaient le char funèbre sur lequel reposait le corps d'Alexandre. Quatre généraux-majors se tenaient sur les gradins du char; les cordons et les houppes du dais étaient portés par huit généraux; les aides de camp généraux et les aides de camp du czar défunt, désignés pour enlever le cercueil, marchaient à quelque distance et de front avec le char. Des deux côtés du char funèbre, soixante pages s'avançaient en tenant une torche à la main; les chevaux étaient menés par huit fonctionnaires en manteau de deuil et en chapeaux rabattus garnis d'un long crêpe.

Deux chevaux de selle qui avaient accompagné l'Empereur en France précédaient le char mortuaire. Conduits chacun par deux colonels, des chevaliers-gardes en grande tenue, ils étaient équipés comme aux jours où l'Empereur les montait.

Près de disparaître sous le voile de l'éternité, les dépouilles mortelles du Czar furent exposées sur un catafalque d'une dimension colossale, recouvert d'étoffes

précieuses et resplendissant de lumières. Le reste du temple, fermé à la lumière du jour, était tendu de noir; les colonnes de granit qui en soutiennent la voûte avaient disparu depuis la base jusqu'au chapiteau dans des flots de velours noir semé de lames d'argent.

L'effet de cette décoration lugubre, le recueillement de la foule, le silence de la prière interrompu parfois par les sanglots de la douleur, tout donnait à cette scène un caractère mystérieux et imposant. Deux fois par jour, le matin et le soir, la famille impériale se rendait dans cette nécropole ardente pour assister à l'office des morts; les fidèles de toutes les classes, admis à rendre leurs derniers hommages à celui que le peuple appelait son bienfaiteur, accouraient en foule aux heures fixées pour le public. Ces pieux courtisans de la splendeur éteinte montaient un à un les degrés du catafalque, baisaient le cercueil et redescendaient de la même manière du côté opposé.

Le 25 mars avait été fixé pour l'inhumation; ce jour-là, l'empereur Nicolas et tous les membres de son auguste famille se rendirent avec leur suite à la cathédrale de Cazan, où dès dix heures du matin se trouvaient réunies toutes les personnes désignées pour former les diverses sections du cortége. Après les dernières prières prononcées avec émotion par le métropolitain de Saint-Pétersbourg, le cercueil fut enlevé de dessus le catafalque par les aides de camp généraux et les aides de camp de l'Empereur défunt, et le cortége s'avança processionnellement vers le lieu des sépultures impériales, dans le même ordre et avec le même cérémonial qui avait été observé lors de l'entrée du convoi à Saint-Pétersbourg. Les troupes de la garnison formaient la haie sur son passage; une population immense

se pressait dans les rues, sur les balcons, aux fenêtres, tapissées de noir en grande partie. La Russie tout entière semblait s'être donné rendez-vous pour saluer une dernière fois les restes mortels du *Béni* dont elle portait le deuil.

Le char funèbre s'avançait décoré avec magnificence et environné des pompes de la religion. L'Empereur, entouré de sa famille et d'illustres personnages, parmi lesquels on remarquait le prince Guillaume de Prusse, le duc Alexandre de Wurtemberg et le prince d'Orange, suivait le char; venaient ensuite le chef de l'état-major de l'Empereur, ainsi que toute la maison militaire, puis une voiture de cour semblant porter le deuil du peuple, dont les regards pleins de larmes se concentraient sur elle, pour apprendre tout ce qu'il y avait de douleurs dans l'âme de deux grandes princesses abîmées devant la majesté de la mort. En effet, cette voiture portait le deuil de la Russie, représentée par l'impératrice Alexandra et l'Impératrice mère.

Les membres du corps diplomatique et les étrangers de distinction se trouvaient réunis dans la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul, quand le funèbre cortége y arriva. L'intérieur de l'église, tendu de noir, offrait aux regards une décoration plus sombre et un caractère plus solennel encore que celle de l'église de Cazan. A l'église de Cazan, les hommages publics s'adressaient au grand monarque qui de son sceptre faisait un caducée de paix à vingt peuples réunis sous sa puissance dans une immense félicité. Dans cette cathédrale, la douleur de tous, quoique profondément ressentie, était tempérée dans ses démonstrations par le respect que commande la majesté souveraine dormant sur le linceul de l'éternité; mais dans l'église Saint-Pierre et Saint-Paul

on voyait en ce moment les membres et les serviteurs intimes d'une seule et même famille pleurant dans toute la liberté de leur cœur son chef adoré.

Il est impossible, dit le comte de Sancé, alors rédacteur du *Journal de Saint-Pétersbourg,* et l'un des témoins oculaires de cette imposante cérémonie, il est impossible de se faire une idée du spectacle déchirant qu'offrait cette scène funèbre pendant les derniers adieux de la famille impériale aux restes sacrés dont elle allait se séparer pour toujours. Que l'on se représente un auguste souverain, une mère que le ciel a éprouvée si souvent dans ses affections d'épouse et de mère, prosternée sans mouvement au pied du cercueil d'un fils, l'orgueil, la joie, la gloire de son âme, d'un fils qui paya son amour par l'affection la plus constante et la plus respectueuse, et qui ne causa de chagrins réels à son cœur maternel que lorsque le sien eut cessé de battre. Que l'on se représente d'une autre part l'impératrice Alexandra, pâle, tremblante, anéantie sous le poids de son affliction, le prince grand-duc héritier paraissant s'identifier par une sensibilité au-dessus de son âge à la perte immense de celui qu'il devait imiter un jour. Que l'on se représente le prince Guillaume de Prusse en pleurs, le prince d'Orange courbé sous l'excès de sa douleur, le grand-duc Michel retrouvant dans sa propre faiblesse la force de soutenir le courage de sa famille; l'Empereur lui-même livré à un accablement que rien ne saurait dépeindre, mais se relevant bientôt dans toute la mâle énergie de son caractère pour faire violence à deux femmes, dont l'une était sa mère et l'autre la mère de ses enfants, et les forcer à sortir de l'église au moment où le cercueil allait descendre dans la tombe.

De toutes les personnes présentes, russes ou étran-

gères, princes ou plébéiens, il n'en est aucune dont ce spectacle n'ait déchiré l'âme et fait couler les pleurs....

Deux épisodes surtout produisirent une vive impression. De vieux grenadiers qu'on avait fait entrer dans l'église pour aider à transporter le cercueil, oublièrent la sévérité de tenue qu'impose la discipline militaire, et l'on vit s'échapper de grosses larmes de ces yeux qui, sur vingt champs de bataille, avaient regardé sans effroi la mort en face.

De son côté, agenouillé derrière un pilier de l'église, un vieillard, un pauvre enfant du peuple, dont le nom d'Ilia devra servir de synonyme à la fidélité domestique, fondait en larmes, et demandait à Dieu pourquoi il ne l'avait *pas pris avant son maître.* Ilia était le cocher d'Alexandre, Alexandre était l'ami d'Ilia.... Plus d'une fois Alexandre lui avait dit : « Je n'ai jamais eu et je n'aurai probablement jamais d'autre cocher que toi; aussi, mon brave Ilia, *si nous ne nous cassons pas le cou en route*, et si je dois mourir loin de notre capitale, c'est toi qui auras l'honneur de conduire Sa Majesté trépassée à son dernier relais. » Une raison d'étiquette faillit cependant compromettre ce désir impérial, mais le vieux cocher avait déclaré qu'il conduirait son maître de Taganrog à la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul, ou sur le siége ou au timon. « Je ne veux pas, avait-il ajouté, que l'Empereur, à qui sa vie durant j'ai fait faire sans accident cinquante et quelques mille lieues, me reproche dans l'autre monde d'avoir cédé à un autre en celui-ci l'honneur de le conduire à sa dernière station.» L'énergique volonté du vieux serviteur avait eu tant d'éloquence, que par sa voix la fidélité l'avait emporté sur l'étiquette : conformément au désir de son maître,

il l'avait conduit au bord de sa tombe... en attendant celle que la douleur devait bientôt ouvrir pour lui.

L'instant de l'éternelle séparation était arrivé; les grands officiers de la couronne s'acquittèrent du dernier devoir qui restait à remplir. La religion, la voix pleine de larmes, chanta une suprême prière, et trois salves d'artillerie apprirent à la capitale de la Russie que le cadavre d'Alexandre Ier en avait fini avec les choses de ce monde.

CHAPITRE SIXIÈME.

Le duc de Wellington à Saint-Pétersbourg. — Situation politique de la Russie. — Soulèvement de la Grèce. — Le protocole du 4 avril. — Le régiment Wellington. — Ultimatum. — Préludes du couronnement de l'Empereur. — Mort de l'impératrice Élisabeth. — Visite de Nicolas à la Bourse. — Le but de l'empereur Alexandre. — Admiration de Nicolas pour son prédécesseur. — Nicolas protecteur des belles-lettres. — Karamsin. — Le génie et la vertu n'ont pas de patrie. — Réformes. — Procès des conjurés du 26 décembre. — Cour de justice. — Jugement. — Curieux incidents. — Commutation des peines. — Souvarow. — Un Brutus. — Manifeste impérial. — Les condamnés à mort. — Exécutions. — Cérémonie funèbre. — Énergique proclamation. — Dévouement sublime. — Départ des condamnés à l'exil. — Désespoir de madame Ryleieff. — Bonté de l'Empereur.

L'arrivée à Saint-Pétersbourg d'un personnage figurant au premier rang de la pléiade militaire, qui a répandu tant d'éclat sur les commencements de ce siècle fécond en grands hommes et en grandes choses, fit en ce moment diversion à la douleur publique. La nouvelle de la mort d'Alexandre étant parvenue à Londres, le cabinet britannique avait compris la nécessité de s'assurer des dispositions du nouvel empereur à l'endroit des affaires de l'Orient.

Les armées russes avaient donné des preuves d'intérêt à la cause de leurs coreligionnaires; d'un autre côté, on assurait avec raison que le souverain qu'elles venaient de perdre avait pris en considération les griefs de ceux-ci, qu'il supportait impatiemment les lenteurs du divan et les embarras que l'intervention étrangère jetait dans la politique nationale. Il était donc urgent de prendre une résolution et de choisir un négociateur dont les services, le caractère et la haute renommée, fussent au niveau de sa mission. Le ministère anglais jeta de

13.

prime abord les yeux sur le duc de Wellington, comme réunissant toutes les conditions voulues. Cet illustre capitaine accepta, et quoique malade il entreprit aussitôt un long voyage, d'autant plus pénible que la saison était plus rigoureuse.

Après avoir reçu à Berlin des honneurs qu'on ne rend guère qu'aux souverains, il arriva dans les premiers jours de mars à Saint-Pétersbourg, plutôt en prince couronné qu'en négociateur. Le prestige de son nom lui servait d'escorte d'honneur.

Dès son arrivée, il avait eu de longues et fréquentes conférences avec le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères, et même avec l'empereur Nicolas. Mais pour mieux apprécier l'importance de ces négociations, il importe de bien établir la situation politique extérieure de la Russie à la mort de l'empereur Alexandre.

A cette époque, la Russie se trouvait dans les meilleurs termes avec les puissances occidentales, mais en désaccord complet avec la Turquie. Ce n'était pas sans raison, car la Porte Ottomane avait provoqué à plusieurs reprises le mécontentement du cabinet de Saint-Pétersbourg, par de continuelles infractions au traité de Bucharest. Par ce traité, la Sublime Porte avait promis d'accorder une amnistie générale aux Serbes, de donner des immunités à la Moldavie et à la Valachie ; en outre, elle s'était engagée à ouvrir le passage du Bosphore et des Dardanelles au commerce russe, et à faire l'abandon de plusieurs forteresses de l'Asie, reconnues d'un commun accord indispensables à la sécurité des frontières de la Russie. Malgré ces engagements, la Porte alléguant différents prétextes, n'avait exécuté aucune des clauses de ce traité.

Tandis que l'empereur Alexandre consacrait toutes ses

forces à la grande lutte qu'il soutenait avec la France, les troupes turques envahissant la Servie, se frayaient avec le fer des chemins qu'elles éclairaient avec l'incendie. Contrairement au traité, elles surchargeaient d'impôts la Moldavie et la Valachie, et soumettaient les navires sous pavillon russe à des visites dont l'humiliation dépassait l'illégalité. Il y a plus, pour comble de mauvaise foi, la Porte prolongeait d'une part à l'infini le différend au sujet des places fortes des frontières de l'Asie, et entretenait d'autre part au Caucase les peuplades ennemies de la Russie, en fournissant du fer à leur courage et de l'or à leur cupidité.

La conduite hostile de l'empire ottoman pendant les trois années qui suivirent le traité de paix de Bucharest avait porté de telles atteintes à la dignité de la Russie, que la crainte de rouvrir les blessures à peine cicatrisées de l'Europe avait seule empêché l'empereur Alexandre de confier ses droits et son honneur à la force des armes. C'est alors que préférant en appeler aux voies pacifiques de la diplomatie, il entama de nouvelles négociations, dont le principal but était de garantir l'exécution des engagements réciproques.

Néanmoins, l'affaire traînait toujours en longueur; cinq années s'écoulèrent sans qu'aucune des questions en litige fût résolue, lorsque le soulèvement de la Grèce vint tout à coup compliquer la situation déjà si tendue. La Porte, exaspérée contre cette prise d'armes, et confondant dans ses colères sans distinction aucune tout ce qui portait le nom de chrétien, arma contre la Russie. Vainement Alexandre, inspiré toujours par un sentiment d'humanité, proposa au Sultan les moyens les plus capables de rétablir la bonne harmonie. Mahmoud ne voulut rien entendre; aveuglé par les lueurs d'un fana-

tisme prêt à s'éteindre, il repoussa les conseils de la prudence et se jeta tête baissée dans les aventures d'une guerre religieuse. Ce fut après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, que le représentant de la Russie en Orient demanda ses passe-ports et quitta Constantinople.

Cependant, à la prière des cabinets européens effrayés des dangers qui menaçaient la Turquie, Alexandre consentit à renouer avec cette puissance, par l'entremise de l'ambassadeur anglais auprès de la Porte, les négociations rompues. De la part de la Turquie ce n'était qu'un moyen de gagner du temps, car non-seulement le Sultan continuait à fermer le Bosphore aux navires russes, à occuper la Moldavie et la Valachie; mais il imprimait un tel caractère aux persécutions de la Grèce, que la longanimité de l'empereur Alexandre dut avoir un terme. En effet, ce prince déclara quelques jours avant sa mort qu'il était résolu à imposer à la Porte le respect de ses droits et de la dignité de sa couronne.

La mort seule pouvait empêcher Alexandre de donner suite à ses belliqueux projets. Sur ces entrefaites, les cabinets européens ignorant encore l'ordre d'idées dans lesquelles relativement à la Turquie le nouveau czar venait de monter sur le trône de Russie, observaient avec une sérieuse attention les affaires d'Orient. Ils pouvaient craindre avec raison qu'un prince bercé par la gloire et habitué depuis son enfance aux bruits de la bataille, ne laissât pas échapper une si belle occasion d'inaugurer son règne par une victoire. D'un moment à l'autre l'équilibre européen pouvait être remis en question. Ce fut sous le coup de ces appréhensions que le cabinet britannique, conduit alors par le célèbre Canning, se décida à envoyer le duc de Wellington à Saint-Péters-

bourg, avec la mission de sonder les intentions de l'empereur Nicolas et de ne rien négliger pour l'entraîner dans l'alliance qui se formait en faveur des Grecs.

Aux avances du duc de Wellington, Nicolas répondit qu'il ne dérangerait pas d'un iota le manifeste adressé d'après ses ordres par le comte de Nesselrode aux souverains de l'Europe, pour leur annoncer son avénement et la politique qu'il voulait suivre. Tout ce que je pourrais faire, dit-il, ce serait d'envoyer une escadre pour arrêter, conjointement avec la France et l'Angleterre, l'effusion du sang en Grèce.

Comme on le voit, le jeune czar, fidèle aux principes de la politique conciliante et modérée dont il avait accepté l'héritage, mais en même temps irrévocablement *décidé* à conserver dans toute leur intégrité les droits et la dignité de son empire, ne se refusait point à suivre la Grande-Bretagne sur un terrain commun d'humanité, et dans un but d'intérêt pour un pays dont la destinée future occupait déjà l'Europe; mais il déclinait péremptoirement toute espèce d'immixtion du cabinet de Saint-James dans ses rapports avec la Porte Ottomane, au sujet des infractions faites par celle-ci au traité de Bucharest.

L'Empereur représenta au duc que ni le gouvernement russe, ni l'armée, ni la nation ne pouvaient souffrir plus longtemps que la Turquie les trompât, ni que les puissances étrangères les empêchassent de se faire rendre justice par le seul moyen en leur pouvoir. « Quelques jours avant sa mort, dit-il, mon frère Alexandre avait pris la résolution de soumettre à la force des armes une question inutilement proposée à la bonne foi, à la loyauté du Sultan. L'empereur Alexandre n'est plus! mais un jour, sur sa tombe, n'ayant pour témoins que

ma conscience et Dieu, j'ai fait un serment, celui de marcher sur les traces de mon prédécesseur.... Avec l'aide de Dieu, j'espère conduire à bonne fin les œuvres dont en mourant il m'a confié l'exécution. »

Tout ce que le duc de Wellington put obtenir fut la parole que lui donna l'Empereur de ne recourir à la force qu'après avoir épuisé avec le Sultan tous les moyens pacifiques conciliables avec l'honneur de ses peuples et la dignité de sa couronne.

La question se trouvant ainsi parfaitement éclairée quant à la Grèce, le duc de Wellington signa le protocole du 4 avril, s'en rapportant pour le reste à la générosité de l'empereur Nicolas. Sa mission étant ainsi terminée, le célèbre général partit de Saint-Pétersbourg le 6 avril, après avoir été comblé des témoignages de la considération particulière de Nicolas. La veille de son départ, le Czar le pria de passer en revue le régiment de Smolensk, l'un des plus beaux de l'armée russe. Les premiers rangs étaient composés en partie de vieux soldats. « Voici de belles troupes, s'écria le duc, et je suis sûr, ajouta-t-il en les saluant de son épée, qu'elles sont aussi bonnes que belles. Quel est le nom de ce régiment, Sire?

— Le régiment de Wellington, répondit l'Empereur.

— Depuis quand, Sire?

— Depuis qu'il a eu l'honneur d'être passé en revue par vous, général.

— Eh bien! Sire, je vous remercie, répliqua le duc profondément touché de cette gracieuse attention; je vous remercie, car jamais mon nom n'aura été mieux porté. »

Les exigences du cabinet de Saint-Pétersbourg n'avaient rien d'exagéré : il réclamait l'exécution pure et simple du traité de Bucharest, mais il la voulait im-

médiate, et il se prononça d'une manière tellement précise sur cette question que le Sultan s'empressa d'envoyer à Akkerman deux grands dignitaires munis de pleins pouvoirs pour traiter définitivement avec le général comte Voronzoff et le conseiller privé M. de Ribeaupierre. Mais les plénipotentiaires turcs, dociles instruments de la pensée qui les faisait agir, ne cherchèrent qu'à gagner du temps, en opposant la force de l'inertie à la volonté expresse du Czar. Cet état de choses ne pouvait se prolonger davantage sans porter atteinte à la dignité de l'empire; Nicolas le comprit; aussi adressa-t-il à la Porte un ultimatum conçu dans ces termes :

« Si dans le délai de trois semaines le traité que j'exige n'est pas conclu et signé, mes troupes passeront immédiatement le Pruth et occuperont la Moldavie. »

Les envoyés turcs, effrayés de cette menace à laquelle ils auraient dû s'attendre, se hâtèrent de demander des instructions au divan : elles ne pouvaient être douteuses. Le Sultan intima l'ordre à ses agents de signer la convention conformément aux demandes du cabinet de Saint-Pétersbourg. Par cette convention, signée la veille du jour fixé pour l'expiration du délai accordé, Mahmoud s'engageait à exécuter fidèlement toutes les conditions du traité de Bucharest, à savoir :

1° Rendre, dans un délai qui ne dépasserait pas six semaines, aux principautés de la Moldavie et de la Valachie, tous les droits et priviléges promis par le hatti-schérif de 1802;

2° Garantir également à la Servie la jouissance de toutes ses anciennes franchises et immunités augmentées par de nouveaux priviléges; déterminer en outre tous les droits du peuple serbe par un hatti-schérif spécial,

rédigé d'un commun accord sur les bases indiquées dans la convention d'Akkerman;

3° Accorder une juste satisfaction aux sujets russes créanciers du gouvernement turc;

4° Laisser une liberté pleine et entière au commerce russe, n'entraver en rien et sous aucun prétexte la navigation des navires russes dans les eaux de l'empire ottoman;

5° Conserver les frontières d'Asie entre les deux empires au point où les avait trouvées la convention de Bucharest, et renoncer à toute espèce de prétention sur les forteresses conquises par les armes russes durant les dernières guerres dans la contrée transcaucasienne.

C'est ainsi que la politique ferme et énergique de l'empereur Nicolas assoupit une question qui devait bientôt se ranimer plus ardente dans le mensonge et la mauvaise foi d'un orgueilleux et défiant voisin.

Sur ces entrefaites, la Russie, fière des succès qu'elle venait d'obtenir sans recourir à la force des armes, accueillit avec enthousiasme un manifeste impérial qui fixait au mois de juin le couronnement du successeur d'Alexandre. Cette cérémonie devait avoir lieu, suivant l'antique formule et le cérémonial usité, dans l'église cathédrale de l'Assomption à Moscou. L'Europe entière s'émut à cette nouvelle, et s'empressa de témoigner au jeune empereur ses sympathies par le soin que ses souverains mirent dans le choix des personnages chargés de les représenter en cette occasion solennelle; la cour, la noblesse, tous les heureux privilégiés par la naissance, la position ou la fortune, faisaient des préparatifs immenses pour donner à cette fête un caractère digne du prince qui devait en être le héros, lorsqu'une triste nouvelle vint jeter une teinte sombre sur ces projets de

réjouissance. Un nouveau malheur venait de frapper la famille impériale et la Russie dans la personne de l'impératrice Élisabeth. L'Empereur voulut lui-même faire part à son peuple de la profonde affliction où l'avait plongé ce nouveau deuil de famille. A cet effet il publia le *manifeste* suivant :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc., etc.,

» Savoir faisons à tous Nos fidèles sujets que l'impératrice Élisabeth, Notre belle-sœur bien-aimée, a, par les décrets du Très-Haut, quitté cette terre pour passer à la vie éternelle, le 4 de ce mois, dans la quarante-huitième année de son âge. Ce douloureux événement a eu lieu à la suite d'une longue maladie d'âme et de corps, laquelle a amené finalement une ample extinction des forces vitales, au point que Sa Majesté dut, en venant de Taganrog, s'arrêter dans la ville de Béleff, gouvernement de Toula, où elle est décédée.

» La Russie tout entière partagera, Nous en sommes persuadé, la nouvelle affliction qui vient d'atteindre Notre maison impériale, et unira ses ferventes prières aux Nôtres pour le repos de l'âme de la défunte impératrice.

» *Signé* NICOLAS. »

L'impératrice Élisabeth possédait les qualités morales et physiques attributs distinctifs de la femme appelée à de hautes destinées : princesse par la naissance, elle l'était encore par le cœur et par la beauté. Belle comme une fiancée d'archange, chaste comme une sainte, bonne comme un sourire de la Providence, douce comme une pensée de consolation, elle prouvait chaque jour, en honorant son trône par la pratique constante de toutes les

vertus, qu'elle était digne de sa haute mission. L'effort prodigieux que cette auguste princesse devenue veuve dut faire sur elle-même pour élever sa résignation au niveau de son malheur, parut communiquer à sa nature sensitive quelque chose de l'énergie de sa grande âme. Elle avait supporté avec le courage d'une héroïne et la piété d'une sainte le coup qui, la frappant dans ses plus chères prédilections, vouait désormais son existence à une douleur dont la tombe seule devait être le terme. Mais elle ne pouvait résister longtemps à cette dure épreuve, sa santé déclinait rapidement depuis deux mois. Parfaitement au courant de sa position, elle n'avait plus qu'un vœu à former en ce monde, celui de se réunir à la famille impériale pour lui faire ses derniers adieux et recevoir ses derniers embrassements. A cet effet, elle s'était mise en *route de* Taganrog pour Kalouga, où de son côté l'*Impératrice* mère se rendait afin de lui prodiguer ses soins les plus tendres; lorsque la maladie, faisant des progrès de relais en relais, la força de s'arrêter à Bélëff.

Un courrier fut aussitôt expédié à l'Impératrice mère pour l'informer du danger où se trouvait sa belle-fille, et la supplier en son nom, puisqu'elle ne pouvait plus écrire, de se rendre le plus tôt possible auprès d'elle. L'Impératrice mère, livrée à de cruels pressentiments, redoubla de vitesse; mais la mort qui lui disputait le prix de ce cruel voyage fut la première au rendez-vous. Lorsqu'elle arriva à Bélëff, l'impératrice Élisabeth avait rejoint *son ange* au ciel.

Le corps de l'auguste princesse, morte le 16 mai, à cinq heures du matin, fut transporté de Bélëff à Saint-Pétersbourg avec un cortége digne de son rang et au milieu des regrets universels, pieux hommages rendus à l'éclat de ses vertus.

Dès les premiers jours de son règne, l'empereur Nicolas, considérant avec raison le commerce comme l'artère la plus nécessaire à la vie d'un grand peuple, voulut lui prouver ses sympathies au milieu même du sanctuaire de sa richesse et de sa représentation. Un jour, et sans s'être fait annoncer, il se présenta tout à coup à la Bourse à l'heure habituelle des transactions commerciales. Accueilli, malgré l'incognito sous lequel il se couvrait, par les cris de Vive l'Empereur! il adressa la parole même aux plus simples négociants avec une bienveillance si cordiale, et promit sa protection au commerce en général avec tant d'assurance dans ses protestations d'intérêt, que le commerce lui voua, à dater de ce moment, une admiration enthousiaste, un culte vraiment national.

Après avoir visité ce monument dans ses principaux détails, et au moment de le quitter, Nicolas s'arrêta dans la salle où se trouvait le buste de l'empereur Alexandre, et se plaçant devant cette image vénérée, il dit à haute voix : « Messieurs, à travers les préoccupations de la guerre, qui au point de vue militaire a fait du règne précédent l'un des règnes les plus glorieux de l'empire, mon frère portait un grand intérêt et prêtait une sérieuse attention au commerce; il n'a pas dépendu de ses désirs et de sa volonté que, fleurissant à l'ombre de l'arbre de la paix, le commerce ait reçu de plus vastes développements.... ceux que j'espère, avec la grâce de Dieu, lui donner conformément à sa pensée.... » Interrompu quelques instants par de nombreux hourras, l'Empereur reprit : « En attendant, messieurs, conservons toujours en honneur la mémoire de ce monarque; il a été votre bienfaiteur, il fut aussi le mien. » Puis s'adressant aux négociants qui se pressaient autour de lui, il ajouta :

« Aimez-moi toujours, messieurs, comme moi-même je vous aime, car je vous aime de tout mon cœur. »

L'empereur Nicolas ne laissait échapper aucune occasion de témoigner en public la vénération profonde qu'il gardait à la mémoire de son frère Alexandre, malgré les différences qui avaient existé entre leurs caractères, et cette manifestation n'était point l'effet d'un calcul de famille ou de politique, mais l'expansion sincère et non préméditée de son âme essentiellement aimante. Le récit que lord Londonderry, mort dernièrement, a laissé d'une audience chez l'Empereur doit trouver ici, à titre de preuve, une place que l'époque plus éloignée où le fait s'est passé semble devoir lui assurer à sa date respective. Le noble lord s'exprime ainsi :

« L'Empereur me reçut dans sa magnifique enfilade d'appartements du palais d'hiver. Les immenses portes vitrées de glaces d'une seule pièce ouvrent une vue grandiose sur la Néva et sur les vastes places de la capitale ; rien de ce qui tient au luxe et au confort n'a été épargné. L'Empereur portait son surtout militaire, et il vint à ma rencontre avec la plus grande bienveillance. Je remerciai Sa Majesté des nombreuses marques de faveur que j'avais reçues d'elle, puis j'exprimai sans réserve mes sentiments d'admiration pour la marche merveilleusement rapide de son empire dans la voie de la civilisation. « Oui, c'est un bon pays, il faut lui rendre » cette justice, » fut la brève réponse de l'Empereur.

» Puis il se mit à me communiquer familièrement ses vues sur l'Angleterre, son gouvernement et sa position vis-à-vis de la Russie. Sa Majesté parla ensuite d'une manière générale des affaires extérieures, et se tournant vers sa table, il me montra de la main un manuscrit assez volumineux en disant : « Vous voyez ici les der-

» nières pensées et les dernières instructions de mon
» bien-aimé frère Alexandre, fondées sur les traités de
» 1814 et de 1815. Je les ai toujours devant les yeux,
» ainsi que vous pouvez vous en convaincre vous-même,
» et je m'y tiens attaché avec une fidélité religieuse :
» avec l'appui du souverain Maître de toutes choses,
» j'espère que rien ne pourra m'en faire dévier. »

» L'Empereur prononça ces paroles d'une manière qui me convainquit profondément qu'il parlait avec sincérité. Puis, rompant de nouveau la conversation, il ajouta : « Mais parlons de votre pays et de vous-même. » Alors il s'exprima de la manière la plus affectueuse sur l'Angleterre, et dit que la Grande-Bretagne et la Russie avaient été placées par la Providence dans une position géographique telle, qu'elles devaient toujours se comprendre et rester sur un pied d'amitié; que pour lui il s'était toujours efforcé de faire tout ce qui était en sa puissance pour que cela eût lieu. « Vraiment, ajouta-t-il,
» j'aime tant l'Angleterre, que lorsque les feuilles pu-
» bliques et les radicaux m'insultent avec si peu de re-
» tenue, j'ai souvent la plus grande envie de m'embar-
» quer sur un bateau à vapeur et d'aller directement en
» Angleterre me montrer au milieu des citoyens intelli-
» gents et loyaux de la Grande-Bretagne, et leur prouver
» combien c'est à tort qu'ils me haïssent. Mon vœu le
» plus ardent est celui de conserver avec toutes les puis-
» sances des relations pacifiques et amicales. J'ai besoin
» de repos intérieur et de temps pour m'occuper des
» importantes mesures nécessaires à la consolidation
» des différentes parties de mon vaste empire. »

Nous verrons avec quel scrupule religieux l'Empereur a été fidèle à ce plan de conduite jusqu'au jour où son esprit, frappé d'aveuglement, fit une question européenne

d'une question d'amour-propre. Son cœur, fermé à toute crainte, était constamment ouvert à une idée généreuse, à une pensée d'amélioration générale ; d'une main il montrait à ses amis et à ses ennemis le rameau d'olivier comme un symbole des sentiments pacifiques qui germaient dans sa volonté souveraine, mais de l'autre, toujours armée et prête à la bataille, il présentait l'épée qui, en *évitant* la lutte, lui assurait le repos dont il avait besoin pour continuer sûrement la grande œuvre de la civilisation de la Russie. Nous verrons comment il a maintenu et poursuivi jusqu'à son dernier jour le système gouvernemental qu'il avait conçu dès l'origine, et qui, mûri par le nombre des années, devint toujours de plus en plus net à ses yeux.

Des écrivains prévenus ou de mauvaise foi ont représenté l'empereur Nicolas comme l'ennemi juré des sciences et des belles-lettres. Ce reproche ne se trouve justifié que par la logique des passions mauvaises auxquelles les partis extrêmes ont recours pour pervertir l'opinion publique. L'indifférence ou l'hostilité du czar en matière scientifique ou littéraire ne portaient que sur les demi-savants ou les demi-littérateurs qui, interprétant fort mal aux autres ce qu'ils ne concevaient qu'à un faux point de vue eux-mêmes, devenaient nécessairement les apôtres du mensonge ou de l'erreur. Ce n'était point l'idée que Nicolas redoutait, c'était l'abus de l'idée.... Autant il estimait la pensée vraie, autant il méprisait le rêve. Selon lui, les rêveurs en politique étaient les thaumaturges en médecine. Aussi, parodiant un jour avec esprit le mot fameux du grand Frédéric, qui pour punir son peuple aurait voulu lui imposer le sceptre d'un philosophe, il dit : « Pour punir le mien, je connais un moyen meilleur encore, j'abdiquerai en faveur d'un poëte. »

Plus que tout autre il avait appris à connaître par lui-même le sentiment du beau, du bien, du juste, du bon et du vrai; non-seulement il l'appréciait, mais il savait au besoin le récompenser partout où il le rencontrait. Nous en trouvons une preuve admirable dans la lettre suivante qu'il écrivit le 6 juin 1826 à Karamsin, atteint à cinquante-neuf ans d'une affection de poitrine :

« Nicolaï Mikhaïlowitch, le dérangement de votre santé vous oblige à quitter pour un temps votre patrie et à chercher des climats plus doux. C'est un plaisir pour moi de vous exprimer à ce sujet le vœu sincère que vous puissiez revenir bientôt au milieu de nous avec des forces nouvelles, afin de vous consacrer de nouveau à l'utilité et à l'honneur de notre patrie, ainsi que vous l'avez fait jusqu'à présent. De même je me plais à vous témoigner au nom de feu l'Empereur, qui avait éprouvé votre attachement si noble, si désintéressé à sa personne, et pour mon propre compte, ainsi qu'au nom de la Russie, toute la reconnaissance que vous méritez comme citoyen et comme auteur.

» L'empereur Alexandre vous avait dit : « Le peuple » russe est digne de connaître son histoire. » Je vous dis, moi, que l'histoire que vous avez écrite est digne du peuple russe!

» Aujourd'hui je remplis une intention à laquelle mon frère Alexandre n'a pas eu le temps de donner suite. Le papier ci-joint vous mettra au fait de ma volonté, qui n'est en ce qui me concerne qu'un acte de justice, mais que je regarde également comme une disposition conforme à un legs sacré de l'empereur Alexandre. Je désire que votre voyage vous soit favorable, et qu'il vous rende les forces dont vous avez besoin pour terminer l'œuvre principale de votre vie. » NICOLAS. »

Par un oukase joint à ce rescrit et adressé au ministre des finances, l'Empereur accordait à Karamsin une pension annuelle de vingt mille francs réversible sur sa femme, et après elle sur ses enfants, de manière que les fils en jouissent jusqu'à leur entrée au service et les filles jusqu'à l'époque de leur mariage.

Si ces témoignages de la bienveillance impériale ne purent le sauver, elles adoucirent du moins les dernières heures du célèbre historiographe. Karamsin mourut vingt jours après au palais de Tauride à la suite d'un abcès qui s'était formé dans sa poitrine. Pénétré de reconnaissance pour les bontés de l'Empereur et rassuré sur le sort de sa famille, il mourut avec calme et avec une pieuse résignation. On assure qu'à l'heure de son agonie le nom de Nicolas se trouva plus d'une fois sur ses lèvres mêlé à celui de Dieu. Son dernier soupir fut un élan de reconnaissance et une prière pour le prince qui promettait un règne de bonheur à la Russie.

L'empereur Nicolas s'occupait à la fois de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, du système d'éducation dans toutes ses branches, dans tout ce qui se reliait à un plan de réformes rationnelles et sagement préparées. Artiste distingué lui-même, il aimait les arts et leur accordait la somme de protection qu'il croyait nécessaire pour développer chez son peuple le sentiment du beau sans porter préjudice au sentiment du positif. Parfait musicien, excellent dessinateur, charmant fantaisiste, il sacrifiait son goût aux œuvres plus sérieuses, car il aurait considéré comme un vol fait à son peuple les loisirs qu'il aurait dérobés aux labeurs de la puissance souveraine.

C'est à l'empereur Nicolas que l'université de Kieff doit son existence, la société impériale russe de géogra-

phie ses progrès dans la science, et l'observatoire de Saint-Pétersbourg les succès et les travaux importants qui en ont fait l'un des plus beaux observatoires du monde.

Ce n'étaient pas seulement les hommes savants et les choses littéraires de son pays que l'empereur Nicolas honorait ainsi de ses sympathies et favorisait de sa munificence; son regard appréciateur, portant plus loin, allait chercher au delà des frontières de son empire, pour les récompenser, le génie qui s'élevait radieux dans l'humanité, le talent modeste qui avec moins d'éclat n'en traçait pas moins un sillon utile dans les champs d'un juste et sage progrès. A ses yeux, le génie, le talent, la vertu, pouvant servir à tous d'exemple et d'enseignement, n'avaient point de nationalité distinctive; car, selon lui, le génie s'allumait à la pensée divine, essence et principe de toute vertu, reine et maîtresse de tout l'univers.

Plusieurs oukases ayant pour objet d'accélérer les jugements et de modifier les vices reconnus de l'ancienne jurisprudence, en attendant l'établissement de la législation nouvelle que nous avons laissée en cours d'exécution, prouvent la sollicitude constante et éclairée du nouveau monarque pour la réforme des abus et pour le *bien-être* de ses peuples. Cette sollicitude active avait déjà obtenu d'immenses résultats, car il résulte des rapports officiels exposés dans ce moment sous nos yeux, que sur 2,850,000 procès pendants devant les tribunaux à l'époque de l'avénement de l'Empereur, presque tous ont été vidés dans le courant de 1826, et que sur 127,000 individus mis en état d'arrestation, il ne restait que 4,900 détenus en janvier 1827. Nicolas en témoigna sa satisfaction au ministre de la justice prince

Labanow-Rostowsky, par une lettre écrite de sa propre main.

Mais de toutes les affaires d'État aucune n'occupait et n'intéressait davantage la cour, la capitale et même les provinces, que celle de l'insurrection dont l'existence avait été révélée au peuple russe à la suite des mouvements du 26 décembre à Saint-Pétersbourg et du 15 janvier du côté de Kieff. La commission d'enquête nommée par l'Empereur, et chargée d'embrasser l'affaire dans son ensemble, de pénétrer jusqu'aux racines du mal, d'en constater les progrès et l'étendue, investie en outre de l'autorité nécessaire pour assurer le secret de ses opérations, avait fait arrêter comme prévenus ou citer comme témoins un nombre considérable d'individus à Saint-Pétersbourg, à Moscou, dans les provinces, en Pologne, et surtout dans les états-majors de l'armée. Enfin, après cinq mois de recherches, d'interrogatoires, de confrontations et de travaux, continués sans relâche avec un zèle infatigable, elle venait d'accomplir la tâche difficile qui lui avait été confiée. Elle résuma ses travaux dans un rapport volumineux, où les faits expliqués avec une grande netteté d'appréciation s'enchaînaient les uns aux autres sans se confondre, et laissaient une part égale à la justice et à la miséricorde. Évidemment les membres de la commission s'étaient inspirés de l'esprit de clémence émané de la volonté impériale.

Nicolas ne voulant rien livrer à trop de précipitation, voulut examiner lui-même ce rapport, qui ne contenait pas moins de cent trente-sept pages consciencieusement élaborées. Il reconnut deux espèces d'accusations parfaitement distinctes, et deux catégories de coupables, les uns de haute trahison, les autres d'un entraînement sans but déterminé, sans participation active à la révolte; mais,

quoique non compromis au même degré, ils lui parurent cependant devoir être compris dans le même jugement. En conséquence, le Czar institua pour prononcer sur le sort de tous les accusés une haute cour de justice présidée par le conseiller privé prince Lapoukin, et composée d'après les anciens usages des trois premiers corps de l'État, le conseil de l'empire, le sénat dirigeant et le saint synode, en y adjoignant des personnes choisies dans les grades supérieurs de l'armée et de l'administration civile. Le ministre de la justice prince Labanow-Rostowsky fut chargé de remplir auprès de cette haute cour les fonctions inhérentes à la charge de procureur général. « En confiant le sort des accusés à une cour suprême, dit l'Empereur dans un manifeste du 1er juin, Nous n'attendons d'elle, et Nous ne lui demandons qu'une justice impartiale rigoureusement fondée sur la force et sur l'évidence des preuves. »

La haute cour, procédant sans délai au jugement, ne se contenta pas d'examiner le rapport général de la commission d'enquête et les documents qui l'accompagnaient, elle voulut encore recueillir de la bouche même des accusés la confirmation de leurs dépositions, de leurs aveux et de leur repentir. Une commission, tirée de son sein et nommée *ad hoc,* entendit tous les prévenus, qui, à l'exception de quatre seulement, persistèrent dans leurs dépositions premières et y apposèrent leurs signatures. Cinq d'entre eux ajoutèrent à leurs aveux précédents quelques éclaircissements, mais de peu d'importance dans l'espèce de la cause.

Quand la commission eut achevé l'examen des dossiers, elle procéda à la formation des catégories. Il lui restait à définir les principaux genres de crimes, à les considérer sous toutes leurs faces, à les classer en les

graduant, à faire sortir enfin de la combinaison des degrés de culpabilité les principes à suivre pour l'établissement des catégories. Envisagées dans leur ensemble, les diverses parties de ce vaste complot présentaient le caractère d'un seul complot principal convergeant vers le but d'ébranler l'empire, de renverser les lois fondamentales de l'État et de subvertir l'ordre établi. Pour accomplir ces projets, les auteurs du complot se proposaient d'employer trois moyens : le régicide, la révolte générale et l'insurrection militaire.

Dans ces trois moyens, ramenant les divers degrés de culpabilité à trois chefs principaux, la haute cour formula de cette manière la classification des trois genres de crimes :

1° Complot de régicide avec ordre spontané de l'accomplir, ou désignation d'autres individus pour en être les instruments, ou acceptation personnelle d'une désignation semblable, ou bien indication des moyens pour la faire agréer à d'autres complices, etc., etc.

2° Établissement et direction des sociétés secrètes ayant pour but la révolte générale; réunion des moyens de la provoquer ou de fixer le terme où elle éclaterait; rédaction de plans, de règlements, de projets de constitution, de proclamations, de formules de serment, tentatives d'instigation ou de séduction faites sur le soldat, etc., etc., etc.

3° Participation active à l'insurrection militaire accompagnée d'effusion de sang et d'une connaissance complète du but secret du complot; acceptation du titre de chef de l'insurrection, quand bien même elle n'aurait été accompagnée ni d'effusion de sang, ni de participation active, etc., etc., etc.

Ces trois grandes lignes se trouvant ainsi parfaitement

indiquées, la cour suprême les subdivisa en onze catégories basées sur la gravité du délit et sur l'application de la peine.

Après les avoir pesées avec une sérieuse attention, la cour reconnut, à la pluralité des voix, qu'en dehors des attentats dont l'énormité n'admettait pas de classement, le nombre des catégories se trouvait en rapport exact avec les divers degrés de culpabilité. Dès lors elle s'occupa de statuer sur les peines dont les coupables appartenant à chacune de ces catégories étaient passibles. Nous reproduisons dans leur ordre respectif les décisions suivantes, qu'elle devait à cet effet soumettre à la sanction impériale :

1° *Tous les coupables, qui par la nature particulière et l'énormité* de leurs attentats ne sauraient être rangés dans aucune catégorie, sont condamnés à la peine de mort et à être écartelés ;

2° Tous les coupables appartenant à la première catégorie sont condamnés à la peine de mort et à être décapités ;

3° Tous les coupables appartenant à la deuxième catégorie sont condamnés à la peine désignée par nos anciennes lois sous le nom de mort politique, et consistant à poser la tête sur le billot pour être envoyés ensuite aux travaux forcés à perpétuité ;

4° Les coupables appartenant à la troisième catégorie sont condamnés à être dégradés, privés de la noblesse et envoyés aux travaux forcés à perpétuité ;

5° Les coupables appartenant à la quatrième catégorie, ainsi qu'à la cinquième, à la sixième et à la septième, seront dégradés, privés de la noblesse, et envoyés aux travaux forcés pour un temps limité, au bout duquel ils subiront un exil perpétuel en Sibérie ;

6° Les coupables appartenant à la huitième catégorie seront dégradés, privés de la noblesse, et subiront un exil perpétuel en Sibérie;

7° Les criminels appartenant à la neuvième catégorie seront dégradés, privés de la noblesse et déportés à perpétuité en Sibérie;

8° Les coupables appartenant à la dixième catégorie seront dégradés, privés de la noblesse, et inscrits dans les rôles de l'armée comme simples soldats, mais avec faculté d'avancement par leurs services;

9° Les coupables appartenant à la onzième catégorie seront dégradés, et inscrits dans les rôles comme simples soldats avec faculté d'avancement.

Récapitulation faite de ces divers jugements, il résulte que la haute cour, sur cent vingt et un prévenus *mis* en cause, en condamnait cinq placés hors de toute catégorie à la peine de mort et à être écartelés; trente et un composant la première catégorie, à la peine de mort par la décapitation; dix-sept individus formant la deuxième catégorie, à la mort politique et à l'envoi aux travaux forcés à perpétuité; deux individus formant la troisième catégorie, à l'envoi aux travaux forcés à perpétuité; trente-huit individus dont se composent la quatrième, la cinquième, la sixième et la septième catégorie, aux travaux forcés pour un temps limité, et ensuite à l'exil perpétuel en Sibérie; quinze individus placés dans la huitième catégorie, à l'exil à perpétuité en Sibérie avec dégradation préalable et privation de noblesse; trois individus composant la neuvième catégorie, à la déportation en Sibérie à perpétuité avec dégradation et privation de noblesse; un individu, formant à lui seul la dixième catégorie, à servir dans les rangs en qualité de soldat avec dégradation préalable et privation de noblesse, mais

ayant la faculté d'avancement par ses services; enfin, huit individus composant la onzième et dernière catégorie, à servir comme simples soldats, mais sans privation de noblesse et même avec facilité d'avancement.

A l'exception de cinq ou six, tous les condamnés appartenaient à l'ordre de la noblesse ou faisaient partie de l'armée ou des administrations civiles. Dans la catégorie militaire il y avait deux cornettes, douze enseignes, dix-neuf sous-lieutenants, vingt et un lieutenants, vingt capitaines, trois majors, dix lieutenants-colonels, treize colonels et deux généraux-majors; en dehors de l'armée et dans l'ordre civil, il y avait, outre un individu non classé, deux assesseurs et un secrétaire de collége, un chirurgien, un scribe et deux conseillers d'État; enfin, *les castes* nobles avaient fourni à la conspiration trois barons, deux comtes et sept princes.

Un incident intéressant signala la dernière séance de la haute cour au moment où les membres du conseil de l'empire et du sénat dirigeant sanctionnèrent par leurs signatures les arrêts qu'ils venaient de prononcer; les membres du saint synode, refusant de signer, se bornèrent à émettre leurs votes dans les termes suivants :

« Après avoir ouï dans la haute cour la lecture des actes du procès relatifs aux criminels d'État Pestel, Ryleieff et à leurs complices, qui ont tramé le régicide et l'introduction en Russie du régime républicain; après avoir vu leurs forfaits constatés avec la dernière évidence et confirmés par leurs propres aveux, nous reconnaissons que ces criminels d'État méritent les derniers supplices; en conséquence, nous ne nous opposons pas à la sentence qui sera portée contre eux; mais en raison de notre condition sacerdotale, nous ne pouvons revêtir de notre signature ladite sentence. »

L'Empereur, tout en reconnaissant que la sentence portée par la haute cour de justice était conforme à la nature de la cause et au texte des lois existantes, commua les peines prononcées contre les coupables, dans la proportion de leur criminalité et suivant la catégorie dans laquelle ils étaient classés : quant aux cinq individus mis en dehors des catégories, le colonel Pestel, le sous-lieutenant Ryleieff, le lieutenant-colonel Serge Mouravieff Apostol, le sous-lieutenant Bestoujeff-Rumine et le lieutenant Kaovsky, le Czar abandonnait leur sort à la haute cour. Celle-ci, s'inspirant de la clémence dont Nicolas venait de donner l'exemple par la commutation des châtiments prononcés contre les condamnés des onze catégories, décida par un arrêt d'accord avec les rigueurs de la justice humaine et les lois de l'humanité, que les cinq condamnés mis hors des catégories seraient pendus au lieu d'être écartelés [1].

Ainsi fut terminé un procès dont nous avons cru devoir reproduire les pièces les plus importantes, autant par la nature de la cause que par la position des parties intéressées. On peut regretter dans ce procès, le plus grave peut-être que l'on puisse trouver dans l'histoire d'un peuple, puisque ce n'était pas seulement la vie de l'Empereur et de la famille impériale, mais l'existence politique de la Russie, que les insurgés avaient mises en question le 26 décembre, on peut regretter, disons-nous, l'absence des formes judiciaires observées dans les pays constitutionnels, la privation des défenseurs, le secret des débats et des procédures; mais on doit rendre justice entière à la sage lenteur des précautions judiciaires, à la scrupuleuse impartialité des recherches, à la lumineuse indépendance des

[1] Voyez les Documents historiques, n° 3.

jugements basés sur l'évidence des preuves acquises par les propres aveux des accusés.

L'Empereur lui-même, redoutant les excès de zèle des courtisans que le succès avait ralliés à sa cause, toute légitime qu'elle fût, avait voulu mesurer à sa clémence le degré de culpabilité ou le repentir des conjurés; il les avait, ainsi que nous l'avons dit, presque tous interrogés en défenseur plutôt qu'en juge d'instruction, faisant la part de l'initiative et de l'entraînement, de la volonté intelligente qui égare et de l'obéissance passive qui subit fatalement l'empire de la séduction... Plus d'une fois, de ses yeux assombris par l'indignation, il était sorti un rayon qui trahissait comme malgré lui la bienveillance de son cœur généreux; plus d'une fois, reconnaissant des services rendus à ses ancêtres, il avait rayé de sa propre main sur la liste des compromis des noms dont la fidélité traditionnelle semblait exclure toute idée de trahison. Dans une de ces listes, il avait reconnu un nom cher à la Russie, un nom synonyme du courage et de l'honneur, celui de Souvarow; Nicolas avait mandé près de lui le jeune homme qui le portait par adoption. Ce jour-là, les courtisans de la fortune triomphante encombraient les antichambres qui précédaient le cabinet du czar. Passant devant eux, le jeune Souvarow vit s'écarter devant la main qu'il leur offrit ceux qui naguère lui mendiaient le titre de l'amitié. Admis en la présence de l'Empereur, Nicolas lui dit : « S'il est vrai que noblesse oblige, il est impossible que le nom du petit-fils du vainqueur de la Trebbia figure au nombre de celui des traîtres qui ont conspiré contre la Russie... Dans tous les cas, ajouta-t-il, je ne veux pas, pour l'honneur de la Russie, que ce nom soit taché par du sang ou par une dégradation... Allez, jeune homme,

retournez à votre régiment, et rappelez-vous toujours que ce nom ne vous appartient pas uniquement, mais que la gloire en a disposé en faveur de la Russie. » Un instant après, la porte du cabinet de l'Empereur s'était ouverte, et tous les courtisans avaient pu voir la main de l'Empereur dans la main qu'ils venaient de repousser. Le jeune Souvarow, dont le cœur en cinq minutes *venait* de vieillir dans la connaissance du cœur humain, passa fièrement devant ceux qui volontiers auraient imprimé leurs lèvres sur l'empreinte de la main impériale.

Un autre jeune homme, l'héritier d'un nom qui comptait dans le cours du dix-huitième siècle plusieurs ministres et plusieurs feld-maréchaux, se trouvait au nombre des compromis. Cependant il n'avait point pris part à la lutte, mais séduit par les mots sonores *d'indépendance* et de liberté, il s'était laissé entraîner dans les sociétés secrètes par l'un des Mouravieff, son beau-frère. Il avait un cœur d'or, mais une tête de feu; dans le feu de sa tête, l'or de son cœur passant par le creuset des sociétés secrètes, était devenu du plomb qui, sans doute, en cas de succès, n'aurait point fait défaut à la cause de l'insurrection.

L'Empereur voulut l'interroger lui-même : « Est-il possible, lui dit-il, que vous soyez sous le coup d'une peine infamante, vous qui appartenez à la famille des Tchernychef. Oh! non, cela ne peut pas être; dites-moi que votre nom a été mis par erreur sur ces listes, et je le bifferai pour qu'il ne soit pas plus longtemps déshonoré par un odieux contact... Mais vous baissez la tête, vous ne me répondez pas.... Si vous êtes coupable, vous avez raison, car le mensonge est une chose aussi odieuse que la lâcheté... Voyons, mon enfant, reprit l'Empereur après un instant de silence, je veux vous sauver;

dites-moi que vous vous repentez, et je vous pardonne. » A ces mots, Tchernychef s'inclina et dit d'une voix ferme : « Sire, pardonnez-moi si vous croyez que j'ai mal fait; quant à moi, je ne puis me repentir d'avoir agi selon ma conscience... » Dans ce moment, un vieux militaire, commandant du premier corps de cavalerie de réserve et aide de camp de l'Empereur, fut introduit auprès de Nicolas, qui lui dit : « Je vous ai fait appeler pour que vous plaidiez au besoin la cause de votre fils... » Ce vieux militaire était le père de l'accusé, il était pâle et profondément ému; on voyait au tremblement de ses lèvres que le sentiment de la nature livrait dans son cœur une lutte implacable à celui de l'honneur et de la fidélité...

« *Vous* vous trompez, Sire, répondit le vieux soldat avec ce ton respectueux mais ferme que n'a jamais connu un courtisan.... je n'ai plus de fils.... » D'un regard, Nicolas lui montra le jeune Tchernychef, qui, debout, les bras croisés sur sa poitrine, avec une dignité froide mais sans ostentation, attendait l'explosion de la colère paternelle.

« Vous vous trompez, Sire, répliqua le général, cet homme *n'est* pas mon fils!

— Eh bien, dit l'Empereur profondément ému de cette scène saisissante, puisque vous ne voulez pas plaider la cause de ce jeune homme, moins coupable que vous ne le pensez, j'en suis sûr, prononcez-vous même sa sentence... » Le vieux soldat, immobile, debout au port d'armes devant l'Empereur, jeta un long regard sur le fils qu'il reniait. Celui-ci était moins pâle que l'Empereur et que son père.

« Eh bien, général, que décidez-vous? demanda une seconde fois Nicolas.

— Sire, répondit le père avec une sombre énergie, si vraiment votre clémence prend ce misérable sous la protection de Votre Majesté, mettez-le sous bonne garde, autrement je le tuerais... » Ce fut en vain que l'Empereur tendant sa main au jeune homme, pria le père de suivre son exemple. Celui-ci se retira en disant : « Je ne le reverrai jamais! »

Le jour où la justice des hommes devait livrer les coupables à la miséricorde de Dieu, l'Empereur se retirait à Tsarskoé-Sélo pour mettre entre son cœur et l'exécution de la sentence la distance de vingt-cinq kilomètres, et préparer un manifeste qui produisît une immense sensation en Russie, autant par la noblesse des sentiments et l'élévation des pensées, que par les sages conseils empreints à chaque ligne de ce document historique [1].

Une journée après le prononcé de leur sentence avait été accordée aux condamnés à mort pour se recueillir devant l'éternité qui allait commencer pour eux, et pour se préparer à paraître devant Dieu. Tous acceptèrent avec empressement le secours de la religion, offrant à leur repentir l'assurance des joies célestes, alors qu'ils allaient en finir avec les tristesses de la terre. A l'audace du crime, l'espérance en Dieu donna le courage de l'expiation. Pieusement résignés au sacrifice, les malheureux qui avaient joué leur tête dans la journée du 26 décembre étaient prêts à payer au bourreau le prix de la partie perdue contre les droits du trône et les lois existantes de la patrie. Ryleieff, le vigoureux chef de l'association du Nord, reconnut comme acte de justice, d'après ces mêmes lois, l'arrêt qui le condamnait à mourir. « La fougue de mon patriotisme, l'amour de mon

[1] Voyez les Documents historiques, n° 4.

pays m'ont trompé sans doute, disait-il; mais comme aucun but d'intérêt personnel et d'ambition privée n'a guidé mes actions, je mourrai sans crainte. » Ses dernières heures cependant furent attristées par le souvenir d'une jeune femme qu'il aimait, et à laquelle depuis peu de temps il avait uni ses destinées. Il obtint la permission de lui écrire. Dans une lettre touchante, il lui adresse ses adieux suprêmes, il lui demande pardon du chagrin qu'il va semer dans sa vie; il la console par l'espérance d'un rapprochement éternel dans un monde meilleur, où les âmes ne conspirent plus que par amour dans les amours de Dieu; il la supplie de ne pas se livrer au désespoir, d'accepter comme il les accepte lui-même en chrétien les arrêts de la Providence et de la justice de l'Empereur. « Quand je ne serai plus, disait-il en terminant, vous partirez, je le désire, pour Novgorod, votre pays; mais avant, vous recevrez le prêtre qui doit m'assister à l'article de la mort. Il vous fera part de mes dernières volontés, et vous redira mes dernières paroles.... Adieu, ma pauvre amie, pardonnez-moi si à votre amour j'ai cru devoir préférer celui de la Russie. Tout mon malheur vient de là... Adieu; encore la dernière pensée de mon âme, le dernier battement de mon cœur seront pour vous... » Ces lignes étaient à moitié effacées par des larmes. Pestel, l'homme fort de la conspiration, le dictateur du Midi, était également prêt à mourir avec la résignation du chrétien, avec le courage du soldat. Sincèrement convaincu de la sagesse des principes consignés dans son code russe : « Je suis certain, disait-il, qu'un jour la Russie trouvera dans ce livre un refuge contre de violentes commotions. Ma plus grande faute est d'avoir voulu récolter la moisson avant les semailles. » Cependant, ainsi que ses complices, il

acceptait sans murmurer le jugement qui le condamnait à mourir.

Le 25 juillet (6 août), à trois heures du matin, les troupes désignées pour assister à l'exécution des cinq condamnés à mort quittèrent leurs quartiers et traversèrent lentement les rues désertes; le bruit seul de leurs pas troublait le silence de la capitale endormie; un léger brouillard avait jeté un voile de crêpe blanc sur le crépuscule, qui, sous cette latitude boréale et à cette époque de l'année, remplace la nuit; une longue ligne rouge se dessinait à l'horizon; à l'exception de quelques barques qui semblaient glisser comme des ombres sur ses flots, la Néva était silencieuse et déserte aussi. Pour épargner au peuple les émotions d'un sanglant spectacle, les autorités avaient gardé le plus profond secret sur le jour et l'heure de l'exécution. Quelques rares curieux cependant, refoulés bientôt par des patrouilles, regardaient avec inquiétude la construction de cinq potences sur le rempart de la forteresse placée comme une sentinelle par Pierre le Grand sur les bords de la Néva, à l'entrée du vieux Saint-Pétersbourg.

A trois heures et demie, un long roulement de tambours se fit entendre; un instant après, ceux des condamnés auxquels la clémence impériale avait fait grâce de la vie parurent en grand uniforme, et prirent position devant les régiments où chacun d'eux avait servi; à un second roulement de tambours, ils se mirent à genoux pour entendre la lecture de leur jugement. Cette lecture terminée, on leur arracha leurs décorations, leurs épaulettes et leurs uniformes, puis, sur leurs têtes nues, on brisa leurs épées en signe de dégradation. Ensuite, revêtus d'une longue capote grise, ils défilèrent au pas devant le gibet, en regardant d'un

œil désespéré le bûcher dont les flammes dévoraient en ce moment leurs uniformes, les insignes de leurs grades et de leur honneur militaire. Lorsque le bûcher expirant eut jeté ses dernières lueurs, ils furent immédiatement reconduits dans la forteresse.

Cette première partie de l'exécution achevée, les cinq condamnés à mort, Pestel, Ryleieff, Serge Mouravieff Apostol, Bestoujeff-Rumine et Kaovski, couverts de capotes grises dont le capuchon enveloppait leurs têtes, furent amenés sur le rempart. Les traits de leurs visages étaient cachés, mais à la fermeté de leur démarche on devinait le courage de leur cœur. Ils montèrent d'un pas décidé, mais sans ostentation, militairement, un à un, sur la plate-forme et sur les escabeaux rangés de front sous les potences. Suivant l'ordre prescrit par le jugement, Pestel occupait la droite et Kaovski la gauche. Les potences étaient dressées sur un échafaud de bois dont le plancher, fabriqué à la manière anglaise, s'ouvrait, au moyen d'une trappe, sous les pieds des patients.

Il était quatre heures. Le silence anticipé de la tombe régnait autour de ceux qui allaient mourir. On leur permit de s'embrasser, puis on leur passa au cou le nœud fatal; l'exécuteur des hautes œuvres, se retirant aussitôt, fit un signe, et la trappe disparut sous les pieds des condamnés. Dans ce moment un cri de terreur s'éleva sur toute la ligne : tandis que l'expiation s'accomplissait pour Pestel et Kaovski, les cordes, usées ou mal affermies, se brisant ou glissant sur le capuchon des trois autres, ces malheureux, rebelles cette fois à la mort, tombèrent dans le gouffre béant sous leurs pieds. Cet incident imprévu produisit une vive émotion sur des esprits habitués à voir partout des signes providentiels et mystérieux. La justice des hommes, plus implacable

que celle de Dieu, devait-elle imposer une seconde fois à la mort un sacrifice qu'elle semblait refuser? L'Empereur seul pouvait résoudre cette question; et l'Empereur, retiré dans ce moment dans la chapelle de son palais de Tsarskoé-Sélo, priait avec l'Impératrice pour les malheureux que les inexorables rigueurs de la politique avaient soustraits à sa clémence. En son absence, personne n'osa prendre l'initiative et la responsabilité d'un sursis qui aurait abouti sans doute à une commutation de peine. La justice humaine, interrompue quelques instants, reprit son cours. Remontés sur la plate-forme de l'échafaud rétabli, les patients durent assister une seconde fois aux préparatifs de leur supplice. Ryleieff, d'abord étourdi par sa chute, marcha d'un pas ferme vers la potence qui lui était destinée; il ne put cependant retenir cette ironique exclamation: « *Malheureux le pays où l'on ne sait pas même pendre un homme !* » Serge Mouravieff Apostol fit observer que la haute cour ne l'avait point condamné à subir une double mort. « D'ailleurs, ajouta-t-il, si j'ai mérité la mort, le mode d'exécution est illégal, puisque, militaire, je devais être fusillé et non pendu ! » Bestoujeff-Rumine, plus maltraité que ses complices, n'eut pas la force de se soutenir sur ses jambes, on dut le porter sous le gibet. Une seconde fois le nœud fatal se noua autour de leur cou, et au bout de quelques secondes, le roulement des tambours se chargea de prononcer l'oraison funèbre des suppliciés. C'est ainsi que, commencé dans le sang, se termina, sept mois après, le drame du 26 décembre.

Le lendemain une cérémonie funèbre et religieuse eut lieu sur la place du Sénat, où le général Miloradowitsch et plusieurs soldats fidèles avaient fait à leur devoir le sacrifice de leur vie. En présence de toutes les troupes

rangées en bataille et devant l'Empereur à cheval au premier rang, cette place fut purifiée et bénie par la religion ; puis, un instant avant le défilé, Nicolas, par une énergique proclamation, témoigna aux armées russes sa gratitude au nom de toute la Russie :

« Braves soldats, leur dit-il, lorsque, dans les mémorables journées du 26 décembre 1825 et du 15 janvier 1826, votre fidélité a formé autour du trône un rempart inexpugnable, lorsqu'elle a sauvé nos temples de la profanation et délivré la patrie des horreurs de la révolte, je vous ai prévenus que vos rangs avaient le malheur de recéler quelques-uns de ces fauteurs de trouble et d'anarchie. Vous les avez repoussés avec effroi et indignation. La justice a prononcé sur leur sort ; la sentence qu'ils avaient méritée a reçu son exécution, et l'armée est purgée de la contagion qui la menaçait, ainsi que la Russie tout entière.

» Aujourd'hui, avec l'aide du Tout-Puissant, dans le lieu même où sept mois auparavant vous avez versé votre sang et sacrifié votre vie pour la défense de votre souverain, sur cette même place où le vaillant capitaine dont la mémoire est impérissable dans l'armée russe, le comte Miloradowitsch, a succombé sous vos yeux, de solennelles actions de grâces ont été offertes au Seigneur, qui par vous a sauvé l'empire, et des prières lui ont été adressées pour le repos de l'âme de ceux qui sont morts pour leur foi, leur empereur et la patrie.

» Braves soldats russes, en portant ces faits à votre connaissance, je vous témoigne ma reconnaissance et celle de toute la Russie. Conservez à jamais les nobles vertus qui vous ont toujours distingués. Soyez religieux, fidèles, braves et infatigables, et le monde reconnaîtra que Dieu est avec nous ! »

Quelques jours après, les hommes du 26 décembre condamnés aux travaux forcés et à la déportation en Sibérie partirent par petits détachements et sous une escorte militaire pour leur destination. L'Empereur avait donné des ordres pour que tous les moyens de douceur compatibles avec l'esprit de la justice humaine leur fussent accordés. Les anges, que la Providence a *créés* sans doute pour alléger le poids des douleurs humaines, s'étaient interposés entre la clémence du souverain et les rigueurs de l'expiation; ils avaient fait plus encore: ils s'étaient jetés aux genoux de Nicolas pour solliciter, non pas la grâce des condamnés, mais celle de partager les destinées de ceux dont, én des jours plus heureux, ils avaient accepté la fortune, les honneurs et le nom. Ces anges de dévouement et de tendresse étaient les femmes des condamnés. A leur tête se trouvaient les princesses Troubetzkoï, Wolkonsky et madame de Mouravieff. Insensibles aux prières de leurs familles, qui avaient cherché à les dissuader de leur généreux dessein, indifférentes aux joies du monde où elles étaient destinées à briller au premier rang par tous les dons de la fortune, de la naissance, de la jeunesse et de la beauté, envisageant sans effroi la vie nouvelle de souffrances et de privations qui s'offrait à elles, ces nobles femmes avaient sollicité et obtenu comme une faveur la permission de suivre leurs maris dans un exil dont le terme devait se trouver au bord de leur tombe. L'âme de l'Empereur ne pouvait être insensible à ces généreux sacrifices de la piété conjugale; vainement d'abord il avait joint ses prières à celles des familles désolées; il avait fini par approuver une résolution qu'il admirait, disant: « Comme vous je ferais, mesdames, si j'étais à votre place. » Alors il témoigna par différents actes

émanés de son autorité suprême qu'il désirait ne point étendre aux familles la responsabilité de leurs chefs frappés par la loi. Aux unes il offrit des secours, aux autres des espérances, à toutes des consolations.

Madame Ryleieff en apprenant l'exécution de son mari était tombée comme terrassée par un coup de foudre : elle avait espéré qu'au moment suprême une main miséricordieuse aurait arrêté celle du bourreau. Elle s'était fait répéter par un témoin oculaire toutes les phases qui avaient présidé à l'exécution. Les paroles de son époux, disant, en remontant sur l'échafaud, que la haute cour ne l'avait point condamné à mourir deux fois, l'avaient frappée à ce point qu'elle les entendait bourdonner incessamment à son oreille; chaque bruit traversant le silence de ses nuits sans sommeil devenait un sombre écho de cette protestation; sa main alors s'étendant dans les ténèbres comme pour disputer au bourreau une image chérie, se perdait dans le vide, avec les sanglots de son âme désespérée : la pauvre veuve se trouvait sous le coup d'une aliénation mentale, interrompue aux heures d'une raison passagère par une profonde mélancolie. L'Empereur, touché de sa situation, lui avait envoyé à plusieurs reprises un de ses aides de camp pour lui porter des paroles consolatrices et l'assurer de sa protection. Le père du colonel Pestel, réduit à une profonde détresse, avait reçu une gratification impériale de deux cent mille francs, et Nicolas avait doublé ce bienfait en lui accordant pour plusieurs années la rente d'un bien de la couronne dont Alexandre lui avait donné l'usufruit. Enfin, il avait attaché à sa personne, en qualité d'aide de camp, le propre frère du colonel Pestel. Il prouvait ainsi magnifiquement que s'il acceptait la solidarité de l'honneur et de la vertu, il re-

poussait des familles la responsabilité des fautes et la honte du châtiment. En outre, il s'efforça, en comblant de faveurs et de grâces plusieurs autres parents des condamnés, à écarter de leurs personnes toute idée de blâme et de soupçon. Les condamnés eux-mêmes, s'avançant sur la route de la Sibérie, eurent plus d'une fois l'occasion de remarquer que la clémence impériale veillait sur eux et marchait à leurs côtés.

Il restait à prononcer sur le sort d'un grand nombre d'officiers qui, mis hors de cause, avaient cependant paru passibles de peines correctionnelles. Par l'ordre de l'Empereur, la plupart furent changés de régiment; quelques-uns même furent renvoyés aux leurs avec un rang égal à celui qu'ils occupaient avant l'insurrection.

La couronne de Pierre le Grand et de Catherine *la* Grande, raffermie sur le front de Nicolas par la puissance de l'épée jointe à la puissance du droit, avait reçu la sanction du peuple, il lui manquait encore la consécration de Dieu. Le nouveau czar, déjà couronné par les vœux de la Russie, avait attendu pour se faire sacrer par les mains de la religion que les moindres traces de la conspiration fussent effacées. Plus rien désormais ne s'opposant à ce que, suivant l'exemple de ses ancêtres, il reçût l'onction sainte, il décida par un manifeste que cette solennité aurait lieu dans les derniers jours du mois d'août, dans la cathédrale de l'Assomption, à Moscou.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Arrivée d'illustres personnages à Saint-Pétersbourg. — Acte en prévision d'une régence. — Départ de Leurs Majestés pour Moscou. — Entrée solennelle. — Absence du grand-duc Constantin. — Son arrivée à Moscou. — Première entrevue des deux frères depuis leur lutte de désintéressement. — Revue militaire. — Enthousiasme du peuple. — Le duc de Raguse. — Couronnement de l'Empereur. — Série de fêtes. — Trait d'esprit. — Clémence. — Amnistie. — Promotion. — Guerre avec la Perse. — Réformes à l'intérieur. — Sociétés secrètes en Pologne. — Commission d'enquête. — Rapport. — Mise en accusation. — Jugement. — Colonies militaires. — Armements.

Dans ce temps-là, les personnages chargés de représenter la France et l'Angleterre au couronnement de l'empereur Nicolas arrivèrent à Saint-Pétersbourg. C'étaient, d'une part, le maréchal duc de Raguse, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté le roi Charles X, les maréchaux de camp le vicomte de Talon, le comte de Damrémont, le comte de Broglie, le marquis de Castries, colonel des chasseurs à cheval de la garde, le marquis de Podenas, colonel du 6e régiment de dragons; le marquis de Komierowsky, lieutenant-colonel d'état-major, aide de camp du duc de Raguse; le marquis de Guise et le baron de Larue, chefs d'escadrons et aides de camp du maréchal; le comte Alfred de Damas, chef d'escadron d'état-major aux grenadiers à cheval de la garde; le comte de Saint-Léger, capitaine d'état-major, aide de camp du duc de Raguse; les capitaines d'état-major le comte de Caumont-Laforce aux lanciers de la garde, le vicomte de Brézé, le comte de Villefranche, au 6e régiment de hussards; le comte de Durat, aide de camp du général Damrémont; le comte de Croix, lieu-

tenant d'état-major au 2e régiment des carabiniers; le marquis de Vogué, sous-lieutenant d'état-major aux hussards de la garde; les sous-lieutenants le comte de Maillé, aux lanciers de la garde; le comte de Biron, aux dragons de la garde; le vicomte de la Ferronays, au 4e régiment des chasseurs de la garde, l'élite de l'armée et les plus beaux noms de la monarchie française.

C'étaient, de la part de l'Angleterre, le duc de Devonshire, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté Britannique; le vicomte de Morpeth, MM. Townsend, Fane, Dundas et Cavendish.

En attendant son départ pour Moscou, Nicolas signala les derniers jours de sa résidence à Saint-Pétersbourg par diverses mesures d'administration importantes à la prospérité de l'empire, notamment par une diminution considérable dans l'impôt des patentes, par un rapport favorable du ministre des finances sur l'amortissement progressif de la dette publique [1], et par un nouveau règlement de censure dont la direction suprême fut confiée au ministre de l'instruction publique. D'après ce règlement, des commissions de censure devaient être établies à Moscou, à Dorpat et à Wilna. La censure devait porter sur les écrits publics dans l'étendue de l'empire, sur les livres et sur les journaux étrangers; mais la censure des ouvrages publiés sur des matières religieuses revenait de droit aux membres du saint synode.

Un acte plus important aux yeux de l'historien et pour les destinées futures de l'empire, un acte dont la publication, d'après la volonté de Nicolas, ne devait être faite à Moscou qu'à l'époque de son couronnement, mais qui fut rendu le 28 juillet à Saint-Pétersbourg, est le

[1] Voyez les Documents historiques, n° 5.

manifeste qui, d'après l'usage immémorial dans la monarchie russe, règle, dans le cas de mort de l'empereur régnant, l'établissement d'une régence, et dans celui de la mort de l'héritier présomptif, à défaut d'autre enfant mâle, l'ordre de succession au trône. Dans le premier cas, le grand-duc Michel devait prendre, en qualité de régent, les rênes du gouvernement jusqu'à la majorité légale du grand-duc héritier Alexandre Nicolaïevitch; dans le second cas, il devenait empereur par le fait de l'ordre légitime de la succession au trône.

Ce manifeste était sanctionné par la bénédiction de l'Impératrice mère Marie Feodorowna et par le consentement du Césaréwitsch le grand-duc Constantin [1].

Ce fut après avoir signé cet acte qui parait à toutes les éventualités de l'avenir, que l'Empereur et l'Impératrice se mirent en route pour Moscou. Pendant le voyage, que Leurs Majestés Impériales firent en peu de jours, le deuil de l'empereur Alexandre fit place aux témoignages d'allégresse qu'inspirait partout le passage d'un prince dont les premiers actes, marqués au coin de la justice et de la clémence, semblaient continuer le règne heureux qui venait de finir sous la double consécration de la gloire et des bénédictions du peuple russe. Cinquante mille hommes des plus belles troupes des armées russes avaient été réunis dans les murs de l'ancienne capitale des czars pour former un cadre militaire au tableau des fêtes du couronnement. Le grand-duc Michel s'y était rendu lui-même pour présider aux préparatifs de cette solennité et passer les premières revues des troupes impériales.

A cette époque, les blessures de la guerre de 1812 étaient si complétement cicatrisées, que la Moscou nou-

[1] Voyez les Documents historiques, n° 6.

velle était sortie des cendres amoncelées par le com
Rostopchin plus brillante et plus populeuse que l'a
cienne. Le phénix semblait avoir présidé à sa réédific
tion. Le fait est que plus de dix mille maisons étaie
relevées, et que les traces de l'incendie patrioti
avaient disparu sous des constructions dont l'élégance
la richesse paraissaient braver toutes les éventualités
l'avenir. La retraite de Napoléon avait donné un bre
d'immortalité à la capitale antique de la Russie. Te
qu'elle s'offrait alors avec ses innombrables coupoles
ses flèches dorées, avec son Kremlin, fier d'avoir rési
au milieu d'une tempête de feu au premier soldat
monde, avec ses édifices où l'art européen se ma
au goût asiatique, avec sa mosaïque de races divers
la ville sainte de la Russie, la Rome des czars, *plac*
sur la limite des deux premières parties du monde,
montrait digne de l'honneur qu'elle allait recevoir et
sentiment d'orgueil national qu'elle inspire au point
vue du patriotisme aux cœurs de tous les Russes.

De leur côté, les ambassadeurs extraordinaires,
membres du corps diplomatique avec leurs nombreu
suites, les étrangers de distinction, la noblesse et t
les délégués des nations diverses qui forment l'emp
de la Russie, se rendaient à Moscou pour assister au c
ronnement, et rendre ensuite hommage à l'Emper
couronné.

L'entrée solennelle de Leurs Majestés à Moscou fut fi
au 5 août. Dès le matin de ce jour une foule imme
se porta sur la route, où l'on avait construit, ainsi
dans les rues de la ville situées sur le passage du cort
impérial, des échafaudages élégamment décorés. Tou
les maisons depuis la Sastawa jusqu'au Kremlin étai
pavoisées de draperies, de drapeaux, d'étoffes de

et de velours ornées de franges et de glands d'or. A cinq heures de l'après-midi, par un temps magnifique, une salve de soixante et onze coups de canon et le son de toutes les cloches de la ville annoncèrent l'arrivée du cortége impérial à la Sastawa. L'Empereur, s'avançant à cheval entre le grand-duc Michel à sa droite et le prince Charles de Prusse à sa gauche, était accompagné d'une nombreuse escorte de généraux russes et étrangers. L'impératrice Alexandra était dans un carrosse magnifique avec le grand-duc héritier. Partout sur leur passage le peuple faisait éclater les transports de sa joie. La marche de ce cortége, offrant aux regards une riche variété d'uniformes militaires et de costumes de cour, dura deux heures depuis son point de départ jusqu'à son arrivée au *Kremlin*. Le soir une brillante illumination termina cette première journée, prologue des fêtes du couronnement.

Cette solennité, retardée plusieurs fois déjà, remise encore en raison du carême de l'Assomption, que les Russes observent fidèlement suivant les commandements de l'Église grecque, fut enfin définitivement fixée au 3 septembre. En attendant, la famille impériale quitta le Kremlin pour aller habiter jusqu'au jour du couronnement le palais de la comtesse Orloff situé dans un des faubourgs de Moscou, au milieu de jardins délicieux, *comme* un nid d'oiseaux caché sous un bouquet de fleurs. L'Empereur consacra cet intervalle de temps à des réceptions particulières, à des revues, à des exercices et à de grandes manœuvres militaires, ne laissant échapper aucune occasion de témoigner publiquement devant tous au maréchal duc de Raguse ses sympathies particulières pour sa personne, représentant à ses yeux la gloire militaire de l'empire et l'honneur héréditaire de l'illustre maison de Bourbon. Entre tous les souve-

rains régnant alors en Europe, Charles X était celui d
le caractère loyal et la riche nature cadraient le mi
avec les sentiments et les idées de Nicolas. L'Emper
chevalier de la Russie était fait pour comprendre le
chevalier de la France.

Cinquante mille hommes de la garde et de trou
d'élite, deux cents pièces de canon avaient été conv
aux fêtes du couronnement; mais au milieu de cet asse
blage de gloires vivantes et d'illustrations en tout ge
qui se pressaient autour du nouveau monarque, il m
quait un personnage dont nul courtisan sans doute n'o
faire remarquer l'absence. C'était le Césaréwitsch gra
duc Constantin. Mille bruits divers couraient à ce su
L'Empereur, regardant une invitation formelle com
une chose trop délicate, avait-il préféré s'en rapporte
la sagesse de son frère? Celui-ci, en proie à des regr
tardifs, ne se sentait-il pas la force d'assister à une
rémonie dont il aurait pu être le principal héros,
bien encore un point de mésintelligence s'était-il pl
entre les deux frères qui venaient de donner à l'Eur
l'exemple du plus généreux désintéressement? Te
étaient les vagues données sur lesquelles chacun
blissait des conjectures, lorsque le grand-duc Consta
arriva inopinément de Varsovie aux portes du Krem
Que son arrivée fût un acte d'obéissance ou un mou
ment spontané de sa propre volonté, elle combla de
la famille impériale. Nous trouvons une preuve de
satisfaction personnelle de l'Empereur dans le res
qu'il adressa au gouverneur général de Saint-Pétersbo
pour faire publier le programme de la célébration
son couronnement.

« Notre capitale de Moscou, dit-il, a eu le bonh
de recevoir dans ses murs Son Altesse Impériale le

saréwitsch grand-duc Constantin; l'auguste voyageur dont la présence manquait à nos vœux et à la tendresse de la famille impériale, n'était point attendu. »

Un témoin oculaire raconte en ces termes l'entrevue entre les deux frères, dont l'un venait par sa présence sanctionner la générosité d'un sublime sacrifice, dont l'autre avait pu craindre un instant des regrets rendus dangereux par la popularité, qui s'attache toujours au sacrifice. Cette scène eut lieu à la villa Orloff, où l'Empereur s'était arrêté :

« Depuis la mort d'Alexandre, depuis le combat d'abnégation dont cette mort pour eux avait été le signal, Nicolas et Constantin ne s'étaient point vus. Un aide de camp avait annoncé l'arrivée de celui-ci à l'Empereur. A ces mots : Le grand-duc! Nicolas, occupé de sa toilette, ne pense qu'à son frère Michel, et le fait prier de l'attendre un instant; mais l'aide de camp hésite. Interrogé par un regard de l'Empereur, il ajoute avec émotion : « Sire, ce n'est point le grand-duc Michel, c'est le » Césaréwitsch. » Aussitôt l'Empereur jette un cri de joie et s'élance à la rencontre de Constantin, qui, de son côté, s'inclinant devant le Czar, lui saisit la main et la porte respectueusement à ses lèvres; mais Nicolas, profondément ému, l'attire dans ses bras, le presse sur sa poitrine, lui prodigue les plus tendres caresses et les plus doux témoignages de reconnaissance. En ce moment solennel les larmes de ses yeux prouvèrent la sincérité de son cœur. »

Quel moment en effet pour les deux frères! l'un venant couronner son œuvre d'abdication et plier le genou devant un sceptre qu'il avait refusé de porter; l'autre pliant le genou aussi devant la majesté du sacrifice, et couronnant son acceptation par l'hommage de

sa gratitude pour l'abandon d'un titre qu'il n'avait point ambitionné.

Le lendemain 27 août, fête de l'Assomption, suivant le calendrier russe, il y eut une parade que l'Empereur, le grand-duc héritier, le Césaréwitsch et le grand-duc Michel honorèrent de leur présence. Lorsque les trois frères parurent devant le front des troupes réunies au Kremlin, le peuple et l'armée firent retentir les airs des cris trois fois répétés, et chaque fois intimement unis comme le paraissaient à cette heure les trois frères, de Vive l'Empereur! vive Constantin! vive le grand-duc Michel!... Dans ces acclamations unanimes, Constantin dut trouver le prix de l'empire et la récompense de sa vertu....

Au moment où les troupes s'ébranlèrent pour le défilé, le grand-duc, se détachant du groupe impérial, se mit à leur tête pour être le premier à saluer avec son épée celui que son cœur avait salué césar. « Monseigneur, lui dit quelques instants après le duc de Raguse, vous êtes sublime comme la vertu antique.... » Au moment où Constantin passait devant lui, l'Empereur s'était jeté dans ses bras. Enfin, après les jours d'agitation qui précédèrent les grandes solennités, arriva celui du couronnement, auquel la famille impériale s'était préparée par des prières et le sacrement de l'Eucharistie. Suivant l'antique usage, la cérémonie du sacre devait avoir lieu dans l'église de l'Assomption.

Longtemps avant l'heure, cette église, surchargée de peintures et d'images enrichies d'or, d'argent et de pierres précieuses, offrait aux yeux un spectacle dont nulle expression humaine ne saurait rendre la magnificence et la richesse. Au milieu de l'église on avait construit une estrade fort élevée, sur laquelle étaient placés

sous un même dais les trônes de l'Empereur et de l'Impératrice; en avant et obliquant à droite, s'élevait le trône de l'Impératrice mère; plus loin, sur le côté, devait se placer la grande-duchesse Hélène; des tribunes à la gauche du trône avaient été réservées aux membres du corps diplomatique, vis-à-vis des tribunes que les dames des premières classes de la cour devaient occuper sur la droite.

Une salve de cent un coups de canon et le son de toutes les cloches de la ville annoncèrent l'entrée de l'Empereur à la cathédrale. La cérémonie commença aussitôt. Les grands-ducs Constantin et Michel, en qualité d'assistants, se tenaient debout auprès du trône, et le grand-duc Constantin remplissait près de l'Empereur les fonctions d'aide de camp général, dont il portait l'uniforme. Immédiatement après le couronnement et pendant que l'on chantait le *Domine salvum*, les membres de la famille impériale quittèrent leurs places pour aller présenter leurs hommages à l'Empereur. L'Impératrice mère, Marie Feodorowna, s'approcha la première; mais Nicolas la prévenant, se précipita de son trône pour lui baiser la main; alors l'illustre veuve de Paul Ier le serra dans ses bras et le retint pendant plusieurs minutes enlacé sur sa poitrine, le couvrant de caresses et de larmes. Cette effusion de tendresse maternelle dominant encore la puissance souveraine, la piété filiale dépouillant son front de la couronne pour le courber devant la majesté d'une mère et lui rendre les hommages qu'elle s'apprêtait à lui offrir elle-même, produisirent parmi les spectateurs une émotion que notre pensée partage sans pouvoir l'exprimer. Mais une scène plus saisissante encore s'empara bientôt de l'attention générale, et changea l'émotion en enthousiasme.

L'Impératrice venait de se détacher des bras de s
fils, lorsque tout à coup l'on vit le grand-duc Constan
s'approcher majestueusement de son frère et plier
genou, lui l'aîné de la famille, devant le frère cadet
le remplaçait sur le trône, auquel il était appelé l
même par les droits de sa naissance. Nicolas le relev
aussitôt, se jeta à son cou et l'embrassa avec des él
d'une tendresse trop naturellement sentie pour ê
feinte ou étudiée.... Un long tressaillement d'admi
tion circula dans toute l'église, malgré la sainteté
lieux, lorsque l'Impératrice mère, pâle, mais ray
nante de bonheur et de joie, se rapprochant de l'Em
reur, leva ses deux mains pour réunir dans une mê
bénédiction deux fils dont elle avait le droit d'être fi
devant Dieu et devant les hommes.

L'émotion produite par ce spectacle, devant *leq*
s'effaçaient toutes les pompes de la grandeur et de
puissance souveraine, gagna même les hauts dignitai
de l'Église; presque tous les yeux étaient pleins de l
mes; la prière elle-même s'était arrêtée sur toutes
lèvres, comme pour donner un libre cours à cette
ripétie, la plus saisissante de ce drame imposant
solennel.

Le couronnement de l'empereur Nicolas dans l'ég
de l'Assomption, comparé à celui de Charles X dans
cathédrale de Reims, a présenté peut-être un carac
moins grandiose sous le rapport du monument qui
a servi de théâtre, ainsi que sous celui du bon goût
costumes, des décorations, de l'ensemble harmoni
du cérémonial; mais il a été certainement plus rem
quable par la variété d'une perspective où se conf
daient les costumes, les grandeurs, les pompes pi
resques de l'Europe et de l'Asie. D'un autre côté

sacre des czars présente une physionomie qu'on ne saurait voir dans aucune autre cérémonie de ce genre [1].

L'illumination générale de Moscou termina brillamment cette journée mémorable dans les fastes de l'empire russe : elle se renouvela trois jours de suite. Les édifices publics, les églises, les palais, les hôtels, les maisons particulières rivalisèrent de luxe et d'élégance. Au milieu du Kremlin, resplendissant de lumières, s'élevait la tour de Saint-Ywan, illuminée en verres de couleurs variées. Elle portait à son sommet une couronne impériale, dessinée avec des couleurs vertes, et surmontée d'une croix dont les lignes de feux rouges formaient un effet surprenant.

La France militaire, représentée par le maréchal duc de Raguse, n'assista pas seule au couronnement de l'Empereur; la France littéraire y eut aussi un représentant, sinon officiel, du moins poétique, dans la personne de l'auteur de *Louis IX*, alors sur le chemin de l'Académie. M. Ancelot, témoin oculaire des pompes que nous venons de décrire, composa à cette époque et sur ce sujet une ode dont l'hommage agréé par Nicolas, se traduisit pour l'auteur en un poëme de munificence impériale [2].

Le lendemain de son couronnement, l'empereur Nicolas offrit aux représentants de l'Europe le spectacle d'une grande parade militaire.

Lorsque les troupes s'ébranlèrent pour le défilé, le grand-duc Constantin se mit une fois encore à leur tête, pour donner en passant le premier salut à son auguste frère. Le soir même, partant pour Varsovie, ce prince laissa les ambassadeurs, le peuple, l'armée, la cour

[1] Voyez les Documents historiques, n° 7.
[2] Voyez les Documents historiques, n° 8.

elle-même dans l'admiration d'une abnégation et d'un loyauté dans le sacrifice dont l'histoire n'offre pa d'exemple.

Les jours qui suivirent furent marqués par une séri de fêtes publiques et particulières, qui se succédèren pendant plusieurs semaines, sans autre interruption qu celle désignée d'avance dans le programme comm étant nécessaire au repos de ceux dont la présence activ y était indispensable. Comme toutes les choses dont l durée se prolonge, les plaisirs ont aussi leurs fatigues

Des représentations théâtrales, de grands dîners, de bals masqués remarquables par la richesse et la variét des costumes nationaux, des illuminations, tout ce qu l'art et la fantaisie peuvent créer en fait de magnifi cences, semblait s'être provisoirement fixé à Mosco pour rendre hommage au nouveau czar. A ce point d vue même, le maréchal duc de Raguse prouva que l France était digne de la réputation qu'elle s'est justemen acquise en Europe, pour l'élégance et le bon goût d ses fêtes. On se rappelle encore aujourd'hui, et l'on cit comme un modèle du genre, le bal qu'il donna l 17 septembre. Ce soir-là, toutes les dames reçurent leur entrée dans les salons de l'ambassade françai un magnifique bouquet de fleurs naturelles appor dans la journée par un courrier venu de Paris. On a rait dit que ces fleurs venaient d'être cueillies sur leu tiges. « Ma foi, mon cher duc, dit à l'illustre maréchal grand-duc Michel, avec ce charmant esprit d'à-prop qui formait l'un des traits les plus saillants de son ca ractère, il paraît que vous cultivez avec un égal succ les lauriers et les roses.... Ce n'est pas étonnant, ajout t-il, puisque les fleurs sont les filles de la gloire. »

Une fête d'un autre genre procura au grand vene

un égal succès : M. Nariskkine donna le lendemain, sur la place située entre les barrières de Tver et de Presna, une grande chasse aux faucons. Seize fauconniers à cheval et en livrée conforme à la tradition historique, précédés d'un officier de la fauconnerie, et ayant chacun un faucon sur le poing droit, s'avancèrent vers le milieu du champ, et le combat aérien s'engagea à un signal donné par le grand veneur. Une douzaine de faucons furent lancés un à un contre un nombre égal de corbeaux, qui d'abord résistèrent bravement au choc, mais finirent par succomber après une résistance acharnée. Ce spectacle rappela les plus beaux jours de la vénerie du moyen âge. Mais la fête la plus remarquable en incidents curieux fut le festin donné le 28 septembre par l'Empereur dans la vaste plaine de Devitchies Pole.

On avait construit au centre de cette place un pavillon richement décoré pour recevoir l'Empereur et la famille impériale; près de ce pavillon quatre galeries en colonnades avaient été disposées pour les personnes appartenant aux trois premières classes et pour le corps diplomatique; puis, tout autour, des pavillons d'où plusieurs corps de musique mêlaient leurs flots d'harmonie aux flots de vin blanc et de vin rouge qui jaillissaient pour désaltérer l'enthousiasme du peuple; des théâtres forains, un cirque de voltigeurs, trois amphithéâtres pour une ascension d'aérostats; deux cent quarante tables longues de vingt-cinq mètres chacune et couvertes de nappes, de viandes de toute espèce, de vin, de bière, d'hydromel, de pains blancs, de pâtisseries, de fruits et de fleurs distribués avec élégance et profusion, complétaient le programme de cette fête et le menu de ce repas pantagruélique. Une foule immense répandue dès le matin sur cette place circulait autour des tables qu'elle

dévorait du regard sans oser autrement y toucher. Sur les deux heures l'Empereur, précédé d'une voiture dans laquelle se trouvaient les Impératrices, s'y rendit à cheval. Leurs Majestés firent le tour de la place au milieu des plus enthousiastes acclamations, et, chose digne de remarque, les séductions d'un repas impérial où le désir de chacun retenait d'avance une place, disparurent un instant devant le bonheur de pouvoir contempler face à face la personne du souverain.

Lorsque la famille impériale se fut installée dans le pavillon qui lui avait été préparé, l'Empereur fit arborer un drapeau, puis, s'adressant au peuple qui l'entourait, il étendit la main dans la direction des tables et s'écria : « Mes enfants, tout ceci est à vous. » Le peuple, prenant cette allocution au pied de la lettre, se précipita au nombre de deux cent mille hommes sur les richesses dont la libéralité du Czar lui abandonnait la propriété, et en quelques minutes tout fut dévoré, gaspillé, détruit ou enlevé. Ce fut un véritable pillage ; vainement les Cosaques cherchaient à rétablir l'ordre, le peuple répondait : *Tout ceci est à nous,* l'Empereur l'a dit... Les pavillons réservés aux spectateurs, pris d'assaut pour ainsi dire, tombèrent au pouvoir du peuple, qui des lambeaux de tentures et de draperies mises en pièces se faisait une relique ou un trophée conservé précieusement encore aujourd'hui dans chaque maison.

Aux yeux de l'Empereur ces fêtes n'auraient pas été complètes si la miséricorde et la clémence, ces magnifiques attributs de la puissance souveraine, n'avaient eu leur part mesurée largement mais avec sagesse. Aussi, par un oukase signé le jour même de son couronnement et adressé au Sénat dirigeant, Nicolas daigna

adoucir encore le sort des individus compris dans la sentence rendue par la haute cour de justice.

Par un manifeste rendu le même jour, le Czar libéra tous les individus mis en jugement, à l'exception de ceux qui étaient prévenus d'assassinat, de vol, de brigandage et de vénalité; il accorda une amnistie pleine et entière aux déserteurs militaires appartenant aux armées de terre et de mer; il fit remise des sommes dues au fisc pour amendes, déficits, ainsi que des arrérages sur les redevances et les impôts; enfin, il donna les plus grandes facilités pour le remboursement des sommes avancées par le gouvernement aux communautés et aux particuliers. L'Empereur joignit à ces grâces un manifeste où chaque parole témoignait des bonnes intentions dont son cœur était animé.

« En accordant les exemptions, les immunités et les grâces ci-dessus détaillées, dit le manifeste, nous suivons avec plaisir les mouvements de notre cœur. Qu'elles soient le garant de notre constante sollicitude pour nos fidèles sujets. Que la justice et l'impartialité règnent dans les tribunaux, l'ordre et le désintéressement dans les administrations territoriales et municipales, la liberté dans le commerce; que l'industrie redouble d'émulation, l'agriculture d'activité; que la bonne foi soit la garantie des engagements; que l'inviolabilité des propriétés soit respectée, mais que la crainte de Dieu et une éducation solide et patriotique de la jeunesse soient la base de toutes les espérances d'amélioration et le premier devoir de toutes les classes. »

Le même jour, l'Empereur fit de nombreuses promotions où l'on vit figurer en première ligne les noms des généraux en chef comtes Osten-Sacken et de Wittgen-

stein, élevés à la dignité de feld-maréchal, et celle d
l'aide de camp général prince Wolkonski, appelé a
ministère de la cour impériale tout récemment créé pa
un oukase du 22 août. Enfin, pour perpétuer parmi le
soldats le souvenir des victoires remportées par le
illustres guerriers Romanzow, Souvarow, Kutusoff e
Barclay de Tolly, Nicolas donna leurs noms aux régi
ments qui avaient le plus contribué au succès de ce
affaires glorieuses pour les armes de la Russie.

Le comte de Nesselrode et plusieurs grands officier
de la couronne ne furent pas oubliés dans la répartitio
des faveurs impériales, car, malgré ses prédilection
marquées pour les hommes et les choses militaires
prédilection qui sous les derniers temps de son règn
devait devenir exclusive, Nicolas savait alors *recon*
naître et récompenser tous les genres de services.

Tandis que la Russie célébrait ainsi l'avénement d'u
prince qui promettait à l'empire la continuation de
pensée d'Alexandre, des affaires de la nature la plu
sérieuse occupaient le cabinet russe au milieu de
pompes et des joies du couronnement. Les traces d
l'onction sainte étaient à peine effacées sur son fro
lorsque l'Empereur apprit l'invasion de la Géorgie p
une armée persane.

Ce défi jeté à la Russie ne surprit personne, car d
puis quelque temps on soupçonnait la cour de Téhéra
d'exciter à la rébellion les Tscheschenes, belliqueus
peuplades du Caucase que le général Ermoloff ava
battues souvent mais jamais soumises, et contre le
quelles de nouvelles troupes brûlaient du désir de
mesurer, notamment les soldats compromis dans
journée du 26 décembre à Saint-Pétersbourg. Cepen
dant on était loin de supposer que les Persans, tant c

fois vaincus, osassent se lancer dans les hasards d'une nouvelle guerre.

Les premiers renseignements transmis par le général Ermoloff, gouverneur militaire du Caucase, ne permettaient pas de discerner exactement le caractère de cette agression. Pour mieux l'apprécier, il importe de remonter à des circonstances antérieures.

Par le traité de paix conclu le 24 octobre 1813, sous la médiation de l'Angleterre, entre la Russie et la Perse, celle-ci s'était engagée à reconnaître comme base de la pacification la possession des territoires que les parties belligérantes occupaient au moment où les hostilités avaient cessé. Mais pendant plusieurs années le gouvernement russe, absorbé par les affaires de l'Occident, avait négligé de s'occuper de la délimitation en prenant possession de la Géorgie et de l'Iméreth. Elle fit une autre faute; elle laissa aux anciens khanats de Karabagh et Gandscha les droits dont ils jouissaient sous la domination persane, de sorte que ceux-ci, tout en reconnaissant la suzeraineté russe, étaient restés fidèles à leurs lois et à leurs coutumes. L'hommage qu'ils rendaient à Alexandre était un tribut de convention; celui qu'ils conservaient pour le schah de Perse était un dévouement cimenté par d'anciens souvenirs et consacré par la conformité de religion. Il résultait de cet état de choses que les troupes russes réunies sur ces points se trouvaient au sein de la paix exposées à plus de périls que ne leur en auraient fait courir les hasards de la guerre.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, comprenant enfin la nécessité d'accentuer la position par la délimitation des frontières, et ayant peut-être l'intention de les étendre jusqu'à l'Araxe, avait donné l'ordre à ses troupes d'occuper le littoral du lac Goktcha dans le khanat d'Érivan

et offert en échange, d'un autre côté, l'abandon d steppes du Mughansk. Afin de déterminer ces compe sations, des commissaires investis de pleins pouvoi avaient été nommés des deux côtés. Le prince Abba Mirza, second fils du schah Feth-Aly, que la Russie s'éta engagée par l'article 4 du traité de Gulistan à reco naître comme héritier présomptif du trône, semblait prêter de bonne foi à ces transactions pacifiques. Malg les haines provoquées par les hauteurs du général Erm loff, nonobstant les défiances des deux parties sur leu dispositions secrètes, tout faisait espérer un arrang ment à l'amiable, lorsque la mort d'Alexandre et noble débat qui s'éleva entre deux frères de la mais Romanoff au sujet de la succession au trône, vinre jeter la perturbation dans les rapports de la Russie av la Perse. Ici, comme en certaines contrées de l'Europ l'insurrection militaire de Saint-Pétersbourg, les mo vements de Kieff, réveillant des espérances coupabl et des projets odieux, purent faire croire aux politiqu persans que le linceul d'Alexandre, servant d'une pa de drapeau aux fureurs de l'ambition, et d'autre pa aux passions révolutionnaires, fournissait à la Per l'occasion favorable de reprendre au besoin par l armes les provinces que la fortune de la guerre lui av fait perdre. Soutenue de l'influence anglaise, cet pensée punique, qu'on est sûr de rencontrer partout dans tous les temps là où le mensonge s'insurge cont la vérité, l'injustice contre le droit, la révolution cont les gouvernements légitimes, la Perse avait une arm régulière bien exercée, et surtout une excellente art lerie dirigée par des officiers anglais.

Cependant Nicolas, successeur de la politique et d principes d'Alexandre, écartant de sa loyauté tous l

soupçons, et jaloux de rétablir la bonne harmonie entre la Russie et la Perse, avait envoyé dans les premiers jours de janvier au schah Feth-Aly le général-major prince Menschikoff[1] pour lui faire part de son avénement au trône et de son intention de terminer définitivement la question des limites. Nous ne nous arrêterons point sur les détails de cette mission. Nous constaterons seulement, d'après les documents mis sous nos yeux, le caractère de vérité qui ressort de tous les actes russes, auxquels nous devons opposer, conformément aux griefs de la Perse, les empiétements successifs de son puissant voisin, les hauteurs arrogantes du gouverneur général du Caucase à l'égard du sardar d'Érivan, dans ses relations avec le prince Abbas-Mirza, et même dans ses rapports avec la cour de Téhéran. Contrairement aux usages de l'étiquette, il s'était refusé, ainsi que toutes les personnes de sa suite, à revêtir une pelisse sur son uniforme et à quitter ses bottes en entrant dans la salle d'audience. Le prince Menschikoff devait prouver, en imitant vingt-sept ans plus tard à Constantinople les allures blâmées sévèrement à cette époque, que les leçons de l'expérience sont perdues souvent pour l'instruction de l'humanité.

D'accord avec les instructions dont il était muni, le prince Menschikoff, reçu à Tauris avec une grande courtoisie, s'empressa de communiquer les dispositions cordiales de Nicolas, prêt à ajouter à la province qu'il céderait une partie du khanat de Talichah. Mais le mot fameux qui par la suite devait jouer un si grand rôle dans les perturbations européennes, dominait la situation : *il était trop tard.* L'ambassadeur russe put se

[1] Aujourd'hui l'amiral Menschikoff devenu célèbre dans les dernières questions d'Orient.

convaincre, d'après le plan concerté entre le premier ministre du schah et le prince Abbas-Mirza, que la guerre prêchée par les mollahs était une question résolue. Vainement le prince, insistant sur la restitution du littoral du lac Goktcha, opposa aux résistances du premier ministre persan Alaïr-Khan une lettre du prince royal Abbas-Mirza au général Ermoloff, lettre par laquelle il consentait à céder ce littoral en échange du territoire compris entre le Kapan et le Kapahatschag; Alaïr-Khan répondit que le schah n'ayant jamais donné son approbation à cet échange, il devenait inadmissible.

Tandis que dans les mosquées les mollahs prêchaient au peuple la guerre sainte, le prince royal partait pour réunir ses troupes sur les frontières du Karabagh et le schah pour Ardebil.

L'envoyé britannique, qui se trouvait à cette époque à la cour du schah, M. Willock, effrayé des conséquences de ces résolutions belliqueuses, fit une tentative pour renouer les négociations; mais voyant que la cour de Perse était décidée à la guerre, il donna l'ordre aux officiers anglais et aux instructeurs de sa nation chargés d'exercer l'armée persane de ne pas la suivre au delà de Tauris; il déclara en même temps qu'il abandonnerait ce souverain dans le cas où les troupes du schah se rapprocheraient des frontières russes au delà d'Ardebil.

L'attitude du représentant de l'Angleterre faisait encore espérer un rapprochement, lorsque le khan de Talychyne donna le signal de la guerre par le massacre de la garnison russe établie à Arkivan. Dès ce moment, le prince royal et le premier ministre persan ne dissimulèrent plus leurs intentions belliqueuses. Tous deux voulaient la guerre, mais avec des vues bien opposées. Le premier, nature d'élite, âme vaillante et jalouse de la grandeur

de sa patrie, voulait rendre à la Perse le prestige dont elle jouissait sous le schah Nadir, désirait venger son drapeau des nombreuses défaites qu'il avait essuyées dans ses luttes avec les aigles de la Russie; il n'avait d'autre ambition que celle de la gloire. Mais le mobile qui faisait agir Alaïr-Khan était moins noble et moins généreux; il voulait la guerre comme un moyen de satisfaire sa cupidité, en couvrant avec son épée ses nombreuses prévarications; il voulait étancher avec du sang sa soif de l'or. Quoi qu'il en soit, Feth-Ali-Schah arma son peuple et fit envahir par une armée nombreuse et aguerrie les contrées transcaucasiennes.

En recevant au milieu des fêtes de son couronnement les premières nouvelles de l'invasion des troupes persanes au delà de l'Araxe, l'Empereur ne put d'abord se décider à croire que le schah de Perse fût assez mal conseillé pour avoir, au mépris d'une paix sanctionnée par des serments réciproques, osé faire envahir les possessions russes par ses armées, et commencer les hostilités par les horreurs de la guerre et de la révolte qu'elles cherchaient à allumer partout.

Quoique le prince Abbas-Mirza pût se laisser séduire par l'orgueil de commander une armée de soixante mille hommes formés à la tactique européenne, et par l'espérance de reprendre les fertiles provinces enlevées successivement à sa domination, l'issue de la guerre ne pouvait inquiéter sérieusement que la Perse et ses alliés. Aussi l'empereur Nicolas, après avoir tiré l'épée et déclaré qu'il ne la remettrait au fourreau qu'après avoir, d'une part, garanti la sécurité de ses frontières et avoir obtenu, d'un autre côté, le dédommagement de tous les sacrifices qu'il aurait faits pour imposer une paix conforme à la dignité de ses peuples, se contenta-t-il

d'envoyer au général Ermoloff quelques corps de l'armée du Don et des gouvernements voisins du Caucase. Ces ordres donnés, les fêtes du couronnement continuèrent comme au sein d'une paix profonde jusqu'au 12 octobre, époque fixée pour le retour du Czar à Saint-Pétersbourg.

A l'ouverture de la campagne, la contrée transcaucasienne, presque dépourvue de tous les moyens de défense, se trouvait dans une position critique, car le gouvernement russe, plein de confiance dans les intentions pacifiques du schah, et uniquement occupé à diriger ses soins sur les affaires de la Turquie, avait concentré toutes ses forces militaires vers les frontières de la Moldavie, et n'entretenait au delà du Caucase qu'un seul corps d'armée peu nombreux et disposé par petits détachements dans les forteresses du pays. Les peuplades musulmanes tributaires de la Russie, entraînées par les fanatiques prédications des mollahs, étaient prêtes à lever l'étendard de la révolte; la Géorgie s'agitait, la terreur régnait à Tiflis même; les riches inquiets enfouissaient leurs trésors pour les soustraire au pillage des Persans; enfin le peuple, qui avait conservé le sanglant souvenir de l'invasion de Mohammed-Aga, se livrait à toutes les angoisses du désespoir. C'est sous ce concours de circonstances que le général Ermoloff, ne se sentant pas la force de garder le commandement en chef de l'armée, supplia Nicolas de lui adjoindre un homme de confiance; l'Empereur lui envoya l'aide de camp général Paskevitch.

Pendant ce temps Abbas-Mirza, impatient d'en venir aux mains, passa l'Araxe avec une armée de trente-cinq mille hommes, composée de bonne infanterie régulière et d'une artillerie considérable. Après avoir soulevé les khanats de Karabagh, de Chirvan, de Bakou et de Cheka,

il se porta rapidement sur Élisabethpol afin d'y opérer sa jonction avec le sardar d'Érivan, et de manœuvrer ensuite de manière à s'emparer de Tiflis. Sur son passage, dans le khanat de Karabagh, était la forteresse de Choucha, que le prince royal ne pouvait pas laisser sur ses derrières. Il espérait d'autant plus l'emporter sans coup férir, que ses émissaires l'avaient renseigné sur la position de cette place, défendue seulement par six compagnies du 42e des chasseurs à pied et quatre bouches à feu; mais le courage de son commandant, le colonel Réout, décidé à s'ensevelir sous les ruines de la forteresse plutôt que de l'abandonner à l'ennemi, la rendait presque inexpugnable. Abbas-Mirza somma ce brave officier de livrer la place confiée à sa valeur. « Viens la prendre! » répondit Réout; et le prince royal, espérant l'écraser par le nombre, l'attaqua aussitôt avec la plus grande partie de son armée. En même temps il détacha l'autre partie sous les ordres de son fils aîné Mahmed-Mirza pour occuper Élisabethpol; cette place ayant été prise, Mahmed-Mirza opéra sa jonction avec le sardar d'Érivan, et marcha sans perdre de temps sur la rivière du Kour pour envahir la Kakhétie. Mais la forteresse de Choucha continuait à résister avec l'énergie du désespoir à toutes les attaques de l'ennemi. Ni les fatigues de la garnison combattant nuit et jour sur les remparts, ni le manque de vivres et de munitions, ne purent ébranler le courage du colonel Réout. Cette héroïque résistance, retenant pendant plus de six semaines le principal corps de l'armée persane sous les murs de la place, donna le temps à quelques bataillons de ligne des frontières du Caucase de rejoindre le général en chef à Tiflis.

Le gouverneur général Ermoloff ayant réuni ses troupes disponibles, les dirigea sur les points occupés par

l'ennemi en plusieurs divisions. La première, sous l
commandement du lieutenant général de cavalerie princ
Madatoff, se trouva le 14 septembre en face de l'avan
garde des Persans retranchés sur la rive droite de l
rivière de Chamhora au nombre de 10,000 hommes
dont 2,000 d'infanterie régulière, 7 à 8,000 cavaliers
4 bouches à feu et 20 falconets montés sur des cha
meaux. Ces troupes étaient commandées par Mahmed
Mirza et le sardar Amir-Khan; elles se mirent aussitô
en bataille et ouvrirent un feu assez vif d'artillerie; mai
quelques pièces de canon mises en batterie par le
Russes ne tardèrent pas à l'éteindre. Alors les cavalier
persans se débandèrent, et l'infanterie, vigoureusemen
chargée par la cavalerie russe, opéra sa retraite ave
une grande perte.

Après cette affaire, qui coûta aux Persans deux khans
2,000 hommes restés sur le champ de bataille, un
pièce d'artillerie et onze falconets, le prince Madatoff s
porta sur la ville d'Elisabethpol, qu'il occupa san
résistance. Ces premiers avantages obtenus, le gouver
neur Ermoloff ordonna à l'aide de camp général Pask
vitch, qui se trouvait à la tête d'une autre division, d
se joindre au général prince Madatoff. Ce mouvemen
fut opéré dans la nuit du 21 aux environs d'Elisabethpo
Abbas-Mirza, informé de cette manœuvre, se hâta d
lever le siége de Choucha, passa le Terter et s'avanç
sur ce point dans le dessein de livrer bataille et de rel
ver par un coup décisif le moral de ses troupes, décou
ragées par l'échec du 14.

Les deux armées se rencontrèrent à huit kilomètre
environ d'Elisabethpol, sur les bords de la petite rivièr
de Djéham. Abbas-Mirza voyant devant lui une poigné
d'hommes comparativement aux forces dont il disposait

ne douta pas un instant que la victoire ne se rangeât cette fois encore du côté des gros bataillons. En effet, le général Paskevitch n'avait pu mettre en ligne que 6,000 hommes d'infanterie, 3,000 cavaliers et quelques pièces de canon, tandis que le prince royal comptait sous ses drapeaux 24,000 fantassins réguliers, 8,000 hommes de troupes diverses, 12,000 cavaliers et une nombreuse artillerie.

Les Persans attaquèrent les premiers avec assez de résolution, mais l'action fut de courte durée : les carrés d'infanterie persane, foudroyés par le feu de l'artillerie russe, furent mis en déroute. La victoire de Paskevitch fut complète; 1,120 prisonniers, 2 khans, 3 drapeaux, 3 bouches à feu, 1 falconet et 80 caissons, tombèrent en son pouvoir. Ainsi battus, dispersés et mis en fuite, les Persans se hâtèrent de repasser l'Araxe.

Le schah de Perse se trouvait à Amar, petite ville de l'Adzerbaïdjan, lorsqu'il apprit de son fils lui-même les échecs successifs que venaient d'éprouver ses armes. A cette nouvelle, le monarque, qui avait toujours incliné pour la paix, adressa de violents reproches à son fils, et le menaça de lui faire crever les yeux et de le déclarer déchu de ses droits à la couronne; mais cédant bientôt à ses prières, et se ralliant à l'espérance que le prince conservait de rétablir ses affaires, il consentit à lui fournir de nouvelles troupes. Sur ces entrefaites, le but que s'étaient proposé les armées russes se trouvait atteint; le général Paskevitch jugeant inutile de poursuivre l'ennemi dans un pays dévasté et par une saison défavorable aux mouvements militaires, reprit ses anciennes positions sur la rivière de Tcherakene.

Ce fut la dernière phase importante de cette campagne, à la fin de laquelle Abbas-Mirza, vaincu mais non décou-

ragé, campait avec une nouvelle armée à cinq kilomè
du pont Khoudapesin, à deux portées du canon ru
On voit, d'après le caractère de cette guerre, que
parties belligérantes avaient également envie de la
miner, et l'on peut croire que l'Angleterre usait
toute son influence pour obtenir ce résultat d'acc
avec ses intérêts.

En effet, elle ne pouvait favoriser la puissance ru
dans ses projets d'agrandissement aux dépens de
Perse, avec laquelle elle était liée par un traité qui d
moment à l'autre pouvait l'entraîner dans une gue
contraire à sa politique. Par ce traité, signé le 25
vembre à Téhéran, la Grande-Bretagne garantissait à
Perse, en cas d'invasion par la Russie, non-seulem
un secours de troupes, mais encore un subside
200,000 livres sterling par an et pendant toute la du
de la guerre.

L'empereur Nicolas, au milieu des graves intér
dont son gouvernement était occupé à l'extérieur,
négligeait rien de ce qui pouvait améliorer la condit
des peuples, favoriser les progrès de la civilisation
fertiliser les desseins généreux que lui avait légués
frère Alexandre. Tous ses actes sont marqués au coin
la justice, de la sagesse et de la raison. Désireux d'
lever aux lois, aux mœurs, aux usages, tout ce
pouvait rappeler l'ancienne barbarie, il tranchait, p
ainsi dire, dans les chairs vives de la Russie pour a
ver à la source du mal et cicatriser les plaies mora
inhérentes à la nature humaine. Rien n'échappait à s
regard embrassant dans un même rayon les rouages
plus opposés de la machine gouvernementale... et t
était son intelligence qu'il apercevait au premier co
d'œil la manière dont ils fonctionnaient.

Alors, fidèle instrument de sa volonté, sa main appliquait instantanément la réforme à l'abus, le remède au mal. Il considérait la justice comme la sauvegarde de la sécurité des peuples, mais il la voulait purement défensive et dégagée dans ses arrêts des rigueurs inutiles qui fatiguent la main des bourreaux avant de lasser la résistance du patient. Un oukase rendu le 5 mars 1827 prouve le respect que ce jeune monarque avait pour l'humanité. Il existait dans certaines parties de son empire, surtout chez les Cosaques du Don, un supplice qui consistait à attacher le pied du condamné à un bloc de pierre ou de bois inébranlable. Souvent les individus soumis à cette torture subissaient la mort dans des souffrances plus ou moins prolongées, suivant le caprice du juge qui l'ordonnait. Nicolas ne se contenta pas d'abolir cet odieux moyen de châtiment corporel, il ordonna que les instruments qui avaient servi à ce genre de supplice fussent détruits dans tous les districts de son empire.

Mais tout en faisant des réformes et des innovations salutaires sous l'inspiration du Czar, le gouvernement russe apportait une excessive sévérité dans le système général de sa police, surtout à l'endroit des sociétés secrètes.... La lumière qui se faisait chaque jour dans l'esprit des commissions chargées de les étudier prouvait que les ramifications de la conspiration du 14-26 décembre avaient eu beaucoup plus d'importance encore qu'on ne l'avait supposé d'abord.

La commission d'enquête créée en 1826 pour faire des recherches sur les sociétés secrètes formées en Pologne, termina son travail dans les derniers jours de l'année; elle adressa son rapport au grand-duc Constantin, le 3 janvier 1827.

Rien de plus curieux et de plus dramatique que ce

travail souterrain de la pensée d'une nation héroï rêvant son indépendance dans sa nationalité.

Nous esquisserons à grands traits les parties pr cipales de ce document remarquable.

Une société secrète, sous le titre de *Purs Polonais*, forma vers la fin de 1824 dans le but de répandre l' prit national. Les membres reçus, sous la condition d' secret inviolable, s'engageaient à faire des prosélyt Ils portaient pour signe extérieur de reconnaissance anneaux aux couleurs nationales avec un certain nom de points rappelant le nombre des lois organiques de société. Cette société, qui ne compta jamais plus douze membres, fit peu de prosélytes et s'est dissoute bout d'une année, sans laisser d'autres traces de existence que l'esprit de trouble qu'elle avait réveillé.

Bientôt après quelques esprits s'échauffèrent de no veau à la suite d'une déclaration incidente de feu général de cavalerie Dombrowsky à un de ses ancie subordonnés, dans laquelle on exprimait le regret de que la nation polonaise avait retiré pour elle-même peu de fruits de son dévouement, que l'existence peuple partagé semblait moins assurée. Il ajoutait q était à désirer que le courage des Polonais et la confia dans leurs propres forces fussent réveillés, afin qu pussent, sans égard pour les divers gouvernements a quels ils appartenaient alors, agir en réunissant le forces pour se concentrer en un seul royaume et se s mettre à un roi élu par la nation.

Ces opinions produisirent une impression consi rable; plusieurs illustres citoyens s'y rallièrent; el furent communiquées à des époques différentes au pri Antoine Jablonowski, ainsi qu'aux lieutenants-colon Krzyzanowski et Pradzynski, et à plusieurs autres p

sonnes, sans qu'il en résultât encore la formation d'une société pour atteindre le but proposé, en admettant d'ailleurs qu'elles aient jeté des racines et donné lieu plus tard aux associations secrètes en Pologne.

Cependant on soupçonna qu'au mépris de l'ordonnance qui fermait les loges des francs-maçons, il existait de secrètes réunions, et l'enquête qui fut ordonnée mit en évidence l'existence d'une association sous le nom de franc-maçonnerie nationale, avec des règlements conformes à ceux des loges maçonniques. On découvrit que le schisme qui avait éclaté dans la franc-maçonnerie avait fait regretter qu'il n'y eût pas dans l'armée polonaise comme ailleurs des loges de campagne. Le major Lukasinski du 4e régiment d'infanterie, qui méditait déjà le plan d'une association plus sérieuse, profita de la fondation de cette franc-maçonnerie nationale, et reçut la dignité de grand maître. Sans exclure d'autres personnes, on recherchait de préférence des employés et des officiers : le but de l'association était de se soutenir mutuellement en toute circonstance, de travailler à la conservation de la nationalité et du souvenir des faits glorieux pour le peuple polonais. On prit en conséquence pour devise les noms fameux de Boleslas, Chrobry, Batory, Zamoski, Poniatowski, etc., etc. L'association compta bientôt un nombre considérable de membres. Mais des dissensions intestines s'y manifestèrent, des doutes s'élevèrent sur la franchise du major Lukasinski son grand maître, et ces méfiances amenèrent rapidement sa dissolution.

Cependant le chapitre ou comité secret de la société, inconnu aux autres membres, survivait à la dissolution, et suivait le but politique de son fondateur. C'est par ses soins que se forma une nouvelle association, qui se

mit bientôt en relation avec une société maçonnique
Posen. Un des membres de cette dernière société,
général Uminski, se présente, et expose à la nouve
association que les francs-maçons de Posen ont chan
de but; qu'ils s'occupent activement à rétablir l'in
pendance de la Pologne, et qu'ils réclament la coopé
tion de leurs frères de Varsovie. Cette ouverture
écoutée favorablement; la majorité accède à l'union p
jetée, et pour sceller solennellement ce pacte d'allianc
un rendez-vous est assigné à Potok, situé à un quart
mille de Posen.

Arrivés au lieu du rendez-vous, les conjurés, au
quels plusieurs citoyens distingués par leur position
leur fortune s'étaient réunis, se rangèrent en cer
dans un endroit écarté. Au même instant, *Uminsl*
coiffé d'un bonnet brodé, paraît monté sur un chev
blanc, et prenant la parole il représente avec une él
quence énergique la dispersion des Polonais placés so
plusieurs gouvernements et privés ainsi de la patrie;
insiste sur la nécessité de travailler sans relâche à réu
ces peuples épars en un seul tout, moyen unique d'
river à l'indépendance du pays. Uminski, écouté avec
silence solennel, propose cette formule de serment d
adoptée dans la société de Posen :

« Je jure en présence de Dieu et de la patrie, et j'
gage ma parole d'honneur que j'emploierai tous n
efforts pour rétablir mon malheureux et bien-aimé pa
Je jure de sacrifier pour sa liberté et son indépendan
non-seulement ma fortune, mais ma vie même. Je ju
que je ne trahirai jamais ni ne révélerai à personne
secrets qui m'ont été ou qui me seront confiés; en
que je n'aurai rien de plus à cœur que les intérêts
la société. Je voue l'obéissance la plus entière à cel

de ses lois qui existent déjà et à celles qui pourraient être rendues par la suite. Sans aucun égard à quelque circonstance que ce soit, je n'épargnerai le sang d'aucun traître ni même de tout autre individu qui agirait contre le bien de ma patrie. Si je venais à être trahi ou découvert, j'aimerais mieux perdre la vie que de faire connaître les secrets et les membres de la société. Je promets également de n'avoir sur moi aucuns papiers qui la concernent, moins encore des listes contenant les noms de ses membres, à moins que mes supérieurs ne m'en aient chargé.

» Si je venais à violer ces saints engagements contractés en présence de l'Être suprême, puisse la mort la plus affreuse être la peine de mon crime! puisse mon nom être transmis de bouche en bouche à la postérité et mon corps abandonné aux bêtes féroces! Que telle soit la récompense de mon infamie, afin que mon exemple effraye ceux qui voudraient marcher sur mes traces. Je prends Dieu à témoin! Et vous, mânes de Kolkiewski, de Ksarniski, de Poniatowski et de Kosciuzko, fortifiez-moi de votre esprit, afin que je persévère dans ma résolution. »

Ce serment ayant été admis, Uminski d'abord, et tous les membres ensuite le prêtèrent avec enthousiasme. Le même soir une réunion eut lieu chez Kosachowski, l'un des associés, et l'on arrêta la formation d'un comité central à Varsovie. La société mère dut être composée de communes, qui chacune nommerait dix députés au comité. Plusieurs communes devaient former un arrondissement, et plusieurs arrondissements une province. La société devait embrasser tous les pays de langue polonaise, et l'on divisa la Pologne en six provinces. Telle était, d'après le rapport de la commission d'enquête,

l'association destinée à rétablir l'ancien royaume de Pologne. Uminski proposa de nommer ses membres *porteurs de faux*, pour faire allusion sans doute aux faucheurs qui, en 1794, avaient combattu avec un grand courage; mais la dénomination de *Société patriotique nationale* prévalut. On discuta ensuite les lois fondamentales nécessaires au gouvernement de la société. Quelques membres se prononcèrent pour la forme représentative, d'autres pour la forme monarchique. Le chef que ceux-ci avaient en vue était le général Kneiazicvicz; mais on ajourna toute détermination à cet égard.

D'abord les divers membres chargés de commissions dans les provinces s'acquittèrent avec zèle de leurs fonctions; mais les agents supérieurs du comité se cachant dans l'ombre, il en résulta des méfiances, et l'ardeur des sociétés fut sensiblement refroidie. Néanmoins elle se ranimait de temps en temps, et l'on paraissait songer à risquer un coup décisif.

A la même époque, une quatrième association, également secrète, fut fondée sous le titre de *Templiers* par un capitaine de uhlans nommé François Masewski. Cet officier, autrefois prisonnier en Écosse, avait été reçu dans la loge des templiers de ce pays, et il s'occupa, dès son retour dans sa patrie, à y établir une société à l'instar de celle où il avait été admis.

Le but avoué de l'association était la bienfaisance, la morale, la vertu; mais chaque récipiendaire jurait d'observer fidèlement les statuts de la société, de garder ses secrets, de se tenir prêt à sacrifier pour la patrie sa fortune, son sang et sa vie.

La forme des réceptions fut empreinte d'une couleur antique afin d'agir avec passion sur les imaginations; bientôt le nombre des affiliés devint incalculable, et les

assemblées se multiplièrent. Il fut question de fondre la société des templiers dans la société patriotique. Mais d'un côté, Masewski, fondateur de la première, s'y opposait par la crainte de perdre de son importance; de l'autre, le prince Jablonowski, l'un des membres les plus considérables de la société patriotique, faisait observer que la société des templiers avait des buts plus généreux que la société patriotique. On ne put s'entendre sur ce point. Des arrestations faites à Varsovie avaient frappé de stupeur les deux sociétés, qui pouvaient être compromises dans la personne de quelques chefs. Les réunions furent suspendues; elles étaient même sur le point de se dissoudre, lorsque la fermeté des détenus, refusant tous de faire la moindre révélation, vint leur rendre courage. La société patriotique reprit ses réunions, auxquelles assistaient assidûment le lieutenant général Krzynanowski, le prince Antoine Jablonowski, le référendaire Grzymala, le secrétaire André Plichta et le comte Stanislas Soltyk, vieillard de quatre-vingts ans, sénateur illustre par son nom et par sa position sociale. On regarda ce dernier comme le chef moral de la société patriotique.

On remarquait du mécontentement parmi les officiers qui se trouvaient de service en Volhynie et à Kiow. L'opinion hautement avouée de ces officiers était que l'ordre de choses actuel ne pouvait pas durer; on parlait même d'une conspiration secrète en Russie, dont le but avoué était un changement dans la forme du gouvernement russe. Le grand conseil de la société patriotique polonaise résolut de communiquer avec elle; la négociation fut facile. Le mécontentement russe avait trop d'intérêt à accepter le concours de l'élément polonais pour refuser les ouvertures qui lui étaient faites.

Ce fut alors que Bestoujeff, Pestel et Mouravieff fire leur première entrée sur la scène polonaise. Mouravie faisant bon marché de sa cocarde, déclara que la hai nationale qui depuis les temps de la barbarie existe ent les Polonais et les Russes devait enfin cesser, la cau de tous les peuples étant la même. « Sous ce rappo ajouta-t-il, la société russe offre à l'État polonais so ancienne indépendance, et elle est prête à employ tous les moyens en son pouvoir pour extirper à jama les racines de cette haine nationale. » Il fut ensui question de la forme du gouvernement qui devrait êt adoptée : les conjurés russes opinaient pour le systèn républicain, mais les Polonais n'avaient pas d'idé arrêtées sur ce point. Aussi les premières conférenc qui eurent lieu à ce sujet ne produisirent-elles auc résultat. Une entrevue avait eu lieu au commenceme de l'année 1825 entre le colonel Pestel, au nom d sociétés russes, et le prince Jablonowski, comme l'u des chefs du grand conseil de la société polonaise. Su vant le rapport du conseil d'enquête, le colonel Pest débuta par un tableau brillant de l'immense pouvoir la société russe; il déclara que non-seulement tout pays, mais même l'armée, voulait secouer le joug despotisme, et qu'on était assuré de la coopération toutes les provinces habitées par des Russes nationau que la société désirait connaître également l'esprit d contrées récemment annexées à la Russie; que les pr vinces allemandes paraissaient désirer de rester unies l'empire, mais qu'il était nécessaire encore qu'elle f instruite des vues des Polonais, qui jadis formaient u nation distincte : « Il n'y a point de milieu, poursui Pestel, il faut que vous soyez avec nous ou contre nou réfléchissez-y bien, nous pouvons conquérir notre

berté sans votre secours, mais vous ne pouvez sans le nôtre recouvrer votre indépendance. Si vous laissez échapper l'occasion qui vous est offerte, vous devrez renoncer pour toujours à l'espérance de redevenir une nation existant par ses propres forces et de sa propre vie. Nous vous sommons donc de nous dire avec franchise la forme de gouvernement que vous vous proposez d'adopter. »

Le prince Jablonowski répondit : « L'unique but de la société patriotique est de recouvrer l'indépendance de la Pologne et les limites qu'elle possédait avant le second partage; en conséquence, nous vous sommons à notre tour, et avant toutes choses, de nous faire connaître les intentions de la société russe à cet égard. » Pestel répliqua que cet objet n'éprouverait aucune difficulté, et qu'on laisserait aux Polonais le choix de la nation avec laquelle ils désireraient rester unis.

Le prince Jablonowski fit observer que la société patriotique n'avait encore rien arrêté touchant la forme de gouvernement qu'elle pourrait ultérieurement adopter; quant à son opinion personnelle, il pensait qu'un gouvernement constitutionnel monarchique était celui qui convenait le mieux au tempérament et aux intérêts du pays. Pestel se mit alors à faire l'énumération des avantages d'un gouvernement républicain organisé sur le modèle de celui des États-Unis d'Amérique. Le prince Jablonowski l'interrompit aussitôt, disant que cette discussion était étrangère au but de la conférence, et il ajouta : « La société polonaise, bien persuadée de l'efficacité dont peut être pour elle l'accession de la société russe, promet volontiers sa coopération, mais à la condition expresse que la société russe ne cherchera point à s'immiscer dans les affaires du gouvernement de la

Pologne, attendu que si on avait l'intention de la gouverner, la Pologne aimerait mieux demeurer soumise au maître commun des deux nations. »

Pestel demanda que la société polonaise n'entreprît rien jusqu'à ce que la société russe eût commencé la révolution qu'elle préparait, et l'en eût prévenue. A cela, Jablonowski répondit que la société patriotique ne voyant pas la possibilité d'arriver en si peu de temps à son but, s'était contentée d'en préparer provisoirement les moyens en entretenant l'esprit national dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, afin d'être en mesure de profiter de toutes les occasions favorables qui pourraient se présenter; que l'occasion fournie par la révolution en Russie pouvant hâter le recouvrement de l'indépendance polonaise, l'intérêt de la société patriotique était la meilleure garantie de la sincérité de sa coopération. Enfin, on arrêta d'un commun accord que les Polonais ne recevraient point de Russes dans leur société, et que les Russes en agiraient de même à l'égard des Polonais.

Quant à ce qui avait été décidé sur la conduite à tenir envers le grand-duc Constantin, il résultait d'après les dépositions du colonel Pestel, que les Polonais avaient promis d'agir de la même manière que les Russes auraient agi envers les autres membres de la famille impériale; mais le prince Jablonowski a complétement démenti ce fait : la seule chose qu'on avait exigée des Polonais, c'est qu'ils ne profitassent point des promesses que pourrait leur faire le grand-duc Constantin au moment de la révolution.

La partie principale du rapport de la commission d'enquête est celle qui a trait aux liaisons que la société patriotique et celle des templiers avaient eues avec les membres de la société russe, et à la participation qu'elles

auraient pu prendre aux projets de révolution médités en Russie; mais il n'était résulté des recherches faites, ou des interrogatoires subis, aucune preuve que la proposition de faire périr ou de livrer le grand-duc Constantin eût été acceptée, délibérée ou même faite dans ces conciliabules, qui n'ont eu aucun résultat, aucune influence sur les mouvements séditieux qui ont éclaté en Russie.

Le comité d'enquête, en terminant le tableau de l'origine et des tendances des sociétés secrètes en Pologne, ainsi que des moyens dont elles avaient fait usage pour atteindre le but qu'elles s'étaient primitivement proposé, ou celui que la perversité de quelques-uns de leurs membres était parvenue à lui substituer dans la suite, avait classé les individus compromis dans des catégories *séparées* qui contiennent des griefs articulés à *leur charge*, et comprenant :

La première, les membres de la société patriotique ou de celle des templiers qui ont été employés aux communications avec la société russe, avec connaissance ou non du but de la société;

La deuxième, les membres de la société patriotique ou de celle des templiers qui ont eu connaissance de ces communications, soit qu'ils aient su ou non le but de cette société;

La troisième, les membres des sociétés mentionnées qui, reçus à quelque époque que ce soit ou même sans avoir été formellement reçus, ont agi depuis la publication de la dissolution des sociétés secrètes, comme s'ils étaient membres de ces sociétés;

La quatrième, ceux qui, reçus depuis cette publication, n'ont pas agi comme membres des sociétés mentionnées;

La cinquième, les membres de la société des tem-

pliers reçus avant la publication qui, à la date de ce
époque, n'y ont pris aucune part;

La sixième, ceux qui ont été reçus dans la soci
des vrais Polonais ou patriotique avant la publication
la défense des sociétés secrètes, et qui depuis ce
époque n'y ont pris aucune part;

La septième, ceux qui se trouvent mentionnés d'u
manière indéterminée, comme ayant appartenu a
mêmes sociétés secrètes sans désignation de l'époque
leur réception, et à l'égard desquels personne n'a fou
de preuves.

Ce rapport, signé par tous les membres de la co
mission [1], fut porté à Saint-Pétersbourg par le Césa
witsch, qui y demeura une quinzaine de jours sa
prendre aucune part aux plaisirs du carnaval. Le reto
de ce prince à Varsovie, à la fin du mois de mars, je
les esprits dans une grande perplexité. Cette inquiétu
dura jusqu'au premier mai, époque à laquelle toutes l
incertitudes furent levées par le manifeste impérial po
tant convocation du tribunal de la diète, et l'ordre
cette haute cour de procéder au jugement des individ
prévenus de complot contre la sûreté de l'État. C'étai
Séverin Krzyzanowski, le comte Stanislas Soltyk, Franç
Masewski, l'abbé Dembek, Stanislas Zablocky, Alb
Grzymala, André Plichta, Roman et comte Zaluski.

Cette mise en accusation perdait singulièrement
son importance, si l'on considère le fait saillant q
jaillit des documents recueillis avec un soin minutie

[1] Stanislas, comte Zamoyski, président du sénat; Nowossilzoff, co
seiller privé; Stanislas, comte Grabowski, sénateur palatin; Franç
Grabowski, sénateur palatin; Hauke, conseiller d'État; comte Kourou
lieutenant général; Rautenstrauch, général de division; baron de Mohr
heim, conseiller d'État; Kriwoski, général-major; Kolzakof, capitai
commodore.

par la commission d'enquête. En effet, il était évident que le but unique des sociétés secrètes répandues en Pologne, était d'entretenir dans les différentes parties qui la composaient autrefois, l'amour de la commune, le respect du clocher et la conservation du sentiment national dans leur pureté primitive. Pour ne pas avoir à revenir sur ce procès, nous dirons que, d'après le jugement rendu au mois de mai 1828, l'accusation de haute trahison ayant été écartée, la plupart des accusés furent absous, et les autres condamnés simplement à quelques mois de détention.

Le prince Jablonowski, qui semblait devoir figurer au premier plan, n'avait pas même été mis en cause.

L'empereur Nicolas, suivant l'exemple de son prédécesseur, passa à cette époque la revue de plusieurs corps de son armée. L'établissement des colonies militaires attira particulièrement son attention. On savait depuis quelque temps que le Czar avait l'intention de modifier cette institution, de manière à diminuer les dépenses qu'elle occasionnait à l'empire et les craintes qu'elle inspirait à l'Europe. Par un premier oukase, l'Empereur décida qu'il serait donné des chefs particuliers à chacun des corps séparés et colonisés dans les gouvernements de Novgorod, de Cherson, d'Ekatherinoslaw, de Charkow et de Mohiloff. L'état-major de ces colonies devait en outre être incorporé à l'état-major de Sa Majesté, et mis sous le commandement du général baron Diebitsch, chef de l'état-major général. Par un second oukase, Nicolas confirma les statuts de ces colonies, dont voici les dispositions :

1° Tous les régiments des troupes colonisées seront dispensés une fois pour toutes du service de la ligne, et réservés uniquement aux occupations d'économie rurale;

2° Ils auront un costume uniforme et convenable pour leurs fonctions ;

3° On allégera pour eux la charge des logements militaires ; au lieu de deux hommes, ils n'en auront plus qu'un à loger ;

4° Leurs enfants, formés jusqu'à leur adolescence au service dans les bataillons d'enseignement et les divisions qui se trouvaient jusqu'à présent à l'état-major de chaque régiment, retournent dans leurs familles, et peuvent dans leurs moments de loisir vaquer aux occupations domestiques ;

5° On fixe pour les simples soldats, dans les bataillons et escadrons actifs et de réserve des troupes colonisées, le temps du service à vingt ans au lieu de vingt-cinq ; de manière que les soldats ne seront *tenus* de servir les cinq ans de plus que dans le cas d'une guerre nationale ;

6° Tous les officiers supérieurs et d'état-major des bataillons actifs et de réserve recevront à une époque fixe, à l'instar des officiers de cavalerie, outre leurs appointements actuels, un supplément égal à la moitié de la solde annuelle.

Dans l'état des choses, l'événement qui causa le plus de sensation, quoique insignifiant à première vue, fut un voyage que l'Empereur fit à Cronstadt. Ce voyage avait pour but l'inspection de la flotte destinée à appuyer une intervention projetée en faveur des Grecs. Les intentions du Czar sur ce point ne pouvaient être douteuses. De grands préparatifs se faisaient à Sébastopol ; l'armée se concentrait dans la Bessarabie ; tout semblait annoncer une prochaine rupture avec la Porte Ottomane. Cette guerre, encore en perspective, occupait plus vivement les esprits que celle commencée sur les bords de l'Araxe.

CHAPITRE HUITIÈME.

Continuation de la guerre en Perse. — Paskevitch, général en chef. — Premiers avantages. — Prise d'Érivan. — Rescrit de l'Empereur. — Huit cent quarante-huit centenaires en Russie. — La ville de Tauris. — Alew Khan. — Prise de Tauris. — Cérémonie religieuse. — Préliminaires de paix. — Le prince royal de Perse au camp de l'armée russe. — Abbas-Mirza. — Traité de paix de Tourkmantchaï. — Difficultés de la Russie avec la Porte Ottomane. — Affaire de la Grèce. — Entêtement de la Porte. — Réception de l'ambassadeur russe. — Préparatifs de guerre. — Attitude des cabinets européens. — Traité du 6 juillet. — Note du cabinet de Berlin. — Bataille de Navarin. — Action d'éclat. — Rescrit de l'empereur Nicolas. — Note du comte de Nesselrode. — Farouche obstination du Divan. — Proclamation du hatti-schérif.

La dernière campagne n'avait pas eu de résultats décisifs; là où les Russes avaient cru rencontrer des apprentis dans l'art de la guerre, ils avaient trouvé des ennemis habiles et courageux. Les Persans avaient profité de la trêve imposée par l'hiver aux hostilités, pour réorganiser leur armée sur un pied imposant. Les troupes mises en campagne sous les ordres d'Abbas-Mirza étaient évaluées à 120,000 hommes, composées en grande partie de bandes irrégulières, surtout de cavaliers kourdes, non moins habiles que les Cosaques dans le maniement de la lance, et mieux encore montés en chevaux. L'armée persane comptait en outre vingt régiments d'infanterie disciplinés à l'européenne, quarante escadrons de cavalerie régulière, et une imposante artillerie de campagne; mais une partie de ces troupes était réservée à la garde du Schah.

Investi de la confiance de l'empereur Nicolas et revêtu de pouvoirs illimités dans les provinces conquises ou à conquérir, le général Paskevitch changea presque toutes

les dispositions de son prédécesseur, le général Ermol
tant dans l'administration que dans l'armée. Il for
des magasins que son prédécesseur avait négligé d'é
blir pour la subsistance des troupes, dans un pays
vasté par l'ennemi, et annonçant sa promotion par
ordre du jour à la date du 9 avril, il confia le comm
dement de son avant-garde au général Benkerdo
chargé de commencer les opérations dans la provi
d'Érivan.

La campagne de 1827 s'ouvrit donc au printemps.
route de Tiflis à Érivan passait entre deux chaînes
montagnes fort escarpées, couvertes de neige, et à pe
accessibles à l'infanterie : n'importe, les Russes se fray
un chemin à travers les obstacles, ils jettent des po
sur les torrents, transportent à bras les pièces de can
franchissent les barricades de neige que leur opposent
monts Akzibink et Bezabdal, et au grand étonnement
l'ennemi se présentent tout à coup près d'Etchmiadz
position forte et célèbre par son couvent de moines
méniens. Les Persans n'essayèrent pas de le défend
L'archevêque Narsès qui s'y trouvait, fit ses soumissi
au général russe, et malgré son grand âge il vou
suivre son corps d'armée, auquel sa présence ren
d'utiles services, par l'influence que son caractère ex
çait sur les populations chrétiennes de ce pays.

D'Etchmiadzin, où il laissa une garnison, le géné
Benkendorff dirigea une partie de son corps vers Ériv
et se mit en marche le 28 avril pour aller reconnaî
Sardar-Abad, forteresse que les Persans venaient
construire à cinq lieues d'Etchmiadzin. Il culbuta
sa route un fort parti de Kourdes et arriva de sa person
à une portée de fusil de la forteresse, où il jeta quelq
grenades. Le commandant en chef Paskevitch ne ta

pas à paraître sur ce terrain. Ce général ayant assuré ses magasins, ses transports et le service de son armée, dont l'effectif s'élevait à 75,000 combattants, se porta rapidement sur Nakhitchevan, qu'il occupa le 8 juillet, et fit aussitôt investir la forteresse d'Abbas-Abad. Des partis considérables de cavalerie commençaient à se montrer, mais ils se retirèrent bientôt devant les Russes, auxquels une grande partie des populations vint faire ses soumissions.

Pendant que le général Paskevitch faisait le siége d'Abbas-Abad, les Persans rassemblaient des forces imposantes sur la rive droite de l'Araxe, et Abbas-Mirza s'avançait en personne à la tête de 40,000 hommes, les meilleures troupes de son armée. Hassan-Khan parvint à le rejoindre avec toute sa cavalerie. Informé de ce mouvement, le général russe marcha résolûment à sa rencontre, après avoir laissé un nombre d'hommes suffisant devant Abbas-Abad. L'artillerie et la cavalerie passèrent à gué l'Araxe, l'infanterie le traversa à l'aide d'un pont jeté sur des bourdouks, peaux de bœufs cousues et remplies d'air, ingénieux système créé par le général Paskevitch.

Cet habile capitaine, parvenu avec la tête de sa colonne sur le champ de bataille, trouva les Persans dans une position avantageuse, débordant son flanc droit et opposant à son aile gauche une masse de cavalerie irrégulière. Il n'hésita pas à les attaquer. Pendant qu'au moyen d'une charge vigoureuse, les dragons de Nijni-Novgorod, les Cosaques et les uhlans de Borissoglèbe, contenaient la cavalerie ennemie, l'infanterie russe parvenait, malgré le feu nourri de l'ennemi, à occuper une position qui dominait le centre de sa position. Abbas-Mirza voyant son aile gauche en déroute, n'opposa plus

de résistance. Poursuivi par les dragons, les uhlans et les Cosaques, il laissa entre les mains des premiers le fameux étendard que les Persans appellent *le Victorieux*, et il abandonna avec précipitation une seconde chaîne de hauteurs, sur laquelle il avait fait des dispositions pourse maintenir.

Alors le combat devint une déroute complète : la cavalerie persane, poursuivie l'épée dans les reins jusqu'au ruisseau de Djvan-Boulak, perdit plusieurs officiers supérieurs, 5,000 hommes blessés grièvement et plusieurs drapeaux. Abbas-Mirza, qui paya bravement de sa personne, faillit être pris par les dragons. Son fusil et l'officier qui le portait tombèrent entre leurs mains.

Le plus grand avantage de cette victoire, c'étaient les moyens qu'elle offrait au vainqueur de pousser avec énergie le siége de la forteresse d'Abbas-Abad. Paskevitch, de retour devant cette place, fit arborer sur sa principale batterie les drapeaux qu'il avait enlevés à l'ennemi, et il envoya un de ses prisonniers pour apprendre à la garnison les détails de la bataille et la sommer ensuite de se rendre. Le commandant Mehmet-Emine-Khan ayant demandé sans l'obtenir un délai de trois jours, se rendit prisonnier de guerre avec toute la garnison. Le général en chef poursuivit le cours de ses succès jusqu'au 28 septembre, époque à laquelle il poussa vigoureusement le siége de Sardar-Abad, qu'il voulait prendre avant de commencer celui d'Érivan.

Cette forteresse, attaquée avec vigueur, sans espérance d'être secourue, se rendit au bout de quatre jours. Dès lors maître de ses mouvements, Paskevitch entreprit sérieusement l'attaque d'Érivan, place importante qui avait résisté jusqu'à ce jour aux efforts de ceux qui en avaient tenté la conquête, réputée imprenable, et

considérée en Asie comme le plus fort boulevard de la Perse contre la Russie. Pour ne rien livrer au hasard, le général en chef fit ouvrir la tranchée dans la nuit du 7 au 8 octobre. Six jours après, les travailleurs étaient parvenus à conduire les lignes assez près de la place pour établir des batteries de manière à pouvoir battre en brèche et jeter des bombes, qui causèrent de grands ravages dans la ville. La population, épouvantée déjà par la nouvelle de la prise de Sardar-Abad, était dans la consternation; mais la garnison, forte de 3,000 hommes, résistait avec acharnement à toutes les attaques. Enfin, le 13 octobre, le feu des assiégés s'étant affaibli, un bataillon de la garde impériale s'élança résolûment sur la brèche au moment où les habitants imploraient la clémence du vainqueur. La garnison mit aussitôt bas les armes.

Le lieutenant général comte Suchtelen, informé que Hassan-Khan, après avoir en vain essayé de s'évader pendant la nuit, s'était réfugié dans une mosquée près du palais du sardar, s'y porta immédiatement avec deux compagnies, et il y trouva, entouré de deux cents hommes prêts à faire feu, Hassan-Khan, qu'il désarma de sa propre main. Pendant ce temps, le lieutenant Tchewkine trouvait le commandant de la forteresse, Souvan-Kouli-Khan, caché dans un souterrain, et le sous-lieutenant Léliakine prévenait une immense catastrophe en éteignant une mèche prête à incendier un magasin à poudre. La prise d'Érivan ouvrait aux armées russes le chemin de la Perse.

Le général en chef, par un ordre du jour adressé à son corps d'armée, lui signala en traits magnifiques les résultats et les trophées de cette campagne :

« Braves camarades, leur disait-il, vous avez conquis

dans cette campagne deux provinces; vous avez pris huit drapeaux, cinquante canons, deux sardars, vingt khans, fait six mille prisonniers, enlevé dix mille hommes qui avaient jeté leurs armes et des provisions considérables.... Voilà les trophées!... »

Ces trophées avaient au total coûté à l'armée russe plus de fatigues que de sang. Le reste de la campagne ne sera plus qu'une suite de succès faciles.

L'empereur Nicolas, qui se trouvait à Riga au moment où lui parvinrent avec la nouvelle de la prise d'Érivan les armes personnelles d'Hassan-Khan, envoyées par Paskevitch, adressa aussitôt le rescrit suivant au gouverneur général de la ville pour lui annoncer cette heureuse nouvelle et offrir à Riga les armes du chef persan, comme un souvenir de son passage en cette ville et comme un trophée de la nouvelle victoire remportée par ses aigles :

« Marquis Philippe Ossipevitch,

» Ma première visite dans la ville de Riga après mon avénement au trône vient d'être signalée par l'heureuse nouvelle de la prise par mes troupes de l'importante forteresse d'Érivan.

» Désirant laisser à ma chère et fidèle ville de Riga un souvenir de cet heureux événement, je lui donne les armes qui ont appartenu au chef des troupes persanes, Hassan-Khan, fait prisonnier à Érivan, dont il était commandant. En envoyant ces armes, savoir une pique et un poignard, je vous charge de les faire déposer à l'hôtel de ville pour y être conservées, et d'informer les habitants de Riga de cette disposition.

» Votre affectionné, » NICOLAS. »



Quelques jours avant son départ de Saint-Pétersbourg, le saint synode avait offert au Czar un tableau qu'il venait de publier sur le nombre et l'âge des individus du sexe masculin décédés dans les trente-huit diocèses de l'empire la première année de son règne. Cette liste, remarquable au point de vue de la vie humaine en Russie, comprenait 848 centenaires, dont 32 avaient dépassé l'âge de 120 ans, 4 celui de 125, et 4 étaient parvenus à 135 ans. L'un d'eux, né en 1689, et contemporain du fameux Mazeppa, venait de rendre le dernier soupir entre les bras de son fils aîné, plein de vigueur encore à l'âge de 111 ans. Nicolas avait donné des ordres pour que cette image vivante des temps passés lui fût présentée. On raconte qu'à sa vue l'autocrate de toutes les Russies s'était incliné comme devant une majesté.... celle de la vieillesse couronnée par la force et sacrée par la vertu.

Revenons au théâtre de la guerre.

Le prince Éristoff, que le général Paskevitch avait détaché de son armée pour suivre les mouvements d'Abbas-Mirza, était sorti le 7 octobre de Nakhitchevan; il avait occupé Ourdabad le même jour, passé l'Araxe le 10, et franchi le 13 les défilés de la Daradis, recueillant sur sa route les soumissions des villages et des villes jusqu'à Maranda, où il fut reçu non point en ennemi, mais en libérateur. Il s'attendait à trouver plus de résistance dans l'Adzerbaïdjan, mais l'impression de terreur produite par la chute d'Érivan avait démoralisé les Persans à ce point que les troupes d'élite refusaient de se battre, et qu'il restait à peine sept à huit mille hommes au prince royal, se repliant en toute hâte sur Khoï. Ce prince, à qui ses ennemis eux-mêmes accordaient une grande valeur et beaucoup d'énergie, avait l'intention

de détruire tous les établissements militaires qu'il avait formés dans Tauris, ainsi que les approvisionnements de bouche et les munitions de guerre qu'il y avait réunis. Instruit de ces résolutions, le général Éristoff se porta à marches forcées sur cette ville.

Tauris, capitale de l'Adzerbaïdjan et résidence ordinaire de l'héritier présomptif du trône, est la *seconde* ville importante de la Perse. Ses fortifications, formant une ceinture de murailles en briques, reliées entre elles par des tours armées de quelques pièces de canon, ne pouvaient pas opposer une sérieuse résistance, malgré la sauvage opiniâtreté du principal instigateur de la guerre, Alaïr-Khan, qui commandait encore une garnison de 6,000 hommes décidés à saisir la première occasion de déposer les armes. En effet, le 24 *octobre*, à la première nouvelle de l'approche des Russes, quatre à cinq mille d'entre eux, rebelles à la voix de leurs chefs, sortirent de la ville et se débandèrent.

Alaïr-Khan, furieux, recourut, pour décider les habitants à combattre, aux moyens les plus extrêmes ; mais ses menaces, ses prières, ses exhortations, ses violences même, portées jusqu'à la cruauté, tout fut inutile. Le peuple, n'espérant de salut que dans le triomphe des Russes, répondit par le silence de l'immobilité aux efforts du khan.

Dans la matinée du 5 octobre le général Éristoff, s'avançant à cinq kilomètres de la place, forma ses troupes en lignes sur la droite de l'Angee, et détacha quelques compagnies d'élite pour forcer à coups de canon le passage du pont et commencer l'attaque.

Alaïr-Khan, résolu d'échapper à la honte de la défaite par une mort glorieuse, parcourait à cheval tous les postes, encourageant par de mâles paroles la poi-

gnée d'hommes qui lui restaient à suivre son exemple. Il commanda qu'on ouvrît le feu sur les Russes, qui s'avançaient en bon ordre. Mais après quelques décharges d'artillerie, les assiégés abandonnèrent leur chef et se dispersèrent dans la ville. Alaïr-Khan, ainsi lâchement abandonné, parvint à rallier une centaine de vieux soldats, et, debout sur les murailles, la poitrine découverte dans la direction des boulets russes, il leur adressa cette courte mais énergique harangue :

« Je vous estime trop, mes amis, pour vous bercer d'une fausse espérance et vous promettre une victoire infidèle à nos drapeaux.... Mais je vous aime assez pour vous associer à ma fortune et vous offrir auprès de moi dans ces murailles une tombe sur laquelle un jour Dieu fera fleurir des lauriers pour ombrager cette inscription funèbre : Ici reposent des braves. » Cet homme énergique se préparait à vendre chèrement sa vie, quand les mollahs, leur chef en tête, vinrent le supplier de ne point compromettre par un désespoir inutile le sort de la ville livrée à la discrétion d'un vainqueur prêt à se venger sur les habitants de la résistance plus ou moins opiniâtre qui lui serait faite.

Alaïr-Khan accordant à l'influence religieuse ce qu'il avait refusé au sentiment de la peur, remit son épée au fourreau, et accompagné de deux officiers fidèles à sa mauvaise fortune, il prit avec eux la route de Téhéran.

Pendant ce temps, les mollahs, suivis du peuple en masse, allèrent ouvrir les portes de la ville aux Russes, qui y firent aussitôt leur entrée tambour battant, enseignes déployées et au milieu des plus vives acclamations. Trente et une bouches à feu, une quantité considérable de munitions de guerre, des vivres pour nourrir l'armée russe pendant cinq mois, la reconnaissance d'une ville

amie délivrée du joug militaire, tels furent les gages de cette nouvelle conquête.

Alaïr-Khan, que nous avons laissé sur la route de Téhéran, craignant d'être poursuivi et reconnu en plein jour, avait cherché un asile dans la maison d'un nommé Mirza. Bientôt après, trahi par cet homme et voyant la maison cernée par un parti de Cosaques, il essaya de se défendre, mais il fut pris sans avoir pu se servir de ses armes. Le général russe le reçut avec les égards dus au courage malheureux et au rang qu'il occupait dans l'armée persane. Pendant ce temps, le peuple, exaspéré contre le gouverneur persan, s'était précipité sur son palais, et l'avait dévasté de fond en comble. Les malheureux auxquels il avait fait crever les yeux ne pouvant réjouir leur regard à la vue de ce spectacle, voulurent s'assurer par leurs mains posées sur les débris que l'œuvre de la destruction avait été complète.

Le lendemain 26 était le jour correspondant à celui de la naissance de l'Impératrice mère; le général prince Eristoff profita de cet anniversaire pour rassembler sur la grande place de Tauris toutes les troupes de sa division. Là un prêtre russe célébra l'office divin sur un autel dressé avec des tambours et ombragé de drapeaux au milieu d'un carré formé par les troupes victorieuses. Les habitants de Tauris, les membres du consulat anglais dans cette résidence, les mollahs eux-mêmes, malgré leur caractère de prêtres musulmans, assistèrent à cette cérémonie, après laquelle le général félicita l'armée sur son courage dans le combat, sa résignation dans les fatigues et sa modération dans les succès.

Le 31 octobre, le général en chef Paskevitch fit lui-même son entrée à Tauris au bruit des salves de l'artillerie. Le haut clergé en habits sacerdotaux, les principaux

beys, les anciens, et la population tout entière semant de fleurs, suivant l'usage du pays, le chemin que devait parcourir le général en chef, se rendirent à sa rencontre. Cinq jours après, Paskevitch fit chanter en l'honneur du Dieu des armées un *Te Deum* accompagné d'une salve de cent un coups de canon.

Dès le 29 octobre, Feth-Ali-Khan, gouverneur militaire de Tauris, reconnaissant l'incontestable supériorité des armes russes, était venu faire de la part du schah de Perse des ouvertures de paix au général Paskevitch; qui l'avait chargé de porter à la connaissance de son souverain et d'Abbas-Mirza les conditions auxquelles l'empereur Nicolas accorderait la paix sollicitée par la cour de Téhéran. Abbas-Mirza envoya immédiatement un général en chef, son caïmacan, avec de pleins pouvoirs pour ouvrir les conférences. De son côté, Paskevitch désigna le conseiller d'État d'Obreskoff. Les conférences s'ouvrirent aussitôt dans un petit village situé à deux lieues de Tauris, et se terminèrent le lendemain par des préliminaires de paix tout en faveur de la Russie [1].

Paskevitch, dont l'intelligente activité n'abandonnait jamais rien aux éventualités d'une réflexion dont il suspectait, non sans raison, la loyauté, n'accorda au prince royal qu'un délai de six jours pour y donner son adhésion. La réponse de ce prince parvint à Paskevitch dans le délai fixé; elle contenait son acquiescement à toutes les conditions. On décida ensuite que pour s'entendre sur la rédaction d'un traité définitif, le prince Abbas-Mirza, muni des pleins pouvoirs du Schah, se rendrait à Dei-Khargon, à quinze lieues de Tauris, sur la route de Maragha; que le 2 novembre ce prince, accompagné

[1] Voyez les Documents historiques, n° 9.

seulement de sa suite, composée de cent cinquante p
sonnes, arriverait à Tschevister, où l'on enverrait à
rencontre une escorte de dragons, de uhlans, avec d
pièces d'artillerie cosaque; que toutes les troupes d'A
bas-Mirza, formant environ deux mille hommes, serai
renvoyées au delà du lac d'Ouroumia, dans l'intéri
de la Perse, tandis que les troupes russes occuperai
la province de l'Adzerbaïdjan.

L'arrivée d'Abbas-Mirza, l'héritier du trône de Per
au camp russe, considérée comme un hommage ren
à la supériorité des aigles impériales, est un des é
sodes les plus remarquables de cette guerre imparfai
ment connue. Le général Benkendorff, chargé de re
voir le prince royal, se rendit à sa rencontre dans u
vaste plaine située près du lac Urmio. Abbas-Mirz
informé du mouvement du général russe, s'avança
son côté, accompagné seulement de Feth-Ali-Khan,
deux officiers étrangers qui étaient venus de Téhéran
rejoindre, et de deux grooms à cheval à ses côtés. Un f
détachement de dragons sous les ordres du comte Tos
lui servit aussitôt de garde d'honneur. Abbas-Mirza p
courut le front des troupes rangées en bataille, et les
lua en langue russe. Lorsque le général russe s'appro
de lui, l'héritier du trône persan lui tendit la main
disant : « Je suis charmé, général, de voir au mom
de conclure la paix celui qui cette année a si vailla
ment tiré l'épée contre moi. » Puis il ajouta avec u
imposante dignité : « Il faut beaucoup de temps p
former une nation à la guerre. Comme nous, qui ne f
sons que commencer, vous avez eu vos jours d'épreu
avant d'arriver au degré d'expérience et d'habileté
vous êtes aujourd'hui parvenus; vous avez été pour n
de nobles adversaires, vous nous serez désormais

bons et généreux amis; car, je l'espère autant que je le désire, nous vivrons en paix à l'avenir. Quoi qu'il en soit, ne vous semble-t-il pas étrange, fit-il en souriant, que ce soit moi qui vienne vous rendre visite en ces contrées? »

Le général russe lui répondit que dans la fortune contraire il avait fait preuve d'un courage et d'un talent qui lui méritaient l'estime de ses adversaires, heureux de le recevoir en ami.

Alors Abbas-Mirza pria Benkendorff de lui faire voir le gros de ses troupes, rangées en ligne sur le chemin à un demi-kilomètre du lieu du rendez-vous. Il ajouta qu'il serait heureux de lui voir présenter nommément les personnes de sa suite. Les Cosaques formaient la tête de la colonne sous les ordres de leur chef, le colonel Schemschow; Abbas-Mirza le salua, et dit à haute voix au général :

« Ces cavaliers sont, à mon avis, vos meilleures troupes. » L'aspect de l'infanterie lui causa de l'étonnement; mais lorsqu'il vit les havresacs, il dit en secouant la tête : « Comment ces gens peuvent-ils faire de longues marches avec un semblable fardeau?... il est presque aussi considérable que tout le bagage d'un de mes cavaliers. »

Il admira particulièrement l'artillerie, et il passa à cheval derrière le front pour examiner les pièces. Un grand nombre de curieux accourus des villages voisins assistèrent silencieusement à cette scène. Trois cents cavaliers persans étaient rangés de l'autre côté de la route sous le commandement d'un beau jeune homme de seize ans, le fils du prince Abbas-Mirza. Ces guerriers jetaient autour d'eux des regards sombres, et le sentiment de l'amour-propre humilié se peignait sur leur visage. Abbas-Mirza, dont l'apparente gaieté faisait con-

traste avec la farouche attitude de ses compagn d'armes, pria le général de faire défiler en parade dev lui un bataillon russe; il était monté sur un magnifiq cheval blanc richement caparaçonné. Avant de pren congé du général, il lui témoigna le désir de connaî l'empereur Nicolas, dont la gloire, dit-il dans son la gage imagé, semblable à celle d'un soleil levant, dev répandre un jour ses rayons dans le monde entier. ajouta qu'il espérait une prompte conclusion d'une p solide à laquelle il contribuerait de tous ses efforts. termina en disant à Benkendorff qu'il espérait le v bientôt en Russie.

Un témoin oculaire de la scène que nous venons décrire a tracé le portrait suivant de ce jeune prince. « serait difficile de rendre avec exactitude la noblesse l'aisance de ses formes alliées à cette dignité froide q convient à l'homme habitué au commandement. Rien saurait donner une idée du regard pénétrant, du souri naturel et constant qui animent ses traits légèreme empreints d'une tristesse mélancolique : son visage régulièrement beau comme les types d'élite qu'on adm parfois à Rome et en Asie; ses grands yeux noirs s vifs et pénétrants, ses dents superbes, son teint pâle basané, ses cheveux et sa barbe noirs comme de l'ébè Il est d'une taille svelte et élevée; son costume, à l' ception d'un poignard étincelant de pierres précieus est des plus simples. Il est à regretter que ce prince s entouré d'hommes incapables par leur esprit de s'éle à sa hauteur et de correspondre à ses pensées. Son pl vif désir est de civiliser son peuple, mais il lui faudr pour cela plus d'énergie, et à sa nation la religion ch tienne, car les préjugés religieux de son pays sont obstacle à tous ses projets. »

Malgré les difficultés de sa position de prince forcé de subir les conditions d'une paix onéreuse, Abbas-Mirza ne se démentit pas un instant et sut allier à la dignité de son rang une rare affabilité. Le colonel Lagaroff, nommé commandant du quartier général pendant la durée des conférences, eut souvent, en raison de ses fonctions, l'occasion de le voir de près. Un jour, Abbas-Mirza lui adressant des félicitations sur la tranquillité parfaite qu'il avait su conserver parmi les habitants de Tauris, lui dit :

« Quand on aime son cheval, on est reconnaissant des soins minutieux qu'on lui donne : or, je vous suis d'autant plus obligé de votre rare sollicitude pour les habitants de Tauris qu'ils sont très-près de mon cœur. »

La paix était presque conclue ; il ne lui manquait plus que la consécration des signatures, lorsque les embarras suscités par la Turquie à la Russie ravivèrent dans le cœur du Schah l'espoir sinon de reprendre victorieusement les armes, du moins d'obtenir des conditions meilleures. A peine avait-il ratifié les promesses de son fils et envoyé une partie des contributions convenues, qu'il fit savoir à Paskevitch qu'Abbas-Mirza avait dépassé ses pouvoirs en acceptant des engagements humiliants pour la Perse, et qu'il était résolu d'envoyer à Tauris un nouveau plénipotentiaire pour arrêter définitivement et signer une paix plus conforme à la dignité et aux intérêts d'une nation comme la Perse.

Évidemment le Schah cherchait à gagner du temps, spéculait sur les éventualités de l'avenir. Ses intentions n'échappèrent point à la perspicacité du général en chef. « Messieurs, dit Paskevitch à ses officiers, le Schah veut nous montrer qu'il a la prudence du serpent, mais nous lui prouverons, nous, s'il plaît à Dieu, que nous avons

la force du lion.... » Et rompant les négociation lança son armée dans la direction de Téhéran.

Effrayé par la marche rapide des troupes russe reconnaissant que la ruse ne lui réussissait pas m que l'épée, le Schah comprit la nécessité de se réc lier avec son puissant adversaire : il envoya donc seconde fois son fils au camp de Paskevitch. Ce pri loyal autant que brave, ne chercha point à justifie fautes de son père, mais il déclara qu'il était p accepter le traité dont les clauses avaient été arr précédemment. Ce fut le 10 février 1828 que ce t fut signé en sa présence par les plénipotentiaires des puissances belligérantes, dans le hameau de Tourk tchaï, situé sur la route de Téhéran.

Feth-Aly-Schah s'engagea à céder à la Russie les vinces d'Érivan et de Nakhitchevan, à payer 80 mill de francs pour contribution de guerre, et à garantir sujets russes appelés en Perse pour affaires de comm des avantages considérables.

Le traité de Tourkmantchaï appartient au nombr plus avantageux qui aient jamais été signés par l'ép la Russie : il lui assura des limites sûres au del Caucase, l'indemnisa largement de ses pertes, ouvr débouché considérable à son commerce, et mit un glorieuse à une guerre d'autant plus gênante à époque que l'empire allait entrer en lutte avec la Ottomane.

L'empereur Nicolas récompensa généreusemen services de l'armée qui venait de donner un nou lustre à la puissance militaire de ses aigles. Il acc au général Paskevitch le titre de comte Erivansky e somme de 4 millions de francs prélevés sur les cont tions imposées à la Perse.

Les difficultés élevées l'année dernière entre la Sublime Porte et la Russie sur l'exécution du traité de Bucharest semblaient être aplanies par les conventions d'Akkerman, mais il en surgissait de nouvelles de la question restée en suspens jusqu'à ce jour. Le cabinet de Londres avait accepté les demandes faites par l'assemblée d'Épidaure à *son* ambassadeur à Constantinople. Le but des conférences tenues à Saint-Pétersbourg entre le duc de Wellington et le comte de Nesselrode n'était plus un mystère pour personne; tout le monde savait que, d'après le protocole signé le 4 avril 1826, la Grande-Bretagne était spécialement chargée d'offrir et d'interposer au besoin *sa médiation* entre la Porte et les Grecs sur les bases suivantes :

« Que la Grèce serait une dépendance de l'empire ottoman, et payerait un tribut annuel dont le chiffre serait fixé une fois pour toutes et d'un commun accord;

» Que les Grecs seraient exclusivement gouvernés par des autorités de leur choix, mais sur la nomination desquelles le Divan exercerait une certaine influence;

» Que les Grecs jouiraient d'une pleine liberté de commerce, et auraient la direction exclusive de leurs affaires intérieures;

» Qu'afin d'effectuer une séparation complète entre les individus des deux nations, et de prévenir les différends qui seraient la conséquence nécessaire d'une lutte ainsi prolongée, les Grecs seraient tenus d'acheter les biens appartenant aux Turcs, soit sur le continent, soit dans les îles;

» Que la Russie ferait dans tous les cas servir son influence au succès de la médiation;

» Que le mode et l'époque où elle y prendrait part seraient déterminés ultérieurement;

» Que si la médiation était refusée par la Porte quel que fût d'ailleurs l'état des relations de la Ru avec la Turquie, la Russie et la Grande-Bretagne re deraient toujours les termes de l'arrangement susm tionné comme la base de la réconciliation à effect par leur entremise, soit en commun, soit séparéme et qu'elles saisiraient toutes les occasions favorables faire valoir leur influence auprès des deux parties, d'opérer la réconciliation sur ladite base;

» Que de plus, dans ce même arrangement, la Ru et l'Angleterre ne chercheraient ni l'une ni l'autre au accroissement de territoire, aucune influence exclus aucun avantage de commerce, que les sujets de t autre nation ne pussent obtenir;

» Enfin, que ces deux puissances désirant faire pa ciper les puissances alliées à un arrangement dont protocole renfermait la première esquisse, porterai ledit protocole confidentiel à la connaissance des c nets de Paris, de Vienne et de Berlin, et leur prop raient de garantir de concert avec la Russie la transac finale qui réconcilierait la Turquie avec la Grèce. »

Ce protocole portant la date du 26 mars 1826 revêtu des signatures de Wellington, Nesselrode et ven, fut énergiquement appuyé par l'ambassadeur France, conformément aux instructions de son cabi

De son côté, le chargé d'affaires russe à Consta nople, M. de Minciacki, avait vivement appuyé les mières ouvertures faites à la Porte Ottomane par l' bassadeur anglais, et M. Stratford-Canning lui-m venait de présenter à la date du 5 février une note e cite à ce sujet, lorsque le marquis de Ribeaupie arrivé de Bucharest à Constantinople le 11 du m mois, avec le titre d'ambassadeur de l'empereur

toutes les Russies, vint y ajouter le poids de l'autorité que lui donnaient son rang diplomatique et le succès de sa mission à Akkerman. Malgré leur valeur, le reïs-effendi n'opposa à ces notes que des réponses verbales, évasives, souvent mêlées de récriminations sur les secours portés aux Grecs par des sujets francs, et notamment sur l'expédition de lord Cochrane.

Quelques jours après, le ministre, Seïda-Effendi, fut remplacé dans le poste qu'il occupait depuis quatre ans par Mohammed-Seïd-Pertew-Effendi, ci-devant Beïlikdji-Effendi. Ce nouveau ministre, d'un caractère énergique mais peu conciliant, déclara verbalement dans ses premières conférences avec les drogmans des ambassadeurs, que le Divan n'admettrait jamais d'intervention étrangère entre la Porte et les raïas.

L'époque du ramaddan, pendant la durée duquel la Porte ne s'occupe que d'affaires d'un intérêt urgent, servit de prétexte à l'ajournement d'une réponse écrite et positive qui ne fut donnée qu'après les fêtes du beïram, époque également fixée pour la réception officielle de l'ambassadeur russe.

En désaccord complet avec les représentations prononcées et unanimes des grandes puissances, le Divan repoussait d'une manière non moins énergique toutes les propositions et l'intervention qui devait en être la conséquence. Il motivait son rejet, parce que :

1° Ces propositions violaient l'obéissance passive des sujets envers leur souverain légitime;

2° Parce que le droit du souverain de régler ses propres affaires doit être inviolable, et que le souverain, ainsi que le peuple musulman, n'ont jamais permis d'intervention étrangère;

3° Parce qu'elles seraient contraires à la déclaration

de l'ex-ministre anglais, lord Strangford, assurant à son retour de Vérone qu'il n'interviendrait pas dans cette affaire, et aux négociations d'Akkerman, fondées sur l'attente légitime où la Sublime Porte dut être qu'on abandonnerait à sa décision unique une question toute personnelle et tout intérieure. Cette note déclarait, en terminant, la résolution positive, irrévocable du Sultan non-seulement de n'admettre aucune offre nouvelle mais encore celle de n'y plus répondre à l'avenir.

Trois jours après cette fière réponse, menaçant défi jeté à l'Europe, le Sultan reçut en audience avec une distinction toute particulière l'ambassadeur de Russie. Pour la première fois peut-être, on vit la Porte se relâcher, en faveur du marquis de Ribeaupierre, des exigences de son ancien cérémonial. Cette réception, qui dans l'état des choses acquérait la valeur d'un événement, eut lieu le 14 juin. Ce jour-là, le représentant de l'empereur Nicolas se rendit à sept heures du matin de son hôtel de Péra au rivage de Topkhana. Le tschausch-baschi l'attendait à Unkapan pour l'escorter jusqu'au sérail. Pendant ce temps, les deux kadileskiers de Romélie et d'Anatolie, l'ancien et le nouveau séraskier, le kapoudan-pacha, entourés de leurs troupes, s'étaient rendus au sérail pour y attendre l'arrivée du grand vizir. Ce personnage ne tarda pas à paraître, précédant l'ambassade russe, qui le suivit dans la salle du Divan. Les troupes, rangées en bataille des deux côtés, depuis la première porte jusqu'à la seconde, reçurent le grand vizir au bruit des fanfares, enseignes déployées et présentant les armes.

L'ambassadeur descendit de cheval, avec les gens de sa suite, sur la pierre destinée à cet usage pour les pachas, et fut reçu par les chambellans du Grand Seigneur

en habits de cérémonie et coiffés du bonnet blanc de forme cylindrique. Ces derniers le conduisirent immédiatement jusqu'à la salle du Divan, à travers une haie de troupes. Le tschausch-baschi précédait le cortége et frappait la terre en mesure avec un bâton garni en argent.

Aussitôt après l'entrée du marquis de Ribeaupierre dans la salle du Divan, le grand vizir parut par une porte latérale et salua l'ambassadeur : il était vêtu d'une pelisse splendide, garnie d'hermine, et portait un riche poignard à la ceinture, et sur la tête le turban surmonté de la banderole dorée dont les vizirs se ceignent dans les grandes occasions. Il s'assit sur un divan au-dessus duquel on avait élevé un dais brodé en or, vis-à-vis de la principale entrée et immédiatement au-dessous de la loge grillée du Grand Seigneur. On avait préparé pour l'ambassadeur, en face du grand vizir, un riche tabouret qu'entouraient toutes les personnes de l'ambassade et une foule nombreuse de Français.

Toute l'assemblée s'assit en silence; alors des placets furent présentés au grand vizir, qui les prit et les remit aux officiers de sa suite; puis, quand les préparatifs du repas furent terminés, on présenta à l'ambassadeur une coupe pour se laver les mains et une serviette brodée d'or pour les essuyer. L'eau fut de même présentée à tous ceux qui devaient prendre part au repas.

De petites tables avaient été dressées à cet effet. Le grand vizir et l'ambassadeur s'assirent à la première, le séraskier et les conseillers d'État de Berg et de Ninciaky à la seconde, les personnages attachées à l'ambassade prirent place aux autres tables. Les mets apportés rapidement et servis en abondance par le sulffi-battadschi, avaient été préparés dans la cinquième cuisine réservée

au Divan. Lorsque le repas fut terminé et que chac eut repris sa place, on offrit une seconde fois de l'e aux convives; on brûla des parfums, et on en fit c culer dans la salle. Alors le grand vizir écrivit au Sult une supplique ainsi conçue : « L'ambassadeur russe s licite la grâce d'*oser* paraître devant le trône du Gra Seigneur. » La réponse étant arrivée au bout d'une heur le grand vizir se leva, fit quelques pas au-devant de cel qui l'apportait, la prit dans ses mains, la porta à s front, baisa le cachet, le rompit et se remit sur s siége. C'était le signal qui annonçait que l'ambassade devait être conduit à l'audience du Sultan.

Le personnel de l'ambassade se rendit alors dans galerie qui précède les appartements du Sultan. I marquis de Ribeaupierre s'assit sur un tabouret, et f revêtu d'une pelisse d'un grand prix. Huit pelisses d martre et dix d'hermine furent distribuées aux personn de sa suite. Le grand vizir et les pachas qui étaie restés dans la salle du Divan entrèrent alors dans les a partements du Sultan. A son arrivée dans la salle d'a dience, l'ambassadeur fut conduit avec le cérémoni usité devant le Grand Seigneur, auquel il adressa un di cours en langue russe, et présenta ses lettres de créanc également rédigées dans cette langue. Cette cérémon dura une dizaine de minutes. Lorsqu'elle fut terminé le marquis de Ribeaupierre entra dans la salle du Div pour y attendre le retour du grand vizir de chez le Gra Seigneur. A son entrée dans la salle, on brûla de no veau des parfums. Après avoir pris congé du grand vizi l'ambassadeur traversa de nouveau les haies de troup rangées sur son passage, et reprit la route de son hôt avec le même cortége qui l'avait accompagné pour rendre au palais. Mais cette fois il montait un magn

fique cheval que le Grand Seigneur lui avait offert en présent.

Malgré les égards qu'on venait de lui prodiguer, le représentant de l'empereur Nicolas protesta de la manière la plus énergique contre l'assertion contenue dans la note turque, savoir : Que les propositions relatives à la Grèce étaient contraires aux stipulations d'Akkerman. Il fit plus, il somma le reïs-effendi d'en produire les protocoles. De son côté, l'ambassadeur du roi de France, le comte Guilleminot, protesta non moins énergiquement contre la forme inconvenante de la note turque.

On raconte que le sultan Mahmoud, après avoir lu et approuvé cette note écrite avec de la poudre, y avait apposé la poignée de son cimeterre, disant : « *La plume a fait son devoir, le glaive fera le sien.* » Le fait est que de la part du Grand Seigneur tout annonçait la résolution inébranlable de résister même par la force aux propositions qu'on pourrait lui faire sur l'affranchissement des Grecs. Il adressa un nouveau firman à tous les pachas pour presser l'organisation de nouvelles troupes, sans distinction de croyances religieuses, ce qui ne s'était jamais vu jusqu'à ce jour. Il ordonna en même temps au chef de l'arsenal de la marine, aux officiers chargés de la direction des marins et aux commandants des forteresses du Bosphore, de dresser l'état du personnel et du matériel de leur administration. On expédia un train considérable d'artillerie pour mettre en meilleur état de défense les forteresses du Danube ; enfin des ordres pressants furent expédiés pour accélérer le départ de la flotte, les armements du vice-roi d'Égypte, et écraser sur tous les points l'insurrection grecque avant les secours qui pourraient lui être fournis.

De leur côté, les cabinets français, russe et anglais

se concertaient sur les moyens de donner à leur inte vention dans les affaires de la Grèce un caractère pl positif, un but mieux déterminé et des moyens d'ex cution plus assurés : ils comprenaient la nécessité vaincre à tout prix l'obstination musulmane à termin une guerre dont le dernier mot pour elle devait être destruction entière d'un peuple chrétien. Il résulta d conférences qui eurent lieu alors à Londres entre l plénipotentiaires des trois grandes puissances, le prin Jules de Polignac pour la France, le prince de Lieve pour la Russie et le vicomte Dudley pour la Grande-Br tagne, ce fameux traité du 6 juillet, d'après lequel l puissances contractantes s'engageaient à poursuivre concert la réconciliation entre la Porte Ottomane les Grecs sur les bases posées dans le protocole d 4 avril 1826[1]. Elles étaient résolues, dans le cas où Porte n'accepterait pas dans le délai d'un mois la m diation qui lui serait proposée, à lui déclarer que l hautes parties contractantes aviseraient aux moyens se rapprocher des Grecs en ouvrant des relations co merciales avec eux. Elles devaient en outre, si dans même délai d'un mois la Porte n'acceptait pas l'arm tice proposé ou si les Grecs refusaient d'y obtempére déclarer à celle des deux parties contendantes qui fer obstacle à la paix, ou à toutes deux au besoin, q les hautes puissances étaient résolues à prendre tous l moyens qu'elles jugeraient nécessaires pour obtenir l avantages de l'armistice, en empêchant de tout le pouvoir les collisions entre les parties contendantes, sa cependant prêter à l'une d'elles les moyens coercit dont elles pouvaient disposer.

Enfin, elles se réservaient le droit d'arrêter, au moy

[1] Voyez les Documents historiques, n° 10.

de leurs représentants à Londres, toutes les mesures ultérieures qui seraient indiquées par l'urgence de la situation, si, contre toute attente, la Porte Ottomane ou les Grecs repoussaient les conditions stipulées dans l'intérêt réciproque des droits communs.

En considération de l'attitude des Grecs, décidés à s'ensevelir sous les ruines de leur patrie plutôt que de retomber sous le joug d'un esclavage insupportable, le Sultan aurait dû accepter, sinon avec reconnaissance, du moins avec un empressement intéressé, les ouvertures des cabinets européens, offrant de remettre sous sa suzeraineté un peuple qui combattait en soldat et mourait en martyr. Mais Mahmoud, mal conseillé par l'orgueil ottoman, repoussa toute offre de médiation, et déclara qu'il avait le droit de punir ou de gracier des sujets rebelles, et qu'il en userait comme il l'entendrait envers et contre tous. Il tint parole en intimant l'ordre aux flottes turques et égyptiennes de porter le fer et le feu dans la Morée et les îles de l'Archipel. Ces ordres ne furent que trop fidèlement exécutés par le commandant en chef de l'armée ottomane Ibrahim, fils de Méhémet-Ali, pacha d'Égypte. Le sang coula bientôt à flots dans les malheureuses provinces de la Grèce.

Vainement la Prusse, qui n'avait pas signé le traité du 6 juillet, adressa au Divan des représentations pour l'engager à accepter les sages propositions des trois puissances signataires, Mahmoud resta sourd aux conseils de la prudence et à une voix amie qui avait recours même à la prière, ainsi que l'indique la note suivante, remise par le ministre du roi de Prusse au cabinet de Constantinople :

« La Prusse, disait le ministre prussien, n'a rien changé à ses dispositions envers le Divan, et elle n'en

changera pas non plus; mais elle veut ce que veule ses alliés; elle veut le but que la France, la Russie l'Angleterre se sont proposé en cherchant à assurer paix au dedans et au dehors de l'empire ottoman, cel d'arrêter une effusion de sang déplorable, de préserv une population chrétienne de son anéantissement, d'éloigner les éléments de désordre et de division q ne menacent que depuis trop longtemps le repos d l'Europe.

» Je prie en conséquence, pour la dernière fois, ministère turc de ne pas se faire illusion sur ces prop sitions respectives. Il doit maintenant connaître les de seins des trois puissances signataires du traité. Il peut ignorer que ces trois puissances ont tous les moye nécessaires pour les réaliser; mais il doit comprend en même temps quel avenir la Porte se prépare si ell persiste obstinément à repousser les avertissements, l conseils et même les prières de ses amis. »

La voix de l'Autriche elle-même, quoique moins pr noncée, n'eut pas un meilleur résultat. Mahmoud ma chait fatalement à la catastrophe de Navarin.

Quoi qu'il en soit, le terme fixé par le traité d 6 juillet étant expiré sans que la Porte Ottomane y e fait une réponse écrite, les ministres des trois pui sances unies pour l'intervention, voulant épuiser to les moyens de conciliation, adressèrent une nouvel note, à laquelle le reïs-effendi répondit de vive voix que la Porte n'avait rien à ajouter à sa déclaration d 9 juin.

Les ambassadeurs insistèrent de nouveau, et repr sentèrent au reïs-effendi que, d'après le refus de la S blime Porte, ils devaient lui déclarer que les trois go vernements alliés allaient prendre des mesures dont

Porte seule serait responsable. La résolution de Mahmoud restait inébranlable, et tel était l'aveuglement de son obstination, qu'il manifesta énergiquement au reïs-effendi son mécontentement de ce que ce ministre avait osé, malgré sa volonté, recevoir les notes des ambassadeurs à ce sujet.

Un plus long atermoiement de la part des ambassadeurs eût compromis la dignité des puissances signataires; en conséquence, les négociants sujets de ces puissances furent avertis de mettre ordre à leurs affaires pour être en mesure de quitter les États ottomans au premier signal. Les ambassadeurs eux-mêmes, après avoir annoncé à leurs gouvernements et aux amiraux alors en croisière dans l'Archipel l'inutilité de leurs efforts pour le rétablissement de la paix, se tinrent prêts à tout événement.

De son côté, le Sultan déployait une activité extraordinaire, tant pour l'instruction de l'armée que pour l'armement des châteaux du Bosphore et des Dardanelles. D'accord sur ce point avec le vieil axiome : *Si vis pacem, para bellum,* le Sultan paraissait intimement convaincu qu'une alliance formée entre des partis hétérogènes agissant en raison d'intérêts opposés devait produire des résultats négatifs, attendu que la France et l'Angleterre, devant redouter les idées d'envahissement de la Russie, ne pouvaient vouloir, en bonne logique, l'affaiblissement, encore moins l'anéantissement de la flotte ottomane. Les événements devaient prouver, vingt-sept ans plus tard, que le Sultan raisonnait dans le vrai à ce point de vue. D'un autre côté, la Porte Ottomane espérait pouvoir écraser l'insurrection grecque avant l'exécution des menaces de l'intervention. Par ses soins, une flotte considérable sortie des Dardanelles allait, de

concert avec celle du pacha d'Égypte, attaquer
d'Hydra, le principal foyer de la révolte. En m
temps, les places de la Morée se trouvaient sérieu
ment menacées par les renforts de troupes réguli
et d'artillerie que Reschid-Pacha allait recevoir, et
moyen desquels il pourrait, liant ses opérations à ce
d'Ibrahim-Pacha, arriver à des résultats décisifs.

Tandis que la Porte faisait toutes ses dispositi
pour combattre les effets de l'intervention dont elle é
menacée, les puissances contractantes réunissaient
forces navales destinées à appuyer au besoin les clau
du traité qui les liaient entre elles dans un intérêt c
mun. Elles étaient convenues d'envoyer dans la Médi
ranée chacune une escadre, dont les commandants
contre-amiral de Rigny pour la France, le vice-am
de Heiden pour la Russie et le vice-amiral Codring
pour l'Angleterre, devaient se concerter pour pare
tous les événements.

Immédiatement après la déclaration des puissan
signataires à la Porte, un officier anglais, le lieutena
colonel Craddock s'était rendu en Égypte pour en p
venir le pacha et l'inviter à suspendre le départ
l'expédition préparée dans le port d'Alexandrie; m
celui-ci, à qui l'on supposait des idées d'indépendan
avait répondu que, fidèle à son devoir, il suivrait
ordres et la fortune de son maître. Il tint parole;
effet, bientôt après, sortant du port d'Alexandrie à la t
de quatre-vingt-douze voiles, il échappa aux croisiè
des puissances alliées, et entra, le 29 septembre, dan
port de Navarin, où il débarqua quatre mille homm
des munitions, des vivres en abondance, et un mill
de piastres d'Espagne.

Sur ces entrefaites, la Grèce, mieux conseillée, a

accepté, par ses fondés de pouvoir, toutes les propositions qui lui avaient été faites au nom des trois puissances. Dans la matinée du 21 septembre, après des pourparlers pendant lesquels l'amiral anglais avait empêché une division de l'escadre turque de prendre la mer, l'escadre française rallia la flotte anglaise devant Navarin. Le 25, le contre-amiral de Rigny et le vice-amiral Codrington obtinrent une audience d'Ibrahim. Après les compliments d'usage, les deux amiraux insistèrent pour que l'entretien n'eût lieu qu'en présence du premier drogman. Mais Ibrahim répondit emphatiquement que la lumière étant faite pour tous, il ne voulait entendre les amiraux que devant tous ses officiers..... « Nous y consentons, répliqua le comte de Rigny, quoique la lumière ait parfois l'inconvénient d'éclairer les uns et d'aveugler les autres. » Les amiraux déclarèrent alors que l'état des choses s'était aggravé par l'obstination de la Porte Ottomane, depuis qu'ils avaient reçu de leurs gouvernements l'ordre formel de contraindre par la force celle des deux parties belligérantes qui se refuserait à faire cesser l'effusion du sang. « Les Grecs, ajoutèrent-ils, ont accepté avec empressement ces propositions; maintenant, si vous persistez seul à vouloir donner cours aux hostilités, nous devons vous prévenir d'une chose..... et nous vous supplions en grâce, au nom de l'humanité, de la prendre en considération...

—Laquelle? demanda fièrement Ibrahim en posant la main sur la garde de son cimeterre comme pour dire : Je suis, moi aussi, prêt à tout événement.

— C'est que vous compromettrez inutilement le salut de votre flotte, répondirent les ambassadeurs, et que vous sacrifierez sans aucun espoir de bénéfice les intérêts de votre souverain. »

Ibrahim ajouta : « Sans ordre formel je ne tirerai p premier coup de canon ; mais si je reçois cet or soyez sûrs, messieurs, que, sans m'inquiéter de menaces et de vos forces, je serai enchanté de apprendre comment sait parler notre poudre.

— Et nous vous apprendrons aussi, répliqua vive Codrington, comment nous saurons la rendre mue mais, grâce à Dieu, il ne s'agit pas encore de cela qu'il importe aujourd'hui, c'est de vider une que humanitaire. » Et il s'étendit longuement sur l'insuffis des moyens de résistance que la Porte pouvait opp à la volonté des puissances alliées. Il termina en dis « C'est plutôt votre cause que celle des Grecs que plaidons en ce moment. »

Ibrahim, après avoir écouté les ambassadeurs ave admirable sang-froid, répondit qu'en sa qualité de so et de serviteur de la Porte, il devait exécuter les or qu'il avait reçus pour terminer la guerre de Morée une attaque décisive sur Hydra ; qu'il n'avait point lité pour répondre aux communications qui lui éta faites, mais que cependant la Porte n'ayant pas p le cas extraordinaire qui se présentait, il prenait sou propre responsabilité d'en référer à Constantinople que jusqu'au retour de ses courriers il engageait sa role d'honneur que sa flotte ne quitterait pas Nava quelque dur qu'il fût pour lui de suspendre son dé dans un moment où les Grecs n'auraient pu résister force de ses armes.

Profitant de cette convention, équivalente à un mistice, dont la durée devait être de vingt jours, l'esc anglaise appareilla pour Zante et l'escadre fran pour Milo, afin d'y faire des vivres et de pouvoir veiller les mouvements de la flotte turque, soit qu

se dirigeât sur Patras pour entrer dans le port de Lépante, soit qu'elle menaçât Hydra. Les escadres combinées avaient à peine mouillé dans les ports choisis pour leur ravitaillement, que la flotte turque, au mépris de la foi jurée et violant l'armistice, sortit de Navarin. L'amiral Codrington, instruit le premier de ce mouvement, reprit aussitôt la mer avec un vaisseau, une frégate et deux bricks, les seules forces qu'il pût opposer à sept frégates, neuf corvettes, deux bricks et dix-neuf bâtiments de transport.

Malgré cette énorme disproportion, l'amiral anglais n'hésita pas un instant à se préparer au combat; mais avant d'ouvrir son feu, il envoya dire au commandant de la flotte turque que l'Europe apprécierait la conduite déloyale d'Ibrahim manquant à la parole donnée, et qu'en attendant il était prêt à barrer le passage à la flotte ottomane. Celle-ci, virant aussitôt de bord, reprit la route de Navarin. Quelques jours après, une nouvelle division turque fut signalée gouvernant comme la première dans la direction de Patras; mais l'amiral anglais l'arrêta par une simple démonstration. De son côté, l'amiral français, prévenu par la frégate *l'Armide* de la sortie de la flotte turque, avait immédiatement repris la mer pour parer à tous les événements. Le 15, les Français qui se trouvaient sur la flotte ou dans l'armée d'Ibrahim ayant reçu l'ordre de quitter le service, se retirèrent à bord d'un brick autrichien. L'escadre russe arriva le 17; les trois amiraux commandant les escadres des puissances signataires se réunirent le 18 pour aviser aux moyens d'assurer l'exécution du traité stipulé le 6 juillet.

Considérant alors la violation de la suspension d'armes provisoire consentie par Ibrahim-Pacha, la continuité du

système d'extermination poursuivi par ses troupes Morée, l'inutilité des représentations qui lui avaient faites, ils résolurent à l'unanimité de prendre posi dans le port de Navarin, pour de là adresser en fo d'ultimatum à Ibrahim des propositions conforme l'esprit du traité et aux intérêts de la Porte elle-mê Aux termes des instructions, le commandement en c devant être déféré au plus ancien des trois amira l'amiral Codrington arrêta aussitôt les dispositions cessaires.

Par un ordre du jour du 19, les flottes combinées noncèrent qu'elles n'ouvriraient pas le feu, mais qu'e y répondraient si les Turcs prenaient l'initiative combat. Le 20 à midi, les trois escadres, favorisées le vent, se dirigèrent sur le port en deux colonnes première formée des escadres française et anglaise, seconde des vaisseaux russes. La flotte ottomane, fo de soixante-six vaisseaux de guerre, portant 2,200 b ches à feu et 23,000 hommes d'équipage, occupait position en forme de fer à cheval, sous le comman ment d'un amiral turc et d'un amiral égyptien ; elle puyait ses ailes sur les batteries élevées à l'entrée golfe. La flotte alliée se composait de vingt-sept vaisse de ligne, servis par 1,300 bouches à feu et 13,000 ho mes d'équipage. Les deux colonnes devaient s'avan de conserve et se ranger en bataille devant la flotte o mane ; mais la première, étant plus rapprochée du go devança la seconde, entra dans le port à pleines vo et s'embossa devant la ligne turque. Pour expliquer motif de ce mouvement, l'amiral en chef envoya un cier parlementaire à l'amiral turc. Cet officier, reç coups de fusil, tomba percé de balles ; un second offi eut le même sort ; au même instant une frégate tur

tira deux coups de canon sur la frégate française *la Sirène*, qui riposta aussitôt par sa bordée de tribord. Cinq minutes après, le combat devint général sur toute la ligne; la baie disparut dans un nuage de fumée éclairé par la flamme de deux mille bouches à feu tonnant à la fois et sans interruption.

Au premier coup de canon, l'escadre russe, commandée par le vice-amiral comte Heiden, passant sous le feu croisé des batteries élevées à l'entrée du golfe et au milieu d'une pluie de fer, alla prendre sa place de combat à l'aile gauche, et, s'approchant des lignes ennemies à portée de pistolet, vomit sur elles une grêle de boulets : le vaisseau amiral russe, commandé par le capitaine Lazareff, s'engagea à l'abordage avec trois frégates ennemies et les anéantit en quelques heures. Animés par une admirable émulation, les matelots russes, inébranlables à leur poste, se répétaient entre eux les paroles que l'amiral leur avait adressées au commencement de l'action : « Enfants, vous ne démentirez pas l'honneur du pavillon russe ! » Groupés sur le pont et devant les sabords de leurs bâtiments, pas un matelot ne faiblit au milieu de cette tempête de feu. Des hommes qui, pour la plupart, se trouvaient pour la première fois engagés devant l'ennemi, se comportèrent avec le sang-froid et le courage de vieux soldats. Accablés par la chaleur, dévorés par une soif brûlante, ils se rafraîchissaient en passant leurs lèvres sur les boulets qu'ils allaient envoyer à la flotte musulmane. Les épouvantables explosions des vaisseaux turcs se faisant sauter pour ne point amener leurs pavillons enflammaient leur courage, et chaque bâtiment s'élevant en mille pièces dans les airs annonçait, en provoquant d'immenses hourras, les signes précurseurs de la victoire. Plusieurs

marins russes excitèrent l'admiration de leurs camar
par des traits de valeur dignes de passer à la posté
Le sous-officier Tourkine se trouvait sur la hun
grand mât quand un boulet vint lui fracasser le
droit; malgré cette grave blessure, il descendit lui-m
en s'aidant du bras gauche, et subit l'amputation
manifester d'autre regret que celui d'avoir perdu *le*
droit, celui avec lequel, disait-il, il avait espéré
le signe de la croix pour remercier Dieu d'une vic
remportée sur les ennemis des chrétiens. Sur un a
vaisseau un éclat de mitraille vint fracasser la mai
lieutenant Baranoff au moment où cet officier p
l'embouchure de son porte-voix : « Ce n'est qu'une é
tignure, » dit-il; et prenant le porte-voix de l'autre
il continua le commandement, malgré les vives
leurs qu'il éprouvait. Chaque blessé tombait en cri
Hourra!

De leur côté, les flottes française et anglaise, ri
sant avec leurs alliés d'habileté, de courage et de ma
nimité, firent des prodiges de valeur. Les Turcs
mêmes combattirent avec un désespoir héroïque p
que de se rendre. Les bâtiments turcs mis hor
combat coulaient ou sautaient banderoles déployées
fanatisme de Mahomet s'ensevelissant dans le glor
linceul de sa défaite, inspirait à ses ennemis mê
un sentiment d'admiration et d'effroi... A sept he
du soir, et après une lutte acharnée dont les an
maritimes offrent peu d'exemples, la flotte turco-é
tienne avait cessé d'exister; les flots de la mer, teint
sang, lui servaient de sépulcre. L'action avait
quatre heures; c'était, dit un témoin oculaire, le
horrible et le plus magnifique spectacle à la fois
cette succession non interrompue de vaisseaux livrés

flammes de l'incendie, ou sautant dans les airs avec un épouvantable fracas.

Les escadres alliées, exposées au feu croisé des Turcs à portée de pistolet, eurent également beaucoup à souffrir; plusieurs de leurs bâtiments furent si maltraités dans leur mâture et dans leur gréement qu'il fallut les envoyer à Malte ou à Toulon pour y réparer leurs avaries; mais leurs pertes furent peu considérables relativement à celles des Turcs, estimées à sept ou huit mille hommes.

En apprenant le triomphe des escadres combinées à Navarin, l'empereur Nicolas adressa aux vice-amiraux Codrington et de Rigny deux rescrits, éclatant hommage rendu à la valeur et à l'habileté de ces deux officiers généraux [1]. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, dont l'opinion était plus tranchée dans la question grecque, regardait avec raison la bataille de Navarin comme devant placer à son véritable point de vue l'alliance et la politique des puissances signataires, et forcer la Porte Ottomane à subir leurs propositions. Quoi qu'il en soit, prévenant toutes les éventualités, il protestait de son respect pour le principe qui interdisait aux parties contractantes toute vue d'agrandissement par la conquête ou tout avantage exclusif.

Le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères, adressa à ce sujet à toutes les légations cette note-circulaire, qui, dans l'état des choses, était la pensée intime du gouvernement de l'Empereur :

« Au moment où la bataille décisive que les escadres combinées se sont vues forcées de livrer à la flotte turco-égyptienne dans la baie de Navarin occupe l'attention générale, je crois convenable de vous donner connais-

[1] Voyez les Documents historiques, n° 11.

sance du point de vue sous lequel le cabinet imp
envisage cet événement mémorable. Nous eussions
demment désiré voir le traité de Londres exécuté
effusion de sang, et, sous ce rapport, nous gé
sons de notre victoire; mais, d'un autre côté, l'Em
reur a bientôt reconnu que dans l'alternative de
renverser le principal but de ce traité par l'exterm
tion des Grecs sur le continent, et l'invasion d
Ibrahim-Pacha menaçait les îles de l'Archipel, et sur
le manque de foi de ce dernier constaté deux fois pa
violation de l'armistice solennel conclu avec lui le 25
tembre, les amiraux qui s'étaient rendus dans la bai
Navarin avec les intentions les plus pacifiques, et q
furent attaqués, ont simplement exécuté leurs inst
tions et servi la cause commune avec succès en accep
le combat. La bataille de Navarin place dans son j
véritable l'alliance et la politique des puissances qui
signé le traité de Londres. Cet événement fait esp
que le cabinet ottoman, éclairé enfin dans son aveu
ment, s'empressera d'accepter les conditions qui lui
posent, à la vérité, quelques sacrifices, mais qui lu
surent en même temps des compensations essentielle
qui vont décider maintenant de celles que devra pren
notre auguste maître. Dans tous les cas, soit qu
Porte se détermine à une conduite conforme à nos vœ
soit que par des mesures hostiles elle empire encor
désavantage de sa position, Sa Majesté l'Empereur
fermement décidé à poursuivre, intimement uni a
l'Angleterre et la France, l'exécution du traité
6 juillet, d'observer dans tout état de choses le n
principe qui interdit aux puissances contractantes t
vue d'agrandissement ou quelque avantage exclusif.

L'Europe était dans l'attente de l'effet que devait

duire à Constantinople la nouvelle du désastre de Navarin. Les ambassadeurs, informés de cet événement avant le Grand Seigneur, par des avisos expédiés du champ de bataille, eurent le temps d'arrêter les mesures qu'ils devaient prendre et les démarches qu'ils avaient à faire. En conséquence, le 1er novembre, ils se présentèrent devant le reïs-effendi, et lui adressèrent les questions suivantes :

« Quelles instructions la Porte a-t-elle données à Ibrahim-Pacha? De quel œil la Porte verra-t-elle les mesures hostiles que, le cas échéant, les escadres alliées pourraient prendre? La Porte persiste-t-elle dans son refus déplorable? »

Le reïs-effendi, qui ignorait encore la défaite de la flotte turco-égyptienne à Navarin, répondit que la Porte n'ayant pas demandé aux cours alliées les instructions qu'elles avaient données à leurs chefs d'escadre, elle se croyait dispensée d'indiquer celles données à ses généraux. « Nous espérons, dit-il, que les hostilités ne commenceront pas; mais, en pareille hypothèse, nous ne sommes pas disposés à vous dire ce que nous ferions *ou ne ferions* pas. Il serait insensé celui qui donnerait un nom à un enfant avant sa naissance et avant de savoir le sexe auquel il appartiendra. En un mot, la Porte ne se départira jamais des principes qu'elle a énoncés. »

En apprenant la destruction de ses forces navales à Navarin, le Sultan entra dans une violente colère, et oubliant son rôle de vaincu, il envoya au reïs-effendi des instructions qu'une éclatante victoire aurait pu seule justifier. Le reïs-effendi les résuma dans la note suivante, qu'il envoya, le 8 novembre, aux trois ambassadeurs :

« 1° Avant toute négociation, et comme condition

première, les trois puissances devront renoncer à t intervention directe dans les affaires de la Turquie la Grèce;

» 2° Les trois puissances feront une réparation publ et solennelle à la Porte Ottomane pour l'insulte fa son pavillon devant Navarin;

» 3° Les trois puissances devront s'engager à pa une indemnité à la Sublime Porte pour les domm matériels résultant de cette insulte. »

Brennus, aux portes de Rome, jetant son épée d la balance de la victoire, n'avait pas exigé davant aussi la réponse des ambassadeurs ne se fit pas atten aux trois points énoncés, ils répliquèrent :

« 1° Le traité du 6 juillet ne nous permet pas d'a donner la question grecque avant qu'elle soit vidée

» 2° La marine turque ayant tiré le premier coup canon à Navarin, rend dérisoire de la part du Di toute prétention à une indemnité;

» 3° La Porte devait d'autant moins attendre une s faction qu'elle avait été instruite en temps et lieu danger auquel elle s'exposerait en repoussant les con de la modération et en prenant l'initiative de la for main armée. »

Cette note énergique se terminait par une invita au reïs-effendi de déclarer immédiatement quelles éta les intentions de la Sublime Porte; si, adhérant aux positions ultérieures qui lui étaient faites, elle était posée à révoquer sur-le-champ l'embargo mis sur bâtiments des puissances alliées.

Ces pourparlers ne produisirent que des résultats gatifs. Alors, les ambassadeurs des puissances cont tantes, perdant tout espoir de faire accepter le trait Londres, quittèrent Constantinople dans la matiné

8 décembre, après avoir confié à l'ambassadeur des Pays-Bas les intérêts de leurs nationaux.

Aussitôt, dans toutes les mosquées de l'empire ottoman, fut proclamé le hatti-schérif prescrivant, au nom de Dieu, du Grand Seigneur et de la patrie, l'armement général. Par ce document, adressé à tous les musulmans d'Europe et d'Asie, Mahmoud exposait la situation fâcheuse de l'empire et attribuait l'insurrection des Grecs à la haine des Russes pour l'islamisme.

« Quoique tout annonçât, disait le Sultan à ses peuples, qu'à la fin on ne devait répondre aux hostilités des puissances que le sabre à la main, cependant, pour ne pas troubler le repos des musulmans, et afin de gagner le temps nécessaire pour achever ses préparatifs de guerre, la Sublime Porte avait cherché à temporiser par des réponses aussi satisfaisantes que possible aux propositions qui lui étaient faites de consentir à l'indépendance des Grecs; mais la loi, la raison, la politique et la religion, ne permettaient pas d'y souscrire. Si l'on cédait sur cette demande, la contagion gagnerait bientôt tous les Grecs qui se trouvent dans la Romélie et dans l'Anatolie; tous prétendraient avoir la même indépendance, renonceraient aux devoirs que leur impose la qualité de raïas, et, dans le cours d'un an ou deux, ils parviendraient à triompher de la généreuse nation musulmane... Enfin, le jour viendrait où ils nous feraient la loi, ce qui pourrait, Dieu nous en préserve! amener la perte de la religion et de l'empire... Que si les trois puissances persistaient à vouloir forcer la Sublime Porte à souscrire à leurs prétentions, tous les musulmans ne devaient plus faire qu'un seul corps pour la défense de la religion et de l'empire; car cette guerre n'était pas, comme les précédentes, une guerre purement politique et entre-

prise pour des provinces ou des frontières. Le but infidèles était d'anéantir l'islamisme et de fouler pieds la nation musulmane. Ainsi, la guerre act devait être considérée comme une guerre nationa religieuse; tous les musulmans devaient s'y prépar prendre part, en cas de besoin, pour leur salut da monde et dans l'autre. Le secours vient de Dieu. »

Cette proclamation, destinée à répandre l'incendie l'imagination fanatique des sectaires de Mahomet, suivie d'une innovation bien autrement remarquable un pays soumis aux lois de la routine. Mahmoud conv à Constantinople tous les chefs des districts pour les sulter et se couvrir en quelque sorte, pendant la lu d'une ombre de représentation nationale. C'est ainsi le sultan réformateur, poussé dans ses derniers ret chements, cherchait à enflammer le patriotisme, le rage, les instincts religieux des mahométans, en mettant leur fierté sauvage aux usages des nat chrétiennes dans leurs relations politiques.

CHAPITRE NEUVIÈME.

Déclaration de guerre à la Turquie. — Passage du Pruth. — L'Empereur rejoint l'armée d'opération. — Hommages rendus par les ennemis à la magnanimité de Nicolas. — Renfort inattendu. — Marche rapide. — Succès. — Levée de 300,000 hommes. — Brillants combats au Caucase. — Harangue énergique. — Victoire. — Ordre du jour. — Faits divers. — Défection d'un corps turc. — Reddition de Varna. — Danger que court l'Empereur. — Tempête horrible. — Service funèbre à bord d'un vaisseau. — Fin de la première campagne. — Mort de l'Impératrice mère. — Création d'une décoration de femmes. — Nouveaux préparatifs de guerre. — Succès des armes françaises dans le Péloponèse.

Forcé de tirer l'épée pour défendre la dignité de sa couronne et les droits de son peuple, droits acquis par des victoires et consacrés par des traités signés avec du sang, l'empereur Nicolas, accusé dans sa politique par la Porte Ottomane d'avoir fomenté et entretenu l'insurrection grecque, d'avoir violé ou faussé les traités de Bucharest et d'Akkerman, rétorqua ces récriminations en accusant à son tour, mais avec plus de raison, le cabinet de Constantinople de violer les traités conformes à ses vues, de fermer arbitrairement le Bosphore au commerce européen, et surtout au commerce des provinces russes du sud.

Ces accusations trouvaient leurs preuves dans les aveux de la Porte elle-même, déclarant dans son hatti-schérif qu'elle n'avait accepté le traité d'Akkerman qu'avec l'intention de le rompre, et qu'à l'endroit de la question grecque, elle avait cherché à temporiser pour la résoudre à son heure les armes à la main. La Turquie était prise en flagrant délit de mauvaise foi.

Ce ne fut pourtant qu'après avoir perdu tout espoir d'accommodement que le Czar, décidé à en appeler

désormais au Dieu des armées, notifia aux puissa
européennes en forme de manifeste la déclaratio
guerre de l'empire russe à l'empire ottoman [1].

L'exécution suivit de près la menace par l'entré
l'armée russe en campagne dans les premiers jour
printemps, tandis que la France de son côté se pr
rait à consacrer les armes à la main l'indépendance
Grecs contre la domination de leurs oppresseurs. Ce
sultat, on le sait, fut obtenu plus tard par la brill
campagne de Morée. Un vaste plan d'opérations a
été dressé pour assaillir à la fois la Turquie par terr
par mer, en Europe, en Asie, sur la mer Noir
sur la Méditerranée. Tout était prêt pour le passag
Pruth. Déjà le feld-maréchal comte de Wittgenstein a
pris le commandement en chef de l'armée d'opérat
25,000 hommes de la garde impériale avaient qu
Saint-Pétersbourg, et marchaient avec un immense
tériel d'artillerie sur les routes de Kiew et de Gitom

Le 7 mai, le principal corps d'armée, fort de 115,
hommes, après avoir entendu un *Te Deum*, chanté
tête de chaque brigade, passa le Pruth sur trois colo
sans trouver de résistance. La droite s'empara sans
férir de Jassy, de Bucharest, de Krajovo, et occup
Moldavie et la Valachie. Les Russes étaient reçus pa
en libérateurs plutôt qu'en ennemis. Le comte Pa
établit aussitôt à Bucharest le siége des deux pr
pautés, qu'il gouverna jusqu'à la fin de la camp
avec une grande habileté. Quatre jours après ce pre
succès des armes russes, le divan de Valachie adres
l'Empereur une requête pour le supplier de vouloir
incorporer cette province à l'empire russe; mais f
à la ligne politique qu'il avait promis de suivre, l'

[1] Voyez les Documents historiques, n° 12.

pereur lui fit répondre par le comte de Nesselrode qu'il n'entraît pas dans ses desseins d'agrandir ses États aux dépens des provinces qui les avoisinaient.

Pendant ce temps un autre corps d'armée, commandé par le grand-duc Michel, se portait sur Braïlow pour en faire le siége. L'empereur Nicolas, parti le 7 mai de Saint-Pétersbourg, arriva devant Braïlow assez à temps pour assister à la prise d'un des faubourgs de cette place enlevé vigoureusement à la baïonnette; mais la crue subite du Danube retarda l'établissement de la seconde parallèle et des batteries; la présence de l'Empereur, qui payant bravement de sa personne visitait tous les postes et explorait les environs de la place sous le feu de l'ennemi, encouragea les travailleurs à ce point que dans la nuit du 24, on parvint à monter sur l'extrémité droite une batterie de 24 pièces de canon qui ouvrit son feu à l'aube du jour, de manière à éteindre celui du bastion qui leur était opposé. Au bruit de la canonnade, l'Empereur monta à cheval et se porta sur cette batterie pour s'assurer de l'effet qu'elle produisait; mais les Turcs, présumant à l'affluence des officiers réunis sur ce point que le Czar devait s'y trouver, dirigèrent avec des pièces de gros calibre leur feu contre le tertre sur lequel Nicolas avait mis pied à terre. Malgré les boulets de 24 qui labouraient la terre à ses pieds, l'Empereur ne voulut quitter la place qu'après avoir réduit au silence les batteries ennemies.

Le lendemain, au moment où l'Empereur parcourait à cheval les avant-postes, un parlementaire, portant un drapeau blanc et suivi d'un groupe de Turcs, se présenta devant lui pour le remercier de la part du pacha, commandant la place, de la générosité avec laquelle il avait daigné rendre la liberté aux hommes faits prison-

niers depuis l'investissement de la place, et des se
ments magnanimes qui avaient inspiré le dernier pa
graphe de son ordre du jour aux troupes russes prête
entrer en campagne :

« Soldats, leur avait dit l'Empereur, en combatt
contre des nations civilisées, vous avez acquis u
gloire impérissable, non-seulement par la bravoure q
vous avez déployée, mais encore par votre générosi
Une obéissance passive à ses chefs, une discipline sév
et la clémence envers les vaincus, ont toujours car
térisé le soldat russe. Aussi avez-vous vu les paisib
habitants accueillir votre arrivée avec joie, et ceux q
vous aviez vaincus vous saluer du nom de libérateu
Soldats, vous conserverez encore cette gloire précieu
En tendant une main amie à vos coreligionnaires, vo
dompterez ceux qui refusent de se soumettre; mais vo
épargnerez les faibles et ceux que vous trouverez désa
més; vous épargnerez les maisons, les propriétés; vo
respecterez les temples de vos ennemis, quoiqu'ils p
fessent une religion différente. Ainsi l'ordonne la d
trine sacrée que nous tenons de notre Sauveur. Ce
qui par sa douceur et par son humanité se sera conc
les ennemis les plus acharnés, celui d'entre vous
aura pris la défense de la veuve et de l'orphelin, s
aussi cher à mon cœur que celui qui aura montré
plus de bravoure dans le combat.

» Soldats russes, vous ne tromperez pas mon atten
nous avons pour nous Dieu, qui couronne par la victo
le bon droit et l'intrépidité. »

Quoique les travaux du siége fussent poussés avec u
grande activité, ils n'étaient pas suffisamment avanc
pour faire espérer une prompte reddition de la plac
Nicolas se décida à rejoindre pour quelques jours l'I

pératrice, qui venait d'arriver à Bender. De là Leurs Majestés Impériales se rendirent ensemble à Odessa, pendant que le 3e corps se préparait à franchir le Danube vers Issatscha, sous les ordres du général Roudzewitsch.

Ce passage, difficile en temps ordinaire, présentait aux soldats russes un obstacle presque insurmontable. La crue extraordinaire des eaux avait soulevé le fleuve de son lit pour le jeter sur les rives, transformées en marais fangeux. Malgré ces difficultés, les troupes parvinrent à construire en quelques jours une digue mesurant deux kilomètres de longueur : ce travail, digne des légions romaines, permit d'y asseoir un pont sous les yeux de 15,000 Turcs, qui, fortement retranchés dans *une position* au delà du fleuve, paraissaient disposés à en disputer le passage.

Sur ces entrefaites, un incident heureux vint faciliter aux Russes le moyen de balayer l'ennemi de la rive droite du Danube. Les Cosaques Zaporogues, qui depuis le seizième siècle occupaient l'embouchure du Danube sous la protection de la Porte, informés que l'empereur Nicolas, de retour d'Odessa, se trouvait en personne au camp russe, sollicitèrent la faveur de lui présenter leurs hommages. Ils furent tellement séduits par son affabilité et son air de grandeur, qu'ils lui offrirent *leurs* services en demandant à rentrer au sein de leur ancienne patrie.

Dans la nuit du 8 juin, l'Empereur, décidé à forcer le passage du Danube, se rendit au milieu de ses troupes sur la digue qui conduisait au fleuve, et assista, le front découvert, à un *Te Deum* chanté pour implorer en ce moment décisif la protection du Dieu des armées. L'ataman des Cosaques Zaporogues lui dit : « Sire, d'après

la manière dont nous nous comporterons, Votre Maje jugera si nous sommes dignes de la servir. »

A une heure du matin, Nicolas fit ouvrir le feu une batterie de vingt-quatre pièces de douze. Alors troupes russes, protégées d'un autre côté par les can d'une flottille qui avait remonté le fleuve, s'élancèr avec un élan admirable dans les embarcations, et p vinrent, malgré une résistance acharnée de la part d Turcs, à les refouler dans la forteresse d'Issatscha. Ai qu'ils l'avaient dit, les Cosaques Zaporogues se co portèrent si bravement, que l'Empereur nomma l ataman colonel sur le champ de bataille, le décora de croix d'officier de l'ordre de Saint-Georges, et lui acco dix autres croix pour être distribuées aux plus vailla de sa troupe. De ce moment, ces braves soldats fur enchaînés pour toujours à la fortune du Czar. En ce occasion, l'armée russe applaudit tout entière au br lant courage de plusieurs officiers français qui avai sollicité l'autorisation de faire cette campagne en qua de volontaires. L'un d'eux même, un Vendéen, di alors du beau nom qu'il portait, eut l'honneur d'enle le premier drapeau pris aux Turcs dans cette campa et celui de l'offrir à Nicolas, qui, après avoir dirigé personne le passage du Danube, venait de le franc dans un petit bateau conduit par l'ataman lui-même.

Les principaux points de défense pour les Tu étaient Silistrie, Varna, Routschouk et Choumla, p tégés par une nombreuse garnison et de forts basti flanqués d'artillerie. L'un des plus braves officiers l'armée musulmane, le séraskier Hussein-Pacha, déf dait avec 40,000 hommes la forteresse de Choum réputée imprenable par sa position. Le vizir, camp avec l'armée de réserve au delà des Balkans, couv

Constantinople. L'Empereur donna l'ordre de marcher sur cette forteresse, espérant, par la défaite du séraskier, se frayer un passage par les Balkans. Sa présence seule suffit pour réduire les places d'Issatscha, Toultcha, Matchin, Gersova et Kistendji. Cependant la forteresse de Brailow résitait toujours, et faisait éprouver à l'armée russe des pertes d'autant plus sensibles qu'elles étaient moins réparables.

Le 24 juin, les travaux étaient assez avancés pour livrer un assaut; les troupes assiégeantes, repoussées une première fois, la forcèrent le 18 à capituler. 270 bouches à feu, 17,000 pouds [1] de poudre, une immense quantité de munitions et d'approvisionnements tombèrent au pouvoir des vainqueurs; mais ces glorieux trophées avaient été chèrement achetés par la perte de 1,400 hommes tués ou blessés, parmi lesquels se trouvaient 2 généraux, 3 colonels et 16 officiers supérieurs. En récompense de sa bravoure, le grand-duc Michel reçut des mains de l'Empereur la croix de Saint-Georges de première classe.

Après la prise de Brailow, l'armée se remit en marche par une chaleur étouffante à travers un pays aride et dévasté. Cependant, malgré les maladies nombreuses qui éclatèrent au sein de leur armée et les puissants obstacles qu'ils eurent à vaincre, les Russes, s'étant concentrés, opérèrent un mouvement général sur Choumla. Les Turcs, qui s'opposèrent avec une grande résolution à ce mouvement, furent chassés de position en position, et forcés de se retirer sous la protection de leur artillerie.

Il fut reconnu, à la suite d'un conseil de guerre présidé par l'Empereur lui-même, que la prise de Choumla, au moyen d'une attaque ou d'un siége régulier, présen-

[1] Le poud représente 40 livres.

tait d'immenses difficultés, et aurait exigé d'énorme sacrifices. D'un autre côté, l'investissement complet d la place paraissait impossible en raison du nombre d troupes dont on pouvait disposer. Passer devant Chouml sans le prendre et traverser les Balkans, c'était laisse derrière soi toute une armée ennemie et s'exposer entr deux feux. Afin d'éviter toute entreprise incertaine, Ni colas donna l'ordre au feld-maréchal Wittgenstein d rester en observation devant la forteresse, pendant qu le prince Menschikoff, qui venait d'emporter Anapa menacerait Varna, et que le corps du prince Tscherbato mettrait le siége devant Silistrie. L'occupation de Varn devait assurer l'arrivage des approvisionnements d'O dessa par la mer, celle de Silistrie assurait les quartie d'hiver à l'armée du Danube.

Il n'y eut devant Choumla, jusqu'au 27 juillet, qu des engagements partiels où l'on combattit de part e d'autre avec acharnement. Le 28 juillet, au moment o deux brigades du 3e corps prenaient position sur l hauteurs boisées qui se trouvent sur la route de Silistri elles y furent attaquées par des masses de cavalerie so tenues par des pièces volantes. Les Russes, charg avec fureur par les Turcs, ne purent être entamés, là comme partout ils prouvèrent la supériorité de leu armes. Mais ces succès n'étaient pas assez décisifs, saison trop avancée et l'armée plus assez nombreu pour espérer la prise de retranchements défendus p des forces supérieures en nombre, égales en courag et dont le génie militaire consiste principalement à ten derrière des remparts.

Telle était la situation des choses lorsque l'Empereu ne jugeant plus sa présence nécessaire au camp, quit Choumla pour aller hâter l'arrivée des renforts ind

pensables à l'armée active pour emporter Varna avant l'hiver. Il arriva dans la journée du 5 devant Varna, et il donna aussitôt des ordres pour l'ouverture des travaux du siége, dont il confia la direction au prince Menschikoff et à l'amiral Greigh. Le lendemain il s'embarqua à bord de la frégate *la Flore*, qui, après une traversée heureuse, jeta l'ancre devant Odessa dans la soirée du 8.

Le séjour de l'Empereur dans cette ville est remarquable sous plus d'un rapport, non-seulement parce qu'elle devint le centre de la direction des opérations militaires, mais encore parce qu'elle servit de siége aux négociations diplomatiques les plus délicates. Les ministres étrangers qui avaient suivi l'Empereur à l'armée le rejoignirent dans cette ville avec le comte de Nesselrode.

C'est de cette place que le Czar rendit, le 22 août, un manifeste ordonnant une levée de quatre hommes sur cinq cents, levée qui, avec celle du mois d'avril, devait produire trois cent mille soldats. Cette mesure indiquait une résolution immuable de poursuivre la guerre avec vigueur, malgré les efforts des ministres étrangers, cherchant tous les moyens d'arriver à un accommodement.

Dans le même temps, la victoire couronnait au delà du *Caucase* les armes russes, dont les aigles flottaient sur des forteresses réputées inexpugnables. Sur le pied de la défensive en Europe, le Sultan voulait frapper un grand coup en Asie. A cet effet, dès le commencement de la guerre il avait donné l'ordre au séraskier d'Erzeroum d'envahir sur divers points avec quarante mille hommes les provinces caucasiennes, occupées seulement par douze mille combattants. La situation était d'autant

plus critique, que les munitions et les vivres étai épuisés, et que les parcs d'artillerie étaient hors de s vice. L'arrivée des Turcs semblait devoir soulever masse les provinces musulmanes tributaires de la Rus agitées par les proclamations du Sultan.

Paskevitch, prêt à faire tête à l'orage, comprit qu' coup rapide et hardi pouvait seul arrêter la marche l'ennemi sur les contrées confiées à son génie. En eff au moment où les Turcs s'y attendaient le moins, parut tout à coup sous les murs de Kars, forteresse lèbre dans les annales musulmanes. Paskevitch enl d'assaut, au bout de quatre jours, une place qui p dant quatre mois avait repoussé les efforts de quat vingt-dix mille hommes commandés par le schah Nad et qui en 1807 avait défié tous les efforts des Russes po s'en emparer. Les Russes trouvèrent dans la fortere cent cinquante-deux pièces de canon, trente-trois dr peaux, un arsenal rempli d'armes et de munitions, des magasins abondamment pourvus de vivres. Quelqu jours après, les Turcs perdirent la forteresse de Poti, dernière qu'ils possédassent encore sur la côte orient de la mer Noire.

Paskevitch, pour achever la conquête de la Géor turque et assurer ses communications avec la mer Noi se porta après la prise de Kars sur la forteresse d'Akh kalaki; sa marche à travers la chaîne supérieure monts Tschildyr fut longue et semée de périls; il p vint néanmoins devant la place, dont il s'empara sa coup férir.

De là, et sans s'arrêter, il continua son mouvem sur Akhaltzikh, située à l'extrémité septentrionale l'Arménie turque. Avertis de son approche, les pach de Kars et d'Erzeroum, Mehmed-Kios et Mustapha, r

semblèrent une trentaine de mille hommes, et se mirent en devoir de secourir la place menacée. Quoique inférieur en nombre, le général russe n'hésita pas à les attaquer dans quatre camps où ils s'étaient retranchés. L'action, engagée à l'aube du jour, dura quatorze heures, et ne se termina que fort avant dans la soirée par la déroute complète de l'ennemi. Une partie des troupes battues se retira en désordre sur Erzeroum, par la route d'Ardaghan; 5,000 hommes seulement purent se jeter dans la place avec le pacha Mehmed-Kios, grièvement blessé dans le combat.

La victoire du général russe était complète : il avait enlevé à l'ennemi onze drapeaux, dix pièces de canon, et tous ses magasins; mais il avait à déplorer la mort du général Kossolkoff, tué à la tête du 4e régiment de chasseurs en montant à l'assaut des retranchements.

Akhaltzikh, bâtie par les Circassiens, comme un nid d'aigle, sur des rochers escarpés, était défendue par une double haie de palissades, par des fortifications suspendues à un rocher taillé à pic, par une nombreuse artillerie disposée sur trois gradins, par les maisons, construites et crénelées comme des châteaux forts, et surtout par le courage personnel des habitants, tous guerriers par instinct et par profession.

Cette place, qui depuis les trois siècles qu'elle appartenait aux Turcs se vantait de n'avoir jamais vu flotter sur ses murs d'autre bannière que la sienne, servait de repaire à une bande de hardis aventuriers sans foi ni loi, apostats de toutes religions, renégats de toutes nationalités, mais soldats solides, sans peur, sinon sans reproches. La défense d'Akhaltzikh confiée à de tels éléments semblait la rendre imprenable; aussi le pacha qui la commandait, se croyant invincible, répondait par des

fanfaronnades aux offres de capitulation qui lui étai faites.... « Akhaltzikh, disait-il aux parlementaires russ est une belle femme qui se donne aux plus forts et aux p vaillants; à ce double titre, elle m'appartient. Si Pasl vitch la désire, qu'il vienne l'arracher de mes bras. »

Depuis trois semaines le feu des batteries russ habilement dirigé, vomissait une lave de fer dans place sans ébranler le courage des assiégés, lorsq Paskevitch reconnut que le manque de munitions all trahir le sien.... Les pièces n'avaient plus que quelq coups à tirer. Il réunit ses officiers supérieurs en co seil de guerre, et leur dit :

« Messieurs, il ne nous reste d'autre alternative q de battre en retraite ou de prendre la place d'assaut. vois déjà dans vos regards celle que vous choisissez, je vous en remercie tant en mon nom qu'au nom l'Empereur. Dans le premier cas, nous laisserions de rière nous la preuve d'un échec moral; mais, dans second, nous jouerons avec un ennemi cinq fois pl nombreux que nous une partie où entre la victoire une destruction totale il n'y a pas de terme moyen.... vous offre donc aujourd'hui un triomphe digne de n aigles ou une tombe digne de vous, choisissez. »

A cette courte mais énergique harangue, les offici répondirent en masse par le cri de Vive l'Empere « Vive l'Empereur! reprit Paskevitch; par ce cri, no vaincrons. » L'attaque fut aussitôt résolue. Le 15 aoû un office religieux, qui pour un grand nombre devait ê un service funèbre, fut célébré au milieu du camp; pu les braves, bénis par la religion, s'approchèrent l'ar au bras de la place où ils devaient vaincre ou mourir. était quatre heures de l'après-midi. La colonne d'attaqu commandée par le colonel Borodine, s'élança à l'assa

et, après des efforts inouïs, pénétra dans la ville; mais ici le combat changeant de face se montra dans toutes les horreurs d'une lutte implacable, désespérée. A chaque pas il fallait briser une barricade de baïonnettes et enlever d'assaut une maison crénelée. Les défenseurs d'Akhaltzikh, s'inspirant des souvenirs de Saragosse, combattaient et disputaient le terrain pied à pied avec le courage d'un désespoir héroïque; les rues étaient jonchées de cadavres. Les Turcs, passés au fil de l'épée, tombaient fièrement sans demander grâce et merci. La lutte, éclairée par l'incendie de la ville brûlant sur plusieurs points, dura toute la nuit. Ce ne fut que dans la matinée du 16 que le drapeau de Saint-Georges flotta sur les murs de la ville, passant des bras de son commandant en chef dans ceux du général russe.

Le vainqueur, campant sur des ruines, accorda grâce et protection aux vaincus; il rétablit l'ordre et l'administration conforme à leurs mœurs, et relevant les murs écroulés d'Akhaltzikh, il en fit un poste avancé de la Géorgie, du côté de la Turquie asiatique.

La prise de Bayazid, située au pied de l'Ararat, garantit aux Russes la sécurité de la province d'Érivan. Ainsi en moins de deux mois, avec peu de ressources et une poignée de soldats, la volonté de l'empereur Nicolas se trouvait pleinement exécutée. Le pays transcaucasien, menacé d'une invasion dévastatrice par une nombreuse armée, était délivré, et les pachaliks de Kars et d'Akhaltzikh se trouvaient au pouvoir de Paskevitch. L'heureux général constata les succès de ses troupes en leur adressant, le 9 septembre, cet ordre du jour :

« Braves guerriers,

» Vous avez acquis devant Kars et Akhaltzikh des

lauriers qui ne se flétriront jamais ; vous vous êtes verts d'une nouvelle gloire.

» En avant de Ayhalkalakd, vous avez vu ouvert de vous un sentier plein d'écueils et hérissé de difficu des rochers suspendus sur vos têtes, point de ro frayées sous vos pieds. Néanmoins là où les chevau leurs conducteurs ne posaient qu'un pied trembl vous avez porté sur vos bras vigoureux les fardeaux plus pesants, vous avez traîné de l'artillerie de siége vous avez paru devant Akhaltzikh signalant chacun de pas par une fermeté et un zèle héroïques.

» Je n'ai pas hésité à tenir tête avec vous à l'enne Mon attente n'a pas été trompée : le 17, vous anéanti ses phalanges, vous lui avez enlevé une p avantageuse de campement, et vous vous êtes prépa à le vaincre.

» Le 21, vous avez porté vos armes dans son ca au secours duquel sont accourus trente mille guerr déterminés. Pour vous, qui étiez trois fois moins n breux, vous avez paru intrépidement devant eux ; v les avez combattus quatorze heures sans relâche a des adversaires acharnés : au milieu de tant d'obstac vous avez, avec une bravoure héroïque qui a décon l'ennemi, emporté son camp retranché et planté le peau de la victoire au milieu de ses retrancheme C'est à vous, généreux frères d'armes, que sont dus trophées de cette journée. . . . .

» Il ne vous a fallu que quatre jours, sous le feu le vif de l'ennemi, pour achever les travaux du siége ; v avez repoussé les sorties, et enfin, le 8, vous avez do l'assaut avec autant de joie que de courage. Akhaltzi réputé si longtemps imprenable, fameux par la viole sanguinaire de ses habitants, et défendu par quinze m

hommes, est maintenant, après treize heures d'assaut, soumis à vos armes. La plus opiniâtre résistance, l'obstination désespérée de ses défenseurs se jetant devant la mort, tout a cédé à votre courage héroïque.

» Braves guerriers, chaque pas vous a coûté des flots de sang, mais chacun de vos pas a été marqué par des succès et les pertes de l'ennemi. Dans cette journée, vous avez enlevé cinq drapeaux, soixante-dix canons, et vous avez fait mordre la poussière à plus de cinq mille ennemis. Je vous exprime ma vive reconnaissance, mes braves compagnons d'armes. Dans le cours d'une carrière de vingt-deux ans que j'ai déjà parcourue, j'ai vu beaucoup de courageuses armées; mais je n'en ai pas vu de plus braves dans l'action, de plus patientes dans les fatigues de la guerre. Je m'estimerai heureux de pouvoir attester devant notre juste et magnanime empereur vos brillants faits d'armes, dont le souvenir passera à la postérité la plus reculée.

» Braves guerriers! honneur et gloire à vous! »

Le succès des armes russes en 1828, tant en Europe qu'en Asie, soit sur mer, soit sur terre, l'occupation des deux provinces et d'une grande partie de la Bulgarie et de l'Anatolie, la prise de quatorze forteresses, de 1,200 pièces de canon, de 400 drapeaux, de 30,000 hommes et de 9 pachas faits prisonniers, auraient dû convaincre le Sultan de la nécessité de se réconcilier avec l'empire russe. Mais Mahmoud, fatalement inspiré par l'orgueil musulman, doublé du fanatisme oriental, persistait dans son humeur guerrière.

Tandis que les troupes russes prenaient, dès le milieu du mois d'octobre, leurs cantonnements d'hiver en Asie, le Divan se préparait à la reprise des hostilités. La

première partie de la campagne en Europe avait eu p
les Russes des succès incontestables; toutes les forter
ses qu'ils avaient emportées au pas de course leur avai
coûté peu de sang, à l'exception de celle de Braïlo
la victoire les avait conduits au pied des Balkans, jusq
sous les murs de Choumla, dont la prise devait le
ouvrir la route de Constantinople. D'un autre côté,
listrie et Varna se trouvaient assiégés par deux cor
d'armée. Routschouk et sa tête de pont étaient sin
bloqués, du moins observés par une colonne sous
ordres du général Korniloff, et la petite Valachie
trouvait occupée par le baron de Geismar avec une fo
division. Les Turcs, partout sur la défensive, et mal
quelques avantages de cavalerie, faibles compensati
à leurs désastres, ne pouvaient résister que derrière
retranchements qui, tombant devant le courage dis
pliné des Russes, pouvaient d'un instant à l'autre livr
le sort de l'empire ottoman dans les plaines d'And
nople.

Telle était la position militaire des Russes à la fin
juillet; mais la disette des vivres d'une part, et la pe
qui d'autre part avait réencombré les hôpitaux, co
pliquaient singulièrement cette position. Les habita
des principautés, qui d'abord avaient accueilli les Rus
en libérateurs, fuyaient maintenant un pays dévasté;
riches se retiraient sur le territoire autrichien pou
cacher les débris de leurs fortunes; les pauvres se ré
giaient dans les forêts pour y partager avec les anima
la vile pâture qu'ils leur disputaient. Aussi les opérati
militaires étaient poussées avec moins de vigueur.
premiers jours du mois d'août furent même signalés
des succès de résistance qui les ralentirent davant
sous les murs de Choumla et de Varna; mais les réser

de l'armée russe arrivaient à marches forcées sur le théâtre de la guerre.

Cependant le général Menschikoff et l'amiral Greigh, renforcés bientôt par quelques troupes, redoublèrent d'efforts pour s'emparer de Varna. Ils parvinrent à élever au pied des hauteurs qu'ils venaient d'enlever six redoutes qui devaient former la ligne de blocus entre la mer et la plaine qui aboutit au golfe du côté nord ; elles furent achevées en six jours, malgré les sorties des assiégeants. Le prince de Menschikoff poussait avec succès les travaux du siége, lorsque, dans la journée du 21 août, cherchant à repousser une vigoureuse sortie, il fut grièvement blessé par un boulet, et il dut céder le commandement à son chef d'état-major Perowsky. Le 29 août, cet habile officier avait poussé la sape jusqu'à 80 toises de la place, de manière à y établir une nouvelle batterie de mortiers.

L'aide de camp général Woronzoff, arrivé ce jour-là même pour prendre le commandement en chef laissé vacant par la blessure de Menschikoff, ne tarda pas à être témoin de l'opiniâtre intrépidité de l'ennemi qu'il allait combattre. En effet, les assiégeants opérèrent dans la nuit du 31 trois sorties simultanées. Repoussés sur deux points, ils étaient parvenus à s'établir dans une forte redoute qui défendait la droite des lignes russes ; mais ils en furent délogés la nuit suivante.

Pendant ce temps, l'empereur Nicolas, dont l'activité embrassait toutes les affaires de ses vastes États, imprimait une impulsion rapide aux travaux militaires et maritimes de Nicolaïeff. Il pressait la levée des réserves et la marche des renforts destinés à l'armée active de Nicolaïeff ; il partit le 3 septembre pour se rendre sous les murs de Varna. Dès son arrivée, il voulut voir le géné-

ral Menschikoff pour lui témoigner, avec les regr
que lui faisait éprouver sa blessure, sa satisfaction p
sa courageuse conduite sous le feu de l'ennemi. La p
sence du Czar donna une nouvelle activité aux trava
du siége. Sous ses yeux, la flotte, rivalisant de zèle a
les troupes de terre, faisait des prodiges. Nicolas é
blit son quartier général à bord du vaisseau *la Ville*
Paris, pour être à portée de se porter plus rapideme
sur les points de l'attaque et de la défense. L'armée
siége, cernant presque entièrement la place du c
nord, ne tarda pas à être renforcée par 20,000 homn
d'élite; mais Omer-Vrione, parti de Choumla a
8,000 combattants, venait d'arriver sur le théâtre de
guerre, où le grand vizir lui-même était attendu a
20,000 hommes; son avant-garde se montrait déjà da
les environs d'Aïdos.

L'Empereur, comprenant alors l'importance de l'
vestissement de la place, détacha une colonne de
garde pour occuper la côte méridionale du golfe
Dewno. Ce mouvement s'opéra avec un plein succ
Le lendemain, tandis que l'ennemi lançait une fo
division de cavalerie accueillie par une nombreuse ar
lerie, les assiégeants tentaient une plus sérieuse attaq
sur la droite des Russes pour détruire leurs trava
arrivés jusqu'aux fossés de la forteresse. Le comb
engagé de part et d'autre avec un grand acharneme
fut sanglant. Les retranchements pris et repris trois f
étaient jonchés de morts; le major général Perow
fut blessé aux côtés de l'Empereur, qui ne cessa de
montrer au plus fort du danger. A la fin les Tur
repoussés de toutes parts, se virent forcés d'abandon
une position qu'ils conservaient encore devant le fr
d'attaque de la forteresse. En tout et partout, le sol

russe prouvait qu'il savait allier aux ressources du génie militaire la valeur froide et contenue qui assure la victoire.

Plusieurs jours se passèrent marqués de part et d'autre par une incessante canonnade et des essais de négociation demeurés sans résultats ; cependant le 7 octobre fut signalé par un brillant fait d'armes ; une heure avant le jour une colonne formée de tirailleurs et de matelots d'élite, commandés par un lieutenant de marine et soutenus par deux compagnies de la garde, avec cent cinquante travailleurs munis de gabions pour occuper le premier bastion, s'avancèrent l'arme au bras dans la brèche et firent main basse sur tous les Turcs qui s'y trouvaient. Ces braves, emportés par un excès de courage qui leur fit oublier que le but unique de leur mission était l'établissement d'une batterie, pénétrèrent dans la place, refoulant devant eux tous les Turcs qui cherchaient à leur disputer le passage.

Vainement on essaya de les soutenir en pratiquant de fausses attaques sur d'autres points ; les assiégeants, revenus de leur terreur panique, reprirent vigoureusement l'offensive : les Russes n'eurent que le temps d'enclouer ou de jeter dans les fossés les pièces du bastion où ils avaient reçu l'ordre de s'établir ; ils avaient perdu beaucoup des leurs, mais ils eurent la consolation de ramener au camp un grand nombre de femmes et d'enfants chrétiens qui s'étaient mis sous leur protection à leur sortie de la ville.

Tout était prêt pour un assaut général, lorsque le secrétaire particulier de Joussouf-Pacha se présenta le 8 octobre, en qualité de parlementaire, à bord de la *Ville de Paris*. Une première conférence n'aboutit à rien ; reprise le lendemain sous la tente du général Woronzoff,

elle n'eut pas un plus heureux succès; mais le soir, J
souf partit lui-même, promettant une réponse déc
pour le jour suivant. En effet, il revint le 10 dan
matinée, et déclara à l'Empereur que, persuadé de l
possibilité où se trouvaient les Turcs de défendre
longtemps une ville réduite à la dernière extrémit
avait conseillé sa reddition, mais que le capoudan-pa
ne voulait l'offrir à aucune condition... Il croyait d
lui, Joussouf-Pacha, avoir assez satisfait aux exige
de l'honneur militaire pour se donner le droit de
plus rentrer dans la place, et de demander asile et
tection aux aigles russes. L'empereur Nicolas lui acc
l'un et l'autre.

Cet incident produisit une vive impression sur l'e
des assiégés. Les troupes qui avant l'arrivée du ca
dan-pacha avaient été sous les ordres du général Jo
souf, sortirent de la ville au nombre de 6,800 homm
et vinrent sans armes au camp des Russes pour s'y décl
prisonniers de guerre. Cette défection se passait
les yeux du capoudan-pacha, auquel trois cents hom
seulement restèrent fidèles. De la citadelle où il s
ferma avec eux, il envoya ce fier message à l'Empere
« Si avant quatre heures Votre Majesté ne m'acc
point l'autorisation de rejoindre Omer-Vrione, je f
sauter la citadelle avec les braves qui se sont associ
ma fortune. — C'est la première fois, répondit l'Em
reur au parlementaire, que le vaincu dicte des co
tions au vainqueur. Allez dire à celui qui vous en
que j'estime trop le courage de mes ennemis pour
accorder les honneurs du martyre... Je consens donc
que le capoudan-pacha sorte librement de la citade
mais sous la condition expresse qu'il prendra la r
de Bourgas. » Vers midi, une nombreuse députa

sortie de la ville vint en présenter les clefs à l'Empereur. L'occupation de Varna par les troupes russes fut aussitôt saluée par des salves d'artillerie, tirées des batteries de terre et de tous les bâtiments de la flotte.

Les ambassadeurs des puissances étrangères venaient d'arriver au camp pour être témoins de ce triomphe, le plus important de la campagne. Ils assistaient le lendemain au *Te Deum* qui fut chanté au camp du général Woronzoff, et unirent leurs actions de grâces à celles d'une armée dont ils admiraient le courage dans l'action et la générosité dans le succès.

Cent soixante-deux bouches à feu, des magasins considérables en armes, en poudre et en munitions de guerre tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Nicolas voulant perpétuer le souvenir de ses ancêtres qui avaient combattu sous les murs de Varna et celle de la fin glorieuse que, l'an 1644, Wladislas VI, roi de Pologne, y avait trouvée dans une bataille contre Amurat II, envoya douze canons pris à Varna pour élever un monument à la mémoire des guerriers dont il venait de venger la mort. Mais la Providence en disposa autrement : ces pièces, jetées quelques jours après par une tempête sur les côtes de Bourgas, retombèrent dans les mains des Turcs. Les récompenses, les faveurs et les promotions que l'empereur Nicolas distribua à l'occasion de la prise de Varna aux braves qui y avaient pris part, prouvent l'importance qu'il attachait à la conquête de cette place. Joussouf-Pacha lui-même ne fut pas oublié dans la répartition des largesses impériales. Il reçut à Odessa une somme considérable et des terres en Crimée en compensation des biens immenses qu'il possédait en Macédoine, et qui étaient menacés d'être mis en séquestre.

Les troupes turques accourues au secours de Va s'étaient retirées avec précipitation au delà du K tschick; alors, après avoir pris les dispositions néc saires pour la continuation des opérations, et donné ordres pour relever et augmenter les fortifications Varna, l'Empereur prit la résolution de se rendr Saint-Pétersbourg, de manière à y arriver le jour de naissance de son auguste mère. Le sentiment de famille n'a jamais failli dans son cœur également escl de ses devoirs de soldat et de fils. Le 14 octobre passa de la *Ville de Paris* à bord du vaisseau l'*Impé trice Marie,* et mit à la voile pour la capitale de ses Ét Il était accompagné du grand-duc Michel et de quelq généraux. Le comte de Nesselrode et les légations étr gères passèrent à bord du *Panteleïmon*. La mer é calme et semblait annoncer une traversée heureuse, m à peine les deux vaisseaux étaient-ils sortis de la ra que la brise fraîchit et qu'une de ces tempêtes si red tables dans les eaux de la mer Noire, éclata dans to ses fureurs. Les marins les plus expérimentés ne se pelaient pas en avoir essuyé de plus terribles. Les d vaisseaux ne tardèrent pas à être séparés par une br épaisse. La violence du vent, la hauteur des vague brisant contre les flancs des vaisseaux, l'obscurité fonde qui avait remplacé la lumière du jour, donnaie ce drame maritime un caractère qui présageait une im nente catastrophe. La plus grande confusion régna bord de l'*Impératrice Marie*. Seuls, l'empereur Nicola le capitaine Pape-Christ conservaient un sang-froid ne se démentit pas un seul instant. Le calme de celu se trahissait à peine par une émotion bien légiti quand on pense à la terrible responsabilité qui pe sur lui.

L'Empereur le prenant à l'écart, lui demanda s'il y avait apparence de danger.

« Sire, répondit le capitaine Pape-Christ, le danger que nous courons est immense ; mais en ce moment suprême il n'existe réellement que pour moi, puisque je porte la fortune de César. »

L'empereur Nicolas lui serra la main, et habitué à commander à 60 millions d'hommes, il voulut essayer la puissance de son empire sur les flots déchaînés. Mais au premier ordre qu'il donna, le capitaine du vaisseau lui dit avec une fermeté en rapport avec la gravité de la situation.

« Sire, je suis le maître ici, et seul j'ai le droit de commander, à moins que vous ne me demandiez mon épée.

— C'est juste, » répliqua l'Empereur, et il ajouta : « Faites donc votre devoir, la Providence fera le reste. » Bientôt le vaisseau impérial désemparé en partie par les coups sourds de la rafale, et par les ordres mêmes du commandant, ne fut plus qu'une ruine flottante au milieu des vagues. La tempête durait depuis vingt-quatre heures, implacable, acharnée, lorsque le lendemain le soleil venant à percer la brume qui enveloppait le vaisseau, l'Empereur demanda au capitaine.

« Où sommes-nous ?

— Nous sommes, répondit celui-ci avec une expression de terreur, nous sommes en vue des côtes de la Turquie, et si Dieu ne vient à votre aide, Sire, je ne verrai dans un instant peut-être qu'un seul moyen pour sauver Votre Majesté.

— Lequel ? demanda l'Empereur.

— Celui de chercher un refuge dans le Bosphore. »

A ces mots Nicolas tressaillit ; la pensée de tomber

vivant entre les mains de ses ennemis l'épouvantait p
que la mort.

« Mais rassurez-vous, ajouta le capitaine, j'esp
encore pouvoir épargner un tel malheur à l'emp
russe. Me laissez-vous carte blanche, Sire?

— Oui, mais à la condition expresse que tu f
tout pour empêcher Nicolas de devenir prisonnier
guerre de Mahmoud.

— Il suffit. »

Un instant après, l'Empereur, aussi calme que s'i
fût trouvé dans un des salons du palais d'hiver, d
cendit dans sa cabine, où il s'enferma seul pour dem
der à Dieu une de ces inspirations qui parfois sauv
les empires.

De son côté, le vaisseau monté par le corps *diplo*
tique se trouvait dans une détresse plus grande enco
Complétement désemparé, sans voiles de rechan
flottant à l'aventure, il semblait à chaque instant v
loir s'engloutir. Le capitaine avait déclaré qu'un mir
seul, et un *miracle de première classe,* pouvait sau
le *Panteleïmon.* Alors il se passa à son bord une sc
étrange mais solennelle, sans exemple peut-être d
les annales maritimes. Des cierges furent allumés d
l'entre-pont sur un autel dressé à la hâte et tendu
draperies sombres; la clarté de ces flambeaux vacil
sous le roulis du navire répandait de sinistres re
sur un crucifix d'argent voilé de deuil; les membres
corps diplomatique, à genoux, entouraient l'autel; d
rière eux les marins russes enveloppés de linceuls s
blaient assister à leurs propres funérailles. Un pr
monta à l'autel, et après avoir dit ainsi que le capitai
« Nos âmes vont paraître devant Dieu! » il commença
prières des agonisants, et donnant le premier l'exem

de la résignation, il prépara à la mort ces malheureux qui voyaient déjà creusé sous leurs pieds un sépulcre sans fond. Une absolution générale, donnée et reçue avec recueillement, termina cette sinistre mais pieuse cérémonie. Pendant ce temps le capitaine Pape-Christ et son équipage faisaient des efforts surhumains pour sauver l'*Impératrice Marie;* ils luttaient corps à corps avec la tempête, ils semblaient la défier de briser leur courage. L'Empereur, remonté sur le pont, avait dit à Pape-Christ :

« J'ai tout prévu.

— Et moi aussi! » avait répondu le brave marin.

Enfin, après trente-six heures dont chaque minute paraissait devoir être la dernière, les côtes de la Turquie disparurent, et le capitaine Pape-Christ s'écria en joignant les mains : « Dieu soit loué! nous sommes au large! » Ce ne fut que le quatrième jour et après avoir échappé à un danger dont seuls les hommes du métier comprirent l'importance, que l'Empereur débarqua dans la nuit du 19 au 20 à Odessa.

Son premier soin en mettant pied à terre fut de s'informer du *Panteleïmon;* la pensée qu'il pouvait avoir péri corps et biens assombrit la joie qu'il éprouvait de sa propre délivrance. Interrogé sur les moyens qu'il avait pris pour l'empêcher de tomber au pouvoir des Turcs, le capitaine Pape-Christ répondit en faisant un geste énergique :

« J'aurais fait sauter mon vaisseau.

— Heureusement, lui dit l'Empereur, que j'en avais trouvé un moins extrême.

— Lequel, Sire, oserais-je le demander à Votre Majesté?

— J'avais préparé des pièces qui par leur caractère

officiel avaient donné à l'*Impératrice Marie* les a
rences d'un bâtiment parlementaire, et l'avaient
mis sous la sauvegarde du droit des gens. »

La nouvelle de la perte du *Panteleïmon* se rép
dans la journée, et fut un coup de foudre pour le
du Czar, qui considérait ce désastre non-seule
comme un malheur personnel, mais comme une
strophe européenne. Cette nouvelle était fausse, ce
timent, que nous avons laissé se débattre dans les
vulsions de la tempête, avait eu le bonheur inespér
se soutenir au large; mais après avoir échappé mir
leusement à la fureur des flots, il avait couru un da
non moins grand, celui de la famine. Ce ne fut q
bout de sept jours, sept jours d'agonie, qu'il parvi
entrer désemparé comme un oiseau sans ailes da
port de Sébastopol. L'équipage et tous les passag
anéantis presque de soif, de faim et de fatigue,
semblaient à des spectres.

La prise de Varna produisit une profonde impres
à Constantinople. L'orgueil humilié du Sultan ne vo
y voir d'abord que l'œuvre de la trahison; aussi n'hé
t-il point d'accuser Joussouf-Pacha, en ajoutant à l'
thème lancé contre lui l'ordre de séquestrer ses bie
de garder sa famille en otage; mais revenu bientôt à
idées plus justes et plus vraies, il se désista de ses mes
de rigueur en accordant un bill d'indemnité au capit
estimé dont il avait suspecté l'honneur et la loyauté

Pour réparer l'échec que venaient d'éprouver
armes, il décréta l'armement général des musulm
depuis l'âge de quinze ans jusqu'à soixante, la mo
sation de l'enfance et de la vieillesse. En attendant
levée en masse et au moyen de quelques renforts
tant à 140,000 hommes les forces de son armée act

il ne se proposait rien moins que d'envahir la Valachie, de faire lever le siége de Silistrie et de reprendre Varna.

Quant aux positions devant Choumla, les Russes n'y tenaient plus depuis un mois que comme diversion utile aux opérations du siége de Varna; aussi dès que cette place fut en leur pouvoir, le feld-maréchal Wittgenstein commença son mouvement de retraite dans la direction de Silistrie, pour rejoindre le troisième corps du général Roudzewitsch et ceux des généraux Roth et Tscherbatoff. La retraite s'opéra heureusement malgré les bruits répandus par les Turcs, que les Russes arrivaient à Silistrie dans une situation pareille à celle de l'armée française en 1812 sur les rives de la Bérésina.

Le feld-maréchal Wittgenstein en arrivant à Silistrie n'y trouva pas les travaux fort avancés, quoique les Russes n'y eussent pas moins de cent vingt bouches à feu; mais la garnison assiégée, dont la résistance était soutenue par des renforts successifs, ne cessait de les inquiéter par des sorties plus ou moins heureuses, et cette époque avancée de la saison, de violents orages accompagnés de pluies torrentielles ayant inondé les tranchées, les abords de la place, et rendu presque impraticables les chemins ouverts à l'arrivage des convois de munitions et de vivres, le général Wittgenstein espérant amener les assiégés à capituler, convertit le siége en un bombardement qui dura quarante-huit heures. Vains efforts! l'énergie de la résistance, la nature elle-même, s'opposaient à toutes les opérations. Un froid prématuré de dix à douze degrés glaçait le courage des soldats, la neige paralysait le feu de leurs batteries; le Danube charriait des glaçons, la faim menaçait d'assiéger les assiégeants dans leur camp, dont l'hiver avait intercepté toutes les communications. La retraite devenait donc d'une absolue

nécessité, si l'on voulait éviter les désastres éprou
par l'armée française en 1812. Le général Wittgenst
le comprit, aussi leva-t-il le siége pour donner à
troupes des cantonnements à l'abri de la mauvaise s
son. Cette retraite, quoique sagement ordonnée et e
cutée avec l'habile prévoyance d'un chef jaloux de la
de ses soldats, ne put se terminer sans de nouvel
pertes et de grands sacrifices.

L'armée russe, que les nouvelles de Vienne et
Constantinople représentaient comme anéantie, offr
encore à la fin de novembre un effectif de 80,000 homm
Tous les efforts que les Turcs firent dans ce temps p
reprendre l'offensive et recouvrer Varna vinrent
briser devant les baïonnettes qui avaient su leur pren
cette importante place.

Ainsi finit cette campagne, dont les deux parties b
ligérantes s'attribuèrent l'honneur du triomphe, m
que l'histoire, plus juste dans ses jugements, doit con
dérer uniquement à l'avantage des armes russes.
moins de quatre mois, les généraux de l'empereur
colas avaient envahi trois vastes provinces, conq
deux places qui tenaient le premier rang parmi
forteresses turques, emporté à la baïonnette un gra
nombre de forteresses, et planté l'aigle impériale sur
remparts de Varna, où les ennemis de la Russie avai
déjà creusé le tombeau de sa gloire.

Au moment de suspendre les hostilités rendues i
possibles par les rigueurs de l'hiver, l'empereur Nico
prit deux mesures importantes pour enlever à la Po
Ottomane la possibilité d'assurer l'approvisionnement
sa capitale. La première, prohibant l'exportation
blés par les ports de la mer Noire et de la mer d'Az
ne provoqua aucune réclamation étrangère ; mais

seconde, annonçant le blocus des Dardanelles, souleva quelques difficultés. Bien que les lois ordinaires de la neutralité maritime imposassent aux neutres l'obligation de respecter tout blocus définitif, et donnassent aux puissances qui l'établissent le droit légitime de le faire respecter, le blocus des Dardanelles n'en souleva pas moins des plaintes, surtout de la part du commerce britannique, auquel l'Empereur fit quelques concessions. Ce prince voulant léser le moins possible les intérêts du commerce neutre, autorisa le vice-amiral Ricord, commandant son escadre d'observation :

1° A permettre l'entrée des Dardanelles et du Bosphore à *tous* les bâtiments neutres qui, n'ayant à bord ni vivres ni munitions de guerre, se soumettraient à la visite ;

2° A laisser librement sortir tous les bâtiments provenant de Constantinople et se rendant en Europe, à moins qu'ils n'eussent à bord des troupes, des vivres et des munitions pour les places comprises dans la circonscription déterminée par le traité du 6 juillet entre les trois puissances ;

3° A n'employer qu'à la dernière extrémité la force contre les bâtiments neutres qui voudraient se soustraire à la visite, ou qui tenteraient de violer le blocus.

L'empereur Nicolas en arrivant à Saint-Pétersbourg, le 26 octobre, y trouva son auguste mère malade d'une fièvre accompagnée de coliques d'entrailles et de nausées. Cet état quoique inquiétant n'offrait encore aucun danger ; les médecins espéraient même que le retour du fils produirait sur la mère une réaction favorable et déterminerait une crise heureuse ; mais la vue de l'empereur Nicolas, dont la figure pâle, amaigrie, décolorée, portait l'empreinte des fatigues qu'il venait de supporter, produisit un effet tout contraire. Cependant, soit

qu'on ne voulût point attrister la joie du retour du Czar, soit que la marche de la maladie éloignât l'idée d'une prochaine catastrophe, on ne publia point de bulletin jusqu'au 3 novembre; mais ce jour-là le docteur de Ruth, médecin ordinaire de l'Impératrice mère, remarqua dans l'état de la malade une grande altération. La langue était embarrassée, la parole hésitante, la mémoire affaiblie, l'ouïe rebelle, tout chez elle indiquait l'affaissement du système organique. Le docteur de Ruth appela aussitôt en consultation les deux plus célèbres médecins de la cour, MM. Crichton et Bluhm. Tous trois reconnurent que la saignée devait être immédiatement pratiquée; mais cette opération, ainsi que d'autres dérivants employés avec énergie, ne produisirent qu'un soulagement momentané. Les symptômes alarmants se succédaient avec une rapidité qui déjouait toutes les ressources de la science. L'auguste malade, frappée d'une paralysie qui devait terminer ses jours, rendit le dernier soupir le 5 novembre à deux heures du matin.

Marie Feodorovna, Sophie Dorothée, fille de Frédéric, duc de Wurtemberg, née le 25 octobre 1759, et veuve de l'empereur Paul, était douée d'une grande énergie de caractère et de toutes les vertus qui, d'une épouse, d'une mère et d'une souveraine, font entre toutes les femmes un type d'élite. Elle exerçait sur le cœur de ses enfants un empire absolu, et inspirait à celui du peuple russe une vénération religieuse. La nouvelle de sa mort, annoncée au peuple par un manifeste impérial, fut accueillie comme celle d'une calamité publique. Toutes les classes de la société s'associèrent à la douleur de la famille impériale, et prévinrent en le prenant d'avance, le deuil qui par ordre devait être porté pendant un an. On lui fit des obsèques d'une magnificence digne de

son titre de femme, de mère d'empereur, et auxquelles assista le grand-duc Constantin, arrivé de Varsovie pour lui rendre ses derniers et douloureux devoirs.

L'empereur Nicolas supporta avec un courage et une résignation de chrétien ce nouveau deuil de famille. Après avoir offert le pieux hommage de ses larmes à la mémoire de sa mère bien-aimée, il voulut perpétuer celle de ses bienfaits, en mettant les établissements de bienfaisance et d'éducation dont elle avait eu la direction sous la protection spéciale de l'Impératrice régnante. Ensuite, il institua un ordre de femmes, une décoration qui, sous le titre de *Marque d'honneur de Marie*, devait être la récompense des dames qui auraient pendant un certain temps rempli avec une exactitude invariable tous leurs devoirs dans ces établissements.

L'empereur Nicolas signala son retour dans sa capitale par plusieurs actes d'un intérêt spécial pour la Russie, sans perdre de vue toutefois les négociations entamées dès l'ouverture de la campagne pour amener une réconciliation entre les parties belligérantes.

Les efforts combinés de la diplomatie autrichienne et britannique pour arriver à ces résultats ayant échoué, Nicolas poursuivit avec plus d'ardeur que jamais les préparatifs d'une seconde campagne qu'on devait entreprendre sur d'autres plans, avec d'autres chefs, et par des moyens bien supérieurs à ceux que l'on avait déployés dans la première. Sur ces entrefaites, la victoire avait suivi le drapeau de la France dans le Péloponèse; dès lors, le but de l'expédition française se trouvant atteint par l'expulsion entière des Turcs de ces contrées, le cabinet des Tuileries donna des ordres pour faire rentrer une partie des troupes expéditionnaires dans leurs cantonnements primitifs.

CHAPITRE DIXIÈME.

Reprise des hostilités. — Succès du général Langeron. — Massacre de la légation russe à Téhéran — Le général Diebitsch nommé commandant en chef à la place du général Wittgenstein. — Ordres du jour. — Brillant combat du brick *le Mercure*. — Bataille de Pravady. — Couronnement de Nicolas à Varsovie comme roi de Pologne. — Déceptions. — Voyage de la famille impériale à Berlin. — Fêtes splendides. — Continuation de la guerre. — Prise de Silistrie. — Opérations militaires en Asie. — Brillants succès en Turquie. — Passage du Balkan. — Proclamation et *Te Deum*. — Capitulation d'Andrinople. — Préliminaires de paix. — Traité d'Andrinople. — Conséquences de ce traité. — Réparation de la Perse pour le massacre de Téhéran. — Progrès et réformes. — Maladie de l'Empereur.

On a vu qu'il restait encore aux Russes sur le théâtre de la guerre environ 80,000 hommes, dont une quarantaine de mille, aux ordres du général Roth, étaient retranchés depuis Hirsowa jusqu'à Pravady, entre Varna, Choumla et Silistrie; 15,000 dans la petite Valachie; le reste répandu dans les Principautés et en observation sur la rive gauche du Danube, devant les places encore occupées par les Turcs. Ceux-ci, plus nombreux alors sur cette ligne et récemment renforcés par 12,000 cavaliers asiatiques amenés par un de leurs beys les plus puissants, Tschapan-Oglou, ne prétendaient rien moins qu'à refouler les Russes au delà du Pruth; mais dans le véritable état des choses, les dangers qui menaçaient la Porte Ottomane n'étaient qu'ajournés. Les cabinets étrangers, ainsi que nous l'avons dit à la fin du chapitre précédent, et nous ne saurions trop le constater, les cabinets de l'Occident, qui regardaient l'intégrité et la conservation de l'empire ottoman comme indispensable à l'équilibre européen, avaient épuisé toutes les res-

sources de la diplomatie pour faire entendre raison à la Porte; mais celle-ci, fidèle à sa politique dilatoire, comptant plus encore sur les rêves de sa régénération militaire et l'exaltation fanatique des hordes asiatiques venues à son secours que sur les sympathies intéressées des puissances occidentales, se croyait à la veille de reporter l'étendard de Mahomet aux rives du Borysthène. Fatale erreur! vaines bravades! auxquelles le général comte de Langeron ne tarda point à mettre un terme en prouvant la supériorité du labarum sur le croissant. Ce général russe, mais Français d'origine, ayant réuni trois régiments d'infanterie et quelques batteries d'artillerie, attaqua en même temps les positions de Turnow et de Kalé, *têtes de pont de Nicopoli*, que les Turcs avaient *fortifiées de* manière à inquiéter les quartiers russes et toute la province. La position de Kalé, emportée après une heure de combat, livra au pouvoir du général de Langeron trente bouches à feu, cinq drapeaux et des munitions en abondance. Les faubourgs de Turnow furent enlevés le même jour; la garnison s'était réfugiée dans la citadelle; mais ses communications se trouvant coupées par la prise de Kalé, son commandant, Achmet-*Sélim*, réduit à capituler, en remit les clefs au comte de Langeron, le 11 février 1829. — 98 pièces de canon, 8 drapeaux, 3,500 Turcs tués ou faits prisonniers, tels furent les résultats de cette expédition, couronnée par un brillant fait d'armes : un faible détachement de 200 Russes parvint à détruire devant Nicopoli une flottille de trente chaloupes canonnières. A ces succès obtenus au cœur de l'hiver, Tschapan-Oglou reconnut la vanité de ses menaces impuissantes contre les quartiers russes, et les Principautés désormais à l'abri de ses incursions.

Du côté de Varna, les Turcs cherchèrent à couper les

communications du général Roth avec le quartier général. Halil-Pacha, sorti de Choumla avec un gros de cavalerie, était parvenu, dans la nuit du 20 janvier, à surprendre un avant-poste de Cosaques russes à Koustoudji; mais le général Ragowski le refoula bientôt dans la place après lui avoir tué beaucoup de monde.

Tandis que les généraux russes, maîtres partout de leurs mouvements, se fortifiaient dans leurs positions et attendaient le retour de la bonne saison pour se remettre en campagne, une horrible catastrophe, arrivée dans ces temps-là même, faillit leur donner un ennemi de plus à combattre.

Le traité de Tourkmantchaï avait laissé dans le cœur des Persans des ressentiments profonds que les rigueurs employées par les Russes pour la perception des indemnités stipulées en leur faveur aigrirent encore.

M. de Griboïëdoff, ministre russe, envoyé à Téhéran pour réclamer et surveiller l'exécution du traité, surtout en ce qui concernait l'extradition des sujets arméniens et géorgiens nés sur le territoire des provinces cédées à la Russie, avait assumé sur sa personne toutes les haines des Persans. Il était devenu le point de mire de leurs menaces et le but de leurs colères, attendant avec impatience la première occasion de se produire. Elle se présenta bientôt. Le ministre plénipotentiaire Griboïëdoff regardant comme sujets russes deux femmes arméniennes, esclaves turques, les retenait de force à l'hôtel de la légation. Le 12 février, ces deux femmes, trompant la surveillance de leurs gardes, parvinrent à s'échapper; et soit qu'elles eussent à se plaindre des procédés que la légation avait eus à leur égard, soit qu'elles craignissent de retomber de l'esclavage dans une liberté qu'elles ne désiraient point, elles parcoururent les rues de Téhéran

en implorant secours et vengeance. Le peuple, qui ne demandait pas mieux de leur accorder l'un et l'autre, se porta en foule devant l'hôtel de la légation; une garde d'honneur de cent gardes du Schah et une trentaine de Cosaques russes s'y trouvaient de service. Fidèles à leur consigne, ils chargèrent leurs armes et se mirent sur la défensive. Le peuple, irrité de leur attitude menaçante, redoubla ses cris de colère, exigeant qu'on lui ouvrît les portes de l'hôtel. Les soldats répondirent que pour y parvenir on passerait sur leurs corps. La populace alors se précipita sur eux, mais reçue à bout portant par une décharge qui lui tua six hommes, elle se retira en désordre, emportant les six cadavres qui furent exposés dans six mosquées différentes.

Exaspérés à la vue du sang, les mollahs appelèrent tous les musulmans à venger les victimes des infidèles moscovites. En moins de cinq minutes, trente mille individus répondirent à leur appel, et du bazar se portèrent à l'hôtel de la légation. Là, malgré une vive résistance des Cosaques et de la garde persane, ils enfoncèrent les portes, se précipitèrent dans les appartements et massacrèrent tout ce qui s'offrit à leur rage. En vain le Schah lui-même parut accompagné de son fils, Sélou-Sultan, et d'un fort détachement, pour arrêter le massacre, il était trop tard, le ministre russe et sa suite avaient déjà succombé sous les coups de leurs meurtriers. Le premier secrétaire de la légation, M. Malzoff, et trois autres personnes, avaient eu seuls le bonheur d'échapper à ce carnage.

Une consternation profonde succéda à cette horrible scène; le prince Abbas-Mirza surtout en fut accablé. « Plût à Dieu, dit-il, que ma vie pût racheter celle des victimes! » Mais le mal était sans remède, il ne lui

restait plus qu'une inutile expiation : le Schah n'hésita pas à l'accorder. En conséquence, il ordonna un deuil de huit jours, et fit partir à l'instant même un des grands de sa cour pour porter les témoignages de ses regrets au gouverneur général des provinces du Caucase, le général Paskevitch, et lui dire qu'il enverrait à l'empereur Nicolas lui-même toutes les satisfactions qu'il était en droit d'exiger.

Le ministre anglais, M. Macdonald, accrédité près de la cour de Téhéran, se trouvait alors à Tauris. A la première nouvelle de cet événement, dont il comprenait les déplorables conséquences, il s'empressa de prendre sous sa protection les Russes échappés au massacre. Il fit plus, il déclara au Schah qu'il ne lui suffisait pas de désavouer un pareil attentat, mais qu'il *devait* avant toutes choses punir ses auteurs du dernier supplice.... « Prenez-y garde, ajouta-t-il, si votre gouvernement n'est pas en mesure de se laver complétement d'une participation quelconque à ce crime, ce n'est pas seulement la Russie, mais c'est le monde civilisé tout entier qui vous en demandera raison. »

La cour de Téhéran n'avait pas attendu cette menace pour se montrer disposée à donner à la Russie toutes les réparations qu'elle pouvait désirer ; elle décida que l'un des fils du prince héréditaire, Khosrew-Mirza, irait en personne à Saint-Pétersbourg pour déposer au pied du trône impérial l'expression des regrets, les excuses et le désaveu du Schah.

Cette démarche, dont nous verrons plus tard les conséquences, ne dissipa pas entièrement les appréhensions d'une rupture nouvelle entre la Russie et la Perse. Ces craintes, justifiées en quelque sorte par l'envoi d'un ambassadeur persan à Constantinople, semblaient servir de

prétexte aux délais mis par le général russe à l'ouverture de la campagne en Asie alors que tout se disposait pour celle du Danube.

L'honneur de la diriger fut accordé au général d'infanterie comte Diebitsch, en remplacement du feld-maréchal comte de Wittgenstein, dont le Czar venait d'accepter la démission motivée sur son grand âge, les fatigues de quarante années de service actif, et sur le mauvais état de sa santé. Le rescrit impérial, à la date du 18 février, qui légalisait sa nomination, lui assurait tous les droits, pouvoirs et prérogatives attachés au commandement suprême et reconnus par les règlements ayant trait aux grandes armées en campagne.

Le général comte Diebitsch, né en 1785, dans la *Silésie prussienne*, avait appris la guerre à la grande école de l'empire. Son énergie, son courage, sa spontanéité dans l'action, ainsi que sa rare intelligence des choses de la guerre, l'avaient fait remarquer de l'empereur Alexandre, qui le considérait avec raison comme l'un de ses meilleurs généraux. Nicolas, témoin de sa mâle attitude dans les événements qui signalèrent son avénement au trône, lui accorda sa confiance et l'attacha plus particulièrement à sa personne. Avec des qualités non moins brillantes, la Russie trouvait en lui l'émule de la gloire et du bonheur de Paskevitch : tous deux semblaient nés sous la même étoile.

Arrivé le 24 février à Jassy, il reçut, le 27, le commandement que remit en ses mains son prédécesseur en prenant congé de l'armée par un ordre du jour adressé à ses vieux compagnons d'armes.

« Mon âge avancé me force à me séparer de vous, leur disait-il en terminant, mais je me consolerai de la douleur de notre séparation par le récit de vos exploits sous

la direction de mon digne successeur. Par vos hauts faits, vous prouverez au monde votre ardent amour pour l'Empereur et pour la patrie. »

Le vieux général se retira dans ses terres, près de Kaminieck-Podolsky, pour y terminer ses jours.

Diebitsch prit le commandement par un ordre du jour qui, tout en étant pour son prédécesseur un *juste tribut* d'hommages, était pour ses soldats un présage de nouveaux succès. « Avec les braves guerriers de l'armée russe, leur disait-il, rien ne me semble impossible, puisqu'ils combattent pour leur foi, leur empereur et leur patrie [1].

L'armée active d'opérations, renforcée sur la fin de l'hiver par 120,000 hommes tirés des réserves de l'armée du sud et par 20,000 Cosaques, formait à *l'entrée* de la campagne un effectif d'environ 240,000 combattants. Le feld-maréchal de Wittgenstein avait remonté le matériel de cette nouvelle armée avec intelligence et avec cette rapidité de coup d'œil que possèdent les grands organisateurs, mais pas toujours les grands capitaines. Pour remédier à l'insuffisance des moyens de transport dans l'ordre des convois, il avait formé un train de plusieurs milliers de chariots attelés de bœufs, qui, *tout* en faisant le service des magasins ambulants, pouvaient servir, en cas de besoin, de subsistance à l'armée.

On estimait à près de 200,000 hommes l'armée ottomane, renforcée également par les hordes asiatiques, les contingents de Servie, de Roumélie, de Bosnie et les réserves de Constantinople. La partie active de ces forces était distribuée sur le haut Danube dans Silistrie et devant Choumla.

Quant aux forces maritimes qui devaient jouer un rôle

[1] Voyez les Documents historiques, n° 13.

important dans les opérations de cette campagne, elles étaient encore plus disproportionnées : aux quarante-deux vaisseaux armés de la Russie, le Divan ne pouvait guère opposer que les débris de sa flotte échappés au désastre de Navarin et la flotte égyptienne, bloquée dans le port d'Alexandrie par l'escadre du vice-amiral Heiden.

Le mois de mars se passa tout entier des deux côtés à concentrer les troupes. Reschid-Pacha, nommé récemment grand vizir, se rendit à Constantinople pour y soumettre son plan de campagne. Il ne fut de retour au camp de Choumla qu'à la fin de mars. Pendant ce temps, la marine russe avait fait une conquête dont les conséquences devaient avoir une influence heureuse pour la campagne. Le contre-amiral Koumani, sorti du port de Sébastopol, s'était emparé sur les côtes de la Roumélie de la place de Sizeboli, position militaire et maritime fort importante située à l'extrémité sud-est du golfe de Bourgas.

Hussein-Pacha, qui se trouvait alors au camp d'Aïdos, sentant la nécessité de la reprendre aux Russes, parut le 9 avril devant une redoute avancée de la place avec 6,000 hommes. Il s'avança bravement sous le feu de huit canons, et telle fut l'impétuosité de son attaque, que plusieurs de ses officiers, parmi lesquels se trouvait un de ses aides de camp, parvinrent à escalader le parapet et à s'élancer dans la redoute, où ils trouvèrent une mort glorieuse. Les Turcs, attaqués bientôt eux-mêmes par des forces supérieures, se retirèrent en désordre, en laissant un grand nombre des leurs sur le champ de bataille.

Le Sultan, inquiet de voir l'établissement d'un port russe à vingt-cinq lieues de sa capitale, donna l'ordre au capitan-pacha de sortir avec tout ce qui restait de

bâtiments disponibles, de se porter à la rencontre des Russes, et de nettoyer les côtes de la Roumélie.

L'amiral turc mit à la voile le 20 mai avec six vaisseaux de ligne, deux frégates, deux corvettes et trois bricks. Après avoir longé pendant quelque temps les côtes d'Europe sans rencontrer l'escadre russe, il apprit qu'une frégate et trois bricks croisaient sur les côtes de la Natolie. Il résolut aussitôt de leur donner la chasse. Lorsque le capitaine de la frégate *l'Étendard* eut aperçu l'approche de l'ennemi et reconnu l'impossibilité de résister à la supériorité du nombre, il fit signal à ses croiseurs de cingler dans la direction la plus propre à favoriser sa marche de retraite. Le brick *le Mercure,* ayant la flotte turque par sud-sud-est, mit immédiatement le cap au nord-nord-ouest et toutes voiles dehors. Ce changement de direction ne put toutefois l'éloigner suffisamment des deux plus fins voiliers de la flotte ennemie qui lui donnaient la chasse. L'un d'eux, de cent dix canons, portait le pavillon du capitan-pacha; l'autre, sous pavillon amiral, était de soixante-quatorze. Tous deux arrivaient sensiblement sur le brick russe. A deux heures et demie, ils le tenaient à une portée et demie de leurs boulets. En ce moment, le vent qui s'était abattu ralentissant davantage encore la marche du brick, son capitaine-lieutenant Kozarsky eut recours à ses avirons, espérant pouvoir par ce moyen échapper à la poursuite de l'ennemi; mais vaine espérance! à trois heures et demie, le vent fraîchit de nouveau, et les vaisseaux turcs, gagnant toujours du terrain sur le brick, commencèrent à lui envoyer quelques coups de canon.

Se voyant dans l'impossibilité d'éviter un combat si disproportionné, le capitaine-lieutenant Kozarsky réunit tous ses officiers en conseil de guerre, et leur adressa

quelques paroles dignes du courage russe et de la position critique où il se trouvait. Le lieutenant Prokofieff, du corps des pilotes, ouvrit le premier l'avis de faire sauter le brick. Cette proposition désespérée ayant été adoptée avec enthousiasme, il fut décidé que l'on se défendrait jusqu'à la dernière extrémité, que lorsque tous les moyens de salut auraient été épuisés l'on s'accrocherait à l'un des vaisseaux, et que celui des officiers qui serait encore vivant ferait de nobles funérailles à ses frères morts en mettant le feu à la sainte-barbe. Un pistolet chargé fut placé à cet effet sur le cabestan. Alors Kozarsky, montant sur le pont, harangua les matelots et leur rappela leurs devoirs envers l'Empereur et la patrie. « Braves marins, leur dit-il, j'estime trop votre courage et votre dévouement pour vous laisser ignorer la résolution que viennent de prendre vos officiers, et hésiter à vous offrir la part qui doit vous revenir dans l'accomplissement d'un héroïque dessein.... » Dans ce moment, un boulet siffla dans les cordages. Kozarsky, tendant la main dans la direction des vaisseaux ennemis, reprit : « Nous vous offrons donc un combat inégal d'abord, puis, à défaut d'une victoire impossible, une mort digne de vous. Plutôt que d'amener notre pavillon, nous avons juré de nous faire sauter. Braves marins, il vous sera beau de ratifier notre serment. » Les matelots répondirent à cette énergique allocution par d'immenses hourras. « J'en étais sûr, ajouta Kozarsky. C'est bien, mes amis ; je suis content et fier de vous.... Maintenant, canonniers, à vos pièces !... » Alors il commanda le branle-bas de combat.

Peu d'instants après, le vaisseau turc de cent dix canons manœuvra de manière à prendre le brick à tribord pour lui envoyer une bordée d'enfilade. Le *Mercure* dé-

joua ce mouvement en revirant au nord; mais il ne tarda pas à se trouver placé entre le feu des deux vaisseaux ennemis; il était même si près du bord du capitan-pacha, qu'il entendit distinctement ces mots : « Carguez vos voiles et rendez-vous.... » Mais la réponse à cette proposition fut une décharge générale accompagnée des cris de Vive l'Empereur !

Les deux vaisseaux se laissèrent dériver un peu en arrière de la poupe du brick, et ne cessèrent jusqu'à quatre heures et demie de lui envoyer une pluie de projectiles, dont un mit le feu à son bord. On parvint heureusement à l'éteindre en peu d'instants. Le *Mercure*, prêtant le flanc autant que possible afin d'éviter les bordées d'enfilade, soutenait le feu avec opiniâtreté. Sa batterie de tribord, qui jouait sur le vaisseau de cent dix canons, ayant abîmé les étais et endommagé le grand mât du capitan-pacha, celui-ci serra son tréou, son grand catacois, sa voile de perroquet, lâcha une dernière bordée au *Mercure*, et se laissa dériver. Cependant le vaisseau de soixante-quatorze continuait le combat : ayant changé d'armures sous la poupe du brick, il le battit d'enfilade, sans qu'il fût possible au *Mercure* d'éviter ses bordées destructives.

Cette position désespérée ne put toutefois affaiblir l'intrépidité de Kozarsky et le courage de son indomptable équipage. « Courage, mes enfants, criait le capitaine-lieutenant, courage, la Russie vous contemple et vous admire ! » Les matelots russes, qui tous ce jour-là s'élevèrent à la taille des héros les plus fameux, soutinrent le feu avec tant de persévérance, et ils entretinrent le leur avec tant d'habileté, qu'à cinq heures ils parvinrent à endommager une partie du bordage du vaisseau ennemi, et à briser la vergue de son petit per-

roquet, ainsi que le bout de bâbord du petit hunier, dont la chute entraîna les bonnettes. Alors le vaisseau de soixante-quatorze se laissa aller à la bouline. Il était six heures moins un quart.

C'est ainsi qu'un brick russe de dix-huit canons, monté par cent trois hommes, s'est battu pendant près de trois heures contre deux vaisseaux de ligne turcs, commandés par le capitan-pacha en personne, et qu'il est parvenu à les mettre en fuite, malgré la supériorité de leurs forces trente fois plus grandes que les siennes. Cette action mémorable, inouïe dans les annales de la marine militaire, prouve tout ce que peuvent produire en fait d'héroïsme des hommes résolus à mourir pour sauvegarder l'honneur de leur pavillon. La bravoure, l'intrépidité et la résignation dont le capitaine, les officiers et les matelots ont fait preuve dans cette affaire, les couvrent à jamais de gloire... Leurs noms méritent d'être conservés [1].

La nouvelle de ce brillant exploit parvint rapidement à l'Empereur, qui s'empressa de la porter à la connaissance de ses armées de terre et de mer, et voulut en même temps témoigner sa vive satisfaction aux braves qui en avaient été les héros. Entre autres récompenses accordées aux officiers du *Mercure*, il les autorisa à joindre à leurs armoiries un pistolet, pour rappeler à leurs descendants l'arme qu'ils avaient choisie pour exécuter, à la dernière extrémité, leur héroïque résolution. Il fit plus, il voulut récompenser en quelque sorte le *Mercure* lui-même en transmettant à la postérité la plus reculée le souvenir de la brillante conduite de son équipage. Il ordonna qu'un brick de la même force et des mêmes dimensions que le *Mercure* existerait sous le

[1] Voyez les Documents historiques, n° 14.

même nom jusqu'à la fin des siècles dans les escadres de la marine russe. A cet effet, il adressa au ministre de la marine un oukase qui fut accueilli avec faveur par la marine tout entière [1].

La joie causée par le beau fait d'armes du *Mercure* fut assombrie par la conduite moins honorable de l'équipage de la frégate *le Raphaël*, commandée par le capitaine Stroïnikoff. Ce bâtiment, quoique placé dans des conditions meilleures pour combattre, s'était rendu sans résistance et avait été conduit à la remorque dans le port de Constantinople. L'orgueil ottoman parut comme enivré de ce triomphe auquel ses armes ne l'avaient point accoutumé; le Grand Seigneur alla lui-même en féliciter l'amiral à bord de son vaisseau.

L'amiral Greigh, établissant alors ses croisières à l'entrée du Bosphore, fit des prises nombreuses, et ne cessa de tenir la mer, d'inquiéter les côtes de l'empire, d'intercepter ses transports et ses convois. Le vice-amiral Heiden en fit autant dans les Dardanelles, de sorte que la marine turque, condamnée à l'inaction la plus complète, ne donna plus signe d'existence. Dans les derniers jours d'avril, le général Diebitsch avait porté son quartier-général à Czernowody. De là, après y avoir concentré ses troupes, il se porta à la tête de vingt et un bataillons, sept escadrons de cavalerie et cinq régiments de Cosaques, sur Silistrie par Kouzquoun. Arrivée le 17 mai à une journée de Silistrie, malgré les obstacles répandus sur la route par le débordement du Danube, son avant-garde y fut attaquée par un corps d'armée sorti de la place sous les ordres du pacha Achmet. Les Russes, après une action fort vive qui leur coûta deux cent cinquante hommes, les

[1] Voyez les Documents historiques, n° 15.

refoulèrent dans la place, dont ils firent aussitôt l'investissement.

Sur un autre point, le nouveau grand vizir Reschid-Pacha, arrivé dans les derniers jours de mars à Choumla, où il avait réuni environ quatre mille hommes de troupes régulières, sortit vers le 10 mai à la tête d'un corps de vingt mille combattants dans le dessein de couper aux Russes leurs communications avec l'armée qui menaçait Silistrie. Le général Roth, occupé dans ce moment à concentrer son corps à cinq kilomètres de Pravady, y fut attaqué avec un élan et un ensemble que les troupes régulières de la Porte avaient rarement montrés jusqu'à ce jour. Le combat engagé avec un égal acharnement de part et d'autre dura sept heures, pendant lesquelles les *bataillons* russes plusieurs fois enfoncés durent se *reformer* sur un terrain jonché de cadavres. Ce ne fut que sur les huit heures du soir que le grand vizir, cédant à la résistance du général Roth, donna le signal de la retraite et se replia sur la vallée de Newozo. Les pertes des deux côtés furent considérables. Celles des Turcs sont évaluées à deux mille morts, celles des Russes à mille, parmi lesquels figure le général-major Rinden, tué dans les retranchements en avant de ses bataillons.

Le grand vizir retourna par Jeni-Brozav à Choumla, d'où il envoya Hussein-Pacha avec un corps d'armée à *Routschouk* pour inquiéter les Russes campés devant Silistrie. Cette place, l'un des plus forts boulevards de l'empire ottoman sur le Danube, avait une population de seize mille habitants et une garnison de douze mille hommes déterminés, suivant les ordres qu'ils avaient reçus, à la défendre jusqu'à la dernière extrémité contre les quarante mille Russes qui l'assiégeaient. Aux premières sommations qui lui furent faites, son commandant

Achmet-Pacha répondit par des sorties qui coûtèrent du monde à l'armée russe, notamment le général prince Prosorowski, emporté par un boulet aux avant-postes. Pendant le cours de ces diverses opérations, les regards de l'Europe furent détournés du théâtre de la guerre pour se porter sur la Pologne, où se passait alors un événement dont nous devons rendre compte pour ne pas intervertir l'ordre chronologique des faits.

L'empereur Nicolas, dont le couronnement comme roi de Pologne avait été fixé au 24 mai, venait de quitter Saint-Pétersbourg pour se rendre à Varsovie avec l'Impératrice. Le plus grand éclat avait été déployé pour solenniser une cérémonie que la Pologne n'avait point vue depuis 1764. Les ornements royaux envoyés de Saint-Pétersbourg étaient de la plus grande magnificence; la nouvelle couronne, faite pour remplacer celle des anciens rois de Pologne disparue dans les derniers troubles, avait coûté 4 millions de francs. L'élite de l'armée polonaise était rassemblé dans les environs de Varsovie, où les sénateurs, les nonces et les députés avaient été invités à se rendre. Le peuple polonais, fidèle à ses traditions de nationalité, attendait cette solennité moins par un sentiment de curiosité que par l'espérance des changements qu'elle devait opérer dans sa vie politique. L'empereur Nicolas, dont on connaissait la loyauté, venait renouveler au pied des autels le serment prescrit par la charte, et que dès son avénement au trône il avait prêté dans un manifeste : donc, le peuple polonais espérait voir la Pologne agrandie des provinces qui réclamaient leur ancienne patrie, et le recouvrement des droits que le pouvoir discrétionnaire, remis aux mains du commandant de l'armée le Césaréwitsch Constantin, avait complétement absorbés. Le

couronnement de l'empereur Nicolas comme roi de Pologne semblait devoir ouvrir une ère nouvelle à la prospérité, à la gloire, à l'affranchissement de ce pays déshérité. Aussi tous les cœurs volaient-ils au-devant du jeune monarque qui, disait-on, rapportait à l'arche *sainte* de la Pologne le symbolique rameau d'olivier.

L'entrée solennelle de l'Empereur et de l'Impératrice à Varsovie fut un véritable triomphe. Le grand-duc héritier et les deux grands-ducs Constantin et Michel étaient à cheval aux côtés de l'Empereur et précédaient l'Impératrice, traînée par une voiture à huit chevaux. Le cortége, entouré d'une grande pompe, souleva partout sur son passage des acclamations qui suivirent Leurs Majestés jusqu'au château royal préparé pour les recevoir. Ce *jour-là*, la voix joyeuse du peuple polonais vibra dans tous les cœurs comme un écho de la voix de Dieu.

Malgré les germes de mécontentements profonds semés par les habiles d'un parti qui rêvait déjà les événements déplorables dont l'année suivante l'Europe fut le théâtre, malgré les rancunes nationales motivées en quelque sorte par une longue interruption de la diète polonaise et l'omnipotence du pouvoir militaire, l'esprit polonais s'était singulièrement modifié depuis sa réunion à l'empire russe. A ceux qui reprochaient au gouvernement une tyrannie absorbante et rétrograde, des grandes routes correspondant de Varsovie à toutes les villes du royaume, la capitale embellie de toutes les richesses, éclairée de toutes les lumières connues dans les grands centres de l'Europe constitutionnelle, trente journaux publiés chaque jour, malgré les prétendues rigueurs de la censure, répondaient : *Progrès et civilisation !* Le couronnement, annoncé suivant l'usage dans les différents quartiers de la ville avec un grand apparat et pen-

dant trois jours, eut lieu le jour indiqué en présence des membres de la famille impériale, des ministres, des grands officiers de la couronne, des palatins, des ambassadeurs étrangers et des principaux personnages du royaume, dans la salle du *couronnement* du château. Dans cette salle, on avait dressé un autel et une table, sur laquelle on avait placé les ornements impériaux, l'ordre de l'Aigle blanc, le sceau du royaume, la bannière, le glaive, le manteau royal, le globe, le sceptre et la couronne bénits la veille par le primat.

Le Roi ayant pris la place qui lui était préparée, le primat fit une prière pour appeler les bénédictions de Dieu sur Sa Majesté, et lui présenta le manteau royal. Alors le Roi demanda la couronne, que le primat lui remit en disant : « Au nom du Père, du Fils et du *Saint*-Esprit... » Nicolas, l'ayant placée sur sa tête, le primat lui présenta le collier de l'Ordre blanc, attaché ensuite au manteau de la Reine par deux dames d'honneur. Cette formalité remplie, le Roi demanda le manteau et la couronne, qui lui furent présentés par le primat, prononçant une seconde fois les paroles sacramentelles : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, » suivies de cette formule répétée trois fois : *Vivat rex in æternum!* Au même instant les cloches de toutes les églises unirent leurs joyeuses sonneries à une salve de cent un coups de canon. Lorsque le son des cloches et le bruit des salves eurent cessé, le Roi rendit le sceptre et le globe au primat, et se mit à genoux pour lire à haute voix, dans un livre que lui présenta le ministre des cultes, cette poétique prière imprimée dans son cœur :

« Dieu tout-puissant, Dieu de mes pères, roi des rois, ô toi qui créas l'univers par ta divine parole, et dont la sagesse infinie forma l'homme pour gouverner le monde

dans la voie de la vérité, tu m'as appelé pour être roi et juge de la valeureuse nation polonaise. Je reconnais avec un saint respect les effets de ta céleste bonté envers moi; et en te rendant grâce de tes bienfaits, je m'humilie en même temps devant ta divine majesté.

» Daigne, ô mon maître et mon Dieu! éclairer mes pas dans cette carrière suprême, et les diriger pour l'accomplissement de cette haute vocation! Fais que la sagesse qui environne ton nom soit avec moi! Fais-la descendre des cieux pour que je sois pénétré de tes volontés souveraines et de la vérité de tes commandements! Fais que mon cœur soit dans ta main, et que je puisse régner pour le bonheur de mes peuples et pour la gloire de ton saint nom, d'après la charte octroyée par mon auguste prédécesseur et déjà jurée par moi, afin que je ne redoute pas de comparaître devant toi au jour de ton jugement éternel. Par la gloire et la miséricorde de ton divin fils Jésus-Christ, avec lequel tu es béni, ainsi qu'avec le très-clément, très-vivifiant Saint-Esprit jusqu'à la fin des siècles. Ainsi soit-il. »

Après cette prière, le Roi se rendit avec le même cortége à l'église Saint-Jean, où le chant du *Te Deum* fut annoncé par une nouvelle salve de cent un coups de canon.

Les jours qui suivirent cette cérémonie furent des jours de fêtes et de réjouissances publiques, célébrées par le peuple avec plus de curiosité que de joie véritable, car la déception succédait à l'espérance. La publication des actes tant désirés par toute la nation polonaise, tels que la cessation du dictatoriat militaire, la mise en activité de la constitution, la convocation prochaine de la diète, une amnistie générale, etc., etc..., avait été ajournée sous différents prétextes. Le grand-duc Constantin, à qui Nicolas témoignait en toute occa-

sion l'affection la plus tendre et les plus grands égards, resta donc chargé du commandement de l'armée et de l'autorité civile, exercée au nom du conseil administratif même durant le séjour du Roi. L'amnistie ne s'étendit qu'à des délits insignifiants, mais il y eut en revanche prodigalité de promotions, de faveurs, de récompenses et d'encouragements pour le mérite civil et militaire.

Au milieu de ces fêtes et des revues militaires où l'armée polonaise, fatiguée de sa vie paisible de garnison, exprima le désir de prendre part à la guerre contre les Turcs, il était question à la cour d'un voyage que Nicolas devait faire à Sybillenort, petite ville de Silésie, pour s'y rencontrer avec l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse. Cette entrevue, à laquelle les politiques d'antichambre rattachaient une question de principes, n'eut pas lieu. L'empereur Nicolas et l'Impératrice entreprirent le voyage de Berlin, non dans un but politique, mais uniquement pour satisfaire à des affections de famille. Le roi de Prusse et tous les membres de la famille royale se rendirent à plusieurs lieues de la ville pour recevoir les augustes voyageurs, dont l'entrée à Berlin fut moins remarquable par les pompes du cortége que par l'enthousiasme de la population, reflétant pour ainsi dire la joie de son souverain et partageant l'émotion visible de l'Impératrice, qui revoyait avec bonheur le palais de ses pères, et saluait avec amour les habitants de la ville qui l'avait vue naître.

Une foule immense remplissait les avenues et les abords du palais, où les illustres couronnés étaient descendus. Des corps de musique essayèrent plusieurs fois de se faire entendre, mais ce fut en vain, l'harmonie des chœurs se perdit dans celle des voix, acclamant avec enthousiasme l'heureuse arrivée de leur belle princesse.

L'enthousiasme devint général lorsque l'impératrice de Russie, tenant son fils par la main, parut sur le balcon; mais il éclata dans tous ses transports quand toute la famille se montra réunie. L'enthousiasme devint du délire à la vue de l'empereur de Russie baisant la main de son royal beau-père, et de celui-ci pressant sur son cœur le grand-duc héritier, qui, avec les grâces charmantes de son âge, se penchait de tous les côtés vers le peuple comme pour lui envoyer ses lèvres pleines de baisers.

L'empereur Nicolas resta peu de jours à Berlin. Après avoir assisté au mariage du prince Guillaume de Prusse avec la princesse Augusta de Saxe-Weimar, il repartit, le 14 juin, pour Varsovie, mais il laissa l'Impératrice, dont le séjour à Berlin donna lieu à une série de fêtes plus remarquables les unes que les autres, notamment à un tournoi donné pour célébrer l'anniversaire de la naissance de son auguste compagne [1].

Le retour de Nicolas à Varsovie renouvela les bruits qui avaient couru au sujet de la réunion prochaine de la diète, et surtout de l'éloignement du grand-duc Constantin, dont le pouvoir dictatorial semblait aux yeux des partis avancés incompatible avec l'établissement du régime constitutionnel; mais ces bruits n'avaient d'autre fondement que des espérances stériles.

Tandis que Diebitsch poussait avec vigueur les travaux du siége de Silistrie, le général baron Geismar, observant les autres places du Danube, attendait des ordres pour faire une pointe dans la Servie. De son côté le général Roth concentrait son corps aux environs de Pravady, et maintenait ses communications avec le quartier général et le littoral de la mer Noire, communications que Reschid-Pacha se disposait à couper, dans

[1] Voyez les Documents historiques, n° 16.

l'espérance de faire lever le siége de Silistrie. A cet effet, il partit le 28 mai de Choumla et se porta avec quarante mille hommes vers Kousloudji, où Roth avait réuni vingt-quatre bataillons et trente-six escadrons; mais, soit qu'il fût intimidé par le déploiement de ces forces considérables, soit qu'il crût plus facile de s'emparer d'abord de Pravady, il se dirigea vers cette place et s'établit le 1er juin sur les hauteurs de Kérivna, en face d'un ouvrage qui couvrait la place du côté de Choumla.

Pravady était canonnée depuis plusieurs jours, lorsque le comte Diebitsch, informé du mouvement des Turcs, résolut de rejoindre avec une partie de ses troupes le général Roth, pour délivrer Pravady et offrir au grand vizir une bataille dont le succès ne lui paraissait pas douteux; mais il lui importait pour atteindre ce double but de cacher sa marche aux ennemis; il l'opéra par Kaourga avec tant de bonheur, que le grand vizir ne reçut le premier avis de son approche et de sa jonction avec le général Roth que lorsqu'il eut occupé sur son flanc les défilés de Marda. De ce point l'armée russe, forte de quarante-quatre bataillons et de cinquante escadrons, se trouvait maîtresse des principaux passages qui conduisaient à Choumla.

Le grand vizir croyant avoir affaire à un corps d'environ dix mille hommes détachés de l'armée du général Roth, et se croyant certain d'une victoire facile, suspendit brusquement le siége de Pravady, et s'avança à la tête de ses quarante mille hommes par les défilés de Koulavtcha. C'était ce que désirait Diebitsch. Le grand vizir donnait tête baissée dans le piége qu'il tendait aux Russes. En effet, à l'avant-garde des troupes impériales il n'opposa d'abord qu'un détachement de trois mille hommes; mais à mesure que les colonnes russes avan-

çaient, il développait les siennes en carrés d'infanterie régulière et en divisions de cavalerie soutenues par une imposante artillerie. Là s'engagea un combat terrible; l'ardeur de l'avant-garde russe à se rapprocher de l'ennemi le rendit si meurtrier d'abord, et si périlleux ensuite pour elle, que le général Diebitsch dut à l'instant même la faire soutenir par deux brigades d'infanterie, de l'artillerie et une brigade de cavalerie sous le commandement du général Arnoldi. Ce renfort, habilement dirigé, parvint à paralyser l'élan des Turcs. On se battit néanmoins encore avec un acharnement égal pendant quatre heures, au bout desquelles les Russes reprirent le dessus non sans avoir éprouvé de grandes pertes. Ils ne purent cependant empêcher le grand vizir de se frayer un passage sur la route de Choumla, et de se retrancher avec de l'artillerie dans une forte position couverte par un bois.

Le feu ayant cessé de part et d'autre par suite de l'extrême lassitude des combattants, le général profita de ce temps d'arrêt pour faire les dispositions d'une attaque décisive au moyen de troupes fraîches.

A cinq heures du soir les colonnes russes s'ébranlèrent de nouveau, et s'avancèrent en bon ordre de bataille contre les troupes du grand vizir, au moment où celui-ci avait réuni un conseil de guerre pour aviser aux moyens de sortir de la position critique dans laquelle il se trouvait. L'artillerie impériale avait à peine ouvert son feu, que ses premiers boulets firent sauter plusieurs caissons turcs, et provoquèrent un ébranlement général dans les lignes ennemies, affaiblies par les pertes du dernier combat. Le grand vizir, après une décharge générale de ses batteries contre les colonnes russes qui s'avançaient au pas de course sur les retranchements, se retira à

travers bois, protégeant sa retraite sur un chemin difficile par un encombrement de canons encloués et de bagages.

« Ainsi, dit un des bulletins du général en chef russe, se termina cette mémorable journée. L'histoire inscrira la bataille de Koulavtcha parmi nos plus belles victoires. L'armée ottomane n'existe plus : elle a perdu *quarante-trois* bouches à feu, une grande quantité de fusils et de munitions de guerre, quinze cents prisonniers et cinq mille tués. Les fuyards qui ont échappé à ce grand désastre sont sans armes et sans organisation. »

La victoire du 11 juin, quoiqu'elle n'eût pas entièrement atteint le but que s'était proposé Diebitsch, celui de couper la retraite du grand vizir, était cependant d'une importance décisive, en ce sens qu'elle avait délivré Pravady, dégagé la Bulgarie orientale, forcé les Turcs à se renfermer dans leurs places, et mis les Russes en position de poursuivre le siége de Silistrie sans être inquiétés.

Dès le commencement du mois de juin, tous les ouvrages extérieurs de cette place étaient détruits malgré les efforts désespérés et les nombreuses sorties de la garnison, dont l'effectif, en y comprenant les habitants armés, égalait celui des assiégeants. Dans la nuit du 10 au 11, les batteries de la troisième parallèle démontèrent complétement l'artillerie des bastions, et permirent la nuit suivante de pousser des sapes jusqu'au glacis. Sur ces entrefaites, plusieurs transfuges annoncèrent que les habitants n'avaient plus aucun espoir d'être secourus, que l'artillerie des remparts était hors de service, que les vivres et les munitions commençaient à manquer, enfin que la nouvelle de la bataille de Koulavtcha avait abattu le courage de la garnison. Aussi ce fut sous l'impression d'un sentiment de désespoir qu'elle tenta le 19,

à la pointe du jour, une sortie acharnée qui dura jusqu'à midi, et força les assiégeants à se retirer derrière leurs batteries. Le retour du général en chef répara bientôt ce léger échec ; les Russes reprirent l'avantage et jetèrent la nuit suivante dans la place une grande quantité de fusées à la Congrève, qui provoquèrent au cœur des assiégés le désir d'une prompte reddition.

Le 30 juin au matin, le jeu d'une mine ayant ouvert une brèche praticable jusque dans le cœur de la forteresse, les deux pachas, Sert-Mahmoud et Hadji-Achmet, consentirent après bien des difficultés à entrer en pourparlers au sujet de la reddition de la place. Pendant que leurs délégués traitaient cette question avec les généraux russes et que ceux-ci dictaient leurs conditions, les travaux dans les ouvertures des brèches se poursuivaient avec une grande activité sous la protection d'un feu de mousqueterie et de mitraille. Les parlementaires turcs réglant leurs prétentions sur le succès de ces travaux, demandèrent avec les plus vives instances, au nom de l'humanité, la capitulation sur les bases proposées par le comte Diebitsch avant son mouvement contre le grand vizir.

1° Toutes les troupes formant la garnison de Silistrie se rendront prisonnières de guerre avec leurs armes et bagages, leur artillerie, leur flottille et généralement tout ce qui appartient à la couronne ; les propriétés particulières seules seront exceptées ;

2° Tous les habitants mahométans peuvent sortir de la place avec leurs familles et leurs propriétés, mais sans armes ; ils auront la faculté de se rendre où bon leur semblera ;

3° Toute facilité sera accordée à ceux qui voudront passer en Russie ou rester à Silistrie ;

4° Il sera fourni des barques à ceux qui désireront se rendre par eau à Routschouk, et un nombre convenable de chariots à ceux qui préféreront la voie de terre;

5° Des barques et chariots seront également fournis aux prisonniers malades et blessés qui seront envoyés en Russie;

6° Il est permis aux habitants d'établir près de la forteresse, pendant quinze jours, un marché pour acheter et vendre aux personnes qui n'appartiennent pas à une nation en guerre avec la Russie.

Telle était l'impatience des parlementaires à conclure cette capitulation, que malgré l'obscurité de la nuit ils obligèrent le pacha Sert-Mahmoud, vieillard de soixante-dix ans, à sortir de la place à dix heures du soir, pour se rendre au camp des assiégeants comme prisonnier de guerre, et comme garant de l'exécution des conditions stipulées. Cette capitulation ratifiée par le général en chef, cinq bataillons et huit pièces d'artillerie légère, sous le commandement du général major Froloff, entrèrent dans la forteresse le 1er juillet à sept heures du soir par deux brèches, enseignes déployées, tambour battant, et occupèrent les bastions, les portes, ainsi que toute la ville. Huit mille prisonniers de guerre, deux cent trente-huit pièces d'artillerie, la flottille avec ses trente et une pièces, trente-huit drapeaux et cent quatre-vingt-cinq petits étendards, furent les premiers résultats de cette victoire, achetée par une perte de douze cents hommes, tant tués que blessés.

L'empereur Nicolas parti de Varsovie dans les derniers jours de juin, reçut l'heureuse nouvelle de la prise de Silistrie à Tulschin, où il passait l'inspection de la réserve de ses gardes, destinée à prendre part aux opérations de la seconde partie de la campagne. Il ne

crut point devoir se rendre comme l'année précédente sur le théâtre de la guerre, pour ne pas entraver par sa présence l'autorité du général en chef, et pour lui laisser tout l'honneur du succès. Avant de rentrer dans sa capitale, il inspecta un dépôt de prisonniers tenu à Tschernigov, leur rendit l'hommage dû au courage malheureux, et leur fit donner tous les soins que réclamait leur position.

Pendant ce temps, le général Paskevitch conduisait avec un succès égal les opérations militaires de l'armée russe en Asie. Rassuré sur les dispositions de la Perse, cet heureux capitaine avait ouvert la campagne au commencement de juin à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, où figuraient quatre régiments musulmans formés par ses soins dans la province de Karabag. Informé que le séraskier d'Erzeroum, parti de cette place avec trente mille combattants, avait l'intention de se joindre, pour agir de concert avec elle, à une autre armée de vingt mille hommes, levée dans les pachaliks voisins par Hagki-Pacha, l'un des officiers les plus renommés dans la Turquie d'Asie, Paskevitch comprit qu'il importait d'empêcher leur jonction, afin de les battre séparément. Pour arriver à ce but, il effectua le 26 juin un mouvement des plus difficiles à travers les hauteurs escarpées du Saganlou, occupées en partie déjà par Hagki-Pacha : profitant d'une fausse attaque que l'aile gauche exécutait sur le camp turc, le gros de l'armée russe opéra son passage par la droite, et vint prendre position sur le flanc gauche de l'ennemi.

Le 1er juillet toutes ses mesures étaient prises pour attaquer séparément l'une après l'autre les deux armées turques qu'il allait avoir sur les bras. En effet, ce jour-là, étant arrivé à la descente principale de la crête, au

bas de laquelle s'étend une vallée pittoresque, il aperçut une armée turque qui débouchait du ravin à l'extrémité de la vallée ; c'était celle du séraskier qui marchait au secours de Hagki-Pacha. Paskevitch divisa aussitôt son armée en quatre colonnes, dont la première confiée au général major Pankratieff, était chargée d'observer les mouvements de l'ennemi pour l'empêcher d'inquiéter le flanc gauche de l'armée impériale. Le général en chef se mit à la tête des trois autres, et les conduisit en personne à l'ennemi, qui s'était formé en bataille le long du ravin. La cavalerie turque le prévint en attaquant la première sur la droite avec une audace inconcevable. Les tirailleurs musulmans pénétrèrent plusieurs fois dans la ligne des tirailleurs russes, engageant avec eux une lutte corps à corps, à la baïonnette ; ils se précipitèrent même tête baissée sur un bataillon carré, et ne se retirèrent que devant le feu bien nourri des pelotons. L'affaire fut longue et chaudement disputée ; mais par une de ces inspirations subites qui décident du sort des batailles, Paskevitch dirigeant une colonne d'infanterie soutenue par huit pièces de canon sur le centre des Turcs, parvint à le rompre en deux sections, dont l'une fut rejetée dans les ravins, et l'autre culbutée après une sérieuse résistance dans la direction du camp de Hagki-Pacha.

Sûr désormais de ne pas être inquiété de ce côté par la difficulté des mouvements que Hagki-Pacha pouvait faire dans les montagnes, Paskevitch, concentrant toutes ses forces, marcha droit au séraskier, qui s'était retranché près du village de Kaïnli, sur les hauteurs presque inaccessibles qui couronnent le vallon de Zovine. Par cette marche rapide autant que hardie, il réussit à tourner de nouveau la position des Turcs, qui, craignant d'être

coupés, abandonnèrent précipitamment leurs positions, leur artillerie et leurs bagages. De ce moment, leur défaite devint une véritable déroute : poursuivis l'épée dans les reins jusqu'à neuf heures du soir dans un rayon de trente kilomètres, ils ne s'arrêtèrent qu'au delà des montagnes de Saganlou.

Le séraskier complétement hors de question, le général russe, cédant à l'enthousiasme de ses troupes animées par le succès, se remit en marche au point du jour à travers les montagnes et les ravins, pour attaquer le camp de Hagki-Pacha. Ce brave capitaine, l'attendant de pied ferme, rangea son armée en bataille au dehors du camp sur un plateau, appuyé par ses deux flancs et par ses derrières à des ravins couverts de bois, protégé sur le front par des abatis d'arbres et de formidables batteries. Le combat s'engagea par une forte canonnade, pendant laquelle les Russes parvinrent encore à tourner les Turcs et à s'emparer d'une hauteur qui dominait leur position. Au même instant, un prisonnier leur annonça la déroute du séraskier, sur lequel ils avaient fondé une espérance de concours devenu désormais impossible. L'épouvante alors s'empara d'eux, et Hagki-Pacha ne voyant aucun moyen de résistance ou de retraite, demanda à capituler. Paskevitch exigea que tout son corps d'armée mît bas les armes. Le général turc refusa, et ne prenant plus conseil que de son désespoir, il fit continuer le combat. Pendant les pourparlers, deux colonnes russes s'étaient emparées du camp des Turcs, et avaient tourné leurs propres canons contre eux. Ce mouvement décida du sort de la journée. Les Turcs, après avoir éprouvé des pertes immenses, se sauvèrent dans la direction de l'Araxe ; les plus braves, qui voulurent résister, succombèrent ou tombèrent au

pouvoir du vainqueur avec leur chef et tout son état-major.

La soumission immédiate d'Erzeroum fut la conséquence de ces deux mémorables batailles gagnées en vingt-cinq heures. Les principaux fonctionnaires de cette place, ayant à leur tête le beglier-bey son gouverneur, en vinrent présenter les clefs au général russe, et le 9 juillet, jour anniversaire de la fameuse bataille de Pultawa, le drapeau de Pierre le Grand flotta sur la citadelle, où quatre pachas et le séraskier lui-même furent faits prisonniers.

Erzeroum, capitale de la Turcomanie, située à la source de l'Euphrate, n'était pas seulement importante en raison de sa grandeur et de ses richesses, mais aussi parce que les Turcs, la considérant comme la clef de leurs possessions asiatiques, y avaient accumulé la plus grande partie de leurs forces et de leurs ressources. Ces succès couronnèrent dignement cette campagne, dont l'ordre du jour adressé par Paskevitch à son armée donne une idée magnifique. En récompense de ses brillants services, l'empereur Nicolas lui envoya l'ordre de Saint-Georges de première classe, et avec le titre de feld-maréchal une lettre autographe plus honorable encore que ces hautes faveurs.

Malgré leurs avantages, les Russes ne restèrent pas en paisible possession de leurs conquêtes. Les Turcs, tant de fois battus, dispersés, mais non découragés, ne cessèrent de les inquiéter. Nous reviendrons sur ces événements moins importants et surtout moins décisifs que ceux qui se passaient en Bulgarie.

Dans la prévision que l'armée russe victorieuse à Koulavtcha se porterait devant Choumla pour en faire le siége et reprendre les opérations avec une énergie nou-

velle, le grand vizir s'y était plus fortement retranché, et avait appelé à sa défense l'élite de l'armée musulmane, comprenant dans ses cadres quarante mille hommes de troupes régulières et de quinze à vingt mille hommes d'infanterie. Mais le plan du général Diebitsch n'était point celui sur lequel le grand vizir avait basé sa défense. Le général russe avait résolu de franchir le Balkan par les défilés voisins de la mer Noire, pendant que l'amiral Greigh, dont la flotte était maîtresse de cette mer, jetterait sur plusieurs points importants de la côte des troupes de débarquement pour concourir au succès de ses opérations. Tandis que les généraux Kisseleff et Geismar observaient, l'un Routschouk, l'autre les garnisons de Widdin et de Nicopoli, le général Krasowsky reçut l'ordre de rejoindre avec le gros du 3ᵉ corps l'armée réunie devant Choumla, moins pour aider à forcer ces redoutables retranchements, que pour couvrir la ligne d'opération des troupes destinées au passage du Balkan.

Tout réussit à souhait, et rien ne put détourner l'attention du grand vizir, exclusivement fixée sur la défense de Choumla. Le départ des troupes expéditionnaires ne s'effectuait que la nuit, et seulement après l'arrivée de celles appelées pour les remplacer et remplir les vides du camp. C'est ainsi que le grand vizir ne soupçonna même pas les mouvements des généraux Roth, Rudiger et Pahlen, quittant avec leurs corps successivement leurs positions dans les nuits des 14, 16 et 17 juillet ; ils avaient été immédiatement remplacés par les troupes de Krasowsky.

Les trois corps qui, sous les ordres du comte Diebitsch, devaient franchir les défilés si redoutés du Balkan, ne comptaient guère que quarante mille hommes d'infanterie et six mille cinq cents chevaux, avec une artillerie

proportionnée à ces forces. Elles devaient pénétrer dans les montagnes sur deux colonnes.

Le Kamtchick, torrent plutôt que rivière, et n'ayant que des gués rares et dangereux, était le premier obstacle que les Russes avaient à surmonter pour arriver au Balkan. Les avant-gardes, commandées par Rudiger et Roth, délogeant partout l'ennemi, enlevèrent de force les passages du Kamtchick, et le traversèrent sans difficulté. Diebitsch les suivait. Ces mouvements des corps expéditionnaires avaient été si parfaitement dérobés au grand vizir, que ce ne fut que quatre jours après leur départ de Choumla qu'il détacha pour les arrêter un corps d'armée sous les ordres d'Ibrahim, pacha à trois queues, et de Méhémet, pacha à deux queues, venus récemment de Constantinople. Mais ces deux chefs, arrivés sur le Kamtchick, apprenant que les Russes avaient déjà franchi le Balkan et battu tous les corps qui s'étaient opposés à leur passage, se portèrent sur Aïdos, où ils parvinrent dans la soirée du 24 juillet.

Pendant ce temps, les forces navales russes qui se trouvaient dans les eaux de la mer Noire, se conformant aux ordres du général en chef, établissaient des communications avec l'armée de terre par la prise des forteresses maritimes Jnada et Eno en Roumélie. Une brillante affaire, qui mit la place d'Aïdos au pouvoir du général Rudiger, termina, après de nombreux combats livrés avec un rare bonheur, le passage des défilés du Balkan. Tous les corps avaient fait preuve de cette persévérance constante qui caractérise le soldat russe. Rien ne pouvait plus s'opposer à la marche des troupes impériales vers la capitale de l'empire ottoman; elles occupaient toutes les places maritimes depuis Mésembria jusqu'à Siseboli. Chaque pas en avant du général

Diebitsch dans les riches vallées de la Roumélie ressemblait à un triomphe. Les populations musulmanes de ces contrées, qu'on avait cherché à fanatiser en leur faisant considérer cette guerre comme une guerre de principe religieux, se dispersaient partout à l'approche des Russes quand elles ne se rendaient pas volontairement à la puissance de leurs armes. Une proclamation du général Diebitsch produisit un effet immense sur l'esprit de ces populations. Tout en déplorant l'aveugle obstination du gouvernement ottoman à rejeter les propositions modérées faites au nom de l'Empereur son maître, il déclarait la résolution de poursuivre ses succès, d'occuper le pays, et d'avancer aussi loin qu'il plairait à Dieu de le conduire, pour forcer le Sultan à céder à la voix de la raison et de l'humanité. Mais voulant et désirant éviter aux habitants paisibles les malheurs d'une occupation militaire et prévenir leur ruine inévitable, si, effrayés à l'approche de l'armée, ils prenaient la funeste résolution d'abandonner leurs foyers, il engageait tous les habitants et même les autorités du pays à rester paisiblement dans leurs demeures avec leurs familles, leurs biens et leurs propriétés, sans crainte d'être inquiétés, et avec l'assurance d'être protégés dans la jouissance de leur religion, de leur fortune, d'être considérés en tout comme sujets du Sultan, sous la seule obligation de livrer leurs armes, qui seraient déposées en un lieu de sûreté pour leur être rendues à la paix. Ils étaient même invités à faire en toute sécurité la récolte de leurs grains, avec la promesse que tout ce qui ne serait pas nécessaire à la consommation du pays pourrait être vendu par eux à l'armée russe, qui payerait comptant d'après les prix fixés préalablement.

Cette proclamation, justifiée par la discipline sévère

de l'armée russe, fit perdre à la guerre le caractère de fanatisme qu'elle avait eu jusqu'à ce jour. Le 12 août, les Russes étaient maîtres de tous les passages du Balkan; le 13, un *Te Deum* solennel fut chanté devant l'armée et en présence de la population bulgare, heureuse de jouir d'un moment de repos après tant de siècles d'oppression et d'esclavage.

Le 19, les habitants d'Andrinople purent voir les colonnes russes descendre en bon ordre les pentes de Boujouk-Derbent, et le général en chef prenant position avec le deuxième corps en vue du vieux sérail (Eski-Saraï), et appuyant, ainsi que les deux autres, son flanc droit à la Toundgea; les Cosaques couronnaient toutes les hauteurs voisines.

La population d'Andrinople, seconde ville de l'empire ottoman, comprenait à cette époque quatre-vingt mille habitants, moitié musulmans, dont douze à quinze mille étaient bien armés. Le corps des troupes turques chargées de la défense de cette place se composait de dix mille hommes d'infanterie régulière, de mille cavaliers et de deux mille miliciens levés dans les environs. La position topographique de ses approches coupées par de profonds ravins, couvertes de vignobles et entourées de revêtements de terre défendus par une nombreuse artillerie, se prêtait à une défense opiniâtre; mais les points sur lesquels les Turcs avaient établi leurs batteries présentaient un côté faible. Les batteries armées à la hâte étaient pour la plupart inachevées, car on n'avait jamais cru à Andrinople à la possibilité d'une attaque. Plusieurs siècles d'une tranquillité profonde rassuraient les esprits, à ce point que les chefs eux-mêmes avaient repoussé jusqu'à la pensée de voir un jour les drapeaux russes flotter aux portes de leur antique capitale. Telle fut la

consternation que répandirent la marche rapide et l'apparition subite de l'armée impériale, tel fut le découragement qui s'empara des troupes et des habitants, que Halil-Pacha et Ibrahim-Pacha ne songèrent qu'à demander une capitulation, quoique trois grandes routes libres encore leur offrissent des voies de retraite.

Diebitsch, désireux d'épargner l'effusion du sang, se montra généreux; il accordait aux pachas et à leurs troupes la faculté de se retirer, non du côté de Constantinople, mais vers Philippopoli ou Démotika. — Ils devaient préalablement remettre leurs armes, leur artillerie, leurs drapeaux, leurs magasins de vivres et de munitions. Diebitsch promettait en outre aux habitants une sûreté absolue pour leurs personnes, leurs propriétés et l'exercice de leur religion : toutefois il ne donnait aux pachas, pour accepter ou refuser ces conditions, qu'un délai de quatorze heures, et déclarait que si les termes de la capitulation proposée n'étaient pas signés le lendemain 8-20 août, à neuf heures du matin, il livrerait un assaut général.

Dès l'aube du jour en effet, l'armée russe, formée sur deux colonnes, s'ébranla par le flanc gauche, l'une composée des corps des généraux Roth et Pahlen, s'avança dirigée par le général en chef en personne sur le centre de la place; — l'autre, formée en grande partie de cavalerie et d'artillerie légère, alla prendre position sur les routes de Kirk-Kilissia et de Constantinople, pour couper à l'ennemi toute retraite sur le Bosphore.

Ce mouvement général ne pouvait être dérobé à l'ennemi, qui l'aperçut de sa position sur les hauteurs, et en fut tellement épouvanté que sans attendre l'expiration du délai, fixé à neuf heures, il envoya dès sept heures des parlementaires dans l'espoir d'obtenir des conditions

plus avantageuses. Diebitsch leur fit répondre qu'il ne pouvait rien changer à ses propositions.

Ces pourparlers duraient encore, lorsqu'à la vue des troupes s'approchant des murs de la ville, un grand nombre d'habitants, chrétiens en grande partie, vinrent au-devant d'elles avec de grandes démonstrations de joie. Pendant ce temps, les Turcs jetaient leurs armes, désertaient leurs batteries et abandonnaient le camp avant même que les signatures apposées au bas de l'acte de capitulation l'eussent régularisé.

L'heureux général qui, suivant l'expression pittoresque d'Ibrahim-Pacha, portait la victoire dans un des plis de son écharpe, entra dans Andrinople comme dans une ville amie, et il n'y trouva rien de changé que la garnison et le drapeau.

Cette nouvelle, parvenue à Saint-Pétersbourg et à Constantinople, y produisit deux effets contraires. Dans la première de ces capitales elle répandit l'enthousiasme d'un grand triomphe; dans l'autre, l'épouvante d'un immense désastre. La supériorité incontestable des Russes, les efforts tentés inutilement par le fanatisme mahométan pour soulever contre eux les populations, les dispositions séditieuses qui se manifestaient au sein même de Constantinople, ouvrirent enfin les yeux au Sultan, et le décidèrent à prendre en considération les instances du corps diplomatique et les ouvertures de paix repoussées jusqu'à ce jour avec un déplorable entêtement.

Personne ne contribua davantage à ces heureuses dispositions que le général prussien de Muffling, envoyé à Constantinople avec des instructions particulières à la suite du voyage de l'empereur Nicolas à Berlin.

Malgré les ouvertures pacifiques du Divan et la soumission des populations mahométanes, Diebitsch se dis-

posant à marcher avec le gros de son armée sur la capitale de l'empire, poussait des corps avancés sur tous les points qu'il lui importait d'occuper pour assurer le succès de ses opérations et celui de la mission glorieuse qui lui était confiée. L'apparition de l'amiral Greigh à Kara-Bournou, à l'entrée du Bosphore, presque en vue de la flotte turque mouillée à Buïukdéré dans une impuissante inaction, la prise d'Enos mettant l'armée russe en communication avec les flottes de la Méditerranée et de la mer Noire, complétaient l'investissement complet de la capitale de l'empire ottoman sur un rayon de vingt-cinq à trente lieues.

Comme on le voit, la situation était belle pour les Russes; cependant le cabinet de Saint-Pétersbourg, influencé par des intérêts généraux supérieurs à des idées de gloire ou d'ambition, contre lesquelles l'empereur Nicolas avait su préserver son cœur, ne désirait pas moins que celui de la Porte une paix solide et basée sur les avantages qu'il était en droit d'exiger. A cet effet, Nicolas avait désigné d'avance l'adjudant général comte Alexis Orloff et le conseiller privé comte C. de Pahlen, pour suivre, conjointement avec le général en chef, les négociations qui pourraient s'ouvrir pour la conclusion de la paix.

Les deux négociateurs venaient d'arriver à Bourgas le 16-28 août, lorsque deux hauts dignitaires de la Porte Ottomane, le defterdar Mehmet-Sadi-Effendi et Aboul-Kadiv-Bey, tous deux munis de pleins pouvoirs pour entamer les négociations, se présentèrent au quartier général d'Andrinople. M. de Kuster, secrétaire de la légation prussienne, les y avait accompagnés pour engager le général russe à suspendre les hostilités, afin de détourner les dangers que la fermentation inquiétante

des masses tenait suspendus sur la tête des chrétiens de la capitale. Dès leur première visite au comte Diebitsch les deux négociateurs débutèrent par lui témoigner leurs sentiments d'admiration et de reconnaissance pour le caractère magnanime et les sentiments généreux de l'empereur Nicolas; ils lui firent part ensuite du désir sincère que le Sultan avait de mettre fin aux hostilités. En réponse à ces propositions, et en l'absence des négociateurs qui ne pouvaient tarder d'arriver, Diebitsch chargea le général major prince Gortschakoff et le conseiller d'État Fonton, attaché à son quartier général, d'ouvrir les conférences préliminaires, qui commencèrent le 18-30 août. En même temps il donna l'ordre de suspendre les hostilités et la marche victorieuse de son armée, à l'exception toutefois des corps qu'il avait dirigés sur divers points pour y prendre des positions.

Conformément aux déclarations solennelles qu'elle avait faites au commencement de la campagne, la Russie n'exigea aucun accroissement de territoire; elle ne demanda que la rectification de ses frontières d'Asie en tirant une ligne nouvelle où se trouveraient les places d'Anapa, de Poti, d'Akhaltzikh, d'Atzkouv et d'Akhalkalazi, à cette fin de mettre un terme aux déprédations et aux incursions que les tribus musulmanes ne cessaient de pousser en Géorgie et en Iméreth. Elle demandait en outre l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles pour tous les navires de commerce sans distinction de pavillon, l'exécution complète des anciens traités, notamment celui d'Akkerman; une ligne plus favorable à la défense de la Valachie, de la Moldavie et de la Servie; des garanties nouvelles et l'indépendance de la Grèce sur les bases du traité du 6 juillet 1827 et du protocole du 22 mars dernier. Ces conditions ne rencontrèrent une sérieuse

résistance qu'à l'article des indemnités réclamées par la Russie et montant à 137,195,000 francs. Les négociateurs turcs ne se croyant pas autorisés à souscrire au payement d'une somme qui leur semblait exorbitante dans l'état d'épuisement où se trouvait la Porte, demandèrent du temps pour en référer à leur gouvernement. Diebitsch leur accorda un délai de cinq jours à dater du 27 août - 8 septembre. Mais prévoyant le cas où ce délai n'aboutirait à rien, il fit faire à son avant-garde quelques mouvements qui répandirent de nouveau la terreur dans la capitale, menacée simultanément par l'invasion étrangère et une insurrection intérieure.

Ce fut alors que le Sultan comprit le danger de sa position. Le reïs-effendi réunissant aussitôt les ministres de France, d'Angleterre et M. Royer, ministre de Prusse, leur demanda ce qu'ils conseillaient au Divan de faire pour sortir de cette extrémité. Les trois ministres répondirent d'une même voix : « Il faut signer à tout prix la paix : à cette condition seule vous sauverez l'empire ottoman d'une ruine immédiate et complète. » La Porte reconnut l'urgence de cette mesure, tout humiliante qu'elle fût pour l'orgueil ottoman. Mais devant cette question de vie ou de mort elle n'hésita point à supplier l'un des ministres de se rendre immédiatement au quartier général de Diebitsch, pour arrêter la marche des troupes russes sur la capitale, en confirmant les dispositions de la Porte, prête à accepter toutes les conditions de la paix. Les ministres, ne croyant pas avoir mission de servir de médiateurs entre les parties belligérantes, refusèrent. Néanmoins, le Sultan, stimulé par le danger devenu plus pressant, fit inviter en particulier et par écrit M. Royer de sauver sa couronne. Celui-ci, pressé d'autre part par les instances des deux autres

ambassadeurs, s'embarqua le 29 août - 9 septembre pour Ridosto, et se rendit de là, à cheval, à Andrinople, où il arriva dans la soirée du 31 août - 11 septembre. Le général russe le reçut avec franchise et cordialité : convaincu désormais par la force des choses que les offres de la Porte étaient sincères, il suspendit la marche de son armée. Alors M. Royer représentant aux plénipotentiaires la nécessité absolue de consentir à toutes les demandes de la Russie sur les points auxquels s'étendaient leurs pouvoirs, et leur signifiant que l'ordre de Mahmoud était qu'ils cédassent aux volontés du Czar; ces plénipotentiaires renonçant à toute pensée de résistance, arrêtèrent les conditions de la paix le 2 - 14 septembre, et les confirmèrent par deux traités signés le même jour.

Le premier rendait à la Sublime Porte les deux Principautés et toutes les places de la Bulgarie et de la Roumélie conquises ou occupées par les armes russes, à l'exception des îles formées par le Danube à son embouchure. Il restituait également toutes les conquêtes faites en Asie, sauf une partie du territoire confinant à l'Iméreth et à la Géorgie, comprenant diverses places que la Russie se réservait pour la sûreté de ses frontières et comme compensation des frais de guerre en à-compte des indemnités pécuniaires qui devaient lui être payées par la Porte.

Tous les priviléges et immunités accordés par les anciens traités aux principautés de Moldavie et de Valachie, ainsi que les conventions relatives à la Servie, étaient garantis et étendus. La Sublime Porte, d'un autre côté, reconnaissait et déclarait le passage du canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles libres et ouverts aux navires de toutes les puissances en paix avec la

Porte; plus, toutes les garanties désirables pour assurer au commerce russe liberté pleine et entière de la navigation dans la mer Noire.

L'indemnité de guerre était fixée à 1,500,000 ducats de Hollande (payables dans un délai de dix-huit mois) comme réparation des dommages et pertes essuyés par les Russes depuis la guerre de 1806. En outre, la Porte consentait à payer une autre somme de 10 millions de ducats de Hollande (119,300,000 fr.) comme indemnité proportionnée aux dépenses que la dernière guerre venait d'occasionner à la Russie.

Enfin, le Sultan donnait son adhésion, quant aux affaires de la Grèce, aux stipulations du traité du 6 juillet 1827, rédigé d'un consentement mutuel entre les puissances signataires. Il était admis en principe que l'évacuation du territoire ottoman par les troupes russes aurait lieu à mesure que les stipulations du traité seraient effectuées, et qu'amnistie complète serait accordée aux sujets des deux nations qui, d'une manière active ou par sympathie, auraient manifesté leur attachement à l'une des deux parties contractantes.

Si l'on considère ce traité sous le rapport seul des acquisitions territoriales, les bénéfices de la victoire ne semblent pas proportionnés aux sacrifices de la lutte; mais dans les règles d'une saine politique, et surtout dans l'intérêt d'un empire déjà si vaste et si puissant, il conciliait tout ce que la Russie pouvait désirer pour le présent et espérer pour l'avenir. Non-seulement il assurait ses frontières d'Asie, mais il séparait deux ennemis entreprenants toujours prêts à se réunir contre elle. Il réduisait à un vain hommage et à des tributs qu'on pourrait lui disputer la souveraineté de la Porte sur les deux Principautés, ainsi que sur la Servie et sur la Grèce. Les

places de la rive gauche venant à manquer à la puissance de la Porte, le protectorat russe traçait autour d'elle un cordon d'ennemis. Avec l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles, assurant à la Russie la liberté du commerce de la mer Noire, commençait en réalité pour elle une période nouvelle d'un intérêt immense et d'une application immédiate au développement de sa marine, de son industrie, de sa richesse territoriale, au bien-être et à la civilisation de vastes provinces où végétait encore une population ignorante et misérable. L'aigle de la Russie, en mesurant ses ailes aux minarets de Constantinople, avait eu le sentiment de sa force et avait dérivé l'orage qui menaçait l'Europe. La modération de Nicolas dans la victoire était le calcul de la sagesse prévoyant l'avenir. Les récompenses que le Czar accorda à ses généraux, à ses négociateurs, les réjouissances qui succédèrent à son manifeste du 19 septembre-1er octobre, prouvent clairement que l'Empereur et son peuple comprenaient les avantages de ce traité [1].

L'influence que le traité d'Andrinople devait avoir sur les questions militaires en Asie se traduisit par une suspension d'armes accordée au séraskier d'Erzeroum, afin de procéder à l'exécution des articles concernant l'évacuation progressive des pachaliks rendus à la Porte. Les généraux Rudiger, Pahlen, Roth, Krassouski, qui s'étaient distingués sous les ordres de Diebitsch et de Paskevitch, élevés tous deux au rang de feld-maréchal, furent nommés chefs de corps d'infanterie ou de cavalerie. De nombreuses promotions eurent lieu dans tous les grades; enfin, pour témoigner sa reconnaissance à toutes ses armées de terre et de mer, l'empereur Nicolas donna l'ordre à tous ceux qui avaient participé aux opé-

[1] Voyez les Documents historiques, n° 17.

rations militaires des campagnes de 1828 et de 1829, tant en Europe qu'en Asie, de porter suspendue à un ruban de Saint-Georges une médaille instituée pour en perpétuer le souvenir.

Tandis que la munificence de l'Empereur récompensait ainsi la bravoure de ses guerriers, elle offrait au roi de Prusse, comme monument de leurs exploits, six des plus belles pièces de canon enlevées aux Turcs, douze pièces et six mille fusils à la Grèce, comme témoignage de la bienveillante protection qu'il accordait à cet État reconstitué par l'initiative des puissances européennes.

Khosrew-Mirza, fils du prince héréditaire Abbas-Mirza, arriva à Saint-Pétersbourg au milieu des fêtes de la victoire et de la paix pour rendre hommage, par sa présence, à la puissance de l'empire. Ce prince, chargé de porter à l'empereur Nicolas les réparations de son aïeul pour l'attentat commis au mois de février sur la légation russe, avait traversé toute la Russie avec les honneurs dus à son rang. Il fut admis le 10-22 août à présenter les excuses de la Perse à l'Empereur. Cet acte de réparation se fit avec beaucoup d'éclat et une grande pompe. L'Empereur et l'Impératrice s'étant placés devant la dernière marche du trône dans la salle Saint-Georges, le grand-duc héritier et toute la famille impériale occupèrent à droite une tribune préparée pour Leurs Altesses Impériales. Le ministre de la maison de l'Empereur, le vice-chancelier, les aides de camp de service, le sénat et les membres du conseil, les généraux et les officiers de la garde, tout l'état-major des armées de terre et de mer, les membres du corps diplomatique, les dames et les employés des quatre premières classes, se rangèrent aux places qui leur avaient été désignées par le grand maître des cérémonies.

Le grand chambellan, après avoir reçu l'ordre de l'Empereur d'introduire le prince persan, se rendit dans la galerie des portraits et invita, au nom du Czar, Khosrew-Mirza à se rendre avec les personnes de sa suite à la salle d'audience. L'ambassadeur portait lui-même la lettre du Schah. Dès son entrée dans la salle, il fit une première révérence; au milieu de la salle, où devait s'arrêter sa suite, il en fit une seconde; puis, arrivé à quelque distance du trône, il s'inclina une troisième fois; alors il prononça en langue persane le discours suivant, traduit immédiatement en russe par un interprète :

« Très-puissant Empereur,

» Le repos et le bien-être rétablis en Perse, l'intime union que la paix avait cimentée entre Votre Majesté Impériale et le grand monarque de l'Iran, mon souverain et bien-aimé aïeul, ont excité le génie du mal. Égarée par son influence funeste, une troupe de furieux a osé commettre, à Téhéran, un attentat inouï dont la mission de Russie devint la victime. Cet événement déplorable couvrit d'un voile de deuil et d'une profonde douleur la maison royale et tous ses fidèles sujets. Le cœur juste et magnanime de Feth-Ali-Schah tressaillit d'horreur à l'idée qu'une poignée de scélérats pouvait d'une main vile et sacrilége rompre les liens de la paix et de l'union qu'il venait de resserrer avec le grand monarque de la Russie. Il m'a choisi parmi les princes de sa maison, et il m'a donné l'ordre de me rendre sans délai dans la capitale de votre empire, persuadé que ma voix, fidèle écho de la vérité, serait écoutée avec bienveillance par Votre Majesté Impériale, et que mes paroles préserveraient de toute atteinte l'amitié qui unit les deux plus grands et les deux plus puissants souverains du monde.

» Tels sont les vœux dont mon auguste souverain m'a chargé d'être l'organe. Daignez, magnanime empereur, jeter le voile de l'oubli sur un événement que la Perse a déploré avec non moins d'énergie que la Russie elle-même. Il importe que l'univers apprenne qu'au milieu d'une crise sans exemple, la sagesse des deux monarques et leur confiance réciproque surent conjurer immédiatement tous les périls, dissiper tous les soupçons, toutes les incertitudes, assurer enfin un dénoûment conforme à tous les vœux. Quant à moi, choisi pour remplir cette mission dans une circonstance aussi solennelle, je me crois parvenu au comble de la félicité en me trouvant en présence de Votre Majesté Impériale, et en exécutant les ordres que m'a donnés mon souverain, de consacrer tous mes soins à l'affermissement d'une union perpétuelle entre les deux nations que la Providence elle-même a réunies dans une amitié mutuelle et inaltérable. »

Après avoir prononcé ce discours, traduit par le conseiller privé de Rodofinikine, le prince persan, s'approchant de l'Empereur, lui présenta les lettres du Schah et du prince Abbas-Mirza. Nicolas les remit au vice-chancelier qui les déposa sur une table, et répondit à ce discours au nom de l'autocrate par ces paroles :

« Sa Majesté, mon auguste maître, me charge d'assurer Votre Altesse Royale, que c'est avec les sentiments de la plus vive satisfaction qu'il reçoit les protestations et les témoignages de regret que vous venez de lui exprimer de la part de votre souverain. Son cœur magnanime ne pouvait qu'être saisi d'horreur à la vue d'un attentat commis dans le coupable dessein de désunir de nouveau deux puissances voisines à peine réconciliées. La mission dont il vous a chargé offre une nouvelle preuve de cette vérité. Elle doit dissiper tous les nuages

qu'une aussi déplorable catastrophe pouvait produire dans les relations de la Russie avec la Perse. Votre Altesse Royale portera ces assurances à Sa Majesté le Schah. Elle le convaincra de la plus ferme volonté de Sa Majesté Impériale de maintenir la paix et de cimenter les rapports d'amitié et de bon voisinage si heureusement rétablis par le traité de Tourkmantchaï.

» L'Empereur m'ordonne d'ajouter, Monseigneur, qu'en vous confiant cette mission, le Schah ne pouvait faire un choix qui lui fût plus agréable. Vous trouverez, je l'espère, la confirmation de cette assurance dans les sentiments que je viens de vous exprimer au nom de mon auguste maître. »

A la suite de ce discours, répété en langue persane par un interprète, l'Empereur et l'Impératrice, suivis du prince persan, passèrent dans une pièce voisine, où les personnes de la suite du prince Khosrew-Mirza furent présentées à Leurs Majestés. La réparation étant ainsi faite, le prince persan séjourna deux mois à la cour de Russie, d'où il rapporta dans son pays l'assurance des dispositions les plus amicales et de l'oubli généreux du meurtre de Téhéran.

Tandis que les aigles victorieuses de la Russie planaient sur l'Euphrate et le Bosphore, l'empereur Nicolas apportait tous ses soins à l'administration intérieure de son empire.

Fait inouï peut-être dans l'histoire des peuples! il avait soutenu deux guerres contre la Perse et la Turquie sans avoir été forcé de créer de nouveaux impôts pour faire face aux dépenses énormes qu'elles occasionnaient. Aussi le rapport du ministre des finances représentait-il la situation financière de la Russie et son administration comme en voie de progression constante d'ordre et de

perfectionnement au point de vue du système et de la répartition de l'impôt, et comme excellente à celui des résultats. L'empereur Nicolas cherchait dans les progrès incontestables du commerce et de l'industrie les moyens de réformer le département de la justice, offrant encore trop de preuves de la vénalité si justement reprochée aux juges, excusables peut-être par l'insuffisance de leurs traitements. L'augmentation des traitements pouvait seule remédier à ce fâcheux état de choses.

Enfin, pour donner une plus grande impulsion à l'élan du commerce et de l'industrie, objet constant de sa sollicitude, Nicolas organisa à la fin de cette année la première exposition des produits de l'industrie russe. Cette exposition excita l'admiration de l'étranger, et fit prévoir ce que l'on pouvait obtenir encore au moyen de l'infériorité du prix de la main-d'œuvre, et du développement que l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles devait donner au commerce. L'empire se trouvait dans la situation la plus florissante; la gloire au dehors, la prospérité à l'intérieur, répandaient un grand éclat sur les commencements du règne de l'empereur Nicolas, lorsque, au milieu des réjouissances de la paix, une fièvre inflammatoire survenue à ce prince à la suite d'un refroidissement, donna les plus vives inquiétudes. La maladie fut longue et douloureuse; ce ne fut qu'au bout de six semaines que Nicolas, entièrement rétabli, paraissant à la parade du palais, trouva dans les acclamations de l'armée et des habitants de Saint-Pétersbourg les preuves d'amour que les peuples accordent aux souverains faits selon leur cœur. C'était le 31 décembre.

CHAPITRE ONZIÈME.

Députation ottomane à Saint-Pétersbourg. — Ouverture de la diète à Varsovie. — Premières séances. — Symptômes d'opposition. — Mécontentement de l'Empereur. — Prise d'Alger. — Révolution de 1830. — L'empereur Nicolas et le chargé d'affaires de France. — Le général Athalin. — Lettre de Louis-Philippe à Nicolas. — Réponse de Nicolas. — Le choléra. — Dévouement et courage de Nicolas. — Il part pour Moscou. — Entrée triomphale. — Noble émulation. — Insurrection polonaise. — Causes de l'insurrection. — Déplorables excès. — Situation critique. — Colère de Nicolas. — Mesures pour combattre la révolution. — Proclamation aux Polonais. — Fidélité des armées russes. — Chlopitzki dictateur de Pologne. — Manifeste polonais à l'Europe. — Les Romanoff déclarés déchus du trône de Pologne. — Le nombre treize. — Commencement des hostilités. — La victoire sourit d'abord aux Polonais. — Bataille d'Ostrolenka. — Mort de Diebitsch. — Mort du grand-duc Constantin. — Paskevitch nommé général en chef.

Dans les premiers jours de février 1830, deux personnages des plus distingués de l'empire ottoman, Mohammed-Halil-Riphat-Pacha et Suleiman-Nedjib-Effendi, arrivèrent à Saint-Pétersbourg pour présenter à l'empereur Nicolas les assurances amicales et pacifiques du Sultan; mais le principal but de leur mission était de négocier un adoucissement aux clauses rigoureuses du traité d'Andrinople. La Porte vaincue espérait de la modération du vainqueur qu'il modifierait certaines stipulations qui blessaient plus particulièrement l'orgueil et les intérêts ottomans. Mahmoud réclamait surtout contre la cession des districts et des forteresses exigées en Asie, contre la démolition des fortifications de Giurgewo, contre les indemnités et les frais de guerre, dont l'acquittement aux époques convenues présentait des difficultés insurmontables. Les dépenses faites depuis six ans avaient épuisé le trésor ottoman, et

le Sultan ne pouvait demander de nouveaux impôts sans exposer la paix et la sûreté de ses provinces, placées fatalement sous la menace d'une insurrection.

Ces députés furent reçus avec tous les honneurs dus à leur rang : l'Empereur et l'Impératrice leur accordèrent des audiences particulières : ils reçurent et offrirent des présents magnifiques, assistèrent à toutes les fêtes de la cour, et furent décorés à leur audience de congé de l'ordre de l'Aigle blanc de Pologne; enfin ils obtinrent une réduction de 300,000 ducats sur la contribution de guerre. Nicolas prouvait ainsi que la générosité est la compagne de la force.

En même temps que ces ambassadeurs reprenaient la route de Constantinople, Nicolas se rendait à Varsovie pour ouvrir en personne la diète de Pologne, qu'après cinq années d'attente il avait convoquée pour le 16-28 mai par un décret, dont le style impérieux annonçait aux Polonais que la durée de leur constitution dépendait du bon usage qu'ils feraient des bienfaits *de l'immortel restaurateur de leur patrie.*

« Trois diètes vous ont déjà fait assez connaître et le but vers lequel doivent tendre tous vos efforts et les écueils que vous devez éviter. L'expérience a démontré les avantages des discussions calmes et tranquilles, de même que les conséquences funestes de la discorde. J'espère que cette expérience ne sera pas perdue pour vous. Dans vos délibérations, vous agirez, nous n'en doutons pas, avec cet amour du bien public qui vous a toujours animés, avec cet esprit d'ordre et d'union qui a présidé pendant le cours de votre dernière session.

» A ces causes, Nous vous assurons de Notre bienveillance royale.... »

L'arrivée de l'empereur Nicolas à Varsovie excita moins

de joie que d'inquiétudes. Le Czar préluda à l'ouverture de la Diète par des manœuvres militaires, où l'armée, commandée par le Césaréwitsch grand-duc Constantin, se montra digne de sa vaillante renommée, et témoigna même du dévouement au souverain que quelques mois plus tard elle devait combattre.

Le 16-28 mai, après avoir assisté à l'office divin, les sénateurs, nonces et députés se réunirent dans la salle du Sénat, où le Roi, accompagné de la Reine et entouré d'un pompeux cortége formé des ministres, du conseil d'État, de toute sa suite, prononça du haut du trône en langue française le discours d'ouverture, répété ensuite en langue polonaise par le ministre secrétaire d'État.

Il commençait par s'excuser du retard mis à la convocation de la Diète et des motifs indépendants de sa volonté qui l'avaient empêché d'appeler l'armée polonaise à prendre une part active aux deux dernières guerres... Les applaudissements que provoqua ce paragraphe semblaient une protestation contre l'influence dont le Césaréwitsch s'était servi pour réduire à l'état de vaine espérance cette coopération sollicitée par l'armée et désirée par l'Empereur lui-même... En retenant dans les bornes étroites de la vie de garnison les impatiences d'une ardeur belliqueuse qui ne demandait qu'à se produire au dehors, le grand-duc Constantin a commis une erreur dont plus tard il devait subir les conséquences. L'insurrection dont le feu couvait déjà sous les cendres révolutionnaires n'aurait peut-être point éclaté si la Pologne et la Russie, apprenant à se connaître et à s'estimer les armes à la main devant un ennemi commun, avaient fraternisé sur les mêmes champs de bataille. Nicolas l'avait compris; est-il coupable d'avoir sacrifié sa volonté au désir d'un frère qui lui avait fait le sacrifice d'une

couronne ? Dans les grandes questions, la politique du cœur, en désaccord avec celle de la raison, est toujours une faute. Quoi qu'il en soit, il la répara noblement dans le premier paragraphe de son discours d'ouverture.

Il annonçait ensuite les améliorations obtenues, en cours d'exécution et méditées dans l'administration du pays, les projets de loi qui devaient être soumis à la Diète, et il terminait en invoquant le calme dans les délibérations, l'union dans les desseins, et en rappelant aux représentants du peuple qu'à *eux seuls* il appartenait d'affermir l'œuvre du restaurateur de leur patrie par l'usage sage et modéré des droits qu'il avait accordés à la Pologne.

Un des principaux griefs du royaume portait sur la protection exclusive que le pouvoir central accordait au rite grec au détriment de la communion catholique. Le lendemain de l'ouverture de la Diète, le ministre de l'intérieur, comte Mostowski, cherchant à démontrer ce qu'il y avait d'injuste dans ce reproche fait au gouvernement, exposa les avantages accordés à la population catholique du royaume, évaluée à 3,471,282 individus, et au clergé, dont les revenus annuels s'élevaient à 4 millions de francs ; quant à l'instruction primaire, dont il sentait toute l'importance, le ministre assurait qu'on avait augmenté et amélioré les écoles catholiques au point de pouvoir procurer à vingt-huit mille quatre cents enfants les bienfaits d'une éducation suffisante et gratuite.

« S'il est vrai, dit le ministre en terminant son discours, que l'extension irrégulière des connaissances, en augmentant la sûreté des personnes, tend à diminuer celle des propriétés par les nouveaux désirs qu'elle excite, le moyen le plus simple d'écarter l'appât des jouis-

sances illicites se trouverait dans les facilités accordées à chaque état pour recevoir l'instruction limitée qui lui convient. »

Le caractère de la session fut calme et digne; sa courte durée, bornée à un mois, n'ouvrait pas de grands horizons aux discussions; néanmoins la plupart des projets présentés par le gouvernement reçurent des modifications importantes, dont l'Empereur, qui assista à plusieurs séances, reconnut la sagesse. Un seul cependant, et celui auquel le Czar attachait le plus d'importance, fut rejeté par la chambre des députés à une majorité de 93 voix contre 22. En apprenant le rejet de ce projet ayant trait au divorce, Nicolas s'écria : « Le chiffre 93 est un nombre révolutionnaire. » A ce sujet, il s'exprima avec une certaine amertume dans son discours de clôture.

Au résumé, pendant tout le cours de cette session, les membres les plus influents de la Diète s'imposèrent une grande réserve et beaucoup de modération, ce qui ne les empêcha pas toutefois de formuler des plaintes vagues contre les violations de la loi fondamentale, et des vœux pour le renvoi du ministère, ainsi que pour la réunion de la Lithuanie. L'Empereur ne s'en montra point offensé; il promit même de prendre en considération les vœux de la Diète, et de faire droit aux propositions dont il reconnaîtrait la justice et l'opportunité.

La clôture des séances de la Diète eut lieu le 16-28 juin.

Dans son discours, l'Empereur témoigna ainsi son mécontentement au sujet du projet de loi sur le divorce, rejeté par la chambre des députés :

« Le Sénat, ce premier corps de l'État, avait justifié toute ma confiance en accueillant à l'unanimité un projet

qui obviait à une partie des inconvénients de la loi décrétée en 1825 sur la nullité du mariage et sur le divorce. Il est à regretter que la chambre des nonces ait cru devoir le rejeter, et maintenir ainsi une disposition qui compromet essentiellement le repos des familles, qui trouble les consciences, et dont la révision est impérieusement réclamée par les plus puissantes considérations. »

Ce discours se ressentait de l'impression produite sur l'esprit de Nicolas par la nouvelle d'un événement déplorable dont la ville de Sébastopol venait d'être le théâtre. Malgré les mesures actives du gouvernement pour préserver la Crimée de la peste qui sévissait dans les provinces de la Turquie européenne, le fléau, entrant en Bessarabie, avait frappé aux portes de Sébastopol. Toutefois, les mesures de l'autorité locale pour prévenir et combattre les progrès du mal n'avaient pas tardé à être couronnées de succès. La ville et quelques-uns de ses faubourgs étaient déjà délivrés du cordon sanitaire dont on les avait investis. La slobode nommée Korabelnaïa, habitée en grande partie par des marins retraités et par les marins de la flotte, était la seule localité qui eût encore à purger la quarantaine, dont le terme était rapproché. Peu de jours avant l'expiration de ce terme, plusieurs malades succombèrent sous les atteintes du fléau. D'après les dispositions ordonnées par le lieutenant général Stolypine, gouverneur militaire provisoire de la place, des médecins procédèrent à l'examen et à l'inhumation du corps d'une femme morte dans la slobode; mais les autres femmes du quartier s'opposèrent à cette opération, et soutenues dans leur résistance par les habitants, elles refusèrent de se rendre dans un camp disposé pour les recevoir pendant qu'on assainirait leurs demeures. Les efforts de l'autorité échouèrent de-

vant une force d'inertie qui se transforma bientôt en une rébellion ouverte, non-seulement dans la slobode, mais dans la ville elle-même. Au son du tocsin, les révoltés, se répandant dans les rues, demandèrent à grands cris la levée de la quarantaine et l'ouverture des églises. Leur exaspération se portant aux dernières extrémités, ils massacrèrent le général Stolypine, le colonel Vorobieff, commandant de brigade, Stépanoff, commissaire, et Stoulli, inspecteur de la quarantaine. Ils se livrèrent ensuite aux plus graves excès pendant vingt-quatre heures. Cependant l'amiral Greigh et le général comte Voronzoff, accourus sur le lieu du sinistre, étaient parvenus à se rendre maîtres de l'émeute. Les principaux chefs, arrêtés et livrés à la justice, étaient soumis à une commission d'enquête chargée d'instruire sur les causes et le degré de culpabilité de chaque prévenu.

En proie à de sinistres pressentiments qui ne devaient se réaliser que trop tôt, l'Empereur revint à Saint-Pétersbourg. « Je ne sais, dit-il un jour, sur quelles vagues données j'interroge l'avenir, mais il me semble que nous sommes à la veille de quelque grand événement. Dieu veuille que nous ne nous réveillions pas un de ces matins en face d'une grande catastrophe. »

Ce jour-là même, à neuf heures du soir, la cour se trouvait à cette époque à Yelaguini, l'une des résidences d'été du Czar, un courrier arriva à franc étrier au château impérial, et remit à Nicolas des dépêches que l'on venait de recevoir de Paris. L'Empereur les parcourut rapidement, puis, pâle, troublé, profondément ému, il rentra précipitamment dans l'appartement où se tenait l'Impératrice avec deux dames d'honneur.

« Mon Dieu! que vous est-il donc arrivé? lui demanda

l'Impératrice, troublée elle-même à la vue des traits altérés de Nicolas.

— La catastrophe dont je vous parlais ce matin, » répondit-il; et à haute voix cette fois il recommença la lecture de la dépêche qu'il avait reçue. Le trône de Charles X venait de s'écrouler sous les barricades de la révolution de juillet. En trois jours, le souffle d'un peuple haletant sous le travail d'une pensée dont il n'était que l'instrument avait emporté une monarchie de quatorze siècles; le fils de Philippe-Égalité, changeant le bonnet phrygien de son enfance contre une couronne, avait ramassé dans le sang et la boue le sceptre du frère de Louis XVI. Nicolas, consterné par la nouvelle d'un événement qui pouvait ébranler l'Europe, se promenait à grands pas dans le salon. « Louis-Philippe, disait-il, Louis-Philippe! je comprends aujourd'hui pourquoi je n'ai jamais aimé cet homme-là.... » Quelques larmes, pieux hommage rendu par un noble cœur au naufrage de trois générations royales, brillaient dans les yeux de l'Impératrice. Nicolas s'approcha d'elle, et lui prit la main en disant: « Charles X aurait dû se faire tuer sur la dernière marche de son trône.... » Au même instant, le grand-duc héritier entra dans le salon avec une figure riante, qui ajoutait par son contraste à la gravité des autres physionomies. « Mon fils, lui dit l'Empereur, un jour sans doute vous me remplacerez sur le trône de Pierre le Grand; alors vous aurez de grands devoirs à remplir comme père et comme souverain de vos peuples; vous vous devrez tout entier à la prospérité, à la gloire de la patrie, au bien-être, au bonheur de vos sujets; mais rappelez-vous bien dans cette position suprême que la main qui tient un sceptre et une épée ne doit jamais transiger avec une émeute,

sous peine de voir l'émeute se changer en révolution. Le chef d'un grand État doit se faire tuer sur les marches de son trône, plutôt que de le céder à l'insurrection. »

Quelques jours auparavant, Nicolas avait appris le débarquement de l'armée française et la prise d'Alger. Cette nouvelle lui était parvenue au moment où il passait en revue une division de la garde à Tsarskoé-Sélo. Aussitôt il avait envoyé chercher par une estafette M. Bourgoing, chargé d'affaires de France en Russie, et s'était porté lui-même à cheval à sa rencontre. Dès qu'il l'aperçut, il mit pied à terre, et l'embrassant, il lui dit : « Écrivez au roi Charles X, votre auguste maître, que la prise d'Alger me fait autant de plaisir que si cette importante victoire avait été remportée par mes propres troupes. »

Le noble cœur de Nicolas revendiquait ainsi une partie de la gloire qui rejaillissait sur une monarchie légitime. « J'espère, ajouta-t-il, que ce triomphe consolidera le trône de mon frère bien-aimé Charles X.... » Quelques jours après, ce trône croulait sous les pavés sanglants de la rue. L'empereur Nicolas considéra l'abdication de Charles X comme un malheur de famille, et l'avénement de Louis-Philippe comme une calamité européenne.

Quoique l'union politique des deux cabinets fût moins intime que sous le ministère la Ferronnays, les relations personnelles du souverain avec le duc de Mortemart entretenaient une harmonie fondée d'ailleurs sur des sympathies communes et sur des intérêts réciproques. Ainsi, le cabinet russe avait reçu les communications relatives à l'expédition d'Alger avec une confiance absolue, avec une satisfaction sans réserve; il avait même exprimé le désir

d'y coopérer avec une flotte considérable, si le cabinet des Tuileries jugeait son concours utile. Mais la France avait répondu qu'elle se trouvait assez forte pour venger l'injure faite à sa majesté dans la personne de son représentant. Ainsi que la France, la Russie avait désiré l'abolition de la piraterie et l'affranchissement de la Méditerranée. Aussi peut-on attribuer à son assentiment hautement prononcé le silence et la réserve imposés à la jalousie d'une puissance dont la presse devait en 1856 revendiquer une grande part dans la révolution de 1830. Le cataclysme de juillet devait nécessairement faire disparaître tout rapprochement dans la pensée d'un prince menacé d'une révolte dès son avénement au trône, et inquiété à cette heure par les sourdes agitations de la Pologne. Aux yeux de Nicolas, Louis-Philippe n'était autre chose que le fantôme de la révolution qui, depuis le 14-26 décembre, posait constamment devant lui. Aussi, à la première nouvelle qu'il reçut de son usurpation sanctionnée par la peur et la nécessité du moment, ordonna-t-il une levée de recrues, sous le prétexte spécieux de combler les vides que la guerre avait creusés dans ses armées.

Le soulèvement de la Belgique, copie sanglante de la révolution de Paris, aggrava encore ces dispositions manifestement hostiles au nouvel ordre de choses établi en France. Le coup de foudre qui venait de frapper le trône séculaire de la dynastie des Bourbons avait brisé les affections de famille, les intérêts politiques basés sur la légitimité des monarchies européennes, les principes du droit sanctionnés par les contrats stipulés entre les souverains et les peuples; il avait tout remis en question, en sanctionnant au profit d'une usurpation le vieil axiome révolutionnaire : *L'insurrection est le plus saint*

des devoirs. Les peuples, séduits par des utopies décevantes, entraînés par la force de l'exemple, tressaillaient au cri de liberté qui, du sud au nord, se mêlait retentissant au bruit des armes. L'empereur Nicolas prêtant l'oreille à ces bruits, à ces tressaillements, échos lointains de la révolution du 26 décembre 1825, mit la main sur la garde de son épée, et sûr de sa force il *attendit*.

La première entrevue que Nicolas eut après la nouvelle de la révolution de juillet avec le chargé d'affaires de France, paraissant devant lui en grand uniforme avec la cocarde tricolore, fut orageuse et solennelle. L'Empereur parcourait à grands pas son cabinet. Son regard brillait comme un éclair dans une tempête, et sa voix retentissante éclatait comme un tonnerre. Jetant un regard de mépris et d'indignation sur une cocarde qui représentait à ses yeux la livrée de la *révolution* :

« Je ne comprends pas, dit-il, qu'un homme qui a le sentiment de sa dignité puisse du jour au lendemain changer ainsi de couleurs. » Puis abordant carrément la question, il déclara qu'il ne voyait dans la personne du duc d'Orléans que le lieutenant général nommé par le roi Charles X. « Il me sera impossible, ajouta-t-il, de reconnaître une royauté sans autre principe que celui du vol et de l'astuce. Si vous représentez en ce moment devant moi ce gouvernement, Monsieur, vous pouvez vous retirer et partir immédiatement pour la France. »

M. de Bourgoing, faisant tête à l'orage, répondit avec calme que tout en déplorant le sort de Charles X, il ne pouvait s'empêcher de considérer Louis-Philippe comme l'ancre de salut de l'ordre et de la monarchie, une digue opposée par la nécessité au torrent des passions révolutionnaires.

« Sire, continua-t-il, j'apprécie vos sympathies pour la maison de Bourbon et vos sentiments de répulsion pour celle d'Orléans, mais si vous consultez la raison qui doit toujours dominer les instincts du cœur, vous reconnaîtrez qu'il est une chose plus précieuse que la légitimité d'une monarchie.

— Laquelle, Monsieur? demanda Nicolas.

— C'est la monarchie elle-même, répliqua de Bourgoing.

— Il n'y a point de monarchie sans légitimité....

— C'est l'ordre européen, reprit le diplomate; et ne voyez-vous pas, Sire, derrière la couronne de Louis-Philippe, le bonnet phrygien de la république attendant son heure?

— La république! s'écria Nicolas, j'aimerais mieux cela.... *La république* est au moins un *principe qui, semblable* à l'outre d'Éole, porte en ses flancs les *tempêtes*.

— Sire, vous reconnaîtrez Louis-Philippe, vous le subirez du moins, sinon par sympathie, du moins par nécessité....

— Moi, reconnaître Louis-Philippe, admettre cet homme au rang des familles souveraines!... Jamais! répliqua Nicolas en frappant un violent coup de poing sur sa table de travail. Reconnaître pour roi de France *le fils de* Louis-Philippe-Égalité, serait me rendre complice d'une infamie!... Jamais!...

— Jamais est un mot qui n'a pas encore été écrit dans le dictionnaire de la politique, reprit M. de Bourgoing. Demandez, Sire, à MM. de Nesselrode et de Metternich.

— Pauvre France! ajouta Nicolas, faut-il que l'avenir d'un si beau pays soit de nouveau remis en question....

Qui tire l'épée périra par l'épée, a dit l'Écriture.... Je dis, moi, que celui qui monte au pouvoir par une révolution, en redescend par une révolution. Si Louis-Philippe ne tombe pas sous le poignard d'un assassin, il mourra dans l'exil. Maintenant, allez, Monsieur, je ne vous retiens plus. »

Le chargé d'affaires de France se retira avec le sentiment d'avoir rempli dignement ce qu'il croyait un devoir de circonstance et d'impérieuse nécessité. Quelques heures plus tard, Nicolas revint sur ses premières impressions, et révoqua l'ordre qu'il avait donné de remettre ses passe-ports au chargé d'affaires.

Le général Athalin, mystérieux beau-frère du nouvel élu de la France, fut envoyé à la cour de Russie pour lui notifier l'avénement de Louis-Philippe et remettre au Czar une lettre autographe de son souverain [1]. Nicolas le reçut avec froideur, la cour l'accueillit avec dédain. La réponse qu'il obtint était une reconnaissance de nécessité politique, la reconnaissance d'un fait fatalement accompli, et qui, dans la pensée de l'Empereur de toutes les Russies, n'impliquait aucune adhésion au principe auquel le gouvernement nouvellement établi en France devait son origine. Nicolas regardait comme à jamais déplorables les événements qui du foyer domestique avaient arraché un excellent père de famille pour lui mettre une couronne au front, et le lancer dans les aventures d'une souveraineté qu'il avait désirée, ambitionnée, préparée, mais qui ne lui appartenait point.

La loyauté chevaleresque de Nicolas avait trop le sentiment des choses justes pour voiler sa pensée sous les hypocrites subtilités du langage diplomatique. Il ne voulait point que l'Europe se méprît sur la nature de

[1] Voyez les Documents historiques, n° 18.

son acceptation ; il recevait avec satisfaction le désir que Louis-Philippe exprimait d'entretenir des relations de paix et d'amitié avec les États européens, il ne doutait point de ses intentions pacifiques, mais il ne pouvait se faire illusion sur la faiblesse de ses moyens de résistance contre la turbulente initiative des factions.

« Souvenez-vous, Monsieur, dit-il au général Athalin avec l'assurance d'un accent prophétique, que celui qui sème les vents récolte les tempêtes. »

Le 6-18 septembre il remit à l'ambassadeur du Palais-Royal la lettre suivante, adressée en langue française à Louis-Philippe :

« J'ai reçu des mains du général Athalin la missive dont il était porteur. *Des événements à jamais déplorables* ont placé Votre Majesté dans une cruelle alternative. Votre Majesté a pris une résolution qui seule lui paraissait propre à épargner à la France de plus grands maux. Je ne dirai rien des motifs qui ont inspiré la conduite de Votre Majesté en cette occasion, mais j'adresse les vœux les plus ardents à la divine Providence, pour qu'il lui plaise de bénir les desseins de Votre Majesté, et vos efforts pour le bien-être du peuple français. De concert avec mes alliés, je reçois avec satisfaction le désir exprimé par Votre Majesté, d'entretenir des relations de paix et d'amitié avec tous les États européens.

» Aussi longtemps que ces relations seront fondées sur les traités existants, et sur la ferme volonté de maintenir les droits et les obligations solennellement reconnus par ceux-ci, ainsi que les propriétés territoriales, l'Europe y verra une garantie de la paix qui est si nécessaire même pour le repos de la France.

» Appelé conjointement avec mes alliés à continuer avec la France sous son nouveau gouvernement ces re-

lations conservatrices, je m'empresserai de mon côté de mettre non-seulement tous les soins qu'elles exigent, mais je manifesterai encore sans cesse les sentiments de la sincérité desquels je me fais un plaisir d'assurer Votre Majesté, en échange de ceux qu'elle m'a exprimés. Que Votre Majesté veuille agréer, etc., etc.

« *Signé* NICOLAS. »

Cette lettre, dont la forme froide et sévère cachait à peine le mauvais vouloir de l'empereur de Russie, n'engageait à rien. Elle reconnaissait à la vérité le fait accompli, mais elle ne l'approuvait point. Aux avances de Louis-Philippe, le Czar répondait en présentant une main armée d'un gantelet d'acier. De là cette défiance et ces embarras réciproques, ces négociations cérémonieuses, ces impatiences mal contenues, ces armées l'arme au bras n'attendant qu'un signal pour se heurter, et cet état de paix au milieu des alarmes de l'Europe, plus ruineux que la guerre.

La Russie, dont les notes et les courriers diplomatiques faisaient la chaîne sur les routes de Vienne et de Berlin, ne cessait de pousser la Prusse et l'Autriche à la conclusion d'une nouvelle sainte alliance. Prévoyant dans un avenir rapproché le jour où la Pologne, soufflée par la France de juillet, répondrait à la réplique de la révolution par un appel aux armes pour le compte de son indépendance, elle paraissait décidée à prendre l'initiative, lorsque deux fléaux suspendirent ou dérangèrent le cours de ses desseins.

Le choléra-morbus, qu'on croyait endémique au climat de l'Inde, avait depuis quelques années ravagé les contrées de l'Europe les plus renommées pour la salubrité du climat et la douceur de la température. Il avait

envahi dès l'année 1825 quelques provinces de la Perse, d'où bientôt il s'était retiré devant les rigueurs de l'hiver. On se croyait donc pour toujours à l'abri de ses atteintes, lorsque dans les premiers jours du printemps de 1830 il se déclara tout à coup à Tauris et dans la province du Ghilan. De là, côtoyant la rive occidentale de la mer Caspienne, il se prolongea le long du Kour jusqu'à Tiflis. La chaleur du climat (on se trouvait alors au milieu du mois d'août), la mauvaise nourriture des habitants, la situation défavorable de la ville au point de vue hygiénique, l'inexpérience des médecins qui bravement moururent presque tous à leur poste sous les premiers coups du fléau, lui donnèrent une impulsion désespérante. Telle était la terreur qui s'empara bientôt des populations, que les bazars, les caravansérails et tous les établissements publics furent abandonnés comme des lieux maudits. Les malheureux mourant sans secours étaient jetés dans des fosses communes, sans autre linceul que les vêtements dans lesquels ils avaient été surpris. En moins d'un mois, la population de la ville, qui comptait trente mille âmes, fut réduite soit par la mort, soit par l'émigration, à cinq mille habitants. La marche du fléau était rapide, irrésistible; s'étendant par la mer Caspienne, il suivit les bords du Volga, ravagea Saratow, Simbirsk, Nijni-Novgorod, et s'approcha rapidement du cœur de la Russie.

Dans la croyance que l'épidémie était contagieuse, on établissait partout, du côté des pays infectés, des quarantaines et des cordons sanitaires; sur les limites sud-est du gouvernement de Moscou, plus particulièrement menacé, on interceptait toutes les voies de communication avec les points suspects; les ponts mêmes étaient enlevés. Par les soins du gouverneur général prince Ga-

litzin, un conseil de santé, dont chaque membre prit sous sa direction la surveillance spéciale d'un quartier de la ville, fut établi dans la capitale moscovite. Il devait au premier rapport du commissaire de police se transporter au domicile des cholériques, pour examiner avec un homme de l'art l'état des malades. En outre, un conseil des médecins se réunissait chaque jour pour rechercher les moyens à prendre contre l'épidémie en cas d'invasion.

Malgré ces alarmes, qui répandaient la stupeur au sein de la cité, jamais l'état sanitaire de Moscou n'avait paru plus satisfaisant. La main chargée d'inscrire les décès sur les registres mortuaires semblait se reposer, lorsque tout à coup, dans le courant du mois de septembre, une nouvelle fatale se répandit à Moscou : le choléra venait d'éclater dans ses murs. Les habitants, consternés, s'enfermèrent dans leurs maisons; ceux qui avaient les moyens de fuir émigraient dans les campagnes, tous savaient que le fléau s'attaquait aux constitutions les plus robustes, n'en épargnait aucune, et enlevait en quelques heures de souffrances horribles les malheureux qu'il frappait.

La science, inhabile à en deviner les causes, avouait son impuissance à en combattre les effets. Partout la maladie présentait les caractères de la contagion; cependant, dans sa marche mystérieuse et saccadée, elle franchissait parfois d'immenses espaces sans tenir compte des quarantaines. Partout le mal de la terreur frappait au cœur avant le mal lui-même. L'ange exterminateur semblait avoir déployé ses ailes sur la ville entière.

A la première nouvelle de la calamité qui venait de frapper Moscou, l'empereur Nicolas écrivit au gouverneur général :

« J'ai reçu avec la douleur dans l'âme votre rapport sur la triste nouvelle qui m'est annoncée. Informez-moi, par le moyen d'estafettes, de la marche et des progrès de la maladie. Mon départ dépendra des nouvelles que vous me donnerez; je suis prêt à venir partager avec vous les soins et les dangers. Résignation et espoir en Dieu. »

Quelques jours après, l'Empereur reçut du prince Galitzin un message alarmant : le choléra moissonnait les victimes par centaines. Il fit aussitôt ses préparatifs de départ. L'Impératrice, informée de la résolution de son époux, et redoutant pour lui les atteintes du fléau implacable et aveugle dans ses colères, le supplia de ne point s'y exposer.... Les larmes, les prières, tout ce que les craintes et la tendresse d'une femme et d'une mère peuvent employer d'éloquence, échouèrent devant l'inébranlable volonté de Nicolas. Aux prières et aux larmes de l'Impératrice, il répondit :

« Mon devoir m'appelle à Moscou, je dois m'y rendre.

—Mais, Sire, vous êtes père, s'écria l'Impératrice en poussant dans ses bras le grand-duc héritier, la grande-duchesse Marie et son frère Constantin, vous devez vous conserver pour vos enfants. »

Ce fut alors que Nicolas prononça ces mémorables paroles :

« *C'est* parce que je suis père que je dois aller à Moscou.... Ici, vous ne me montrez que trois enfants sauvegardés par l'amour d'une mère; mais à Moscou, j'en ai six cent mille en danger de mort. »

L'Impératrice comprit alors que sa résignation devait être égale à la grandeur du sacrifice.

« Vous êtes grand et sublime en tout, dit-elle à l'Empereur, que votre volonté soit faite.

— La mienne?... non, ajouta Nicolas, mais celle de Dieu. »

Il partit le soir même.

Ce fut le 29 septembre-11 octobre, dans la matinée, qu'il arriva à Moscou. La nouvelle de cet heureux événement se répandit avec la rapidité de l'éclair et vola de bouche en bouche. A son entrée au Kremlin, l'Empereur s'arrêta à la porte Iversky et s'agenouilla devant l'image de la sainte Vierge. Le peuple n'en croyait pas ses yeux; cependant, c'était bien le Czar qui venait se jeter au milieu de ses dangers pour les combattre et les partager.

« C'est lui, c'est l'Empereur! s'écriait la foule en se pressant sur ses pas; oh! nous savions bien que tu viendrais à nous; tu es partout où se trouve la souffrance et le péril.... Béni soit notre père! »

Bientôt le pavillon impérial flotta comme un signe d'espérance sur le château du Kremlin; les cloches sonnèrent à pleines volées dans les tours des cathédrales, les canons tonnèrent. Une foule immense encombrait les avenues du Kremlin pour saluer et contempler de plus près l'Empereur s'avançant à pied du palais de ses ancêtres vers l'église de l'Assomption. « Il va prier pour nous, disait le peuple; notre père va prier le Seigneur d'avoir pitié de ses enfants, et le Seigneur l'exaucera. » Jamais la présence d'un souverain n'avait excité un pareil enthousiasme : l'Empereur obtenait encore les honneurs du triomphe; la reconnaissance publique le couronnait une seconde fois.

Philarète, le métropolitain de Moscou, l'attendait sur la porte du temple. « Nous sortons au-devant de toi, seigneur, lui dit-il, et nous venons la croix à la main : puisses-tu apporter avec toi la résurrection et la vie! »

L'arrivée de l'empereur Nicolas à Moscou dans un

moment où l'élite de la population s'apprêtait à la quitter rendit l'espérance aux cœurs découragés; sa présence dans les endroits le plus fortement menacés par le fléau inspira le courage aux pusillanimes. Alors le peuple, reprenant avec l'espoir dans la Providence une confiance illimitée dans le gouvernement, se soumit sans réserve à toutes les mesures prises pour combattre efficacement l'épidémie. Chaque pas de l'Empereur, accompagné des belles paroles de Philarète, semblait porter avec lui *la résurrection et la vie*.

L'exemple du monarque stimulant partout l'émulation, on vit les classes privilégiées de la société rivaliser de zèle et de charité; les ambulances destinées aux cholériques, les établissements de bienfaisance, s'ouvraient comme par enchantement : c'était entre la noblesse et les marchands une lutte de dévouement sans exemple. Les propriétaires cédaient avec empressement leurs maisons pour les convertir en hôpitaux et pourvoyaient eux-mêmes aux premiers frais d'installation. Paschkoff, le prince Dolgorouky, Schelapoukine, Koznoff, Zaitsoff, Panfiloff, Yevdokimoff, Lepeschkine et cent autres prélevaient de larges dîmes sur leurs fortunes pour les offrir au conseil de santé. Les fils des seigneurs briguaient avec les enfants du peuple le dangereux honneur d'être mis à la disposition des inspecteurs; les étudiants eux-mêmes, ne pouvant payer de leur fortune, sollicitaient la faveur de partager avec les infirmiers le service des hôpitaux. La charité publique grandissait avec les sévices de l'épidémie.

L'empereur Nicolas, bravant le danger, payait aussi largement sa dette à l'humanité; le souverain s'était effacé devant le père. Il séjourna une semaine entière à Moscou, et après s'être assuré que toutes les mesures

étaient prises pour conjurer les progrès du mal, il repartit pour Saint-Pétersbourg, où sa famille l'attendait avec une inquiétude extrême. Il s'arrêta à la quarantaine de Tver le temps fixé par le règlement; il avait donné l'exemple du courage et du dévouement, il donnait ainsi celui de l'obéissance aux lois de la patrie.

Les ravages de l'épidémie s'arrêtèrent bientôt devant les mesures du gouvernement, ravages proportionnellement infimes si l'on considère la mortalité qui avait signalé sa marche dans d'autres localités. A Astrakhan, il avait enlevé le dixième de la population, tandis que le nombre des victimes à Moscou formait à peine le soixantième de ses habitants. Plusieurs autres provinces furent également frappées. C'est à cette première cause que l'on doit attribuer la suspension de la guerre dont la Russie semblait menacer la France; il s'y en joignit bientôt une autre non moins douteuse, mais plus décisive : l'insurrection de la Pologne.

Le grand-duché de Varsovie, créé par Napoléon avec les provinces polonaises détachées par son épée de la Prusse en 1807 et de l'Autriche en 1809, avait été réuni à la Russie par le congrès de Vienne, à l'exception des provinces de Posnanie, de Gallicie et de la ville de Cracovie. En laissant à l'empereur Alexandre le droit absolu d'établir en Pologne la forme de gouvernement qu'il jugerait la plus convenable à ses États, le congrès de Vienne lui avait interdit, comme condition expresse, la faculté de l'incorporer à l'empire de Russie. Alexandre, voulant s'assurer le cœur des Polonais par les liens de la reconnaissance, leur accorda une forme de gouvernement réglée par la charte constitutionnelle de 1815. En concentrant dans la personne du souverain les droits de la puissance suprême, il créa deux cham-

bres, le Sénat et la Diète. La direction des affaires du royaume était confiée à un conseil administratif. Les évêques voïvodes et châtelains, nommés à vie par le Roi, formaient les éléments constitutifs du Sénat. Ceux de la Diète, qui devait être convoquée tous les ans et pour un mois, se recrutaient parmi les députés de la noblesse et des communes.

Pour avoir force de vigueur, chaque nouvelle loi devait être adoptée par la majorité dans les deux chambres et recevoir la sanction du souverain. L'examen du budget des revenus et des dépenses appartenait de droit aux chambres. Cinq ministres nommés par le souverain formaient, sous la présidence d'un lieutenant général, le conseil administratif. Ils représentaient le pouvoir exécutif, préparaient les projets de loi, réglaient la marche des affaires et prenaient sous leur responsabilité le maintien de la charte. La liberté de la presse était garantie, l'administration municipale fut établie dans les villes, la noblesse eut le droit d'élire ses maréchaux pour sauvegarder ses intérêts, enfin les revenus du royaume furent affectés exclusivement à l'entretien d'une armée polonaise indépendante.

Afin de prouver la loyauté de ses intentions, Alexandre confia la direction des affaires à des hommes dont l'esprit et le caractère éminemment polonais présentaient des garanties suffisantes aux susceptibilités nationales. Il choisit pour vice-roi le général Zayonteck, vieux soldat blanchi dans les combats, et dont le cœur et la main, depuis Kosciuszko jusqu'à Napoléon, n'avaient jamais aimé et servi d'autre cause que celle de la Pologne. Les ministres furent également choisis parmi les Polonais les plus dévoués à leur patrie. Le grand-duc Constantin, commandant de l'armée polonaise, et Novosiltzoff, ayant

voix délibérative dans le conseil administratif avec le titre de commissaire impérial, représentaient seuls les intérêts de la Russie.

Les Polonais accueillirent avec enthousiasme la publication de la charte constitutionnelle, mais trois années s'étaient à peine écoulées, qu'ils s'imaginèrent qu'Alexandre était obligé de leur donner une *constitution*. De ces prétentions il résulta qu'à la première assemblée de la Diète les députés revendiquèrent le droit de faire des représentations au Roi sur les vœux et les besoins de la Pologne. L'empereur Alexandre manifesta son mécontentement, et déclara à la seconde session qu'il était décidé à sauvegarder la charte, mais que de leur côté les Polonais, au lieu de se livrer à des rêves chimériques, étaient tenus à l'observation rigoureuse de leurs devoirs. A ces avertissements la *Diète* répondit par le refus des projets de loi proposés par les ministres, notamment le Code criminel, puis entrant en discussion ouverte avec le gouvernement, elle renouvela les exigences de la diète précédente. Elle porta plus loin son esprit d'opposition et son mauvais vouloir en creusant un déficit considérable dans le trésor par l'inexactitude du payement des impôts. C'était un défi, l'Empereur releva le gant :

« Puisque la Pologne, dit-il, ne peut se suffire à elle-même et subvenir à ses propres besoins, nous l'organiserons différemment. Nous voulions étendre les priviléges accordés, mais devant l'hostilité systématique de la Diète, nous sommes forcés, dans l'intérêt de la sécurité générale, de modifier la charte octroyée. » Les principales restrictions furent des mesures sévères contre les abus de la presse, et l'interdiction des débats publics au sein de l'assemblée.

A l'ouverture de la troisième diète, Alexandre avait déclaré solennellement qu'il persévérait dans son intention de maintenir la charte, mais que les Polonais tenaient en leurs mains le sort de leur patrie dépendant de leur dévouement au trône et de leurs bonnes dispositions à seconder les efforts du gouvernement. C'était une menace, la Diète en détourna l'exécution en acceptant toutes les lois proposées par les ministres.

Abstraction faite du patriotisme qui porte avec désespoir le deuil de sa nationalité perdue, on comprenait d'autant moins les sentiments hostiles de la Pologne pour la Russie, que le duché de Varsovie avait atteint sous le règne d'Alexandre le plus haut degré de sa prospérité. L'action puissante de ce généreux monarque avait ravivé toutes les branches de l'industrie : là où naguère croupissaient des marais infects, de riches moissons mûrissaient sur un sol fertile. De larges voies de communication s'étaient ouvertes de toutes parts, les villages avaient poussé comme par enchantement là où l'on ne voyait autrefois que de pauvres cabanes disséminées; les villes s'étaient embellies; les finances, épuisées par de longues guerres, étaient plus florissantes que jamais depuis qu'Alexandre, renonçant aux biens de la couronne au profit de l'État, avait affecté uniquement aux besoins du royaume tous les revenus du pays. Une banque, créée avec les capitaux fournis par le souverain, contribuait au développement du commerce et de l'industrie; une armée magnifique, de vastes arsenaux, une université nationale, des chaires de hautes sciences, occupées par des professeurs habiles appelés des pays étrangers, des écoles primaires, des gymnases, des pensionnats pour les jeunes filles, des colléges militaires pour les garçons dans tous les chefs-lieux des provinces,

tels étaient en 1830 les bienfaits dont Alexandre avait doté la Pologne.

Mais à côté de ces avantages réels, il y avait des causes de mécontentement qui, habilement exploitées par les meneurs des sociétés secrètes, devaient aboutir à une sanglante catastrophe. La résistance du cabinet russe à l'incorporation au royaume des anciennes provinces, la suppression de la publicité des séances de la Diète, les lois répressives de la presse, la suprématie accordée à l'Église grecque au préjudice de la religion catholique, professée par les sept huitièmes de la nation, l'oppression de la police exercée par des Polonais russophiles, l'omnipotence ombrageuse du grand-duc Constantin, avaient donné un caractère odieux à la domination russe. Le dernier voyage de l'empereur Nicolas, la sévérité de ses discours à la Diète, son silence persistant aux vœux formés pour la réunion des provinces, avaient aigri davantage encore les esprits.

Sur ces entrefaites, le drapeau tricolore arboré au consulat de France faisant briller aux yeux des Polonais des couleurs qu'ils avaient si longtemps regardées comme les leurs, semblait être le signal de leur résurrection à l'indépendance et le jalon de leur marche dans la liberté. La nouvelle que les chefs du parti propagèrent alors qu'une armée russe occuperait militairement la Pologne, tandis que les phalanges polonaises serviraient d'avant-garde aux troupes du Czar portant la guerre en France, exaspérèrent encore les ressentiments.

Dans le courant du mois d'octobre, Pierre Wysocki, simple sous-lieutenant de l'armée polonaise, comprenant que le moment d'agir était venu, réunit tour à tour les officiers du corps composant la garnison de Varsovie et leur communiqua la première pensée du soulè-

vement. Sa parole ardente produisit sur l'imagination passionnée de ses compagnons d'armes l'effet d'une étincelle sur un baril de poudre. Le soulèvement une fois admis en principe, des délégués furent élus par chaque corps au nombre de soixante-dix pour se concerter sur la marche à suivre. Pendant ce temps, de nombreux émissaires lancés dans toutes les directions devaient préparer le pays au grand mouvement qui lui promettait une ère de régénération.

Lorsque le plan définitif du soulèvement de l'armée et du peuple fut arrêté, on en fixa l'explosion au 17-29 novembre. Ainsi qu'à la révolution républicaine qui dix-huit ans plus tard éclata à Paris, un banquet devait servir de prétexte et de prélude à l'insurrection de Varsovie. Quelques jeunes gens de l'école militaire des porte-enseigne, école composée en grande partie de nobles polonais, s'étaient réunis pour célébrer à table la prochaine délivrance de leur patrie. Là, ne pouvant maîtriser l'élan de leur patriotisme, ils avaient chanté les vieux airs nationaux et porté un toast à la mémoire de Kosciuszko. Leur arrestation devança de quelques heures le mouvement qui ne devait éclater qu'à minuit. Informé de l'irritation qui régnait à l'école des porte-enseigne, Wysocki s'y porta résolûment et s'écria : « L'arrestation de vos frères vient de sonner l'heure de la vengeance : c'est aujourd'hui qu'il faut vaincre ou mourir. Aux armes!

— Qu'on nous donne des cartouches, répondirent les porte-enseigne, et en avant!

— Des cartouches! répliqua Wysocki, vous en trouverez dans les gibernes des Russes. En avant! »

Et sans perdre de temps, Wysocki, se mettant à la tête de cent soixante élèves, marcha contre les casernes

de la cavalerie russe, situées aux portes de la ville. Une lutte sanglante, mais dont l'issue n'eût point été douteuse, si les cavaliers surpris la nuit n'eussent été attaqués à l'improviste, s'engagea sur ce point.

Des événements plus graves encore se passaient au château du Belvédère, résidence du Césaréwitsch. Dix-huit conjurés, pour la plupart étudiants de l'université, avaient fait le serment de s'emparer du grand-duc Constantin mort ou vif. Armés de poignards et de pistolets, ils se divisèrent en deux colonnes : l'une, s'emparant des jardins, devait couper la retraite au Grand-Duc; l'autre, faisant main basse sur tout ce qui s'opposait à sa marche, força l'entrée principale et se précipita dans les appartements aux cris de : Mort au tyran ! Constantin venait de se coucher; réveillé brusquement par son valet de chambre, et comprenant que toute résistance était impossible, il n'eut que le temps de se jeter dans un escalier dérobé qui le conduisit au pavillon de la princesse de Lowicz, sa femme. Au même instant, les conjurés envahirent son appartement. Furieux d'avoir manqué leur victime, ils visitèrent le palais de fond en comble, mais leurs recherches furent inutiles; ils respectèrent le pavillon de la Grande-Duchesse. L'*ange* de la Pologne servit de providence au lieutenant de l'empereur de Russie.

Moins heureux que le grand-duc Constantin, le sous-directeur de police Lubowidzki et le lieutenant général Gendre, qui se trouvaient au palais, tombèrent sous les coups des conjurés. Dans ce moment, un régiment russe arrivait au pas de course au palais impérial. Les conjurés opérèrent leur retraite par le petit bois de Lazienki et rejoignirent Wysocki, dont la position était devenue critique. Les cavaliers russes, s'apercevant du petit

nombre des combattants, avaient repris l'offensive et s'apprêtaient à les cerner; l'arrivée des étudiants changea la face des choses : les deux colonnes réunies chargèrent à la baïonnette, et parvinrent à se frayer un sanglant passage vers l'intérieur de la ville.

En quelques instants l'insurrection, soutenue par le 4ᵉ régiment d'infanterie polonais, par un bataillon de sapeurs, par l'artillerie à cheval et par la majeure partie du régiment des grenadiers, se développa avec une rapidité effrayante. Les troupes rebelles et le peuple, demandant des armes, se portèrent sur l'arsenal et firent main basse sur quarante mille fusils qui s'y trouvaient. Les régiments que le Césaréwitsch était parvenu à rejoindre formaient un noyau de huit à dix mille hommes, parmi lesquels le régiment des chasseurs à cheval polonais se fit remarquer par son courage et sa fidélité. Ces troupes, débordées par l'insurrection, reçurent l'ordre de se concentrer sur la grande place et de repousser ceux qui voudraient s'opposer à leur mouvement. Le Grand-Duc alors, pour éviter l'effusion du sang, se retira avec les troupes restées fidèles en dehors de la ville.

Toute la nuit se passa du côté des insurgés dans les désordres inséparables d'un mouvement privé d'une direction homogène et forte. Plusieurs officiers supérieurs, entre autres les généraux Hanke, Trembicki, Siemiontkowski, Blumer et le colonel Meciszewski furent massacrés ou tués dans les différents combats qui signalèrent les commencements de la lutte; des excès déplorables, de cruelles méprises, ensanglantèrent cette nuit terrible. Le brave général polonais Nowicki, pris pour le général Lewicki, commandant de la place, tomba sous les poignards des conjurés. Sur plusieurs points, les vengeances privées se signalèrent par d'odieux assassinats.

Dès le lendemain, à la pointe du jour, le grand-duc Constantin reconnaissant aux progrès de l'insurrection l'impossibilité de rétablir l'ordre et son autorité, porta son quartier général au village de Wirzba, situé à trois kilomètres de la ville.

Cependant l'insurrection victorieuse n'avait encore ni chefs ni direction. La troupe et la populace, *ivres* de fanatisme et de vin, se livraient à toutes *sortes d'excès* sous les plis du drapeau tricolore français, marié à la bannière de l'indépendance polonaise.

La ville, plongée dans la stupeur, redoutait l'envahissement de la banque, où des sommes considérables, provenant d'un emprunt et d'une aliénation de domaines, avaient été déposées; les propriétés publiques et particulières, les boutiques elles-mêmes, étaient menacées d'un pillage général; la classe bourgeoise *était terrifiée*.

Dans cette situation désespérée, le ministre des finances Lubecki convoqua le conseil administratif du royaume. Ce conseil, se voyant sans force et sans mandat pour faire face au péril, crut devoir appeler à son aide quelques personnages dont les noms populaires semblaient devoir opposer une digue aux flots débordés de l'insurrection. Les princes Adam Czartoryski, Michel Radziwill, Michel Kochanowski, le comte Louis Poé, secrétaire du Sénat, Julien Niemcewicz et le général en retraite Chlopitzki répondirent à son appel.

Malgré cette adjonction de citoyens recommandables, la première proclamation du conseil administratif fut très-mal accueillie. *Elle ne sentait pas assez la poudre*, disaient les exaltés du parti. Elle renfermait le salut de la Pologne si les conjurés eussent écouté les conseils qu'elle leur adressait. « Vous ne voudrez pas, disait-elle, donner au monde le spectacle d'une guerre civile.

La modération peut seule éloigner de vous les dangers qui vous menacent. Rentrez dans l'ordre, dans le repos, et puissent toutes les agitations cesser avec la nuit qui les a couvertes de son voile. Pensez à l'avenir et à votre patrie si malheureuse ! »

Au lieu d'écouter ces avis inspirés par les sentiments d'un véritable patriotisme, les insurgés, après avoir formé des conciliabules composés des plus ardents patriotes qui avaient fait partie des sociétés secrètes, se portèrent, suivis d'une foule exaspérée par leurs discours, jusqu'au palais du gouvernement, et forcèrent les membres du conseil à céder leur place à des hommes investis de la confiance du peuple.

Dans cette nouvelle combinaison entrèrent, sous la présidence du prince Adam Czartoryski, les princes Ostrowski, Malachowski et le célèbre professeur Lelevel, l'un des chefs les plus influents des sociétés secrètes. Le 1er décembre, les étudiants de l'université, au nombre de mille, formèrent une légion d'honneur, et Lelevel organisa un club patriotique qui, sous ses auspices, devait donner l'impulsion à l'opinion.

Les gens de bien envisageaient avec effroi l'abîme où la fortune de la Pologne allait s'engloutir.

Inspiré par l'espoir de sauver sa malheureuse patrie, le général Chlopitzki accepta le commandement en chef de toute la force armée. C'était un homme ferme, également aimé du peuple et des soldats; âgé d'environ vingt-cinq ans, il avait servi avec distinction sous les ordres de Napoléon, et vivait dans la retraite depuis la réunion de la Pologne à la Russie. Son premier soin fut de calmer l'exaspération des troupes et la fureur de la populace qui voulait proclamer immédiatement l'indépendance de la Pologne et attaquer l'armée russe

campée aux portes de la ville. Ensuite il dépêcha le prince Lubetzki et le comte Ezerski à Saint-Pétersbourg, pour solliciter de l'Empereur l'oubli du passé. Du reste, sincèrement attaché à son pays, et Polonais dans l'âme, il ne voulait pas se soumettre sans conditions et voulait mettre à prix des succès quelque éphémères qu'ils parussent à ses yeux. Il espérait même à l'aide de l'intervention de la France et de l'Angleterre, obtenir de la Russie des concessions qui auraient satisfait les exigences et flatté l'amour-propre de ses concitoyens. A cet effet il expédia des agents actifs à Londres et à Paris.

En même temps l'administration provisoire envoyait quatre de ses membres au quartier général du grand-duc Constantin, pour lui proposer des arrangements au moyen desquels ils répondaient de la soumission du peuple polonais. Ces conditions consistaient à rétablir la constitution octroyée par Alexandre, la suppression de l'acte additionnel de 1825, la réunion à la Pologne des provinces de Lithuanie et de Volhynie, et une amnistie complète pour tout ce qui venait de se passer.

Le prince accueillit favorablement ces ouvertures. « Sans vouloir répondre des intentions de l'Empereur, à qui seul appartenait le droit de décider, il déclarait qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer la ville sans un avertissement préalable de quarante-huit heures si les hostilités devaient recommencer; qu'il ne donnerait aucun ordre au corps d'armée de Lithuanie, et qu'en rendant compte au Czar des événements qui venaient d'avoir lieu à Varsovie, il voudrait bien en solliciter le pardon et l'oubli. » Le prince fit plus encore, il consentit à ce que les troupes polonaises qui l'avaient suivi rentrassent dans

la ville, s'engageant lui-même à quitter le territoire polonais. Ces conditions acceptées à la satisfaction des deux partis, s'exécutèrent ponctuellement.

Les soldats polonais rentrèrent avec armes et bagages à Varsovie et prêtèrent serment au nouveau gouvernement provisoire, pendant que de son côté le grand-duc Constantin s'éloignait à petites marches dans la direction de la Volhynie.

De ce moment, l'étoile du prince qui avait préféré l'amour d'une femme à l'ambition d'un trône commença à s'éclipser à l'horizon de la scène politique.

La première nouvelle du soulèvement de Varsovie parvint à l'Empereur au moment où la garde impériale qu'il venait de passer en revue s'ébranlait pour le défilé; il fit former le cercle aux généraux et aux officiers, et leur annonça d'une voix émue un événement si triste et si imprévu. « La trahison des troupes qui viennent d'entacher ainsi l'honneur de l'armée polonaise, dit-il, est un des coups les plus douloureux qui pouvaient me frapper au cœur. »

Ces paroles produisirent un effet magique; les officiers supérieurs qui se trouvaient les plus rapprochés de la personne du souverain se jetèrent à ses pieds, et avec des larmes d'attendrissement jurèrent de verser pour lui jusqu'à la dernière goutte de leur sang. « Les rebelles, s'écria Nicolas, ne se sont pas contentés de briser le pacte qui unissait la Pologne à la Russie, ils ont la témérité de me poser des conditions... Mais à ce sentiment de votre indignation, je vois que vous avez deviné ma réponse : La voix du canon me servira d'interprète. » En attendant il adressa aux Polonais une proclamation fortement accentuée et dans laquelle il manifestait son intention immuable de ne

faire aucune concession [1], et de n'accorder merci qu'à une soumission immédiate.

Ce fut par cette porte ouverte au repentir que le prince Lubetzki et le comte Ezerski, après avoir échoué dans leur mission, revinrent à Varsovie, où les clubs en permanence creusaient de plus en plus l'abîme qui s'était fait entre la Pologne et la Russie. Les ambitions privées, les passions populaires, étaient aux prises avec le mouvement de résistance que le général Chlopitzki s'efforçait d'imprimer à la situation. Cet homme de bien avait en quelque sorte rétabli l'ordre dans le désordre et constitué la révolution dans la révolution ; il possédait sans réserve la confiance de l'armée, de la garde nationale et de la noblesse, lorsque les chefs des sociétés secrètes, jaloux de son pouvoir, lui représentèrent que l'autorité qu'il s'était arrogée était incompatible avec les institutions du pays et les vœux du peuple. Son orgueil s'en montra blessé ; il donna sa démission aux deux chambres constituées.

La nouvelle de sa retraite répandit dans Varsovie une inquiétude qui ressemblait à de la consternation ; mais la Diète se hâta de rassurer les esprits en votant à l'unanimité un décret de reconnaissance pour les services rendus par le général, et en donnant son adhésion complète à la proposition de lui conférer avec la dictature l'autorité suprême la plus absolue. Cette proposition, également accueillie d'enthousiasme par le Sénat, ayant été convertie en décret, les deux chambres se réunirent dans la soirée du 8-20 décembre en assemblée plénière, où Chlopitzki se rendit pour le recevoir.

La cérémonie fut imposante de simplicité et de recueillement : le prince Adam Czartoryski, président du

[1] Voyez les Documents historiques, n° 19.

Sénat, lui adressa la parole en ces termes : « En vous offrant la dictature, les deux chambres vous donnent une preuve de la confiance la plus flatteuse qu'aucun citoyen puisse jamais obtenir de sa nation. Agissez pour le bien de la patrie; il ne peut naître dans nos cœurs aucun doute que toutes vos pensées, vos désirs, n'aient pour but son bonheur. Nous nous abandonnons à vos lumières, à votre prudence, à la fermeté de votre caractère, et à la parole d'un loyal et brave Polonais. La confiance de la nation sera inséparable de votre personne. Vous avez à attendre dans cette vie la plus belle des récompenses, la gloire,... et les générations futures vous devront leur bonheur. »

Le maréchal de la chambre des nonces prit à son tour la parole, et remit le décret de la dictature entre les mains du général, qui le reçut avec une émotion dont se ressentit l'allocution suivante :

« Messieurs, je n'accepte ce pouvoir qu'avec la ferme intention de l'employer au bien de la patrie; je m'en servirai jusqu'à ce que vous jugiez nécessaire de le reprendre. Alors, obéissant aux ordres de la nation, je regagnerai paisiblement mes foyers, riche d'une conscience tranquille, fier d'avoir consacré mes derniers efforts à l'affranchissement de ma patrie. »

L'enthousiasme que provoqua cette scène, dont l'effet n'avait point été calculé, fut immense. Les cris de Vive la Pologne! Vive l'indépendance! après avoir ébranlé les voûtes du palais des rois de Pologne, retentirent au dehors : le cœur de l'assemblée nationale semblait avoir passé dans celui du peuple.

Le même soir, le Dictateur annonça à la Diète par un message qu'elle était prorogée. Elle avait pris elle-même l'initiative de cette importante mesure en la conseillant

à Chlopitzki ; mais avant de se séparer elle nomma une commission qui serait chargée de rédiger un manifeste ayant pour but d'exposer aux yeux de l'Europe les causes, les principes et les conséquences de la révolution déjà consacrée par la représentation nationale.

Le lendemain, le Dictateur adressa à la nation un manifeste rendant compte des motifs qui l'avaient *décidé* à accepter de nouveau l'autorité suprême ; il organisa un conseil national en remplacement du gouvernement provisoire. Le nom seul était changé, puisque dans ce conseil, chargé de l'administration générale, rentrèrent en grande partie les membres du gouvernement dissous.

Dans ce temps, il se manifesta une activité extraordinaire pour l'organisation des forces polonaises et pour la défense de Varsovie. Déjà une formidable tête de pont couvrait la Vistule ; des batteries avancées protégeaient la ville ; les femmes, les enfants, les vieillards, tout le monde, sans distinction d'âge, de sexe ou de rang, travaillait aux retranchements ; les cadres de l'armée se remplissaient comme par enchantement... Aux menaces de la Russie, la révolution avait jeté le gant de la Pologne.

Au milieu de ces levées d'hommes et de ces bruits de guerre, la commission récemment nommée par la Diète préparait en silence le manifeste dont elle était chargée, mission rendue difficile par l'attitude de Chlopitzki, qui persistait à respecter l'autorité de Nicolas et à ne reconnaître d'autre Pologne que celle des traités de Vienne. Elle termina son œuvre le 24 décembre 1830-5 janvier 1831, malgré les résistances du dictateur. Ce document important se terminait ainsi :

« La nation polonaise s'est relevée de son abaissement et de sa dégradation avec la ferme résolution de ne plus

se courber sous le joug de fer qu'elle vient de briser, et de ne déposer les armes de ses ancêtres qu'après avoir reconquis son indépendance et sa puissance, seules garanties de ses libertés, qu'après s'être assurée de ces mêmes libertés qu'elle réclame par un double droit comme un besoin pressant du siècle, enfin qu'après s'être réunie à ses frères soumis au joug du cabinet de Saint-Pétersbourg, les avoir délivrés et les avoir fait participer à ses libertés et à son indépendance.

» Nous n'avons été influencés par aucune haine contre les Russes, qui, comme nous, sont d'origine slave; au contraire, dans les premiers moments nous nous plaisions à nous consoler de la perte de notre indépendance en pensant que, bien que notre réunion sous un même sceptre fût nuisible à nos intérêts, elle pourrait néanmoins faire participer une population de quarante millions d'âmes à la jouissance des libertés constitutionnelles qui, dans le monde civilisé, étaient devenues également un besoin pour les gouvernants comme pour les gouvernés.

» Convaincus que notre liberté et notre indépendance, loin d'avoir jamais été hostiles vis-à-vis des États limitrophes, ont au contraire servi dans tous les temps d'équilibre et de bouclier à l'Europe, et peuvent aujourd'hui lui être plus utiles que jamais, nous comparaissons en présence des souverains et des nations avec la certitude que la voix de la politique et de l'humanité se fera entendre en notre faveur. Si même dans cette lutte, dont nous ne nous dissimulons pas les dangers, nous devions combattre seuls pour les intérêts de tous, pleins de confiance dans la sainteté de notre cause, de notre propre valeur, et en l'assistance de l'Éternel, nous combattrions jusqu'au dernier soupir pour la liberté; et si la Provi-

dence a destiné cette terre à un asservissement éternel, si dans cette dernière lutte la liberté de la Pologne doit succomber sous les ruines de ses villes et les cadavres de ses défenseurs, notre ennemi ne régnera que sur des déserts, et tout bon Polonais emportera en mourant cette consolation, que si le ciel ne lui a pas permis de sauver sa patrie, il a du moins par ce combat à mort *mis à couvert* pour un moment les libertés de l'Europe menacée. »

Les accents prophétiques de ce manifeste rappelaient le salut des anciennes victimes traînées aux amphithéâtres de Rome et disant : *Morituri te salutant*. Ils furent entendus des nations; mais les cabinets de l'Europe étaient trop occupés de leurs propres affaires pour prendre une part active à celles de la Pologne. Les sympathies des peuples pour cette malheureuse nation se réduisirent à des vœux stériles ou à de secrets encouragements, qui pour elle devaient aboutir à d'amères déceptions... En effet, pendant que le Czar se refusait à toute concession, les cabinets européens ne laissaient percer dans les ténèbres de la situation une lueur d'espérance en fait d'intervention qu'autant que la Pologne aurait assuré son indépendance : les Polonais croyant l'obtenir par un coup décisif, proclamèrent la déchéance des czars au trône de leur patrie.

Voici l'acte de cette déchéance sanctionnée à Varsovie dans la séance du 13-25 janvier 1831 :

« Les conventions les plus sacrées sont d'autant plus inviolables qu'elles sont fidèlement et mutuellement observées par les deux parties. Nos longues souffrances sont connues du monde entier. Les franchises jurées par deux souverains et violées tant de fois délient en ce jour la nation polonaise de la fidélité qu'elle devait au monarque régnant. Les paroles de l'empereur Nicolas disent

que le premier coup de canon que nous tirerons sera le signal de la destruction de la Pologne. Ces paroles, en nous enlevant tout espoir d'obtenir justice, ne nous laissent plus qu'un noble désespoir.

» En conséquence, le peuple polonais représenté par la Diète déclare : Qu'il est indépendant et qu'il a le droit de disposer de la couronne en faveur de celui qu'il jugera digne de la porter, et qui lui présentera les garanties les plus solennelles et les plus religieuses pour le maintien de la foi et du pacte juré. »

Treize membres seulement refusèrent d'apposer leur signature à cet acte signé par tous les membres de la Diète.

Un fait étrange est le rôle que le nombre treize a joué à certaines époques dans les rapports de la Russie avec la Pologne. Ainsi, lors de l'élection d'Auguste II à Varsovie en 1697, treize sénateurs portèrent leur vote sur le protégé du czar Pierre Ier. En 1733, lors de l'élection d'Auguste III à Praga, treize sénateurs seulement donnèrent leur voix à l'élu de la czarine Anna Yvanovna. En 1764, les plus zélés partisans de Stanislas-Auguste, l'élu de la czarine Catherine, étaient au nombre de treize. A la séance de la Diète le 3 mai 1791, treize sénateurs ou nonces s'opposèrent énergiquement à la constitution. Le premier noyau de la confédération de Targowica en 1792 se composait aussi de treize personnages. Enfin, et indépendamment des treize abstentions précitées, il y eut en 1794, à l'époque de la révolution, treize exécutions d'hommes politiques accusés de dévouement à la Russie.

L'acte de déchéance fut communiqué aux cabinets de l'Occident. C'était le gage exigé par leurs promesses, puisque la Pologne avait recouvré son indépendance....

Que firent les cabinets alors! Ils renièrent ce qu'ils avaient implicitement encouragé; ils prétendirent que par le mot intervention ils n'avaient jamais compris autre chose qu'une intervention purement diplomatique, devenue désormais impossible par le fait seul de la déchéance des Romanoff.

Le gouvernement de Louis-Philippe, moralement plus compromis dans un mouvement qu'à vrai dire il avait redouté plus que désiré, osa faire entendre une voix conciliatrice entre les menaces de la Russie et les résistances de la Pologne; mais l'empereur Nicolas, qui ne pouvait lui pardonner ce qu'il appelait une *usurpation de famille*, lui fit répondre sèchement : « Que me veut-on? De quel droit se mêle-t-on de mes affaires? Depuis quand le charbonnier n'est-il plus le maître chez lui? Les Polonais sont des rebelles, et comme *tels je dois* les combattre et les punir. Ils doivent subir la peine de leur ingratitude, car ce sont aussi des ingrats. J'ai tout fait pour eux. Qu'était la Pologne avant moi? Un désert de sable et de boue. Elle me doit tout : son bien-être, son armée, ses finances.... Les canons qui servent aujourd'hui contre moi sont ceux que je leur ai envoyés après la prise de Varna.

» Empereur de la Russie, je ne puis faiblir devant la révolte, car je dois rendre compte à l'histoire de la mission qui m'est confiée.

» Je resterai Russe avant tout; c'est mon droit, c'est mon devoir, c'est ma politique. Si j'avais le malheur de transiger, de reculer, je périrais dans la tempête que j'aurais voulu étouffer.... Ne me demandez rien d'impossible. »

Les Polonais avaient brûlé leurs vaisseaux; aussi, malgré les mécomptes, malgré les mauvais vouloirs,

malgré l'absence de tout secours, malgré les hostilités plus ou moins patentes de la Prusse et de l'Autriche, seuls, sans autre espérance que celle de vaincre ou de mourir, ils se jetèrent vaillamment dans la lutte.

Le 18-30 janvier, les chambres nommèrent un gouvernement national composé de cinq membres, non responsables, et jouissant d'une autorité égale aux prérogatives d'une royauté.

Le prince Adam Czartoryski et Barzikowski représentaient l'élément monarchique pur; Vincent Niemoiowski et Théophile Morawski, les idées constitutionnelles; Lelevel seul représentait les idées démocratiques. Le prince Czartoryski, élu président de ce gouvernement, fit aussitôt une proclamation, que les rebelles considérèrent comme un branle-bas de combat. « Mon devoir, disait-il en terminant, m'oblige à déclarer dès à présent que le sort du pays et l'intérêt de la nation ne peuvent être à mes yeux enchaînés à aucuns liens particuliers. L'armée et le gouvernement doivent combattre jusqu'à la fin, et disputer opiniâtrément chaque pied du terrain resté libre du territoire national. »

Le gage des combats était jeté. Dans les premiers jours de février, au milieu d'un hiver des plus rigoureux, cent vingt mille Russes sous le commandement du feld-maréchal Diebitsch-Zabalkanski, réunis sur la frontière occidentale entre Kovno et Oustiloug, entrèrent en Pologne par plusieurs points. A mesure que leurs divers corps avançaient en convergeant vers Varsovie, les Polonais, au nombre de quatre-vingt-dix mille hommes, sous les ordres du prince Radziwill, évitant avec prudence un engagement général, se repliaient sur la capitale. Chlopitski, qui s'était démis de la dictature pour ne pas être responsable d'une lutte inégale contre

la Russie, s'était rendu à l'armée pour assister de ses conseils le général en chef et pour combattre à l'avant-garde en simple volontaire.

D'après le plan de défense adopté par le prince Radziwill, les troupes polonaises se concentrèrent vers le faubourg de Praga. Les Russes, en voulant tomber sur leur aile droite, furent battus à Stoczek le 2-14 février par le général Dwernicki, et perdirent dans cette affaire onze canons. Diebitsch, occupant bientôt le bois de Grochow avec quatre-vingt mille hommes et deux cents bouches à feu, offrit la bataille aux Polonais, qui, malgré l'infériorité de leurs forces, l'acceptèrent bravement. L'action s'engagea de part et d'autre avec un égal acharnement. Elle dura toute la journée, sans autre résultat qu'une perte considérable des deux côtés. Le lendemain 8-20 février, les Russes, partagés en deux divisions commandées, l'une par le général Rosen, et l'autre par le comte Pahlen, engagèrent de nouveau le combat. De l'aveu du généralissime russe lui-même, les Polonais, combattant avec cette intrépidité qui est le trait caractéristique de leur nation, firent reculer les troupes du comte Pahlen, et firent des prodiges de valeur pour chasser les Russes d'un bois où ils s'étaient mis à couvert contre les charges de la cavalerie. La nuit seule mit fin au combat. Les Russes, par le fait qu'ils s'étaient rapprochés de Varsovie, s'attribuèrent la victoire; mais entre eux et cette capitale l'armée polonaise, ferme, intrépide, pleine d'enthousiasme, élevait un rempart de baïonnettes.

Le généralissime russe ayant reçu de nombreux renforts, entre autres vingt mille hommes composant le corps des grenadiers, ne tarda pas à recommencer la lutte. Le 24, il enleva le village de Bialolenska sur la gauche des Polonais; le 25, il dirigea toutes ses forces

contre les divisions Zymirski et Skrzynecki, appuyées sur un bois en avant de Praga. Les Polonais supportèrent bravement le choc. Diebitsch, soutenu par une artillerie formidable, redoubla d'efforts, et parvint à percer le centre de ses ennemis. Le bois fut emporté, mais les généraux Chlopitzki et Skrzynecki, ralliant leurs troupes sous le feu qui les foudroyait, s'élancèrent de nouveau sur cette position, et la reprirent après un engagement meurtrier d'une heure. Chlopitzki, blessé dès le commencement de l'action, ne voulut pas quitter le champ de bataille. Cependant les Russes revinrent une seconde fois à la charge avec une telle impétuosité, que les Polonais, malgré leur courage, durent abandonner ce poste important. Ils se replièrent en bon ordre sous le canon de Praga, où Diebitsch tenta vainement de les forcer; mais, redoutant avec raison que la débâcle de la Vistule, en brisant le pont de Praga, ne coupât leurs communications avec la capitale, ils rentrèrent à Varsovie.

Le prince Michel Radziwill déposa son commandement le 14-26 février, et la Diète nomma pour le remplacer comme général en chef Skrzynecki, qui s'était couvert de gloire dans ces divers engagements. Le quartier-maître Prondzynski lui fut adjoint en qualité de conseil. Les armements se poursuivirent de part et d'autre avec un nouveau degré d'énergie. Mais le comte Diebitsch, condamné à l'inaction jusqu'à la débâcle de la Vistule, abandonna les plaines de Grochow : il se retira sur Plock avec son principal corps, que devaient rejoindre de nouvelles troupes arrivant de Russie à marches forcées. Cependant de fortes divisions restèrent en observation devant Varsovie. L'une d'elles, sous les ordres du général Rosen, s'établit à Dembewilkié; une

autre, commandée par Geismar, à Waver; un troisième corps, plus avancé, étendait ses lignes jusque sous le canon de Praga. On touchait aux premiers jours de mars; le temps se mit au dégel, la débâcle de la Vistule d'abord, son débordement ensuite, suspendirent les opérations de guerre pendant le mois entier. Le général Skrzynecki profita de ce répit pour ouvrir de nouvelles négociations avec Diebitsch, pour terminer les fortifications de la capitale, combler les vides de son armée, et réparer son matériel. Le général russe, se conformant aux ordres du Czar, demandait avant tout la soumission des Polonais sans conditions. La reprise des hostilités était imminente. Skrzynecki en donna le premier le signal.

Dans la nuit du 30 au 31 mars, il se mit à la tête de vingt-cinq mille hommes, et, défilant par le pont de Praga, il se porta rapidement sur Waver par des chemins couverts de paille; de sorte que, protégé par le silence des chemins et l'obscurité de la nuit, il put tomber sur le corps de Geismar surpris à l'improviste. Celui-ci, débusqué de ses positions, se replia sur la division de Rosen à Dembewilkié, qui fut également culbutée après un combat acharné de dix-sept heures.

Le colonel Ramorino, que la mort des traîtres devait atteindre plus tard dans les plaines du Piémont, se distingua et contribua particulièrement au succès de cette brillante affaire, qui coûta aux Russes cinq à six mille hommes tués, six mille prisonniers, douze canons et deux drapeaux. Le général Rosen abandonna Minsk et se replia sur ses réserves, poursuivi l'épée dans les reins par les Polonais, qui, le 29 mars-10 avril, remportèrent une seconde victoire au village d'Iganie.

La fortune des combats souriait alors aux armes polonaises; mais aux horreurs de la guerre vinrent se joindre

bientôt celles du choléra. « C'est ainsi, disait le généralissime polonais dans un rapport du 22 avril, que dans sa cruauté l'ennemi qui depuis des siècles vomit sur notre sol toutes sortes de maux vient de nous apporter le fléau qui nous manquait. » Plus que le boulet l'épidémie asiatique creusait de larges trouées dans les rangs des combattants.

Sur ces entrefaites, une insurrection formidable éclatant en Lithuanie sembla promettre une diversion en faveur de la Pologne, mais elle ne fit qu'irriter davantage encore l'empereur Nicolas, décidé à écraser partout la révolution. Le mouvement de la Lithuanie s'étendit à plusieurs contrées de la Volhynie, de l'Ukraine et de la Podolie, qui se soulevèrent sous l'impulsion de Tyszkiewicz et de Kolysko; mais le succès ne répondit pas aux espérances : Kolysko, battu près de Daszow, fut rejeté en Gallicie.

Cependant le comte Diebitsch avait achevé ses préparatifs et réorganisé son armée à l'aide de puissants renforts. Voulant alors frapper au cœur l'insurrection, il se mit en marche sur Varsovie. Les Polonais se retirèrent graduellement devant lui. Le 28 avril, le quartier général russe se trouvait une seconde fois à Minsk; mais le pays était tellement épuisé par le fait des Polonais, détruisant tout ce qui pouvait servir à leurs ennemis, que le maréchal Diebitsch, manquant de paille même pour ses chevaux, fut obligé de reprendre ses premières positions. Après quelques escarmouches insignifiantes, Skrzynecki entreprit une série de mouvements contre l'aile droite de Diebitsch, occupant alors Ostrolenka, sur la rive gauche de la Narew. Les troupes russes, quoiqu'elles comptassent alors dans leurs lignes les régiments de la garde impériale, abandonnèrent les fortifications

élevées sur ce point, et reculant devant une bataille générale, se retirèrent dans la direction de Bialystock.

Il semblait que le plan du général russe, en laissant s'aventurer aussi loin de leur centre d'opérations les colonnes polonaises, était de concentrer ses forces dans son mouvement rétrograde, afin de pouvoir ensuite envelopper dans un réseau de baïonnettes le noyau de l'insurrection. En effet, le 21 mai, passant de nouveau le Bug, il se remit en pleine marche contre les Polonais. Skrzynecki, affaibli par l'éloignement d'un corps de troupes qu'il avait envoyé en Lithuanie, et craignant d'être écrasé sous les masses de l'armée russe, se retira à Ostrolenka dans l'intention de repasser la Narew.

Il avait à peine effectué ce mouvement que le maréchal Diebitsch, culbutant à Nur la division du général Lubienski, vint lui présenter la bataille. La rencontre était inévitable; elle fut sanglante. Diebitsch ne parvint qu'au prix des plus grands sacrifices à s'emparer d'Ostrolenka le 14-26 mai; chaque pouce de terrain fut disputé avec acharnement, et dans aucune bataille moderne le courage personnel ne joua un rôle plus brillant. Les soldats, les officiers eux-mêmes luttèrent corps à corps; le généralissime, payant de sa personne, conduisit les combattants à la charge, bataillon par bataillon. Sous le choc de son pied, comme sous celui d'Ajax, le sol, couvert de cadavres, semblait vomir les guerriers. Un instant il parvint à traverser le pont, mais ses troupes, foudroyées par l'artillerie polonaise, furent rejetées sur l'autre rive à travers des monceaux de morts.

En définitive, le champ de bataille resta aux Polonais, mais cet avantage fut acheté par des pertes cruelles : trois cents officiers, parmi lesquels se trouvaient les généraux Kicki et Henri Kaminski, gisaient percés de

coups sur le terrain; sept mille soldats manquèrent à l'appel. Les Russes perdirent une quinzaine de mille hommes.

Cette bataille terrible, qui marqua le terme des succès de la Pologne, fut aussi la dernière que livra le feld-maréchal Diebitsch. De grands changements s'opéraient dans le camp russe, où l'empereur Nicolas, voyant que malgré de pompeux rapports la guerre traînait en longueur, avait envoyé le comte Orloff, chargé d'une mission spéciale auprès de son armée. Diebitsch mourut à la suite d'un banquet, le 10 juin, près de Pultusk. Cette mort, attribuée à une attaque de choléra, produisit une vive impression. Malgré les mystères qui recouvrent encore la tombe du héros des Balkans, et soit que cette mort provînt d'un crime ou d'un suicide, il est certain qu'elle le dérobait à la honte d'une disgrâce résolue par le cabinet de Saint-Pétersbourg.

Quelques jours plus tard, le 15-27 juin, le grand-duc Constantin, la cause primitive, sinon le prétexte, de cette guerre sanglante, mourut aussi subitement à Witepsk au moment où le comte Orloff venait d'y arriver. On prétendit alors que le choléra avait choisi cet homme pour en faire le ministre de ses hautes œuvres. La princesse Jeanne de Lowicz, qu'une destinée fatale avait unie au sort du grand-duc Constantin, le suivit de près dans la tombe, où bientôt devaient la rejoindre les espérances d'un peuple qui l'avait surnommée l'*ange de la Pologne*.

L'armée russe, épuisée par les ardeurs d'une lutte sans résultats définitifs, et surtout par le manque de munitions, reçut avec enthousiasme le général en chef qui lui fut envoyé par l'empereur Nicolas. Le comte Paskevitch-Érivansky apportait avec lui le gage d'un succès

infaillible. En peu de jours, il réorganisa les cadres de l'armée, pourvut abondamment à son approvisionnement, et marcha sur Varsovie, qui depuis cinq mois semblait braver les colères de l'aigle impérial.

CHAPITRE DOUZIÈME.

Revers de l'armée polonaise. — Belle retraite du général Dembinski. — Nuit d'horreurs à Varsovie. — Siége de la ville. — Prise du fort Wola. — Mort d'un brave. — *L'ordre règne à Varsovie.* — Conséquences de l'insurrection vaincue. — Le lieutenant Stanislas. — Le choléra à Saint-Pétersbourg. — Aveuglement des masses. — Émeute populaire. — Puissance de l'empereur Nicolas. — Révolte des colonies militaires. — Horrible tuerie. — Courageuse conduite de Nicolas. — Une bouteille de chlore. — Statut organique de la Pologne. — Protestation des puissances occidentales. — Malheurs politiques et persécutions religieuses de la Pologne. — Création du tiers état en Russie. — Fondation d'une colonie d'invalides. — Établissement de tribunaux de commerce. — Système d'éducation pour le grand-duc héritier. — Leçon d'histoire. — Tentative d'assassinat sur la personne de l'Empereur. — Clémence. — La fortune vient en dormant. — Plan de Pierre le Grand pour l'agrandissement de la Russie. — Conflit de la Porte avec l'Égypte. — Intervention russe. — Graves complications. — Emprunt de 8 millions de francs. — Traité secret entre la Porte et la Russie. — Ses conséquences.

Quoique le général Skrzynecki fût resté maître des positions qu'il occupait avant la bataille d'Ostrolenka, il jugea prudent de commencer le lendemain sa retraite; il la continua sans être inquiété jusqu'à Praga, pour y couvrir une seconde fois la capitale. Durant la plus grande partie du mois de juin, les opérations actives des deux armées principales furent suspendues; il n'en fut pas de même sur d'autres points où l'insurrection polonaise faisait des efforts inouïs pour exciter et propager le mouvement. Presque partout il y eut des soulèvements partiels; mais les insurgés, malgré des succès d'escarmouches, se montrèrent incapables de tenir la campagne contre les Russes.

En Volhynie, le général Rudiger battit simultanément les généraux Jankowski et Chrzanowski. En Lithuanie, le général Sacken, non moins heureux, refoula sur le territoire prussien les troupes du général

Gielgud, accusé de trahison par les uns, et reconnu parfaitement incapable par les autres. Une seule division, commandée par le brave général Dembinski, préférant les hasards de la guerre à la honte d'un refuge sur une terre étrangère, résolut de s'ouvrir, les armes à la main, la route de Varsovie. Cette manœuvre hardie, conçue avec courage par Dembinski et exécutée avec une rare habileté, eut un plein succès. Ce vaillant capitaine eut la double gloire de ramener ses troupes et ses canons à Varsovie et de recevoir les honneurs d'un véritable triomphe. Ce fut au milieu des acclamations du peuple et d'une pluie de fleurs qu'il fit sa rentrée dans une ville sous les murs de laquelle allait se vider le duel de l'indépendance polonaise contre la domination russe.

Varsovie était préparée au siége qu'elle allait soutenir. La population entière était sous les armes, et tel était l'enthousiasme public, que des femmes, oubliant dans l'amour de la patrie la faiblesse naturelle de leur sexe, avaient quitté les douceurs du foyer domestique pour les périls des combats. La ville, mise à l'abri d'un coup de main par le zèle de ses enfants, ne se trouvait malheureusement pas à l'abri des intrigues et des dissensions intestines; les désastres de la guerre avaient porté un coup funeste à l'harmonie, ainsi qu'il arrive toujours dans la mauvaise fortune. Ces désastres furent attribués à l'incapacité et à la trahison des chefs, coupables de n'avoir pas réussi; on les rendit responsables non-seulement de leurs revers, mais encore du mauvais vouloir ou de l'indifférence des cabinets européens. La position de l'insurrection, acculée sans espoir de secours contre les murs de la capitale, avait réveillé la mésintelligence, affaibli l'enthousiasme et jeté le doute dans les esprits : la défiance était devenue générale.

Pendant que ces dissensions intestines et que des inquiétudes toujours croissantes agitaient Varsovie, l'armée russe, forte de soixante mille hommes, s'établissait sur la rive gauche de la Vistule, et commençait son mouvement vers la ville; en même temps, le général Rudiger, libre de son action par le rappel des troupes polonaises de la Volhynie, manœuvrait pour se réunir au corps d'armée principal.

Les Polonais occupaient une position entre Kolo et Lowicz, à quelques kilomètres de la ville, ils en furent délogés le 19 juillet-1[er] août. Ce revers, joint à la fermentation des esprits dans la capitale, amena la démission du général Skrzynecki à la suite d'un conseil de guerre devant lequel ce capitaine avait été traduit pour justifier de sa conduite. Il avait comparu en homme plus décidé à remplir le rôle d'accusateur qu'à jouer celui d'accusé; aussi lorsque le général Siérawski avait demandé la parole, il s'était écrié avec emportement « que considérant tous les officiers comme ses inférieurs, il ne souffrirait pas qu'ils parlassent sans son autorisation. »

Le vieux général s'était rassis au milieu d'un silence d'indignation que le nonce Chelmicki interrompit par cette vive allocution : « Monsieur le général, vous oubliez que vous êtes ici devant vos juges; vous oubliez que votre pouvoir est suspendu jusqu'à ce que vous vous soyez justifié vis-à-vis de la nation des torts que l'on vous impute; vous oubliez enfin que tous les membres de ce tribunal suprême, sans en excepter les généraux, sont vos supérieurs. »

Dans ses adieux à ses soldats, Skrzynecki leur recommanda la plus aveugle obéissance au nouveau chef qui devait achever avec eux l'œuvre de l'indépendance.

C'était le général Dembinski, que sa glorieuse retraite de Lithuanie avait entouré d'un grand prestige populaire, ce qui n'empêcha pas qu'il fut bientôt remplacé dans le commandement suprême par le comte Malachowski.

La démission de Skrzynecki ne satisfit point les factions : le club populaire exigea sa mise en jugement. Le gouvernement espérant apaiser les accusateurs, eut la faiblesse de se rendre à leurs exigences; l'approche de l'ennemi, le danger de la crise imminente, achevèrent d'égarer les esprits, qui, pendant deux jours, les 15 et 16 août, firent de Varsovie une scène d'horreurs. Un grand nombre de victimes, innocentes pour la plupart, tombèrent sous les coups d'une populace ivre de sang.... Des femmes, des enfants furent lâchement massacrés; leurs cadavres, disputés à la tombe, furent exposés à de monstrueuses profanations. Le gouvernement, qui désespérait de pouvoir rétablir l'ordre si gravement compromis, résilia ses pouvoirs dans les mains de la Diète, qui investit aussitôt le général Krukowiecki d'une autorité dictatoriale absolue. Celui-ci l'inaugura en faisant condamner et fusiller les principaux coupables. Le crime du moins ne resta pas impuni.

Paskevitch se trouvait alors sous les murs de Varsovie avec soixante-treize mille hommes et trois cent quatre-vingt-dix bouches à feu, prêt à donner l'assaut; mais voulant recourir une dernière fois à des moyens de conciliation, il fit porter aux assiégés les paroles de la clémence impériale et les engagea à se soumettre sans condition.

Les Polonais lui répondirent qu'ils avaient pris les armes pour conquérir l'indépendance nationale avec les frontières qui séparaient autrefois la Pologne de la

Russie, et qu'ils ne les quitteraient qu'après avoir accompli leur œuvre ou s'être ensevelis sous les ruines de leur malheureuse patrie.

La fermeté de ce langage était justifiée par les moyens formidables dont la défense s'était entourée pour braver l'orage de feu qui la menaçait. Varsovie était protégée par trois lignes de fortifications élevées devant les faubourgs et hérissées de canons de gros calibre, par une enceinte escarpée, des fossés profonds garnis de palissades, et surtout par le courage désespéré d'une population guerrière, qui menaçait de faire de sa ville une seconde Saragosse. Les rues de la ville elle-même étaient coupées par des barricades, des palissades, des fossés secs et des mines. A un moment donné, chaque maison devait devenir une forteresse.

Les armes pouvaient donc seules résoudre la difficulté.

Le 25 août-6 septembre, les troupes russes se mirent en mouvement. Paskevitch leur rappela en peu de mots ce qu'elles étaient, ce qu'il était lui-même, et ce que la patrie attendait de leurs efforts communs. Puis il donna le signal... Il était cinq heures du matin; les premières lueurs du jour s'éteignirent bientôt dans un immense nuage de fumée : quatre cents bouches à feu tonnaient à la fois sur toute la ligne. Le feld-maréchal Paskevitch conduisit lui-même la principale attaque contre le fort de Wola, établi aux portes de la ville et défendu par le général Sowinski, ayant sous ses ordres l'un des premiers fauteurs de l'insurrection, Pierre Wysocki. Déjà depuis deux heures ce point retranché, défendu seulement par sept cents hommes et dix canons, résistait avec une valeur héroïque, lorsque de nouvelles troupes prenant part à l'assaut rendirent toute résistance impossible. Le courage devait céder au courage

augmenté par le nombre. Sommé de se rendre, le général, qui le 7 septembre 1812 avait perdu sur le champ de bataille de la Moskova une jambe au service de la France, répondit qu'il lui en restait encore une au service de la Pologne sa patrie. Se retirant alors dans une chapelle, il s'adossa contre le maître-autel comme pour offrir à Dieu le sacrifice de sa vie, et seul entre deux cents il y trouva une mort héroïque. Wysocki, couvert de blessures, fut fait prisonnier.

A deux heures, les Russes, protégés par leur formidable artillerie, s'avancèrent vers les hauteurs de Czysté, mais ils y trouvèrent une telle résistance, qu'ils durent se replier sur les ruines de Wola que les Polonais n'avaient pu reprendre. Le combat cessa de part et d'autre à trois heures : l'attaque décisive de la ville fut remise au lendemain par le feld-maréchal.

Le reste de la journée fut consacré à des pourparlers, à des tentatives de négociations sans résultats. Dans la matinée du 7, le président Krukowiecki se rendit au camp de Wola, où le feld-maréchal avait établi son quartier général. Paskevitch, entouré de son état-major et de sa garde circassienne, le reçut en présence du grand-duc Michel. Mais comme au ton impérieux du général russe le président polonais répondit par un langage fier et hautain, cette entrevue se termina sans autre effet que la demande de Krukowiecki de soumettre à la Diète les propositions offertes par le maréchal, qui promit de suspendre pendant trois heures les hostilités.

A l'expiration de ce délai, Paskevitch n'ayant pas reçu de réponse satisfaisante, le feu recommença avec une nouvelle force. Les décharges vomies par quatre cents bouches à feu en présence faisaient trembler le sol sur un périmètre de trois milles. Elles se succédè-

rent sans interruption depuis onze heures jusqu'à la nuit. Les négociations entre la Diète, d'une part, et le feld-maréchal, de l'autre, continuaient cependant toujours. Krukowiecki ayant obtenu l'autorisation de traiter, dépêcha à Paskevitch le général Prondzynski, chargé de lui remettre, avec les dernières stipulations, la lettre suivante adressée à l'empereur Nicolas :

« Sire,

» Chargé en ce moment même du pouvoir de parler à Votre Majesté Impériale et Royale au nom de la nation polonaise, je m'adresse, par l'entremise de Son Éminence monseigneur le comte Paskevitch d'Érivan, à Votre cœur paternel. En se soumettant sans aucune condition à Votre Majesté notre roi, la nation polonaise sait qu'Elle seule est à même d'effacer le passé et de guérir les plaies profondes qui ont déchiré ma patrie.

» Le comte Krukowiecki,
» général d'infanterie, président du gouvernement. »

Tandis que le parlementaire portait ces paroles de paix et de soumission au généralissime russe, le maréchal des nonces se présentait au palais du gouvernement, et déclarait nul au nom du peuple et de la Diète tout ce qui avait été fait jusque-là. En même temps, il somma le président de donner sa démission.

Comme on le voit, le chaos se faisait de plus en plus au sein de l'insurrection, sous le canon moscovite ébranlant les murs de Varsovie. Déjà les Russes avaient pénétré dans la ville par la barrière de Jérusalem, et l'incendie du faubourg de Czysté répandait au loin ses sinistres lueurs, lorsqu'à minuit, après une résistance héroïque, les baïonnettes russes brillèrent sur les murs

de la ville au milieu du feu destructeur des batteries. Les soldats irrités avaient vaincu tous les obstacles ; ils s'apprêtaient à pénétrer dans l'intérieur de la ville ; mais Paskevitch, inspiré par un sentiment d'humanité, modéra leur élan pour donner à la ville le temps de capituler et aux débris de l'armée polonaise celui de se retirer sur Plock, où, suivant les instructions du vainqueur, ils devaient attendre la volonté de l'Empereur.

Le même jour Paskevitch adressa à l'Empereur ce laconique rapport : « Sire, Varsovie est à vos pieds. » *L'ordre règne à Varsovie*, telle fut l'épitaphe que Paris accorda au décès de l'insurrection polonaise. Dans le même temps que l'armée impériale faisait son entrée triomphale dans Varsovie, l'armée polonaise, en marche sur Plock, fatalement excitée par les chefs de l'ex-gouvernement révolutionnaire, se souleva de nouveau, et choisit pour chef le général Ribinski ; de son côté, Ramorino refusa de se rendre. Le feld-maréchal, averti de ces mouvements, marcha droit sur les insurgés, les cerna de trois côtés, et les força, au nombre de vingt mille hommes, à déposer les armes. Ramorino parvint à se réfugier avec quinze mille hommes dans les provinces autrichiennes.

Un mois après la prise de sa capitale, toute la Pologne était de nouveau réduite sous la domination absolue de l'autocratie russe. Tout ce que l'amour de la patrie peut enfanter de courage, de valeur et de dévouement avait été employé par les troupes polonaises ; mais les généreux efforts de cet amour inné dans le cœur de la Pologne avaient été paralysés par l'esprit de division, de défiance, de désaccord, dont l'histoire de la Pologne a donné de si nombreux exemples, qu'il est permis à l'historien de poser cette question :

Peut-elle vivre, l'héroïque nation qu'on a vue mourir tant de fois? et peut-elle mourir, celle que les trompettes de l'indépendance nationale ont ressuscitée si souvent?

Les conséquences de cette insurrection, qui par son impétuosité d'abord et ses premiers succès ensuite avait étonné le monde, furent fatales, comme nous le verrons plus tard. L'empereur Nicolas a su vaincre souvent, mais il n'a jamais su pardonner. Dans son cœur mystérieux composé d'or et de bronze, le sentiment de la force a toujours combattu celui de la clémence. Empereur et chef de la religion orthodoxe, il aurait dû savoir cependant que la miséricorde est le plus doux attribut de la puissance, et la vertu la plus agréable à Dieu. L'Empereur se trouvait sur la route de Tsarskoé-Sélo à Saint Pétersbourg lorsque le comte Souvaroff, envoyé en courrier par Paskevitch, lui annonça la prise de Varsovie. Nicolas descendit aussitôt de voiture et se mit à genoux pour rendre grâce à Dieu, qui venait une fois encore de bénir ses armes.

Les premiers moments de la victoire furent consacrés par le gouvernement russe à récompenser les chefs qui avaient bien mérité de l'empire. A son titre d'Érivanski, Paskevitch, élevé à la dignité de prince, reçut l'autorisation de joindre celui de Warszowski, et fut nommé gouverneur général de Pologne. Il débita dans ses nouvelles fonctions par établir, suivant les intentions du Czar, un gouvernement provisoire sous la présidence du conseiller d'État Engel.

Aux récompenses de la fidélité succédèrent les châtiments de la révolte. L'Empereur, qui, tout en déplorant la persistance des Polonais, n'avait pu s'empêcher d'admirer leur brillant courage, inclinait pour la générosité envers les vaincus; mais les Russes, jaloux des

libertés dont la Pologne avait joui en dehors d'eux, la noblesse et le clergé, justifiant leurs exigences par les efforts et les sacrifices que la Russie avait faits pour soutenir la lutte, demandaient une satisfaction pour la mort de près de cent quatre-vingt mille hommes restés soit sur les champs de bataille, soit dans les lazarets, soit dans les hôpitaux.

C'est principalement dans le but de sonder et de modérer ces sentiments hostiles à l'infortunée Pologne, que l'Empereur et l'Impératrice firent au mois de novembre un voyage à Moscou, où la noblesse russe réside dans toute sa vitalité. Là, de même qu'à Saint-Pétersbourg, les conseils de la colère l'emportèrent sur ceux de la miséricorde. Aussi le Czar publia-t-il un décret d'amnistie, que les Polonais, faisant allusion à la date russe qu'il portait, le 1er *novembre*, appelèrent un décret de mort. Par une fatale ressemblance avec la plupart des actes de ce genre, celui-ci comprenait plus d'insurgés dans ses exceptions qu'il n'en appelait au bénéfice de la clémence. L'ère des réactions impitoyables s'ouvrit donc pour la malheureuse mais héroïque Pologne. Les séquestres, les confiscations de biens, les arrestations de personnes, les déportations en Sibérie furent mis à l'ordre du jour. Le *væ victis* prononcé à Saint-Pétersbourg avant l'ouverture des hostilités s'accomplit dans toutes ses rigueurs.

Cependant, comme nous l'avons dit, l'Empereur, dans sa juste appréciation des grandes choses, ne pouvait s'empêcher d'admirer le courage des Polonais. Il en rendit un public hommage dans la personne d'une jeune fille qui s'était particulièrement distinguée les armes à la main dans la lutte gigantesque de l'indépendance contre la domination.

Cette jeune fille, nommée Gorska, avait dix-huit ans; elle était laide, petite, chétive en apparence, mais elle était douée d'un grand cœur. Deux mois après la prise d'armes, elle s'était présentée, sous l'uniforme d'un simple soldat, au quartier général de Skrzynecki, et lui avait demandé à servir sous ses ordres en qualité de volontaire.

« Mais vous n'avez pas la taille, mon enfant, lui répondit le général.

— David était moins grand que moi, lui répliqua-t-elle, quand il tua Goliath. »

Le général sourit et lui fit donner un fusil. Quelques jours après, elle se distingua avec tant de bravoure dans une rencontre avec les Russes, que Skrzynecki lui remit les épaulettes de sous-lieutenant sur le champ de bataille. Elle prouva qu'elle en était digne en leur donnant à la première occasion le baptême du feu. Toujours la première en avant, elle choisissait de préférence les postes les plus périlleux, et bravait le danger avec un mépris de la vie qui semblait défier la mort elle-même. A voir son aplomb sous les armes, son intelligence dans les missions qui lui étaient confiées, on aurait dit qu'elle avait guerroyé toute sa vie : aussi ses camarades prétendaient que pour être un héros il ne lui manquait que des moustaches. « Si j'avais vingt-cinq mille hommes comme le lieutenant Stanislas (c'est le pseudonyme masculin qu'elle avait pris), dit un jour Skrzynecki à son état-major, je vous mènerais avant six semaines dîner au palais d'hiver de Saint-Pétersbourg.

— Qui le sait? répondit Stanislas, j'y dînerai peut-être un jour. »

Dans le courant du mois de juillet, emporté par son courage, Stanislas tomba dans une embuscade où, au

lieu de la mort qu'il cherchait, il trouva la perte de sa liberté. Le gardien de sa prison ne tarda pas à découvrir le mystère de son sexe; il en fit aussitôt part au général Geismar, qui voulut voir et interroger lui-même le jeune héros. Stanislas se présenta devant lui en uniforme dans la tenue réglementaire, avec fierté, mais sans ostentation.

« Pourquoi, mon enfant, lui dit avec bonté Geismar, oubliant la faiblesse et le caractère de votre sexe, avez-vous pris les armes contre nous?

— Pour trois raisons, répondit Stanislas en lui faisant le salut militaire.

— Lesquelles?

— Pour défendre ma patrie, pour venger mon père tué par une balle russe, et pour rejoindre plus tôt au ciel mon fiancé, mort bravement sur le champ de bataille.

— Comment, si jeune encore, vous avez désiré mourir?...

— Ce n'est pas ma faute si mon désir n'a pas été exaucé. La mort n'a pas voulu de moi.

— Que feriez-vous si je vous rendais la liberté?

— Je rejoindrais mes camarades pour vaincre ou pour mourir avec eux.

— Aimez-vous l'empereur Nicolas?

— Oui, mais je lui préfère la Pologne.

— C'est bien, mon enfant, lui dit le général Geismar. Si l'un de mes fils voulait de vous, je serais fier de vous le donner pour époux.

— Vous auriez tort, mon général.

— Pourquoi, mon enfant?

— Parce que je le refuserais. »

Le général russe, ravi de ses réponses, ne rendit point la liberté à Stanislas, mais il donna des ordres

pour qu'on eût pour lui tous les égards dus au courage malheureux et à un noble cœur.

Instruit plus tard de ce fait étrange, l'empereur Nicolas, désireux d'en voir le héros, le fit mander à Saint-Pétersbourg.

Stanislas se présenta devant l'Empereur et l'Impératrice avec la même liberté d'allure que le général Geismar avait admirée. Il répondit aux questions du Czar avec une égale indépendance, sans lui cacher son amour pour sa patrie et sa haine pour la domination étrangère.

Nicolas, oubliant ses ressentiments contre la Pologne, ne put s'empêcher de dire à l'Impératrice : « Heureuse la nation qui sait produire de tels héroïsmes ! » Puis s'adressant de nouveau à Stanislas : « Mon enfant, lui dit-il, j'ai une prière à vous faire...

— Un ordre à me donner, Sire, répliqua Stanislas.

— Je désire avoir de vos cheveux.

— Quoique je sois indigne d'un semblable honneur, je ne puis rien refuser à Votre Majesté.

— Je n'ai point oublié, malgré leur ingratitude, ajouta le Czar, que les Polonais sont mes enfants, et comme tels je dois les récompenser dans la personne des braves qui, sous leurs drapeaux, se sont distingués par une action d'éclat. En conséquence, je vous décore de mes propres mains de la croix de Saint-Georges, et je vous accorde, votre vie durant, une pension de sept cents roubles (2,800 francs). »

A ces munificences, l'Impératrice joignit son portrait enrichi de diamants et attaché à une magnifique chaîne d'or; puis l'embrassant avec beaucoup d'effusion, elle le pria à dîner à sa table.

Des ordres avaient été donnés pour que le jeune officier pût reprendre immédiatement ses vêtements de

femme. Stanislas choisit parmi plusieurs toilettes préparées d'avance celles qui par leur élégante simplicité convenaient le mieux à sa position.

Ainsi que le général Geismar, l'empereur Nicolas avait été charmé de l'énergique caractère de cette simple fille du peuple. Aussi, au moment de prendre *congé* d'elle, il la supplia d'épouser un officier russe, *auquel*, en considération de la conduite héroïque du *lieutenant* Stanislas, il accorderait un rapide avancement.... « Si vous acceptez ma proposition, ajouta Nicolas en riant, je vous promets qu'avant une année le lieutenant Stanislas sera *générale*.

— Je n'ai aimé qu'un seul homme en ma vie, lui répondit la jeune Gorska. Cet homme a reçu ma foi et m'a donné la sienne, je dois la lui rendre intacte dans le ciel où il m'a devancée. En dehors de lui, je ne *puis avoir* désormais qu'un seul époux...

— Lequel? demanda l'Empereur.

— Le génie de la Pologne, » répliqua fièrement l'héroïne. Puis, adoucissant aussitôt sa voix et pliant un genou devant le Czar, elle ajouta : « Sire, soyez doux et clément pour lui! »

Dans le dialogue de cette scène saisissante, l'empereur Nicolas n'avait été inspiré que par son propre cœur.

C'est dans ces traits anecdotiques où l'on retrouve les saillies de l'âme, si précieuses pour l'histoire des grands hommes, que la figure de Nicolas se révèle et apparait comme encadrée dans les sentiments qui honorent à la fois la puissance souveraine et l'humanité. L'anecdote est à la vie d'un personnage historique ce que l'ombre est au dessin, le coloris à la peinture : elle accuse plus directement et met en relief un caractère dans son individualité la plus intime. Aussi, persuadé que dans la vie

d'un personnage illustre le détail le plus infime obtient de la valeur, nous ne repousserons jamais l'anecdote intéressante qui, comme l'épisode de Gorska, se présentera sous notre plume. Mieux que les aperçus politiques de notre œuvre, l'anecdote nous montrera souvent que l'implacable inflexibilité de Nicolas savait au besoin se tempérer, s'apprivoiser pour ainsi dire, lorsque sa personnalité se trouvait uniquement en scène. Cette inflexibilité de cœur que l'histoire lui reprochera peut-être n'existait réellement que dans les questions de principes et d'intérêt général.

Les blessures de la guerre de Pologne étaient à peine cicatrisées que le choléra vint répandre de nouveau son voile de deuil sur l'empire de Russie. Le choc des armées belligérantes facilita les progrès de ce fléau, qui d'un côté se dirigea sur Varsovie, Cracovie, pour envahir ensuite la Gallicie, et de l'autre descendit la Dwina jusqu'à Riga, où il exerça de grands ravages. Revel et d'autres places situées entre Riga et Saint-Pétersbourg furent également atteintes. Seule, la capitale du nord de la Russie, cernée dès le commencement du printemps par le cordon sanitaire établi sur tous les points de communication avec les gouvernements infectés, avait été préservée. Les habitants se réjouissaient déjà de cette providentielle exception, lorsque, le 14 juin, les premiers symptômes de cette mystérieuse maladie se déclarèrent à bord d'une barque venue de Vitegra.

Pendant les premiers jours, les cas cholériques furent peu nombreux, d'ailleurs le gouvernement avait pris les mêmes mesures de précaution qui avaient eu des effets si salutaires à Moscou. Un comité central, composé des plus hauts dignitaires de l'État, fonctionnait sous l'inspiration de l'Empereur. Chaque quartier de la ville était

desservi par des inspecteurs dévoués et des médecins habiles; des hôpitaux, des maisons de refuge, des ambulances, rayonnaient sur toutes les zones de la capitale pour recevoir les malades, et pour fournir les aliments et les vêtements indispensables aux classes pauvres, plus particulièrement prédisposées aux atteintes de l'épidémie.

Malgré ces précautions et ces mesures le fléau fit des progrès rapides, et bientôt il sévit avec une telle fureur, que le nombre des malades monta jusqu'à plus de cinq cents par jour. Il se produisit alors un fait qui, se renouvelant l'année suivante à Paris dans les mêmes conditions, prouve avec quelle facilité déplorable les peuples acceptent les bruits les plus absurdes et les fables les plus ridicules. Selon ces bruits, des émissaires polonais, secrètement répandus dans la ville, mêlaient aux aliments et à l'eau de consommation un poison d'autant plus sûr et plus violent que ses effets étaient instantanés et presque toujours mortels. Les défiances du peuple ajoutant une croyance aveugle à ce système d'empoisonnement, grossi par le sentiment de la peur, accusèrent les médecins et les agents de la police de se faire en quelque sorte les complices des Polonais en envoyant de force les gens bien portants dans les hôpitaux. Égaré par ces sinistres préoccupations, le mougik, dont la bonté est le caractère distinctif, se leva dans sa colère, abandonna ses travaux, se réunit en foule dans les rues, sur les places, arrêta et fouilla les passants, puis, persuadé que des serfs non infestés étaient soumis de la part des médecins à des expériences mortelles, il s'ameuta pour s'opposer au transfert des malades dans les hôpitaux.

Ces dispositions aveugles propagées par l'erreur et la

malveillance parmi la populace, la conduisit à des violences qui ajoutèrent encore à celles du mal. Le 20 juin-2 juillet, des groupes hostiles se formèrent en masses considérables sur la place de la Sennaïa, attaquèrent les charrettes qui transportaient les malades et maltraitèrent les officiers de police qui leur servaient d'escorte.

Dans la soirée du 3 mai, les émeutiers envahirent les salles de l'hôpital et en arrachèrent les cholériques pour les transporter dans leurs domiciles, où quelques-uns arrivèrent à l'état de cadavres. La police était impuissante à réprimer ces scènes de désordre. Les médecins, les agents de police, traqués comme des bêtes fauves, n'osaient plus se montrer en public. La terreur régnait au sein de la capitale. Pour sauvegarder les propriétés et la vie des bons citoyens, des troupes nombreuses, appelées à la hâte des cantonnements voisins, avaient établi des postes militaires et contenaient à grande peine sous les baïonnettes de leurs patrouilles l'effervescence populaire, excitée de plus en plus par l'excès des boissons alcooliques.

Vainement un des principaux chefs militaires les plus influents se rendit sur le principal théâtre des désordres pour haranguer le peuple et le ramener à la voix de la raison, les émeutiers s'écrièrent : « Nous voulons notre empereur ! qu'on nous rende l'Empereur ! c'est notre père, lui seul peut nous sauver. » Quelques voix même s'élevant du sein de la foule, firent entendre ces étranges paroles : « *Nous voulons que Nicolas supprime le choléra ou les empoisonneurs par un oukase.* »

Dans ce moment l'empereur Nicolas, profondément affligé de la mort récente de son frère le grand-duc Constantin, se trouvait à sa résidence d'été, le château de Peterhof. Averti des scènes déplorables qui se passaient

dans la capitale, il se rendit accompagné du général aide de camp le prince Menschikoff à Saint-Pétersbourg, et parut tout à coup dans sa voiture de voyage sur la place de la Sennaïa, qui depuis la matinée était encombrée d'une foule menaçante. Le tumulte était à son comble. Nicolas, le front pâle, le regard sévère, s'arrêta devant l'église du Saint-Sauveur, et de sa haute taille dominant les masses qui l'entouraient de tous les côtés, il leur adressa ces paroles énergiques : « Au lieu d'accuser les gens de bien qui, par mes ordres et sous l'inspiration de leur esprit de charité, se dévouent au péril de leur vie au soulagement de vos misères, accusez plutôt vos fautes du châtiment que Dieu vous a envoyé dans sa colère. Le choléra n'épargne personne, mon frère Constantin en a été la première victime. Je viens à vous pour vous sauver et implorer pour vous le pardon du Très-Haut. Dieu veuille que l'excès de vos crimes trouve grâce devant sa miséricorde... A genoux, peuple !... Prosterne ton front dans la poussière, frappe-toi la poitrine, et prie Dieu pour qu'il fasse grâce à ton repentir... A genoux ! » Et d'un geste impérieux, à l'unisson de sa voix vibrante comme un tonnerre, il fit tomber à ses pieds cinquante mille hommes criant : Miséricorde ! et faisant le signe de la croix. Jamais la puissance souveraine, placée dans des conditions si critiques, n'exerça avec plus de spontanéité un pareil empire ; jamais la volonté d'un homme couronné n'obtint un pareil triomphe sur les passions populaires. Le 19-26 décembre 1825, l'empereur Nicolas avait été magnifique de courage ; ce jour-là, il fut sublime de puissance et de majesté.

Le peuple, honteux de ses excès et plein de repentir, se releva sous la main de l'Empereur qui le congédia

en disant : « Maintenant, mes enfants, rentrez dans vos familles, reprenez vos travaux ; acceptez avec résignation l'épreuve que le Seigneur vous envoie pour l'expiation de vos fautes, et par votre conduite future montrez-vous dignes de ses miséricordes infinies. » L'apparition de l'Empereur sur tous les points où les émeutiers avaient établi leur quartier général produisit le même effet magique.

Le lendemain Nicolas, parcourant une seconde fois le théâtre de ces désordres, reconnut avec satisfaction que la ville avait repris sa physionomie habituelle. De retour au palais d'hiver, il fit appeler le doyen des marchands de la capitale, et lui donna l'ordre d'établir dans chaque quartier de la ville un lazaret de cent lits pour les cholériques. A cet effet, il assigna une somme d'environ 140,000 francs. Quelques jours après le choléra entra dans sa période de décroissance, et quoiqu'il ne disparut entièrement que dans les derniers jours du mois d'octobre, il ne fit plus qu'un petit nombre de victimes. « Nous savions bien, disait le peuple, que l'Empereur, notre père, nous sauverait. »

Ce fléau mystérieux, impitoyable, qui a défié jusqu'à ce jour l'orgueil de la science humaine, et qui, à des époques indéterminées, impose un fatal tribut à toutes les régions de la terre, cette maladie dont les premiers symptômes sont les dernières convulsions de l'agonie, le choléra se répandit dans plusieurs gouvernements de l'intérieur, principalement sur la route qui relie les deux capitales de l'empire. Devancé par les bruits d'empoisonnement qui couraient à Saint-Pétersbourg, il signala sa marche par des révoltes et des désordres de la nature la plus grave.

Une formidable insurrection éclata tout à coup dans

les colonies militaires de Novgorod et dans la ville de Staruja-Russa. Les excès auxquels les rebelles se livrèrent furent d'autant plus déplorables, qu'ils n'eurent pas comme ceux de Saint-Pétersbourg l'excuse de la colère et les circonstances atténuantes des passions aveugles. Ils commirent les crimes les plus inouïs en pleine connaissance de cause, de sang-froid, avec un raffinement de cruauté dont la pensée seule inspire l'horreur et l'effroi. Deux généraux, deux cent vingt officiers de tous grades, des médecins, des femmes, des enfants, succombèrent dans des supplices affreux. Le fer impatient des assassins alla chercher des victimes jusque dans les entrailles des mères. « Nous vous aimons, nous vous respectons; vous avez toujours été bons pour nous, disaient les soldats à leurs chefs, et cependant nous devons vous tuer : il faut que vous périssiez... *Achevez votre pipe,* ajoutaient-ils à ceux qui fumaient, nous reviendrons. » Et un instant après, ils revenaient faire de nouveaux cadavres.

Les officiers n'essayèrent pas même une défense qui n'aurait servi qu'à prolonger leurs souffrances. Quelques-uns furent pendus à des arbres et hachés à coups de sabres, d'autres, attachés par les bras à des poteaux, eurent les jambes séparées du corps à coups de baïonnette.

L'empereur Nicolas, informé de ces événements, se rendit aussitôt dans les colonies insurgées; mais quand, accompagné de quelques généraux, il arriva sur le théâtre du drame, il était trop tard; les sanglants sacrifices étaient consommés. Il ne trouva plus devant lui que des coupables à punir. Sans calculer le danger auquel il s'exposait, il se présenta seul devant les rebelles assassins, et d'une voix menaçante il leur dit : « Malheureux, qu'avez-vous fait des chefs que je vous avais

confiés?... Où sont-ils?... Vous les avez lâchement, traîtreusement assassinés.... Le sang réclame du sang, le crime exige l'expiation. » S'approchant alors d'un soldat qu'on lui avait dénoncé comme l'un des principaux fauteurs du mouvement, il l'arrêta de ses propres mains et le somma de révéler le nom de ses complices. Parmi ces hommes en armes qui pouvaient se soustraire par un nouveau crime aux sanglantes représailles du châtiment, il ne s'en trouva pas un qui osât braver le regard de l'Empereur. Tous, pliant le genou devant la majesté suprême, se dénoncèrent eux-mêmes, et se soumirent avec la résignation du repentir à la volonté qui devait statuer sur leur sort. La loi suivit son cours. Comme le crime, le châtiment fut terrible. L'humanité devait être vengée.

Nicolas apaisa complétement les désordres et calma l'effervescence des esprits par une de ces illuminations de cœur dont il possédait si bien le secret. Un médecin, arrêté par le peuple au moment où il portait dans une maison infestée une bouteille de chlore, allait être mis en pièces, lorsque le Czar, se dirigeant vers les groupes et perçant la foule, arriva près de lui.

« Quel est cet homme? demanda-t-il.

— C'est un empoisonneur, répondit le peuple.

— Je suis médecin, Sire, ajouta le docteur.

— Voyez, père, répliqua le peuple, la preuve du poison est dans ses mains.

— Que renferme cette bouteille? demanda Nicolas.

— Du chlore désinfecteur, Sire.

— Qu'on m'apporte un verre, » s'écria le Czar. Puis, versant dans ce verre une partie de la préparation pharmaceutique, il dit : « Ce que vous prenez pour du poison est au contraire un préservatif énergique contre

l'influence cholérique, et je vais vous le prouver en le buvant. » Au moment où il portait le verre à ses lèvres, son médecin, le docteur Arendt, arrêta son bras en disant :

« Prenez garde, Sire, vous allez perdre vos dents.

— Dans ce cas, répondit l'Empereur à haute voix, tu me mettras un râtelier. »

Cette croyance aveugle aux empoisonnements tomba bientôt d'elle-même devant les enquêtes ordonnées par l'autorité; mais l'histoire doit constater qu'en Russie les hautes castes partagèrent avec le peuple cette erreur, qui accompagnait partout plus ou moins l'invasion du choléra. C'est ainsi que le général comte Oppermann, frappé par le fléau une heure après avoir bu à une fontaine de Strella, est mort emportant dans la tombe la conviction intime d'avoir bu l'eau d'une fontaine empoisonnée. Cet exemple ne justifie pas le peuple de ses excès, mais il l'excuse d'avoir subi une prévention commune aux seigneurs.

Quoi qu'il en soit, les classes éclairées de la nation russe opposèrent dans cette crise fatale aux scènes de barbarie que nous venons de décrire des actes sublimes de dévouement et d'humanité. Ce fut au milieu des épreuves de la guerre et du choléra que l'empereur Nicolas obtint une nouvelle marque des bénédictions de Dieu, se plaisant à le consoler par les joies de la famille des agitations de ses peuples. L'impératrice Alexandra lui donna un nouveau fils (le 27 juillet-8 août) qui reçut le nom de Nicolas. . . . .

. . . .

Nous sommes en 1832. La Russie, heureuse et prospère, se répare sous le sceptre de son empereur, qui poursuit avec persévérance l'œuvre de Pierre le Grand.

Les conséquences désastreuses que la défaite de l'insurrection de la Pologne devait entraîner pour ce malheureux pays achèvent de se dérouler pendant le cours de cette année, et ramènent tristement nos regards sur cette partie de l'empire russe. Maintenant que le glaive des combats, après avoir tranché la question pendante entre le royaume et l'empire, avait donné raison au plus fort, Nicolas pouvait accomplir sans obstacle les projets médités avant l'ouverture de la campagne. Il pouvait biffer la constitution et rayer la nationalité polonaise. En conséquence, il publia le 14-26 février un statut organique dont les dispositions principales tendent à ce double but. Ce document important trouve ici naturellement sa place.

« *Nicolas Ier*, par la grâce de Dieu, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, etc., etc.

» Lorsque Nous annonçâmes par Notre manifeste du 25 janvier (6 février) de l'année dernière à tous Nos fidèles sujets l'entrée de Nos troupes dans le royaume de Pologne, soustrait momentanément à l'autorité légale, Nous leur fîmes connaître en même temps Notre intention de fonder les destinées futures de ce pays sur des bases durables en harmonie avec les besoins et le bien-être de tout Notre empire.

» Actuellement que la force des armes a mis un terme aux troubles de la Pologne, et que la nation qui avait été entraînée par des agitateurs est rentrée dans le devoir et a recouvré la tranquillité, Nous avons jugé utile de mettre à exécution Notre projet d'établir un ordre de choses qui assure à jamais contre toute autre tentative de ce genre le repos et l'union des peuples que la Providence a confiés à nos soins.

» Le royaume de Pologne, qui, dans l'année 1815, avait été conquis par les armes victorieuses de la Russie, non-seulement recouvra alors son existence nationale par la magnanimité de Notre illustre prédécesseur, mais encore il reçut des lois particulières consacrées par une charte constitutionnelle. Ces bienfaits ne suffirent pas pour contenter les éternels ennemis de l'ordre et du pouvoir légitime. Persistant avec opiniâtreté dans leurs criminels projets, ils ne cessèrent pas un instant de rêver une séparation des deux peuples soumis à Notre sceptre, et dans leur orgueil ils osèrent abuser des bienfaits du régénérateur de leur patrie en faisant servir à la destruction de son grand œuvre les mêmes lois et les mêmes libertés que sa main puissante leur avait généreusement accordées.

» Le sang a coulé par suite de ces menées. Le repos et le bonheur dont le royaume de Pologne avait joui à un degré qui lui avait été inconnu jusqu'ici disparurent au milieu des horreurs de la guerre civile et d'une dévastation générale. Maintenant tous ces malheurs sont à leur terme. Le royaume de Pologne, rentré sous Notre sceptre, recouvrera le repos, et fleurira de nouveau au sein de la paix qu'un gouvernement vigilant lui garantit sous Nos auspices.

» En conséquence, et dans Notre sollicitude paternelle pour le bien de nos fidèles sujets, Nous regardons comme Notre devoir le plus sacré d'employer tous les moyens qui sont en Notre puissance pour prévenir le retour d'événements semblables à ceux qui ont eu lieu, et pour enlever aux malintentionnés les moyens à l'aide desquels ils sont parvenus à troubler le repos public.

» Comme Nous voulons en outre assurer à Nos sujets du royaume de Pologne la durée de tout le bonheur né-

cessaire à chacun d'eux en particulier et à tout le pays en général, la sûreté des personnes et des propriétés, la liberté de conscience et toutes les lois et les franchises des villes et des communes, afin que le royaume de Pologne, quoique administré séparément d'une manière appropriée à ses besoins, ne cesse pas cependant de former une partie intégrante de Notre empire, et qu'à l'avenir les habitants de ce pays ne forment avec les Russes qu'une seule et même nation animée des mêmes sentiments d'union et de fraternité, Nous avons résolu et ordonné conformément à ces principes, par des statuts organiques publiés en ce jour, d'introduire une nouvelle forme d'administration dans Notre royaume de Pologne.

» *Signé* NICOLAS. »

Par ce statut, le royaume de Pologne était réuni à jamais à l'empire russe, dont il formait une partie intégrante. Seulement le royaume aurait une administration séparée, son code civil et son code criminel. Le couronnement des empereurs et rois de Pologne se ferait désormais à Moscou par une seule et même cérémonie, en présence des députés polonais nommés à cette fin. La liberté individuelle, ainsi que celle des cultes, était garantie. La peine de la confiscation devenait applicable aux crimes d'État de première classe. La presse était soumise aux restrictions commandées par la religion, l'inviolabilité de l'autorité suprême et les bonnes mœurs. L'armée polonaise devait se fondre dans les cadres de l'armée russe. Par ce statut organique, l'empereur Nicolas effaça d'un trait de plume la charte constitutionnelle promulguée en 1815 par Alexandre, conformément aux conditions de possession prescrites par le

congrès de Vienne. L'*ultima ratio* des rois lui en avait donné le pouvoir, mais la justice basée sur la foi jurée lui en avait-elle concédé le droit? La charte de 1815 laissait à la Pologne une armée nationale, ses uniformes et ses couleurs; elle assurait aux Polonais, avec la liberté de la presse, toutes les places civiles et militaires. Elle déclarait que la nation polonaise conserverait à *perpétuité* sa représentation constituée dans la Diète, composée du Roi, du Sénat et de la Chambre des nonces; elle imposait aux successeurs d'Alexandre au trône de la Pologne l'obligation de se faire couronner dans la capitale du royaume suivant la forme établie; elle abolissait la confiscation pour tous les cas; enfin les statuts organiques ne pouvaient être modifiés ou changés que par le roi et les deux chambres de la Diète.

L'oukase du 14-26 février annihilant *ces garanties* accordées à la Pologne, la volonté de l'empereur Nicolas s'élevant au-dessus de la volonté de toutes les puissances signataires du traité de Vienne, les sympathies qu'*inspire* toujours le malheur soulevèrent d'énergiques réclamations dans la chambre des communes à Londres et dans celle des députés à Paris. Les gouvernements de la France et de l'Angleterre, se plaignant que les affaires de la Pologne n'eussent pas été réglées, comme celles de la Belgique, dans une conférence des principales puissances, adressèrent des représentations au cabinet de Saint-Pétersbourg. Ces protestations n'exercèrent aucune influence sur le sort de la Pologne, pleurant, comme les filles de Sion, sur les ruines de sa nationalité. Les vainqueurs opposèrent aux réclamations de l'étranger un simulacre d'adhésion apportée par une députation de Polonais venue à Saint-Pétersbourg pour remercier l'Empereur des bienfaits qu'il daignait ré-

pandre sur leur pays et de la modération qu'il montrait à l'égard des vaincus.

Ce n'était pas assez pour la Pologne de se voir arracher les derniers vestiges de sa liberté et de son indépendance nationale, elle devait être frappée dans ses enfants, dans toutes les institutions qui faisaient son orgueil et sa gloire.

Le château des rois de Pologne fut dépouillé de tous les objets d'art rappelant ses souvenirs historiques, et les deux salles où s'assemblait la Diète furent converties en casernes. Un caporal russe représentait ainsi la pensée qui devait désormais présider aux destinées du pays.

La cocarde moscovite fut substituée à la cocarde polonaise, et l'ordre national du Mérite militaire transformé en un ordre russe.

Immédiatement après la publication du statut organique, le *feld*-maréchal Paskevitch fit paraître un décret concernant l'enrôlement des militaires polonais amnistiés dans les cadres de l'armée russe. En même temps, le gouvernement résolut de transplanter un grand nombre de familles polonaises sur les steppes de la Couronne, et de préférence sur la ligne du Caucase. A cet effet, le gouverneur de la Podolie reçut l'ordre de prendre les mesures nécessaires pour une première transplantation de cinq mille gentilshommes de cette province. Voici les instructions que lui adressa à ce sujet le ministre des finances :

« Sa Majesté l'Empereur a daigné émettre l'ordre suprême de faire les règlements nécessaires pour faire transplanter, pour une première fois, cinq mille familles de gentilshommes polonais du gouvernement de Podolie sur les steppes du Trésor, et de préférence dans les dis-

tricts du Caucase, pour qu'ensuite les transplantés soient enrôlés au service militaire.

» Pour effectuer ladite transplantation, il faut choisir : 1° les personnes qui, ayant pris part à la dernière insurrection, sont revenues au terme fixé témoigner leur repentir; celles aussi qui ont été comprises dans la troisième classe des coupables et qui, par *conséquent*, ont obtenu la grâce et le pardon de Sa Majesté; 2° les personnes dont la manière de vivre, d'après l'opinion des autorités locales, éveille la méfiance du gouvernement, etc., etc. »

Le gouverneur de la Podolie avait plein pouvoir de contraindre par la force les gentilshommes qui refuseraient les *bienfaits* de la *clémence impériale.*

Quelles que soient les rigueurs de ces mesures cruelles, elles n'égalent point encore celles de l'oukase décrétant que tous les enfants mâles vagabonds, orphelins ou pauvres, seraient dirigés sur Minsk et incorporés dans les bataillons des cantonistes militaires. En conséquence, un grand nombre d'enfants furent recueillis dans les villes et dans les campagnes pour être façonnés aux mœurs, à la langue et à la religion russe. Cette déportation commença à Varsovie le 23 avril-5 mai par les enfants *trouvés* déposés à l'hôpital, par les fils des militaires morts pendant la guerre et par les orphelins; elle comprit ensuite les enfants d'une classe plus aisée, les fils mineurs des invalides, et ceux qui fréquentaient gratis les écoles élémentaires.

Pour rendre cette mesure plus complète, les autorités employèrent un moyen d'une perfidie révoltante. Dans la crainte que les familles ne dérobassent leurs enfants aux recherches de la police, on offrit une prime de secours à toutes celles qui déclareraient en avoir besoin.

C'est ainsi qu'un nombre considérable d'habitants, ruinés ou appauvris par la guerre, furent amenés à produire eux-mêmes le nombre de leurs enfants, qui bientôt furent arrachés de leurs bras.

Le désespoir des mères à la vue de ces enlèvements, qui rappellent, par le mode de l'exécution et le but dans lequel ils étaient pratiqués, l'institution des janissaires, donna lieu à des scènes déchirantes : plusieurs femmes se donnèrent la mort; on en vit une briser le crâne de son enfant pour le soustraire par un infanticide aux souffrances de l'exil, et se suicider ensuite pour se soustraire par un second crime au châtiment du premier.

Tandis que l'armée russe comblait le vide de ses cadres par l'enrôlement forcé des Polonais insoumis ou *amnistiés*, la Russie elle-même, ainsi que la Rome antique, *offrait* à sa victoire les dépouilles opimes des vaincus en s'appropriant les objets d'art ou d'antiquité qui pouvaient encore consoler les vaincus. A l'exception de quelques ouvrages de médecine, d'astronomie et de théologie, la bibliothèque de Varsovie, si riche en manuscrits rares et précieux, fut transportée à Saint-Pétersbourg. Le cabinet des estampes et des médailles éprouva le même sort. La suppression de l'université de Wilna et de la société philomathique de Varsovie, la suppression de toutes les institutions littéraires et scientifiques, des universités, des écoles militaires, des colléges de la Pologne, ou leur transfert dans d'autres villes, couronnèrent cette œuvre de spoliation et de destruction.

Dans ce grand naufrage de la nationalité polonaise, l'orthodoxie russe n'épargna point la religion catholique. Les oukases qui parurent pour restreindre ou pour en-

traver l'exercice de ce culte, professé par la grande majorité de la nation, prouvent qu'il était considéré comme un obstacle à l'incarnation de la Pologne dans l'élément russe.

Au milieu de ces calamités, aggravées par le zèle des courtisans, toujours prêts à dépasser la volonté du maître, la Pologne présentait un aspect de tristesse qu'elle cachait dans le cercle de plus en plus rétréci des relations sociales, car de la douleur publique on lui eût fait un crime de lèse-Russie. La police et l'espionnage en étaient venus à ce point de suspecter jusqu'aux regrets et aux larmes. Seuls les émigrés et les Polonais sujets de l'Autriche avaient conservé le triste privilége de porter publiquement le deuil de leur malheureuse patrie.

Mais de toutes les blessures faites au cœur des Polonais, la plus cruelle fut la persécution exercée contre la religion catholique romaine, base fondamentale de la nationalité polonaise. Le système adopté à cet égard avait pour but d'assurer le triomphe du culte gréco-russe; il a été poursuivi depuis avec une rare persévérance. Deux cents établissements religieux environ en Podolie, Lithuanie ou Volhynie, furent abolis et leurs biens confisqués. Un grand nombre d'ecclésiastiques, plusieurs prélats éminents, subirent les traitements les plus rigoureux. Les exécuteurs des hautes œuvres de l'orthodoxie moscovite joignirent plus d'une fois l'ironie à la cruauté, ainsi que le prouve la décision suivante rendue contre le vénérable abbé Sierocinski : « Considérant que le coupable est d'un âge très-avancé, il est condamné à la perte de ses titres de noblesse, de sa fortune, et à un bannissement perpétuel en Sibérie. » En écoutant cette sentence, le prêtre catholique leva les yeux au ciel et répondit : « J'en appelle à Dieu, notre maître à tous. » Le

prince rouman Sangusyko, déclaré déchu de toutes ses grandeurs, se vit condamné par un ordre suprême à faire à pied la route de la Sibérie. Le pieux chrétien se consola à cette pensée exprimée hautement, que le Sauveur des hommes avait aussi fait à pied la route du Calvaire. Enfin, entre autres oukases spéciaux, celui du 7-19 juillet 1832 assigna, à partir de cette époque, la moitié des églises au culte grec, et ordonna qu'à l'avenir toutes les fois qu'une église catholique tomberait en ruines elle serait immédiatement remplacée par une église grecque. Le peuple catholique se consola comme le prince Sangusyko, en disant : « Nos morts, plus heureux que nous, pourront du moins protester du fond de leurs cercueils contre une pareille profanation. » La légende elle-même protesta contre une mesure qui frappait le catholicisme polonais dans ses affections les plus sacrées. Le peuple racontait dans sa foi naïve, qu'à certaines heures de certains jours de l'année les trépassés se relevaient de leurs tombeaux pour pratiquer dans les églises fermées l'exercice d'un culte interdit aux vivants.

Tant d'atteintes portées au cœur de la nation proscrite enfantèrent une douleur profonde; quelques esprits seulement, plus vigoureusement trempés, ne désespérèrent pas d'affranchir leur pays du joug de fer sous lequel il gémissait; mais leurs tentatives, inspirées par un zèle irréfléchi, n'aboutirent qu'à faire resserrer davantage les liens de la domination en ajoutant de tristes pages au long martyrologe des victimes.

Cette persécution systématique est la première faute que l'empereur Nicolas ait commise depuis son avénement au trône; elle peut trouver son excuse dans les exigences de la politique, sa justification dans la révolte à main armée de la Pologne et dans le zèle exagéré de

ses agents, mais elle ne saurait trouver grâce devant les jugements inflexibles de l'histoire.

Le successeur d'Alexandre était mieux inspiré lorsque, par un oukase du 29 mars-10 avril, il consolidait les droits et les prérogatives des bourgeois des villes russes dans une série de dispositions dont l'histoire, impartiale au point de vue de l'éloge comme à celui du blâme, louera éternellement la sagesse. Ces dispositions tendaient à consolider, à faire prospérer de plus en plus un élément à peu près nouveau pour l'empire, le tiers état, qui, formant le trait d'union entre la noblesse et le peuple, devient l'instrument le plus actif de la prospérité des nations.

Pour se rendre un compte exact de l'importance de cette mesure, il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur l'ensemble du manifeste impérial :

« 1° Il est établi dans la subdivision des *habitants* des villes une nouvelle classe dont les membres porteront le titre de *bourgeois notables;*

» 2° Les prérogatives suivantes sont accordées aux *bourgeois notables :*

» L'exemption de la capitation, l'exemption du recrutement, l'exemption des punitions corporelles, le droit de prendre part aux élections de la propriété foncière dans la ville, et d'élection aux fonctions publiques communales de même rang que celles ouvertes aux négociants de la première guilde, etc., etc.

» Peuvent être admis dans la bourgeoisie notable :

» Ceux qui auront reçu d'une des universités russes soit un attestat favorable, soit un diplôme d'étudiant ou de candidat; les artistes de condition libre munis d'un attestat de l'Académie des beaux-arts constatant qu'ils y

ont fait un cours complet d'études ou subi des examens convenables, etc., etc. »

Comme on le voit, ces prérogatives impériales ouvraient au travail et à la probité une carrière d'émulation dans laquelle l'industrie active et le talent trouvaient les honneurs et les distinctions, justes récompenses d'un mérite reconnu.

En même temps que l'empereur Nicolas accordait une vie nouvelle aux parties militantes de ses peuples, il témoignait sa reconnaissance aux mutilés de ses armées fidèles, en fondant aux frais du cabinet impérial une colonie d'invalides près de Gatchina, entre Ingerbourg et la barrière de Mozine. Le but de cette fondation, qui devait porter le nom de slobode Pavlovskoïa, en l'honneur de l'empereur Paul Ier, était d'offrir un asile aux sous-officiers et soldats invalides de la garde ayant une famille et se trouvant, à l'époque de leur congé, dans l'impossibilité de s'établir au lieu de leur naissance.

Les maisons de cette colonie militaire furent construites de manière à contenir chacune deux familles; les jardins potagers qui les entouraient, et une portion de terrain propre à la récolte des grains et des fourrages, devaient pourvoir aux besoins matériels des familles. Chaque invalide reçut en outre une somme de 100 roubles pour frais d'installation, et la faculté de recueillir dans les bois et parcs de la commune des chablis pour son approvisionnement de chauffage.

Après la mort des invalides, leurs enfants héritaient seulement de leur mobilier; mais les veuves chargées d'enfants en bas âge pouvaient rester dans les maisons et jouir du produit des terres jusqu'à l'entrée de leurs fils dans les établissements militaires, ou jusqu'à ce que leurs filles eussent atteint l'âge de seize ans.

Ces actes de munificence furent accueillis avec une vive gratitude par l'armée.

La position des généraux et des officiers mutilés dans les combats devint également l'objet des sollicitudes de l'Empereur. D'après un nouveau règlement, rédigé par ses ordres et publié le 18-30 août, les généraux et officiers blessés sur les champs de bataille de manière à ne pouvoir plus servir, devaient recevoir des pensions proportionnées à l'élévation de leurs grades, savoir : un général d'infanterie ou de cavalerie, 6,000 roubles; un lieutenant général, 4,500 roubles; un général-major, 3,000 roubles; un colonel, 1,200 roubles; un lieutenant-colonel, 1,125 roubles; un major, 1,050 roubles; un capitaine, 975 roubles; un capitaine en second, 900 roubles; un lieutenant, 825 roubles; un sous-lieutenant, 750 roubles; un enseigne, 675 roubles. Une pension supplémentaire et proportionnelle était en outre allouée à ces officiers pour leurs frais de domestiques. Les médecins et les pharmaciens devaient, en cas de maladie, leur donner gratuitement les uns des soins, les autres les médicaments. Enfin, les villes où ils établiraient leur résidence étaient tenues de leur fournir le logement, le chauffage et l'éclairage.

La sollicitude constante de Nicolas pour les intérêts généraux de l'empire embrassait tous les rouages qui faisaient mouvoir l'immense machine dont il était à la fois le cœur, la tête et le bras. Les affaires litigieuses en fait de commerce, souffrant des lenteurs souvent inévitables dans les tribunaux ordinaires, réclamaient depuis longtemps la création de tribunaux de commerce. L'empereur Nicolas combla cette lacune en créant des tribunaux spéciaux dans les deux capitales et dans les villes où le commerce, par son importance et son éten-

due, rendait leur existence nécessaire. Ces tribunaux se composaient d'un président, de son adjoint et d'un nombre fixe de membres.

Mais c'est surtout dans l'intérieur de la famille que cette sollicitude active et de chaque jour se manifestait avec tout l'éclat d'une intelligence d'élite et d'un dévouement absolu. Le grand-duc héritier qui, d'après les lois de la nature et de la succession au sceptre de Pierre le Grand, devait continuer un jour sur le trône les œuvres de Nicolas, était l'objet de son attention particulière. Il avait distingué et choisi pour son gouverneur, alors que lui-même n'était encore que grand-duc, un simple officier de classe au corps des cadets, nommé Merder. Ce personnage, dont l'autorité devait exercer une grande influence sur le caractère et la vie d'un jeune prince réservé à de si hautes destinées, possédait toutes les qualités réclamées par l'importante mission qui lui était confiée. Il lui fut adjoint le célèbre poëte Joukovski, et en qualité de précepteur un Suisse né sous une infime mais heureuse étoile, M. Gille. L'harmonie parfaite qui régnait entre ces personnages unis par les liens de l'autorité morale devait produire d'excellents résultats dans l'éducation du jeune prince. Aussi les progrès qu'il fit dans toutes les branches des sciences humaines dépassèrent-ils les espérances, les exigences même de l'empereur Nicolas, aussi sévère envers ses fils au point de vue du devoir qu'il l'était envers lui-même, plus encore qu'il ne le fut jamais pour ceux qui ne lui appartenaient point directement par les liens du sang. A l'âge de douze ans, le grand-duc héritier passait pour l'un des princes les plus accomplis de l'Europe.

Son père surveillait lui-même son éducation, se rendant compte à certaines époques de l'année de ses tra-

vaux et de ses succès. C'était ordinairement pendant le carême qu'en présence de quelques rares privilégiés, le comte de Nesselrode, le prince Galitzin, Speransky et les membres de sa famille, l'Empereur procédait à l'examen du grand-duc héritier. Ces illustres personnages avaient également la faculté d'adresser des questions auxquelles le jeune prince répondait toujours avec une rare intelligence.

Un jour, c'était pendant le carême de 1832, après avoir passé en revue l'histoire des anciens peuples et celle des peuples modernes, étudiées sous la direction d'un juif converti, un nommé Liepmann, Speransky fit cette question au jeune Alexandre :

« Combien de Césars compte l'histoire romaine ?

— Autant que Notre-Seigneur a eu d'apôtres, *douze*, répliqua le prince.

— Parmi ces douze Césars, lequel prendriez-vous pour modèle ?

— Titus....

— Et vous, mon ami, demanda Speransky au jeune comte de Wielkorski, que l'Empereur, dans le but de stimuler l'émulation de son fils, lui avait donné pour compagnon d'étude et de jeu, auquel des douze Césars voudriez-vous ressembler ?

— A Marc-Aurèle.

— Maintenant, Monseigneur, ajouta l'examinateur, dites-nous pourquoi votre appréciation, différant de celle du comte, donne la préférence à Titus ?

— Parce que Titus a régné peu de temps.

— Expliquez-nous votre pensée.

— Qui sait si à la suite d'un plus long règne Titus, ébloui par les séductions de la puissance, fasciné par les prestiges de l'adulation, mal conseillé par les intrigues

des courtisans, n'eût pas commis les mêmes fautes, les mêmes crimes que ses prédécesseurs? Les débuts du règne de Néron ne présageaient point à Rome les malheurs qui plus tard ont pesé sur elle.

— Très-bien, mon enfant, très-bien! s'écria Nicolas; puis, interrogeant à son tour, il demanda :

— La Russie a-t-elle eu des princes dont la mémoire maudite rappelle celle de Néron?

— Oui, Sire, répondit carrément Alexandre.

— Comment s'appellent-ils?

— Ivan IV.

— Dis-nous rapidement les cruautés qui ont souillé son règne. »

Le prince décrivit à grands traits les principaux actes d'une vie qui par ses monstruosités avait mérité à l'un des prédécesseurs de son père le surnom de *Ivan le Terrible*.

Se tournant alors vers le professeur Liepmann, Nicolas lui dit : « Je vous remercie, Monsieur, d'avoir appris à mon fils l'histoire de son pays au point de vue de la vérité, et non point telle qu'elle a été falsifiée par certains auteurs.

» Un jour que Pierre le Grand se faisait lire une traduction de Puffendorf, il remarqua qu'on avait affaibli plusieurs passages sévères pour la Russie. Il ordonna aussitôt que le texte fût rétabli dans toute sa pureté, ne désirant pas que l'on flattât ses sujets aux dépens de leur instruction, mais voulant que l'on fît servir l'enseignement de l'histoire à la correction de leurs défauts.

» Ainsi que mon illustre prédécesseur, ajouta Nicolas, j'entends que mon fils apprenne dans l'histoire les exemples qu'il doit suivre et ceux qu'il doit éviter pour le bonheur des peuples qui lui seront un jour confiés. »

L'empereur Nicolas avait le sentiment du droit et la passion de la justice poussés parfois à des rigueurs inexorables. Nul coupable, si haut placé qu'il fût, ne pouvait échapper à sa main de fer; au contraire, à l'élévation du délit il mesurait la grandeur de la chute. L'amiral prévaricateur devenait matelot; le général concussionnaire était renvoyé comme simple soldat au Caucase; le noble déshonorant son blason était impitoyablement déchu de son rang et de ses priviléges. Combien d'exemples de ce genre, exemples négatifs pour une civilisation qui commence par où les autres finissent! Nous ne parlons ici que des grands, car le peuple, le vrai peuple, celui qui porte encore la barbe et le cafetan, celui qui n'a point cueilli le fruit avant qu'il fût mûr, le peuple comprenait son maître, il ne tremblait pas sous la main qui le protégeait, il la bénissait, parce que le gantelet d'acier de cette main ne retombait jamais que sur le front des grands prévaricateurs.

Cette inflexibilité, devant laquelle tout ployait, même les affinités du sang, témoigne une grande énergie de principes et une admirable noblesse de caractère. Ce que l'histoire blâmera dans les rigueurs implacables de l'autocrate à l'égard des conspirateurs et des rebelles trouve son excuse, sinon sa justification, dans les fatales conditions d'un souverain qui lutte pour la conservation d'un trône et d'une puissance dont il doit rendre compte à ses peuples, à ses propres descendants.

Mais en dehors de ce champ défriché par la main de ses prédécesseurs, le caractère de Nicolas retrouvait sa majestueuse harmonie. Dans les choses mêmes qui n'avaient de rapports directs qu'avec sa seule individualité, il se révélait par des actes qui accusaient plus

encore qu'un cœur d'or caché sous une écorce d'acier. Sa vie en fournit de nombreux exemples.

Quelques mois après la soumission de la Pologne, un Polonais affilié aux sociétés secrètes se rend à Saint-Pétersbourg avec l'intention bien arrêtée de venger sa patrie par l'assassinat de l'Empereur. A cet effet, se procurant une arme qui permît au bras du meurtrier de trouver à coup sûr l'endroit qu'il veut frapper, il s'approche du Czar au moment où celui-ci passait une revue de sa garde au champ de Mars. Il n'a qu'un pas, qu'un mouvement à faire pour arriver au cœur de sa victime, le poignard tremble déjà dans sa main; il va porter le coup mortel, lorsque tout à coup, fasciné par le regard majestueux de l'autocrate, par sa dignité imposante, il s'arrête, hésite, puis, comme entraîné par une force *irrésistible*, il s'éloigne à grands pas du champ de manœuvre. Sous l'impression de ses remords et voulant prévenir le retour d'une pensée fatale, car la passion de la vengeance est toujours dans son cœur, il court au bureau des étrangers pour y réclamer un passe-port. Aux questions d'une police ombrageuse s'étonnant qu'après avoir déclaré l'intention de rester quelque temps à Saint-Pétersbourg, il changeait si brusquement d'idée, il répondit qu'une raison sérieuse exigeait son départ immédiat.

« Vous en avez le droit, lui répondit l'expéditionnaire des passe-ports. Où comptez-vous aller en quittant Saint-Pétersbourg?

— A Jérusalem.

— Dans quel but?

— Dans un but de dévotion. »

Malgré l'assurance de ses réponses, son air inquiet, embarrassé, la pâleur de son front, éveillèrent des soup-

çons. « C'est bien, lui dit l'expéditionnaire, vous pourrez revenir dans deux heures, votre passe-port sera prêt. » Le Polonais n'avait pas dépassé la porte, qu'un employé courait prévenir la police générale du comte Orloff. Celui-ci envoya aussitôt un de ses agents au bureau des passe-ports, où, deux heures après en être sorti, le Polonais se présentait de nouveau pour y subir *encore* un interrogatoire. Pressé de questions, il se trouble, se contredit, et finit par avouer complétement le projet qui l'avait amené à Saint-Pétersbourg. Il fut aussitôt mis en état d'arrestation.

L'Empereur, prévenu de cet incident étrange, et devinant aux remords de cet homme, à son inexpérience dans le crime, que le fanatisme seul avait un instant égaré son cœur, sa raison peut-être, désira le voir et l'interroger. Le Polonais fut immédiatement amené devant l'Empereur. Rien chez lui ne révélait un assassin vulgaire. Son attitude était calme, ferme, mais respectueuse.

« Est-il vrai, lui demanda l'Empereur, que tu sois venu à Saint-Pétersbourg pour m'assassiner?

— C'est vrai, Sire.

— Quel est le sentiment qui a pu t'inspirer la pensée d'un semblable crime?

— L'amour de mon pays.

— La haine seule conçoit et perpètre de sanglants sacrifices.

— L'amour en politique est le synonyme de la vengeance. Or, c'est parce que j'aimais trop ma patrie que j'ai voulu la venger.

— De la position qu'elle s'est faite par sa faute, n'est-ce pas? Est-ce moi qui lui ai mis les armes à la main contre le droit et contre l'autorité? Est-ce moi qui

l'ai poussée à la révolte, d'abord dans la rue, puis sur les champs de bataille? Est-ce moi qui ai fermé son cœur à la voix de la clémence et du pardon? La Pologne a voulu détacher un fleuron de la couronne de Russie : gardien de cette couronne, j'ai dû la défendre. Qu'aurais-tu fait à ma place?...

— Vous êtes Russe, Sire.

— Et Polonais, puisque je suis roi de Pologne.

— Par droit de conquête, Sire.

— La conquête sanctionnée par la victoire devient une majesté.... » Il y eut alors entre les deux interlocuteurs un moment de silence. L'Empereur reprit :

« Qui t'a empêché de commettre un grand crime?

— Votre regard d'abord, Sire, puis la main d'un bon ange sans doute.

— Éprouves-tu du repentir?

— Oui, Sire, celui d'avoir osé concevoir la pensée d'un crime qu'heureusement je n'ai pas commis. N'importe, je suis coupable; ma vie vous appartient, et, sans vous demander une grâce que vous ne m'accorderiez pas, je vous la donne.

— Sans réserve?

— Oui, Sire.

— A ces conditions je l'accepte.... Tu vivras, mais dès demain tu repartiras pour Varsovie.

— Je suis prêt, Sire.

— Tu prendras du service dans mon armée en qualité de soldat, et comme, je n'en doute pas, tu es un homme de cœur, tu effaceras bientôt par ta conduite le souvenir d'un crime que je pardonne et oublie. »

Deux ans après, le Polonais était capitaine; plus tard il se distinguait au siége de Sébastopol. Il commande aujourd'hui un régiment en qualité de colonel.

Les anecdotes, nous l'avons dit, sont des coups de pinceau pour les portraits que l'histoire dessine en vue de la postérité; nous espérons que la gravité de l'histoire ne nous reprochera pas d'en avoir été prodigue. Les détails font toujours ressortir l'ensemble d'un beau modèle.

C'était par une de ces belles nuits boréales, si fréquentes en hiver à Saint-Pétersbourg; un incendie brûlait au ciel. L'Empereur, qui bien souvent voulait s'assurer par lui-même de l'ordre qui régnait dans sa capitale, passait devant un corps de garde. Regardant par une fenêtre ce qui se passait dans l'intérieur, il aperçut l'officier de service en tenue irréprochable, mais dormant tranquillement assis devant une table. Il avait le shako sur la tête, l'épée au côté, prêt à marcher au premier appel. Une feuille de papier, des plumes et une écritoire se trouvaient sur la table. L'Empereur fit signe à la sentinelle de le laisser entrer sans trahir son incognito. L'officier dormait toujours. Nicolas s'approcha de lui, et jetant un coup d'œil rapide sur le papier, il lut les lignes suivantes :

État de mes dépenses et de mes recettes.

Doit.	Roubles.
Logement.	000
Nourriture.	000
Chauffage	000
Dettes.	000
Pension alimentaire à ma mère. . .	000
TOTAL	000

Avoir.	Roubles.
Solde	000
Recette	000
Espérances.	000
RESTE DU	4,000

La preuve?

Qui payera cette somme?

Le sommeil interrompant sans doute la recherche de ce problème, l'officier de service s'était endormi tenant encore sa plume à la main.

L'Empereur, reconnaissant en lui l'un des meilleurs officiers de sa garde, plus riche de cœur que de fortune, écrivit au crayon sous la phrase interrogative Qui payera *cette* somme? NICOLAS.

Une ou deux heures après, l'officier se réveillant et cherchant la solution du problème interrompu, jeta un si grand cri de joie à la vue de la signature de l'Empereur que le poste entier accourut à sa voix. En homme d'esprit et de cœur, l'officier fit présenter les armes à la signature impériale. Le lendemain, une ordonnance du palais lui apporta les 4,000 roubles avec un billet de Nicolas lui recommandant de choisir mieux à l'avenir le temps et le lieu pour dormir, mais de continuer comme par le passé à servir son empereur et à prendre soin de sa mère.

Malgré son abord sévère et imposant, l'empereur Nicolas n'était pas l'ennemi des observations, surtout lorsqu'elles étaient dictées par l'esprit à une pensée juste. Quelque temps après avoir donné l'ordre aux officiers de certains régiments de porter la moustache, que

des règlements antérieurs prohibaient, Nicolas confia le commandement général des Cosaques au grand-duc héritier, trop jeune encore pour se conformer à la nouvelle ordonnance. A deux ou trois mois d'intervalle, l'Empereur rencontrant sur la Perspective un très-jeune officier de Cosaques dont la lèvre supérieure était vierge encore du duvet ordonnancé, s'approcha et lui dit :

« Tu ignores donc l'oukase que j'ai rendu au sujet des moustaches ?

— Je m'en suis réjoui l'un des premiers, Sire.

— Comment alors te trouves-tu en contravention?

— Par esprit d'imitation, Sire.

— Comment cela?

— Je ne peux suivre un meilleur exemple que celui de mon général : il ne porte pas de moustaches, je n'en porte point; mais je promets à Votre Majesté de m'en offrir une bonne paire lorsque celles de *mon général* auront poussé.

— Ce jour-là, répliqua l'Empereur, je veux que tu m'en apportes les étrennes.

— Je vous le promets, Sire. »

Le 13-25 octobre 1832, le canon de la forteresse apprit à Saint-Pétersbourg que la Providence venait de donner un nouveau fils à son empereur. Ce prince reçut le nom de Michel.

Pierre le Grand avait dit dans son fameux plan tracé pour l'agrandissement de son empire[1] : « Mon successeur devrait maintenir la Russie dans un état de guerre perpétuelle. » Sans le désirer, peut-être, Nicolas avait accepté ce legs. Les plaies de la guerre de Pologne saignaient encore, que la Russie eut à combattre de nouvelles insurrections. A l'autre extrémité de son empire,

[1] Voir les Documents historiques, n° 20.

les montagnards du Caucase et du Daghestan avaient repris les armes : Kasi-Moullah, l'un de leurs chefs les plus redoutables, s'empara de quelques villages, qu'il pilla, et se mesura avec les troupes russes, qui ne réussirent qu'avec peine à délivrer le Daghestan de cet audacieux chef de parti.

Kamsad-Beek, autre rebelle non moins fameux, lui succédant, souleva deux mille montagnards, à la tête desquels il envahit la province de Djary, et propagea la sédition chez les Lesghis. Ce partisan, après avoir intercepté toute communication avec la forteresse de Zakataly, menaçait les provinces de Yelcussi et de Scheki. Résolu de déjouer ses projets, le lieutenant général Rosen marcha contre lui et dispersa une première bande de mille insurgés. Il compléta la défaite de ces peuplades sauvages par une nouvelle victoire qui coûta la vie à Kasi-*Moullah*, tué dans le défilé inaccessible de Gimry.

Vérification faite de son bilan militaire, l'année 1832 fut heureuse pour l'empereur Nicolas. L'unité moscovite, menacée en Asie et en Europe sur les frontières de son propre territoire, était sortie victorieuse de cette double lutte : l'épée avait détruit en Pologne la faible barrière élevée par le congrès de Vienne entre le colosse russe et l'Europe occidentale, où la préoccupation produite par cet événement allait se compliquer encore par l'attitude que la Russie se proposait de prendre dans la guerre du pacha d'Égypte contre le sultan Mahmoud.

Seul entre tous les cabinets européens, celui de Saint-Pétersbourg s'était prononcé entre les deux parties belligérantes. Dès le mois de juin, il avait rappelé son consul général d'Alexandrie, preuve d'un bon vouloir pour le Divan dont celui-ci songea à profiter après la bataille de Koniéh. Dans la situation désespérée que lui avaient faite

les armes égyptiennes, il ne pouvait que recourir à l'assistance des nations chrétiennes. Déjà, il s'était adressé à l'Angleterre, mais le cabinet de Londres avait refusé de lui prêter son appui. Ce fut la plus vieille ennemie de l'empire ottoman, la puissance que la Porte pouvait à bon droit considérer comme la cause première de ses malheurs, la Russie enfin, qui vint la protéger par une intervention armée dans Constantinople avec autant de zèle que s'il se fût agi de ses propres intérêts.

La Russie agissait comme puissance auxiliaire, préservatrice ; mais l'Europe ne savait-elle pas que c'était sous ce masque qu'elle était autrefois intervenue dans les affaires de la Pologne, qu'elle venait de livrer aux serres de ses aigles ? De là s'explique cette méfiance universelle qui se manifesta, surtout en France et en Angleterre, au moment où ces aigles dirigeaient leurs ailes vers les riches contrées que Pierre le Grand avait recommandées à leur vol.

Ce fut à cette époque que l'empereur Nicolas prescrivit, par un rescrit au ministre des finances, d'inscrire au grand-livre des dettes de l'État un emprunt de 80 millions de francs, avec intérêt de 5 pour 100 et de 1 pour 100 d'amortissement. La maison Hope, d'Amsterdam, chargée de le réaliser, l'émit au taux de 84. Les souscriptions furent immédiatement remplies.

Nous passerons sur les détails du conflit turco-égyptien, qui, sans aucun doute, aurait ouvert Constantinople à l'heureux Ibrahim, libre, comme il le disait lui-même alors, d'aller faire boire son cheval dans les eaux de Scutari, si l'intervention russe ne fût arrivée à temps pour conserver à Mahmoud sa capitale, seul point important que les troupes égyptiennes eussent encore à occuper. Nous arriverons de suite aux conséquences de

cette grosse affaire, qui excita en Angleterre et en France une sensation telle que l'on put croire un instant à une rupture complète entre ces deux puissances et la Russie.

Tandis que le protectorat russe couvrait la capitale de l'empire ottoman et que l'armée égyptienne prenait une attitude de plus en plus menaçante, Ibrahim refusait de souscrire à un traité conclu entre l'amiral Roussin et la Porte, le premier secrétaire de l'ambassade de France, accompagné d'un officier du Sultan, partait le 18-30 mars pour le quartier général du pacha d'Égypte. Il était porteur d'un hatti-schérif par lequel le Grand Seigneur accordait à Ibrahim les quatre pachaliks de Syrie : Saint-Jean-d'Acre, Damas, Alep et Tripoli, avec leurs dépendances; il devait, en outre, employer toute son influence pour faire accepter ces concessions.

Les pourparlers durèrent quatre jours. Ibrahim consentit enfin à évacuer l'Asie Mineure, renonçant à toute autre prétention, mais réservant toutefois la question relative au district d'Adana, qui deviendrait l'objet d'une négociation ultérieure.

Sur ces entrefaites, le comte Orloff, muni des pouvoirs les plus étendus, soit en qualité d'ambassadeur extraordinaire, soit comme commandant en chef les armées de terre et de mer, arrivait à Constantinople en même temps que l'ambassadeur de la Grande-Bretagne débarquait dans cette capitale. De son côté, Ibrahim, qui n'avait plus de raisons pour retarder sa retraite, s'apprêtait à repasser le Taurus en présence de deux officiers, l'un Russe et l'autre Turc, envoyés à son camp pour surveiller et constater l'évacuation de l'Asie-Mineure par les troupes égyptiennes.

Ce fait accompli, l'occupation du territoire ottoman par l'armée russe, d'après la déclaration même du ca-

binet de Saint-Pétersbourg, n'avait plus sa raison d'être. Cette armée, fidèle à la parole du Czar, quitta la rade de Buïukdéré pour regagner les ports de la Russie; ce mouvement eut lieu le 29 juin-10 juillet.

Dès lors, la question orientale semblait être définitivement résolue, lorsque la découverte d'un traité conclu entre la Porte et la Russie vint raviver cette *question* menaçante pour l'équilibre de l'Europe, qui la considérait avec raison comme l'épée de Damoclès. Ce traité, négocié avec un profond mystère par le comte Orloff, et signé le 26 juin-8 juillet à Constantinople, constituait de la part de la Russie à l'égard de la Porte un protectorat dont la portée n'échappa point aux puissances occidentales. Aux termes de cette convention, les deux parties contractantes avaient formé une alliance défensive contre toute attaque extérieure ou intérieure, dont la durée était fixée à huit ans. Dans ce but, la Russie s'engageait à fournir au Divan toute l'assistance dont celui-ci pourrait avoir besoin, soit sur terre, soit sur mer. Par un article supplémentaire, la Porte s'engageait de son côté, le cas échéant, de fermer le détroit des Dardanelles aux vaisseaux de l'étranger.

Cette dernière clause fut généralement considérée comme la remise des clefs du Bosphore dans les mains de la Russie, dont les flottes, pouvant à leur gré déboucher désormais dans la Méditerranée et rentrer dans la mer Noire sans crainte d'y être poursuivies, auraient le privilége de porter la guerre chez les autres sans la redouter chez elles. Il y avait d'autre part trop de germes de perturbations en Turquie pour que les termes du traité qui les prévoyait ne parussent pas annihiler de fait l'indépendance politique de cette puissance. Aussi la froideur qu'avait laissée après elle la question polonaise

prit une tournure belliqueuse, surtout en Angleterre, dès que le traité du 8 juillet y fut connu. Indépendamment des efforts faits par les deux grandes puissances occidentales pour neutraliser ce traité, les gouvernements français et anglais adressèrent de vives représentations à celui de Saint-Pétersbourg.

La note du chargé d'affaires de la France se fit remarquer surtout par une énergie à laquelle la politique bâtarde de Louis-Philippe n'avait point habitué l'Europe. Elle était conçue en des termes qui ne laissaient aucun doute sur les intentions du cabinet des Tuileries d'adopter en dehors de ce traité la ligne de conduite que lui traceraient les circonstances, si, à une époque indéterminée, les stipulations du traité devaient produire une intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures de la Turquie. L'ambassadeur anglais à Constantinople remit une note conçue dans les mêmes termes à la Porte Ottomane.

La réponse que le comte de Nesselrode fit dans le courant du mois d'octobre à ces déclarations était habile : « Il ne pouvait comprendre, disait-il, les motifs des regrets manifestés par le gouvernement français et les objections auxquelles le traité du 8 juillet pouvait donner lieu. Le traité était uniquement défensif, et avait été conclu entre deux puissances indépendantes et dans la plénitude de leurs droits. Il n'attaquait en rien les intérêts des autres États. Cet acte changeait, à la vérité, la nature des rapports qui avaient existé jusqu'à ce jour entre la Porte et la Russie, mais il ne reconnaissait à personne le droit de suspecter un état de choses qui, entre les deux parties contractantes, faisait succéder des relations intimes à une longue inimitié ; en conséquence, ajoutait l'illustre diplomate, l'Empereur, mon

maître, guidé par les intentions les plus pures comme les plus désintéressées, est fermement résolu, le cas échéant, de remplir fidèlement les engagements stipulés, malgré les protestations du chargé d'affaires de la France, qu'il considérait d'ailleurs comme non avenues. »

Ainsi qu'on le voit à la nature de ces documents, la fameuse entente cordiale dont le gouvernement de *Louis-Philippe* poursuivait la chimère se traduisait par des explications pleines d'aigreur et d'animosité. Le rôle que le cabinet des Tuileries avait joué dans le drame de la révolution polonaise n'était point fait pour lui concilier les sympathies de l'empereur Nicolas, qui ne laissait échapper aucune occasion de prouver son mauvais vouloir pour ce qu'il appelait une usurpation de famille. Quoi qu'il en soit, la question d'Orient, si pleine d'orages, ne devait se vider les armes à la main que *beaucoup* plus tard.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE.

CHAPITRE TROISIÈME.

CHAPITRE QUATRIÈME.

CHAPITRE CINQUIÈME.

CHAPITRE SIXIÈME.

CHAPITRE SEPTIÈME.

CHAPITRE HUITIÈME.

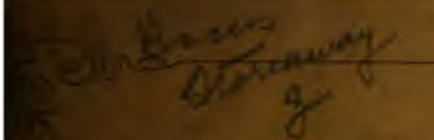
CHAPITRE NEUVIÈME.

CHAPITRE DIXIÈME.

CHAPITRE ONZIÈME.

CHAPITRE DOUZIÈME.

FIN DE LA TABLE.



HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE)

PAR

ALPHONSE BALLEYDIER

AUTEUR DE

L'HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE DU PEUPLE DE LYON,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DE ROME,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS D'AUTRICHE,
L'HISTOIRE DES GUERRES DE HONGRIE,
ROME ET PIE IX, ETC., ETC.

TOME SECOND.

2 vols.

PARIS

HENRI PLON, ÉDITEUR,

8, RUE GARANCIÈRE

1857

HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE).

TOME SECOND.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON,

IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR,

8, RUE GARANCIÈRE.

HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE)

PAR

ALPHONSE BALLEYDIER

AUTEUR DE

L'HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE DU PEUPLE DE LYON,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DE ROME,
L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS D'AUTRICHE,
L'HISTOIRE DES GUERRES DE HONGRIE,
ROME ET PIE IX, ETC., ETC.

TOME SECOND.



PARIS

HENRI PLON, ÉDITEUR,

8, RUE GARANCIÈRE.

1857

[illegible] B. Landfield

HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NICOLAS

(TRENTE ANNÉES DE RÈGNE)

CHAPITRE TREIZIÈME.

Nouvelle levée de boucliers en Pologne. — La Pologne est mise en état de siége. — Rigueurs de la répression. — Politique plus conciliatrice. — Congrès des souverains du Nord. — Disette et famine. — Leçon donnée par Nicolas à un accapareur. — Belle réparation. — L'acteur Vernet. — Un commis voyageur en contravention. — Une nièce improvisée. — Plan de vie de l'Empereur. — Sage économie. — Un cocher de drosky désintéressé. — Nombres fatals. — Le cabinet de l'empereur de toutes les Russies. — Parallèles. — Un fumeur malencontreux. — Portrait de l'empereur Nicolas à la plus belle époque de son règne. — Majorité du grand-duc héritier. — Mort du gouverneur du grand-duc héritier. — Augmentation du traitement des fonctionnaires publics. — Étrennes du propriétaire du palais d'hiver. — Politique nationale. — Entraves apportées aux voyages. — Situation politique de la Pologne. — Abus de pouvoir. — La statue de Sobieski. — Fameuse allocution de l'Empereur. — Impression produite en Europe par ce document. — Parades militaires de Kalisch. — Voyage de l'empereur Nicolas à l'étranger. — Question du Danube.

Tandis que l'attention de l'Europe se concentrait tout entière en Orient, la Pologne vaincue, mais non moralement pacifiée, favorisait en secret les imprudentes impatiences d'un certain nombre d'officiers revenus dans leur pays pour rêver de folles entreprises et se jeter de nouveau dans de funestes aventures.

Malgré les sanglantes leçons du passé, croyant que l'audace suffisait seule à la fortune des combats, ces

jeunes officiers s'élancèrent tout à coup des forêts où ils s'étaient organisés en bandes; ils soulevèrent quelques districts, surprirent et taillèrent en pièces quelques détachements isolés, et se proclamèrent les libérateurs de leur patrie. Ces premiers succès n'eurent pas une longue durée. Les Russes arrivèrent en force, et les insurgés furent tous ou dispersés ou faits prisonniers. Ce dénoûment était prévu, les conséquences en furent désastreuses. Les rigueurs dont le gouvernement impérial commençait à se relâcher reprirent une nouvelle intensité. Les mesures impitoyables remplacèrent celles de la clémence, et se façonnant à l'esprit révolutionnaire de la nation effervescente, elles devinrent, comme lui, systématiques.

A cette nouvelle et déplorable levée de boucliers l'empereur Nicolas répondit par une ordonnance impériale du 23 avril-5 mai, qui mettait la Pologne tout entière en état de siége, et renvoyait devant un conseil de guerre tous les insurgés pris les armes à la main. Ces conseils ne se contentèrent pas de sévir contre ceux qui avaient figuré dans les derniers mouvements, mais, dépassant comme toujours la pensée du maître, ils recherchèrent avec la plus grande sévérité les parents et les amis des individus compromis pour leur faire subir, en attendant un jugement, les rigueurs d'une détention préventive.

Cependant, au milieu de la consternation où ces folles entreprises avaient encore une fois jeté la malheureuse Pologne, Nicolas, adoptant un système que les exigences d'une politique inflexible avaient jusqu'à ce jour éloigné de son cœur, rendit à la liberté les généraux, les officiers et employés militaires de l'ancienne armée polonaise, retenus en Russie comme prisonniers de guerre. Quinze individus seulement furent exclus des bénéfices de cette

amnistie. Le trésor impérial pourvut aux frais du retour des autres dans leur patrie. Ce premier acte de clémence produisit une heureuse impression en Pologne, qui put dès lors entrevoir de la part de Nicolas l'intention de se concilier les affections du peuple polonais par une politique plus conciliatrice.

Sur ces entrefaites, un congrès des souverains du Nord, réunis mystérieusement en Autriche, réveilla de nouveau les susceptibilités de l'Europe occidentale en attirant son attention dans le domaine sans horizon des conjectures. Le roi de Prusse, quittant tout à coup sa capitale, se rendit à Tœplitz en Bohême, et se rencontra, le 14 août, avec l'empereur d'Autriche au château de Thérésienstadt. La présence du prince de Metternich, celle de M. Ancillon et de plusieurs diplomates étrangers, donnèrent à cette réunion de têtes couronnées la valeur d'un événement politique.

Quelques jours après, l'empereur Nicolas s'embarqua à Cronstadt dans le dessein d'aborder à Stettin; mais, surpris par une de ces affreuses tempêtes si fréquentes dans la Baltique, le vaisseau qu'il montait fut jeté dans un port voisin de Revel. Telle fut la violence de ce cataclysme maritime, dont les effets se firent ressentir jusqu'à Saint-Pétersbourg, que la capitale conçut les plus vives inquiétudes pour la vie de son empereur. Informé de ces bruits qui pouvaient avoir de graves résultats, Nicolas, retournant sur ses pas, revint immédiatement rassurer son peuple et sa famille plongés effectivement dans de cruelles appréhensions. Après avoir ainsi fait acte d'existence, il monta en voiture et franchit avec une surprenante rapidité les deux cent vingt lieues d'Allemagne qui le séparaient de Schwedt sur l'Oder, où il était attendu par le roi de Prusse. Il y resta quatre jours

en conférence; de là, précédé par le comte de Nesselrode, il repartit pour Munchen-Graetz, où l'empereur d'Autriche lui avait donné rendez-vous. Cette entrevue, à laquelle assista le prince royal de Prusse, dura huit jours; il en fallait moins pour donner matière aux suppositions les plus contradictoires.

Il était évident que ce mouvement extraordinaire de princes, de ministres, de diplomates, avait un but plus important que celui de simples visites d'étiquette. Les nuages qui, depuis le ciel de l'Orient, projetaient leurs ombres sur les affaires de la Belgique, de la Suisse, de l'Espagne, de la Pologne, de la Confédération germanique, travaillées par les tendances extra-libérales, ouvraient un vaste champ aux hypothèses. Les actes les plus importants qui transpirèrent hors du cercle des têtes couronnées et de leurs premiers ministres furent: premièrement, la résolution d'assembler à Vienne en 1834 un congrès de tous les ministres des divers États de la Confédération germanique, dans le but de délibérer sur les réformes et les modifications que l'expérience des dernières années avait fait juger indispensables aux cabinets de Vienne et de Berlin; secondement, la signature d'un traité par lequel les empereurs de Russie, d'Autriche et le roi de Prusse, prenant en considération leur intérêt égal au maintien de la tranquillité et de l'ordre existant dans les provinces polonaises soumises à leur souveraineté, s'engageaient réciproquement à se livrer les habitants de ces provinces qui seraient accusés de haute trahison, de lèse-majesté, de complot et de révolte à main armée contre la sûreté du trône et du gouvernement. Les stipulations de ce traité furent publiées simultanément dans les trois États.

Le choléra avait disparu du territoire de l'empire;

mais un autre fléau non moins terrible, celui de la disette, s'annonçait sous les apparences les plus sinistres. Ces apparences se réalisèrent d'une manière si déplorable que la famine éclata bientôt, même dans les contrées réputées les plus fertiles de la Russie. Les récoltes, brûlées par les sécheresses extraordinaires de l'été, étaient complétement anéanties. Dans cet état de choses, l'empereur Nicolas, dont l'âme forte semblait grandir encore dans les circonstances difficiles, mesurant froidement l'étendue du mal, s'apprêta à le combattre comme il avait combattu le choléra. Il commença par assigner des sommes considérables prélevées sur le trésor pour l'ensemencement des terres; puis, pour assurer le présent, ainsi qu'il venait de le faire pour l'avenir, il autorisa l'importation en franchise des grains par tous les ports et toutes les frontières de l'empire; il suspendit la levée des recrues et le recouvrement des impôts; il ajourna à trois années les payements dus sur les emprunts des particuliers à des établissements de crédit; il augmenta dans les provinces les plus ravagées la somme des travaux publics; enfin il ordonna de délivrer gratuitement des passe-ports à toutes les personnes qui voudraient aller chercher ailleurs des moyens d'existence, et de changer les cantonnements des troupes, afin de diminuer la consommation des subsistances là où elles se trouvaient.

A l'importance de ces mesures destinées à y remédier, on peut juger de la profondeur du mal. Les populations désespérées en étaient venues à disputer aux animaux les racines dont ils se nourrissaient. La faim, aussi terrible, quoique moins prompte dans ses colères, que le choléra, décimait les habitants et les bestiaux. Aux environs d'Odessa, le grenier de l'Occident, il y

avait des villages entiers abandonnés : à peine voyait-on çà et là sur le seuil d'une porte un vieillard au front livide, à l'œil terne, aux joues ravagées, plus encore par la souffrance que par l'âge, et attendant que Dieu mettant fin à ses jours le prît en pitié. Le lait tarit dans le sein desséché des mères faute de nourriture : aux sources de la vie les enfants étiolés trouvaient la mort. La faim, partout la faim, avec sa lugubre escorte de misère, se promenait sur la surface de l'empire : c'était un spectacle horrible à voir! On vit éclore alors de sublimes dévouements, d'immenses sacrifices, de pieuses abnégations. Les seigneurs ne voyant plus dans leurs serfs que des frères malheureux, partageaient généreusement avec eux la part du pain prélevé sur leur table en détresse. A défaut du pain matériel qui leur manquait à eux-mêmes, les prêtres de toutes les religions répandaient en abondance celui de la vie éternelle, ils consolaient du moins ceux qu'ils ne pouvaient sauver. Mais à côté de ces beaux exemples de charité, l'on vit aussi des actes d'une cupidité désespérante pour l'humanité. Des hommes sans cœur et sans nom spéculant sur la misère publique, convertirent en or dans le creuset des accaparements les larmes et le sang du peuple. Les grains avaient dépassé près de vingt fois le prix de leur valeur ordinaire.

L'empereur Nicolas, tout en respectant la liberté individuelle du commerce, donna dans ces circonstances plus d'une leçon sévère aux traficants des douleurs humaines. Ayant appris qu'un de ces avides spéculateurs avait taxé à des prix exorbitants les richesses alimentaires enfouies dans ses magasins par une prévoyance habilement calculée, il lui fit demander par un de ses aides de camp les motifs de l'exagération de sa taxe :

« Les grains que je possède m'ont coûté si cher, répondit le marchand accapareur, que je ne puis les livrer à moins sans perte.

— Dans ce cas, ajouta l'Empereur, je ne veux pas que ce brave homme se ruine. J'exige donc que pas une mesure de blé ne sorte de ses magasins à un prix inférieur à celui qu'il a fixé lui-même. »

Et au même instant, il donna l'ordre que les farines déposées en réserve dans les magasins de la couronne fussent vendues en détail au prix de leur acquisition. En moins d'un an, l'accapareur avait réalisé.... 420,000 francs de perte.

Pour faire diversion au triste tableau de deuil que nous avons esquissé au vol de notre plume, revenons au sujet principal de cette histoire. Examinons par des faits particuliers jusqu'à quel point se trouve justifié le prestige que l'empereur Nicolas exerçait sur ses sujets. Ce respect porté jusqu'à l'adoration faisait de cet empereur non pas seulement un maître, un père, mais un dieu.

De toutes les vertus qui constituent la véritable grandeur d'âme des hommes illustres immortalisés par l'histoire, il en est une qui se recommande plus particulièrement à l'admiration, c'est le sentiment de justice qui dicte aux natures d'élite l'aveu de leurs fautes et leur inspire le désir de la réparation. Ce sentiment si rare frappe davantage encore l'imagination, lorsqu'il se révèle chez un prince habitué à commander en maître absolu. Nicolas possédait cette vertu au suprême degré, elle faisait relief pour ainsi dire à son noble caractère et ajoutait une majesté morale à la majesté de sa figure, rehaussée par la force de volonté qu'il puisait dans la conviction des grandes destinées confiées à sa puissance souveraine. L'une des préoccupations constantes de sa

vie était de doter l'empire d'une forte armée, qui, par sa puissante organisation et son instruction, fût le digne dépositaire de l'honneur national et la représentation vivante des intérêts du pays; à cette pensée il rapportait toute la fougue de sa nature énergique. De là, ses impatiences et ses emportements, lorsque dans une manœuvre militaire une faute partielle, un faux mouvement venaient à en altérer l'ensemble.

Un jour, à l'époque des exercices annuels de la garde impériale dans les environs de Tsarskoé-Sélo, Nicolas envoya son aide de camp, le prince Radziwill, porter l'ordre au général Penchergewsky, chef de la deuxième division légère, de charger l'ennemi supposé, en dépassant avec ses troupes le flanc droit de l'artillerie en position. Le prince Radziwill, soit qu'il eût mal compris ou mal interprété cet ordre, le transmit à faux au général Penchergewsky, qui, contrairement aux intentions de l'Empereur, déploya sa division à la gauche de l'artillerie. Furieux, Nicolas lança son cheval dans la direction de ce général et lui reprocha en termes d'une violence extrême cette fausse manœuvre.

« Vous ne connaissez donc pas votre métier? lui dit-il. Vous devriez retourner à l'école. »

Le général, offensé publiquement, répondit qu'il s'était conformé aux ordres reçus.

« De qui tenez-vous ces ordres? » reprit l'Empereur, de plus en plus exaspéré.

Le général Penchergewsky ne voulant pas faire éclater sur le prince Radziwill l'orage qui grondait sur sa tête, répondit qu'il l'avait oublié.

« Comme votre métier, répliqua Nicolas. Vous devriez avoir honte de forfaire à la vérité. » Et il lui tourna brusquement le dos.

Le soir même le prince Radziwill se présenta devant l'Empereur, et lui dit :

« Je n'ai pu venir à vous plus tôt, Sire, pour remplir un devoir rigoureux auprès de Votre Majesté.

— De quoi s'agit-il?

— Le général que vous avez réprimandé ce matin n'est pas coupable.

— Qui donc l'est à sa place?

— Celui qui lui a mal transmis l'ordre de Votre Majesté. Le véritable coupable, Sire, c'est moi.

— J'apprécie votre loyale franchise, répliqua l'Empereur; mais une faute a été commise, elle doit être expiée : vous n'ignorez pas que vous méritez les arrêts. Demain matin vous ferez rassembler les chefs de corps devant ma tente, et vous aurez soin de vous trouver avec eux... Allez. »

Le lendemain, Nicolas, sortant à l'heure indiquée, trouva réunis devant sa tente tous les généraux et les officiers supérieurs de la garde. Son front était soucieux. « Je vous ai fait rassembler ici, messieurs, leur dit-il, pour remplir un devoir de loyale et bonne justice. On se plaît à dire que je suis un grand homme; les flatteurs et les courtisans me posent de mon vivant sur un piédestal que je ne mérite point. Malgré moi, je le sais, mais je n'en suis pas moins répréhensible, j'ai des mouvements d'irritation, des intempérances de caractère que j'aurais pu réprimer, si, dans ma première enfance, ma mère avait su modérer mon ardente nature. Souvent les impressions que je subis me rendent injuste; je l'ai été hier envers un brave officier que j'aime et que j'estime. Général Penchergewsky, approchez... »

Le général fit trois pas en avant. L'Empereur reprit :

« Hier, je vous ai offensé publiquement; je vous fais mes excuses devant tous, me pardonnez-vous? »

Penchergewsky, profondément ému, inclina sa tête pour dérober aux regards une larme peut-être.... « Sur mon cœur! » s'écria Nicolas; et, l'attirant dans ses bras, il le serra sur sa poitrine. Se tournant ensuite vers le prince Radziwill, il l'embrassa, disant : « Je n'oublierai jamais l'occasion que vous m'avez offerte d'avouer mes torts et de faire une juste réparation au brave et digne général Penchergewsky.

L'exécution du grand œuvre que Nicolas avait conçu dès son avénement au trône, et qui avec les années devenait toujours plus net à ses yeux, le maintenait dans cette activité dévorante qui de l'autocrate de Russie faisait l'homme le plus occupé de son empire. Afin de pouvoir porter dans tous ses détails l'immense fardeau des affaires de l'État, il observait rigoureusement le règlement de vie qu'il s'était tracé, et duquel il ne déviait jamais que sous le coup d'une force majeure.

Il se levait régulièrement à sept heures en toute saison, et prenait une douche d'eau froide au moyen d'un appareil dressé dans une armoire de son appartement. Après cette opération, il jetait sur ses épaules un vieux pardessus militaire qui lui servait de robe de chambre, et préparait le travail du jour; puis il prenait une tasse de café noir. De huit à neuf heures, en été comme en hiver, par tous les temps et toujours en habit militaire, il faisait une promenade autour du palais. Il ne quittait jamais l'uniforme. Tout ce qu'il se permettait dans son cabinet ou dans l'intérieur de sa famille, c'était d'en ôter les lourdes épaulettes et de dégrafer le col. A neuf heures il recevait ses ministres; à dix heures il allait saluer l'Impératrice, embrasser ses enfants et passer

quelques minutes dans le cercle de sa famille. Fidèle à cette maxime des rois de France, « l'exactitude est la politesse des princes, » il ne se faisait jamais attendre, même d'une minute, quand il avait assigné un rendez-vous; mais, plus indulgent pour les autres que pour lui-même, il accordait cinq minutes en cas de retard. A deux heures, lorsque toutes les affaires courantes étaient expédiées dans le palais, il sortait en drosky l'été, en traîneau l'hiver, le plus souvent à pied. Sa première visite était d'ordinaire, dans les dernières années de son règne, pour la grande-duchesse Marie, sa fille de prédilection. Il marchait presque toujours seul, coiffé habituellement du casque de sa garde et enveloppé du vaste manteau gris porté par les officiers. Il marchait droit devant lui, mais son regard perçant ne perdait rien de ce qui se passait autour de lui sur les chaussées ou sur les trottoirs. Tous les promeneurs le saluaient, et il rendait le salut à tous, mais il préférait que l'on passât son chemin sans faire attention à lui. Nul n'avait le droit, sous peine d'être mis en prison, d'aborder l'Empereur et de lui présenter un placet dans la rue. Quelquefois il prenait lui-même une initiative qui n'était pas toujours sans danger pour le privilégié.

Un jour, rencontrant sur la perspective l'acteur Vernet, attaché au théâtre français de la place Michel, il l'aborda, se mit à causer sans façon avec lui pendant cinq minutes, et le quitta pour continuer sa promenade. Vernet se disposait à poursuivre la sienne, lorsque des agents de police l'arrêtèrent, et le conduisirent, malgré ses protestations, en prison pour avoir parlé à Sa Majesté.

Il y avait ce soir-là une représentation à bénéfice au théâtre Michel; suivant son habitude, la cour devait y

assister, et Vernet était chargé d'un rôle principal dans la première pièce. L'heure du spectacle arrive, la chambrée est complète ; l'Empereur est depuis cinq minutes dans sa loge, il regarde sa montre qui marche, puis le rideau qui ne se lève pas. Dix minutes s'écoulent encore. L'impatience du public, calculée sur celle de Nicolas, se traduit par des signes non équivoques, enfin la toile se lève.... Le régisseur s'approche de la rampe, et déclare que la première pièce ne peut être jouée, attendu que l'acteur Vernet n'a point paru au théâtre.

Qu'est-il donc devenu? A cette question que chacun se fait tout bas, l'Empereur mande auprès de lui le grand maître de la police, et lui dit quelques mots à l'oreille. Celui-ci part aussitôt, et revient un quart d'heure après avec le prisonnier libéré. Jamais l'artiste ne joua avec plus d'entrain. Le public, qui ignorait encore sa mésaventure, le couvrit d'applaudissements, dont Nicolas le premier donna le signal.

Quelques jours après, Nicolas rencontrant dans son chemin Vernet et se disposant à l'aborder, celui-ci le retint à distance par ces mots : « Sire, ne m'approchez pas ; vous allez me compromettre. »

Cependant il est des cas où les prévenances impériales sont loin d'avoir des résultats aussi fâcheux. Le trait suivant en est une preuve. Il est expressément défendu de fumer dans les rues de Saint-Pétersbourg. L'empereur Nicolas avait une telle aversion pour les fumeurs, que la fumée d'un cigare lui semblait un crime de lèse-odorat.

Un jeune Français, récemment débarqué des bords de la Garonne sur les rives de la Néva, se promenait un jour de grand matin sur la perspective en compagnie d'un panatella, qui avait pour lui tous les attraits du

fruit défendu. La perspective de Nevsky était déserte et silencieuse : à cette heure matinale notre flâneur ne craignait point d'être surpris en contravention, lorsque tout à coup il fut abordé par un officier qui lui dit :

« Il paraît, monsieur, que vous ignorez les règlements de la police au sujet des fumeurs.

— J'ai trop de respect pour la vérité pour vous répondre affirmativement, répliqua le fumeur en envoyant une vigoureuse bouffée de tabac au nez de son interlocuteur.

— Alors pourquoi fumez-vous? répondit à son tour l'officier.

— Pour me désennuyer et passer le temps, qui dans *votre chien de pays,* soit dit sans vous offenser, me paraît passablement long.

— Sans commettre une indiscrétion, pourrait-on savoir alors ce qui vous retient?

— Ce sont mes affaires.

— Monsieur est négociant sans doute?

— En vin ou en *vain,* comme vous le désirerez, car les temps sont durs : vos grands seigneurs ont le mauvais goût de ne boire que du champagne, et je n'ai que du bordeaux à leur offrir, aussi depuis mon arrivée jusqu'à ce jour j'ai fait *chou blanc,* quoique ce légume, cher à tout bon estomac russe, ne figure pas sur la carte de mes.... prix courants. »

Devisant ainsi, le commis voyageur et l'officier cheminaient l'un près de l'autre sur le trottoir de la perspective de Nevsky dans la direction du palais d'hiver.

« Vous me faites l'effet d'un bon diable, mon officier, lui dit le voyageur; me permettrez-vous, pour faire plus ample connaissance, de vous offrir un cigare? je vous préviens qu'ils sont excellents : de vrais *chicocandars.*

— Je vous remercie mille fois; je ne fume jamais.

— Ah çà! mon brave, seriez-vous par hasard un grenadier de la vierge Marie?... Fameux régiment, sur mon honneur, si tous les camarades vous ressemblent.

— En ma qualité d'officier, je ne puis enfreindre les ordres de Sa Majesté. L'empereur Nicolas est sévère sur le chapitre de la discipline.

— Sa Majesté! s'écria le voyageur en riant; Sa Majesté se fiche pas mal de vous et de moi; elle dort encore à cette heure. Allons, acceptez ce havane, enflammez-vous, fumez, et l'empereur Nicolas n'en saura rien; d'ailleurs je prends tout sur moi. »

L'officier persista dans son refus.

« A propos, mon brave, reprit le Bordelais, connaissez-vous Nicolas?

— Qui ne le connaît pas?

— Le voyez-vous souvent?

— Tous les jours, pour affaires de service.

— Tous les jours?

— Sans doute, puisque la nature de mes fonctions m'attache on ne peut plus près de sa personne.

— Et chaque jour vous pouvez lui parler?

— Comme je vous parle en ce moment.

— Ah çà, mon capitaine, ne *blaguons* pas; ce que vous me dites là n'est pas une *balançoire?*

— Un officier qui se respecte ne ment jamais.

— Eh bien, puisque vous connaissez Nicolas, dites-le-moi franchement, est-ce un bon *zig?*

— Voilà un mot que je ne comprends pas.

— Un bon zig signifie un bon enfant; or, je vous le demande, votre empereur mérite-t-il l'application? »

L'officier, que la gaieté toute française du voyageur amusait, répondit :

« L'Empereur est d'une telle sévérité pour moi, que je ne puis répondre à votre question.

— Je comprends. Vous l'aimez peu, vous ne l'aimez guère, vous ne l'aimez pas, comme dit la chanson.... Tant pis, car je vous aurais prié de me rendre un service.

— Lequel?

— Celui de lui faire parvenir la carte de mes prix courants. Mes crus sont excellents, mes prix modérés, deux excellentes recommandations qui remplacent avec avantage celles que je n'ai point.

— Je puis faire mieux encore pour vous.

— Serait-ce possible, *mon colonel?*

— Je puis vous présenter au maître d'hôtel de Sa Majesté.

— Quand cela?

— Demain matin, si vous le désirez.

— A quelle heure?

— A dix heures précises.

— Où?

— Au palais d'hiver; je vous attendrai devant la grande porte, mais soyez exact.

— C'est convenu, *mon général,* j'apporterai des échantillons, et si j'obtiens une commande, comme je l'espère, nous nous *flanquerons une culotte soignée* au restaurant Dussaut, nous nous griserons à la santé de l'Empereur. »

Sur ces entrefaites, les deux promeneurs étaient arrivés sur la place du palais d'hiver.

« Faites-moi le plaisir de jeter votre cigare, dit l'officier au Bordelais, car les hommes de garde au palais pourraient nous voir et me considérer comme complice de votre contravention.

— Bien volontiers, » répondit le fumeur; et joignant le geste à la parole, il lança dans l'espace le bout de son cigare enflammé.

L'officier regarda sa montre; elle marquait huit heures.

« Pardonnez-moi, dit-il, si je suis forcé de vous quitter; mon service me réclame. Nous nous reverrons demain, si vous n'oubliez pas notre rendez-vous.

— Je serai exact; vous pouvez y compter. Adieu, *mon général.* »

L'officier disparut dans la cour du palais, et le voyageur rentra à son hôtel en disant : « Quel honneur, si je pouvais écrire sur mon carnet d'ordres le nom de Sa Majesté l'empereur Nicolas, autocrate de Russie, roi de Pologne, etc. »

Le lendemain à dix heures il trouva sa connaissance de la veille se promenant de long en large devant la porte du palais.

« Eh bien, mon brave, lui demanda-t-il après avoir échangé une cordiale poignée de main, que dois-je espérer?

— La commande que je vous ai promise hier, répondit l'officier. Venez; Sa Majesté, prévenue de votre visite, vous recevra elle-même. »

Un instant après le Bordelais se trouva dans une pièce modestement meublée et n'indiquant en rien la magnificence d'une demeure impériale.

« Cet appartement, s'écria-t-il, est donc le *bazar* de celui qui tient dans ses mains les destinées de soixante millions d'hommes? ma foi, mon brave, vous conviendrez avec moi que votre empereur n'est pas difficile. »

L'officier sourit et lui demanda s'il avait apporté son carnet.

« Le voici, » répondit le voyageur.

L'officier le prit, le feuilleta pour la forme, et écrivit sur une page vierge encore une importante commande, au bas de laquelle il signa : *Nicolas*.

— Que vois-je, ô mon Dieu! s'écria le commis voyageur en s'inclinant devant l'officier,... vous... Votre Majesté serait...

— L'Empereur, heureux d'avoir pu vous rendre le service que vous avez demandé hier au capitaine Nicolas.

— Cette signature, ajouta le voyageur en la portant à ses lèvres, fera ma fortune...

— A mon tour, répliqua l'Empereur, j'ai une grâce à vous demander, monsieur.

— Oh! parlez, Sire.

— La première, de ne plus fumer dans les rues de Saint-Pétersbourg. — Les Français ne doivent donner que de bons exemples. . . . .
. . . . »

Un autre jour, c'était pendant le carnaval, l'immense place qui s'étend du palais d'hiver à celui du sénat était couverte, selon l'usage traditionnel à cette époque de l'année, de montagnes russes, de baraques de saltimbanques, de théâtres forains, de tout ce qui forme les *katchélis* si chers au peuple de Saint-Pétersbourg. Aussi le peuple tout entier se trouvait-il sur cette place, frottant ses peaux de mouton aux riches fourrures de la noblesse et de la cour, qui, elles aussi, étaient venues prendre leur part de la liesse populaire. La foule était si compacte, que les traîneaux, dont la marche est si rapide d'ordinaire, semblaient paralysés par la crainte des accidents... L'un d'entre eux venait de sortir du palais d'hiver : — tous les fronts se découvraient à son passage,

car il portait la fortune de la Russie : l'empereur Nicolas venait se réjouir à la joie de son peuple. — Tous les traîneaux lui faisant place, le traîneau impérial se trouva bientôt à la tête de la file... Il avait à peine dépassé l'église de Saint-Isaac, qu'une petite fille de huit à dix ans, perçant la foule au risque de se faire écraser, s'élança de son côté et se cramponna derrière le traîneau en disant : « Je t'en prie, mon oncle, fais-moi voir les katchélis.

— Volontiers, mon enfant, » lui répondit l'Empereur; et la soulevant dans ses bras, il la déposa près de lui, sur un riche tapis de fourrure. L'enfant était aux anges.... « Oh! que tu es bon, mon oncle, disait-elle, grâce à toi, je verrai donc les katchélis que Batauschka (mon père) n'a jamais voulu montrer à sa petite fille.

— Comment t'appelles-tu?

— Nadine...

— C'est un nom joli comme toi... » La petite fille en effet était charmante de visage et d'esprit; c'était un plaisir de la voir s'entretenir familièrement avec l'Empereur, qui se plaisait à l'accabler de questions auxquelles celle-ci répondait par de fines saillies. Tous les promeneurs étaient ravis : — les hommes applaudissaient, les mères enviaient pour les leurs le sort de la petite fille, qui ne comprenait nullement le bonheur du sien.

Après avoir bien montré à Nadine les katchélis tant désirés, l'Empereur lui dit : « Maintenant que tu connais ton oncle, veux-tu faire la connaissance de ta tante?

— Je ne demande pas mieux, si elle est aussi bonne que vous êtes bon...

— Tu en jugeras, viens... » Et il se dirigea avec elle vers le palais. « Où me conduisez-vous donc ainsi?

lui demanda Nadine en passant sous la porte cochère du palais.

— Chez ta tante... Regardez, dit l'Empereur à l'Impératrice en lui présentant l'enfant... je vous amène une nièce que vous ne connaissez pas. » Alexandra, enchantée de l'aventure, mit l'enfant sur ses genoux et la questionna : c'était l'aînée des filles d'un modeste employé. L'Impératrice, ravie de ses heureuses dispositions, l'adopta et la fit placer aussitôt dans un établissement de la couronne pour y être élevée à ses frais. Son bon oncle l'Empereur s'est chargé de son avenir.

Tel était l'empereur Nicolas : merveilleux contraste de tendresse et de sévérité, doux parfois comme la miséricorde de Dieu, et implacable d'autres fois comme la fatalité antique, un père et en même temps un juge inexorable, un cœur de jeune fille dans une poitrine de lion, un composé d'Ajax et d'Agamemnon, un arc-en-ciel dans une tempête, magnifique antithèse; le maître du plus vaste empire du monde et l'esclave de ses devoirs; — devant qui tout tremblait, et qui tremblait lui-même devant l'ombre d'une mauvaise pensée; cœur d'or, bras de fer, Iliade vivante, figure monumentale placée par Dieu entre l'Europe et l'Asie comme un jalon entre la barbarie qui s'en va et la civilisation qui vient.

A quatre heures, il dînait en famille; rarement quelques élus se trouvaient conviés à sa table, toujours modestement servie. Comme tous les Russes, il mangeait très-vite, avec un excellent appétit, et préférait à des mets succulents une nourriture maigre quoique substantielle. Il buvait de l'eau pure, quelquefois un seul petit verre de vin, jamais de liqueurs et de boissons fortes. Il observait rigoureusement les quatre carêmes

et les jours d'abstinence prescrits par la religion russe. Chef de la religion, il en donnait en tout et partout l'exemple. Les frais de sa table comme ceux de sa maison étaient calculés avec un ordre et une économie qui auraient fait honneur à la meilleure ménagère. Le livre de ses dépenses était tenu comme celui d'un négociant retiré des affaires. — Longtemps avant son avénement au trône, il s'était fait à ces habitudes de sage économie qui, tout en rendant difficiles les pertes acceptées dans les grandes maisons, ne l'empêchaient pas de suivre à l'occasion ses instincts généreux. Il se contentait de peu pour lui, afin de pouvoir beaucoup pour les autres... N'étant encore que grand-duc, il avait alloué pour le service de sa table une somme de cinquante roubles par mois; c'était laisser peu de prise à la rapine de ses maîtres d'hôtel, aussi lorsqu'il fut proclamé empereur cherchaient-ils à obtenir un crédit supplémentaire... L'un d'eux, un Français qui a fait une belle fortune à son service, lui demanda un jour avec cette audace qui caractérise la valetaille des maisons princières, de combien de roubles il pouvait disposer par mois pour la table de Sa Majesté.

« Cinquante roubles me suffisent comme par le passé, lui répondit l'Empereur.

— Mais, Sire, votre prédécesseur dépensait mille roubles pour sa table.

— C'est que sans doute il avait un meilleur appétit que le mien.

— Votre Majesté me permettra de lui faire observer que cinquante roubles sont insuffisants pour le menu de l'Empereur.

— Tu crois donc que l'estomac de Ma Majesté a pris dix fois plus de développement depuis qu'elle a quitté

le palais d'Anitschkoff?... Il me semble que l'Empereur ne mange pas davantage que ne mangeait le grand-duc...

— Mais, Sire, vos enfants grandissent, et...

— Leur appétit aussi, c'est possible. Alors, ajoute cinquante roubles à ton budget, mais pas un kopek de plus. »

Nicolas procédait avec la même économie à tous les frais de son entretien personnel. Il ne quittait ses uniformes que lorsque ses uniformes menaçaient de le quitter. « La prodigalité, disait-il, est un vol fait aux pauvres, et le luxe exagéré est la toilette des sots. » Le même tapis lui a servi de descente de lit pendant trente ans; il est mort pour ainsi dire dans les pantoufles que lui avait brodées sa femme à l'époque de son mariage. « Sire, lui dit un jour son valet de chambre, votre pardessus est déchiré.

— Eh bien! fais-le raccommoder.

— Mais il est si vieux, si usé, qu'il demande un remplaçant.

— Fais-le raccommoder d'abord, nous verrons plus tard... je n'ai pas d'argent. »

Le fait est que Nicolas n'avait jamais un kopek sur lui, jamais il n'a connu l'usage d'une bourse; cette habitude l'a mis plus d'une fois dans l'embarras. Un jour entre autres qu'il avait pris à l'extrémité de la ville un drosky pour le ramener au palais d'hiver, l'Empereur, que le cocher n'avait pas reconnu, se trouvant dans l'impossibilité de payer le prix de sa course, lui dit : « Attends un instant, je vais t'envoyer ce qui t'est dû.

— Je comprends, répliqua le cocher, vous ferez comme vos camarades, vous ne reviendrez pas... et j'en serai pour mes frais : il me faut un gage. » Disant ainsi, il enleva le manteau qui couvrait les épaules de l'Empereur : « Et maintenant, ajouta-t-il, j'attendrai tant que

vous voudrez. » Un instant après, un valet de pied lui apporta cinq roubles pour sa course et le pourboire.

Mais le cocher, qui avait le cœur plus haut placé que son siége, refusa cette libéralité. « Je n'ai droit qu'à vingt kopeks, dit-il.

— Prends les cinq roubles, répondit le valet de pied, c'est de la part de l'Empereur!

— Raison de plus pour ne pas l'*écorcher*. »

Il y eut alors entre ces deux hommes un combat de générosité d'où le cocher sortit victorieux en n'acceptant que le prix rigoureusement fixé par le tarif des courses ordinaires. Nicolas, charmé de cet acte de désintéressement si rare dans la condition de celui qui en avait le mérite, ordonna qu'on en recherchât l'auteur, et qu'on prît des renseignements sur son compte lorsqu'on l'aurait trouvé. Ces deux formalités remplies, il se fit amener le cocher et lui dit :

« Me reconnais-tu, *batuschka* [1] ?

— Oui, c'est toi [2] que j'ai *mené* dernièrement.

— Sais-tu qui je suis?

— Je l'ai su trop tard... sans cela je ne t'aurais pas pris ton manteau pour caution de vingt kopeks.

— Je sais aussi qui tu es, toi; tu es un brave homme, et je veux te récompenser.... Que désires-tu?

— Que le bon Dieu t'accorde une bonne santé et une longue vie.

— C'est un vœu pour moi, batuschka, et c'est de toi qu'il s'agit en ce moment... Que veux-tu?

— Eh bien! père, puisque c'est ainsi, je serais le plus heureux de tes enfants si j'avais un cheval et un drosky pour mon compte.

[1] Petit père. — [2] L'homme du peuple tutoie toujours l'Empereur, de même que Dieu dans ses prières.

— Tu auras deux chevaux et deux droskys, les uns pour la semaine, les autres pour les dimanches; de plus, tu auras la liberté pour toute ta vie; j'indemniserai ton seigneur, je le connais. »

Après son dîner, dont la durée ne dépassait jamais une demi-heure, il jouait avec ses enfants, puis il rentrait dans son cabinet pour s'occuper des affaires de l'État. Les seules distractions qu'il se permettait, c'était, l'hiver, le spectacle, et surtout la mascarade (bal masqué), qu'il aimait à ce point de n'en manquer pas une; c'était, pendant l'été, des promenades en famille, ou bien une de ses occupations favorites, comme la peinture, dans laquelle il excellait à la manière de Wouwermans. Rarement il prenait part aux causeries ordinaires de salon; cependant, il était charmant de bonne humeur et d'entrain dans l'intimité. Quelquefois même, lorsqu'il se trouvait sous une impression heureuse, il prenait l'initiative des jeux d'esprit, qu'il aimait autant qu'il détestait ceux de hasard. Un soir, cherchant un nombre qui, par l'arrangement des chiffres, devait produire des dates fatales et mystérieuses, il trouva le résultat suivant au moyen de simples additions :

	1794	chute de Robespierre.
	1	
	7	
	9	
	4	
Addition :	1815	chute de Napoléon.
	1	
	8	
	1	
	5	

Addition : 1830 chute de Charles X.
1
8
3
0
Addition : 1842 chute et mort du duc d'Orléans.
1 Poursuivant le problème, l'Empereur,
8 au lieu d'écrire en colonne sous ce
4 dernier total les chiffres qui l'avaient
0 produit, traça, par une étrange er-
Addition : 1855 reur, 1840 pour 1842, et obtint,
en additionnant, le nombre 1855.

Il datait ainsi de sa propre main l'année de sa mort. A la vue de ce nombre, il ne put se défendre d'un sentiment d'effroi. « Je ne sais, dit-il à la personne qui se trouvait dans ce moment près de lui, la pensée qui m'a fait écrire 1840, cette erreur n'est pas naturelle. Dieu veuille que l'année 1855 ne me soit pas fatale.... » Il reprit l'opération sur la base de 1842, et obtint l'addition de 1857 :

1
8
4
2
Addition : 1857

Résultat encore inconnu.

Il se couchait à onze heures; mais tant qu'il y avait sur sa table un papier qu'il n'avait pas lu, il ne s'accordait pas le repos du sommeil. Souvent même, par les plus grands froids de l'hiver, il se relevait la nuit pour aller inspecter lui-même soit les corps de garde, soit quelque autre établissement public. La crainte d'être surpris en défaut entretenait ainsi de la part des administrateurs une

surveillance active et de tous les instants. Le premier regard de Nicolas dans ces visites nocturnes se portait sur le thermomètre; malheur alors s'il n'indiquait pas les quatorze degrés prescrits par le règlement! Dans les choses de l'ordre le plus élevé comme dans les détails les plus infimes, il apportait un esprit d'observation qu'on aurait pu taxer de faiblesse d'esprit, mais qui n'était chez lui que l'accomplissement du devoir porté jusqu'au dernier scrupule.

Nous aimons généralement à connaître les lieux où s'est écoulée la vie des hommes dont nous lisons l'histoire, la scène où ils ont conçu, médité et exécuté leurs grands projets. Cette connaissance, au point de vue psychologique, est d'un grand intérêt pour le poëte et pour le penseur. L'appartement où l'empereur Nicolas a vécu la plus grande partie de sa vie est l'un des plus simples du palais d'hiver.

Une antichambre de dix pieds carrés où les ministres attendaient chaque matin à tour de rôle l'audience du maître, un cabinet de travail modestement meublé, une chambre à coucher servant à la fois de salon et de salle d'audience, rien de plus, rien de moins : voilà tout ce qui formait l'appartement de celui qui trouvait son peuple trop à l'étroit dans le plus vaste empire du monde. Un lit de fer garni d'un matelas de crin, d'un oreiller bourré de foin, d'un manteau militaire pour couverture, quelques chaises, deux ou trois fauteuils, une table couverte d'un tapis de drap vert, un guéridon, un divan fort simple, quelques tableaux représentant des batailles ou des portraits de famille, une seule statuette, celle du maréchal Radetzky : voilà tout l'ameublement, toute l'ornementation de l'autocrate des Russies.

Autant dans la vie officielle Nicolas était grand et

superbe, autant dans la vie privée il devenait abordable et simple. Dans le premier cas, on ne pouvait se défendre d'un sentiment d'admiration; dans le second, d'un sentiment d'amour. Dans cette grande personnalité, il y avait trois natures bien distinctes qui rappelaient instinctivement trois grandes figures de la monarchie française, celles de François Ier, d'Henri IV et de Louis XIV.

Le glorieux vaincu de Pavie a dit : « Tout est perdu, fors l'honneur; » le glorieux vaincu de Sébastopol a dit : « Je dépenserai jusqu'à mon dernier homme, jusqu'à mon dernier écu. » Pour le bonheur de l'humanité, la mort seule a pu le dégager d'une parole qu'il aurait tenue. Il voyait courbés sous le talon de sa botte les plus grands seigneurs de sa cour; mais, comme Henri IV, il portait avec amour sur son dos les fils de son impériale progéniture. Enfin, comme Louis XIV disait : « L'État, c'est moi, » il pouvait dire : « Moi, c'est la Russie. »

Nicolas, nous l'avons dit, ne fumait pas, et il détestait les fumeurs. Un soir, traversant un salon du palais d'hiver, il dit à son aide de camp de service : « Je t'emmène au spectacle. » Celui-ci, qui ne s'attendait pas à cette préférence, venait d'achever un cigare, il n'eut que le temps de se purifier la bouche et de suivre l'Empereur, qui lui fit une place dans sa voiture.

« Connais-tu la pièce qu'on donne ce soir? lui demanda l'Empereur.

— Oui, Sire, répondit laconiquement l'aide de camp en desserrant les lèvres, qu'il tenait fermées avec soin.

— Tu as fumé.... Est-elle jolie?

— Oui, Sire.

— Pourquoi as-tu fumé?... Vernet est-il bien dans son rôle?

— Oui, Sire.

— Tu m'empestes... va-t'en au diable! » Et ouvrant lui-même la portière, il jeta loin de lui le malencontreux fumeur. Le soir même, en rentrant au palais, il lui tendit la main.

A cette époque de sa vie Nicolas était dans toute la splendeur de sa beauté; il passait à juste titre pour le plus bel homme de son empire. Un écrivain a dit qu'il y avait en lui de l'Apollon et du Jupiter. Sans chercher une comparaison dans la mythologie, nous dirons qu'il était l'image parfaite de l'Agamemnon d'Homère. Sa taille dépassait six pieds; il avait le front large, légèrement déprimé au sommet, le regard plein d'éclairs magnétiques, les sourcils arqués et bien fournis; sa moustache fièrement relevée couronnait ses lèvres, se prêtant avec une égale facilité au commandement suprême et aux grâces du sourire; le tonnerre de sa voix mâle répondait aux éclairs de ses yeux. Le galbe de son visage était robuste et harmonieux, sa bouche fort belle, les muscles de ses joues mobiles comme la pensée qui les faisait agir. Sa démarche était imposante, majestueuse : nul ne marchait comme lui, soit qu'il figurât dans une cérémonie religieuse, soit qu'il passât devant le front de ses troupes. Mais de cette beauté typique il ne tirait aucune vanité, il semblait l'ignorer lui-même, et il repoussait avec dédain les illusions de la flatterie, qui se transformait en miroir sous ses yeux. Par une joyeuse nuit de bal masqué à la salle de la noblesse, il répondit brusquement à un domino qui lui disait : « Savez-vous, Sire, que vous êtes le plus bel homme de toutes les Russies?

— Je l'ignore, madame; mais vous devriez savoir, vous, que c'est une affaire qui concerne uniquement l'Impératrice. »

Cependant, dans les dernières années de son règne,

Nicolas, séduit par les prestiges d'une puissance qui, comme empereur et chef de son Église, le plaçait de son vivant sur le piédestal de l'immortalité, finit par prendre au sérieux son rôle d'autocrate et de pontife grec. Comme l'autocrate de la religion catholique et le pontife dont le siége est à Rome, il se crut infaillible, et sans l'autorité d'un sacré collége, il prêta l'oreille aux paroles que prononçaient ses lèvres, comme si elles fussent tombées de la bouche de l'Esprit saint. Il se crut son propre oracle. Travailleur infatigable, chevaleresque et franc comme son épée, ennemi du mensonge, ne comprenant même pas qu'un homme pût mentir, esclave de sa *parole*, il était animé des meilleures intentions; mais ne sachant à qui se fier, car il connaissait son entourage, il était fatalement amené à les traduire, à les développer par lui-même.

A son génie seul appartient cette faculté de l'âme qui permet au créateur d'embrasser dans un même regard la conception et l'exécution d'un grand œuvre. Le temps seul, habilement dirigé par les maîtres de la nation russe, peut vivifier la séve de civilisation que Pierre le Grand a greffée sur la barbarie moscovite. L'empereur Nicolas était une magnifique nature, une nature d'élite, mais ce n'était point un génie. Ses vues, inspirées par l'amour du bien, étaient bornées par des horizons limités. Les grands aperçus échappaient à son regard, car souvent il négligeait le fond pour la forme et sacrifiait l'ensemble aux détails; il s'inquiétait plus du bouton d'un uniforme que du cœur qui battait sous cet uniforme; en un mot, il mesurait les hommes plutôt d'après les règles de la statuaire que d'après celles de l'intelligence. Cependant il voulait le bien, il le voulait sincèrement, loyalement, mais il le voulait dans les limites

du possible et du raisonnable. Il l'aurait obtenu sans secousse et sans tourmente, si les obstacles qui surgissaient sans cesse au-devant de sa volonté n'eussent paralysé sa pensée. De là ces colères violentes auxquelles il se livrait parfois, de là ces emportements olympiens qu'il déplorait trop tard, de là cette roideur de rocher de Sisyphe qui pesait sur la poitrine de l'empire. Tel était Nicolas, mais dans la situation que lui avaient faite les insurrections des hommes et des choses, les révoltes intérieures et étrangères, les guerres civiles et extérieures, la révolution des nationalités, le caractère de sa cour et de son peuple, pouvait-il être autre chose, devait-il adopter une autre politique? C'est une question immense que l'avenir seul résoudra.

Le grand-duc héritier Alexandre venait d'atteindre l'époque de sa majorité, fixée par les lois fondamentales de l'empire à l'âge de seize ans. Afin de lui donner une plus grande pompe, l'empereur Nicolas avait choisi le jour de Pâques 22 avril-4 mai 1834 pour la célébration de cette fête. Ce jour-là, quelques instants avant la cérémonie, les insignes impériaux furent apportés dans la chapelle du palais d'hiver avec les honneurs prescrits, savoir : le globe, par le grand chambellan comte Golovkine; le sceptre, par l'amiral Mordvinoff; la couronne, par le chancelier de l'empire prince Kotchoubey. Des détachements de tous les régiments de la garde avec leurs drapeaux étaient placés dans les salles du palais depuis celle des concerts jusqu'à la salle blanche. Avant la sortie de Leurs Majestés Impériales, le grand maître des cérémonies introduisit dans la chapelle tous les hauts dignitaires civils et militaires de la ville, le corps diplomatique, les membres du conseil de l'empire, les sénateurs, les officiers généraux des armées

de terre et de mer, toutes les dames de distinction ayant leurs entrées à la cour ou munies de billets de faveur.

A deux heures et demie, Leurs Majestés et la famille impériale, précédées de la cour et suivies des dames et demoiselles d'honneur, firent leur entrée dans la chapelle. Aussitôt les membres du saint synode commencèrent les prières composées pour cette solennité. Au moment où ces oraisons approchaient de leur fin, l'Empereur conduisit le grand-duc héritier devant un pupitre sur lequel on avait déposé la croix et l'Évangile. Là, conformément à la pragmatique sanction concernant la famille impériale, le Césaréwitsch prononça à haute voix le serment suivant :

« Au nom de Dieu tout-puissant, devant son saint Évangile, je jure et je promets de servir fidèlement et loyalement Sa Majesté Impériale mon très-gracieux souverain et père, et de lui obéir en toutes choses, sans épargner ma vie et jusqu'à la dernière goutte de mon sang; de garantir et de défendre de toutes mes facultés et de toutes mes forces, et de tous mes moyens les droits et priviléges de l'autocratie souveraine, de la puissance et de l'autorité de Sa Majesté Impériale établis ou à établir par les lois, en coopérant à tout ce qui peut concourir au service de Sa Majesté et au bien de l'empire, en ma qualité d'héritier du trône de toutes les Russies, ainsi que du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande réunis à cet empire.

» Je jure et je promets d'observer dans toute leur force et leur inviolabilité tous les règlements pour l'ordre de la succession au trône et les dispositions de la pragmatique sanction concernant la famille impériale tels qu'ils sont établis par les lois fondamentales de l'empire, comme je puis en répondre devant Dieu et son jugement

dernier. Seigneur Dieu de nos pères et Roi des rois, enseigne, éclaire et dirige-moi dans la grande tâche qui m'est réservée, que la haute sagesse qui siége sur ton trône m'accompagne; fais-la descendre des cieux, pour que je puisse discerner ce qui est agréable à tes yeux et ce qui est juste selon tes lois. Que mon cœur soit dans tes mains. Ainsi soit-il. »

Après le prononcé de ce serment, le clergé a entonné le *Te Deum*, accompagné d'une salve de trois cent un coups de canon tirée de la forteresse et de la flottille rangée devant le palais. A l'issue des prières récitées ensuite pour la famille impériale, le vice-chancelier comte de Nesselrode reçut la formule du serment revêtue de la signature du Césaréwitsch pour la réunir, conformément aux lois fondamentales de l'empire, aux autres actes concernant la famille impériale et déposés dans la section spéciale des archives de l'Empereur.

D'abondants secours distribués aux indigents de la ville, une brillante illumination, couronnèrent dignement cette journée, qui promettait un règne heureux à l'avenir de la Russie.

Les joies de cette solennité furent assombries par une triste nouvelle; une voix de deuil se mêla au chant des cantiques composés pour la majorité d'Alexandre. Un courrier venu de Rome apporta la nouvelle de la mort du gouverneur de l'héritier du trône. En l'apprenant, la douleur d'Alexandre fut immense comme la perte qu'il venait de faire : les larmes qu'il donna à sa mémoire chérie furent le plus beau panégyrique du maître et le plus bel éloge de l'élève... Ses regrets furent d'autant plus sincères qu'il n'ignorait point qu'il était en quelque sorte la cause involontaire de la mort de son gouverneur. Dans les derniers jours de l'année

précédente, Alexandre, accompagné du général de Merdec qui ne le quittait jamais, faisait une promenade à cheval dans le Champ de Mars : tout à coup, une corde tendue à l'extrémité de ce terrain de manœuvres lui barra le passage, il voulut le franchir, mais son cheval, rebelle à sa volonté ou mal lancé, se renversa sur son cavalier, qui resta quelques instants sans connaissance. L'épaulette du grand-duc, amortissant le coup, lui sauva la vie; mais le sentiment d'effroi, de désespoir, qui s'empara du général de Merdec fut si grand qu'il ressentit à l'instant même une violente commotion au cœur, à la suite de laquelle une maladie organique se déclara instantanément.

Dans les mois qui suivirent cet événement, les symptômes les plus alarmants se manifestèrent à plusieurs reprises; il dut interrompre ses fonctions, et se résoudre à se séparer de son élève pour aller chercher sous le ciel de Rome une guérison que les médecins n'osaient plus espérer sous l'âpre climat de la Russie; leurs prévisions ne devaient que trop tôt se justifier. Jusqu'à son dernier soupir, le souvenir du jeune prince à qui il avait consacré sa vie n'a cessé d'occuper sa pensée, son nom est le dernier qui se soit échappé de ses lèvres mourantes, il l'a emporté dans le linceul de son tombeau, et Alexandre a apporté le souvenir du sien sur le trône.

Depuis longtemps Nicolas avait reconnu que l'insuffisance des traitements affectés aux employés militaires et civils était l'une des principales causes de l'esprit vénal, si généralement répandu, admis et accepté dans toutes les branches de l'administration russe. Il avait compris que pour corriger ces abus, justifiés en quelque sorte par les nécessités de la vie matérielle, il fallait

améliorer le sort des employés participant au budget; il prescrivit avec résolution une mesure si utile et en même temps si conforme à la saine morale; mais les circonstances difficiles dans lesquelles l'État s'était trouvé jusqu'à ce jour l'avaient empêché d'accomplir l'un des plus chers désirs de son cœur. Ce ne fut que dans les derniers jours du mois d'août 1834 qu'il entrevit la possibilité de mettre à exécution ce projet mûri dans sa sagesse. En conséquence, il décida, par un oukase adressé au Sénat dirigeant, sous la date du 29 août-10 septembre, qu'il serait alloué annuellement à partir de l'année 1835 une somme provisoire de deux millions cinq cent mille roubles pour accorder des traitements supplémentaires aux employés dépendant des ministères de la justice et de l'intérieur, qui en avaient le plus pressant besoin. Cette allocation, répartie entre les deux départements, devait être encore augmentée dès la première année pour peu que la possibilité s'en présentât, et graduellement accrue par la suite, jusqu'à ce que la position des employés fût garantie d'une manière solide et correspondante à leurs besoins. En même temps il assigna une allocation égale pour l'armée de terre.

Tout en poursuivant les abus avec une rare persévérance et en cherchant à les détruire au sein d'une société où ils avaient jeté de si profondes racines, Nicolas faisait une juste distinction entre la probité réelle et un désintéressement affecté. Entre mille, en voici un exemple.

Un matin qu'il faisait sa promenade habituelle aux environs du palais, il rencontra un agent de police et lui demanda d'un ton bref qui il était et ce qu'il faisait là. L'agent sans se laisser déconcerter par une interpellation si imprévue, lui répondit qu'il était le chef du quartier

de la ville auquel appartenait le palais, et qu'il faisait son inspection de chaque jour.

« Quel est le chiffre de tes appointements de l'année?

— Une vingtaine de roubles-argent, Sire.

— Et combien dépenses-tu annuellement?

— Trois cents roubles, au moins.

— As-tu de la fortune?

— Je suis pauvre comme Job, Sire...

— Comment fais-tu donc pour trouver le moyen de dépenser plus que tu ne gagnes?

— Les propriétaires, les marchands, les habitants des maisons de mon quartier, ont l'habitude de me donner des étrennes à Noël, à Pâques, et aux jours de grandes fêtes.

— C'est donc par des moyens illicites que tu les y forces?

— Non, Sire; c'est uniquement pour récompenser les soins que j'apporte à la surveillance des dvoriks (portiers) et à la sûreté du quartier.

— Et quelle somme chacun d'eux te donne-t-il?

— Cela dépend de leur fortune ou de leur générosité.

— C'est bien, » lui répondit l'Empereur, et il continua sa promenade.

Le lendemain, l'agent de police, au retour de son inspection, trouva chez lui un ordre qui lui enjoignait de se rendre immédiatement dans les bureaux du grand maître de la police de Saint-Pétersbourg. Introduit auprès du général, celui-ci lui demanda s'il avait parlé à l'Empereur.

« C'est l'Empereur qui m'a parlé, répliqua l'agent, je me suis contenté de lui répondre.

— Quel a été le sujet de votre conversation? »

L'officier de police raconta alors dans tous ses détails son entrevue de la veille avec l'Empereur.

« Je comprends, maintenant, » dit le général; et lui remettant un pli cacheté à son adresse, il ajouta : « Voici ce que je suis chargé de vous remettre de la part de Sa Majesté. »

L'agent rompit aussitôt l'enveloppe scellée aux armes impériales. Elle contenait une somme de cinq cents roubles, avec l'inscription suivante : « *Étrennes du propriétaire du palais d'hiver.* »

Dans ce temps-là l'Empereur, occupé sérieusement de l'éducation de la jeunesse, comprit la nécessité de lui imprimer une direction plus nationale. La passion prononcée des voyages à l'étranger, qui se faisait remarquer presque partout, tendait à dénaturer l'esprit public : les jeunes Russes élevés en France, en Angleterre ou en Allemagne apprenaient superficiellement toutes choses, excepté ce qu'il leur importait le plus de connaître, l'histoire, la géographie, la langue même de leur pays! Trop inexpérimentés pour bien analyser le fond des choses, ils ne rapportaient en Russie des bancs de l'école ou des salons du grand monde que les fleurs étiolées et les fruits tarés de la civilisation occidentale. La passion ruineuse du jeu, l'amour effréné du luxe et des plaisirs, des vues et des idées fausses, les fatales désillusions d'une jeunesse vieillie avant le temps, des besoins nouveaux pour une vieillesse anticipée. Toute la science pour eux consistait à parler correctement plusieurs langues, à s'habiller d'après les règles du tailleur le plus à la mode, à se présenter d'une manière irréprochable dans un salon, à connaître les romans du jour et à savoir faire à propos un peu d'opposition.

Pour remédier à cet état de choses, Nicolas défendit

d'envoyer des jeunes gens à l'étranger, sauf quelques exceptions, pour lesquelles des autorisations spéciales devenaient nécessaires. Les règlements de l'instruction publique prescrivaient en outre d'enseigner la langue, la littérature, l'histoire et la statistique nationales.

Les institutions particulières, soumises à une sévère surveillance, furent menacées de suppression dans le cas où elles n'auraient point satisfait aux conditions de leur existence. Il fut aussi interdit aux parents et tuteurs de prendre des instituteurs et des institutrices dont la moralité et la capacité n'auraient pas été préalablement constatées par une des universités de l'empire, sous peine d'une amende de 250 roubles, et, en cas de récidive, de l'expulsion hors du pays pour les étrangers et de poursuites judiciaires pour les Russes.

Le même esprit qui avait présidé à ces règlements inspira l'oukase du 22 avril-3 mai, apportant de nouvelles entraves à la liberté des voyages et du séjour à l'étranger, fixant en outre le terme de séjour autorisé à l'étranger avec des passe-ports légaux à cinq années pour la noblesse, à trois années pour les individus des autres professions. Aux termes de cet oukase, quiconque muni d'un passe-port en règle demeurerait à l'étranger au delà du terme fixé, devait être considéré comme absent et ses biens mis en tutelle, sauf les droits de la femme et des enfants. Si l'absent invité par la voie des journaux à revenir dans sa patrie persistait à vivre dans l'émigration, ses biens resteraient en tutelle jusqu'à sa mort pour être transmis ensuite à ses héritiers. Cependant, si à son retour en Russie l'absent pouvait prouver que des obstacles insurmontables l'avaient empêché de rentrer dans les délais fixés, ses biens devraient lui être restitués avec les revenus perçus.

Cet oukase, diversement interprété, fut considéré par les uns comme une gêne infligée despotiquement à la liberté d'action des Russes, et par les autres comme la volonté de rejeter ou de réglementer la politique de Pierre le Grand et de Catherine II, dont tous les efforts, favorisant l'émigration des nobles russes, tendaient à *occidentaliser* l'esprit de la nation; d'autres enfin blâmaient sévèrement une mesure qui inspirait à la majorité de la noblesse active des sacrifices et des privations, tandis que la minorité résiderait à l'étranger dans les plaisirs et l'oisiveté.

Dans le but de concilier les intérêts de l'agriculture avec les besoins de l'armée, l'empire, d'après un nouveau système de recrutement, fut désormais divisé en deux régions d'une population à peu près égale, celle du nord et celle du sud, et le recrutement ne devait s'exécuter chaque année que dans l'une de ces deux régions. Enfin, un oukase mis en vigueur le 1er-12 août, fit remise entière du recrutement arriéré aux gouvernements qui en avaient été exemptés provisoirement l'année précédente, en raison de la disette qu'ils avaient éprouvée.

Tandis que d'une main Nicolas répandait ainsi ses bienfaits sur une partie de son peuple, de l'autre il continuait à frapper sans pitié la Pologne sanglante et mutilée. Des conseils de guerre en permanence, des condamnations sans nombre, des confiscations, des cachots encombrés, la route de la Sibérie devenue le grand chemin de la déportation, des scènes de désolation et de désespoir; le dégoût de la vie, le désir de la mort : tel était l'affligeant tableau que présentait la Pologne trois années après son insurrection. Durant ces trois années, pas une voix généreuse n'avait osé faire entendre une parole de miséricorde sérieuse.

Cependant voulant enfin s'assurer par lui-même de l'état des esprits, l'Empereur se décida à entreprendre le voyage de Varsovie. Il s'y rendit dans les derniers jours du mois de novembre, de Berlin par le chemin direct de Posen. En entrant dans cette ville, où chaque regard d'homme semblait devoir darder pour lui un éclair de haine et de vengeance, Nicolas fournit une preuve de plus de cette intrépidité stoïque dont seul il possédait le secret. Devant les flots de la foule qui se pressait sur son passage, ses généraux craignant que le fanatisme polonais stimulé par l'exaspération ne se traduisît par un crime, lui avaient fait un *rempart* de leurs poitrines; mais d'un geste majestueux répété à droite et à gauche, il avait dispersé son escorte, et, trois pas en avant, il marcha résolûment au milieu du peuple, effrayé lui-même de tant de courage.

Soldat plutôt qu'administrateur, Paskevitch, faisant sentir sous la poignée de son sabre la dictature absolue dont il était investi, avait laissé jusqu'à ce jour le champ libre aux abus de pouvoir, aux exactions de toute nature, dont la responsabilité morale portait sur l'Empereur qui les ignorait. Varsovie, abandonnée à la cupidité des fonctionnaires russes, était devenue la proie et le repaire d'une bande de voleurs titrés. Rien de plus monstrueux que les moyens auxquels ces hommes avaient recours pour faire suer l'or et le sang du peuple. La manière dont ils procédaient habituellement était celle-ci : un juif, agent habile et mystérieux de leurs crimes, allait trouver les victimes désignées à son action, et leur annonçait avec l'accent d'une sympathie simulée que, compromises dans une conspiration récemment découverte, elles allaient être arrêtées et mises en jugement. Or, la mise en jugement c'était invariablement l'exil, la confiscation des biens et

la déportation en Sibérie. « Pour vous éviter la ruine et la déportation, disait le juif aux innocents compromis, je ne vois que deux moyens : la fuite ou l'offre d'une somme d'argent que je me charge de faire accepter aux agents, qui à ce prix fermeront leurs yeux et leurs mains prêtes à vous arrêter. » Les victimes, qui connaissaient la valeur de la justice moscovite, s'empressaient de remettre au juif la somme demandée, sur laquelle il prélevait ensuite d'énormes intérêts.

Cependant il advint un jour que cet homme, pressuré à son tour par le poids du remords, alla trouver ses complices et leur déclara qu'il était décidé à renoncer au métier infâme qu'il exerçait depuis longtemps avec eux. Le jour même, il fut arrêté et jeté dans les prisons de Varsovie, jusqu'au jour où l'amnistie décrétée à l'occasion du couronnement d'Alexandre II est venue le trouver pour lui rendre la liberté.

Le maréchal Paskevitch adressait aux personnes qu'il désirait avoir à ses fêtes d'hiver des billets d'invitation semblables à des requêtes d'huissier ou à des billets envoyés au domicile des gardes nationaux pour affaires de service. L'abstention devenait un péril pour le récalcitrant, qui pouvait seulement l'éviter en justifiant des motifs de santé par une déclaration du médecin.

Le jour même de son arrivée à Varsovie, Nicolas passant avec le comte Orloff devant la statue de Sobieski, élevée dans un des jardins publics de la ville, la contempla quelques instants en silence et dit au comte : « Regarde, et tu verras en ce moment devant toi deux grands imbéciles.

— Lesquels, Sire? répondit Orloff.

— Sobieski et l'empereur Nicolas.

— Pourquoi, Sire?

— Sobieski pour avoir sauvé Vienne, l'empereur Nicolas pour avoir sauvé l'Autriche. »

Après quatre années de cruelles expiations, il *était* permis d'espérer que le courroux du monarque serait affaibli, sinon entièrement apaisé. Son arrivée à Varsovie semblait à tous un premier pas vers la réconciliation du souverain avec la Pologne. La municipalité, voulant faire le second, résolut de porter à l'Empereur *les* respectueux hommages de la nation. Cette démarche devait amener, sans aucun doute, des paroles de paix et d'oubli.... Vain espoir! Le maréchal Paskevitch présenta la députation à Nicolas; mais celui-ci, sans attendre le discours qui devait lui être adressé, le prévint par cette fameuse allocution :

« Je sais, messieurs, que vous avez voulu me parler, je connais même le contenu de votre discours, et c'est pour vous éviter un mensonge.... (A ces mots la rougeur de l'indignation parut sur le front de plusieurs membres de la députation). Oui, messieurs, répéta l'Empereur, c'est pour vous éviter un mensonge que je désire ne pas entendre ce discours, car je sais que vos sentiments ne sont pas ceux que vous aviez l'intention de me manifester.

» Et comment pourrais-je y ajouter foi quand vous m'avez tenu ce même langage la veille de la révolution? N'est-ce pas vous-mêmes qui me parliez, il y a cinq ans, de fidélité, de dévouement, et qui me faisiez les plus belles protestations? Quelques jours après vous avez violé vos serments, vous avez commis des actions horribles.

» L'empereur Alexandre, qui a fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire, qui vous a comblés de bienfaits, qui vous a favorisés plus que ses propres sujets, et qui vous a rendus la nation la plus

heureuse et la plus florissante, a été payé par la plus noire ingratitude.

» Vous n'avez jamais pu vous contenter de la position la plus avantageuse et vous avez fini par briser vous-mêmes votre bonheur. Je vous dis ici la vérité pour éclairer notre position respective et pour que vous sachiez bien à quoi vous en tenir, car je vous vois et je vous parle pour la première fois depuis votre révolte.

» Ce qu'il me faut, messieurs, ce sont des actions et non des paroles; ce que je veux, c'est que le repentir vous vienne du cœur. Je vous parle sans colère, vous voyez que je suis calme; je n'ai point de rancune : j'ai pardonné les offenses dirigées contre moi et ma famille. Mon désir est de rendre le bien pour le mal et de faire votre bonheur malgré vous; je l'ai promis devant Dieu, et je ne trahis pas mes serments. Le maréchal que voici remplit mes intentions, il me seconde dans mes projets et pense aussi à votre bien-être. »

A ce passage, les membres de la députation saluèrent le maréchal Paskevitch.

« Eh bien, messieurs, s'écria le Czar, que signifient ces saluts? Avant tout, il faut remplir ses devoirs, il faut se conduire en honnêtes gens. Vous avez à choisir, messieurs, entre deux partis, ou persister dans vos illusions d'une Pologne indépendante, ou vivre tranquillement et en sujets fidèles sous mon gouvernement.

» Si vous vous entêtez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante et de toutes ces chimères, vous ne pouvez attirer sur vous que de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute *je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai.*

» Il m'est très-pénible de vous parler ainsi, il est pénible à un souverain de traiter ainsi ses sujets, mais j'agis ainsi pour votre propre bien. C'est à vous, messieurs, de mériter l'oubli du passé; ce n'est que par votre conduite et votre dévouement à mon gouvernement que vous pourrez y parvenir.

» Je sais qu'il y a des correspondances avec l'étranger, qu'on fait parvenir ici de mauvais écrits, et que l'on tâche de pervertir les esprits; mais la meilleure police du monde, avec une frontière comme la vôtre, ne peut empêcher les rapports clandestins; c'est à vous-mêmes à faire la police et à écarter le mal.

» C'est en élevant bien vos enfants, en leur inculquant des principes de religion et de fidélité à leur souverain, que vous pourrez rester dans la bonne voie. Et au milieu de tous ces troubles qui agitent l'Europe et de toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte.

» Croyez-moi, messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection. Si vous vous conduisez bien, si vous remplissez tous vos devoirs, ma sollicitude paternelle s'étendra sur vous tous, et malgré tout ce qui s'est passé mon gouvernement pensera toujours à votre bien-être. Rappelez-vous bien ce que je vous ai dit. »

Ce discours, auquel manquait pour geste la non moins fameuse cravache de Louis XIV, fut jugé sévèrement en Europe, trop sévèrement peut-être. Du reste, l'empereur Nicolas, en le prononçant, fut le premier à le sentir et à l'exprimer : « Il m'est très-pénible de vous parler ainsi, il est pénible à un souverain de traiter ainsi ses sujets, etc. » Les publicistes qui l'ont attaqué avec une égale violence, M. Saint-Marc Girardin entre

autres, n'ont pas assez tenu compte de la position de Nicolas comme empereur de Russie et roi de Pologne. Avant de prononcer l'anathème, une critique sage et non passionnée se serait adressé cette question : Lequel des deux de l'empire ou du royaume a le premier rompu le pacte qui les liait l'un à l'autre? lequel des deux a le premier tiré l'épée et répandu le sang? Quoi qu'il en soit, le journal officiel de Saint-Pétersbourg publia, par ordre, le discours dans tout son contenu, ainsi que les commentaires dont le rédacteur du journal l'avait accompagné, afin que la Russie pût juger en pleine connaissance de cause.

« Une telle publicité, disait le journal franco-russe, est la seule réponse que méritent ces articles, en même temps qu'elle en est la critique la plus amère, car elle prouvera le peu de valeur qu'on attache aux attaques qu'une haine impuissante dirige contre les actes ou les paroles de l'Empereur. Le langage tenu par Sa Majesté à Varsovie sera accueilli, comme il le fut toujours en Russie, par un sentiment unanime de fidélité et de dévouement national, et dans le royaume de Pologne comme l'expression d'une conviction intime et d'une vérité sévère sans doute, mais salutaire. Ce n'est pas en flattant les passions des peuples qu'on assure leur repos.

» Pour garantir d'une manière durable la paix et la prospérité de ses sujets dans ce royaume, l'Empereur a dû leur dire tout haut : « Demeurez fidèles à vos devoirs,
» et vous ferez oublier ce qui s'est passé; veillez vous-
» mêmes à la tranquillité de votre pays, garantissez-le de
» la publication d'écrits séditieux, et vous assurerez
» votre bonheur. Élevez vos enfants suivant les principes de
» la religion et de la fidélité envers leur souverain, et vous
» leur préparerez un bel avenir. Soyez les gardiens du

» repos intérieur de votre ville, et la citadelle d'Alexandre » n'existera que pour vous protéger, sinon vous attirerez » sur vous et sur votre patrie des maux incalculables. » Telles sont les vérités que l'Empereur et Roi a dû faire entendre aux députés de Varsovie; mais il a encore ajouté ces paroles mémorables que le *Journal des Débats* a évité avec soin de reproduire : « Depuis longtemps j'ai » pardonné les offenses dirigées contre moi et contre ma » famille ; mon seul désir est de rendre le bien pour » le mal et de faire votre bonheur malgré vous : *je l'ai* » promis devant Dieu, et je ne trahis pas mes serments. »

» Ces paroles de paix et d'oubli ont été hautement prononcées : elles retentiront dans le cœur de tous les Polonais fidèles à leur souverain et véritablement amis de leur pays; elles seront aussi, nous en avons l'espoir, un nouveau gage de la prospérité renaissante du royaume. Les ennemis de son repos pourraient seuls les dénaturer ou les taire. »

Immédiatement après le discours qu'il venait de prononcer, Nicolas, seul en avant de son escorte, défiant, pour ainsi dire, le danger qui pouvait menacer sa personne, se rendit à la citadelle. Pendant ce temps, le peuple de Varsovie, calme et silencieux dans les rues, murmurait tout bas : « *Voici notre père qui examine ses canons.* » Cette citadelle, intervenue d'une manière si menaçante dans la mise en scène du discours impérial, domine la ville; elle est vaste et communique, par un pont qui la dessert, avec la rive droite du fleuve. Nul doute que la voix de ses canons, en cás d'émeute, ne fût assez puissante pour couvrir celle du peuple faisant un appel aux armes.

Les conjectures qui avaient précédé et suivi les congrès des souverains réunis à Theresienstadt et Munchen-Graetz se renouvelèrent cette année au sujet de grandes

parades militaires qui eurent lieu à Kalisch de concert avec les troupes russes et prussiennes.

Tout avait été calculé pour donner à ces fêtes, présidées par les souverains du Nord, un caractère magnifique et imposant. Rien ne fut épargné, on ne recula même pas devant les dépenses énormes occasionnées par la mise en campagne de deux armées fortes d'environ quatre-vingt mille hommes, au nombre desquels on remarquait, outre dix mille soldats de la garde impériale amenés par mer de Saint-Pétersbourg à Dantzick, des régiments de cavalerie composés d'Asiatiques musulmans et cosaques. Les manœuvres commencèrent le 12 septembre en présence de l'empereur de Russie, du roi de Prusse, des princes et des princesses de leurs familles, de deux archiducs d'Autriche et d'une foule de personnages éminents des deux cours. Elles durèrent huit jours. L'impératrice de Russie y prit plus d'une fois une part active : revêtue d'un brillant costume enrichi de diamants, montée sur un cheval superbe, elle fit défiler son régiment, à la satisfaction de son père et de son époux.

Soixante-dix bataillons d'infanterie, quatre-vingts escadrons de cavalerie réunis sur ce point sous la protection de deux cent soixante bouches à feu représentèrent en grand le simulacre de la guerre avec une irréprochable précision.

Ces jeux guerriers furent entremêlés de cérémonies religieuses, de bals, de concerts, de festins, de représentations théâtrales, de feux d'artifice, d'échange d'uniformes et de décorations entre les princes russes et prussiens. Mais, au grand désappointement des oracles qui avaient prédit une démonstration plus décisive, tout se borna à du bruit et à de la fumée. Le véritable but des

manœuvres de Kalisch n'était autre que celui de consolider l'alliance de la Russie avec la Prusse, et d'éveiller un esprit de fraternité entre les troupes des deux nations.

Immédiatement après la levée du camp, les deux monarques se rendirent à Tœplitz, où ils rencontrèrent le nouvel empereur d'Autriche, Ferdinand, qui venait de succéder à François, atteint subitement le 24 février d'une pleurésie à laquelle il succomba le 2 mars.

De Tœplitz, les empereurs de Russie et d'Autriche se rendirent à Prague avec leurs cours. Enfin une rapide excursion de Nicolas à Vienne, où personne ne l'attendait, pas même son ambassadeur, fut le dernier incident de son voyage à l'étranger.

Toutes les tentatives faites pour renouer le faisceau de la sainte alliance et le former devant le libéralisme en marche échouèrent en partie, car l'Autriche redoutait moins à cette heure la contagion des idées révolutionnaires que les progrès envahissants de la Russie en Orient. Plusieurs causes de difficultés avaient déjà surgi entre ces deux États.

Les récents traités d'Andrinople et de Kounkiar-Skelessi étaient de puissants motifs donnés à l'Autriche pour surveiller plutôt que pour seconder les plans de la Russie, à qui l'article 3 du traité d'Andrinople concédant la possession militaire des îles qui forment le delta du Danube, plaçait désormais sous le contrôle de cette puissance les embouchures de ce grand fleuve. Le Danube n'était plus libre. La douane russe prélevait maintenant des droits sur les bâtiments autrichiens à l'entrée et à la sortie d'un fleuve que l'empereur Napoléon considérait comme le premier de l'Europe, en raison de ses cinq cents lieues de parcours et de ses cent vingt affluents navigables.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Le jugement dernier. — Affreux sinistre. — Le canot de Pierre le Grand. — Fête séculaire. — Guerre du Caucase. — Accident de l'Empereur. — Mort du roi Charles X. — Regrets de Nicolas. — Capture de Vixen. — Tournée d'inspection. — Fêtes militaires. — Faveurs accordées à l'Église catholique. — Incendie du palais d'hiver. — Action de courage et de dévouement. — Générosité du peuple russe. — Oukase de l'Empereur. — Rescrit de l'Impératrice. — Un sac de roubles. — Première pierre de la reconstruction du palais d'hiver. — Revers des armes russes dans le Caucase. — Énergique politique de Nicolas. — Réformes, progrès, améliorations. — Question des Indes. — Défiances de l'Angleterre. — Deux nouveaux sinistres. — Une femme forte. — Fiançailles de la grande-duchesse Marie. — Efforts des Russes dans le Caucase. — Harangue emphatique. — Énergique réponse. — Supplique à l'Angleterre. — Opposition de Schamyl. — Nicolas déclare la guerre au khan de Khiva. — Apostasie des Grecs unis. — Manœuvres perfides. — Attitude du saint siége. — Protestation de Grégoire XVI. — Échange de notes entre la cour de Rome et le cabinet de Saint-Pétersbourg. — Persécutions religieuses. — Prospérité de la Russie.

L'année 1837 commença sous de tristes auspices. Un épouvantable sinistre éclatant tout à coup au milieu des fêtes du carnaval répandit le deuil et la consternation au sein de la population de Saint-Pétersbourg. C'était le 2-14 février sur les quatre heures de l'après-midi. Une affluence considérable de spectateurs désireux d'assister à la première représentation d'une pièce intitulée *le Jugement dernier,* se pressait dans une vaste baraque élevée sur la place de l'Amirauté par les soins d'un nommé Lehmann, directeur d'une troupe de comédiens fort aimés du public. Le clergé s'était d'abord opposé à ce que cette représentation eût lieu un dimanche, par anticipation sur les fêtes du carnaval, qui ne devaient commencer que le lendemain lundi; mais l'autorité laïque en avait décidé autrement. Quelques instants avant le lever du rideau, le directeur Lehmann, sous le

costume de paillasse, se présenta tout effaré devant la rampe, et s'écria : « *Sauvez-vous, le feu est au théâtre.* » Le public, croyant que cet avertissement était un lazzi du comédien, se mit à l'applaudir sans quitter les places qu'il avait eu tant de peine à se procurer. « *Sauvez-vous,* » répéta Lehmann; et pour donner plus de poids à ses cris de détresse, il fit lever le rideau et ouvrir huit larges portes. Au même instant de longs jets de flammes se répandirent dans la salle. Un cri d'effroi retentit au sein de la foule, qui se précipita dans toutes les directions pour trouver un salut devenu impossible. Il était trop tard : quelques personnes seulement purent échapper au sinistre. Les autres, entassées, culbutées aux portes de sortie, formèrent une barricade humaine infranchissable. L'Empereur, qui dans ce moment se trouvait à l'une des fenêtres du palais, aperçut l'un des premiers les clartés de l'incendie, et l'un des premiers il apparut sur la scène du sinistre pour diriger en personne les secours.

Pendant ce temps, les pompes des divers quartiers étaient arrivées : des détachements des régiments de la garde les plus rapprochés, gardes à cheval Préobrajensky et Pavlosky, vinrent en toute hâte leur prêter secours. Tout ce que l'on pouvait tenter pour sauver les victimes fut entrepris; l'Empereur, dominant de sa haute taille cet affreux spectacle, animait du geste et de la voix les travailleurs. Des actes d'un courage inouï se firent sous ses yeux. Un simple paysan nommé Tikhon Savelieff, appartenant à une terre de la princesse Galitzin dans le gouvernement de Saratoff, se précipitant dans cet océan de feu, retira huit personnes sous les yeux de Nicolas, qui le récompensa généreusement plus tard. Toutes les classes de la société rivalisaient de dé-

vouement et d'intrépidité. Vains efforts; les flammes, entourant de toutes parts la baraque, en avaient fait une fournaise ardente où pour huit cents personnes dévorées vivantes le titre de la pièce annoncée allait devenir une affreuse vérité. Malgré l'héroïsme et le zèle déployés pour arracher à la mort quelques victimes, la toiture s'écroulant avec fracas écrasa sous ses décombres les malheureux que les flammes avaient épargnés.

Nicolas, en proie à un sombre désespoir, ne quitta la scène du sinistre qu'après avoir vu retirer jusqu'au dernier des cadavres de ces ruines fumantes. Les morts furent transportés en masses informes, calcinées, sans nom, à l'hôpital d'Oboukhoff. Les blessés respirant encore et transportés dans les salles de l'Amirauté furent confiés aux soins des médecins accourus de tous les quartiers de la capitale. Le peuple, couvrant la place au nombre d'environ cinquante mille hommes, montra dans cette circonstance tout ce que peut exercer de salutaire influence sur les masses russes la présence du souverain et le sentiment d'un grand malheur. Sans aucun frein qui pût le retenir, on le vit observer le plus grand ordre et un religieux silence, ouvrant une large voie au passage des pompes, ainsi qu'aux traîneaux qui transportaient les morts et les blessés, de sorte qu'avant la nuit toutes les mesures que nécessitait ce malheureux événement avaient été exécutées avec le succès qu'on pouvait espérer en de pareilles circonstances.

Le même jour il devait y avoir un bal à l'assemblée de la noblesse. L'heure avancée à laquelle avait eu lieu le sinistre de la place de l'Amirauté n'ayant pas permis de contremander cette fête, la noblesse du gouvernement de Saint-Pétersbourg, sur la proposition du grand écuyer prince Dolgorouky, son maréchal, s'empressa

de convertir le bal en une assemblée de charité. Une souscription ouverte en faveur des blessés, des veuves et des orphelins produisit en quelques instants une somme de 12,000 roubles. Cette somme ne tarda pas à s'élever au chiffre de 43,804 roubles, provenant en grande partie des dons de Leurs Majestés Impériales et des membres de leur famille. L'Empereur accorda en outre plusieurs pensions, exemptions d'impôts et autres faveurs aux parents de quelques victimes. Sur son ordre, un assez grand nombre d'orphelins furent placés dans divers établissements de la couronne. Pendant plusieurs jours, ce déplorable événement répandit une teinte sombre sur l'aspect général de Saint-Pétersbourg.

Le souvenir de ce sinistre n'était point encore effacé, que les habitants de la capitale furent conviés à une cérémonie qui ne s'était pas renouvelée depuis cent treize ans, et dont le canot de Pierre le Grand devait avoir tous les honneurs. L'histoire de ce canot est intéressante. Construit en Angleterre pour le boyard Nikita Romanoff, aïeul de Pierre le Grand, il avait servi dans la suite aux promenades nautiques du czar Alexis Mikhaïlovitch, et avait été retrouvé par Pierre sous un hangar du village d'Yzmaïlovo. D'après le désir de ce souverain, un Hollandais, nommé Brandt, contre-maître des constructions navales, répara cette embarcation, y adapta une voile et la lança sur la Yaouze et les lacs environnant Moscou.

De cette simple barque naquit dans le cœur de Pierre la pensée de créer une marine russe. A la voix de ce grand homme, les eaux de la mer Blanche furent bientôt sillonnées par de nombreux vaisseaux, et de jeunes marins formés d'abord à l'école des revers ne tardèrent pas à reparaître avec succès sur les eaux de la Baltique.

Un jour, Pierre le Grand se rappelant qu'il devait à ce frêle vaisseau la pensée première et féconde de la création d'une flotte, résolut de lui rendre de pompeux honneurs. En conséquence, par une belle matinée du printemps de 1723, le canot fut transporté de Moscou à Schlusselbourg, et le 28 mai-9 juin l'Empereur s'y embarqua pour descendre la Néva jusqu'à Saint-Pétersbourg, où l'Impératrice avec la flotte des galères l'attendait au lieu où s'élève aujourd'hui le monastère de Smolnoï : de là, il continua sa marche solennelle jusqu'à l'église de la Trinité. Alors mettant pied à terre, Pierre, l'Impératrice et leur suite se rendirent dans cette cathédrale, où ils entendirent la messe et assistèrent à un *Tè Deum*, accompagné des salves de l'artillerie. Puis, à la suite d'un splendide repas et d'un brillant feu d'artifice, le canot fut mis à couvert près de l'église et reçut une garde d'honneur.

Le 11 août de la même année, Pierre passant en revue la flotte de la Baltique, fit conduire le canot, qu'il avait baptisé du nom de l'*Aïeul de la flotte russe*, au milieu des bâtiments qui lui devaient leur naissance. Il ordonna ensuite que le 30 août de chaque année, l'*Aïeul* de la flotte russe, accompagné de tous les vaisseaux à l'ancre dans le port, serait conduit en grande pompe de la forteresse au monastère de Nevsky. A la fin de la messe, un archevêque en habits pontificaux et assisté de son clergé devait sortir processionnellement du monastère pour donner la bénédiction au canot. Tant que vécut Pierre, cette cérémonie fut rigoureusement observée; mais après sa mort elle tomba en désuétude, se renouvela sous le règne d'Élisabeth Petrovna et fut supprimée en 1750.

Depuis lors cette mémorable embarcation resta dé-

posée sous un hangar dans la forteresse, jusqu'au printemps de 1803, époque à laquelle Alexandre voulant célébrer l'anniversaire séculaire de la fondation de Saint-Pétersbourg, fit transporter solennellement le canot sur le vaisseau de guerre *le Gabriel*, à l'ancre au milieu de la Néva.

Lorsque Pierre célébra dans un repas la translation de l'*Aïeul* sur les bords du fleuve qui caressait de ses flots dans le berceau d'une grande ville la naissance d'une grande flotte, trois toasts furent portés : *le premier à la santé de l'Empereur, le second en l'honneur de l'Aïeul, le troisième à la gloire de sa postérité.* Or, la postérité ayant répondu aux espérances de Pierre le Grand, et son arrière-petit-fils, l'empereur Nicolas, voulant rendre un nouvel hommage à la mémoire du créateur de la marine russe, fit conduire en grande pompe le canot de Pierre le Grand devant la flotte qui, par le nombre de ses voiles, la force et l'armement de ses vaisseaux, ne s'était jamais présentée avec autant d'éclat dans la rade de Cronstadt.

Le 28 juin, le capitaine du principal port des galères, parti de l'Amirauté dans une chaloupe sur laquelle il avait arboré son pavillon, se dirigea vers la forteresse, suivi des conseils de l'Amirauté dont le pavillon était également déployé. Ce dernier fut salué par quinze coups de canon, et répondit à ce salut par un nombre égal de coups. A leur arrivée, les membres du conseil reçurent le canot des mains du commandant de la forteresse et lui en délivrèrent une reconnaissance. Le canot alors fut mis à l'eau par des marins de l'équipage de la garde décorés de l'ordre militaire, et reçut en nageant vers le palais de l'Amirauté un salut de trente et un coups de canon. Là, un pyroscaphe à bord duquel s'embarqua le con-

seil de l'Amirauté, le prit à la remorque et le conduisit jusqu'à Cronstadt où l'attendaient tous les honneurs militaires.

Le 2-14 juillet, placé à bord du pyroscaphe *l'Hercule*, sur une estrade recouverte en drap rouge, l'*Aïeul* reçut une garde d'honneur composée de marins de la garde commandée par un officier. Deux sous-officiers et deux gardes-marine furent placés en faction près du canot. Le 3-15, un détachement de la compagnie des grenadiers du palais, commandé par un colonel, vint doubler cette garde d'honneur. La flotte de la Baltique était rangée sur trois lignes au milieu de la rade de Cronstadt. Celle du centre se composait de vingt-six vaisseaux de ligne, entre la ligne du centre et celle de gauche, trois corvettes dans la ligne de gauche, treize frégates dans la ligne de droite, cinq frégates, huit bricks et plusieurs autres bâtiments formant en tout soixante-cinq voiles. La flotte était commandée par le vénérable amiral Crown, âgé de quatre-vingt-quatre ans; il avait sous ses ordres le vice-amiral Bellingshausen et les contre-amiraux Von Plater, Soustchoff, Koulitchine, Dourassoff, Lazareff, Papachristo, Povalischine et Kordukoff. Jamais la marine russe n'avait déployé sur un même échiquier une flotte militaire aussi considérable.

Dans la matinée du 3-15 juillet, l'*Hercule* ayant à bord l'*Aïeul de la flotte*, s'avança par un temps magnifique dans la petite rade. Une légère brise soufflant de l'ouest ondulait mollement la surface de la mer et faisait flotter les pavillons, les flammes, les banderoles des vaisseaux. A midi, le pyroscaphe *l'Ijora*, monté par l'Empereur et la famille impériale, accompagnés des ambassadeurs de France, d'Autriche et d'Angleterre, doubla l'angle du port militaire et salua de trente et un

coups de canon. Alors, sur un signal donné, le pyroscaphe *l'Hercule*, porteur du canot de Pierre le Grand, s'avança dans la grande rade de conserve avec l'*Ijora*, portant pavillon du grand amiral. Lorsque les deux pyroscaphes défilèrent devant le port marchand, les troupes rangées sur le parapet présentèrent les armes, les tambours battirent au champ, et les hourras des soldats se mêlèrent aux acclamations des marins étrangers, qui, du haut des hunes et des vergues de leurs navires pavoisés, rendaient hommage à la mémoire du grand homme qui avait ouvert au commerce les portes de son empire.

Quand l'*Hercule* arriva par le travers de la flotte tous les vaisseaux lui rendirent les honneurs militaires, et les équipages l'accueillirent par cinq hourras, se succédant sur son passage comme une traînée électrique à mesure qu'il parcourait la ligne des bâtiments. Accosté plus tard par l'*Ijora*, le pavillon impérial fut arboré sur le canot, et au même instant le tonnerre de l'artillerie de toute la flotte et de la forteresse se fit entendre. Ce fut à la fois un magnifique et touchant spectacle que celui de cette flotte manifestant par ses salves l'expression de sa reconnaissance pour la mémoire de son fondateur et la présence du petit-fils de Pierre le Grand, debout près du canot, semblant dire à son aïeul : « Regarde, tes plans ont été suivis et exécutés. » Tous les vaisseaux s'étaient pavoisés simultanément.

Dans la soirée, le canot de Pierre le Grand fut ramené à Saint-Pétersbourg et remis au commandant de la forteresse avec le même cérémonial et par les mêmes personnes qui étaient venues l'y chercher.

On se rappelle qu'en vertu d'une convention conclue à Constantinople, la Porte, après avoir obtenu une ré-

duction importante sur la dette qu'elle avait contractée envers la Russie, à titre d'indemnité de guerre, s'était engagée à lui payer dans les cinq mois suivants la somme de 80 millions de piastres turques; que la Russie s'était également engagée, lorsque cette somme aurait été intégralement payée, à évacuer la forteresse de Silistrie, mise entre ses mains par le traité d'Andrinople comme un gage, jusqu'à l'entière extinction de la dette ottomane. C'est sur l'article 4 de ce traité que la Russie établissait ses droits à la possession du pays des Circassiens; mais ceux-ci, ne reconnaissant point cette nouvelle domination, avaient pris les armes pour la combattre. Une guerre mêlée de succès et de revers, guerre de surprises, d'escarmouches sans résultats décisifs, avait éclaté entre les deux partis et s'était signalée du côté des peuplades belliqueuses de la Circassie par une tactique militaire qui rappelait la régularité des troupes européennes.

Quoi qu'il en soit, les Russes parvinrent à remporter vers le milieu de l'année une victoire importante. Au nombre de quinze mille hommes, ils attaquèrent simultanément par terre et par mer Soudjouk-Kalé, place forte de la côte, située entre Anapa et Ghelendjeck. Les pertes qu'ils éprouvèrent en s'emparant de la forteresse furent amplement compensées par les avantages de la position conquise, qui les rendant maîtres de ce point de la côte, leur permettait de couper à l'ennemi les convois qui le ravitaillaient par mer.

La nouvelle d'un voyage que l'empereur Nicolas projetait sur ces entrefaites dans la Bessarabie et en Crimée, vint corroborer les conjectures qu'une levée extraordinaire de cinq hommes sur mille, ordonnée par un oukase du 31 juillet-12 août, autorisait à former sur les intentions

du cabinet russe pour la soumission complète des Circassiens. Mais un accident imprévu empêcha l'exécution complète de ce voyage. Le Czar se rendait en calèche couverte de Penza à Camboff, lorsqu'à cinq kilomètres de la ville de Tchembar la calèche versa, et l'Empereur tombant sur le côté gauche se cassa la clavicule. Malgré la gravité de cet accident, arrivé dans la nuit du 26 août-5 septembre, Nicolas eut le courage de se rendre à pied jusqu'à la ville pour se faire poser le premier appareil et expédier un courrier à l'Impératrice. Après avoir pris quelque repos, il fit partir un second courrier porteur comme le premier de lettres dans lesquelles il traça de sa main tous les détails de l'accident qui lui était arrivé.

Cette fracture, quoique simple et sans complication, et tout en faisant espérer une prompte et complète guérison, n'en força pas moins l'Empereur à renoncer à ses projets de tournée, de revue, et à séjourner plusieurs semaines dans la ville de Tchembar. Malgré ce repos imposé à son activité, il n'en surveilla pas moins attentivement le cours des affaires de l'État.

Six ans s'étaient écoulés depuis la révolution de juillet sans que les répugnances de l'*autocrate* de Russie contre l'*usurpation de famille* se fussent modifiées. A toutes les avances de Louis-Philippe, il répondait par la froideur, sinon le mépris. Aux idées qui avaient préparé le chemin du trône des Tuileries au duc d'Orléans, Nicolas attribuait toutes les agitations qui avaient bouleversé une partie de ses États, et les commotions dont l'Espagne, le Portugal et l'Italie ressentaient encore le contre-coup. Les droits légitimes de dom Miguel et de Charles V mis en question et repoussés, les guerres civiles, les émeutes, les attentats

monstrueux, l'audace des mauvaises passions, les espérances et les menaces des sociétés secrètes, tout cela n'était point fait pour le rapprocher de la France, que parfois dans son langage familier il appelait l'outre d'Éole. Aussi son antipathie pour la famille d'Orléans se traduisait-elle à chaque occasion par les marques d'un dépit mal contenu. Il avait accueilli tout récemment le nouvel ambassadeur de Louis-Philippe par des mots flatteurs qui se rapportaient uniquement à l'homme chargé de représenter le roi des Français. « Monsieur de Barante, lui avait-il dit, je suis charmé de recevoir en vous l'ambassadeur... des ducs de Bourgogne. » Cet éloge, accordé avec infiniment d'esprit à l'historien, renfermait un trait acéré contre l'ambassadeur.

La nouvelle de la mort du roi Charles X, qui parvint à Nicolas vers la fin du mois de novembre, augmenta, s'il est possible, les sentiments hostiles qu'il professait pour un ordre de choses né dans le travail des barricades. Par contre, les regrets qu'il donna à la mémoire du vieux roi mort dans l'exil furent sincères; il les manifesta publiquement et à haute voix comme un pieux hommage rendu au malheur et aux vertus chevaleresques du roi de France.... Il voulut que la cour impériale prît le deuil pour vingt-quatre jours, et se fit raconter en détail les derniers moments de l'illustre mort.

Le roi Charles X avait quitté Lintz pour se rendre à Goritz, sous le coup d'un sombre pressentiment. Plusieurs fois pendant ce voyage qui le conduisait vers une tombe, il témoigna le regret d'avoir quitté Lintz; il voulait même y retourner, mais les instances de la duchesse d'Angoulême, à laquelle il n'avait jamais rien refusé, le déterminèrent à continuer sa route; il arriva

sans accident à Goritz. Le 4 novembre, jour de sa fête, fut célébré en famille par les rares courtisans du malheur. Malgré les tristesses de l'exil, le Roi montra même de la gaieté pendant le repas; sa santé n'avait jamais paru meilleure. Cependant vers le soir il se plaignit d'un malaise et rentra dans son appartement. Plus tard, dans la nuit, des vomissements accompagnés de crampes annoncèrent tous les symptômes du choléra. « J'en ai fini avec les choses de ce monde, dit le Roi; le malheur comme la gloire, tout passe en ce monde. » L'évêque d'Hermopolis consola le monarque, mais il ne put lui administrer la sainte communion en raison de la fréquence des vomissements. Les symptômes du choléra avaient cessé devant l'énergie des remèdes appliqués à temps, mais l'affaiblissement qui succéda à cette violente attaque fut tel, que l'âge avancé du Roi dut céder à ce dernier mal. L'évêque administra l'extrême onction à Sa Majesté, qui répondit d'une voix distincte aux prières des agonisants. Ses dernières paroles furent pour le bonheur de la France, qu'il avait tant aimée. Il expira à une heure du matin, dans les bras de la duchesse d'Angoulême, sublime holocauste de toutes les douleurs humaines. Le nom de cette infortunée princesse se trouva plus d'une fois sur les lèvres de l'empereur Nicolas, uni à celui du roi Charles X.

Un incident dont les conséquences auraient pu devenir graves eut lieu à cette époque dans les eaux de la mer Noire : les vaisseaux de la marine russe capturèrent le schooner anglais *le Vixen*, le capitaine du bâtiment et le propriétaire de la cargaison qui se composait de sel, au moment qu'ils étaient venus dans ces parages pour débiter cette denrée aux habitants; mais le *Vixen*, que des journaux de Londres avaient accusé de porter des

munitions de guerre aux Circassiens, avait été trente-six heures en communication avec la côte, et n'avait plus que deux canons au lieu des quatre qu'il devait porter. Le fait de livraison de munitions de guerre aux Circassiens était patent; il était également prouvé que le schooner avait violé les règlements de douane et de quarantaine de la Russie, sur la côte d'Abasie. Aussi fut-il déclaré de bonne prise et conduit comme tel dans le port de Sébastopol. Cependant le gouvernement russe n'appliqua point toute la rigueur des lois à l'équipage, qui fut mis en liberté.

Le voyage d'inspection dans les provinces méridionales, que l'accident arrivé à l'Empereur avait interrompu au mois de septembre dernier, fut repris cette année sur de plus larges proportions. En effet, l'Impératrice, le grand-duc héritier, le grand-duc Michel et les principaux dignitaires de la couronne accompagnèrent Nicolas, pour assister à de grandes manœuvres militaires qui devaient avoir lieu dans la plaine de Vosnesensk, située sur le Boug, à cent trente-cinq kilomètres d'Odessa. Comme au temps de Catherine II, où les courtisans faisaient jaillir sur son passage au milieu des steppes des villes de bois ou de carton peint, des palais, des jardins, des salles de concert et de bal avaient été improvisés dans cette plaine pour les fêtes auxquelles l'Empereur avait convié un grand nombre de princes et de généraux étrangers. Les troupes, réunies sous le commandement en chef du comte de Witt, formaient un effectif de quarante mille cavaliers, vingt mille fantassins et cent quatre-vingts bouches à feu, environ quatre-vingt mille hommes. L'infanterie avait assis son camp sur les hauteurs qui dominent le village de Boug, la cavalerie avait dressé ses tentes sur les bords du fleuve; ses lignes, coupées par

des bouquets de verdure, occupaient un espace de seize kilomètres et formaient un coup d'œil des plus pittoresques. Toute la mise en scène des jeux guerriers, si chers aux princes de la famille Romanoff, fut déployée en cette circonstance : les prises d'armes, les alertes inopinées, les charges des escadrons faisant trembler le sol, les tonnerres de l'artillerie foudroyant des ennemis imaginaires, le bruit du canon le jour, l'harmonie de la musique le soir, les plaisirs du bal après le simulacre de la guerre, tel fut le programme des fêtes qui pendant quinze jours firent une diversion aux graves soucis de la politique.

Du camp de Vosnesensk, la famille impériale se rendit à Odessa, d'où elle s'embarqua pour la Crimée. L'intention du Czar était de visiter les ports de Nicolaïeff, de Sébastopol, et d'assister aux évolutions de la flotte dans la mer Noire; mais l'amiral russe allégua les tempêtes de l'équinoxe et le peu de sûreté de la rade pour ajourner cette partie du programme de la tournée impériale. Nicolas dut renoncer pour les mêmes motifs à son projet de traverser le Caucase, de se rendre à Tiflis, et de pousser jusqu'à l'extrême frontière orientale de ses États. A Érivan, l'une de ses dernières conquêtes, il se borna à visiter le camp de Ghelendjeck et la forteresse d'Anapa. Le 25 octobre-7 novembre, la famille impériale fit son entrée à Moscou, où elle comptait passer quelques jours.

Le voyage de l'Empereur en Crimée redoubla l'attention publique éveillée sur cette guerre de Circassie dont la Grande-Bretagne, inquiète pour son commerce dans la mer Noire et pour ses possessions dans les Indes, se préoccupait si vivement.

De l'issue de la lutte engagée par la Russie contre les

tribus caucasiennes dépendait la sécurité des possessions anglaises; car, maîtresses des défilés par lesquels l'empire moscovite communique avec la Géorgie, ces tribus couvraient la route qui, par les grandes étapes de Tiflis, Bagdad et Téhéran, conduit à Calcutta. Aussi un instant avait-on cru que le cabinet de Saint-James aurait profité de la prise du *Vixen* pour se prononcer ouvertement contre les prétentions de la Russie sur l'Abasie et en faveur de l'indépendance circassienne, mais il n'en fut rien; l'Angleterre passa condamnation sur le fait du navire capturé, et n'accorda aux efforts des Circassiens combattant pour leur indépendance, que le concours stérile d'une sympathie négative.

Au reste, cette lutte avec la Circassie, école militaire de la Russie, était une question qui remontait à plusieurs années : Pierre le Grand, le premier, l'avait soulevée. Ses projets de domination, conçus dès 1723, sur les provinces de la mer Caspienne et du Caucase, avaient été repris en 1783, époque à laquelle le souverain de la Géorgie, se déclarant lui-même vassal des Romanoff, prépara la réunion de ses États à l'empire russe. Le traité de 1806, qui sanctionna cette annexion, a cela de remarquable qu'il abandonne à la Russie non-seulement les provinces constituant la Géorgie, mais encore toutes celles qui en avaient fait partie autrefois et qualifiées par ces mots : *Possessions à reprendre.*

Malgré son importance, la Géorgie proprement dite n'était point la conquête que l'ambition russe convoitait le plus; ce qu'elle revendiquait en vertu du traité d'Andrinople, c'était le territoire des Abases placé entre la mer Noire et la chaîne de montagnes qui sépare l'Europe de l'Asie. Elle en comprenait l'importance pour établir une sorte de plain-pied entre ses possessions d'en deçà

et d'au delà du Caucase. Pour aller en Géorgie et en Mingrélie, l'Abasie offre une route plus sûre que les gorges profondes habitées par les Circassiens et où quelques braves pourraient défier une armée entière, de telle sorte que les marches des Russes dans le Caucase sont toujours des expéditions militaires et souvent des opérations malheureuses. D'un autre côté, la Russie n'ignore point que la puissance qui s'établirait solidement sur cette ligne d'âpres sommets, fermée de chaque côté par une mer, en ferait un boulevard inexpugnable d'où elle commanderait à l'Asie centrale. De là cette continuité de persévérance dans ses projets qui *tôt ou* tard donnera raison à ses armes.

Quoi qu'il en soit et malgré les succès des Russes, les Circassiens et les Abases offraient dans ce temps l'exemple des prodiges que peuvent faire des gens déterminés à mourir pour conserver leur indépendance. Les Russes arrivèrent encore au terme de cette année sans avoir fait des progrès sensibles dans la soumission de ces rudes contrées. Chaque succès pour eux était acheté par des pertes cruelles, car dans cette guerre de montagnes ils avaient tout contre eux, l'âpreté du climat, les obstacles du terrain, les surprises imprévues, les embuscades habilement dressées et le courage indomptable des peuplades insoumises.

Depuis quelque temps l'empereur Nicolas semblait vouloir faire oublier les rigueurs que son gouvernement exerçait contre les populations catholiques de la Pologne par des actes de générosité en faveur de l'Église romaine établie en Russie. Indépendamment de dépenses considérables faites dans diverses parties de l'empire pour la réparation et l'entretien des temples appartenant à cette communion, il assigna sur le trésor impérial une

somme de 200,000 roubles pour la construction d'une église catholique en pierre à Cronstadt, où les catholiques romains, étrangers pour la plupart à ce port, la réclamaient depuis de longues années. La petite église construite en bois dans cette ville tombait en ruines et ne répondait plus aux besoins de la population catholique, augmentée par l'affluence des voyageurs arrivant chaque année, à l'époque de la navigation, de divers pays, et trouvant de plus en plus difficile l'accomplissement de leurs devoirs religieux. La première pierre de cette nouvelle église, placée sous l'invocation des saints apôtres Pierre et Paul, fut posée solennellement, le 28 août-9 septembre, par l'évêque Ignace Pavloski, président du collége ecclésiastique catholique romain, en présence de l'aide de camp général Kolzakoff, général de l'état-major général de la marine, du vice-amiral Bellingshausen, remplissant les fonctions de gouverneur militaire de Cronstadt, du général-major Buhrmeister, commandant de place, et d'une nombreuse réunion d'officiers supérieurs de la marine, du génie et d'employés civils.

Cette même année, à la demande du prieur de la paroisse de Sainte-Catherine à Saint-Pétersbourg, Nicolas lui accorda, sur la banque d'emprunt, un prêt de 500,000 roubles, sans intérêts, pour quatre ans, afin de faire reconstruire sur une plus vaste échelle la vieille maison dépendant de cette église. Au bout des quatre années, ce prêt pouvait être atermoyé à vingt-six ans, sans prime, au profit de la banque.

Cependant la Providence ménageait à l'Empereur une nouvelle épreuve qui devait mettre une fois encore en relief toute l'énergie de son courage et toute la force de sa volonté. Dans la soirée du 17-29 décembre la cour

assistait à une représentation du théâtre français, lorsqu'au milieu d'une pièce on vit entrer dans la loge impériale un adjudant qui, s'approchant du ministre de la maison de l'Empereur, lui dit quelques mots à l'oreille et se retira avec précipitation. Le prince Wolkonsky continua à regarder la représentation avec une distraction qui n'échappa à personne; il était inquiet, préoccupé. Une demi-heure à peine s'était écoulée que l'adjudant revint et lui adressa quelques mots à voix basse. Le prince aussitôt les transmit à l'Empereur, que l'on vit se lever précipitamment, et sortir de la loge sans prévenir l'Impératrice du motif de son absence. Il s'élança sur un cheval qu'on lui avait amené devant la porte du théâtre, et partit au galop dans la direction du palais d'hiver. Une foule immense se pressait dans les rues et marchait du même côté. Il était neuf heures et demie, et cependant la nuit resplendissait comme si elle eût été éclairée par une immense aurore boréale; de longues gerbes de flammes s'élançaient dans les airs, et répandaient au loin de sinistres lueurs. Le palais d'hiver était tout en feu.

Le tableau qui s'offrit aux regards de Nicolas lorsqu'il arriva devant ce vaste foyer d'incendie était effrayant. De toutes les fenêtres des colonnes de feu, se dessinant en courbes ardentes, jaillissaient avec un sifflement aigu comme doit l'être le râle d'un damné, et semblaient lécher en montant vers le ciel les pieds des statues symboliques qui ornent la partie supérieure du palais, et qui devaient résister à cet immense naufrage. Nicolas fit aussitôt prévenir l'Impératrice de ce qui se passait, en l'engageant à se rendre au palais d'Anitschkoff, où ses augustes enfants avaient été transportés. L'Impératrice se disposait en effet à les rejoindre, lorsqu'elle se rap-

pela qu'une de ses demoiselles d'honneur, la comtesse S. Golénistcheff-Koutousoff, se trouvait gravement malade au palais. Craignant alors qu'on ne l'oubliât dans le trouble et le désordre de l'incendie, elle se rendit immédiatement sur le théâtre du sinistre, et ne le quitta qu'après s'être assurée que la malade se trouvait en sûreté.

Pendant ce temps, l'Empereur, conservant un admirable sang-froid au milieu du tumulte général, faisait le tour du palais pour relever les sentinelles, qui, refusant de se retirer sans les ordres de leurs chefs, attendaient l'arme au bras avec une héroïque résignation, malgré l'épouvantable chaleur qui les dévorait. Plusieurs déjà, victimes de la discipline militaire, avaient péri au poste du devoir. Nicolas, pénétrant ensuite dans l'intérieur du palais, reconnut au premier coup d'œil le danger d'un prochain écroulement. Il se rendit aussitôt dans les salles les plus menacées pour en éloigner les hommes occupés à arracher à l'incendie les meubles précieux; il dut employer la violence pour accomplir cette œuvre de salut. Quatre travailleurs occupés à détacher une magnifique glace ne voulaient pas se retirer avant d'avoir exécuté leur mission; alors Nicolas tira son épée, et de la poignée il frappa la glace avec tant de violence, qu'elle tomba en éclats sur ces hommes dévoués. Ils avaient à peine franchi la salle, que le plafond s'écroula derrière eux avec un fracas épouvantable.

Dans ce moment on vint avertir l'Empereur que sur un autre point de la ville, à l'extrémité de Wassili-Ostroff, le feu s'était manifesté au port des galères. A la nouvelle de ce nouveau désastre, Nicolas ordonne au grand-duc héritier de se rendre sur les lieux pour diriger les secours. Le jeune prince se jette dans le premier

traîneau qu'il rencontre, puis, passant à fond de train devant les casernes du régiment des gardes de Finlande, il envoie sur-le-champ le premier bataillon au secours des incendiés. Quelques instants après son traîneau verse, il s'élance sur le cheval d'un gendarme qui passait et poursuit sa course précipitée. Son arrivée inattendue au port des galères fit rentrer l'espoir dans le cœur des habitants menacés d'une conflagration générale. Son exemple, ses paroles ranimèrent le zèle des travailleurs. En peu d'instants leurs efforts habilement dirigés se rendirent maîtres de l'incendie.

Rassuré sur ce point, le grand-duc héritier revint rendre compte au Czar du succès de la mission qu'il lui avait confiée, et partager avec lui les angoisses de cette nuit terrible. De son côté, le grand-duc Michel, à la tête de la garde dont il était le commandant en chef, disputait le palais de l'Ermitage, contigu au palais d'hiver, aux flammes qui le menaçaient. Les soldats, stimulés par l'exemple de l'intrépidité et du dévouement que leur donnait le frère de l'Empereur, rivalisaient de zèle et d'empressement à exécuter ses ordres. Plus d'une fois Michel dut ralentir le courage de ces braves gens, qui se précipitaient sans les calculs de la prudence au milieu du plus grand danger. C'est ainsi que, par le concours unanime de tous les efforts et de toutes les volontés, le prince parvint à poser des bornes à l'action dévastatrice du feu sans exposer le bien le plus précieux des souverains, la vie de leurs sujets.

A minuit, l'on dut renoncer à l'espoir de sauver le palais d'hiver; tout ce que le courage et le dévouement peuvent inspirer avait été vainement employé; l'incendie, se jouant des efforts qui s'épuisaient à le combattre, dévorait avec une rapidité effrayante toutes les parties de

l'édifice : il semblait braver les eaux de la Néva, paralysée sous ses pieds par l'hiver. Telle était son intensité, que sous l'action pénétrante de l'atmosphère embrasée en quelque sorte, on voyait fondre les glaces du fleuve, et cependant le thermomètre marquait vingt-cinq degrés au-dessous de zéro. L'eau gelait dans les airs, malgré la précaution qu'on avait eue d'employer les pompes à fourneau, dans lesquelles l'eau se maintient tiède et liquide.

Pendant que l'œuvre de destruction se consommait, les efforts des travailleurs, changeant de nature, ne tendirent plus qu'à mettre en sûreté les objets précieux menacés par les progrès irrésistibles de l'incendie, et à les transporter à l'hôtel de l'état-major général et au palais voisin de l'Amirauté. On réussit à sauver de cette manière les insignes et les diamants de la couronne, ainsi que les diamants de l'Impératrice et des grandes-duchesses. Mille objets précieux, tels que les portraits et les tableaux qui rappelaient les époques les plus glorieuses de la Russie, le meuble chinois qui décorait l'appartement de Catherine II, tous les trésors que renfermait celui de l'Impératrice, les vases précieux, les statues de prix, les riches candélabres, les bronzes, les pièces d'or et d'argenterie, les étoffes rares furent également déposés en lieu de sûreté. L'Empereur ne songea qu'à dérober aux flammes la correspondance intime de l'impératrice Alexandra, le trésor le plus cher à son cœur.

A ces actes de dévouement se mêlaient les scènes les plus étranges. Malgré la gravité de la circonstance, Nicolas ne put s'empêcher de sourire à la vue d'un troupeau de vaches et de chèvres que les serviteurs du palais, disputant aux ravages de l'incendie, faisaient descendre des combles de l'édifice, où, pour l'exploita-

tion d'une industrie cupide, les pauvres bêtes se trouvaient secrètement détenues [1].

Les prêtres attachés au service religieux du palais, oubliant dans la terreur panique qui les faisait fuir les devoirs de leur ministère, refusaient aux prières des sentinelles résolues à ne point abandonner leur poste périlleux une bénédiction suprême qu'ils leur lançaient en courant.

Malgré la rigueur du froid, cent mille curieux, debout sur la place, immobiles, consternés, contemplaient en silence ce lugubre spectacle. A minuit moins quelques minutes le timbre de l'horloge se mit à sonner comme un glas funèbre la dernière heure du palais impérial. Chaque coup frappé sur l'airain rendait une vibration stridente précipitée. La foule en compta jusqu'à onze; mais au moment où le timbre allait frapper le douzième, l'horloge, se détachant avec un sifflement aigu, roula du faîte de l'édifice sur les débris enflammés des splendeurs souveraines. Après avoir assisté à cette dernière scène du drame qui venait de se dérouler sous ses yeux, le peuple consterné se retira en silence, mais l'empereur Nicolas ne quitta le lieu du sinistre qu'après avoir vu la magnifique résidence de ses prédécesseurs entièrement consumée.

« Dieu soit béni, dit-il en rejoignant sa famille au palais d'Anitschkoff, personne n'aura péri, je l'espère. » Tout le cœur de Nicolas se trouve dans cette pieuse action de grâces rendue à Dieu. Que lui importaient les splendeurs d'un palais auprès de la vie d'un homme!

[1] Une partie des combles du palais était transformée à l'insu de la famille impériale en une véritable vacherie. Le bétail nourri avec les débris des cuisines, procurait en fait de crème, de lait et de beurre, d'abondants bénéfices aux gens qui avaient eu l'idée de cette exploitation.

Cet immense désastre n'avait pu s'effectuer cependant sans faire des victimes ; treize hommes avaient péri : les uns, victimes de la foi militaire, n'avaient point voulu abandonner leur poste sans en être relevés par leurs chefs ; les autres avaient succombé victimes de leur dévouement et de leur zèle.

Dans les premiers moments de l'effroi causé par la nouvelle du sinistre, et tandis que l'impératrice Alexandra, n'écoutant que la voix de son cœur, s'exposait elle-même au danger pour sauver une de ses dames malade, son secrétaire particulier, le conseiller intime Chambeau, se rendait dans le boudoir de cette princesse avec une douzaine de fidèles serviteurs, et faisait emporter au palais d'Anitschkoff tous les objets à l'usage de l'Impératrice ; il les fit ensuite disposer avec une habileté si parfaite, que lorsque Alexandra entra dans son nouvel appartement pour se reposer, elle ne trouva rien de changé que les quatre murs. Tout ce qu'elle aimait était à sa place accoutumée : ses montres, ses vases, ses écrins, ses toilettes, les mille indispensables futilités du boudoir d'une femme de goût, rien n'avait été oublié. A ces mots : « Laissez passer, ceci appartient à l'Impératrice, » le peuple s'était rangé respectueusement devant le passage de ce précieux dépôt.

De ce vaste palais, le plus vaste du monde[1], il ne restait debout que les murailles, dont les énormes épaisseurs, formées de briques, s'étaient durcies au feu. Le reste n'offrait plus qu'un aspect de ruines fumantes. L'Empereur ordonna qu'une commission fût formée pour rechercher les causes de l'incendie. Les explications fournies de vive voix par les personnes le mieux en état de donner des renseignements exacts n'étant point satisfai-

[1] Voyez les Documents historiques, n° 21.

santes, les membres de cette commission, assistés par des architectes, acquirent la certitude que la véritable cause de l'incendie provenait d'un tuyau de chaleur qu'on avait oublié de boucher lors des dernières réparations faites à la salle des feld-maréchaux. Ce tuyau de chaleur se trouvait dans un grand tube de conduite qui s'étendait entre les salles des chœurs et la voûte en bois de la salle de Pierre le Grand, attenant à celle des feld-maréchaux. C'est de ce conducteur que le feu s'était échappé et qu'il s'était communiqué à la boiserie des salles et de la voûte de celle de Pierre le Grand. Des clôtures boisées offraient sur ce point un riche élément à l'incendie; aussi les flammes s'étendirent-elles avec une rapidité effrayante jusqu'à la charpente de la toiture. Une fumée épaisse se répandit aussitôt dans les greniers et se déploya avec une rapidité qui devait rendre impuissantes toutes les tentatives de secours.

Les jours qui suivirent ce sinistre virent éclater dans toute leur élévation de cœur les sentiments d'amour et de dévouement que le peuple russe professait pour son souverain : toutes les classes de la société, depuis le prince jusqu'au mougik, comprenant que la destruction du palais d'hiver était une perte publique, un désastre national, résolurent de concourir à la réédification de ce monument par des offrandes spontanées proportionnées à la position des fortunes, et tel fut l'empressement général à donner suite à cette idée, que l'empereur Nicolas crut devoir le modérer par l'oukase suivant adressé au ministre de l'intérieur secrétaire d'État Bloudoff :

« L'incendie qui a détruit en partie Notre palais d'hiver a été pour Nos fidèles sujets une occasion de nouvelles manifestations de leur zèle. D'après les rapports qui Nous parviennent de toutes parts, toutes les classes

de la population rivalisent d'empressement à concourir à la reconstruction de cet édifice par des offrandes spontanées et proportionnées à leurs moyens. Ces sacrifices ne seront pas nécessaires : Nous ne les acceptons point; mais Notre cœur est vivement touché des sentiments qui les ont inspirés, sentiments de dévouement profond et fidèle à Notre personne et au trône qui se révèlent avec une nouvelle force à chaque événement plus ou moins important de Notre règne.

» Désirant le témoigner hautement, Nous vous ordonnons de faire parvenir à Nos fidèles et bien-aimés sujets de toutes conditions, par l'organe des administrateurs en chef des gouvernements et par celui des maréchaux de la noblesse, l'expression de Notre gratitude impériale pour ces marques de leur attachement. Nous remercions cette noblesse, qui, dans les circonstances actuelles comme en toute occasion, a prouvé comment elle savait se montrer fidèle au but de son institution, ainsi qu'à ses principes, en étant toujours la première à servir d'exemple et de modèle de dévouement.

» Ce dévouement Nous est plus cher que les trésors les plus précieux et les productions de l'art les plus parfaites. La pensée de l'amour franc et loyal de Nos fidèles sujets, de cet amour inaltérable, quelles que soient les circonstances, Nous allége le poids des soucis et des soins inséparables du gouvernement, puisqu'il est pour nous le gage de la prospérité future et de la gloire de Notre patrie bien-aimée.

» *Signé* NICOLAS. »

Le même jour, l'impératrice Alexandra adressa au grand-duc Michel un rescrit pour remercier, dans la personne de son commandant en chef, le corps de la garde

qui, par un héroïque dévouement, était parvenu à sauver de l'incendie tous les objets précieux appartenant à elle, ainsi qu'aux autres membres de la famille impériale.

« Sa Majesté l'Empereur, disait-elle en terminant, a su pleinement apprécier une si belle action, et moi, guidée par le sentiment le plus vrai, j'offre à Votre Altesse Impériale l'expression de ma gratitude sincère pour sa coopération personnelle dans cette circonstance. Je la prie instamment de vouloir bien exprimer ma reconnaissance à tous les généraux et officiers du corps de la garde, et de faire remercier en mon nom tous les sous-officiers et soldats qui ont déployé en cette occasion un zèle si louable et si exemplaire. »

Quelques jours après l'incendie du palais d'hiver, l'Empereur faisait sa promenade accoutumée sur la perspective de Nevsky; un instant son traîneau, dont la simplicité bourgeoise faisait contraste avec la foule des somptueux équipages, se trouva arrêté par un embarras imprévu. Tout à coup un paysan, perçant la foule, s'approcha rapidement de Nicolas, qu'il s'était fait désigner, et jeta un gros sac sur la fourrure du traîneau impérial, puis il disparut derrière un groupe de mougiks. Cette action avait été si rapide que l'Empereur avait à peine eu le temps de voir la personne qui l'avait commise. Le sac, rempli de roubles, contenait le billet suivant :

« Sire,

» Nous ne sommes pas riches, mais nous sommes reconnaissants.... Il y a deux ans, lorsque le feu du ciel eut détruit notre pauvre village, tu as relevé nos maisons : tu nous permettras de t'aider à *relever la tienne*. Ce que nous t'offrons est bien peu de chose, nous le savons, mais notre amour pour toi est bien grand :

nous t'aimons comme notre père et notre empereur. Nos biens, notre sang, tout ce que nous avons, tout ce que nous sommes t'appartient.... Que Dieu t'accorde bonheur et santé! »

Toutes les recherches faites pour retrouver les traces des donateurs anonymes ayant été infructueuses, Nicolas, se résignant à accepter leur offrande, ordonna que cette somme fût consacrée aux frais des premiers travaux, afin que la première pierre de son palais reconstruit reposât sur l'amour du peuple.

« L'immobilité du monde, a dit un grand poëte égaré dans l'histoire après l'avoir été dans la politique, a été le caractère général du règne de l'empereur Nicolas. » Nous ne pensons pas que cette opinion soit fondée; à notre avis, il est peu de règnes qui aient été plus tourmentés, plus mouvementés que celui dont nous écrivons l'histoire. Il présente, depuis le 14-26 décembre jusqu'au jour de la mort du successeur d'Alexandre, une série d'événements dont la mobilisation se manifeste dans les nombreuses guerres que la Russie eut à soutenir non-seulement en Europe, mais en Asie, guerres civiles, guerres étrangères, guerres de principes, guerres d'intérêts.

La guerre que Nicolas soutenait depuis deux années contre les Circassiens ne fut pas heureuse dans les commencements de cette année (1838). Protégés par les accidents de leur pays, qui leur permettent de combattre en partisans et de suppléer à l'avantage du nombre par celui des surprises et des embuscades, ces guerriers indomptables attaquèrent les Russes dans le mois de février, et leur firent subir de sérieux échecs. Ces revers parurent assez graves à Saint-Pétersbourg pour que l'Empereur crut devoir, en remplacement du général

en chef, nommer le général Golovine au commandement suprême de l'armée du Caucase, et confier au contre-amiral Krouchoff la surveillance rigoureuse du blocus de l'Abasie : l'activité, l'énergie de ces deux hommes, justifiant le choix de Nicolas, prouvaient l'importance qu'il attachait à cette guerre. L'apparition parmi les Tartares-Avariens, belliqueuse nation alors insurgée contre l'empire moscovite, d'un membre de la famille de Girops, autrefois souveraine de la Crimée, vint ajouter aux embarras de la situation. L'Empereur s'efforça d'étouffer promptement cette révolte, qui aurait pu propager l'insurrection au sein des peuplades soumises.

Cependant les hostilités ne perdaient point de leur intensité à Shushen; les Circassiens avaient obtenu de nouveaux avantages; les Russes, dont la flotte était composée de vingt vaisseaux de guerre, avaient effectué un débarquement sur la côte, mais les Circassiens, temporisant, appelaient tous leurs guerriers aux armes, faisant à la fois appel à leur courage, à leur zèle et à leur fanatisme religieux. Tous jurèrent sur le livre du Coran qu'ils ne déposeraient les armes qu'après avoir chassé les ennemis du territoire. Leur armée, forte de sept mille hommes commandés par les chefs Ubesh-Hadjie, Berseck-Islam et Zelka, remporta une victoire signalée.

Tout concourut à rendre complète la défaite des Russes, car la mer qui devait les protéger, prêta une de ses plus violentes tempêtes aux guerriers de la Circassie. Plusieurs de leurs vaisseaux, entre autres deux corvettes et un vaisseau à deux ponts, furent jetés à la côte, deux vaisseaux de ligne et deux bateaux à vapeur périrent corps et biens; enfin on évalue à trente le nombre des bâtiments désemparés dans ce sinistre maritime.

La garnison du fort de Stocka, qui avait fait une sortie pour défendre les épaves des corvettes naufragées, fut taillée en pièces, et perdit mille hommes sur onze cents. Ces pertes successives n'empêchèrent pas le général russe d'adresser aux Circassiens des propositions qu'un vainqueur seul aurait eu le droit d'imposer, savoir : 1° de cesser toute hostilité; 2° de fournir des otages qui seraient renouvelés tous les quatre ans; 3° de ne recevoir des étrangers qu'avec l'autorisation du gouvernement; 4° d'accepter un gouverneur nommé par l'Empereur. Les Circassiens répondirent à ces avances par le refus formel de se soumettre à l'autorité impériale, et par l'intention de combattre jusqu'à la dernière extrémité pour l'indépendance de leur territoire.

D'un autre côté la Russie, craignant qu'une collision menaçante pour les intérêts européens déjà compromis par la question d'Orient n'éclatât entre elle et la Grande-Bretagne, prêtait une sérieuse attention aux affaires de l'Inde.

Dans les premiers jours de l'année, l'Angleterre n'avait pu voir sans inquiétude Mohammed-Mirza mettre le siége devant Hérat, ville importante de la province de Khorassan, située sur les frontières de l'Afghanistan, reliant la Tartarie à l'Hindoustan. Dans ce mouvement militaire, dont le but apparent était d'obtenir par la force un tribut réclamé vainement par le Schah, l'Angleterre crut voir quelque intention secrète de la Russie. Aussi, voulant à tout prix empêcher la prise d'une ville influente dans l'Afghanistan, dont la population lui était hostile, elle dépêcha M. Marc-Niel auprès du Schah pour le sommer d'avoir à lever le siége d'Hérat, pendant que le gouvernement de l'Inde se préparait à soutenir par la force des armes les réclamations de son délégué.

Mais la Russie déclara à son tour que la démarche de M. Marc-Niel cachait, sous un prétexte que rien de sérieux ne justifiait, l'intention bien arrêtée d'accaparer au bénéfice de l'Angleterre le monopole du commerce de cette contrée; qu'elle ne souffrirait pas que l'on portât atteinte aux droits de son allié. Ces démêlés dont les suites pouvaient être fort graves pour le repos de l'Europe, fixèrent l'attention des puissances occidentales sur cette question qui depuis si longtemps portait dans son sein les éléments d'une conflagration générale.... Il était évident que tôt ou tard elle devait embraser l'Europe.

Au milieu de ces grandes préoccupations, l'empereur Nicolas multipliait au cœur de son empire les moyens de communication si nécessaires à la prospérité de ses peuples. Il faisait reprendre le travail de canalisation du Wolga et du Don, il fondait un établissement maritime à Odessa, il améliorait la navigation du Dnieper, il reliait par un vaste chemin de fer ses deux capitales de Saint-Pétersbourg et de Moscou, il relevait de ses ruines, avec une rapidité qui tenait de la magie, *son* palais dévoré par l'incendie du mois de *décembre*; enfin il encourageait de tout son pouvoir les tendances de sa noblesse vers les idées d'émancipation, et applaudissait à l'initiative de quelques seigneurs qui, cette année, accordèrent la liberté à leurs esclaves, moyennant une faible redevance pour les terres qui leur étaient concédées.

Cette haute protection accordée aux essais préparatoires de l'affranchissement général des serfs, ces travaux d'utilité publique, exécutés simultanément, prouvaient que l'Empereur, même dans les circonstances difficiles, marchant dans la voie du progrès, ne

négligeait rien pour assurer à l'intérieur la prospérité morale et matérielle de la Russie, ainsi que pour fonder sa prépondérance au dehors.

Deux nouveaux sinistres terminèrent la série des catastrophes qui avaient signalé le cours de cette année, inaugurée, comme nous l'avons vu, sous de tristes présages : l'incendie d'un paquebot à vapeur en pleine mer, le naufrage d'un navire de commerce, tous les deux accompagnés des circonstances les plus dramatiques. Le premier surtout produisit d'autant plus d'impression sur l'esprit superstitieux du peuple russe, que le paquebot portait le nom du souverain qui venait de voir engloutir son palais dans les flammes. Le peuple crut voir dans ces deux événements un terrible et mystérieux rapprochement.

Le bateau à vapeur *le Nicolas Ier*, capitaine Stahl, ayant à son bord cent trente-deux passagers et trente-trois hommes d'équipage, effectuait sa traversée ordinaire de Saint-Pétersbourg à Stettin. Le ciel était magnifique comme la mer, tous les passagers, au terme de leur voyage, se félicitaient du temps qui les avait favorisés, lorsqu'à un mille de Travemunde, entre onze heures et minuit, au moment où les femmes venaient de descendre dans leurs cabines pour se coucher, et où les hommes se trouvaient réunis autour des tables de jeu, le cri : *Le feu est à bord!* se fit entendre. Les passagers se précipitèrent aussitôt sur le pont; une épaisse fumée, traversée par de larges étincelles, sortait de l'emplacement où est située la chambre à chauffer... Le capitaine, conservant son sang-froid au milieu des cris de détresse des voyageurs, et reconnaissant l'imminence du danger, profita de la force encore agissante de la machine pour gouverner vers la terre; puis,

d'une voix de tonnerre, il recommanda le calme et le silence nécessaires au salut de tous. L'incendie fit en quelques instants des progrès si rapides, que bientôt il ne sembla plus rester aux voyageurs et à l'équipage que le choix d'une tombe, entre le feu qui s'élevait en longues spirales au-dessus de leurs têtes, et les flots de la mer qui s'entr'ouvraient sous leurs pieds. Il n'y avait pas un instant à perdre; le capitaine Stahl fit échouer le paquebot à trois cents mètres de la côte, près de Klütz.

La terreur et le trouble étaient à leur comble; chacun voulait être sauvé le premier : « *Les femmes d'abord et les enfants !* » s'écria le capitaine avec une sombre énergie. Plusieurs passagers s'élancèrent dans la mer, d'autres voulurent détacher le canot, qui se brisa sous leurs efforts désespérés. Le capitaine dut recourir à la violence pour rétablir un peu d'ordre dans le travail du sauvetage. A l'exception de trois passagers et de deux hommes de l'équipage, tout le monde fut préservé du péril. Le brave capitaine, uniquement occupé du salut commun, ne songea pas même à mettre en sûreté ses papiers et ses effets; il ne quitta le bâtiment que le dernier.

A la première nouvelle de ce sinistre, l'Empereur fit immédiatement partir son aide de camp, le colonel Vassiltchikoff, avec des fonds pour secourir les passagers, qui, pour la plupart, étaient arrivés à Travemunde sans coiffure, sans souliers, et dans le plus affreux dénûment.

L'autre sinistre offre des circonstances plus émouvantes encore, avec toutes les horreurs des drames trop fréquents de la mer. Un navire de commerce russe, le *Peslevon*, commandé par le capitaine Sicardupolo, se rendant d'Odessa à Galacz, fut surpris, vis-à-vis de Karvareug, par une violente tempête qui le brisa sur un banc de sable. L'équipage et les passagers, formant un

personnel de cinquante-trois personnes, parmi lesquelles étaient douze femmes, dont une, âgée de dix-neuf ans à peine, allaitait son enfant, se trouvèrent exposés sur ce banc de sable à toute la fureur des flots et des vents, ainsi qu'à toutes les horreurs de la faim. Un sombre désespoir ne tarda pas à s'emparer d'eux ; mais la jeune mère, dont le courage et la résignation relevaient encore les séductions d'une grande beauté, prit assez d'empire sur ses compagnons d'infortune pour les décider à mettre tout leur espoir en Dieu. « Dieu seul peut nous sauver, dit-elle, invoquons sa miséricorde. » Et levant son enfant entre ses bras pour toucher le cœur de Celui qui a dit : « Laissez venir à moi les petits enfants, » elle prononça une prière répétée avec recueillement par tous les naufragés agenouillés près d'elle. Cette femme, priant ainsi et grandissant la faiblesse de son sexe au-dessus du courage des hommes les plus forts, semblait l'ange qui sauve des naufrages. La prière fut sans doute agréable à Dieu, car un instant après, la mer apporta sur le banc de sable, parmi quelques débris du navire perdu, une futaille de harengs et une barrique d'eau-de-vie. Il y avait vingt-huit heures que les naufragés souffraient de la soif et de la faim.

Ces faibles provisions furent bientôt épuisées, et avec elles disparurent les dernières espérances qu'elles avaient apportées au cœur de ces malheureux. Les angoisses de la faim se firent de nouveau sentir implacables, désespérées. « Il faut, s'écria après quatre jours d'horribles souffrances un jeune homme, le second officier du navire, il faut qu'un de nous serve de pâture aux autres ! » Cette proposition, repoussée d'abord avec un sentiment d'horreur, fut acceptée le lendemain comme une indispensable nécessité. Les hommes se décidèrent alors à

demander au sort le nom de celui d'entre eux qui devait par sa mort conserver la vie des autres. Par une de ces bizarreries dont seule la Providence connaît le secret, le sort désigna pour victime le jeune homme qui le premier avait eu la pensée de cette ressource de cannibales. « Le sort est juste, s'écria l'officier, et je m'y soumets avec résignation.... Je suis prêt à mourir.... » Ses camarades d'infortune lui demandèrent quel genre de mort il préférait.

« Je désire être étranglé, répondit-il avec fermeté; on prétend que cette mort ne fait pas souffrir. » Aussitôt il se mit à genoux, se recueillit, murmura à voix basse une courte prière, détacha sa cravate, en fit une espèce de cordage, et la remit au matelot que le sort avait également désigné pour remplir le rôle de bourreau. Déjà celui-ci s'était mis en mesure d'accomplir sa triste mission; la tête pâle de sa victime reposait sur son genou, sous l'étreinte d'une main convulsive, lorsque la jeune mère, quoique épuisée elle-même plus que les autres par l'allaitement de son enfant, se jeta au milieu d'eux, et s'écria, d'une voix inspirée comme son cœur, que jamais elle ne permettrait un semblable meurtre. « Si vous êtes réellement chrétiens, continua-t-elle, vous n'éloignerez pas de nous par un crime la miséricorde que Dieu nous prépare peut-être; vous aurez foi comme je l'ai moi-même dans sa bonté divine; vous ne voudrez pas qu'au jour du jugement dernier il nous demande, comme autrefois à Caïn, ce que nous avons fait de notre frère. Regardez-moi, je ne suis qu'une pauvre femme, qu'une pauvre mère, je dois vivre pour deux : eh bien! mille fois la mort plutôt que la prolongation de mon existence par un crime abominable.... Je vous demande la vie de cet homme, et si vous la refusez à la mère, vous l'accor-

derez à son enfant.... » En parlant ainsi, elle leur présenta son enfant. Ils tombèrent une seconde fois à genoux pour implorer Dieu, et une pieuse résignation succéda à un violent désespoir.

Le lendemain matin, au moment où le soleil se levait à l'horizon, un cri de joie retentit sur le rivage : la silhouette d'un navire se dessinait au loin dans les teintes dorées du soleil. « Nous sommes sauvés ! » s'écrièrent les naufragés avec l'expression d'une joie qui semblait du délire. Le bâtiment en vue faisait force de voiles pour arriver à eux ; vingt minutes après, ils étaient à bord d'un navire de Corfou, commandé par le capitaine Dendovia. Ils lui présentèrent la jeune mère comme étant leur libératrice première après Dieu : ils lui devaient non-seulement la vie peut-être, mais encore leur dignité d'hommes et de chrétiens.

Informé de cet événement, l'empereur Nicolas, saisi d'admiration pour le beau caractère de cette femme, ordonna une enquête à son sujet. Plus tard, il lui accorda la décoration du Mérite civil, une pension pour elle et son enfant, et la cita publiquement comme un modèle de courage et de vertu. Cette héroïne s'appelait Feodora Laringsky.

Plus heureuse que la fin de l'année précédente, la fin de cette année vit célébrer les fiançailles de la grande-duchesse Marie Nicolaïevna avec le duc Maximilien de Leuchtenberg. Cette cérémonie, qui devait précéder de six mois celle du mariage, se fit avec une grande pompe en présence de l'Empereur, de l'Impératrice et des membres de la famille impériale. La grande-duchesse Marie se trouvait alors dans toute la fleur de sa beauté. Elle n'aurait pas trouvé son berceau sur les marches du trône, qu'on aurait deviné sur son charmant visage

toutes les grâces qu'on aime à rencontrer dans les élus choisis de Dieu pour exercer la souveraine puissance. C'était une ravissante princesse, qu'on ne pouvait voir sans ressentir au cœur une de ces impressions qui commandent le respect, l'amour et l'admiration. Les lignes de son blanc visage étaient d'une pureté séraphique; le regard de son grand œil bleu était doux comme celui d'un ange en prière. Le ciseau de Pradier ou de Canova aurait trouvé tout un poëme dans l'harmonie de ces formes modèles de la beauté typique. Son pied, comme sa main, moins grand que les ailes d'une mésange, semblait fait pour marcher sur des fleurs. Le duc de Leuchtenberg lui-même paraissait digne de posséder un pareil trésor par les qualités morales et les grâces distinctives dont la nature l'avait doté. Cette union eût été parfaite sous tous les rapports sans la différence qui existait entre la religion des deux fiancés. Le prince Maximilien était catholique, et sa mère n'avait consenti à ce mariage qu'à la condition expresse que les enfants qui en naîtraient seraient élevés dans le catholicisme.

. . . .

Nous voyons, au commencement de l'année 1839, le Czar persévérant plus que jamais dans la politique de la grande Catherine. La conduite de son gouvernement dans la question qui se débattait sur les rives de l'Euphrate, le système d'hostilités qu'il suivait contre les peuplades du Caucase, l'influence qu'il s'efforçait de prendre dans les affaires de l'Afghanistan, tout mettait en relief la marche ascendante de la puissance moscovite. Fatiguées des horizons sans fin et marécageux des steppes moscovites, les aigles de la Russie dirigeaient leur vol vers les sommets des montagnes graniteuses; mais, devant ce vol, des tribus fières et indépendantes se dres-

saient les armes à la main, lui disputant à chaque pas le soleil et l'espace : victorieuses parfois, vaincues souvent, mais debout toujours.

Nous avons vu comment les Circassiens avaient repoussé les propositions que leur avait adressées le nouveau général en chef de l'armée russe. Ce refus de soumission soutenu par la révolte de la province de Grusie, l'une des conquêtes du maréchal Paskevitch, décida l'Empereur à lancer de nouvelles troupes pour assaillir sur une plus vaste échelle toutes les frontières du Caucase. Malgré ce déploiement de forces, les Circassiens attaquèrent cinq mille Russes qui débarquaient, protégés par le feu meurtrier de dix vaisseaux de ligne. Quoique habilement commandés par le célèbre Anglais Bell, ils durent après un combat acharné céder le champ de bataille aux troupes de débarquement, qui s'empressèrent de construire plusieurs forts, seul moyen pour elles de se maintenir dans un pays où des armées toujours nouvelles seraient nécessaires pour conserver les terrains conquis.

Le général Rajewski, commandant de Semez en Abasie, voulant essayer une dernière tentative pour désarmer ces tribus indomptables, adressa aux princes, aux nobles et aux habitants de Notkuhatch cette emphatique proclamation :

« Notre sublime empereur, dont les armées sont innombrables, m'a ordonné de prendre possession de Toaps, Shapligna et Semez ; je m'en suis emparé. Il m'a ordonné de construire un fort à Semez et un arsenal pour sa flotte. Je dois aussi construire une route pour Anapa, d'Anapa à Apson par le Bachan, et d'Apson à Pyadogg.

» Que les habitants qui se trouvent dans cette direc-

tion se retirent, et que ceux qui demeurent sur la gauche du côté de la mer restent tranquilles, s'ils veulent vivre en paix avec nous comme la tribu de Kaburda.

» Notre sublime, miséricordieux et très-puissant empereur nous a ordonné, malgré sa force, de recourir d'abord aux voies de la conciliation et de la douceur. Si donc vous voulez rester en paix, envoyez-moi des hommes de savoir et de talent à qui je puisse communiquer les ordres de mon maître, sinon préparez-vous à combattre et à recevoir une rigoureuse leçon. Des déserteurs et des émigrés flattent en vain depuis quatre ans le peuple de Notkuhatch de l'espoir de secours promis au nom de la reine d'Angleterre, du roi de France et du Sultan, avec qui notre empereur est en paix. S'ils étaient en guerre avec nous, ils ne pourraient pas davantage pour vous.

» Quand notre sublime empereur a pu prendre Anapa, Erzeroum et Khalish, pourquoi n'a-t-on pas secouru le Sultan? Si les Anglais et la France n'ont pas alors secouru le Sultan, croit-on qu'ils donneront plus d'assistance aujourd'hui au peuple de Notkuhatch? Les juifs faibles et crédules croient à l'apparition d'un géant sur la terre. Ce colosse, disent-ils, doit détruire les chrétiens et les musulmans. Depuis deux cents ans leur espoir est déçu, et cependant ils y croient encore. De faux prophètes en ont imposé à la crédulité des juifs : des ambassadeurs ou plutôt des transfuges ont surpris de même la bonne foi du peuple de Notkuhatch. Des gens suspects se sont dits nos interprètes auprès de vous; ne croyez pas plus à la parole de ces faux frères, que je ne crois moi-même aux insinuations de ceux qui viennent auprès de moi en se disant envoyés par vous.

» Envoyez-moi des hommes d'intelligence et de talent, je traiterai avec eux. Si vous désirez la paix, je vous traiterai en amis; si vous préférez la guerre, je vous la ferai vigoureusement, et si vous avez à vous en repentir, vous ne pourrez accuser que vous. La paix deviendra entre nous chaque jour plus étroite, la guerre plus acharnée... Choisissez... »

« Depuis douze ans, répondirent fièrement à cette excentrique harangue les princes, les nobles et les habitants de Notkuhatch, depuis douze ans, vous vous vantez d'être les maîtres et les conquérants de ce pays. Vous mentez depuis douze ans.

» Général Rajewski, vous ne l'ignorez point, tous vos forts ne sont pour nous ni plus ni moins que les vieilles tombes dans nos bois : ils ne nous font ni bien ni mal. Dieu sait que jamais, quoi que vous fassiez ou disiez, nous ne deviendrons vos sujets. Avec l'aide du Roi des rois, nous saurons résister à votre sublime empereur. S'il le faut, nous passerons tous jusqu'au dernier dans cette guerre à mort.

» Vous nous comparez aux juifs, et il vous plaît de nous dire que depuis quatre ans nous sommes le jouet du peuple anglais; nous n'en espérons pas moins dans l'Angleterre... Voulez-vous savoir ce que nous pensons? Marchez seulement à une heure de distance de votre forteresse, et nous vous le dirons...

» Si sincèrement vous désirez devenir nos amis, écrivez à votre empereur, engagez-le à rappeler ses armées, à démanteler ses forts de Sookoom à Anapa, et d'Anapa à Karotchas. Alors nous pourrons arranger nos affaires, sans cela rien n'est fait. »

Ces hommes énergiques réclamaient en même temps avec de vives instances les secours de la Grande-Bre-

tagne. A cet effet, soixante-cinq magistrats choisis parmi les plus âgés lui adressèrent la supplique suivante :

« Depuis douze ans nous sommes en guerre avec la Russie. Tous les ans nous avons à nous défendre contre l'invasion d'une nouvelle armée. Notre résistance est opiniâtre, bien qu'au sein de l'hiver nous soyons forcés d'envoyer nos femmes et nos enfants au loin dans les forêts, où ils n'ont d'autre protection que des feux immenses contre les intempéries de l'air. Mais nous nous résignons à la volonté de Celui qui règne sur *tous les* souverains de la terre; il veut que nous souffrions pour la défense du pays. Il faut que l'Angleterre le sache, nous sommes sans cesse en guerre avec la Russie... Nous vous conjurons de nous prêter secours... »

La résolution des Circassiens de s'ensevelir au besoin dans le linceul de leur indépendance et de *ne jamais* transiger avec la Russie était si bien arrêtée, que dans le courant du mois de juin un chef des Avares, le bey Ocly-Kiseljar s'étant soumis à l'autorité moscovite, ils l'attaquèrent avec fureur, le décapitèrent avec trente-deux personnes de sa famille et envoyèrent ces têtes sanglantes aux autres chefs des Avares, les menaçant du même sort s'ils persistaient à pactiser avec les ennemis.

Dans ce temps, un de ces hommes supérieurs que suscite le fanatisme religieux parut tout à coup au milieu de cette guerre acharnée. Schamyl, acclamé comme le représentant du prophète, possédait tout ce qu'il faut pour exercer une grande influence sur les masses. Une figure sévère, une taille imposante, un courage à toute épreuve, une réputation de sainteté justifiée par une foi sans bornes dans son étoile, une activité incessante, un coup d'œil rapide et sûr, un sang-froid imperturbable dans le danger, un profond mépris de la mort, lui donnè-

rent bientôt un ascendant dont il profita pour s'emparer du pouvoir religieux et militaire. Une fois maître de la position, il comprit la nécessité d'établir une autorité solide en agissant sur le peuple plutôt par la crainte des châtiments et l'espoir des récompenses que par des discours. Il s'entoura dès lors d'un appareil menaçant. Pour aides de camp il avait deux bourreaux, dont la hache était toujours prête à faire tomber une tête désignée par un seul geste. Le gouvernement de Schamyl devint bientôt une théocratie militaire vigoureusement établie.

Ses débuts dans la guerre ne furent pas heureux; les généraux russes Rajewski et Grabbe, informés de ses incursions au nord de la ligne, se mirent en marche au commencement de septembre, pour l'attaquer dans un lieu fortifié nommé Aschulge, qui lui servait de quartier général. Schamyl se défendit avec acharnement; mais ne pouvant tenir devant le courage et la discipline de l'attaque, il parvint avec quelques milliers de combattants à franchir les hauteurs escarpées du Caucase et à se jeter dans la province de Dscher, d'où bientôt après il fut refoulé dans les montagnes par le colonel Bésobrasoff, commandant sous le général Feshi.

De son côté, le général Grabbe, repoussant au loin les peuplades établies le long du Kouban et dans le Daghestan septentrional, les avait repoussées dans leurs retraites inaccessibles des montagnes, et manœuvrait de manière à les cerner de toutes parts. Cette opération habilement exécutée annonçait de nouveaux succès, lorsque les Circassiens, commandés par le chef Szamboli et dirigés par plusieurs officiers anglais et polonais, se jetèrent inopinément sur tous les postes de la cavalerie moscovite établis le long de la ligne de

Sundscha et dans les plaines d'Alaron. Ils les battirent si complétement, qu'après avoir perdu trois mille six cents hommes, parmi lesquels comptaient plusieurs officiers d'un mérite incontestable, les débris de ces corps furent obligés de se réfugier sous le canon de leurs places fortes. Ce fut à la suite de cet échec que le général Grabbe, laissant le pays ouvert aux Circassiens, évacua le Daghestan, à l'exception de quelques forteresses.

Sur ces entrefaites, l'empereur Nicolas, dans le secret dessein de contre-balancer l'influence de l'Angleterre en Asie, déclara la guerre au khan de Khiva, sous prétexte de mettre un terme aux exactions des habitants du khanat de Khiva contre les caravanes des négociants russes, et afin d'obtenir des garanties qui fussent de nature à assurer la vie, la liberté et les biens des sujets moscovites établis dans ces régions.

A côté de ces complications étrangères, il s'accomplissait à l'intérieur de la Russie un fait qui, préparé dès longtemps par les promesses et les séductions de l'orthodoxie gréco-russe, devait donner un lamentable scandale au monde catholique. Près de trois millions d'âmes, égarées par l'exemple d'indignes évêques, étaient précipitées dans le schisme que depuis près de trois siècles leurs pères avaient abjuré. Ces évêques appartenant à l'Église grecque unie de Russie, se détachant de l'Église catholique romaine à l'aide de moyens iniques mis en œuvre pour l'accomplissement de cet événement déplorable, passèrent avec une partie du clergé et du peuple qui leur était confié dans le camp des schismatiques.

Ce fait, que la liberté de conscience ne saurait trop reprocher au despotisme *religionnaire* de l'orgueil russe, s'accomplit le 12-24 février à Polotzk, dans une réunion où les évêques de l'union grecque habitant la Russie,

se prévalant de treize cents signatures *sincères* comme la leur, adressèrent à l'Empereur la très-humble supplique suivante :

« A une époque de troubles, lorsque la Lithuanie a détaché de la Russie ses provinces occidentales, et depuis leur annexion à la Pologne, le peuple russe a dû supporter une épreuve difficile par suite des efforts constants du gouvernement polonais et de la cour de Rome pour l'arracher à l'Église catholique orthodoxe d'Orient et le faire entrer dans celle d'Occident. Les personnes des classes élevées de la société, opprimées dans leurs droits par tous les moyens imaginables, se sont converties à la foi romaine et ont oublié leur véritable origine et leur nationalité.

» Les bourgeois des villes et les habitants des campagnes ont été soustraits à l'Église d'Orient au sujet de l'union *imaginée* à la fin du seizième siècle. Depuis lors ce peuple se sépara de la Russie, qui est sa mère patrie ; des intrigues continuelles tendaient à le rendre tout à fait étranger à son ancienne patrie, et les unitaires subirent dans toute l'acception du mot le joug étranger.

» Lorsque la Russie eut recouvré son ancien territoire, une grande partie des unitaires rentrèrent dans le giron de l'Église de leurs pères, où tous trouvèrent asile et protection contre la domination du clergé romain.

» Maintenant, sous le règne béni de Votre Majesté Impériale et grâce à votre constante sollicitude, Sire, la liturgie et les institutions de l'Église d'Orient se trouvent rétablies en grande partie dans toute leur pureté. Les enfants du clergé reçoivent une éducation conforme à leur condition ; ils ont maintenant le droit de se proclamer fils de la Russie.

» Mais l'Église de l'union grecque, isolée au milieu

de plusieurs autres sectes, ne pourra jamais atteindre entièrement le degré de bien-être et de tranquillité si nécessaires à sa prospérité, et ses nombreux enfants habitants des provinces occidentales de l'empire, Russes par leur langue et leur origine, courent le danger de rester dans une situation critique, exposés à tout le dangers des événements et étrangers en quelque sorte à leurs frères en religion.

» Toutes ces raisons, Sire, mais surtout le soin du salut éternel des troupeaux qui nous sont confiés, *nous* engagent, nous, profondément convaincus de la *vérité* des dogmes de la sainte, apostolique et orthodoxe Église d'Orient, *à nous prosterner au pied* du trône de Votre Majesté Impériale *pour la supplier très-humblement d'assurer la destinée future* des unitaires, en leur accordant la permission de rentrer dans le giron de l'*Église* de leurs pères.

» Pour preuve de l'unanimité de notre vœu, nous avons le bonheur de présenter, Sire, nous évêques et chefs du clergé de l'Église de l'union grecque, l'acte rédigé par nous au concile de Polotzk, auquel nous joignons les déclarations autographes de treize cent cinq autres membres du clergé de l'union. »

L'Empereur ayant appris avec une vive satisfaction une nouvelle qu'il connaissait dans les plus grands détails, puisque le conseil de Polotzk n'avait pu s'assembler, d'une part, sans son autorisation, et de l'autre, sans lui avoir soumis le but de cette réunion, ordonna que l'acte qui lui était présenté avec les annexes fût porté au saint synode pour y être examiné et être statué conformément aux règles de l'Église.

Le saint synode, après avoir consenti à recevoir sans restriction les évêques, prêtres et les ouailles de l'Église

de l'union grecque unie au sein de l'Église orthodoxe gréco-russe, adressa à ce sujet un rapport à l'Empereur, qui le 25 mars-6 avril, en réponse à ce rapport, rendit le décret suivant : « *Je rends grâce à Dieu et j'accepte.* » Ce décret laconique est une nouvelle preuve de la répulsion instinctive que son cœur loyal et franc éprouvait pour tout ce qui déviait de la ligne droite pour abonder même dans le sens de son système religieux et politique. Cinq jours après, le principal instigateur et instrument de cette défection, l'évêque de la Lithuanie, Joseph, reçut en récompense de son infamie le titre d'archevêque, mais l'univers entier lui décerna celui de traître et d'apostat.

Avant cet événement, la Russie et le saint-siége se trouvaient déjà divisés par des questions religieuses de la plus haute importance. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, dans ses rapports avec la Pologne, ne s'était pas contenté d'imposer pour condition de validité aux bulles pontificales la sanction d'un rescrit souverain, il avait interdit au clergé catholique toute communication directe avec le saint-siége.

Mais se relevant dans toute sa majesté de véritable représentant de Dieu sur la terre devant cet abus de l'omnipotence autocratique, le successeur de saint Pierre, dominant de dix-huit siècles une puissance formidable quoique née d'hier, répondit par un ultimatum menaçant la Russie de faire un appel au monde catholique au nom du suprême pontificat, dans le cas où ses justes demandes ne seraient pas accueillies.

Plus tard, et pour répondre au rapport adressé par le saint synode russe à l'Empereur, le souverain pontife, le cœur brisé par les persécutions de l'Église catholique en Russie et par la défection des Grecs unis au saint-siége,

prononça, dans le consistoire secret du 22 novembre, une allocution qui, à raison de son importance, doit être citée textuellement.

« Vénérables frères,

» Depuis le commencement de nos fonctions apostoliques, nous avons déjà été contraint par le malheur des temps de vous annoncer ici beaucoup de choses tristes et pénibles; mais ce que nous avons à vous apprendre dans l'assemblée de ce jour, et au milieu du deuil de toute l'Église, dépasse de beaucoup en amertume tous les maux sur lesquels nous gémissions depuis longtemps.

» Personne de vous n'ignore que les évêques russes, et cette nation si célèbre qui, après avoir embrassé l'unité catholique conjointement avec la loi chrétienne, l'a malheureusement abandonnée, et en conservant leur langue propre et le rite grec, suivant le douloureux schisme des Grecs, avaient plus d'une fois aspiré par la grâce divine à un retour sérieux et sincère à l'Église romaine. Ce qui fit que dans le synode général de Florence l'archevêque de Kieff, métropolitain de toute la Russie, signa d'abord, en même temps que les Grecs, le rapport, le décret de l'union devenu si fameux. Quoique cette résolution fût bientôt annulée par les troubles qui eurent lieu et à la suite des efforts hostiles de ceux qui, luttant contre la lumière, ne s'attachèrent qu'avec plus d'opiniâtreté au schisme, jamais les exhortations et les encouragements des évêques n'ont cessé, et le jour heureux apparut enfin où, grâce aux miséricordes divines, il fut donné au peuple russe de rentrer dans le sein de la mère abandonnée et de rentrer dans la cité fondée par le Tout-Puissant, et là seulement où l'on peut trouver le salut.

» Mais, ô changement lamentable et infortuné des

choses! ô destinée cruelle et éternellement douloureuse de la nation russe! ceux qui dans les temps récents lui furent donnés comme pères et pasteurs, et dans lesquels elle aurait dû trouver des chefs et des apôtres, afin qu'elle restât dans une union chaque jour plus intime avec le corps du Christ, qui est l'Église, ce sont précisément ceux-là qui se sont érigés, pour son malheur, les principaux auteurs de la nouvelle abjuration.

» Voilà, vénérables frères, ce qui nous cause des peines et des angoisses mortelles; voilà ce qui se joint encore à toutes les amertumes qui nous arrivent de toutes parts, et qui pourrait se traduire par des larmes plutôt que par des paroles.

» Nous avouons cependant que d'abord nous ne pouvions aucunement nous prêter à croire tout ce qui nous a été rapporté sur ce triste événement, surtout en considérant la grande distance des lieux et la difficulté énorme de se mettre en rapport avec les catholiques de ces contrées lointaines. Voici la cause pour laquelle nous avons tardé jusqu'à présent d'élever notre voix et nos plaintes au niveau de la grandeur du mal. Mais depuis que nous avons reçu des informations certaines et que l'événement a été déjà répandu suffisamment par les feuilles publiques, il n'est plus permis de douter, à notre grand regret, que plusieurs évêques des Russies unies, en Lithuanie et dans la Russie blanche, ont passé avec une partie du clergé dans le camp des schismatiques après avoir renoncé à la communauté catholique, d'où naquit l'unité sacerdotale. Voici comment ils ont exécuté leur acte impie : d'abord, ils ont introduit frauduleusement dans la célébration du culte des livres qu'ils avaient reçus des Russes et des Grecs non unis, et ils ont adopté presque toute la forme de la célébration de la liturgie

selon leur usage, par laquelle le peuple ignorant a été séduit par la ressemblance du rite, qui formait une transition inaperçue au schisme. Alors, à plusieurs reprises, ils ont convoqué les curés, et en même temps ils leur ont adressé des lettres dans lesquelles il leur fut déclaré, au milieu des tromperies impudentes, que chacun devait confesser son attachement à l'Église grecque-russe d'après la formule spécialement rédigée. Les récalcitrants furent en même temps menacés de perdre leur cure, tandis que ceux qui imiteraient leur exemple seraient cités devant l'autorité supérieure. Enfin, après avoir eu recours à des moyens non moins déplorables, ils poussèrent la perversité jusqu'au point de déclarer publiquement leur intention de se réunir à l'Église susdite, et d'ajouter, en outre, des prières au nom du troupeau qui leur était soumis pour obtenir à cette fin l'autorisation impériale.

» Et leurs vœux ont été remplis! Après que tout fut convenu et sanctionné par le synode schismatique établi à Saint-Pétersbourg, la conversion des évêques et du peuple à l'Église grecque-russe, jusqu'à présent unis à l'Église romaine, fut reconnue et célébrée avec solennité.

» Il nous répugne de répéter ici tout ce que présageait déjà depuis longtemps cet événement malheureux, et par quels moyens de séduction ces pasteurs dénaturés se sont laissé entraîner dans un si profond abîme d'erreur et de corruption; mais jetant un regard sur une si triste chute, nous voulons plutôt nous écrier avec les paroles des saintes Écritures : « *Les jugements de Dieu* » *sont un profond abîme.* » Vous voyez, d'ailleurs, vénérables frères, par cette blessure terrible faite à l'Église catholique, ce que nous devons éprouver, et de quel chagrin intérieur nous sommes dévoré. Nous regrettons

et nous soupirons du plus profond de notre cœur que tant d'âmes que le Christ a rachetées de son sang soient exposées au danger de perdre leur salut éternel; nous regrettons que cette foi ait été si honteusement violée par ces évêques transfuges qui d'abord avaient juré fidélité à l'Église romaine; nous regrettons que le caractère sacré dont l'autorité du saint-siége les a revêtus ait été si ignominieusement renié par eux. Mais notre inquiétude devient sans bornes quand nous songeons à nos chers enfants de cette nation que les intrigues n'ont pu tromper, que les menaces n'ont pu effrayer, ni les mauvais exemples séduire, et qui ont persisté à demeurer attachés au giron de la communauté catholique; car il ne saurait nous échapper combien est grand pour eux le désavantage de l'abjuration des autres, et combien ils auront à souffrir pour leur attachement persévérant à la sainte unité. Hélas! si malgré notre éloignement nous pouvions les consoler par nos exhortations paternelles et leur communiquer quelque chose de la grâce spirituelle pour les fortifier!

» Cependant, et nous rappelant la mission que nous remplissons ici-bas, et croyant que nous pouvons nous appliquer ce qui a été dit jadis au prophète: « Appelez, et » ne cessez pas; élevez la voix comme une trompette et » annoncez à mon peuple ses vices et ses péchés; » nous déplorons continuellement du haut de notre apostolat suprême, en face de tout l'univers chrétien, la défection des Russes, et surtout celle de leurs évêques, et nous leur reprochons de la manière la plus sévère l'outrage fait par un pareil forfait à l'Église catholique.

» Cependant, comme nous tenons sur la terre la place de Celui qui est riche en miséricorde, qui n'a que des desseins de paix, et qui est venu chercher ce qui péris-

sait, et pour ne pas nous dépouiller de tout amour apostolique envers eux, nous exhortons de la manière la plus ardente chacun d'eux à réfléchir sur ce qu'ils ont perdu, et dans quelles peines terribles ils sont tombés d'après les saints canons; qu'ils réfléchissent bien sur la route où ils se sont engagés pour aller à leur perte éternelle; qu'ils redoutent le premier des pasteurs leur redemandant le sang des brebis perdues; et salutairement ébranlés par l'attente du terrible jugement, qu'ils ramènent dans la voie de la justice et de la vérité, dont ils se sont éloignés, eux-mêmes et le troupeau si lamentablement dispersé!

» Nous ne pouvons vous cacher, vénérables frères, que la cause de notre douleur au sujet de la situation du catholicisme dans les vastes limites de l'empire russe est encore plus étendue, car nous savons combien notre sainte religion est opprimée dans ce pays. Nous n'avons épargné aucun effort de notre sollicitude pastorale pour remédier à cet état de choses, et à l'avenir nous ferons toutes les démarches nécessaires auprès du puissant empereur, parce que nous espérons encore que dans son impartialité et dans sa noble manière de penser il accédera à nos exigences et à nos vœux.

» Dans ce but, nous nous approchons avec une prière commune et en pleine confiance du trône de la grâce, et nous supplions humblement le Père des miséricordes et le Dieu des consolations de vouloir bien jeter un regard favorable sur l'Église, son épouse, et de la consoler par un secours opportun de la perte des fils qu'elle déplore amèrement, afin de lui rendre la paix si ardemment désirée au milieu de si grandes calamités. »

A la suite de cette protestation, quelques notes

furent échangées entre le saint-siége et le cabinet de Saint-Pétersbourg; mais celui-ci répondit qu'il considérait comme un acte spontané et alors très-louable la conversion des évêques russes et celle de leurs troupeaux à la communion grecque. D'ailleurs, cette affaire étant un fait accompli, ne pouvait plus, selon lui, donner matière à une négociation. Quant aux représentations relatives à la situation douloureuse du catholicisme en Pologne, le gouvernement russe se montrait peu disposé à en tenir compte. Ainsi s'élevait entre la Pologne catholique et la Russie une barrière insurmontable.

Les évêques parjures et rebelles à la voix du souverain pontife, s'enfonçant chaque jour davantage dans les voies de leur apostasie, et outre-passant les volontés de l'empereur Nicolas, se mirent eux-mêmes à la tête d'une persécution violente qui fit ressortir dans toute sa splendeur l'héroïsme des croyants restés fidèles à la foi de l'Église catholique. L'évêque Joseph se signalant entre tous ar une impiété brutale et féroce, vouait son nom à l'exécration des siècles.

La persécution religieuse ne s'arrêta point seulement à l'Église catholique, elle enveloppa dans un déplorable système la religion réformée existante dans les provinces protestantes de l'Empire. Là, comme en Pologne, des actes odieux firent reculer d'un siècle l'humanité en Russie.

Cependant, la politique du gouvernement prouvait une certaine tendance vers des idées de progrès et d'émancipation. Tandis que les Églises catholique et protestante étaient mises en dehors du droit commun, le pouvoir se relâchait du système de rigueurs qui jusqu'à ce jour avait pesé sur les israélites. Dans aucun cas, le titre de

citoyen noble ne pouvait leur être accordé : par un rescrit adressé au ministre de l'intérieur, Nicolas ordonna qu'à l'avenir cette distinction pourrait être donnée aux juifs qui s'en montreraient dignes, soit par leur mérite personnel, soit par des services importants rendus à l'État.

D'un autre côté, les généreux exemples donnés l'année précédente pour l'affranchissement des esclaves trouvèrent de nombreux imitateurs. La comtesse Orloff-Tschemenski, dame d'honneur de l'Impératrice, accorda la liberté à cinq mille cinq cent dix-huit serfs de ses domaines, dans le gouvernement de Moscou. Sous l'heureuse initiative d'une administration ferme autant qu'éclairée, le même mouvement vers les réformes se faisait remarquer surtout dans les lettres, les sciences et les arts. Les ciseaux de la cénsure devenaient moins sévères, les feuilles périodiques plus nombreuses; de nouvelles bibliothèques s'ouvrirent au public; une brillante exposition signala les progrès réels de l'industrie russe. Afin de leur donner une impulsion plus grande encore, l'Empereur envoya des hommes spéciaux dans toutes les capitales, avec la mission d'y étudier les inventions les plus remarquables. D'autre part, l'achat des usines de M. Coekerel, riche industriel belge, permettait à la Russie de confectionner des machines pour le filage des laines et la fabrication des draps, que jusqu'alors elle faisait construire à Birmingham et à Manchester. Enfin, à aucune époque l'agriculture, le commerce, la navigation intérieure, n'avaient eu plus d'activité et de développement; jamais la situation de l'État n'avait été plus prospère.

CHAPITRE QUINZIÈME.

Question d'Orient. — Graves difficultés. — Traité du 15 juillet. — La France de 1830 souffletée sur la joue de Louis-Philippe. — Paix avec le khan de Khiva. — Succès des Circassiens. — Action héroïque d'une garnison russe. — Le soldat Archix Ossipof. — Le convoi d'un pauvre emp'oyé. — Sévère leçon de discipline. — Reconstruction merveilleuse du palais d'hiver. — Le dentiste breveté de la cour et un charlatan. — Un faux mariage. — Punition terrible. — Mariage de la grande-duchesse Marie. — Sombres présages. — Double jeu. — Progrès de la politique russe en Chine. — Question de l'opium. — Attaque du fort d'Abinsky. — Belle défense. — Mariage du grand-duc héritier. — Amnistie. — Voyage de l'Empereur et des nouveaux mariés à Moscou. — Continuation des difficultés entre Rome et Saint-Pétersbourg. — Allocution de Grégoire XVI. — Nouvelles persécutions contre les catholiques. — Beau trait de Nicolas. — Question du servage et de la traite des noirs. — Réduction de l'armée. — Kleinmichel. — Sauvage exécution.

Nous retrouvons encore au commencement de l'année 1830 la question d'Orient grossie d'orages et pleine de difficultés. La note du 27 juillet, qui faisait de cette question une question européenne, et substituait au protectorat exclusif de la Russie le protectorat collectif des grandes puissances, avait pu contrarier les vues du cabinet de Saint-Pétersbourg sur l'empire ottoman. Les conséquences qui paraissaient primitivement devoir découler du traité de Kounkiar-Skelessi étaient retardées dans leur développement, car les points importants que la Russie occupe sur la mer Noire, son ascendant politique en Moldavie, en Valachie, en Servie et en Grèce, semblaient lui assurer un agrandissement plus ou moins prochain, même après l'expiration du traité. De son côté, l'Angleterre, dont les intérêts si puissants en Orient devaient s'accroître encore si elle parvenait à établir son influence sur la Syrie ou l'Égypte et à se

7.

ménager un passage vers ses colonies des Indes, soit par l'Euphrate, soit par la mer Rouge, entrevoyait dans ce moment, comme la Russie, de sérieux obstacles à ses projets. Mais la puissance dans les conseils de laquelle avait été élaborée l'idée de ce concert européen, la France se montrait également disposée à résister aux empiétements de l'Angleterre et aux prétentions ambitieuses du cabinet de Saint-Pétersbourg sur l'empire ottoman. Il était évident que de nombreuses difficultés surgiraient au sein des conférences qui *allaient* s'ouvrir entre les signataires de la note du 27 juillet, pour régler le différend. Ce fut sous l'empire de ces circonstances qu'un ministre plénipotentiaire fut envoyé de Saint-Pétersbourg à Londres.

La première proposition de ce diplomate, M. de Brunow, l'un des plus fins limiers de *la politique*, suivant l'expression du prince de Metternich, *le lion de la diplomatie*, avait pour objet de faire consacrer par la sanction de l'Europe la position exceptionnelle que le traité de Kounkiar-Skelessi avait faite à la Russie vis-à-vis de la Porte. Il demanda que, dans le cas d'une guerre nécessaire pour imposer au pacha d'Égypte la situation que lui feraient les puissances, la flotte moscovite eût seule le droit d'entrer dans le Bosphore; par compensation il concédait à la France et à l'Angleterre celui de porter leurs armes sur les côtes de la Syrie.

Le cabinet des Tuileries, entraînant dans ses vues celui de Saint-James, repoussa formellement ce plan. Le ministre russe, transigeant alors, consentit à l'admission des flottes française et anglaise dans le Bosphore. Le point le plus difficile restait encore à régler, la délimitation des frontières entre les territoires ottoman et égyptien.

Deux motifs d'action étaient alors à considérer : d'une part le cabinet russe, envisageant l'avenir, pouvait craindre que Méhémet-Ali, le représentant actif de l'islamisme, ne vînt un jour à s'emparer de Constantinople et ne rendît à la vie ce cadavre politique, se soutenant à peine sous le galvanisme de l'enthousiasme religieux. D'autre part les périls dont sans cesse l'Égypte menaçait l'empire turc étaient pour la Russie une occasion heureuse d'imposer au Sultan sa pesante protection; la politique du Czar avait donc pu tenir en de certaines limites au maintien de cette puissance; mais les mobiles de cette politique n'avaient plus leur raison d'être, depuis le jour où l'Europe s'était réunie pour mettre un frein à l'ambition envahissante du Pacha.

D'accord sur ces deux points, la Russie et l'Angleterre, également intéressées à affaiblir Méhémet-Ali en séparant la Syrie de l'Égypte, se donnèrent la main par-dessus l'épaule de la France, veillant à la fois à Constantinople contre la première et au Caire contre la seconde. Puis, par une politique plus habile peut-être que loyale, isolant la France au milieu des intérêts européens, elles amenèrent l'Autriche et la Prusse à signer le fameux traité du 15 juillet. C'était une grande insulte faite à la dignité de la nation dont Frédéric le Grand disait : « Si j'étais roi de France, il ne se tirerait pas un coup de canon en Europe sans ma permission. »

La France n'était pas habituée à ce que l'on comptât sans elle, aussi dévora-t-elle amèrement cet affront en espérant des jours meilleurs; les aigles de Wagram dormaient sur les lis de Fontenoy jetés au vent des révolutions. L'empereur Nicolas triomphait dans ses rancunes; car il avait atteint, sans l'avoir cherché peut-être, un résultat moral qui donnait gain de cause à sa politique,

qui consistait à souffleter la France de 1830 sur la joue de Louis-Philippe, le représentant du principe révolutionnaire en Europe.

L'autocrate ne laissait échapper aucune occasion de témoigner son mauvais vouloir et ses antipathies pour l'élu des barricades de juillet; il ne dédaignait même point d'imprimer à l'action passive de ses agents diplomatiques en France des allures taquines dont la forme cadrait peu avec la grandeur de sa puissance. Dans ce temps-là, un incident de cette nature faillit compromettre l'entente problématique qui régnait à la surface entre les deux pays.

Quelques jours avant le 1er janvier, le comte de Pahlen, remplissant provisoirement pour la Russie les fonctions de chargé d'affaires à Paris, et devant, d'après les règles de la hiérarchie, présider le corps diplomatique aux réceptions officielles des Tuileries *en l'absence* du président habituel, le nonce du saint-siége, demanda des instructions à la cour de Russie. « Simulez une maladie et abstenez-vous, » lui répondit l'empereur Nicolas. En effet, le comte de Pahlen, se conformant aux ordres de son maître, prétexta une *indisposition* subite, et parvint par ce moyen à éluder le compliment officiel qu'il devait au représentant de la France. Louis-Philippe dévora cet affront; mais il promit de s'en venger. La fête de l'empereur Nicolas devait lui en fournir bientôt l'occasion.

A cette époque, M. Casimir Périer, fils du célèbre ministre mort sur la brèche en 1832, remplissait à Saint-Pétersbourg les fonctions de ministre plénipotentiaire. Nicolas l'honorait d'une distinction toute particulière, et il lui avait donné récemment une preuve éclatante de ses sympathies en se faisant présenter,

contre l'usage, au milieu d'un bal donné par la comtesse Woronzoff, à madame Casimir Périer, qui ne lui avait pas encore été présentée officiellement. Ce fut sur lui que M. Guizot jeta les yeux pour venger l'injure du 1er janvier. A cet effet, il lui intima par une dépêche l'ordre de simuler à son tour, mais *ostensiblement*, une indisposition dont il lui indiqua la forme et le caractère. « La veille de la fête de l'Empereur, lui manda-t-il, vous aurez soin de vous montrer avec tout votre personnel dans votre loge au théâtre Michel; le jour de la fête vous serez malade, et vous vous excuserez de ne pouvoir paraître au palais d'hiver. Le même jour, à l'heure de la promenade, vous aurez soin de vous faire voir sur la perspective Nevsky, et la France insultée dans la personne de Louis-Philippe sera vengée dans celle de Nicolas. »

Croire que M. Guizot, peu soucieux des intérêts et de l'honneur de la France, ait sacrifié sa dignité pendant le cours de son pouvoir, est une erreur systématique et de parti pris. M. Guizot, menacé à l'étranger par un mauvais vouloir parfaitement accentué, à l'intérieur par les divers partis qui se disputaient l'avenir, se trouvait placé dans un milieu négatif, dans une position passive dont il a dû subir toutes les exigences. D'un autre côté, Louis-Philippe ne se dissimulait point que les taquineries dirigées contre sa personne étaient autant d'atteintes portées à la dignité de la France; aussi disait-il souvent à son ministre : « Je ne veux pas d'une question personnelle faire une question d'intérêt général et compromettre la sécurité du pays pour la satisfaction d'un vain sentiment d'amour-propre. »

Quoi qu'il en soit, M. Casimir Périer, se conformant aux instructions qu'il avait reçues, assista la veille de la

fête du Czar à la représentation du théâtre Michel; mais prenant sur lui de modifier une partie du programme de M. Guizot, il se retira au milieu du spectacle. Le lendemain il n'accompagna point le corps diplomatique au palais d'hiver, et se promena dans la journée sur la perspective Nevsky.

Le coup monté par M. Guizot parvint droit au cœur de Nicolas; il était touché dans la partie la plus sensible de sa nature ardente et passionnée, son amour-propre. Cependant, trop fin pour montrer un côté vulnérable, il dissimula son ressentiment. La cour et la noblesse seules prirent fait et cause pour lui. De ce jour le vide se fit instantanément autour de M. Casimir Périer; les fêtes où il avait été invité furent décommandées, les deux loges qui avoisinaient la sienne au théâtre Français furent abandonnées, les salons où naguère, conjointement avec sa femme, il assurait à la France son incontestable supériorité en matière d'esprit, de verve, d'élégance et de goût, se fermèrent devant lui. Ses meilleurs amis, ses courtisans, car tout homme de valeur a des courtisans en Russie, l'évitèrent comme un pestiféré; il n'obtint même pas sa grâce le jour où Nicolas lui ayant dit : « Je vois avec plaisir, monsieur, que vous n'êtes plus malade; » Casimir Périer lui avait répondu : « Sire, ma maladie n'a duré juste que vingt-quatre heures, comme celle du comte de Pahlen. » Il se vengeait de cette espèce de quarantaine établie autour de lui par des traits d'esprit qui charmaient le corps diplomatique resté fidèle à sa disgrâce. Un jour que la foule s'écartait sur son passage, il dit à son secrétaire : « Les Russes auront beau faire, ils seront toujours à l'ombre des Français. »

Cependant cette position devenait intolérable. M. Casimir Périer demanda son rappel à M. Guizot. Le ministre

de Louis-Philippe lui répondit par la poste que le Roi appréciait trop l'importance de ses services pour en priver son gouvernement, tout en ne comprenant pas que l'empereur Nicolas, si grand par son caractère et par sa personne, s'abaissât à des taquineries d'enfant. Il l'engageait à continuer le rôle qu'il avait adopté devant le servilisme rancunier de la société russe jusqu'au jour où sa position ne serait plus tenable. « La France, ajoutait-il, peut bien fermer les yeux à des taquineries d'enfant, mais elle n'abdiquera jamais devant des questions de principe. »

Le soir même du jour où cette lettre était arrivée à Saint-Pétersbourg, un membre du corps diplomatique alla voir M. Casimir Périer, et lui fit part en substance du contenu de cette lettre, qui ne devait lui être remise que le lendemain matin. Une personne intime de l'empereur Nicolas, à qui elle avait été communiquée après avoir été ouverte à la poste, lui en avait donné connaissance. Ce fait insignifiant en lui-même répondait aux prévisions de M. Guizot. Le timbre de la poste avait servi ses intentions, de donner une leçon indirecte à l'empereur Nicolas. Ce ne fut pas la seule qui lui parvint de cette manière.

Le comte de Nesselrode et lord Palmerston avaient joué les principaux rôles de la comédie jouée au détriment de la France sur le théâtre où se débattait la question d'Orient. Sur une autre scène, dans les steppes de l'Asie, entre la mer Caspienne et le lac d'Aral, le gouvernement russe déployait un autre genre d'activité. Là, vingt races nomades, tribus autrefois puissantes, mêlées à toutes les révolutions qui avaient remué le continent asiatique, les Turcomans, les Khirgis, les Tartares, les Usbeks, les Mongols, etc., etc., avaient dressé leurs

tentes dans ces régions, d'où à diverses époques étaient sortis les conquérants de la Chine et les Turcs. Aujourd'hui déchues, quelques-unes avaient plié sous les armes du Céleste Empire, les autres avaient accepté la domination des aigles russes; les plus belliqueuses, telles que les Khiviens et les Turcomans, étaient restées debout et fermes dans leur indépendance. La guerre et le pillage étaient les seules occupations de ces nomades, qui, dans leurs incursions sur le territoire russe, faisaient souvent des captifs, qu'ils vendaient aux Persans et aux *Boukhares*; parfois même ils arrêtaient, pillaient, rançonnaient ou mettaient en esclavage les caravanes qui partent chaque année de Semipalatinsk pour le Thibet et les frontières de l'Inde britannique.

Ainsi que nous l'avons vu l'année précédente, cet état de choses avait provoqué des mesures sévères de la part du gouvernement russe, qui avait déclaré la guerre au khan de Khiva. Le corps d'armée entré en campagne sous les ordres du général Berowski s'était mis en marche au cœur de l'hiver, pour suppléer par la neige à l'eau, que l'on rencontre si difficilement dans ces contrées insalubres; mais l'intensité de la saison força l'armée à se replier sur la Emba, après avoir toutefois taillé en pièces un fort détachement ennemi. Les nomades vaincus portèrent à Khiva la nouvelle de leur défaite, et y répandirent la consternation. On songea sérieusement alors aux moyens d'empêcher une invasion du territoire. Un officier prisonnier des Khirgis fut immédiatement appelé au palais du Khan pour y délibérer sur des propositions de paix. D'accord avec les réclamations du gouvernement russe, un firman proclama que tout Khivien qui oserait attenter à la vie ou à la liberté d'un voyageur moscovite serait mis à mort sans autre forme de

procès. Quatre cent quinze Russes captifs à Khiva recouvrèrent aussitôt leur liberté.

Cette paix, en accordant satisfaction pleine et entière au cabinet de Saint-Pétersbourg, assurait la tranquillité des frontières de l'est et ouvrait aux caravanes le passage du centre de l'Asie.

Dans les montagnes du Caucase, les Circassiens, n'espérant plus un secours actif des sympathies britanniques, n'en continuèrent pas moins leur héroïque résistance. Mancour-Bey, Tengouse le Loup et Hadji-Tuz-Bey, surnommé le Lion du désert, ayant rassemblé sept mille guerriers, surprirent une forteresse défendue par deux mille cinq cents Russes, qu'ils passèrent en partie au fil de l'épée. Les forts d'Aboen, de Nicolaï, de Mazgah, etc., furent également pris et rasés. Ces succès inespérés augmentèrent encore le courage indomptable de ces patriotes montagnards.

Cependant un héroïque fait d'armes couvrit de gloire le drapeau moscovite : cinq cents soldats, assiégés dans Mikhaïloff par onze cents Circassiens, repoussèrent tous les efforts de l'attaque ; mais épuisés par leur propre succès, ils se virent réduits à la dernière extrémité. Cette poignée de braves, réunis en conseil de guerre, cherchèrent les moyens de prolonger la défense, reconnue bientôt impossible. Pas une voix cependant ne prononça le mot de reddition. Tous résolurent de mourir plutôt que de céder ; un simple soldat du régiment d'infanterie Tengenski, demandant alors la parole, s'écria : « Puisque nous sommes décidés à mourir, il faut que nous emportions avec nous la vengeance de notre mort ! Je vous propose de mettre moi-même le feu à la poudrière lorsque les ennemis seront assez près de nos baïonnettes pour faire avec nous le *saut périlleux* dans

l'autre monde !... » Cette proposition, faite en un moment si grave sous la forme pittoresque habituelle à l'esprit militaire de toutes les nations, fut accueillie avec enthousiasme.

« Comment t'appelles-tu? demanda au simple soldat l'officier remplissant les fonctions de commandant en chef.

— Archix Ossipoff, pour vous servir, mon commandant.

— Eh bien, Archix Ossipoff, tu es un brave !... » Et le prenant par la main, il le pressa sur sa *poitrine*.

« — Comme tous les camarades, qui sauteront aussi bien que nous, soyez-en sûr. »

Dès lors la garnison se prépara à cet héroïque holocauste, ainsi que l'avait proposé celui qui s'était volontairement chargé du rôle de sacrificateur. Les assiégés laissèrent les Circassiens s'engager assez avant sous la torche d'Ossipoff, qui, debout au poste de la mort, attendait le moment favorable pour mettre le feu aux poudres. Tout à coup une épouvantable détonation se fit entendre, et vainqueurs et vaincus, subissant un sort commun, disparurent dans un immense tourbillon de flammes.

Pour conserver le souvenir de l'immolation glorieuse du soldat Archix Ossipoff, mort sans laisser de parents, l'empereur Nicolas, ne pouvant le récompenser dans sa famille, ordonna que son nom fût toujours maintenu en tête de la liste de sa compagnie. Depuis ce jour, chaque fois que ce nom est prononcé, le plus ancien sous-officier de la compagnie répond à l'appel : « Mort pour la gloire des armes russes dans le fort de Mikhaïloff. »

Dans les plus grandes comme dans les plus petites occasions, l'empereur Nicolas savait rendre justice aux

actes de courage et de dévouement : pour punir, il avait toujours une main levée sur le front du coupable, mais il en avait une toujours ouverte pour récompenser le mérite, sans distinction de classes et de rangs. Chef de la noblesse héréditaire, il disait souvent que les titres de la meilleure aristocratie se trouvaient plutôt dans les sentiments élevés du cœur que dans l'illustration souvent menteuse des vieux parchemins. « Je préfère aux œuvres tièdes et négatives d'un grand seigneur le dévouement infime mais efficace du dernier employé. » Il avait le pouvoir d'intimider les masses par un seul regard, mais il possédait celui d'enlever les cœurs par un de ces actes simples et généreux où le souverain s'effaçait devant le père de famille. C'est à ce titre que sa mémoire est doublement chère au peuple russe.

Un jour, parcourant les rues de la capitale, il rencontra un modeste convoi conduisant au champ du repos éternel un cercueil de bois peint en noir [1]. Un seul cheval maigre et efflanqué le traînait lentement. Sur le cercueil on avait déposé un chapeau tricorne et une épée d'officier de l'administration civile de la maison impériale. Un seul domestique, aussi maigre que le cheval et aussi pauvrement couvert que le cercueil, suivait le convoi du maître qu'il accompagnait à sa dernière demeure, et dont le passage sur cette terre ne laissait après lui ni une larme amie ni une pensée de regret.

Nicolas, profondément ému à la vue de l'isolement de cette bière, qui passait en étrangère au milieu des brillants équipages des heureux de ce monde, ainsi que

[1] Les cercueils en Russie étalent ordinairement un grand luxe de couleurs et d'ornementations d'or ou d'argent. On dirait plutôt une châsse de saint qu'une bière de mort. Le cortége des morts en Russie n'a pas l'aspect lugubre dont on l'entoure ailleurs.

s'était écoulée au milieu des honneurs et de la fortune sans y prendre part la vie du pauvre défunt, s'approcha du serviteur fidèle et lui dit :

« Quel est celui dont tu suis pieusement ainsi les dépouilles mortelles ?

— Un employé de Sa Majesté, mort dans la misère après avoir servi loyalement pendant vingt-cinq années sa patrie et son souverain....

— Puisqu'il était si pauvre, pourquoi ne s'est-il pas adressé à l'Empereur ?

— Parce qu'il y avait, disait-il, des employés plus pauvres que lui qui ne demandaient rien ; parce qu'il était fier dans sa détresse....

— Mais il n'avait donc point de parents ?

— Il était orphelin.

— Point d'amis dans le nombre de ses camarades qui aient eu la pensée de lui rendre les derniers honneurs ?

— C'est aujourd'hui jour de travail, et tous les camarades de mon pauvre maître sont occupés à leur service.

— Ce n'est pas une raison, répliqua Nicolas ; n'importe, je les remplacerai. » Alors, se découvrant, il se mit au premier rang derrière le convoi, et il le suivit tête nue, dans l'attitude d'un recueillement profondément senti.

A la vue du chef de l'État donnant ainsi l'exemple du respect dû aux morts et rendant hommage à la mémoire d'un serviteur infime, le bruit de la perspective Nevski, où se trouvait alors le convoi du pauvre, sembla faire place à une muette admiration. Des riches équipages arrêtés sur le passage funèbre on vit descendre des seigneurs, des fonctionnaires civils, des généraux, qui se

rangèrent avec un pieux empressement derrière l'Empereur. En moins de cinq minutes, plus de dix mille personnes appartenant à toutes les classes de la société formèrent au cadavre du pauvre employé un immense cortége, où se confondaient sans distinction les riches uniformes des officiers, les cafetans des travailleurs, les traditionnelles peaux de moutons des mougiks, la noblesse et le peuple, le sabre et la hache [1], la fortune et la pauvreté, la tête, le cœur et le bras de l'empire. Jamais un cortége plus imposant, plus solennel n'avait suivi un convoi de deuil.

Devant cet humble cercueil isolé naguère, entouré à cette heure par toutes les forces vitales de la nation, tous les fronts se découvraient avec respect, les femmes se signaient au front, et chacun se demandait quel pouvait être celui qui recueillait après sa mort des hommages qu'envierait un prince pour ses funérailles. Tous ignoraient encore la généreuse initiative de l'Empereur et les tristes phases qui avaient accompagné la carrière obscure mais loyale du trépassé.

Lorsque le convoi, grossissant à chaque minute, parvint à la hauteur de la cathédrale de Casan, Nicolas, se tournant vers la foule, prononça d'une voix pleine d'émotion ces paroles : « La mémoire des morts est l'éloge des vivants; elle est aussi un culte agréable à Dieu. J'ai été profondément affligé à la vue de l'isolement où j'ai trouvé le cercueil d'un employé qui a fidèlement consacré sa vie au service de l'Empereur et de la patrie; voilà pourquoi le premier j'ai voulu rendre hommage à ses dépouilles mortelles : les graves affaires de l'empire réclament ma présence, je suis obligé de me retirer.

[1] L'ouvrier russe porte généralement une hache fixée à la ceinture de son cafetan.

Quant à vous, mes enfants, je vous prie tous d'accompagner le corps d'un loyal serviteur à sa dernière demeure : je vous en remercie d'avance, et Dieu vous bénira. »

L'empereur Nicolas, nous l'avons dit et prouvé par des exemples, par l'éloquence logique des faits, possédait au suprême degré la passion du droit et les instincts d'une justice à laquelle, si haut placé qu'il fût, nul ne pouvait se soustraire... Quelque temps après ces hommages rendus à la mémoire d'un serviteur mort à la peine, le Czar, faisant manœuvrer les troupes de la garde dans les plaines de Tsarskoé-Sélo, aperçut à une grande distance du point où il se trouvait, un officier général remonter dans sa voiture, alors que lui-même se trouvait encore à cheval sur le terrain. L'éloignement ne lui avait point permis de distinguer ses traits : ne voulant point, cependant, laisser impunie une action répréhensible au point de vue de la discipline militaire, il mit son cheval au galop et rejoignit la voiture au moment où elle s'apprêtait à quitter le champ de manœuvres. Elle renfermait l'un de ses officiers le mieux aimés et le plus en faveur, le général Benkendorff. Malgré ces titres, Nicolas l'apostropha durement et lui reprocha en termes sévères, devant toute une division de cavalerie, une action qui constituait à ses yeux non-seulement un délit contre les convenances et l'étiquette, mais encore une faute grave contre la discipline. « Monsieur, lui dit-il en terminant, votre conduite est indigne d'un général. »

Le soir même, regrettant la forme sévère qu'il avait donnée à sa leçon, Nicolas dit au comte Orloff : « J'ai eu tort d'humilier ce matin ce pauvre Benkendorff; aussi quelle mauvaise idée a-t-il eue de remonter en voiture

avant la fin des exercices? Ce n'est pas toi qui aurais commis cette faute?

— J'aurais eu trop peur d'être aperçu de Votre Majesté, Sire, répondit le comte; c'est pour cela que je me suis si bien caché au fond de la voiture, que Votre Majesté n'a pu m'y découvrir...

— Comment! toi aussi, tu étais là? répliqua Nicolas en fronçant le sourcil.

— Hélas, oui, Sire; j'étais si fatigué, et j'avais un si grand besoin de repos!...

— Oui, je le sais, le repos chez toi est une maladie incurable[1]... Je te pardonne en raison de ta franchise; mais que cela ne t'arrive plus. »

Le lendemain du jour où Nicolas, visitant les ruines du palais de ses ancêtres, que l'incendie venait de dévorer en quelques heures, avait dit : « Je désire, le jour de Pâques de l'année 1839, entendre ici la messe de la Résurrection, » les hommes du métier, même les courtisans, avaient considéré comme une chose impossible la réalisation d'un désir qui, dans le cœur de l'Empereur, équivalait à l'ordre d'une volonté immuable. Dans l'entourage de l'Empereur il se trouvait alors un général employé au département des voies et communications : Nicolas l'avait depuis longtemps distingué, autant pour sa probité exceptionnelle, son désintéressement chevaleresque, son dévouement à toute épreuve, que pour son esprit élevé et les mérites de ses connaissances pratiques. Le général de Gottman, cet homme de bien et de savoir s'appelle ainsi, étudia la question, l'examina sous toutes ses faces, et reconnut possible

[1] Le goût du comte Orloff pour le *dolce far niente* est si prononcé et si généralement reconnu en Russie, que l'Empereur disait : « Il y a deux natures chez cet homme, celle du lion et celle de la marmotte. »

l'exécution d'une œuvre devant laquelle le servilisme de l'ambition avait reculé. Il soumit son plan et ses projets, toute son œuvre enfin, à son chef immédiat, le général Kleinmichel, aide de camp de l'Empereur. Ce personnage, doué d'une force de volonté peu commune et d'une activité dévorante, trouvant dans le travail présenté la source d'une fortune qui, sous plus d'un rapport, devait être fatale à la Russie, se présenta devant le Czar et lui dit :

« Sire, Votre Majesté entendra la messe de la *Résurrection* dans son palais d'hiver, le 26 mars-7 avril 1839.

— A cette époque, répliqua l'Empereur, le palais d'hiver sera entièrement reconstruit?

— Oui, Sire.

— Vous me le promettez?

— J'en prends l'engagement sacré!...

— C'est bien; mettez-vous à l'œuvre.

Et Kleinmichel, fort de l'autorisation impériale, savant de la pensée d'un autre, se mit à l'œuvre le jour même. Les décombres fumants encore couvraient une surface de cent soixante mètres de longueur sur cent vingt mètres de largeur. Quelques jours suffirent pour les déblayer. Une toiture jetée comme par enchantement sur les murailles restées intactes et debout, permit aux ouvriers de travailler nuit et jour et dans toutes les saisons : vingt mille hommes furent employés aux labeurs incessants de la reconstruction, exécutée, sauf quelques légères modifications, d'après le plan primitif. Les ouvriers, se relayant sans cesse, ne perdaient pas une minute; les heures de repas même ne restaient point inactives... La volonté du Czar passant pour ainsi dire dans l'âme des travailleurs russes, naturellement enclins à la paresse, établissait entre les différents corps

de métier une lutte de zèle, d'émulation et de dévouement. Les tailleurs de pierre, les maçons, les charpentiers, les menuisiers, les peintres, les décorateurs, tous concouraient simultanément à l'accomplissement rapide, merveilleux, de l'œuvre du général de Gottman, dont Kleinmichel se préparait déjà à recueillir la gloire, les honneurs et les bénéfices. C'était une chose admirable à voir que ce concours de volontés hétérogènes, mais convergeant toutes vers le même but, pétrissant en quelque sorte dans de puissantes mains, le marbre, le granit et le bronze.

On a singulièrement exagéré le nombre des ouvriers morts sous les ardeurs volcaniques entretenues dans les salles, à l'aide d'immenses fourneaux, pour sécher plus vite les plâtres et les ciments. Les colporteurs des listes mortuaires répandues à cette occasion ont abusé de la crédulité publique à l'étranger. Des hommes qui, une ou deux fois par semaine, ne craignent pas, à la sortie de leurs bains de vapeur, de se rouler sur la neige glacée, par un froid de trente degrés, pouvaient sans grand danger affronter la transition subite du séchoir à la rue. Sans doute la mort, qui a toujours plus de prise sur les agglomérations d'hommes, a fait de nombreuses victimes, mais à ces victimes les romanciers se sont trop hâtés d'accorder les honneurs du sacrifice et du martyre.

Quoi qu'il en soit, le palais d'hiver, relevé de ses ruines, fut prêt à recevoir la famille impériale à l'époque désirée par l'Empereur. Le 25 mars-6 avril, jour du samedi saint, le Czar, la Czarine, les membres de la famille impériale et tous les hauts dignitaires de la cour, assistèrent à la consécration de la grande chapelle du palais par le métropolitain de Kieff, assisté du clergé de la cour. Dans la nuit qui suivit cette cérémonie,

l'Empereur, conformément à ses désirs, assista selon le rite russe à la messe de la Résurrection.

Il avait fallu huit ans à l'impératrice Élisabeth pour construire le palais d'hiver; la volonté de Nicolas le rebâtit en quinze mois.

De grandes et nombreuses récompenses furent accordées à cette occasion aux personnes qui avaient le plus contribué à la réédification de ce somptueux monument. Le général Kleinmichel reçut le titre de comte; mais l'opinion publique, et l'histoire doit en *prendre note*, accordait au général de Gottman la gloire qui lui revenait, à défaut des honneurs, égarés sur la route de l'intrigue et de l'ambition...

L'empereur Nicolas, accoutumé à voir ses désirs exaucés avant leur manifestation, ne croyait pas au mot *impossible*. Il n'admettait même pas qu'on le prononçât devant lui, quand une de ses demandes semblait devoir obtenir une affirmation.

Surpris à la suite d'une longue promenade en traîneau par une violente douleur de dents, il envoya chercher le dentiste de la cour. Le docteur breveté, après avoir attentivement examiné la molaire malade, déclara que les progrès de la carie ne laissaient aucun espoir de guérison.

« Il faut recourir alors à ce que vous appelez, je crois, le *baume d'acier?* répondit l'Empereur.

— Ce serait mon opinion, Sire.

— Dans ce cas, il n'y a pas à hésiter. Opérez-moi. »

Mais le docteur, soit que l'extraction lui parût difficile en raison de la cavité dentaire, soit qu'il éprouvât un sentiment de crainte respectueuse, déclara qu'il n'osait prendre sur lui la responsabilité d'une semblable opération. Nicolas, maîtrisant un premier mouvement de colère, le congédia, et fit appeler l'aide de camp de service.

« Ne connaîtrais-tu pas à Saint-Pétersbourg, lui demanda-t-il, un charlatan quelconque habile à déraciner les dents *sans douleur?*

— Pardonnez-moi, Sire, je connais à Vassili-Ostroff un mougik qui se flatte de posséder ce talent.

— Prends un traîneau et va me le chercher au plus vite, sans lui dire le nom du patient qui doit passer par ses mains. »

Une demi-heure après, l'aide de camp présenta le charlatan à l'Empereur. C'était un homme de haute taille et d'une grande assurance. Nicolas lui montrant la dent malade, lui demanda ce qu'il en pensait.

« Je pense qu'elle doit être arrachée, répondit le mougik.

— Te sens-tu de force à l'extraire?

— J'en ai arraché de bien plus difficiles.

— Ainsi tu crois qu'il n'y a pas de danger?

— *Que je la rate?* vous allez voir. »

S'armant alors d'une clef préparée d'avance, il pratiqua l'opération avec beaucoup de dextérité.

Nicolas le récompensa impérialement, et fit enlever le titre de dentiste de la cour à l'artiste timoré qui avait reculé devant les exigences de sa profession.

La scène suivante se passe à Moscou. Le prince G. faisait une cour assidue à la fille d'un marchand français établi dans cette ville. L'audace du prince était égale à la beauté de la jeune fille, qui à beaucoup d'esprit joignait beaucoup de vertu. Le père, justement alarmé sur les suites d'une affection qui ne pouvait être légitimée, à cause de la différence des positions, pria le prince de cesser ses visites. Celui-ci, plus fortement épris encore, écrivit secrètement à la jeune fille pour l'engager à se rendre chez lui. Mais la jeune fille, inébranlable dans sa

sagesse, lui répondit qu'elle ne s'estimait pas assez pour oser prétendre au bonheur d'être sa femme, et qu'elle s'estimait trop pour se décider jamais à devenir sa maîtresse.

Le prince, irrité par ce refus, et voulant à tout prix arriver à la possession du trésor qu'il ambitionnait, lui fit dire par un de ses amis que de son côté il la respectait trop pour lui offrir une position contraire à l'honneur. C'est donc à titre d'épouse qu'il la recevrait dans sa demeure, le jour où leur mariage aurait été béni devant Dieu par les mains d'un prêtre. Seulement il demandait, pour éviter les interprétations malveillantes du public, que la cérémonie religieuse se fît à huis clos dans son hôtel. Le père de la jeune fille, dont la tendresse pour elle répondait à celle du prince, accepta ces conditions.

Trois semaines après l'enfant du peuple changeait au pied d'un autel improvisé et dans les mains d'un ministre du Seigneur, son nom vulgaire contre celui de princesse de G...

Mais elle avait été la dupe d'une horrible machination; la cérémonie du mariage avait été simulée par un faux prêtre, imprudent [illegible] du prince. Aussi la pauvre femme, t[illegible] dans [illegible]nneur de jeune fille, ne tarda-t-el[illegible] être [illegible]nnée par son indigne suborneu[illegible] ad[illegible] plainte [illegible] gouverneur général [illegible]u, [illegible]féra [illegible] à l'Empereur. En [illegible] cet[illegible]t-ap[illegible]las entra dans [illegible] in[illegible]n fut effrayée. [illegible]inet en disant: [illegible]sonnés, qui se [illegible]re de princes ou [illegible]t fois plus noble

qu'eux! Plats courtisans, laquais de cour, faisant métier et marchandise de l'honneur et de la vertu, humbles devant les forts, insolents et superbes devant les faibles... Je les briserai sous le talon de ma botte. » L'Impératrice eut mille peines à le calmer; il se trouvait sous l'influence d'une de ces colères qui le rendaient si redoutable à tout ce qui l'entourait. « Si le crime a été grand, l'expiation sera terrible, » continua-t-il. Alors, prenant une plume, il écrivit lui-même le rescrit suivant au gouverneur général de Moscou :

« Dans les vingt-quatre heures le prince G... épousera la jeune fille qu'il a odieusement trompée. Immédiatement après la cérémonie religieuse, il sera dégradé de ses titres et dignités, et envoyé au Caucase pour y servir dans nos armées en qualité de simple soldat. La princesse sa femme touchera en sa qualité de *veuve* le septième des revenus de la fortune matrimoniale; enfin, le complice qui s'est prêté à jouer le rôle de prêtre sera jusqu'à la fin de ses jours enfermé comme moine dans un couvent. » Ce rescrit fut rigoureusement exécuté.

L'empereur Nicolas ne transigeait jamais avec l'accomplissement d'un devoir rigoureux, mais il savait discerner et résoudre avec un profond sentiment de justice les cas les plus difficiles.

Un jeune lieutenant de cavalerie avait obtenu une permission spéciale et un congé d'un mois pour aller ssister à ses derniers moments sa mère mourante. Il vait parcourir une distance de sept cents verstes avant iver au lieu de sa destination : aussi, pour l'abréger, t-il généreusement les chevaux de poste. Au mode quitter l'un des derniers relais qui lui restaient ne, un général se présente à la poste, et de sa

propre autorité ordonne aux postillons de dételer les chevaux de la voiture du jeune officier pour les mettre à la sienne. L'officier proteste contre cet abus d'autorité, et déclare qu'il ne le permettra pas. Le général s'emporte, menace, et finit par donner un soufflet à son inférieur. Celui-ci, tirant aussitôt un pistolet de sa ceinture, renverse mort à ses pieds d'un coup de feu le général qui venait de l'outrager d'une manière si odieuse.

Condamné à la déportation en Sibérie par un conseil de guerre, l'officier en appela à la justice de l'Empereur. Après s'être rendu compte de cette affaire, *Nicolas* fit appeler devant lui le malheureux jeune homme, qui, la joue chaude encore du soufflet qu'il avait reçu, n'était arrivé auprès de sa mère que pour embrasser un cadavre.

« Où se trouvaient tes pistolets quand tu as été souffleté? lui demanda Nicolas.

— Dans ma ceinture, répondit le condamné.

— Combien de temps as-tu mis pour faire feu?

— Celui de tirer mes armes de ma ceinture, deux secondes.

— Ta vengeance alors n'a pas eu la liberté de la réflexion?

— Non, Sire.

— Dans ce cas, moi l'Empereur, je te condamne à rejoindre ton régiment avec les épaulettes de capitaine. »

Le mariage de la grande-duchesse Marie avec le duc Maximilien de Leuchtenberg fut célébré avec un pompeux cérémonial, le 2-14 juillet, au palais d'hiver, en présence de toute la famille impériale, à deux heures de l'après-midi. Le canon de la forteresse et le son des cloches de toutes les églises annoncèrent aux habitants de la capitale le *Te Deum* solennel chanté à cette occasion.

On raconte qu'avant la célébration de cette cérémonie

religieuse, une scène solennelle avait eu lieu au palais d'hiver entre l'empereur Nicolas et le duc de Leuchtenberg. Celui-ci n'avait accepté la main de la grande-duchesse Marie qu'à la condition expresse que les enfants issus de ce mariage seraient élevés dans la foi catholique. Cette question, ramenée au dernier moment par les exigences de la politique russe, venait de soulever entre le Czar et son gendre une orageuse discussion.

« Ma mère me maudira, disait le prince, si, infidèle à la promesse que je lui ai faite, je consens à ce que mes enfants soient élevés dans la religion de leur mère. » Prières, menaces de rupture même, tout échoua devant la nature indomptable de Nicolas. Enfin, ce que le prince aurait refusé aux exigences de l'autocrate, il l'accorda aux larmes de sa fiancée priant à ses genoux. Le duc de Leuchtenberg recula devant les conséquences d'un immense scandale public. Il crut qu'il était trop avancé pour dénouer ce qui était fait, il consentit à tout. Mais les traces de l'orage que cet incident avait soulevé dans son cœur justement froissé restèrent longtemps sur son visage.

A trois heures et demie un somptueux banquet réunit les deux époux, les membres de la famille impériale et les hauts dignitaires de la couronne à la table de l'Empereur. Jamais la beauté de la grande-duchesse Marie épanouie par le bonheur n'avait paru plus étincelante. Le ciel comme son front était pur et serein. Cependant sur les quatre heures le ciel se teignit en noir, de sombres nuages enveloppèrent l'atmosphère, éclairée seulement à de fréquents intervalles par de larges éclairs. Les eaux de la Néva, soulevées par la tempête, mugissaient au pied du palais. Les présages d'une grande catastrophe couraient dans les airs. Toutes les physionomies,

de riantes qu'elles étaient quelques instants auparavant, s'étaient assombries. A quatre heures un quart, au moment où Nicolas se leva pour porter la santé des *époux*, une longue gerbe de feu éclaira la salle du banquet, et un violent coup de tonnerre étouffa sa voix prononçant des paroles de bonheur. Le mariage de la grande-duchesse Marie ne devait pas être heureux pendant, il ne le fut pas après.

Malgré ces détails insignifiants dans le mouvement d'un grand corps constitué, l'ensemble de la *situation* était heureux pour l'empereur Nicolas. Sous l'action intelligente de sa politique, il avait vu trois grandes puissances se réunir à lui pour régler en dehors de la France les affaires de l'Orient d'une manière conforme à ses intérêts; plus encore, il était parvenu à briser l'alliance de l'Angleterre avec la France, cette alliance que Louis-Philippe avait eu tant de peine à cimenter et qu'on se plaisait à considérer comme la plus sûre garantie de la paix européenne. Il est vrai que par une convention signée le 13 juillet, la France, un instant humiliée et rentrant dans le concert des grandes puissances, enlevait à la Russie les droits que lui assurait le traité de Kounkiar-Skelessi; mais la diplomatie souple et rusée de la Russie, toujours prête à sacrifier le présent à l'avenir, ne pouvait considérer cet ordre de choses comme un véritable échec. La force de l'empire moscovite existait moins dans les termes d'un traité à la veille d'expirer, que dans sa position avancée et l'influence politique qu'il avait conquise sur la mer Noire et sur les frontières de la Turquie. Plus que jamais le cabinet de Saint-Pétersbourg, fidèle au mot d'ordre donné par Pierre le Grand, caressait le rêve de l'historien Karamsin apercevant dans les mirages de l'avenir les coupoles dorées de

Sainte-Sophie et les clefs du Bosphore au pouvoir des Russes.

En même temps qu'elle croyait humilier la France, trop grande encore, malgré son sommeil, pour ressentir l'insulte dirigée contre la personne de son chef provisoire, la Russie ne négligeait rien pour ménager en Perse de nouvelles difficultés à l'Angleterre, son alliée à Constantinople, sa rivale en Asie. Rien de plus perfidement habile que le traité de commerce préparé par ses soins entre la reine Victoria et le schah de Perse. En effet, le cabinet de Saint-Pétersbourg, exploitant les inquiétudes jalouses des Persans à l'endroit de l'établissement des Anglais à Therreh, persuada à la cour de Téhéran qu'elle aurait raison de l'Angleterre par la concession d'un traité de commerce qu'elle pourrait déchirer à son gré. En même temps, il insinua au cabinet de Saint-James qu'il lui obtiendrait des conventions favorables à son commerce le jour où il consentirait à évacuer Therreh. Ce double jeu lui devait réussir au delà de ses espérances : les Anglais, une fois maîtres du traité, refusèrent d'exécuter les clauses stipulées. De là une profonde irritation de la part de la Perse contre la duplicité britannique, et pour la Russie le fruit des germes de haine qu'elle avait semés entre les deux nations.

D'autre part, fidèle au système adopté pendant les dernières années par la politique du Czar, la Russie augmentait ses relations avec la Chine. Déjà, par un traité conclu en 1827, elle s'était ouvert une entrée dans le Céleste Empire, fermé, pour ainsi dire, aux autres puissances de l'Europe. Depuis cette époque, jouissant librement de ce privilége exceptionnel, elle entretenait à Pékin une maison d'éducation de jeunes gens destinés à s'instruire dans la langue chinoise et à étudier les

usages de ces contrées inaccessibles; aussi dès qu'il eut connaissance du décret prohibitif de l'opium, Nicolas s'empressa-t-il de publier un oukase défendant qu'aucun opium passât par les frontières russes en Chine.... « Afin de consolider l'union qui existe entre la Russie et le Céleste Empire, disait l'oukase, et dans l'intérêt du commerce et des frontières des deux pays, la prohibition n'étant pas encore publiée, mais voulant qu'elle soit connue de tout l'empire, nous confions au Sénat dirigeant le soin de pourvoir à ce que notre volonté soit faite. »

Pendant ce temps, la guerre en Circassie se poursuivait avec des chances diverses : d'un côté, résistance héroïque, désespérée; de l'autre, une persistance et une énergie semblant attendre plus du temps que de ses propres forces; dans les deux camps, la lutte soutenue avec une égale vigueur de la part des tribus insoumises et du gouvernement envahisseur. Au milieu de nombreux échecs, les annales militaires de la Russie offrent un grand nombre de glorieux faits d'armes et d'actions qui rappellent les héros d'Homère.

Le 26 mai-7 juin, le fort d'Abinsky, situé entre le Kouban et le rivage de la mer Noire, fut entouré, à deux heures du matin, par douze mille montagnards, qui, à travers une vive fusillade, s'élancèrent à l'assaut en poussant de grands cris. La grêle de balles, de grenades et de mitraille qui les accueillit, n'arrêta point leur ardeur. Se faisant d'un monceau de cadavres un point d'appui, ils se mirent à escalader les murailles avec une telle ardeur que leurs guerriers, couverts de cottes de mailles, pénétrèrent à plusieurs reprises dans les retranchements, d'où plusieurs fois ils furent repoussés. Enfin, malgré les efforts opiniâtres des assiégés, une forte co-

lonne se fraya, l'épée à la main, un passage dans les brèches d'un bastion, et s'élança résolûment, enseignes déployées, vers l'intérieur du fort. Mais dans ce moment critique, le colonel Vesselovsky, conservant sa présence d'esprit, se précipita à la baïonnette avec une réserve de quarante hommes d'élite sur l'ennemi, et le rejeta hors des retranchements après lui avoir enlevé deux drapeaux. Cette action d'éclat, arrêtant l'audace des assaillants, enflamma au plus haut degré le courage de la garnison.

Le révérend père Ivanoff, au milieu des troupes dont il était l'aumônier, assistait, la croix à la main, aux diverses péripéties de ce drame sanglant. De chaque soldat sa voix retentissant au milieu de la fusillade faisait un héros ou un martyr. Un tambour du bataillon n° 1 des Cosaques de la ligne frontière de la mer Noire, debout à ses côtés quoique grièvement blessé, resta jusqu'à la fin du combat à son poste. L'ennemi, battu sur tous les points, prit la fuite en emportant une partie de ses morts, suivant l'usage des guerriers asiatiques. Cependant, ils laissèrent six cent quatre-vingt-cinq cadavres tant dans l'intérieur de la place que dans les fossés.

Au moment de l'attaque du fort Abinsky, la garnison se composait d'un officier supérieur, de quinze officiers et de huit cent dix sous-officiers et soldats. Chaque homme reçut en récompense de sa belle conduite une année de solde; trente croix de l'ordre militaire de Saint-Georges furent accordées à ceux qui s'étaient le plus distingués. L'empereur accorda au révérend père Ivanoff une année d'appointements et une croix pectorale attachée au ruban de l'ordre de Saint-Georges.

Nicolas ne négligeait rien pour stimuler le zèle et le dévouement de son armée. Non content de récompenser le mérite des illustrations vivantes, il voulut fouiller

dans les tombeaux pour honorer celui des illustres morts : c'est ainsi qu'il ordonna de faire graver sur des tables de marbre noir et de placer dans les chapelles des écoles militaires où ils avaient été formés, les noms de tous les élèves morts au champ d'honneur ou à la suite de leurs blessures, quel que fût le grade dont ils étaient revêtus. Il voulut, en outre, et dans le cas où l'officier aurait été frappé à mort dans l'accomplissement d'un fait d'armes remarquable signalant une haute abnégation dans l'intérêt du service du souverain et de la gloire des armes russes, qu'une inscription destinée à en rappeler le souvenir fût gravée sur la table de marbre.

La Providence réservait cette année une grande joie au cœur du Czar, au double point de vue du chef de l'empire et du chef de famille : son fils, le césaréwitsch grand-duc héritier Alexandre Nicolaiéwitsch, unit ses destinées à une jeune princesse de Hesse-Darmstadt, nommée Marie. Par l'éducation parfaite qu'elle avait reçue, par les qualités morales qui, jointes à une rare distinction d'esprit et de grâces, en faisaient une princesse accomplie, la fiancée du Césaréwitsch était digne du rang suprême qu'elle devait occuper un jour.

La cérémonie du mariage fut célébrée le 16-28 avril dans la chapelle du palais d'hiver, en présence de l'Empereur, de l'Impératrice, de tous les membres de la famille impériale, des princes étrangers, des ambassadeurs, des hauts dignitaires de la couronne, des officiers généraux des armées de terre et de mer, et des négociants russes appartenant aux deux premières guildes. Les dames étaient en costume russe et les cavaliers en grand uniforme. L'auguste fiancée portait une couronne au front et un manteau de velours ponceau doublé d'hermine sur les épaules.

Au milieu du jour eut lieu un grand banquet, auquel furent invitées les personnes des deux sexes appartenant aux trois premières classes. Dans la soirée, quelques instants avant la fin du bal, le grand-duc Michel, frère de l'Empereur, et la grande-duchesse Hélène Pavlovna se rendirent dans les appartements des nouveaux époux pour y recevoir Leurs Altesses Impériales, qui y furent conduites par Leurs Majestés, précédées de la cour et suivies des dames d'honneur. A leur entrée dans les appartements, les époux, reçus suivant le cérémonial prescrit, se rendirent dans les appartements intérieurs, où seule se tenait une dame d'honneur pour présider à la toilette de la grande-duchesse héritière. Les autres dames et demoiselles d'honneur, ainsi que les gentilshommes de la cour, qui s'étaient arrêtés dans le grand salon du Césaréwitsch, quittèrent alors le palais.

A cette occasion, l'empereur Nicolas, cédant aux impulsions de son cœur, comme il le déclarait lui-même, publia un décret d'amnistie dans lequel on remarque le passage suivant :

« Dès le commencement de Notre règne, Nous avons proclamé Notre ferme volonté d'user de clémence et de générosité sans affaiblir les lois, mais en employant pour le bien général les droits que Nous tenons de Dieu.

» En amnistiant aujourd'hui les coupables dont les crimes ne sont pas de la dernière gravité et en allégeant les châtiments infligés aux autres, Nous espérons que les grâces qui leur sont accordées réveilleront en eux le sentiment du remords, et que par leur conduite à venir ils justifieront Notre indulgence pour leurs erreurs passées.

» Les immunités que Nous concédons en même temps aux débiteurs à divers titres de l'État ont principalement

pour objet ceux dont l'inexactitude a été occasionnée par la pauvreté ou par des besoins temporaires, et Nous ne doutons pas que cet adoucissement ne soit pour les autres un nouveau motif de redoubler d'efforts pour remplir les obligations qui leur sont imposées.

» Dans ces vues bienfaisantes, Nous ordonnons ce qui suit, etc., etc., etc. »

Le mois suivant, l'Empereur, jaloux de faire partager aux habitants de l'ancienne capitale de la Russie le bonheur que la Providence avait accordé à son cœur de père, se rendit à Moscou avec le grand-duc héritier et la césarevna grande-duchesse Marie Alexandrovna. Son voyage fut un véritable triomphe; l'amour de ses peuples lui servit d'escorte. La population de Moscou rivalisa de respect et de dévouement. Suivis par une foule immense jusqu'à la cathédrale de l'Assomption, l'Empereur et ses augustes enfants furent reçus avec la croix et l'eau bénite par le métropolitain assisté de trois évêques. L'éloquent prélat prononça l'allocution suivante :

« TRÈS-ORTHODOXE MONARQUE,

» Déjà les entrailles de la Russie avaient tressailli de joie à la nouvelle de la félicité départie à ton cœur paternel et à ces deux cœurs unis pour le bonheur du pays. Ton premier-né, après avoir répondu par lui-même aux hautes espérances que la patrie avait mises en lui, la remplit des plus douces attentes en choisissant et unissant à lui par des liens sacrés une digne cohéritière des bénédictions répandues par le ciel sur ton auguste famille.

» Mais à présent, dans l'amour paternel que tu portes aussi à tes fidèles sujets, tu as voulu récompen-

ser et accroître encore le dévouement de ton antique capitale en lui procurant la satisfaction de te contempler, ainsi que les auteurs de ton bonheur, si bien partagé par nous.

» La sainte Église s'émeut d'une pieuse joie lorsqu'au sein de la félicité de ta maison, rappelant à ta mémoire la sainteté de cet ancien temple du Seigneur, tu viens dans cet asile sacré des czars faire hommage, par tes actions de grâces et par la prière, de ton bonheur et de celui de tes enfants aux pieds de Dieu qui te l'a donné.

» Que le Roi des rois daigne accomplir tes vues bienfaisantes, et que ses abondantes bénédictions descendent sur Alexandre, Marie et leur postérité, comme elles sont descendues sur Nicolas et Alexandra. »

Tandis que l'ancienne capitale des czars acclamait ainsi par la voix du peuple et de l'orthodoxie russe l'empereur Nicolas, le Souverain Pontife à Rome versait des larmes amères sur les malheurs de la religion catholique en Pologne, et ne cessait de réclamer la tolérance pour ses ouailles et la reconnaissance de son autorité spirituelle méconnue. La sévérité croissante de la censure ne permettant aux prêtres catholiques que des discours autorisés par elle; l'injonction intimée au clergé d'accorder le sacrement du mariage, dont le divorce était simplement prononcé par le synode grec; la transmutation des biens ecclésiastiques en domaines nationaux, la défense aux évêques de communiquer directement avec le chef de l'Église romaine, la persécution religieuse qui succédait à la suppression des institutions politiques, envenimaient de plus en plus les relations entre les cours de Rome et de Saint-Pétersbourg. Tous ces faits, accomplis pendant qu'un chargé d'affaires négociait à Rome pour concilier les différends et que le

Saint-Père attendait une réponse à ses propositions, produisaient une impression douloureuse en Pologne.

Le Souverain Pontife insistait spécialement pour avoir une légation à Saint-Pétersbourg, afin de surveiller les affaires religieuses dans l'empire russe; toutes ses demandes à ce sujet furent repoussées. Deux notes furent adressées au cabinet moscovite, qui y répondit tardivement par l'envoi d'un chargé d'affaires ayant pour mission de négocier avec le Saint-Père différentes questions que l'Empereur désirait voir terminées dans un *esprit sincère de conciliation et de convenance mutuelle* : tels étaient les termes de la lettre adressée au secrétaire d'État romain par le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères. Nicolas écrivit lui-même dans ce sens au Souverain Pontife.

Cependant toute l'année s'écoula sans apporter la plus légère modification à la sévérité du gouvernement russe vis-à-vis des sujets catholiques. Loin de là, de nouveaux oukases ajoutés aux anciens convergèrent vers le même but de propagande en faveur de la communion grecque. Aussi les craintes et la douleur éclataient-elles au Vatican avec le caractère d'un profond abattement. Paralysée dans sa puissance morale, Rome se préparait à en appeler à l'opinion publique en Europe.

A cet effet le Saint-Père prononça, dans un consistoire tenu le 22 juillet 1842, une allocution dont nous donnons le texte, pour mieux faire comprendre les motifs et le caractère de cet acte à la fois politique et religieux :

« VÉNÉRABLES FRÈRES,

» Déjà dans ce lieu même Nous avons épanché devant vous la douleur que dès longtemps a profondément en-

racinée dans Notre cœur la position lamentable de l'Église catholique au sein de l'empire russe. Celui dont Nous sommes, quoique indigne, le vicaire sur la terre, Nous est témoin que depuis le moment où Nous fûmes revêtu de la charge du souverain pontificat, Nous n'avons rien négligé de ce que commandent la sollicitude et le zèle pour remédier, autant que cela était possible, à de si grands maux toujours croissants. Mais quel a été le fruit de tous Nos soins ? Les faits, et des faits très-récents, le disent assez. Combien Notre amertume toujours présente s'en est accrue ! Vous le voyez mieux par la pensée qu'il ne Nous est possible à Nous de l'expliquer par des paroles. Mais il y a quelque chose qui met comme le comble à cette amertume intime, quelque chose qui, en raison de la sainteté du ministère apostolique, Nous tient outre mesure dans l'anxiété et l'affliction. Ce que Nous avons fait sans repos ni relâche pour protéger et défendre dans toutes les régions soumises à la domination russe les droits inviolables de la religion catholique, ce que Nous avons fait, on ne l'a point su et n'a pas été de notoriété publique dans ces régions surtout : alors il est arrivé, pour ajouter à Nos douleurs, que parmi les fidèles qui les habitent, les ennemis du saint-siége ont, par les menées frauduleuses qui leur sont habituelles, propagé le bruit qu'oublieux de Notre ministère sacré, Nous couvrions de Notre silence les maux si grands dont ils sont accablés, et qu'ainsi Nous avions presque abandonné la cause de la religion catholique ; et la chose a été portée à ce point que Nous sommes presque devenu comme la pierre occasion de chute, comme la pierre de scandale pour une partie considérable du troupeau du Seigneur que Nous sommes divinement appelé à régir, et même pour l'Église universelle fondée comme

sur la pierre ferme, sur celui dont la dignité vénérable Nous a été transmise à Nous, son successeur.

» Les choses étant ainsi, Nous devons à Dieu, à la religion, à Nous-même, de repousser bien loin de Nous jusqu'au soupçon d'une faute si honteuse. Et telle est la raison pour laquelle toute la suite des efforts faits par Nous en faveur de la religion catholique dans l'empire de Russie a été par Notre ordre mise en lumière dans un exposé particulier qui sera adressé à chacun de vous, afin qu'il soit démontré à tout l'univers fidèle que Nous n'avons en aucune façon manqué aux devoirs que Nous impose la charge de l'apostolat.

» Du reste, que notre âme ne se laisse point abattre, vénérables frères; espérons que le très-puissant empereur de toutes les Russies et roi de Pologne, *écoutant* sa justice et l'esprit élevé qui le distingue, *voudra bien* se rendre à nos vœux instants et aux vœux des populations catholiques qui lui sont soumises. Soutenus par cette espérance, ne cessons pas cependant de lever, en priant avec confiance, les yeux et les mains vers la montagne d'où nous viendra le secours, et demandons avec instance et supplication au Dieu à la fois tout-puissant et tout miséricordieux d'accorder bientôt à son Église, depuis longtemps souffrante, l'assistance qu'elle attend. »

Cette allocution imposante, publiée ensuite avec l'exposition des faits et des documents à l'appui, produisit en Europe une sensation profonde, et excita en Russie un mécontentement qui devait se traduire par de nouvelles violences exercées non-seulement contre les catholiques, mais encore contre la volonté de l'Empereur lui-même, harcelé par les exigences orthodoxes de ses ministres et de son entourage plus gréco-russe que lui. Que de fois, tempérant le zèle des persécuteurs, il

chercha à glisser dans leur âme une partie de la modération qui régnait dans la sienne quand il n'écoutait que ses propres instincts.

Une veuve polonaise catholique avait été jetée dans les prisons pour avoir troublé dans une église les prières prononcées pour la conservation des jours de l'Empereur. Le scandale avait été grand, dirent les dénonciateurs, le châtiment devait être en rapport avec le scandale. L'Empereur, consulté à ce sujet, prit des informations sur la nature du délit. Le fils unique de la pauvre femme lui avait été enlevé arbitrairement pour être transporté en Sibérie, parce qu'il avait osé manifester publiquement son attachement à l'Église catholique, et traiter de bourreau l'évêque apostat Joseph.

« Qu'auriez-vous fait à la place de cette mère? demanda Nicolas à l'Impératrice.

— J'aurais fait comme elle, répondit la généreuse Alexandra.

— Et que feriez-vous à la mienne?

— Deux choses.

— La première?

— Je ferais mettre de suite en liberté la pauvre mère.

— La seconde?

— J'ordonnerais qu'on lui rendît son enfant.

— Qu'il soit fait ainsi! » s'écria l'Empereur. Et comme la Polonaise, appartenant à une honorable famille, avait été complétement ruinée par la révolution, il ordonna qu'on lui remît une somme de 5,000 roubles à titre de premier secours. En cette circonstance, Nicolas n'avait consulté que le cœur de sa femme, aussi plein de bonté que le sien.

D'une activité qui aurait dévoré rapidement dix natures moins robustes que la sienne, l'empereur Nicolas,

se faisant rendre un compte exact de tout ce qui se passait dans son empire, imprimait en dernier ressort sa volonté aux détails les plus infimes de la chose publique. Il ne se bâtissait pas une maison avant que le plan n'eût été soumis à son appréciation et approuvé par son paraphe; le dessin même d'une façade devait lui être soumis. Il n'y avait pas dans l'armée russe un seul soldat qui, à l'état de recrue, n'eût passé sous ses yeux et appris de sa bouche le numéro du régiment et l'arme dans lesquels il devait servir. Aussi tout ce que son regard pouvait embrasser et sa main atteindre se trouvait-il dans un ordre parfait : — l'armée, les hôpitaux, les écoles, ne laissaient rien désirer en fait d'organisation.

Il n'en était pas de même de l'administration civile, de la justice surtout, la plus déréglée de toutes les institutions russes. L'œil du maître ne pouvait descendre dans l'intérieur des bureaux et des tribunaux, véritable repaire du vol et de l'iniquité.

Nicolas, sans professer un culte exclusif pour les arts, aimait et protégeait les artistes. Les grands maîtres de l'école française surtout étaient reçus à sa cour avec un empressement, une courtoisie, une générosité que presque tous ont payés par une déplorable ingratitude. Aussi leurs noms, chose triste à dire, ont-ils laissé peu d'écho sympathique dans le cœur des princes qui les ont accueillis dans leur intimité. De là vient sans doute le sentiment de répulsion qui règne aujourd'hui à Saint-Pétersbourg pour tout ce qui vient de la France avec une réputation plus ou moins méritée dans les arts et la littérature; de là cette espèce de quarantaine établie autour de ceux qui se rendent en Russie dans un but d'études quelconque. Le premier entre tous, Balzac a subi le contre-coup de cette fâcheuse influence. « Sur la

joue de Balzac, nous ont dit des Russes, nous avons souffleté le marquis de Custine. »

Depuis longtemps occupé de la question du servage, terrain brûlant sur lequel ses prédécesseurs avaient craint de s'aventurer, Nicolas la dirigeait habilement dans la voie du progrès.

Par un oukase adressé au Sénat dirigeant sous la date du 2-14 avril 1842, il autorisait les seigneurs terriers à convertir leurs serfs en agriculteurs libres, en leur cédant une partie de leurs terres en propriété, moyennant un dédommagement convenu de gré à gré. Désirant, dans un but d'utilité générale, que ces propriétés seigneuriales ne sortissent point de la possession des familles nobles par de semblables conventions, il accordait aux seigneurs l'autorisation de conclure avec leurs paysans des arrangements sur des bases telles, que sans avoir égard aux dispositions législatives concernant les agriculteurs libres, ils conservassent le droit de propriété seigneuriale pleine et entière, avec tous ses accessoires et ses richesses, tant à la superficie que dans son sein.

En concluant des contrats avec les paysans, les seigneurs pouvaient arrêter à l'amiable les dispositions ultérieures d'après des bases principales examinées en conseil de l'empire, et sanctionnées par l'Empereur.

1° Les redevances des paysans libres au profit des seigneurs pouvaient être fixées soit en argent, soit en produits, soit en travaux consacrés à la terre du seigneur, soit en travaux d'un autre genre.

2° La police territoriale, sous la direction des maréchaux de la noblesse des districts, devait veiller à ce que les paysans remplissent exactement les obligations contractées.

3° Les paysans prenaient le titre de tenanciers, après

la sanction légale des contrats conclus entre eux et les seigneurs.

Cet oukase apportait de nouvelles facilités au développement de la liberté, et en même temps il intervenait dans l'acte d'émancipation pour le légaliser. La pensée impériale comprenait l'intérêt immense qu'il y avait pour le pouvoir dans la création d'une classe nouvelle qui lui servît de point d'appui pour résister au besoin à la noblesse et conquérir une plus grande liberté d'action. Quoi qu'il en soit, la noblesse se croyant frappée dans ses prérogatives, laissa éclater un si vif mécontentement que le gouvernement crut devoir la rassurer par un ordre du ministre de l'intérieur au grand maître de la police.

« Le but de cet oukase, disait le ministre, est, qu'en déterminant la nature des redevances des paysans selon la volonté des seigneurs, les terres sur lesquelles ces paysans seront établis, restent, comme par le passé, une propriété nobiliaire. De là doit résulter clairement que les rapports qui existent entre les seigneurs et les paysans avec lesquels il ne sera pas conclu de contrats d'après les règles fixées par le présent oukase, ne doivent éprouver aucun changement. La situation des paysans dépend de la teneur des contrats, après qu'ils auront été sanctionnés par le gouvernement. Tout ceci est parfaitement expliqué par les termes de l'oukase, et on ne doit pas l'interpréter autrement. Chercher dans l'oukase et porter les autres à croire qu'il s'y trouve une signification contraire, serait un crime, puisque ce serait agir contre la volonté du souverain. »

Le ministre insistait sur cette pensée et terminait par ces paroles significatives :

« Sa Majesté, en m'ordonnant de communiquer ces

explications à messieurs les gouverneurs militaires et civils, leur impose en même temps les obligations suivantes :

» 1° De veiller avec soin à ce qu'il ne soit fait à l'occasion du présent oukase aucune fausse interprétation, comme par exemple celle de l'affranchissement des paysans; et si parmi eux ou parmi les personnes d'un autre rang, il s'en trouvait qui, contre toute vraisemblance, cherchant à répandre des bruits faux et dangereux, trompassent le peuple, d'arrêter ces coupables et de les livrer à toutes les rigueurs de la loi.

» 2° De veiller également à ce que les paysans demeurent dans l'obéissance et sous le pouvoir légitime de leurs seigneurs, et s'il s'en trouvait d'insoumis, de les rappeler sur-le-champ à leurs devoirs, autant que possible par des moyens de douceur, et au besoin par toute la sévérité que la loi accorde. »

Cette seconde pièce tempéra les inquiétudes des seigneurs, et donna à l'acte d'émancipation un caractère public mieux défini. En même temps qu'il acquérait plus de solennité, il laissait moins de prise à l'arbitraire.

A la même époque, le Czar, inspiré par un sentiment d'humanité, publiait un oukase relatif à la suppression de la traite des nègres, considérée comme également contraire aux principes de l'humanité et aux lois de la morale publique. Par un traité spécial conclu entre l'empereur de Russie, le roi des Français, l'empereur d'Autriche, la reine d'Angleterre et le roi de Prusse, il fut expressément défendu aux sujets des puissances contractantes de continuer et d'exercer le trafic des nègres, soit dans les possessions soit sous le pavillon de ces puissances; toute tentative de contravention à ce traité devait

être assimilée au crime de piraterie et soumise aux peines prescrites par les lois.

Aux conditions essentielles de grandeur et de force pour tout pouvoir franchement absolu, Nicolas joignant l'adresse et l'activité politique, ne laissait échapper aucune occasion de mettre en relief l'intelligence de ses plans, et son habileté pratique, soit à l'intérieur soit à l'extérieur de ses États. Fidèle au principe d'une sage économie, il s'empressa de réduire l'effectif de son armée, que la paix assurée de l'Europe rendait désormais inutile. La situation des finances et l'impulsion réclamée par les grands travaux d'utilité publique avaient nécessité cette mesure. Pour accélérer les travaux du chemin de fer qui devait rattacher les deux capitales de l'empire, l'État déclara qu'il prenait à sa charge les frais de cette entreprise. Dans la pensée du Czar, cette détermination se reliait à l'idée politique qu'il avait reçue en héritage de ses ancêtres, mais qu'il a plus nettement formulée : la civilisation progressive de son pays. Dans l'établissement de cette voie ferrée qui devait être bientôt livrée au public, Nicolas voyait autre chose que les avantages du commerce et de l'industrie, il y voyait la réalisation de son vaste plan d'utilité publique et nationale, indispensable à la force de son empire. Il aurait marché plus rapidement encore dans cette voie, si parmi les ambitieux et les intrigants auxquels il avait accordé toute sa confiance et dont l'influence devait être fatale à l'empire, il ne s'en fût trouvé un surtout qui devait un jour voir son nom se changer en malédiction sur toutes les lèvres. En effet, le jour où cet homme, repoussé par l'opinion publique et par la justice d'un nouveau czar, est tombé en disgrâce, ce jour-là a été une grande fête pour Saint-Pétersbourg...

On s'embrassait dans les rues comme aux fêtes de Pâques; seulement au lieu de dire : Jésus-Christ est ressuscité, l'on répétait : Kleinmichel est mort... politiquement. Kleinmichel, petit-fils d'un simple mougik, était parvenu par un esprit de ruse féconde, par un grand zèle et une excessive activité, au titre de comte; mais sous son blason de fraîche date on retrouvait tous les défauts du serf affranchi : haineux, jaloux, personnel, vindicatif, froidement cruel, ne comptant pour rien le bonheur ou la vie de ses semblables, il aurait sacrifié l'empire à un caprice de son souverain, son honneur même à une complaisance honteuse. Un seul trait dépeindra mieux que toutes les paroles le caractère de cet homme.

Conjointement avec diverses fonctions, Kleinmichel cumulait le titre de directeur en chef de l'Institut des *voies et communications*, établissement correspondant à l'École polytechnique en France. Un jour, les élèves occupés à préparer leurs examens, prenant fait et cause pour un de leurs camarades brutalisé par l'officier de service, se livrèrent à des actes d'insubordination qui devaient se traduire, au réfectoire, à l'heure du souper, par des voies de fait contre l'officier. Le général de Gottman, qui, en qualité de sous-directeur de l'école, la commandait en l'absence de Kleinmichel alors en voyage, instruit de ces projets, fit battre la retraite avant l'heure et envoya les mutins se coucher sans passer par le réfectoire. Le lendemain, le général de Gottman adressa une verte réprimande aux élèves et les somma de lui désigner les principaux instigateurs; pas une voix ne se fit entendre. Le général, appréciant en homme de cœur la générosité de ce silence, mais forcé de sévir, déclara que, conformément aux règlements de l'institut, il serait

forcé de renvoyer les trois plus mal notés de l'établissement, si les coupables ne s'accusaient pas eux-mêmes.... Cinq jeunes gens sortirent alors des rangs et se présentèrent au général comme ayant dirigé le mouvement. « En vous dénonçant vous-mêmes, leur dit le général, vous remplissez dignement votre devoir; mais, dans l'intérêt de la discipline, je dois faire le mien en vous infligeant une punition. Mes amis, je vous félicite de votre loyale franchise, je vous punis pour votre faute : vous serez en retenue pendant un mois. »

Quelques jours après, le comte Kleinmichel revint à Saint-Pétersbourg; le sous-directeur lui rendit compte de ce qui s'était passé durant son absence, et reçut avec des éloges pour la répression de la mutinerie les plus belles protestations de tendresse et de dévouement. Une heure plus tard le directeur en chef se trouvait au palais d'hiver et disait à l'Empereur que l'*Institut* des voies et communications était infesté des principes révolutionnaires de la France : si la *Marseillaise* n'était pas sur leurs lèvres, elle chantait dans leur cœur. Pendant son absence, une révolte avait surgi et exigeait une punition exemplaire. Enfin, il terminait par l'offre de sa démission dans le cas où, pour sévir, il ne recevrait pas de Sa Majesté Impériale carte blanche. Nicolas, qui dans chaque syllabe de *Marseillaise* et de révolution voyait une tête de Méduse, ignorant, d'un autre côté, que justice avait déjà été faite, donna carte blanche à Kleinmichel.

Le soir même, le général de Gottman fut remplacé dans ses fonctions à l'école par le général Engelhardt, homme dur et sévère comme la consigne d'un caporal ivre, et le lendemain matin l'école entière fut réunie dans la cour pour assister au supplice des cinq élèves qui déjà avaient satisfait à la justice de la discipline.

Kleinmichel les avait condamnés à recevoir chacun cinq coups de verges. Ces malheureux jeunes gens subirent leur peine avec un courage de Spartiates, les exécuteurs l'infligèrent avec une cruauté de cannibales. Un des patients, mourant de soif pendant l'exécution, demanda un verre d'eau : on le lui refusa; un autre se vit brutalement arracher le mouchoir qu'il avait mis sur sa bouche pour comprimer les cris de la douleur; un troisième reçut au bas-ventre un coup qui lui arracha cette exclamation, réminiscence de la journée du 14-26 décembre : « Les maladroits ne savent pas même leur métier; » un quatrième, enfin, nommé Groschoff, mourut des suites de sa blessure et devint la cause involontaire de la mort de sa mère, qui ne put résister à la violence de son désespoir. Il ne nous appartient pas de lire dans les décrets de Dieu; mais qui sait si la mort subite d'un jeune fils du général Kleinmichel n'a pas été une providentielle expiation!

La nouvelle de cette sauvage exécution souleva dans la ville de Saint-Pétersbourg une tempête d'indignation contre celui qui l'avait ordonnée; aussi le soir même, lorsque le comte de Kleinmichel se présenta au théâtre, selon son habitude, y fut-il accueilli par le nom de bourreau jeté par les promeneurs du foyer sur son passage.

Soutenu par la protection de plus en plus intime de l'Empereur, cet homme ne connut bientôt plus de bornes à son orgueil et à son ambition. Se croyant assuré de l'impunité, il exerçait son influence haineuse jusque dans les zones les plus rapprochées du trône; plus d'une fois même, oubliant dans les faveurs du père le respect qu'il devait au fils, il osa mesurer son pouvoir à celui du Césaréwitsch, et un jour il poussa si loin vis-à-vis d'Alexandre l'audace de l'arrogance, que Nicolas, inter-

venant, lui dit : « Je t'aime beaucoup, tu le sais; mais si avant une heure tu n'as adressé des excuses à mon fils, je te chasserai, pour ne pas être complice de tes insolences faites à mon propre sang et à l'héritier de ma couronne. »

Le favori de Nicolas n'hésita pas à faire amende honorable; mais depuis ce moment il voua au grand-duc héritier une haine sourde dont un jour il devait être la victime. La mort de Nicolas délivra la Russie de cette influence cruelle et pernicieuse. Kleinmichel ne trouva pas un regret dans sa disgrâce.

CHAPITRE SEIZIÈME.

Échecs de la politique russe en 1843. — Négociations avec la cour de Rome. — Mariage et mort de la grande-duchesse Alexandra. — Rupture et raccommodement avec la Grèce. — Note diplomatique. — Voyage de l'Empereur en Angleterre. — Singulière question adressée à Nicolas par Robert Peel. — Progrès militaires de Schamyl. — Décret au sujet des passe-ports à l'étranger. — Mesures contre les juifs. — Nouvelle division de la Pologne. — Exposition du capital monnayé de l'empire. — Stimulant offert à l'ambition des employés de l'État. — Nouvelle phase de la guerre du Caucase. — Voyage de Nicolas à Rome. — Entrevue solennelle avec Grégoire XVI. — Insurrection de Cracovie. — Jacquerie. — Manifeste du gouvernement provisoire de Cracovie. — Oukase de l'empereur de Russie. — Les puissances du Nord s'emparent de Cracovie. — Interpellation de M. de la Rochejaquelein. — Vaine protestation de la France et de l'Angleterre. — Mariage de la grande-duchesse Olga. — Mort de Grégoire XVI. — Pie IX. — Prospérité de la Russie. — Casimir Périer. — Le livre du marquis de Custine. — Le centenaire de Sibérie. — Effroyables colères de l'Empereur. — Le fils du garde-chasse. — La peine du talion. — Un ivrogne. — Un étudiant. — Le colonel Grotsch. — Respect de Nicolas pour la discipline. — Attentions délicates de Nicolas pour l'Impératrice. — Surprises ingénieuses.

Malgré son activité et son intelligence, la politique russe fut moins heureuse en 1843 que de coutume. Le cabinet de Saint-Pétersbourg trouva de nombreux obstacles à ses projets dans le rapprochement de la France et de l'Angleterre au sujet des grandes questions européennes, et particulièrement dans celles qui touchaient immédiatement aux intérêts de la Russie. Le gouvernement turc, cherchant à secouer la tutelle moscovite, opposa plus de fermeté aux suggestions et aux exigences russes; mais c'est principalement en Grèce que la diplomatie de Nicolas éprouva un échec dans ses combinaisons. Bien moins que spectatrice d'une émeute qui devait, suivant ses prévisions, affaiblir le pouvoir royal, et qui prit, au contraire, le caractère d'une révolution nationale, légitime, acceptée par le souverain lui-même,

elle s'efforça de cacher son désappointement en donnant le change à l'Europe. Elle blâma les auteurs d'une révolution à laquelle ses agents subalternes l'avaient mêlée; elle manifesta hautement son indignation contre la violence faite au roi Othon, menaça de retirer son ambassadeur, et refusa à la France et à l'Angleterre son concours pour l'établissement d'une nouvelle constitution. Le cabinet russe cherchait ainsi à contre-balancer et à exploiter à son profit un échec qu'il n'avait point prévu.

Sur d'autres points il obtint des compensations importantes aux défaites de sa diplomatie : le traité de navigation et de libre établissement conclu avec l'Angleterre devait avoir pour résultat d'attirer en Russie les capitaux anglais; le mariage d'une des filles de l'Empereur avec un prince de Hesse-Cassel lui procurait de nouvelles alliances en Allemagne; enfin, le Czar lui-même retrouvait dans un voyage à Berlin, sur l'esprit du souverain, l'influence qu'il avait en partie perdue en Prusse.

Cependant un incident déplorable signala ce voyage : un coup de feu fut tiré sur l'escorte impériale au moment où elle traversait le faubourg de Posen. Soit que cette tentative fût le fait isolé d'un mécontent ou celui d'un projet plus vaste se rattachant aux dispositions hostiles des esprits à l'intérieur de la Pologne, cet événement est resté plein d'ombre et de mystère. Il eut pour conséquence dans le duché de Posen un redoublement de surveillance, et des mesures plus sévères dans l'administration de Paskevitch à Varsovie.

En dehors de ces dangers extérieurs, le gouvernement russe continuait à poursuivre lentement les négociations entamées avec la cour de Rome au sujet de la situation du clergé catholique en Pologne. Un nouveau fait avait compliqué cette situation déjà si tendue : le transport à

Saint-Pétersbourg de l'Académie catholique de Vilna pouvait être considéré comme un nouveau coup porté à l'indépendance du catholicisme polonais. Pour justifier ce fait aux yeux du saint-siége, le cabinet moscovite le colora du prétexte d'une mesure purement administrative.

Le Souverain Pontife n'en ressentit pas moins profondément cette nouvelle atteinte portée aux droits de son Église, et ne réclama qu'avec plus d'énergie la destitution de plusieurs évêques, la restitution des biens du clergé et des temples catholiques concédés aux Grecs schismatiques. A la fin de cette année, les négociations n'avaient encore produit aucun résultat.

Sur ces entrefaites, les espérances que le Czar avait fondées sur le mariage de sa fille Alexandra avec le prince Frédéric de Hesse-Cassel furent brisées par la mort. Cette princesse, après avoir mis au monde un enfant qui ne survécut que quelques heures à sa naissance, le suivit de près dans la tombe. La douleur de Nicolas fut immense.... Le malheur commençait à menacer le seuil de son foyer domestique.

Les affaires de la Grèce changèrent la nature de ses regrets en de sérieuses préoccupations. Dans ce temps, le rappel de M. Katacasy, ministre russe à Athènes, rappel qui n'avait été qu'une menace, fut effectué avec une grande rigueur. Cette mesure était à la fois la punition d'un échec et une protestation contre un ordre de choses contraire aux intérêts moscovites. Cependant, ne voulant point trop prolonger la suspension des rapports diplomatiques avec un gouvernement dont la politique tendait de plus en plus à s'appuyer sur l'autorité de la France unie à la Grande-Bretagne contre la Russie, l'Empereur profita du vote d'une nouvelle constitution pour opérer un rapprochement avec la cour d'Athènes et

nomma un remplaçant à M. Katacasy. Ce chargé d'affaires, muni d'une note du comte de Nesselrode, se présenta à M. Tricoupis, ministre des affaires étrangères en Grèce. « C'était avec une vive satisfaction, disait le diplomate russe, que le Czar avait vu le contrat intervenu entre la nation et le Roi, ainsi que la formation du premier ministère constitutionnel. Ce que Sa Majesté désirait en dehors d'une préférence marquée pour les individus, c'était le maintien de la tranquillité, de l'ordre public, et l'affermissement du trône hellénique, *etc.* » Mais à travers ces méticuleuses expressions de sympathie, la dépêche ministérielle laissait percer d'autres préoccupations.

« Avant tout, disait M. de Nesselrode, mon auguste maître tient à une condition indispensable : c'est que les Grecs ne s'écartent point des principes qui ont présidé à la formation de leur royaume, tels *que la base en* a été posée par les trois puissances protectrices ; c'est qu'en maintenant soigneusement le repos à l'intérieur, ils respectent au dehors celui des provinces voisines, et qu'ils ne songent point à sortir des limites territoriales qui leur ont été fixées ; en un mot, qu'ils se tiennent en garde contre tout essai de propagande et de conquête. Les puissances sont fermement décidées à exiger le respect des principes et des limites consacrés solennellement par la transaction qui a rappelé la Grèce à l'existence.

» Sur ce point important, la pensée des trois cours est la même, toutes veulent également la tranquillité intérieure de la Grèce, comme aussi la tranquillité et l'intégrité de l'empire ottoman. Telles étant les vues de l'Empereur en commun avec celles de la France et de l'Angleterre, il est facile de juger l'impression qu'ont dû faire sur son esprit les avis qui lui parviennent de

plusieurs côtés, concernant le redoublement d'activité de la part des sociétés secrètes en Grèce, des projets de soulèvement qu'elles méditent sur la Thessalie, l'Épire et la Macédoine, des préparatifs de tout genre qu'elles font en armes, soldats, munitions, et de la fatale incurie avec laquelle le gouvernement envisage leurs machinations clandestines.

» S'il est quelque chose de propre à compromettre la sûreté et l'indépendance des Grecs, ce serait bien certainement la mise à exécution de pareils desseins, car supposé qu'ils puissent entraîner la Turquie dans de réels dangers, la Grèce attirerait sur elle tout le poids de l'animadversion des puissances, qui sont décidées à mettre hors d'atteinte l'intégrité de la Turquie et la paix de l'Orient. »

C'était le langage du lion s'imposant à l'agneau, mais malgré la griffe suspendue sur sa tête, la presse hellénique protesta avec une certaine vigueur contre ce qu'elle crut apercevoir d'injuste et de fallacieux dans cette dépêche. Le lion retira ses griffes et fit patte de velours.

Dans cet état de choses, la nouvelle se répandit tout à coup en Europe que le Czar, quittant brusquement sa capitale, se rendait en Angleterre. En effet, Nicolas arriva à Londres dans les premiers jours du mois de juin 1844. Malgré les engagements de l'Angleterre avec la France, des paroles échangées au banquet annuel de la Compagnie russe de commerce, entre M. de Brunow et sir Robert Peel, avaient préparé les esprits à un rapprochement entre les deux pays. L'arrivée subite de l'empereur de Russie au palais de Saint-James confirma ces espérances en donnant à la visite de l'autocrate les apparences d'un événement politique. Quoi qu'il en soit, le but osten-

sible de cette démarche se réduisit aux proportions d'un simple témoignage de bon vouloir semblable à celui que la reine d'Angleterre avait donné l'année précédente à Louis-Philippe en se rendant au château d'Eu. Ces bons rapports de souverain à souverain n'empêchèrent pas l'opinion du peuple anglais de rester passivement froide et réservée pour celui qu'il considérait comme le représentant du principe absolu en Europe. Plein d'admiration pour les qualités personnelles et majestueuses de l'homme, il lui refusait ses sympathies pour les reporter tout entières sur les malheurs de la Pologne, dont à ses yeux Nicolas était la cause première.

Un illustre personnage, Robert Peel, lui ayant sur cette question adressé une parole au moins intempestive, Nicolas lui demanda sèchement ce qu'il préférait, de l'ale ou du porter. Mais Robert Peel, nullement intimidé, répondit aussitôt qu'il préférait le vin de Bordeaux. « Eh bien! à toutes ces boissons, répliqua à son tour l'autocrate, je préfère un bon verre de kvas [1]. » Quoi qu'il en soit, personne en Angleterre ne songea à refuser à l'autocrate les signes providentiels qui caractérisent la majesté des grands souverains.

Dès son retour en Russie, Nicolas, inquiet des progrès militaires de Schamyl, porta à deux cent mille hommes l'effectif de l'armée destinée à opérer au Caucase. Son gouvernement, redoublant d'activité, appuyait une note adressée au Divan, pour lui dénoncer la présence dans la mer Noire de quelques vaisseaux turcs chargés de munitions, du souvenir du navire *le Vixen* capturé; il prenait également des mesures pour resserrer le blocus des montagnes. Indépendamment de ces dispositions qui indiquaient un plan de campagne consistant à attaquer

[1] Boisson populaire de la Russie.

simultanément les montagnards du côté du Kouban, de la mer Noire et du Daghestan, le gouvernement accomplit plusieurs actes d'administration intérieure.

Un oukase imposait un droit de quatre cents francs aux passe-ports pour l'étranger. Une ordonnance impériale déclarait qu'il ne serait délivré aucun passe-port pour l'étranger aux Polonais au-dessous de vingt-cinq ans, à l'exception des marchands, des voituriers, des enfants et des femmes voyageant les uns avec leurs pères, les autres avec leurs femmes. Des mesures rigoureuses un instant adoucies, sinon suspendues, furent reprises sans pitié contre les juifs. Un ordre émané de l'administration leur défendit la résidence de Kieff. Le ministre de l'intérieur adressa une ordonnance plus tyrannique encore aux gouverneurs civils. En voici la teneur :

« J'ai appris, disait le ministre, que les israélites reçoivent des autorités sanitaires dans les résidences qui leur sont assignées, des certificats attestant la maladie de leurs enfants, et que, sur la présentation de ces certificats, les enfants sont admis dans les hôpitaux de Moscou. Les parents sollicitent ensuite et obtiennent aisément l'autorisation de rester près de leurs enfants pour leur préparer leur nourriture suivant l'usage juif. Nos lois prescrivent certains cas où il est permis aux israélites de voyager, mais il n'y est rien dit des voyages qu'ils peuvent faire à Moscou pour se rendre dans les hôpitaux de cette ville. Je prie donc Votre Excellence de ne plus autoriser à l'avenir la délivrance de ces permis aux juifs pour résider soit à Moscou soit dans les villes dont le séjour leur est interdit. »

L'esprit qui dictait toutes les mesures relatives à la Pologne inspira une nouvelle division de l'ancien royaume de Pologne en cinq gouvernements au lieu de

huit. D'après l'article 2 du protocole, cette division devait s'effectuer par la réunion du gouvernement de Sandomir avec celui de Kielce, sous le nom de gouvernement de Radom; du gouvernement de Podlachie avec celui de Lublin, sous la dénomination de gouvernement de Lublin; du gouvernement de Kalisz avec celui de Masovie, sous le nom de gouvernement de Varsovie.

Les gouvernements de Plock et d'Augustow devaient rester dans leur composition actuelle. Cette nouvelle division du royaume de Pologne devait entrer en vigueur le 20 décembre 1844. (1er janvier 1845.)

A la fin de cette année, un spectacle étrange, et que l'on chercha à entourer de solennité, fut donné pour la première fois à l'empire, représenté par des députés de l'industrie et du commerce appelés de tous les gouvernements; celui de l'exposition partielle du capital monnayé destiné à servir de garantie au crédit public. Malgré les difficultés matérielles que rencontre l'exercice du pouvoir dans un pays d'une si vaste étendue, si peu habité et vierge encore pour ainsi dire aux opérations de l'industrie, la situation financière s'était sensiblement améliorée; aussi Nicolas, voulant faire partager la confiance qu'il éprouvait lui-même dans l'avenir, profita de la translation des richesses du trésor public dans des caves creusées pour les recevoir sous la citadelle de Saint-Pétersbourg, pour les exposer en quelque sorte aux yeux de tout l'empire. Indépendamment des délégués choisis dans les gouvernements, les chefs des ministères, présidés par le ministre des finances, virent passer sous leurs yeux l'or, l'argent et les lingots qui composent le fonds d'amortissement et servent de base au papier de l'État. Le capital renfermé dans les caves de la citadelle s'élevait à près de 283 millions.

A la même époque, l'Empereur, comprenant que la vanité, l'un des principaux caractères du peuple russe, pouvait, habilement exploitée, servir à sa politique éminemment nationale, offrit un nouveau stimulant au zèle, au dévouement, à l'ambition des employés de l'État. Ne pouvant pourvoir par une augmentation indispensable, sous le rapport de la moralité, à l'insuffisance de leurs appointements, il escompta leurs services par l'échange des titres et des honneurs. En lisant le manifeste suivant, plus d'un tchinownik[1] se rêva comte ou prince :

« Par la grâce de Dieu, Nous Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, etc., etc.

» Depuis des temps très-reculés, la noblesse s'acquérait en Russie par le service; mais, suivant les circonstances, les conditions de l'anoblissement ont changé d'après les modifications introduites dans l'ordre du service militaire et civil. L'empereur Pierre Ier, en créant de nouveaux rangs dans l'État, leur accorda de nouveaux droits. Il ordonna que tous les officiers militaires, à partir du premier grade d'officier, et tous les fonctionnaires civils des huit premières classes, jouiraient des droits de la noblesse héréditaire. Cette disposition fut confirmée par l'impératrice Catherine seconde. Toutefois, non-seulement sous le règne de Pierre Ier, qui remonte à plus d'un siècle, mais encore sous celui de Catherine seconde, l'armée russe était moins nombreuse et l'administration civile exigeait beaucoup moins d'employés, de sorte que les fonctionnaires ayant rang de la huitième classe occupaient des emplois dont la sphère d'activité était considérable. Maintenant que l'accroissement du territoire de l'empire et de sa population, et l'introduction d'une meilleure organisation dans

[1] Petit employé du gouvernement.

toutes les branches de l'administration, ont rendu indispensable d'augmenter le nombre des fonctionnaires tant militaires que civils, l'accroissement extraordinaire qui en est résulté n'a pu échapper à Notre attention particulière.

» Ayant constamment pour but de maintenir la noblesse, qui a rendu tant de services au trône, dans le rang où l'ont placée les institutions de l'État, et ne voulant en même temps fermer à personne la route par laquelle les travaux et les talents conduisent aux priviléges de la noblesse, Nous avons jugé convenable, tout en ne privant personne des droits acquis par les lois en vigueur jusqu'ici, de transférer le droit d'acquérir la noblesse à des rangs plus élevés, qui permettent réellement de rendre des services dignes d'une si haute récompense.

» A ces causes, Nous ordonnons pour l'avenir ce qui suit :

» 1° Tout individu non noble à son entrée au service militaire, acquerra la noblesse personnelle dès sa promotion au premier grade d'officier en service actif; celui qui aura servi jusqu'au grade d'officier major, acquerra la noblesse héréditaire. Les individus non nobles de naissance qui recevront lesdits grades d'officier ou d'officier major, soit à l'occasion de leur admission à la retraite, soit en passant du service militaire au service civil, jouiront, les premiers des droits de bourgeoisie notable personnelle, et les derniers de ceux de la noblesse personnelle.

» 2° Les individus non nobles admis au service civil recevront le droit de bourgeoisie notable personnelle lorsqu'ils seront promus au rang de la quatorzième classe, et celui de la noblesse personnelle à leur promotion au rang de la neuvième classe. Ceux qui auront servi jus-

qu'au rang de la cinquième classe, acquerront la noblesse héréditaire. Les fonctionnaires qui recevront les rangs de la neuvième et de la cinquième classe, étant en retraite, conserveront les droits dont ils jouissaient d'après leur ancien rang au service actif. Ceux qui seront mis à la retraite avec le rang de la quatorzième classe, jouiront des droits de bourgeoisie notable personnelle.

» 3° Les individus ayant la noblesse personnelle en entrant au service militaire comme au service civil, acquerront la noblesse héréditaire en obtenant les mêmes grades et rangs spécifiés ci-dessus; toutefois, ils continueront à jouir dans les grades et rangs inférieurs des prérogatives attachées à leur qualité.

» 4° En outre, l'élévation à la noblesse personnelle et héréditaire de ceux des fonctionnaires qui, sans avoir atteint les grades et rangs fixés à cet effet, auront attiré l'attention du souverain par leurs talents, leurs services distingués, leur désintéressement et leur moralité, dépendra du jugement et de la volonté de l'Empereur.

» 5° Tous ceux qui, en vertu des lois jusqu'à présent en vigueur, auront acquis par le service la noblesse personnelle ou héréditaire, conserveront pour l'avenir la jouissance inviolable de leurs droits. De même, la noblesse personnelle ou héréditaire sera accordée à ceux qui, élevés au rang de la quatorzième et huitième classe après la promulgation du présent manifeste, auront obtenu lesdits rangs pour avoir accompli antérieurement la période de service donnant légalement droit à cet avancement et en avoir été dûment reconnus dignes par leurs chefs respectifs. En ce qui concerne l'acquisition de la noblesse héréditaire, cette règle sera également applicable aux sous-officiers promus au grade d'officier après la promulgation du présent manifeste,

mais avec l'approbation de leurs chefs, et pour avoir servi antérieurement le nombre d'années donnant droit à l'avancement.

» Donné à Péterhoff, le onzième jour du mois de juin de l'an de grâce mil huit cent quarante-cinq, et de Notre règne le vingtième.

» *Signé* NICOLAS. »

Dans ce temps, la guerre du Caucase entra dans une nouvelle phase, par la nomination du comte Worontzoff au commandement en chef de l'armée et de la province du Caucase. Ce général, jouissant d'une réputation de capacité administrative égale à celle que l'opinion publique lui accordait comme capitaine, reçut des pouvoirs exceptionnels, soit pour vaincre par la force des armes ces peuplades farouches, soit pour essayer sur leurs instincts avides autant que belliqueux, l'influence que pourraient exercer les relations pacifiques du commerce.

Parti d'Odessa pour Tiflis, dans le courant du mois de mars 1845, le général en chef se hâta de commencer ses opérations. Après avoir pris pour base la ligne du Terek et la ville de Kisliar, il pénétra par le nord du Daghestan dans les montagnes qui, servant de ceinture à ces contrées, descendent sur les rives de la mer Caspienne. Devant les forces supérieures dont Schamyl se vit tout à coup menacé, ce chef habile résolut d'éviter tout engagement régulier; à cet effet, après avoir abandonné sans combat la forte position de Metchikal et le passage des portes de Bourtsoukal, réputé infranchissable, il se retira avec six mille hommes sur les hauteurs qui dominent l'Audy, et qu'il dut bientôt abandonner, non sans avoir éprouvé des pertes sensibles.

Disposant de forces considérables, et adoptant un

système de prudence qui n'excluait pas la vigueur, le comte Worontzoff opérait méthodiquement, et ne voulait laisser aucune prise à l'ennemi. D'Audy, il se porta dans les contrées des Lezghis, occupant le versant oriental de la grande chaîne du Caucase, sur une étendue de quarante à cinquante lieues. Son avant-garde, après avoir battu Schamyl, le poussa, l'épée dans les reins, en remontant le cours du Gador, jusqu'à Dargo, où le chef montagnard, avec de nombreux combattants, s'arrêta pour lui disputer le passage. Dargo, l'un des refuges habituels de Schamyl, était défendu par des forêts immenses qui en rendaient l'accès difficile de tous les côtés; et Dargo avait résisté en 1842 aux efforts du général Grabbe, qui dans cet échec avait perdu son grade et sa réputation. Les Circassiens avaient barricadé les fortifications naturelles de cette position avec des blocs de rochers et des troncs d'arbres, et frappaient à coup sûr derrière ces retranchements improvisés les officiers qu'ils reconnaissaient, bien que ceux-ci, couverts de l'uniforme de simples soldats, se fussent dépouillés des insignes de leurs grades.

Le canon ne pouvant rien contre ces barricades, il fallut les enlever à la baïonnette. La prise de cette position coûta d'énormes sacrifices. Schamyl, repoussé mais non vaincu, Protée insaisissable, jouant dans ces contrées le rôle d'Abd-el-Kader en Afrique, faisant parler avec un succès égal la poudre et la parole du prophète, profitait même de ses défaites pour exciter le zèle et le courage de ses guerriers. L'armée russe ne tarda pas à être cernée par une insurrection générale, qu'elle aurait pu vaincre si le convoi de vivres qui devait la ravitailler n'eût été attaqué et enlevé par les montagnards, malgré les forces qui le protégeaient. Worontzoff dut

songer à la retraite; elle fut désastreuse; le but de la campagne était complétement manqué. Schamyl, debout au milieu de ses guerriers, leur adressa cette excentrique harangue :

« Le regard du prophète en passant par vos yeux a foudroyé les infidèles; ils étaient dix contre un, mais un croyant vaut dix Russes. Vous ne les avez pas comptés, mais vous les avez battus. Leurs cadavres serviront d'engrais à nos campagnes; les semailles arrosées du sang infidèle produiront des moissons fertiles; l'*épi de blé* mûri sous le soleil de votre gloire vous donnera le pain des forts et des vaillants. Guerriers, je suis content de vous. »

Dans le même temps, au delà des mers, une voix autrement puissante, puisqu'elle parlait au nom du vrai Dieu vivant, sur les lèvres de son représentant sur la terre, faisait entendre de solennelles paroles à celui que soixante millions d'hommes considèrent aussi comme le pontife du même Dieu. L'empereur Nicolas se trouvait à Rome. Ce voyage, dont le prétexte apparent avait été la santé de l'impératrice Alexandra, languissante *depuis* la journée du 14-26 décembre, fit espérer un rapprochement entre le saint-siége et la cour de Russie. Grégoire XVI, sans faire la moindre concession aux droits imprescriptibles de la religion dont il est le chef, ne négligea aucun moyen pour obtenir des jours meilleurs à la Pologne catholique et rappeler au puissant autocrate que la clémence et la miséricorde sont les plus beaux attributs de la puissance souveraine. La mémoire des rois ne se perpétue dans le cœur des hommes que par le souvenir du bien qu'ils ont fait durant leur vie. Le langage du saint vieillard fut noble et digne, l'attitude de l'autocrate fut digne et respectueuse; la majesté du catholicisme,

couronnée par dix-huit siècles dans la personne du successeur du prince des apôtres, trônait devant le successeur de Pierre le Grand. Malgré lui peut-être sa taille majestueuse s'inclina devant les cheveux blancs d'un simple moine camaldule. « Sire, lui dit le saint vieillard avec une voix dont chaque vibration retentit au fond de son âme, le temps approche où tous deux nous irons à Dieu lui rendre compte de nos actions, moi le premier sans doute, car je suis déjà bien vieux. Je comparaîtrais à ses yeux avec crainte si je ne prenais aujourd'hui près de vous la défense de la religion qui m'est confiée, et dont vos ministres se font les persécuteurs. Sire, songez-y bien, Dieu a créé les rois pour le bonheur des peuples, et non les peuples pour les caprices des rois. »

Lorsque après ce long et solennel entretien l'autocrate de toutes les Russies quitta l'appartement où le Souverain Pontife venait de le recevoir, il était pâle, une sueur froide couvrait son large front courbé en quelque sorte sous le poids d'une immense pensée. C'était la première fois qu'il se trouvait face à face avec un pauvre vieillard qui s'apprêtait à paraître devant le tribunal de Dieu; mais dans ce vieillard faible et déjà penché sur le bord de la tombe il avait découvert toute la puissance et reconnu peut-être le signe divin de l'Église que Jésus-Christ a fondée sur les ruines de la capitale du monde païen. C'était la première fois que l'empereur Nicolas avait pâli devant un homme et tressailli devant la puissance d'une idée. Nul doute que les conseils de tolérance politique et religieuse donnés par Grégoire XVI à Nicolas n'eussent porté leurs fruits, si l'un des événements les plus graves de l'histoire de cette année (1846), par l'importance des questions qu'il réveilla en Europe,

n'eût exposé de nouveau sous les yeux de l'autocrate ce fantôme de révolution qui le poursuivait depuis son avénement au trône. La ville de Cracovie, reconnue *libre, indépendante et neutre* par le congrès de Vienne, venait d'ouvrir ses portes à une insurrection depuis longtemps préparée par les circulaires des comités secrets et les excitations des clubs organisés.

Le mouvement commença le 5-17 février dans les petites villes de Pilsno et de Dambiec. Quelques seigneurs à la tête d'une bande de paysans sommèrent le bailli de Dambiec de leur livrer les deniers publics, et de se rallier avec ses subordonnés à la cause de l'insurrection. Mais les paysans, qui supportaient avec impatience le joug de leurs seigneurs, ne tardèrent pas à tourner leurs armes contre eux. Les fonctionnaires, exploitant avec intelligence les dispositions haineuses de ces hommes contre les nobles, les exhortèrent dans leurs propres intérêts à rester fidèles à l'Autriche, et ils leur promirent une prime de dix florins pour chaque rebelle qu'ils livreraient mort ou vivant. Aussi bientôt l'insurrection se trouva-t-elle partout en face de bandes armées et soulevées contre elle par l'espoir d'un gain officiel ou celui d'un pillage qui, sans être permis, était tacitement toléré. La Gallicie tout entière devint un vaste champ de carnage. Les châteaux furent livrés aux flammes; les seigneurs, traqués comme des bêtes fauves, furent massacrés; la torche d'une main, le poignard de l'autre, les paysans renouvelaient dans toutes ses horreurs le drame de la jacquerie. Trempant leurs lèvres altérées de vengeance et leurs mains avides de meurtres dans des flots de sang, ils n'épargnaient ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards : tout ce qui portait le titre de noble était impitoyablement voué à la mort. Ce fut en

vain que les chefs de l'insurrection, répudiant leur orgueil nobiliaire, appelèrent leurs paysans aux armes au nom des doctrines de l'égalité la plus absolue, et firent briller à leurs yeux l'espoir du nivellement des classes, le partage général des biens, l'exemption des impôts et des charges qui pesaient sur les biens-fonds, les serfs déchaînés ne purent plus être contenus.

Cependant un gouvernement provisoire, constitué à Cracovie le 22 février, avait adressé au peuple un manifeste ayant pour but de surpasser par des promesses celles de l'Autriche, accusée d'entretenir dans l'esprit des classes inférieures des éléments de haine et de vengeance contre leurs seigneurs.

« Tâchons, disaient les membres de ce nouveau gouvernement polonais, tâchons de conquérir une communauté où chacun jouira des biens de la terre d'après son mérite et sa capacité. Qu'il n'y ait plus de priviléges; que celui qui sera inférieur de naissance, d'esprit ou de corps, trouve sans humiliation l'assistance infaillible de toute la communauté, qui aura la propriété absolue du sol, aujourd'hui possédé tout entier par un petit nombre de privilégiés. Les corvées et autres droits pareils n'existent plus; tous ceux qui auront combattu pour la patrie recevront une indemnité en fonds de terre prise sur les biens nationaux. »

A cette levée de boucliers faisant appel aux passions populaires, et les caressant par les promesses du communisme, l'empereur de Russie opposa l'épée sous laquelle depuis vingt ans il abritait les causes monarchiques. Au manifeste du gouvernement polonais, il répondit par ce menaçant oukase adressé le 21 février-5 mars au ministre de la guerre :

« De graves désordres, ayant pour but le renversement

des autorités légitimes, ont éclaté dans la ville libre de Cracovie et sur divers points de la Gallicie autrichienne.

» Afin d'empêcher que cet esprit si funeste au bien-être des nations ne se propage dans les contrées voisines, Nous avons ordonné à Notre gouverneur général du royaume de Pologne, commandant en chef de l'armée active, de mettre les troupes de cette armée en mesure de comprimer toute tentative pour répandre ce fléau, et dans ce but, de renforcer l'armée avec les vétérans de l'infanterie de ligne en congé illimité ou en semestre, dans les gouvernements assignés à cet effet aux corps dont elle se compose.

» En conséquence, Nous vous ordonnons :

» 1° D'appeler sans le moindre délai au service actif les sous-officiers et soldats de l'infanterie de ligne actuellement en congé illimité ou en semestre dans les gouvernements de Vilna, de Kovno, de Grodno, de *Volhynie*, de Podolie, de Kieff et dans le royaume de Pologne. Le rassemblement devra s'opérer aussitôt après la réception du présent oukase dans les districts. »

En présence des événements qui venaient de s'accomplir à Cracovie, les Autrichiens, commandés par le général Collin, avaient momentanément occupé la ville, donnant à cette prise de possession une apparence de légalité par une proclamation du Sénat, la requérant spontanément sous la dictée du général. Mais à l'approche de plusieurs gentilshommes marchant à la tête des paysans sur la ville, ces troupes avaient évacué Cracovie dans un désordre complet. Ce départ ressemblait à une fuite. Les membres du Sénat dissous avaient suivi les Autrichiens dans leur mouvement de retraite.

Plusieurs bourgeois notables se réunirent alors dans la maison d'un comte de Wodziki, et procédèrent à la

formation d'un comité de salut public. Trois dictateurs, constitués en gouvernement provisoire de toute la Pologne, organisèrent la milice, formèrent un régiment de krakuses et instituèrent un club national sous la direction du citoyen Dembowski. Cependant les Autrichiens, revenus de leur panique, marchèrent de nouveau sur Cracovie et menacèrent de la bombarder. Les dictateurs voulaient s'ensevelir sous les ruines de la ville; mais les bourgeois les plus notables leur ayant fait entrevoir les malheurs inévitables que la témérité d'une résolution semblable pouvait attirer sur Cracovie, ils se décidèrent à négocier avec le général Collin. A cet effet, deux Français, domiciliés depuis longtemps dans cette ville, furent envoyés en qualité de parlementaires. Le général autrichien ne voulut pas les recevoir. « Ce n'est pas avec des Français, dit-il, que je veux traiter, c'est avec des bourgeois de Cracovie. » Il demandait : 1° Que la ville se rendît à discrétion; 2° qu'on lui donnât des otages pour la sûreté de ses troupes; 3° qu'on livrât tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection.

A ces conditions, les députés de Cracovie répondirent que là où il n'y avait point eu insurrection, il ne saurait y avoir des coupables. « L'administration révolutionnaire, ajoutèrent-ils, avait été motivée par l'éloignement des troupes autrichiennes, dans le seul but de lui donner des autorités. » Le général ayant insisté pour avoir des otages, les commissaires se retirèrent sans que rien fût conclu.

Le lendemain, le comité de sûreté envoya au général autrichien une dépêche conçue en des termes soumis, mais énergiques; elle en appelait à sa justice, à son humanité. Le général répondit « que n'ayant pas de pouvoirs pour entrer en négociations, il consentait à laisser

encore douze heures de réflexion à la ville. » Les insurgés profitèrent de ce délai pour évacuer la ville dans la nuit du 2 au 3 mars. Les douze heures accordées à la capitulation étaient écoulées, et les Autrichiens hésitaient encore à pénétrer dans la ville, lorsqu'un bataillon russe et un fort détachement de Cosaques la parcouraient déjà, drapeaux déployés, sans rencontrer la moindre résistance. Alors les Autrichiens s'avancent de leur côté avec quatre compagnies d'infanterie et une division de chevau-légers. Les troupes étrangères furent reçues avec joie par les habitants, qui dans cette tentative de révolution n'avaient entrevu qu'une cause de nouvelles calamités. Les troupes prussiennes n'arrivèrent que trois jours après. Déjà avant la réunion complète des troupes des trois puissances, la ville avait été mise en état de siége par une proclamation des généraux russes et autrichiens. Les insurgés sortis dans la nuit du 2 au 3 mars se rendirent sans condition aux Prussiens, et furent, après avoir été désarmés, dirigés par détachements de six cents à huit cents hommes sur les forteresses de Kosel, de Neisse et de Pletz.

Les drapeaux réunis des trois puissances flottaient sur les murs de la ville libre de Cracovie; mais il ne s'agissait encore que d'une occupation passagère. Cependant cet événement produisit une vive impression en France et en Angleterre. Dans le premier de ces pays, ce fut un ami de la Russie, un ex-volontaire des armées impériales, qui prit l'initiative des interpellations adressées à ce sujet, le 13 mars, à la Chambre des députés.

M. Henri de la Rochejaquelein n'avait pas cru possible que la tribune française restât silencieuse devant les douleurs de la malheureuse Pologne, quand depuis

quatorze années les deux Chambres reproduisaient périodiquement des vœux unanimes en faveur de cette généreuse nation. Ces vœux, il est vrai, ressemblaient à une épitaphe sur un tombeau; mais quand l'heure de l'action avait sonné, fallait-il abandonner lâchement un pays qu'on avait précipité dans les aventures, sur la foi de vaines espérances? Ce n'était pas des vœux stériles que demandait la Pologne, c'était des actions; mais à défaut d'actions, il importait à l'honneur de la France d'élever la question de l'humanité au-dessus de celle d'une fausse politique.

Les interpellations du député vendéen, qui sous diverses cocardes avait défendu toutes les causes et servi tous les intérêts, se formulaient ainsi : Quels renseignements le ministère pouvait-il donner à la Chambre sur les affaires de Pologne? Comment avait-il accueilli les vœux exprimés par quatorze adresses des deux Chambres? Que comptait-il faire en face de la nationalité polonaise aux prises avec l'agonie de son indépendance? Quelles mesures prendrait-il enfin pour assurer à la Pologne, et notamment à la ville libre de Cracovie, les garanties stipulées par les traités de 1815?

Les ministres des affaires étrangères d'Angleterre et de France établirent simultanément, que l'existence de la république de Cracovie ayant été garantie par le traité de Vienne, devenait, à ce titre, une question européenne; que la France et la Grande-Bretagne, comme puissances signataires, avaient pris, pour ainsi dire, sous leur protection, les droits et l'indépendance de la seule ville qui restât libre en Pologne. La violation de ces traités, à l'endroit de Cracovie, si faible que fût cet état, les remettrait tous en question.

Le ministre anglais qui devait plus tard primer dans

la diplomatie européenne par ses instincts brouillons et tracassiers, fit entendre un langage particulièrement énergique : « Je reconnaîtrais volontiers, disait alors lord Palmerston, que dans la marche des troupes, les trois puissances ne se sont pas écartées des traités de Vienne; mais lorsque les événements allégués par ces puissances comme justification de leur invasion dans Cracovie auront cessé, il sera du devoir des trois puissances de remettre cette république sur le pied d'indépendance où elle se trouvait placée auparavant . . . . .

» J'ai une trop haute opinion des sentiments de justice et d'équité qui doivent animer les trois puissances, pour douter de leur intention d'agir vis-à-vis de Cracovie, dans un autre esprit que celui du traité de Vienne. Ces gouvernements seront assez intelligents pour voir que le traité de Vienne doit être considéré intégralement, et que l'on ne saurait permettre à un gouvernement de faire un choix des articles qu'il voudrait exécuter et de ceux qu'il voudrait violer. J'ajoute que s'il est des puissances signataires du traité de Vienne qui aient intérêt à ce que ce traité ne soit pas violé, ce sont les puissances d'Allemagne; et il ne saurait, j'en suis certain, avoir échappé à la perspicacité de ces gouvernements, que si le traité de Vienne n'est pas bon sur la Vistule, il doit être également mauvais sur le Rhin et sur le Pô. »

Cependant les intentions des trois puissances intervenantes tendaient clairement à anéantir dans la république de Cracovie les derniers vestiges de la Pologne. A la suite de longues conférences, l'incorporation de cette ville, reconnue libre par les conventions de 1815, fut définitivement incorporée dans l'empire d'Autriche. L'émotion fut grande en France et dans toute l'Europe. Le désaccord survenu à cette époque entre la France

et la Grande-Bretagne au sujet de la question des mariages espagnols ne permit pas aux puissances constitutionnelles de donner à leurs réclamations le caractère d'unanimité qui aurait pu peser dans les décisions des cabinets absolus. M. Guizot et lord Palmerston se contentèrent de protester isolément, et la dernière lettre du nom polonais, comme nation indépendante, fut effacée sur la carte d'Europe.

Un événement important vint réjouir à la fin de cette année l'intérieur de la famille impériale. La grande-duchesse Olga épousa le prince Charles de Wurtemberg. Cette jeune princesse, la seconde fille de l'empereur Nicolas, était née le 30 août-11 septembre 1822. Non moins belle que sa sœur la grande-duchesse Marie, mais d'un genre de beauté plus classique, elle était l'orgueil et la joie de la cour. Antérieurement, elle avait dû s'unir à l'archiduc Étienne d'Autriche, gouverneur de Bohême; mais la question religieuse avait seule empêché l'accomplissement de ce mariage désiré par les deux cours. Nicolas exigeait que sa fille conservât son culte, et eût sa chapelle particulière; l'empereur d'Autriche repoussa ces conditions. Le prince Charles-Frédéric-Alexandre, né le 6 mars 1823, était le fils aîné et l'héritier direct du roi Guillaume Ier de Wurtemberg.

Sur ces entrefaites, Grégoire XVI, qui, sous l'inspiration peut-être d'un secret pressentiment de sa fin prochaine, avait parlé à l'empereur Nicolas des jugements de Dieu, avait comparu devant le tribunal où les rois comme les peuples doivent rendre compte de ce qu'ils ont fait en passant sur la terre. A Grégoire XVI succéda sur le trône de saint Pierre, Jean-Marie Mastaï-Ferretti, évêque d'Imola, l'une des principales lumières de l'Église. L'avénement de ce pontife, qui, depuis son

entrée dans les ordres, s'était fait remarquer par sa haute intelligence et l'élévation de ses vertus, marquera dans l'histoire du monde comme un des événements les plus importants de ce siècle. Des bords du Tibre, les acclamations de Rome saluant l'élu du Conclave, retentirent sur les rives de la Néva, jusque dans le palais d'hiver, où Nicolas après avoir donné la prière d'un regret au souvenir de son loyal et pieux adversaire, prêta une oreille attentive aux tressaillements d'un peuple qui se levait le matin aux cris de la liberté, pour tomber avant le soir dans l'ingratitude et la licence. Détournée du cœur de Pie IX par la main des sociétés secrètes, le pied de Rome devait glisser dans le sang, à une heure marquée par la perspicacité du Czar.

« L'Italie, avait dit l'empereur Nicolas, n'est point mûre pour jouir en paix des bienfaits qu'on lui accorde; les Italiens sont des enfants gâtés par leur beau ciel, leur beau climat, leur beau sol... Avec les réformes qu'on leur donne, ils feront des allumettes chimiques pour incendier leur belle patrie. » Disant ainsi, Nicolas lisait dans un avenir plus rapproché qu'il ne le croyait lui-même. Le travail souterrain d'une révolution politique et sociale se préparait à l'occident : celui de la richesse et de la prospérité se faisait au sein de l'empire moscovite. Jamais peut-être le développement des ressources financières ne s'était montré dans une plus heureuse situation. Au moment où tous les États européens luttant avec la disette et une crise commerciale éprouvaient de sérieux embarras, lorsque la France et la Grande-Bretagne se voyaient forcées de contracter un nouvel emprunt, l'empereur Nicolas étalait des ressources inconnues et démontrait par deux actes consécutifs l'état prospère des finances russes.

Au moment où par sa situation extra-réglementaire la banque de France se voyait dans la nécessité de modifier ses relations avec le commerce, l'empereur Nicolas lui fit offrir par son chargé d'affaires à Paris et par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères d'acheter, au cours moyen de la bourse du 11 mars (115 fr. 75 c.), des inscriptions de rente pour un capital de 50 millions en numéraire livrables à Saint-Pétersbourg. Lorsque cette négociation, tenue secrète jusqu'au dernier moment, fut connue, elle produisit une hausse énorme dans les cours publics.

En même temps un oukase, en date du 21 mars-2 avril, décida qu'une somme de 120 millions de francs, prélevée sur la réserve de 460 millions accumulée dans les caisses du trésor impérial, serait employée en achat de rentes. Cette réserve restait improductive en raison de la confiance inspirée par les billets. On pouvait en distraire le quart sans inconvénient. Une partie des 120 millions fut convertie en consolidés anglais et en fonds hollandais. De même qu'en France, la pénurie des subsistances se faisait sentir dans ces pays; l'exportation du numéraire qui avait eu lieu dans ces derniers temps en Angleterre la menaçait d'une crise effrayante. La première de ces opérations fut considérée par les optimistes politiques comme l'indice d'un rapprochement entre les cours de France et de Russie, comme une marque significative d'un changement heureux dans les rapports des deux nations, mais elle ne fut en réalité de la part de la Russie qu'une spéculation des plus logiques.

La banque de France avait épuisé son numéraire, dont une grande partie avait été consacrée à l'achat des grains russes. D'un autre côté, comme les espèces af-

fluaient à Saint-Pétersbourg, le Czar avait pensé avec raison qu'en facilitant la rentrée en France de 50 millions en numéraire, il mettrait la banque de France en position de continuer ses avances aux importateurs des blés d'Odessa. De toutes manières, dans le service rendu au crédit français par le gouvernement moscovite il y avait une excellente opération pour le trésor impérial et pour les provinces méridionales de l'empire. En premier lieu, un placement sur la rente française ne pouvait être que fructueux, la vente ayant eu lieu dans un moment de dépression; par les conséquences mêmes de cette opération, les cours devaient, en atteignant le niveau qu'ils avaient eu l'année dernière, permettre à la Russie de vendre 122 francs ce qu'elle avait acheté 115 75. En attendant, une partie des 425 millions formant la réserve métallique du trésor impérial devait porter intérêt. Mais le côté le plus saillant de cette question se trouve dans les avantages que la Russie se ménageait par la vente de ses grains. Le commerce français se trouvant dans la nécessité de s'approvisionner en Russie, la banque, créancière d'un capital de 50 millions, ferait, jusqu'à concurrence de cette somme, traite sur les banques du gouvernement impérial, et la grande partie du produit des traites servirait à payer les grains achetés pour le compte des négociants français. Comme on le voit, l'opération, considérée sous toutes ses faces, était plutôt financière que politique. L'empereur Nicolas tenait trop à ses idées pour les modifier jamais en faveur du système et de la personne de Louis-Philippe. Les sentiments qu'il nourrissait dans son cœur contre le représentant couronné de la révolution de juillet se traduisaient incessamment par des signes d'une répulsion manifeste, et donnaient aux relations internationales un caractère qui n'était rien

moins qu'amical et conciliant. Ce n'est pas dans l'exercice rigoureux de ses devoirs de conducteur de peuples qu'il faut chercher le cœur d'un autocrate : là, c'est trop souvent la voix d'une impérieuse nécessité qui se fait entendre ; c'est dans les rapports intimes du souverain avec ses sujets dans le cercle de la famille, qu'il faut étudier sous toutes ses faces ce cœur par lequel vivent soixante millions d'hommes ; c'est là qu'on trouvera celui de l'empereur Nicolas dans toutes les magnificences de ses qualités.

Sentinelle vigilante placée par Dieu à la tête de son vaste empire pour sauvegarder l'honneur et les intérêts de la Russie, toujours debout sur son épée pour repousser les atteintes qui pouvaient la frapper au cœur, Nicolas dédaignait l'injure qui s'adressait uniquement à sa personne. Lorsque parut le fameux ouvrage de M. de Custine, intitulé : *La Russie en* 1839, l'Empereur lut lui-même à haute voix dans les appartements de l'Impératrice les passages malveillants qui le concernaient ainsi que les membres de sa famille. Puis, semblable à cet empereur romain dont on avait brisé les statues, il dit en indiquant la place où battait son cœur : « Les offenses du marquis que j'ai reçu avec tant de bienveillance à ma cour, ne sont point arrivées là. Ce livre, ajouta-t-il, peut être bien écrit, mais à coup sûr il est fort mal pensé. »

A la même époque, faisant dans la matinée sa promenade habituelle autour du palais d'hiver, il rencontra un vieillard paraissant en proie à une vive émotion. Son front pâle était aussi blanc que la longue barbe qui tombait sur sa poitrine.

« Qu'as-tu, père? » lui demanda l'Empereur.

Mais le vieillard, ne pouvant articuler un mot, se précipita à ses pieds.

« Relève-toi, reprit l'Empereur; un homme de ton âge ne doit se mettre à genoux que devant Dieu. As-tu une supplique à m'adresser, un placet à me remettre?

— Non, Sire.

— Que me veux-tu donc alors?

— Le bonheur de te voir... Pour avoir ce bonheur, je viens de bien loin, va!...

— D'où viens-tu?

— De la Sibérie, où je suis né.

— Quel âge as-tu?

— Je ne compte plus depuis que je me suis arrêté dans mon calcul, à l'âge de cent ans.

— Et tu as quitté ton pays uniquement pour me venir voir?

— Je n'avais jamais vu d'empereur; mais à présent que mon vœu est exaucé, je puis mourir en paix. Cependant je voudrais bien encore une chose, *Sire*.

— Laquelle?

— Voir l'Impératrice!

— Eh bien, donne-moi ton bras, appuie-le fortement sur le mien, et viens avec moi; je te montrerai ma femme, mes enfants, mon palais, tout ce que tu voudras. »

Un instant après l'Empereur présenta à l'Impératrice et à la famille impériale le centenaire qui ne comptait plus ses jours depuis qu'ils avaient franchi les limites d'un siècle.

Ainsi qu'il l'avait fait pour l'Empereur, le centenaire se jeta aux genoux de l'Impératrice; mais, ignorant les usages de la cour, il serra dans ses mains froides et ridées la main que l'auguste princesse offrait à ses lèvres. Le lendemain il repartit pour la Sibérie, sans songer à visiter la capitale, qui ne renfermait à ses yeux qu'une

seule chose digne d'être vue et admirée : la figure monumentale de l'Empereur.

Ainsi que nous l'avons dit, Nicolas se laissait aller à des emportements d'une violence extrême. « Dans ces moments-là, nous a dit un de ses aides de camp, j'aurais mieux aimé me trouver en face de vingt bouches à feu tirant à mitraille, que debout devant ces terribles colères du terrible autocrate. » Mais il était rare que ces colères durassent longtemps, leur violence même l'aurait tué; un mot, une repartie heureuse, suffisaient souvent pour apaiser les tempêtes de son cœur; alors, il était le premier à reconnaître ses torts, et au besoin à faire amende honorable à ceux qu'il avait offensés.

Le frère de la grande-duchesse héritière se trouvant en visite à la cour impériale, tomba sérieusement malade de la rougeole, et fut transporté à Tsarskoé-Sélo, où son auguste sœur, malgré les prières de l'Empereur et une grossesse avancée, le suivit pour lui donner des soins. Elle ne tarda pas elle-même à éprouver les symptômes de cette maladie. Le médecin qui soignait le prince s'en aperçut à la rougeur de la peau, à l'éclat de l'œil, à l'agitation du pouls. Il l'engagea à se mettre aussitôt au lit, mais la grande-duchesse voulant rejoindre son mari à Péterhoff, donna l'ordre qu'on attelât, et partit en poste pour cette résidence. La chaleur et la fatigue du voyage développèrent les germes du mal à ce point qu'à son arrivée à Péterhoff la rougeole s'était complétement déclarée. Un courrier fut aussitôt expédié à Nicolas, qui dans ce moment était à Saint-Pétersbourg. L'Empereur, inquiet pour ses autres enfants, se mit dans une fureur extrême en entrant dans la chambre de l'auguste malade. Frappant du pied, foudroyant du regard le docteur impassible en apparence : « Vous

prenez donc ma maison pour un hôpital? » lui dit-il; puis, s'adressant à la grande-duchesse, il ajouta : « Si Madame avait daigné écouter mes conseils, elle n'exposerait pas dans ce moment ma famille à la contagion de cette maladie. » Plus tard, lorsque sa colère fut calmée, il s'installa au chevet du lit de la malade et lui prodigua les soins les plus constants jusqu'à son entière guérison. « Convenez, mon cher docteur, dit-il alors au médecin qu'il avait si vertement réprimandé, *que* vous avez eu terriblement peur le jour où je vous *ai re*proché d'avoir fait de ma maison un hôpital?

— Cela dépend, Sire, répliqua le docteur.

— Comment, tu n'as pas eu peur?

— Pour moi? non, Sire.

— Pour qui donc?

— Pour la grande-duchesse. Dans l'état *de* complication où elle se trouvait en ce moment, *le moindre* saisissement pouvait lui être fatal.

— A sa vie?

— Non, mais à celle de l'enfant qu'elle porte dans son sein.

— C'est juste, je n'y ai pas songé, j'ai eu tort, pardonnez-moi. » Et il tendit au docteur une main que, plein de reconnaissance pour cette généreuse réparation, celui-ci porta à ses lèvres.

Dans les affaires difficiles soumises en dernier ressort ou de prime abord à son jugement, il montrait souvent le caractère de sagesse qui inspirait Salomon. L'enfant d'un garde-chasse attaché à la personne d'un seigneur dur et cruel, véritable Néron de ses terres et de ses esclaves, aimait avec passion un jeune chien faisant partie de la meute seigneuriale. Un jour qu'il jouait avec lui, il eut le malheur de lui casser une patte; le seigneur,

furieux, s'empare du pauvre enfant, l'entraîne dans la chambre qui lui servait d'arsenal, et détachant d'une panoplie un pistolet chargé, il lui brise le crâne. Au bruit de la détonation, le garde-chasse, saisi par un affreux pressentiment, accourt, et se trouve tout à coup en présence du cadavre de son fils et du meurtrier, debout auprès de sa victime. L'enfant se tordait dans les convulsions de l'agonie.

« Est-ce toi qui as tué mon fils? demanda le garde-chasse d'une voix brisée par le désespoir.

— C'est moi.

— Pourquoi l'as-tu tué?

— Parce qu'il a brisé la patte d'un de mes chiens.

— Recommande ton âme à Dieu, tu vas mourir. »

L'assassin voulut s'emparer d'un second pistolet; mais avant qu'il parvînt à la panoplie, le garde-chasse l'avait, d'une main vigoureuse, ployé à genoux. « Recommande ton âme à Dieu, te dis-je, pour qu'il ait pitié de ton âme, si toutefois les monstres en ont une.

— Grâce, pitié, au secours! au secours! s'écria le seigneur se débattant en vain sous l'étreinte de fer qui le clouait à terre; grâce, au secours! Veux-tu de l'or, je t'en donnerai tant que tu en désireras.

— L'or ne rachète pas le sang.

— Veux-tu la liberté? Tu seras libre.

— La liberté ne me rendra pas mon enfant.

— Pardonne-moi; grâce, au secours! à moi, au secours! » Attirés par ces cris de détresse, une douzaine de serfs accoururent pour défendre leur maître; mais à la vue du cadavre du fils et du désespoir du père, ils comprirent toute l'horreur du drame qui venait de se passer dans cette salle inondée de sang.

« A moi, mes enfants, s'écria le seigneur, défendez-moi. »

Mais pas une voix ne se fit entendre, pas un bras ne se tendit pour prendre la défense du meurtrier.

« Ces braves gens ne sont pas venus ici pour te sauver, s'écria le garde-chasse; ils sont ici pour te juger et assister à l'exécution de la sentence. » Le relevant alors, il lui serra les bras au corps avec sa ceinture, et le fit asseoir sur un fauteuil.

Alors, passant en revue toutes les violences et les abus d'autorité dont il s'était rendu coupable, le garde-chasse, transformé en juge, lui fit subir un long interrogatoire en présence du cadavre de son fils, terrible et silencieux témoin de son dernier crime; puis, s'adressant aux esclaves debout devant leur seigneur, pâle d'effroi, il leur demanda : « Quel châtiment mérite cet homme ?

— La mort, répondirent d'une seule voix les membres de ce tribunal de haute justice; mais qui remplira l'office de bourreau ?

— Le père qui n'a plus d'enfant, » répliqua le garde-chasse, et répétant une troisième fois : « Recommande ton âme à Dieu, » il lui plongea jusqu'à la garde son couteau dans la poitrine. Le jour même, il se constitua prisonnier aux mains des autorités du district; mais l'Empereur instruit de cette affaire, ordonna qu'il fût remis en liberté, disant : « Cet homme n'a pas été coupable : à chien, mort de chien. » *Sobakje sobatschëskaja smertj.*

Un autre acte moins dramatique, mais également remarquable par son application et ses conséquences, eut lieu à la même époque dans le gouvernement de Kieff. Un seigneur, un tyran plutôt, véritable monstre à figure humaine, faisait knouter chaque matin devant lui, avant

son déjeuner, pour se mettre en appétit sans doute, les serfs désignés à ses instincts barbares par son intendant, homme dur et cruel, impitoyable comme son maître. Il aimait à voir les chairs pantelantes et bleues, il se délectait à la vue du sang. Un jour que la résignation et la patience de ses esclaves furent à bout, l'un d'eux, donnant le signal de la révolte, s'empara du seigneur, et réunissant ses camarades dans la salle destinée aux exécutions ordinaires, il parut devant eux, vêtu de la robe de chambre du maître, puis, imitant sa voix et ses gestes, il lui dit : « Coquin, je te condamne à recevoir trente coups de knout; or, comme nous autres esclaves nous sommes indignes de toucher à la peau sacrée de ta seigneurie, c'est ton intendant qui exécutera la sentence. Pendant les préparatifs du supplice, les serfs se firent servir un somptueux déjeuner, et burent à la santé du maître les meilleurs vins de sa cave, puis à un signal donné, l'intendant menacé de recevoir cinq coups de knout pour un coup légèrement appliqué sur l'extrémité inférieure du torse seigneurial, exécuta au milieu des éclats de rire d'une part et des cris désespérés de l'autre, la sentence prononcée. Pendant cette exécution, le paysan revêtu de la robe de chambre du patient, se promenait les mains derrière le dos, répétant à chaque coup, avec l'accent d'une voix fidèlement imitée : « Plus fort donc, coquin, plus fort ! » Lorsque justice fut ainsi faite, le paysan s'adressant à l'intendant, lui dit : « A ton tour, maintenant. » Et malgré ses prières et ses cris de douleur, il lui appliqua d'une main vigoureuse soixante coups de knout, votés à l'unanimité par les paysans révoltés, réunis en cour de justice.

Les paysans résignés aux conséquences de leur vengeance se livrèrent d'eux-mêmes à la justice..... Mais il

résulta de l'enquête ordonnée par l'Empereur, que le principal coupable était celui qui par l'oubli de ses devoirs et la cruelle application de son autorité avait en quelque sorte justifié d'avance, en les provoquant, les excès dont il avait été victime. Ses biens furent mis en tutelle, et les paysans qui avaient joué les principaux rôles dans cette étrange révolte furent condamnés à servir pendant un certain nombre d'années, en qualité de soldats, dans les armées impériales.

En dehors des préoccupations du gouvernement et lorsqu'il descendait des hauteurs olympiques de son immense pouvoir, Nicolas aimait à se confondre dans la foule, parmi le peuple, pour se reposer dans la vie commune des représentations de son existence autocratique. Fatigué du langage uniforme des courtisans, humbles thuriféraires de toutes ses volontés, il se plaisait à provoquer, sous le voile de l'incognito, d'abruptes réponses et de franches répliques. Le lendemain d'un de ces jours de jeûne si fidèlement observés par le peuple russe, il rencontra dans une de ses promenades solitaires un mougik complétement ivre, mais de parfaite humeur.

« Pourquoi t'es-tu grisé ainsi? lui demanda-t-il.

— Ce n'est pas moi qui me suis grisé, répondit le mougik en cherchant à conserver son équilibre.

— Qui est-ce donc alors?

— L'eau-de-vie de Sa Majesté, qui ne vaut pas le diable.

— Sa Majesté?

— Non, l'eau-de-vie.

— Tu as eu le tort de trop en boire...

— J'ai bu ce que j'ai voulu, je l'ai payé, donc je ne dois rien à personne; laisse-moi tranquille et passe ton chemin. Tu n'as rien à voir à ma conduite.

— Peut-être...

— Je n'en dois compte qu'à Dieu et à l'Empereur.

— Et si j'étais l'Empereur?

— Toi l'Empereur! allons donc, farceur!» Et l'ivrogne se mit à rire aux éclats en frappant avec le revers de sa main sur le ventre du Czar.

« Eh bien, oui, si j'étais Nicolas, que dirais-tu?

— Je dirais que Sa Majesté Nicolas a bien de la bonté ou bien du temps à perdre pour causer, comme tu le fais, avec un mougik ivre. »

En rentrant au palais, l'Empereur dit en riant à l'Impératrice : « Je viens de recevoir une fameuse leçon, » et il lui raconta tous les détails de sa rencontre avec le mougik égaré dans les vignes du Seigneur.

Une autre fois, rencontrant sur son passage un étudiant fredonnant un air français fort à la mode à cette époque, il l'aborde et lui dit :

« Qui es-tu?

— Étudiant, et toi?

— Empereur.

— De la lune ou de la Chine?

— De Russie.

— Eh bien, Sire, pour la Russie, *je vous en félicite.*

— Et moi, je te félicite de ta gaieté. Que désires-tu?

— La conservation de vos jours et celle de ma gaieté.

— Rien de plus?

— Mais rien de moins.

— Pour toi, c'est possible; mais pour ton père?

— Il prie là-haut pour les jours de Votre Majesté.

— Pour ta mère?

— Elle n'a besoin de rien.

— Pour ta sœur, enfin, si tu as une sœur?

— C'est juste... j'oubliais... La permission d'épouser un officier qu'elle aime et qui l'accepte pour elle-même.

— Je me charge de la dot, et je permets le mariage. »

Quinze jours plus tard, l'étudiant fêtait joyeusement le verre en main les noces de sa sœur, et proposait pour premier toast la santé de leur impérial bienfaiteur.

La bonté formait le caractère instinctif de Nicolas : la sévérité dont il se grimait le visage n'était qu'une morgue d'emprunt pour jouer son rôle d'autocrate en face d'un peuple accoutumé à confondre avec la crainte du châtiment le respect dû à la puissance souveraine.

En 1844, pendant les manœuvres militaires de Gatchine, le colonel Gretsch, frère du spirituel rédacteur en chef de l'*Abeille du Nord,* fut renversé de cheval au moment où il rattachait les courroies de son casque. Sa tête nue frappant sur le sol, il resta quelque temps sans connaissance. L'Empereur, averti de cet accident, se rendit immédiatement auprès du blessé, et le fit transporter au palais dans une pièce voisine de son propre appartement.

Sans être désespéré, l'état du colonel inspirait les plus vives inquiétudes. Nicolas le confia aux soins de ses plus habiles médecins; puis, s'informant quel était son meilleur ami, il fit venir un capitaine de son régiment et l'installa au chevet du blessé en qualité d'infirmier. Aussi longtemps que dura la maladie du colonel, l'Empereur ne passa pas un seul jour sans le visiter deux ou trois fois, et il ne lui permit de quitter le palais que lorsque les médecins eurent déclaré la guérison complète. Ce jour-là, le colonel Gretsch, au lieu de rejoindre son régiment, alla prendre le commandement d'une place importante qu'il convoitait depuis longtemps sans en avoir jamais témoigné le désir autrement que dans le délire de la fièvre.

Trois ans plus tard, en apprenant la mort de cet excellent officier, l'Empereur dit aux personnes qui l'en-

touraient : « Gretsch était le plus digne des hommes que j'ai connus. » Paroles mémorables que Gretsch, le publiciste, a fait graver sur la tombe de son frère ; il ne pouvait lui donner une plus belle épitaphe.

Après Dieu, Nicolas ne reconnaissait que deux maîtres au-dessus de lui, le devoir et la discipline, et dans son obéissance à ces deux puissants mobiles auxquels il ne faillit jamais, il suivait non-seulement l'esprit, mais encore la lettre. A l'une de ses visites à Potsdam, l'élite guerrière des jeunes princes de l'Allemagne rejoignit la cour du roi de Prusse pour rendre hommage au grand empereur. Un jour, à la suite d'une brillante parade militaire, Nicolas proposa au prince héréditaire de Prusse de former un escadron d'élite avec les princes et les généraux présents ; le prince, enchanté de la proposition, ordonna au comte Finck de Finckenstein d'en prendre le commandement et de le faire manœuvrer. Au premier rang de cet escadron figuraient l'autocrate de toutes les Russies, son fils le Césaréwitsch et cinq princes héréditaires. Après différentes évolutions exécutées avec un ensemble parfait, le comte de Finckenstein ordonna une charge à fond de train jusqu'à l'avenue de Sans-Souci, où l'Impératrice, les princesses souveraines et leurs cours attendaient l'arrivée de cette illustre cavalerie.

Après avoir défilé en bataille devant cet aréopage de têtes couronnées, le comte de Finckenstein commanda *pied à terre*. Deux hommes seuls restèrent en tenue d'ordonnance, debout, immobiles auprès de leurs chevaux, tandis que les autres cavaliers, après avoir remis leurs montures aux écuyers accourus en hâte, se dirigeaient vers les princesses. C'était l'Empereur et le Césaréwitsch. « Qu'attendez-vous donc ainsi ? leur demanda le prince royal de Prusse.

— Nous attendons, répondit l'Empereur avec un fier sourire, que notre chef d'escadron ait prononcé le dernier commandement : *Rompez vos rangs!* » Que de caractère dans ce trait insignifiant en apparence!

Nicolas adorait l'Impératrice; il n'oubliait jamais de lui baiser la main en l'abordant... Il consacrait sa vie à deviner ses désirs pour les prévenir avec une délicatesse charmante : tantôt c'était une nouvelle résidence d'été construite comme par enchantement, et dont il lui ménageait la surprise; tantôt c'était la reproduction exacte d'un site cher aux souvenirs de la Czarine, celle d'un endroit où sa santé chancelante s'était améliorée. Ici un chalet suisse, là des avenues mises sous verre et chauffées comme des serres; plus loin, sur une petite éminence, un pavillon dont la charpente en fonte était couronnée par une toiture élégante, et dont l'intérieur était orné d'un buste d'Alexandra avec cette inscription : *Au bonheur de ma vie!* Sur les bords de ce lac, c'était une cabane de paysan russe et rustiquement meublée. La première fois que l'Impératrice, conduite par son fils le grand-duc héritier, aperçut cette merveille construite en huit jours, un sous-officier du régiment de Préobrajenski se tenait immobile à la porte pour lui rendre les honneurs militaires... et deux jeunes paysannes russes, resplendissantes de grâce et de beauté, se tenaient dans la première pièce pour lui offrir des bouquets aussi frais que leurs jolis visages. L'invalide était l'Empereur; les deux paysannes étaient les grandes-duchesses Marie et Olga. Depuis ce jour, les vêtements et l'uniforme qui ont servi à cette scène touchante sont précieusement conservés dans la cabane.

Là, c'était encore l'île de l'Impératrice, Zarizïn-Ostrow, et le moulin où l'Impératrice se plaisait à faire moudre

devant elle le froment qui servait à ses pieuses libéralités. Partout c'était de ravissantes plantations, qui toutes devaient leur origine au goût de l'Empereur et à son amour pour sa famille. Le souvenir même des êtres chéris enlevés trop tôt à ses affections par la mort fleurissait toujours dans son cœur. Au palais de Tsarskoé-Sélo, de l'appartement où sa fille bien-aimée, la grande-duchesse Alexandra, s'est endormie pour se réveiller dans l'amour des anges, il a fait un pieux sanctuaire : tous les objets qui ont servi à la jeune fille y sont conservés dans le même état qu'ils étaient à l'heure de son dernier sommeil; nulle main profane n'ose y toucher; les lèvres seules de l'Empereur recherchent parfois une empreinte que le temps n'a pas encore effacée... A la mémoire de celle qui n'est plus, Nicolas a élevé un pieux monument dans un endroit isolé du jardin. C'est là qu'Alexandra, jeune fille, assise pendant des heures entières sur les bords d'un étang et près d'une cabane de bouleau, aimait à donner à manger à six beaux cygnes blancs.

Le lendemain de la mort de la grande-duchesse, les cygnes blancs, remplacés par six cygnes noirs, furent transportés dans une autre pièce d'eau à l'extrémité du jardin; mais, attirés sans doute par quelque mystérieux souvenir, ils revinrent au lieu où leur douce maîtresse, hélas! ne devait plus revenir.

L'Empereur a fait placer dans la cabane de bouleau un portrait de la princesse avec cette touchante inscription, dont le contenu se trouva si souvent sur ses lèvres : « Oui, je sais, papa, que tu ne connais pas de plus grand plaisir que celui de préparer de semblables surprises à maman. » C'est là, dans ces lieux pleins de tendres réminiscences, que l'Empereur, s'arrachant aux

affaires de l'État, venait à neuf heures du matin plier le genou devant l'image de sa fille, lui devant qui tous les genoux pliaient. C'est là que sa main, pour se reposer des fatigues du sceptre, se plaisait à donner à manger aux cygnes de sa fille tant regrettée...

Oh! non, avec un cœur semblable, cet homme, cet empereur, ne pouvait pas être un méchant empereur, un méchant homme.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

Révolution de février. — Impression qu'elle produit à Saint-Pétersbourg. — Nicolas prend la colonie française sous sa protection. — Préparatifs de guerre. — Appel au peuple russe. — Embarras et impuissance du gouvernement provisoire en France. — La république abdique en Orient. — Révolution de Bucharest. — Intervention russe. — Proclamation ampoulée. — Nouvelles scènes de choléra à Saint-Pétersbourg. — Ascendant de l'Empereur. — Guerre de Hongrie. — Intervention russe. — Motifs de cette intervention. — Mouvements militaires au Caucase. — Amélioration des rapports entre Rome et Saint-Pétersbourg. — Heureux résultats. — Mémorable allocution de Nicolas aux évêques catholiques de Russie. — Piété vraie de Nicolas. — Une douzaine de mouchoirs. — Mort du grand-duc Michel. — Manifeste impérial à cette occasion. — Traits d'esprit. — Testament du grand-duc. — Conspiration à Saint-Pétersbourg. — Scène impie. — Arrestation des coupables. — Châtiment. — Suppression des lignes douanières entre la Russie et la Pologne. — Lamoricière à Saint-Pétersbourg. — Hommages d'un frère Arago. — Rapprochement de l'Empereur avec la France. — Vingt-cinquième anniversaire du couronnement de Nicolas. — Le drosky de Moscou.

Un jour, c'était en 1848, l'empereur Nicolas, passant en revue avec le vieux comte de Nesselrode les affaires de l'Europe, se réjouissait de voir l'ordre succéder partout aux idées révolutionnaires qui durant les dernières années avaient si profondément bouleversé les puissances occidentales. La Pologne était calme et résignée; la Russie, glorieuse au dehors, prospérait à l'intérieur. Tout promettait à l'avenir des jours de calme et de paix. Un seul point à l'horizon politique l'inquiétait : c'était la France. Louis-Philippe, poursuivant péniblement son expérience de quasi-légitimité, lui semblait mal assis dans son usurpation de famille. « Tôt ou tard, disait-il, les pavés qui servent de trône au roi des Français s'écrouleront sous de nouveaux pavés. La France un beau matin se réveillera au bruit des barricades, et dans ce beau pays tout sera remis en question.....

— Dieu veuille qu'au bruit de ces pavés jetés sur le trône de juillet, répondit Nesselrode, l'Europe se rappelle les leçons de 1830. La politique des révolutions est oublieuse...

— Si, pour le malheur de l'humanité, répliqua Nicolas, vos sinistres appréhensions se réalisaient, je me sentirais assez fort et assez puissant pour sauver l'Europe et la défendre contre elle-même. » . . . .

. . . .

Le lendemain, un courrier venu de France en neuf jours apporta à l'Empereur la nouvelle de la révolution de février. Louis-Philippe, chassé par le peuple du palais des Tuileries, était en fuite, et la république avait été proclamée. A cette nouvelle, qui devait produire sur l'esprit du représentant des monarchies absolues l'effet d'un coup de foudre, le regard de l'autocrate devint rayonnant. Un de ces rares sourires qui, dans les grandes occasions, déridaient son front soucieux, glissa sur ses lèvres. « Je l'avais prévu, s'écria-t-il; au fait, j'aime mieux cela. La république, tout impraticable qu'elle me paraisse en France, est au moins un principe; la royauté de Louis-Philippe n'était qu'un déni de principes. Justice est faite... » Cependant, lorsqu'un instant après il se retrouva seul face à face avec l'histoire, et qu'il se rappela tout ce qu'il y avait de prestige et de force entraînante attaché à ce principe arborant sur son drapeau ces trois mots : *Liberté, égalité* et *fraternité!* il se recueillit en lui-même, et, mesurant l'avenir au passé, il sentit passer sur son front comme le souffle avant-coureur des révolutions populaires; il sentit trembler dans sa main comme l'étreinte convulsive des grandes nations en lutte. Il crut entendre comme un écho lointain de la *Marseillaise*... la *Marseillaise* aux

bras nus, à l'œil sanglant, reposant son pied sur des débris de sceptres, de couronnes, de trônes, et jetant trois têtes royales pour défi à l'Europe. Puis, plongeant son regard au delà des frontières moscovites, il crut voir se relever comme du fond d'un tombeau l'ombre de la Pologne. Ce n'était plus qu'un squelette; mais ce squelette, galvanisé par les noms de *patrie*, d'*indépendance* et de *liberté*, tenait une épée à la main, et de l'autre le drapeau tricolore de la France. Puis des bords de la Vistule reportant ses regards sur les rives de la Néva, il apercevait sous de sinistres feuillages les ombres des suppliciés du 14-26 décembre, réveillés aussi par le souffle de la liberté et secouant la poussière de leurs linceuls contre les murs de la forteresse..... Voici ce que l'Empereur, en moins de temps qu'il ne nous en a fallu pour l'écrire, vit passer sous ses yeux et entendit vibrer dans son oreille : tableaux sanglants, bruits de guerre et voix de mort... la république française enfin.

Son parti fut bientôt pris. M. Mercier, chargé d'affaires, représentait alors la France à Saint-Pétersbourg. L'Empereur le fit venir au palais d'hiver, et lui dit, que, fidèle à la ligne politique qu'il suivait depuis son avénement au trône, il ne pouvait reconnaître le nouvel ordre de choses en France; malgré ses répugnances pour le système républicain, il respectait trop le droit des nations pour s'opposer à leur libre arbitre; mais, dans l'intérêt de ses peuples et pour sa propre dignité, il ne pouvait consacrer par son assentiment des faits qu'il considérait comme fatals au repos de l'Europe. Il finit par l'engager à prendre le plus promptement possible ses passe-ports. Il poussa même la gracieuseté jusqu'à lui offrir l'argent dont il pourrait avoir besoin pour quitter la Russie et rentrer en France.

En même temps, le consul français, M. Valade, fut invité de la part de l'Empereur à réunir tous les membres de la colonie française, et à les présenter au comte Orloff, qui leur ferait connaître ses intentions. Ces Français, pour la plupart établis depuis de longues années en qualité de négociants à Saint-Pétersbourg, redoutaient pour la sécurité de leur commerce les conséquences et le contre-coup de la révolution de février. Nicolas, en haine de la république qu'ils n'avaient point désirée, qu'ils déploraient, pouvait les renvoyer en France, *et* cette mesure c'était la ruine de leur fortune, c'était la misère et le malheur!... Ce fut donc avec le désespoir au cœur qu'ils se présentèrent devant le comte Orloff, qui, se faisant l'interprète de la pensée de l'Empereur, leur adressa au nom de Sa Majesté ces quelques paroles: « L'Empereur, mon auguste maître, m'a chargé, messieurs, de vous faire connaître ses volontés suprêmes à votre égard; je le fais avec d'autant plus de satisfaction que dans l'expression de ces volontés vous reconnaîtrez les intentions bienveillantes que Sa Majesté a toujours eues pour les membres de la colonie française.

» Les événements déplorables qui viennent de se passer dans votre pays, la proclamation de la république remplaçant la monarchie constitutionnelle, les menaces que le nom seul de cette forme de gouvernement tient suspendues sur l'Europe, ne changeront pas ses heureuses dispositions à votre égard. Quoi qu'il arrive, vous serez protégés, respectés, secourus au besoin dans votre commerce, dans vos personnes, dans vos intérêts comme par le passé. Le regard de l'Empereur ne se détournera pas de vous; mais pour prix de cette bienveillance inaltérable, il attend de vous, messieurs, une prudence, une circonspection dans vos relations avec

ses propres sujets, et un respect aux lois de son empire en rapport avec la somme de protection et d'hospitalité facile qui vous sera accordée. Sujets de la république en France, n'oubliez pas que vous êtes les hôtes d'une monarchie autocratique en Russie; n'oubliez pas que vous vivez sous l'égide des lois moscovites. Ceux d'entre vous qui désireront rentrer en France recevront sans difficulté leurs passe-ports, et au besoin les secours nécessaires pour leur repatriement; ceux qui voudront rester en Russie auront pour garantie de leur sécurité particulière la parole du Czar. Telles sont, messieurs, les communications que Sa Majesté l'Empereur, mon auguste souverain, m'a chargé de vous transmettre. »

Cette harangue, prononcée avec une vive émotion, fut écoutée avec un silence marqué par une sincère satisfaction; elle rassura des inquiétudes préconçues, et rendit le calme au cœur des Français justement alarmés sur le sort de leurs établissements en Russie. En échange des garanties qui leur étaient assurées, ils se conduisirent avec une sagesse qui leur mérita de plus en plus la bienveillance de l'Empereur.

Dans un conflit qui eut lieu à cette époque entre des étrangers et plusieurs officiers, dont l'un périt lâchement frappé d'un coup de couteau, plusieurs Français furent arrêtés; mais l'Empereur, disant que les Français n'assassinaient pas, pressa l'instruction de cette affaire : l'enquête, ainsi que l'avait prévu le Czar, établit complétement l'innocence des Français compromis, qui furent aussitôt remis en liberté.

En présence des agitations démocratiques et sociales de l'Europe occidentale, l'attitude de la Russie fut celle d'une puissance patiente dans sa force et prête à tous les événements. Confiante et calme dans la sagesse de

son empereur, les yeux tournés vers la France et la main sur la garde de son épée, elle n'attendait pour la tirer du fourreau que le signal pour se précipiter à la défense de la cause de l'ordre dans le monde qu'elle avait pris sous sa protection.

Par un premier oukase en date du 8-20 mars, Nicolas fit mettre sur le pied de guerre une partie de ses armées; tous les militaires en congé et de la réserve reçurent l'ordre de rejoindre sans délai leurs corps respectifs. « Dans l'Europe occidentale, disait l'oukase, *ont éclaté* des événements qui trahissent de la part des révolutionnaires le coupable dessein de renverser toutes les autorités légales. Les liens d'amitié, les traités réciproques et les relations qui unissent la Russie aux États voisins, nous imposent le devoir sacré de prendre à temps des mesures pour opposer au torrent pernicieux de l'anarchie une résistance efficace. »

Les prévisions contenues dans ce premier manifeste ne tardèrent pas à se réaliser. En apprenant la formation du gouvernement républicain représenté par un poëte, des avocats, des journalistes, des rhéteurs, un professeur de barricades, un ouvrier, des juifs et des culotteurs de pipes, l'empereur Nicolas, retrouvant tout à coup dans son cœur de sympathiques regrets pour les splendeurs passées d'un peuple que Louis XIV avait fait si grand, ne s'était pas fait un seul instant illusion sur les tempêtes qui devaient sortir du palais du Luxembourg. En effet, malgré les prodiges de l'éloquence acrobatique de M. de Lamartine, malgré son poétique manifeste à l'Europe, le drapeau rouge, repoussé de l'hôtel de ville de Paris, demanda bientôt à la *Marseillaise* sa feuille de route pour faire avec elle son tour d'Europe.

Il débuta en Belgique par une affaire dont le nom

rendait parfaitement la pensée politique de la révolution nouvelle, *Risquons tout*. Plus heureuse en Suisse, la démagogie faisait déjà de rapides progrès en Allemagne : le Wurtemberg, la Bavière, le duché de Bade, la Prusse, la Saxe, l'Autriche, s'embrasèrent en même temps. Partout les peuples, ayant pour avant-garde la jeunesse des écoles, dirigée elle-même par une influence occulte, se lançaient en armes dans les aventures de l'inconnu : ici aux cris de Vive la réforme! là aux cris de A bas Lola Montès! plus loin aux cris de Vive la république ou de Vive l'unité allemande! Les souverains tremblants sur leurs trônes menacés courbaient leurs fronts et leurs couronnes devant l'orage qu'ils auraient dû combattre; au lieu de s'en faire une masse d'armes, ils cachaient leurs sceptres dans un coin du vestiaire de la révolution triomphante, et sans conserver l'honneur ils brisaient leurs épées. De toutes parts, en face des exigences brutales, impérieuses, omnipotentes de la démagogie, on ne vit que faiblesses, concessions, abdications, fuites honteuses, lâchetés. On vit même un roi commandant à deux cent mille soldats céder à une poignée d'hommes, et s'incliner devant les cadavres des émeutiers qui la veille s'étaient attaqués à son trône.

Le vent de la révolution soufflait avec la même violence en Italie. Là, comme en Allemagne, les souverains pactisèrent avec la révolte de leurs sujets ou sauvegardèrent la liberté dans la fuite. Un seul souverain véritablement digne de ce nom, le roi des Deux-Siciles, osa regarder en face la révolution, et maintenir dans toute son intégrité l'inviolabilité de ses droits et l'honneur de sa couronne.

A la vue de ces défaillances morales, l'empereur Nicolas versa des larmes de rage et de désespoir; il res-

sentait profondément au cœur le coup des injures faites à la majesté royale, et il ne persista que davantage dans ses desseins de répression. Après avoir adressé des remontrances sévères aux souverains qui n'avaient pas su mourir à leur poste en défendant courageusement les droits qu'ils tenaient de Dieu, il se prépara sérieusement à la lutte.

La Pologne, renaissant à ses espérances de nationalité indépendante, s'agitait sourdement; la Russie elle-*même* paraissait devoir être envahie par le fléau qui ravageait l'Europe occidentale. La société moderne menacée partout par les idées socialistes appuyées sur les forces armées de la démocratie, justifiait l'attitude belliqueuse du Czar. Dans ces circonstances, Nicolas, prêt à en appeler à Dieu et à son épée, adressa comme chef militaire et religieux l'appel suivant à ses peuples :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, *empereur* et autocrate de toutes les Russies, etc.,

» Savoir faisons :

» Après les bénédictions d'une longue paix, l'Europe occidentale se trouve aujourd'hui livrée à des troubles qui menacent d'amener le renversement de toute autorité légitime et de tout ordre social.

» L'émeute et l'anarchie, qui d'abord ont éclaté en France, n'ont pas tardé à franchir les frontières de l'Allemagne, et s'y répandant comme un torrent destructeur dont la fureur s'accroît en raison des *concessions faites par les gouvernements*, ont fini par atteindre l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse, nos fidèles alliés.

» Aujourd'hui l'audace révolutionnaire, ne connaissant plus de bornes, ose même dans sa démence menacer la Russie, qui, par les mains de Dieu, nous a confié ses destinées.

» Il n'en sera pas ainsi! A l'exemple de nos prédécesseurs fidèles à la sainte foi orthodoxe, après avoir invoqué le secours du Tout-Puissant, Nous attendrons Nos ennemis de pied ferme de quelque côté qu'ils viennent, et, sans ménager Notre personne, Nous unissant plus étroitement que jamais à Notre sainte Russie, Nous défendrons l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de Nos frontières.

» Nous sommes persuadé que chaque Russe, que chacun de Nos fidèles sujets répondra avec enthousiasme à l'appel de son souverain. Nous sommes convaincu que notre antique devise : *Pour la foi, le Czar et la patrie!* nous ouvrira comme toujours le chemin de la victoire. Alors, pénétrés d'un sentiment de pieuse reconnaissance, comme Nous sommes aujourd'hui pleins d'une sainte confiance en Dieu, nous nous écrierons tous ensemble : *Dieu est avec nous; écoutez, peuples, nous vaincrons, parce que Dieu est avec nous.* Nobiscum Deus; audite, populi, vincimini, quia nobiscum Deus.

» *Signé* Nicolas. »

Rien dans ces paroles, on le voit, ne trahissait de la part du protecteur des droits divins une menace d'agression contre l'Europe révolutionnaire; mais les intentions qu'elles révélaient ne laissaient pas que d'être graves. Retranchée dans une défensive formidable, la Russie pouvait en faire jaillir un million de baïonnettes, le jour où la démocratie l'aurait sérieusement menacée.

Pour que l'on ne se méprît point en Europe sur le véritable sens du manifeste impérial, la presse officielle l'accompagna des réflexions suivantes :

« Ce serait se méprendre étrangement que de chercher à découvrir dans le manifeste de l'Empereur quel-

que chose d'inquiétant pour la paix. Rien ne serait plus éloigné de la pensée du gouvernement de l'Empereur. Mais en présence d'excitations dirigées du dehors contre nous-mêmes, il était naturel que l'Empereur fît appel au sentiment national. En effet, non-seulement en France où l'émigration polonaise trouve appui dans les autorités, mais en Hongrie, en Prusse, en Allemagne, ont retenti partout contre la Russie des clameurs provocatrices.

» Des corporations, des assemblées représentatives, même des feuilles semi-officielles s'en sont constituées les échos. On a fait un crime aux gouvernements renversés ou modifiés par l'émeute des rapports de bonne intelligence qu'ils entretenaient avec notre cabinet. A la nouvelle des événements qui ont produit la proclamation de la république en France, on nous a supposé gratuitement des vues d'agression. Avant de savoir s'il nous conviendrait de verser notre sang pour des intérêts étrangers, on a hautement répudié notre alliance. On s'est efforcé de faire un épouvantail de notre nom, et, comme pour se prémunir contre toute intervention de notre part, avant d'être sûr que nous menacions on nous a menacés.

» La surprise est le seul sentiment qu'aient pu nous causer ces manifestations; car nous n'avons pas souvenir que la Russie ait de notre temps lésé les droits ou enfreint d'aucune façon l'indépendance de l'Allemagne.

» Les esprits inquiets peuvent donc se calmer. Pas plus en Allemagne qu'en France, la Russie ne veut s'ingérer dans les changements qui ont eu lieu ou qui pourraient survenir encore dans la forme des gouvernements. Elle ne médite pas d'agression ; elle veut la paix, elle en a besoin pour travailler sans diversion au développement de sa prospérité intérieure.

» Que les peuples de l'Occident se lancent, s'ils le veulent, à travers les révolutions à la poursuite du bonheur social; que chacun d'eux se choisisse librement le système de gouvernement qu'il se croira propre. La Russie assistera, sans s'y associer ou s'y opposer, aux expériences qu'ils vont tenter. Elle ne portera pas envie à leur destin, s'il s'est enfin amélioré du sein de l'anarchie et des désordres : elle le désire, mais elle ne l'espère pas.

» Quant à elle, c'est du temps et de la sollicitude éclairée de ses souverains qu'elle attend les progrès ultérieurs de sa condition sociale. Mais comme en dépit des imperfections et des misères inséparables de tout état de société, de toute forme de gouvernement si parfaite qu'elle soit, la stabilité est à ses yeux le besoin le plus indispensable; comme sans cette stabilité il n'y a ni puissance politique au dehors, ni crédit, ni commerce, ni industrie, ni richesse nationale au dedans; la Russie ne se laissera pas enlever cette stabilité si précieuse. Elle ne souffrira pas que la propagande révolutionnaire vienne souffler chez elle le feu de la sédition, que, sous prétexte de reconstituer des nationalités éteintes, on prétende détacher aucune fraction des membres divers dont se compose l'unité de son empire.

» Mais si la guerre éclatait enfin, si des hostilités sortaient du chaos de tant de bouleversements, de tant de droits remis en question, de tant de prétentions rivales, la Russie examinerait dans son intérêt national jusqu'à quel point il lui conviendrait d'entrer dans les querelles d'État à État, de peuple à peuple.

» Seulement, dans aucun cas, elle ne perdra de vue les circonscriptions de territoire et l'état des possessions auxquelles elle a donné sa garantie; et elle est ferme-

ment décidée à ne point souffrir que l'équilibre politique et territorial, s'il venait à être modifié, puisse l'être à son préjudice.

» Jusque-là, elle se maintiendra dans une stricte neutralité spectatrice des événements; inoffensive, mais vigilante. En un mot, elle n'attaquera point, si elle-même n'est pas attaquée; elle respectera scrupuleusement l'indépendance et l'intégrité de ses voisins, si ses voisins ont le bon esprit de respecter son indépendance et son intégrité. »

Heureusement pour la paix du monde que la France démocratique, suivant à la lettre l'esprit du manifeste du citoyen Lamartine, se borna à une guerre de paroles, d'encouragements inavoués et d'exemples. La république de Ledru-Rollin, soufflée par madame Georges Sand, fit de la rodomontade en circulaire, et continua plus mollement, avec moins de sérieuse énergie, la politique *pot-au-feu* de M. Guizot.

Sous le gouvernement de Louis-Philippe, la France, il faut l'avouer, plus soucieuse de ses intérêts et de son honneur de grande nation, avait fait à l'influence russe dans les provinces danubiennes une jalouse *opposition*, et les baïonnettes impériales n'avaient pu s'établir à Bucharest ou à Jassy; la république établie sous la raison sociale Lamartine, Ledru-Rollin et compagnie, abdiqua complétement en Orient. Elle était trop occupée de ses périls intérieurs, et trop privée de sa liberté d'action par les excès de la démocratie, pour songer à prendre part aux événements qui se passaient en dehors d'elle dans le monde européen; constamment tenue en échec par les prétentions des ouvriers, par les ateliers nationaux, par les questions brûlantes des quarante-cinq centimes et du droit au travail, par la réaction qui met-



tait en doute jusqu'à son existence, par les divisions intestines de son pouvoir exécutif, elle était fatalement condamnée à une immobilité expectative.

Une révolution éclata à Bucharest. Le prince Bibesco, suivant l'exemple des souverains de l'Europe occidentale, abdiqua et fut remplacé par un gouvernement provisoire. En d'autres temps, la diplomatie européenne tout entière se fût préoccupée d'une commotion dans ces principautés mixtes qui devaient dans un avenir rapproché servir de champ clos à des luttes décisives. A cette époque, la Russie seule, maîtresse de ses mouvements, se sentait assez de force et de puissance pour intervenir. Se considérant comme la tutrice naturelle et légale de ces principautés, elle ne pouvait assister l'arme aux bras à ces événements, qui menaçaient de s'accomplir sans elle et contre elle.

Dans ces circonstances, l'agent russe protesta d'abord au nom de son maître contre la violation des traités, mais une protestation plus sérieuse allait bientôt changer la face des choses. Dans la prévision des événements qui venaient de bouleverser les Principautés, une armée russe s'était concentrée sur les bords du Pruth. Sur ces entrefaites, la révolution triomphante en Valachie se répandit en Moldavie, avec le projet de fonder, sur le cadavre assassiné de l'hospodar et sur les ruines de l'ordre existant, la réunion des deux principautés en un seul État, sans liens quelconques avec la Russie ou la Porte Ottomane, la création d'une nationalité établie sur une prétendue base historique et sous le nom de royaume daco-romain, royaume indépendant et séparé, à la formation duquel des programmes et des proclamations révolutionnaires conviaient les populations de la Moldavie, de la Bukowine, de la Transylvanie et de la Bessarabie.

13.

Dans les premiers jours de juillet les troupes russes s'ébranlèrent et passèrent le Pruth sous la conduite des généraux Duhamel et Erzenstein; à leur approche, les membres du gouvernement provisoire s'enfuirent, laissant pour adieux aux Valaques cette proclamation ampoulée :

« Frères Roumanes, malgré tous nos droits sacrés, reconnus et garantis par toutes les puissances étrangères, l'armée russe est arrivée à Fockschany. Vous avez proclamé que la croix serait votre arme. C'est la *croix des* justes. Ainsi, ne craignez rien; car si les Russes foulaient la croix et l'Évangile, Dieu a des armes plus puissantes que les leurs, armes puissantes avec lesquelles il a protégé les Roumanes depuis dix-huit siècles contre tous leurs ennemis; armes avec lesquelles nous avons reconquis la liberté en trois heures.

» Roumanes, la croix, signe de la rédemption et l'arme de Dieu, sera notre protection si nous avons confiance en lui et dans nos droits sacrés, que désormais aucune force humaine ne peut nous ravir. Néanmoins le gouvernement que vous avez nommé, voyant que la mission difficile dont vous l'avez investi n'est pas encore terminée, a adressé un appel à toutes les puissances étrangères qui nous ont prêté souvent leurs secours. Il a envoyé des agents pour demander des troupes auxiliaires, et afin de pouvoir négocier avec ces puissances et de protester les armes à la main, il a cru devoir se retirer dans les montagnes et y rester sur la cime des monts Krapacks, qui est notre seul asile.

» Roumanes, au nom de nos souffrances de dix-huit siècles, au nom de la liberté que vous avez conquise pour toujours, nous vous adjurons de ne pas quitter le deuil avant que la Roumanie ne soit délivrée. Conservez cet

amour de la patrie dont vous avez donné tant de preuves au monde. Conservez le courage et la confiance dans votre force. Aidez-nous jusqu'à la fin comme vous l'avez fait jusqu'à ce jour, et Dieu sera avec nous.

» Roumanes ! les Israélites ont été quarante ans dans le désert, et Dieu a été avec eux tant qu'ils ont eu confiance en lui; ainsi, venez, donnons-nous le baiser fraternel, et jurez avec nous de conserver la patrie dans vos cœurs et de ne déposer l'arme du guerrier et le bâton du pèlerin qu'après avoir échangé entre nous le baiser de la résurrection. »

Accomplie avec l'assentiment de la Porte Ottomane dans la limite des traités, cette intervention ne put être considérée comme un démenti donné aux déclarations énergiquement pacifiques de la diplomatie moscovite; mais ses résultats furent remarquables en ce sens qu'en peu de mois la nécessité de résister à l'invasion des doctrines dissolvantes apportées de l'Occident avait fourni à la Russie un excellent prétexte pour s'établir dans une merveilleuse position militaire, dominant à la fois l'empire de Turquie et celui d'Autriche. C'est ainsi qu'en introduisant une armée russe au sein des principautés moldo-valaques, la révolution de 1848 ouvrait au panslavisme moscovite une porte que la diplomatie européenne avait tenue fermée jusque là.

Au milieu de cet ébranlement général des nations, à la recherche les unes de leur indépendance, les autres d'une république, l'aristocratie orgueilleuse qui par ses fautes a conduit l'ancienne Pologne à sa perte, ne put ébranler sérieusement la Pologne autrichienne, le duché de Posen et la Pologne russe. Des prises d'armes insignifiantes, des bandes irrégulières parcourant les campagnes sous la conduite de quelques nobles ruinés,

des proclamations sonores, des vœux stériles, des espérances déçues, beaucoup de bruit d'abord, puis plus rien, voilà pour cette année toute l'histoire des insurrections polonaises, répétant une fois encore : « Décidément, Dieu est trop haut et la France est trop loin. » La démocratie républicaine voulut cependant accorder l'aumône d'une manifestation à la plus orgueilleuse aristocratie qui existe au monde. Cette démonstration commencée le 15 mai par un pompier au palais Bourbon, avorta dans le ridicule à l'hôtel de ville. La violation de la chambre des représentants procura une victoire de plus aux baïonnettes de la réaction.

Vers les premiers jours de septembre, les agitateurs, se faisant les auxiliaires d'un fléau qui moissonnait chaque jour de nombreuses victimes à Saint-Pétersbourg, signalèrent leur impuissance par des désordres sans portée. A cette époque, le choléra, marchant à *la suite des révolutions*, traînant les sociétés en dérive, comme ces oiseaux sinistres qui aux jours des tempêtes suivent les navires en perdition, sévissait avec fureur. Ainsi qu'en 1832, les bruits d'empoisonnement, perfidement répandus parmi le peuple, soulevèrent des masses menaçantes et des flots de colère dans les rues. L'empereur Nicolas, qui, depuis la réapparition du fléau dévastateur, parcourait chaque jour les hôpitaux et s'exposait avec une admirable abnégation aux dangers de son peuple, accourut sur le théâtre de l'émeute, fit arrêter les meneurs par les révoltés eux-mêmes, et apaisa la sédition par sa seule présence accompagnée de paternels reproches. C'est ainsi que s'élançant un jour sans escorte au milieu d'un groupe nombreux et exaspéré de séditieux : « Que faites-vous, malheureux, leur dit-il, que voulez-vous ? de quoi vous plaignez-vous ?

— Sire, répondirent-ils, nos frères qui meurent à l'hôpital, sans secours, après avoir servi aux expériences des médecins, sont enterrés à la hâte sans prières et sans être habillés [1].

— Comment le savez-vous?

— On nous l'a dit.

— Eh bien! on vous a menti, et moi, je vous dis le contraire. Du matin au soir je parcours les hôpitaux, je n'ai pas vu un seul fait de la nature de ceux que vous reprochez à tort aux administrateurs et aux médecins; j'ai vu au contraire les malades parfaitement traités, j'ai vu les morts ensevelis avec tous les respects qui sont dus aux chrétiens de notre sainte Église... Je vois que vous êtes de malheureux égarés; revenez à la raison, priez Dieu pour qu'il vous pardonne et vous protége; rendez-vous dignes de ses miséricordes. Allez, mes enfants, et reprenez paisiblement vos travaux. » Et le peuple, plein de confiance dans les paroles du Czar, se retira paisiblement en disant : « Puisque notre père nous le dit, nous devons le croire. »

Heureux le souverain qui exerce un tel empire sur son peuple! heureux le peuple qui possède une telle confiance dans son souverain!

Cependant le jour était venu où l'empereur Nicolas, fidèle aux promesses de son manifeste, allait opposer aux poignards de la révolution l'épée du droit divin. L'aristocratie hongroise, traînée à la remorque par l'éloquence d'un rhéteur plébéien et pactisant avec la démagogie allemande, mettait en péril l'équilibre européen. Se faisant du cadavre du général Latour à Vienne et de celui du général Lambert à Pesth un piédestal pour s'élever à

[1] En Russie les morts sont ensevelis, les femmes dans une robe blanche et les hommes dans leurs plus beaux habits.

la dictature d'abord, à une quasi-royauté ensuite, Kossuth traitait d'égal à égal avec l'empereur d'Autriche [1]. Débordé dans ses propres États par la guerre civile, attaqué dans ses possessions par la guerre étrangère, Nicolas n'hésite pas un instant.

Par un manifeste remarquable, il indiqua franchement la nature et l'esprit de l'intervention de ses armées en Hongrie. D'après les termes de ce manifeste, les vues du puissant autocrate, usant du droit incontestable que lui conférait l'intérêt de sa propre conservation, étaient dégagées d'ambitions personnelles. Ses troupes n'avaient pas mission d'agrandir les frontières de son vaste empire, mais de les préserver de l'incendie révolutionnaire allumé en Hongrie par la démagogie européenne. Elles remplissaient en outre l'office d'un bon voisinage en secourant l'Autriche surprise, attaquée non-seulement à l'extérieur, mais encore au sein de ses propres États. L'intervention russe se fondait principalement sur la nécessité de pourvoir à sa propre défense.

En effet, si l'on jette un coup d'œil sur l'ensemble de la situation géographique de la Russie et sur l'état des populations qui longent les Carpathes et le Danube, il est évident que l'Autriche ne saurait être, de ce côté, entamée dans ses possessions ou attaquée dans sa puissance politique, sans qu'il n'en résultât pour l'empire de Russie une perturbation immédiate dans ses rapports et dans ses intérêts les plus essentiels. Or, ces rapports et ces intérêts, menacés dès le principe par l'insurrection hongroise, se trouvèrent gravement compromis le jour où le cercle de l'influence révolutionnaire s'étant agrandi

[1] Voyez l'histoire des révolutions d'Autriche et des guerres de Hongrie par l'auteur de ce livre.

avec le foyer de son action, le mouvement magyar s'était incarné à l'élément polonais.

Cette alliance, fondée momentanément entre deux éléments contraires, servait de base à une vaste insurrection qui avait pour but le soulèvement de toutes les contrées de l'ancien royaume de Pologne. L'aspect des camps magyars ne laissait aucun doute à cet égard. Plus de vingt mille Polonais, intrépides soldats de la démagogie, étaient enrôlés sous les drapeaux hongrois; ils y formaient des bataillons, des corps entiers; ils avaient des officiers de leur nation, et à leurs généraux appartenait en grande partie la conception stratégique et la direction de la guerre. Du côté de la Gallicie ils menaçaient l'empire russe dans ses provinces polonaises; du côté de la Transylvanie, ils paralysaient, en suscitant les Moldo-Valaques, les efforts que le cabinet de Saint-Pétersbourg, de concert avec celui de Constantinople, faisait pour maintenir le calme dans les Principautés. En un mot, les révolutionnaires entretenaient sur la vaste ligne des frontières russes un foyer dont les flammes attendaient les vents de la France pour incendier le cœur de l'empire.

En présence de ces menées, de ces agressions, de ces défis, l'empereur Nicolas ne pouvait pas rester plus longtemps dans la contemplation de sa neutralité armée sans faillir à la mission suprême que Dieu semblait lui avoir confiée. Il prêta donc résolûment le concours de ses soldats à l'action des armées autrichiennes. L'élite de ses troupes, menée par ses plus illustres généraux sous le commandement en chef du maréchal Paskevitch, entra en campagne et contribua par des manœuvres habiles, des marches savantes, plutôt que par des affaires décisives, à la soumission des bandes hongroises. Nous verrons, plus tard, la part que dans un moment de dépit

la Russie humiliée sur un autre champ de bataille revendiqua pour son compte en jetant à la face de l'Autriche l'accusation mal fondée d'égoïsme et d'ingratitude.

Sur un autre point, dans les montagnes du Caucase, la victoire couronnait également les armes russes : Schamyl croyant le moment favorable pour rentrer en campagne et reprendre sur les Murides l'ascendant que des revers successifs avaient ébranlé, fit un nouvel appel aux armes. A sa voix des bandes nombreuses de montagnards affluèrent au mois de septembre dans les cantons alpestres de Kasy-Koutnykh. Un de ses meilleurs lieutenants, Schaban-Moullah, parut avec une forte colonne sur la crête de Messedelgor et menaça la vallée de Bélokan. Schamyl lui-même, à la tête de ses forces principales, ayant Daniel Bek pour chef d'avant-garde, se jeta brusquement sur la circonscription militaire du Samour. Les habitants épouvantés n'opposèrent aucune résistance. Le colonel Roth, chef de cette position avancée, surpris à l'improviste, se retira lentement devant les montagnards et parvint à s'enfermer dans le fort d'Akhty, qui fut entièrement investi le 2-14 septembre.

Ce fort se trouve sur la rive droite du Samour, au confluent de ce fleuve avec l'Akhty-Tchay. Les travaux du siége furent conduits si rapidement et avec une telle énergie par les Murides malgré des pertes énormes, que le 10-22 septembre la garnison se trouva réduite à la dernière extrémité. Dans cette position critique un capitaine nommé Boutchkieff, se dévouant à une mort presque certaine, résolut de traverser le camp des Murides à l'aide d'un travestissement pour demander des secours au prince Argoutinsky Dolgorouki. Ce projet hardi réussit parfaitement... Le prince arriva devant le fort au moment où la garnison décidée à ne point se rendre

et après avoir épuisé tous les moyens d'une héroïque résistance, partagée par les femmes elles-mêmes, allait le faire sauter. Schamyl et ses capitaines, attaqués vigoureusement à leur tour et pris entre deux feux, furent mis en complète déroute. Dans leur fuite précipitée, la faim et le froid achevèrent d'exterminer ceux des leurs que le fer avait épargnés. L'empereur Nicolas récompensa généreusement la bravoure et le dévouement du capitaine Boutchkieff.

Depuis la conclusion d'un arrangement religieux signé à Rome le 3 août 1847 et ratifié par le Czar le 15 novembre de la même année, des relations de confiance et même d'amitié s'étaient établies entre les cours de Rome et de Saint-Pétersbourg. Nicolas n'avait pu voir sans de vives inquiétudes le système politique que le cœur bon et généreux de Pie IX avait adopté dès son avénement au trône de saint Pierre, mais il ne pouvait s'empêcher de rendre justice à la pureté, à la loyauté de ses intentions. Son âme magnanime et sainte pouvait-elle supposer que le grain fertile qu'il semait dans une terre aimée produirait une moisson d'ingratitude?.... Jugeant les hommes d'après son propre cœur, devait-il croire que les passions perverses se feraient une arme de sa miséricorde et tourneraient contre lui-même les bienfaits dont il avait été le dispensateur?

Quoiqu'il en soit, l'arrangement dont nous venons de parler avait déjà porté des fruits en assurant aux sujets catholiques du Czar la pleine jouissance des biens spirituels de leur Église. Un nouveau diocèse, celui de Kherson, avait été érigé dans le midi de la Russie, et d'un commun accord des évêques avaient été désignés pour occuper les siéges épiscopaux vacants dans l'empire.

Dmochowski, évêque de Milten *in partibus infidelium,*

avait été promu à la dignité d'archevêque de Mohileff. Le chanoine Holowinski, recteur de l'Académie ecclésiastique romaine catholique à Saint-Pétersbourg, fut nommé évêque et coadjuteur de l'archevêque de Mohileff, *cum futura successione*. Le prélat Zilinski s'était vu appelé au siége de Vilna ; enfin M. Borowski, professeur de droit canon à l'Académie, fut sacré évêque de Luck et de Zitomir.

Pour donner un nouveau gage de la bienveillante protection qu'il voulait accorder à la communion dont le siége est à Rome, Nicolas voulut réunir dans une assemblée solennelle les évêques russes et polonais. C'est dans cette circonstance mémorable, inouïe dans les annales religieuses de la Russie, que protestant contre une nouvelle secte dont l'importance avait plus de retentissement à l'étranger qu'au lieu même de son berceau, qui devait lui servir de tombe, celle de l'abbé Chatel, il prononça cette allocution :

« Je ne veux pas de religion nouvelle. On a inventé à l'étranger une nouvelle croyance catholique ; je ne veux pas qu'on l'introduise dans mon empire, parce que ces novateurs sont les plus grands agitateurs. Sans la croyance rien ne peut exister. L'Occident nous montre en ce moment ce qui arrive aux hommes quand ils n'ont pas de croyance ; que d'absurdités et de folies ne commettent-ils pas ? En revenant de Rome, j'ai prédit tout cela. La croyance a tout à fait disparu dans l'Occident... La manière dont l'Italie traite le Pape le prouve... La véritable croyance n'existe qu'en Russie, et j'espère... (à ces mots l'Empereur fit le signe de la croix) et j'espère qu'elle se maintiendra.

» J'ai dit à feu le pape Grégoire XVI ce que personne avant moi n'avait osé lui faire entendre. Le pape actuel

est un noble cœur, il est animé des meilleures intentions, je le sais; mais, dans le principe, il a trop accordé à l'esprit du siècle. Le roi de Naples est un bon catholique; on l'avait calomnié auprès du Souverain Pontife, et voilà que le Pape est aujourd'hui forcé de recourir à lui. »

A ce passage, l'évêque Holowinski, interrompant le Czar, ce que personne avant lui n'avait osé faire, lui dit: « Majesté, le Saint-Père a été obligé de céder aux circonstances et aux exigences de l'époque.

— C'est possible, répondit Nicolas; mais quand on est souverain spirituel et temporel, on ne cède pas aux circonstances, on les règle.... Croyez-moi, messieurs, tous les désordres viennent de ce que les croyances manquent; je ne suis point un fanatique, moi, mais je crois fermement.

» Dans l'Occident, il n'y a que deux extrêmes, le fanatisme ou l'impiété. » Se tournant alors du côté des évêques polonais, l'Empereur ajouta : « Vous êtes, vous, messeigneurs, les voisins de ces hommes égarés : que votre exemple leur serve de leçon. Si vous rencontrez des obstacles, des circonstances difficiles, adressez-vous à moi; je veux employer toute ma puissance (ici l'Empereur leva la main vers le ciel comme pour le prendre à témoin de ses paroles) pour arrêter ce torrent de l'impiété et de la révolte qui se répand de plus en plus et menace aussi de se propager dans mes États. L'esprit révolutionnaire prend sa source dans l'impiété, c'est là ma conviction intime... et la vôtre, j'en suis sûr. » Disant ainsi, Nicolas s'approcha du métropolitain, lui prit la main et la porta à ses lèvres en ajoutant : « Nous avons toujours été bien ensemble, j'espère qu'il en sera toujours ainsi. »

Sans être fanatique, ainsi qu'il le déclarait lui-même,

Nicolas était profondément et sincèrement religieux, non point par système, mais de conviction; il avait une trop haute idée de la religion pour en faire uniquement un instrument de politique. Non-seulement il observait fidèlement tous les préceptes de son Église, mais il en donnait franchement l'exemple; d'accord avec cette pensée de Gustave-Adolphe, le grand capitaine, que « les bons chrétiens font les bons soldats, » il voulait que ses soldats fussent de bons chrétiens. Aussi la pratique des devoirs religieux faisait-elle partie de la discipline *militaire* : il exigeait que chaque soldat accomplît strictement chaque année ses dévotions pascales. Dans ses longs voyages, il ne manquait jamais dès son arrivée dans une ville, dans une bourgade, une paroisse, de baiser la main du prêtre desservant, si infime qu'il fût, et d'assister à la célébration des saints mystères; pieux usage qui ne l'empêchait pas de donner à l'occasion, d'une manière plus ou moins directe, des leçons sévères aux ministres du culte. C'est ainsi qu'un jour il fit remettre une douzaine de mouchoirs à un pauvre prêtre de campagne, qui en sa présence, à l'autel, au moment même de la communion, s'était mouché avec les doigts. « Je ne veux pas, lui fit-il dire, que la main bénie pour toucher à l'hostie consacrée soit exposée à se salir comme celle d'un mougik au contact d'un nez impur. »

Mais c'est surtout dans les épreuves difficiles de son règne que la foi vive, ardente, de ses principes religieux se manifestait dans toute sa ferveur; c'est alors qu'on le voyait, humblement prosterné aux pieds des saints autels, humilier sa couronne devant la croix et demander à Dieu les consolations qu'il n'avait pu trouver dans la souveraine puissance. Une de ces épreuves qui portent le deuil au fond de l'âme lui était réservée en 1849 : son

frère bien-aimé le grand-duc Michel, le compagnon de son enfance, l'ami de ses joies et de ses tristesses, tomba foudroyé d'une attaque d'apoplexie, le 28 août, à Varsovie. Sa douleur fut immense, irréparable, comme la perte qu'il venait de faire; on en retrouve l'expression dans le manifeste qu'il adressa le jour même à ses peuples :

« Il a plu à Dieu, disait-il, de troubler par une perte inattendue et douloureuse pour Nous, pour Notre maison et pour la Russie entière, la joie que Nous inspiraient, ainsi qu'à la nation, les heureux événements qui venaient de couvrir Nos armées d'une gloire nouvelle.

» Nous avons perdu le grand-duc Michel Pavlowitsch, Notre frère chéri, décédé à Varsovie, ce 28 août, à la suite d'une grave et courte maladie. En pleurant en lui un frère et un ami dont l'existence entière, les travaux et toute la sollicitude avaient été constamment consacrés au service de Notre trône et de la patrie, Nous invitons Nos fidèles sujets à joindre leurs ferventes prières aux Nôtres pour le repos de son âme dans les demeures célestes réservées par la grâce du Très-Haut à ceux qui par la pureté de leur cœur, de leurs actes et de leurs intentions, se sont rendus dignes du nom glorieux de chrétiens, de vrais enfants du Père céleste.

» *Signé* NICOLAS. »

A l'illustre mort on fit de solennelles funérailles, et un deuil public fut décrété pour trois mois.

Le grand-duc Michel, le quatrième fils de l'empereur Paul, possédait, sous une enveloppe abrupte et rude comme celle de son frère Constantin, un noble cœur.... D'une sévérité excessive, brutale parfois, pour tout ce qui avait rapport à la discipline militaire, il avait dans la vie privée des mœurs douces et faciles. Ses compagnons

d'armes, qui le craignaient et l'aimaient en même temps, l'appelaient le *bourru bienfaisant*. Inflexible comme une consigne, il était à la fois le caporal et le père du soldat. Il avait une main toujours tendue pour la punition et l'autre toujours ouverte pour un bienfait. Terrible comme la foudre dans ses colères, il devenait après l'orage doux et bienfaisant comme une rosée du mois de mai. On n'a jamais ouï dire qu'un officier se fût en vain adressé à son cœur. « Le *père Michel* se fâche, disait le soldat, tant mieux... c'est bon signe. » En effet, de ses bourrasques il sortait toujours une grâce, une faveur nouvelle. Brave comme un digne Romanoff qu'il était, il avait une âme droite comme la lame de son épée. Il joignait à un sens exquis un esprit d'une grande finesse et d'une tournure à la fois originale et pittoresque. Sans prétention aucune, il cultivait avec succès le calembour et le jeu de mots. Si parfois ses saillies n'étaient pas frappées au coin d'un goût parfait, elles se faisaient accepter toujours par l'incision du trait. Un bon mot glissé à propos au milieu d'une de ses colères le calmait aussitôt.

Un jour, le général comte de Langeron, vieil émigré français entré au service militaire de la Russie, se présentant à une de ses réceptions de gala dans un uniforme peu réglementaire, le grand-duc Michel lui en adressa des reproches et l'engagea à aller se mettre en tenue. Un quart d'heure après le comte revint avec son habit d'ordonnance, mais il avait conservé la culotte blanche et les bottes à l'écuyère, supprimées par un récent rescrit.

« Ah çà, monsieur, lui dit le grand-duc Michel, vous moquez-vous de moi?

— Ah! monseigneur, pouvez-vous le supposer?

— Pourquoi donc alors osez-vous, monsieur, vous présenter devant moi en culotte?

— Parce que, monseigneur, il y aura bientôt cinquante-cinq ans que j'ai quitté la France pour ne pas être *sans-culotte*.

— Ma foi, mon cher, vous me l'avez volé, s'écria le grand-duc en lui tendant la main.

— Non pas, monseigneur, répliqua le général, vous me l'avez soufflé en me donnant la réplique.

— Je demande ma revanche, s'écria le prince piqué au vif.

— Accordé, monseigneur.

— Savez-vous quel est l'esprit céleste qui pourrait servir à un jeu de quilles?

— Ma foi, je l'ignore, répondit le général après s'être torturé l'esprit pendant cinq minutes.

— Eh! parbleu!... c'est vous, mon cher *L'ange rond.* »

A l'époque où l'armée française intervenait pour le compte de la Belgique contre la Hollande, « Savez-vous, Majesté, demanda Michel à l'Empereur, quelle est l'artillerie du monde la plus poétique?

— C'est la mienne, répondit sans hésiter Nicolas.

— Et pourquoi, Sire?

— Parce que les jours anniversaires de la fête de la naissance de mon petit Alexandre elle chante en l'honneur d'un Alexandrin.

— Bravo, Sire! mais ce n'est pas cela.

— C'est l'artillerie française, alors?

— Vous l'avez dit, Sire.

— Et pourquoi, mon frère?

— Parce qu'elle assiége Anvers (en vers). »

Mais c'est dans un des actes les plus importants de sa

vie qu'il faut chercher l'esprit et le cœur du grand-duc Michel, dans son testament signé le 20 mai 1843, et portant en forme de préambule cette mention :

« Sa Majesté l'empereur Nicolas Pavlowitsch a bien voulu prendre lecture de mon présent acte testamentaire à Tsarskoé-Sélo, le 19 mai 1843, et m'autoriser à y apposer ma signature [1]. »

La situation que l'empereur Nicolas avait faite à la Russie dans le conflit européen sorti des barricades républicaines de février, le contre-poids de son épée jetée dans la balance de la démocratie faisant échec d'un côté à la nouvelle révolution française, et d'autre part au patronage que la Grande-Bretagne, conduite par un ministre brouillon, accordait à l'esprit de désordre, symbolisait chaque jour davantage le principe conservateur et le principe de l'autorité. La Russie gagnait à cette attitude une valeur diplomatique plus grande que celle qu'auraient pu lui donner de nouvelles conquêtes territoriales. La voix de Nicolas disant au flot de la démocratie sociale : *Tu n'iras pas plus loin!* semblait un écho providentiel de la voix de Dieu. Jamais sa puissance ne s'était manifestée avec plus d'éclat et de splendeur. C'est à ses conseils que la Prusse et l'Allemagne durent l'avantage d'échapper à une guerre d'influence qui n'eût profité qu'aux passions de la démagogie. C'est encore à sa puissante intervention morale que le Danemark dut la conservation de son intégrité. La Grande-Bretagne elle-même, dans la question des réfugiés hongrois et polonais, dut prêter l'oreille à un langage à l'énergie duquel son orgueil n'était point accoutumé. En face de Nicolas prenant sous sa tutelle le droit et la justice, les taquineries immorales de lord Palmerston tournèrent à

[1] Voyez les Documents historiques, n° 22.

la honte de la politique anglaise. En Grèce, en Toscane, à Naples, en Sicile, partout où le ministre anglais attisait le feu de la discorde, la diplomatie russe protestait avec une force invincible de raisonnement contre l'esprit d'exaction qui commençait à rendre dangereux pour tous les gouvernements la présence d'un résident britannique.

Cette forte situation et la vigueur peu commune que donne à un gouvernement l'autorité d'un pouvoir absolu permirent à la Russie de traverser sans danger pour ses institutions l'ère des révolutions nouvelles. Cependant, comme si tout ce qu'avait prévu l'empereur Nicolas le jour où les échos lointains de la *Marseillaise* avaient troublé son sommeil, devait se réaliser, quelques jeunes gens, entraînés dans le courant révolutionnaire par de perfides séductions, résolurent d'exhumer le linceul des suppliciés du 14-26 décembre pour en faire un drapeau aux idées nouvelles. Depuis plusieurs jours, les limiers de la police étaient sur leurs traces, sans pouvoir néanmoins découvrir leur point de concentration, lorsqu'un soir l'un d'eux, à la sortie du spectacle, étonné d'entendre un cocher-moujik répondre en excellent français à son maître, les suivit dans la direction qu'ils prirent jusqu'à la porte d'un somptueux hôtel. C'était là qu'en effet les conspirateurs tenaient leurs conciliabules. Il ne fut pas difficile à la police d'y introduire un faux frère. La nuit qui précéda le jour où le complot devait éclater, cet agent déguisé assista à une scène étrange. Vingt-trois conjurés, en proie à une grande surexcitation, étaient réunis en séance autour d'une table couverte de proclamations incendiaires, d'armes offensives et de bouteilles de champagne, dont le contenu, comme leur projet, devait se réduire à de la fumée. Butachewitsch-Petra-

schewsky, conseiller titulaire au ministère des affaires étrangères, était à la tête de cette conspiration de boudoir, sans base et sans portée. Après avoir invoqué les mânes de Pestel et de Mouravieff, les *apôtres de la jeune Russie*, il fit ouvrir les portes du salon à une trentaine de mougiks et les proclama libres en leur donnant l'accolade fraternelle. « Tout à l'heure, leur dit-il, vous étiez nos esclaves; dans ce moment vous êtes nos égaux devant les hommes. Des fers que nous venons de briser vous ferez des armes pour combattre avec nous, et assurer notre indépendance et la liberté. Les jours du despotisme n'existent plus, une ère nouvelle commence pour la Russie... A la place des devoirs que la tyrannie vous avait imposés, la liberté vous donne des droits. A la place des églises où l'erreur divinisée et la superstition vous courbaient à genoux, nous vous convoquons sous la voûte du ciel dans le temple de la nature et de la raison. Frères, de même que la puissance des empereurs, la puissance de Dieu est brisée.....

» Le véritable évangile des hommes libres, c'est le poignard. (A ce smots, l'orateur tira un poignard de sa ceinture et le porta à ses lèvres). Le Christ est le symbole de l'esclavage et du despotisme, et comme tel je le foule aux pieds. » Disant ainsi, il jeta devant lui un crucifix et le brisa sous sa botte. A la vue de cette sacrilége impiété, un frisson d'effroi auquel succéda bientôt un murmure d'indignation circula dans le cœur et glissa sur les lèvres des mougiks, qui songèrent à se retirer. Mais au même instant un bruit de pas et de baïonnettes se fit entendre dans les escaliers. « Nous sommes trahis! s'écria Butachewitsch.

— Nous sommes perdus! répétèrent ses complices.

— Vous êtes des infâmes! » s'écria l'agent de police

déguisé, et ouvrant la porte aux agents de la force publique qui s'apprêtaient à la briser à coups de crosse de fusil, il leur désigna lui-même les coupables.

Vingt-trois conspirateurs furent arrêtés et conduits immédiatement à la forteresse. Pas un mougik n'intervint en leur faveur; tous, au lieu de les défendre, prêtèrent main forte à l'autorité. Leur bon sens s'était révolté à la pensée d'un affranchissement qui se basait sur le sacrilége.

Il résulta des rapports d'une commission d'enquête instituée par l'Empereur qu'un certain nombre de jeunes gens, les uns réellement pervertis de cœur et les autres victimes de perfides insinuations, avaient formé une société secrète ayant pour but de subtituer à l'organisation politique de la Russie une forme de gouvernement basée sur le socialisme le plus avancé. Avant de mettre en œuvre leurs sinistres projets, les conjurés, mis hors de la raison en attendant qu'ils fussent mis hors de la loi, s'excitaient les uns les autres par des blasphèmes contre la religion et des propos homicides contre l'Empereur. Mais en Russie, où une foi vive, où l'ardent amour du monarque et le dévouement au trône se sont conservés inébranlables dans tous les cœurs, l'action de ces conspirateurs ne pouvait prendre de dangereux développements que dans le cas où la vigilance du gouvernement aurait été prise en défaut.

La commission d'enquête ayant fait son rapport, le Czar accorda une amnistie pleine et entière à tous les individus qui avaient été entraînés dans ce complot criminel par légèreté d'esprit; mais il livra les chefs à une commission militaire pour être jugés conformément aux lois. Cette commission, après un sérieux examen, déclara vingt et un accusés coupables du crime de complot

tendant au renversement des lois existantes et de l'ordre politique de l'empire, et les condamna à être fusillés [1].

Dans les vingt-quatre heures qui suivirent le prononcé du jugement, les condamnés furent conduits au milieu des troupes de la garnison formées en bataille, et placés chacun devant un piquet de grenadiers chargés d'exécuter la terrible sentence; ils assistèrent résolûment aux apprêts de leur supplice, et montrèrent en cet instant suprême le mépris de la mort qui forme le caractère distinctif de la nation russe. Ils écoutèrent sans pâlir la confirmation de la sentence qui les condamnait à mourir, et présentèrent fièrement leur poitrine aux fusils chargés et prêts à faire feu. L'officier chargé de présider à l'exécution, debout à son poste, était prêt à donner le signal, lorsque tout à coup un officier général, arrivant au galop de son cheval, proclama au nom de l'Empereur la commutation de la peine de mort en condamnations proportionnées aux divers degrés de culpabilité. D'après l'ordre impérial, les conspirateurs furent déclarés déchus de tous leurs droits civils et condamnés les uns aux travaux forcés dans les mines, les autres aux travaux forcés dans les forteresses, pour être de là incorporés dans différents corps d'armée après avoir subi une détention plus ou moins longue. De même qu'ils avaient accepté la mort sans terreur, les conjurés reçurent grâce de la vie sans reconnaissance.

Malgré les dépenses considérables occasionnées par la guerre de Hongrie, et la mise de ses armées sur le pied de guerre, la situation financière de la Russie à la fin de 1849 était florissante; les sommes enfouies dans la forteresse de Saint-Pétersbourg s'élevaient à plus de 300 millions de francs. Les tableaux du commerce exté-

1. Voyez les Documents historiques, n° 23.

rieur accusaient également un progrès sensible sur les années précédentes; mais l'événement important dans l'histoire économique de cette année, ce fut l'oukase du 13-25 octobre, qui supprima la ligne de douanes entre la Russie et la Pologne. Cette mesure préparée depuis longtemps était décisive pour l'assimilation des deux pays : par l'application d'un tarif commun au commerce de la Pologne et de la Russie, elle procurait à l'une et à l'autre des débouchés profitables à leur commerce, à leur industrie et à leur agriculture. Le nouveau tarif devait être mis en vigueur le 1er janvier 1851.

Depuis quelques mois les répugnances de Nicolas pour la république française morte avant d'avoir vécu s'étaient singulièrement modifiées; la fuite à l'étranger des montagnards du gouvernement provisoire, le caractère loyal et chevaleresque du général Cavaignac, la seule grande figure qui soit sortie du cataclysme de février; la résistance énergique du parti de l'ordre contre la démagogie, la France tout entière se levant comme un seul homme dans les journées de juin pour défendre la société menacée dans Paris, les sanglants sacrifices de l'armée, le martyre de l'archevêque de Paris, tous ces actes d'héroïsme l'avaient franchement réconcilié avec la France, qu'il se plut un jour à appeler la terre classique de l'honneur et du courage. L'arrivée du général Lamoricière succédant au général Leflô, dont la présence en Russie avait déjà opéré une influence heureuse sur l'esprit du Czar, acheva ce rapprochement de la Russie avec la France sur un terrain commun d'égards et de sympathies. La franchise militaire du général africain convenait à la franche loyauté de l'empereur moscovite, et faisait diversion au servilisme de ses courtisans. Plus d'une fois même il accepta en sou-

riant une vérité qui dans une autre bouche eût été de la brutalité. Un jour, à la suite d'une grande revue des troupes de la garnison de Saint-Pétersbourg, il lui demanda comment il trouvait son armée : « Sire, répondit sans hésiter le guerrier africain, vous avez des soldats magnifiques, mais de f..... officiers. »

Cependant il y avait des noms républicains auxquels il ne pouvait encore habituer son oreille, malgré l'harmonie qui en faisait une lyre comme celui de M. de Lamartine ; et dans cette cacophonie politique, il portait l'exagération à ce point qu'il repoussait avec une égale répugnance ceux qui d'une manière directe ou indirecte lui rappelaient un membre du gouvernement provisoire. Nous avons remarqué nous-même l'empreinte aristocratique de la botte du Czar sur la magnifique reliure d'un volume intitulé *Souvenirs d'un aveugle, Voyages autour du monde*, par Jacques Arago. L'auteur le lui avait fait parvenir avec cette inscription en lettres d'or :

A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR NICOLAS Ier, AUTOCRATE DE TOUTES LES RUSSIES, ROI DE POLOGNE, etc.

et il avait accompagné l'inscription de ce quatrain :

J'ai parcouru trois fois cette machine ronde,
J'ai touché des deux mains les deux pôles du monde,
Et je n'ai visité nul archipel connu
Où votre illustre nom ne soit point parvenu.

« Ce livre ne parviendra pas jusqu'à moi, » dit Nicolas confondant le nom de l'écrivain avec celui de François Arago, le membre du gouvernement républicain, et d'un violent coup de pied il l'avait repoussé loin de lui.

Tout en suivant avec attention le mouvement du progrès intellectuel et moral qui se faisait sentir en Russie, remise des agitations qu'avait fait naître son immixtion

dans les affaires extérieures, l'empereur Nicolas, le regard constamment tourné vers l'Occident, ne perdait de vue ni le différend qui venait d'éclater entre l'élément représentatif et le pouvoir exécutif en France, ni l'attitude du parti démocratique remettant à 1852 l'ajournement de ses sinistres projets. Si d'une part l'audace des idées socialistes, se traduisant chaque jour hautement par des espérances que semblait devoir couronner le succès, l'inquiétait pour l'avenir du monde, il se rassurait en pensant à la sagesse et à l'habileté politique que le successeur du général Cavaignac à l'héritage de la république avait constamment montrées depuis qu'il avait été appelé à la présidence. Le nom de Napoléon, auquel se rattachait tant de souvenirs menaçants pour le repos du monde, l'avait d'abord effrayé; mais la modération du prince président dans le pouvoir, la main qu'il avait tendue aux chefs de tous les partis honnêtes afin de pouvoir, appuyé sur la leur, retenir la France et l'empêcher de se précipiter dans l'abîme entr'ouvert sous ses pieds; les services que par son initiative, après avoir accepté sur ce terrain le legs de son prédécesseur, il avait permis à la fille aînée de l'Église de rendre à Rome, la restauration du saint-siége et celle de l'armée, la réhabilitation du prêtre et celle du soldat; toutes ces considérations le rassuraient sur l'avenir plein d'ombre et de mystère.

« C'est de la France qu'est parti le coup de tonnerre qui a remué le monde, disait-il quelquefois à ses intimes; je suis sûr que c'est de la France que rayonnera l'arc-en-ciel de l'espérance et du salut. Elle a donné l'exemple du mal, elle donnera celui du bien. J'ai foi dans la sagesse de Louis-Napoléon. »

Chaque jour il se faisait rendre compte de la situation politique de l'Europe au moyen des extraits empruntés

aux journaux arrivés le matin, et marqués avec de la craie rouge pour être mis sous ses yeux. Cette situation était celle du ciel une heure avant une tempête. A l'envahissement démoralisateur de la philosophie allemande qui agissait péniblement sur sa nature éminemment religieuse, il opposait le retour de la société française aux idées de piété pratique sans laquelle la théorie n'était selon lui qu'un manteau taillé par l'hypocrisie. C'était encore à la France qu'il s'arrêtait pour y trouver un contre-poids aux progrès de la démocratie irréligieuse et socialiste en Suisse; il aurait considéré comme une insulte faite à toute l'Europe, s'il ne l'eût rejetée sur le compte d'une folie révolutionnaire, la pensée du ministre de l'instruction publique, M. Julien Schaller, voulant interdire dans les écoles la prière sous le prétexte *qu'elle était abrutissante*. Selon lui, cet homme, au lieu d'avoir entre les mains un portefeuille de ministre, devait être traqué comme un loup enragé ou enfermé dans un cabanon comme un fou furieux.

En sens inverse de la haine et du mépris qu'il manifestait pour les hommes et les choses de la révolution, il professait hautement et publiquement les sympathies les plus ardentes pour les hommes qui défendaient la cause de l'ordre. Radetzki, dans les plaines de la Lombardie, conservant Milan à l'Autriche; Oudinot, duc de Reggio, sur les bords du Tibre, relevant dans Rome le drapeau pontifical, obtenaient dans son esprit une valeur d'estime qui se traduisait pour ces personnages par de flatteuses marques de distinction. Mais le nom qui caressait le plus harmonieusement son oreille et son cœur était celui de Ferdinand II, roi des Deux-Siciles. La conduite de ce monarque protégeant avec son épée les droits imprescriptibles du saint-siége, courbant son

front devant la majesté du chef de l'Église catholique, offrant à son exil la plus généreuse hospitalité, provoquait sur les lèvres du Czar et dans son cœur les élans d'une sincère admiration. « Il n'y a que deux souverains en Europe dignes de porter la couronne, disait-il, c'est Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, et Nicolas Ier, empereur des Russies. La reine d'Angleterre est une machine à enfants; le roi de Prusse, mon cher beau-frère, est un distillateur d'esprit; le vieil empereur d'Autriche a le cœur trop bon et les mains trop faibles pour conduire le chaos de son empire; le Sultan est un zéro politique devant une multitude de zéros; Charles-Albert est le Don Quichotte de l'indépendance italienne; quant aux autres petits souverains de l'Allemagne et de l'Italie, ce sont des *principicules*. »

Ainsi qu'il avait prévu les révolutions de 1830 et de 1848, il eut la prescience du coup d'État du 2 décembre 1851. « Sur le front de Louis-Napoléon, dit-il un jour à un de ses familiers, le bonnet de la république se changera sans qu'on s'y attende en une couronne impériale. » Aussi la nouvelle des événements du 2 décembre ne le surprit point, il y était préparé. Seule, l'imprévoyante confiance des hommes habiles enlevés nuitamment à la suite d'une soirée officielle à l'Élysée-Bourbon l'étonna. Représentant du principe conservateur dans l'ancien monde, il vit avec plaisir, mais non sans quelque défiance éveillée par les souvenirs belliqueux de l'empire, la restauration du principe d'autorité en France. Plus d'une fois il en témoigna sa satisfaction au général Castelbajac, représentant alors en qualité d'envoyé extraordinaire le gouvernement français à Saint-Pétersbourg.

Pour opposer une digue à l'influence pernicieuse de

la philosophie allemande, le Czar abolit à la fin de cette année la faculté de philosophie, et confia exclusivement aux ecclésiastiques l'enseignement de cette science réduite à la logique et à la psychologie.

Il y avait vingt-cinq ans que le successeur d'Alexandre avait été couronné et sacré empereur et autocrate à Moscou dans la cathédrale de l'Assomption; afin de célébrer cet anniversaire, le clergé de cette ville résolut d'élever dans la cathédrale un monument digne de sa piété et de son dévouement. A cet effet, le métropolitain Philarète écrivit la lettre suivante au Czar :

« TRÈS-PIEUX SOUVERAIN,

» Le clergé fidèlement dévoué de l'Église de Moscou reconnaissant avec tous vos fidèles sujets les bienfaits de la divine Providence dispensés par Votre Majesté Impériale pendant les vingt-cinq années écoulées de Son règne, mettant par ses prières l'hommage de sa gratitude aux pieds de la Majesté divine, a conçu le désir de manifester ce sentiment en apportant une offrande au temple du couronnement et de la sainte onction impériale, et que cette offrande fût en même temps pour la postérité un monument de ses sentiments de fidèles sujets.

» Dans ces pensées, le clergé de Moscou offre à la cathédrale de l'Assomption de la Sainte Vierge un tabernacle en or ayant la forme d'une colombe (semblable à celui qu'elle possédait autrefois et qu'elle a perdu dans une époque néfaste), pour être placé au-dessus de l'autel en signe de la présence du Saint-Esprit.

» Le caractère monumental sera donné à ce vase sacré par la couronne impériale et le sceptre dont il sera sur-

monté, et par cette prière inscrite sur une feuille de parchemin :

« Seigneur, qui as béni les vingt-cinq années de règne » de ton oint Nicolas Ier, bénis de même ses années à » venir pour la paix de ton Église et le salut de ton » peuple. »

» Dans la confiance que cette manifestation de sentiments fidèles est permise, les préparatifs sont terminés. Toutefois, le clergé fidèlement soumis et dévoué de Moscou ose solliciter très-humblement le gracieux assentiment de Votre Majesté Impériale à ce que cette offrande soit placée dans le temple.

» Très-pieux souverain, de Votre Majesté Impériale, le très-fidèle sujet,

» PHILARÈTE,

» Métropolitain de Moscou, avec le clergé qui lui est confié. »

En réponse à cette lettre, le Czar répondit par le rescrit suivant :

« Éminentissime métropolitain de Moscou, Philarète, j'ai lu avec attendrissement votre respectueuse lettre par laquelle vous portez à ma connaissance le désir du clergé de Moscou de faire don d'un tabernacle en or à la cathédrale de l'Assomption de la Sainte Vierge, en souvenir de ce que, il y a vingt-cinq ans de cela, le Tout-Puissant m'avait jugé digne de recevoir dans ce saint temple le couronnement et la sainte onction au trône de mes ancêtres.

» J'accorde avec une reconnaissance intime mon assentiment à ce don pieux, dans lequel je vois une nouvelle preuve du dévouement fidèle et des mérites distingués qui ont toujours animé le clergé de Moscou. En exprimant ma bienveillance particulière au clergé qui

vous est confié, il m'est agréable de vous réitérer l'assurance de ma sincère gratitude pour vos éminents services pastoraux à l'Église et à la patrie.

» Me recommandant à vos prières, je suis toujours votre affectionné.

» NICOLAS. »

Quelques jours après, un rapide voyage que le Czar fit à Moscou fut signalé par un incident fort simple en lui-même, mais dont les conséquences prouvent le prix que l'amour du peuple russe attache à tout ce qui touche à son souverain. Les autorités ne s'attendant pas à son arrivée, n'avaient fait aucun préparatif pour le recevoir; il se vit donc dans la nécessité, à la sortie du chemin de fer, de prendre un modeste drosky pour se rendre au Kremlin. Malgré la vulgarité de cet équipage, il fut bientôt reconnu du peuple, qui, tout en respectant son incognito, se découvrait respectueusement à son passage. Le cocher, ne se doutant pas qu'il conduisait la fortune de la Russie, rendait salut pour salut, et s'attribuait les hommages d'une déférence à laquelle il ne comprenait rien. Ce ne fut qu'en approchant du Kremlin, que voulant résoudre une question qui commençait à l'intriguer, il se décida à dire à l'illustre voyageur : « Est-ce toi ou moi que les passants saluent ainsi?

— C'est celui de nous deux sans doute qui possède la position la plus élevée, répondit Nicolas; or, comme tu es sur le siége, c'est toi. » Ce ne fut qu'à l'entrée du palais et lorsque le poste prit les armes pour rendre les honneurs militaires à l'Empereur, que le cocher, confus de son ignorance, reconnut le caractère de son client. En homme d'esprit ou de cœur, il tira un heureux parti de la position : en effet, refusant le *pourboire* impérial

que Nicolas joignait au prix de la course, il lui dit : « Pardonne-moi, père, de ne t'avoir pas reconnu plus tôt, et permets-moi de ne point accepter ce que tu m'offres, puisque mon cheval, ma voiture, tout ce qui est à moi, comme moi, t'appartiennent. » Nicolas, ravi de ce désintéressement, prit son nom et lui fit parvenir dans la soirée le double de la somme qu'il avait refusée.

Cette histoire ne tarda pas à être connue de Moscou. Dès le lendemain, plusieurs personnes proposèrent au cocher de lui acheter son cheval et son drosky; mais celui-ci repoussant un énorme bénéfice, répondit « que le cheval qui avait eu l'honneur de traîner l'autocrate de toutes les Russies était sans prix, et que le drosky qui avait eu celui de le porter resterait dans sa famille jusqu'à l'extinction de sa progéniture, comme un souvenir et une relique. Puis, en homme habile, exploitant sa bonne fortune et la réclame de la mode, il fixa à un taux fort élevé comparativement à celui de ses confrères, le prix de la course fournie *par le cheval et le drosky de Sa Majesté l'Empereur*.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

Les mauvais jours sont venus pour l'empereur Nicolas. — Remaniement du ministère russe. — Voyage de l'Empereur à Vienne. — Revue du 15 mai. — Question des Lieux saints et du Monténégro. — Attitude du gouvernement russe. — Le prince Menschikoff à Constantinople. — Négociations difficiles. — Acrimonie. — Arrogance de l'ambassadeur russe. — Rupture. — Préparatifs de guerre. — Politique de la France et de l'Angleterre. — Circulaire du comte de Nesselrode. — Réplique de M. Drouin de Lhuys. — Manifeste de l'empereur Nicolas. — *Les hommes s'agitent et Dieu les mène.* — Passage du Pruth. — Lettre d'Omer-Pacha au général Gortschakoff. — Les flottes alliées dans la baie de Besika. — Nouvelle circulaire du comte de Nesselrode combattue à nouveau par *M. Drouin de Lhuys.* — Politique de l'Autriche. — Note des quatre puissances. — Memorandum du comte de Nesselrode. — Nouvelles ouvertures faites par la Russie à l'Angleterre. — Nicolas et sir Hamilton Seymour. — Graves entretiens. — Memorandum du comte de Nesselrode. — Réponse du cabinet de Londres.

La Russie se trouvait alors à l'apogée de sa gloire et de sa grandeur politique. Arbitre en quelque sorte des destinées de l'Europe, elle avait pesé sur toutes les questions allemandes, et placé la Confédération germanique dans une sorte de dépendance morale. Au jour du danger, elle avait prêté à l'Autriche aux prises avec la Hongrie l'appui de sa puissante armée; elle avait mis un frein aux vues ambitieuses de la Prusse et aux idées envahissantes de la révolution. Enfin, représentant la force morale et matérielle du principe conservateur, elle posait devant le monde comme un colosse inébranlable, et dominait par sa politique toutes les grandes questions occidentales. Si l'empereur Nicolas fût mort à cette époque, il eût emporté dans la tombe le surnom de Grand, que l'histoire lui donnera, mais que les contemporains lui contesteront pour les fautes qui ont signalé les dernières années de son règne. Le jour où

commençant l'histoire de sa vie, je me suis pieusement agenouillé sur sa tombe, j'ai promis à l'illustre mort de rendre franchement hommage à sa mémoire, en rendant avec indépendance hommage à la vérité. Jusqu'ici cette tâche m'a été facile; ma plume, reproduisant les traits du modèle qui posait devant moi, n'a trouvé encore à décrire que de grandes choses, des succès inouïs; une persévérance irrésistible dans la pensée qui inspirait les unes et assurait les autres; une politique souvent généreuse, toujours habile; un désintéressement rare chez un successeur de Pierre le Grand et de la grande Catherine. Mais dans ce moment le modèle a changé de pose et de caractère. Sur son front, l'auréole d'un règne glorieux nous apparaît enveloppée de teintes sombres; le présent s'obscurcit à l'horizon de ce règne qui va finir; des desseins mal contenus préparent de sanglantes catastrophes à l'avenir prochain de la Russie : l'heure des mauvais jours a sonné pour l'empereur Nicolas. Dans cette nouvelle phase, pleine de périls, nous conserverons le courage et la conscience que nous avons eus dans les jours heureux.

Celui de tous les moyens qui a le mieux réussi à la politique de Nicolas, c'est le protectorat religieux; c'est à l'aide de l'intérêt porté à ses coreligionnaires de la Pologne et de la Turquie que le Czar a pu prendre une influence énorme dans les affaires de ces deux pays, qu'il a rivé le premier à la domination moscovite, et conquis un pied à terre dans le second. Protectorat politique dans les provinces musulmanes, protectorat religieux sur les chrétiens grecs de cet empire : tel est le but que l'Empereur a longtemps poursuivi pour faire pénétrer de plus en plus son influence au cœur même du vieux corps ottoman.

Dans ce courant d'idées et de vues ambitieuses, l'activité du gouvernement russe, sommeillant en apparence, devait se réveiller avec plus de force en 1853. Le changement de ministère est le fait le plus important qui signala en 1852 la politique intérieure du gouvernement russe. Cette modification dans le haut personnel des départements ministériels fut motivée par la mort du prince Volkonsky[1] et le grand âge du prince Tchernicheff, ministre de la guerre et président du conseil.

Le lieutenant général prince Dolgorouki remplaça le prince Tchernicheff au département de la guerre; le comte Perovsky fut remplacé au ministère de l'intérieur par le général Bibikof et prit à partir de cette époque la direction du cabinet impérial; le général Adlerberg, chancelier des ordres de l'empire, prit la direction des postes; le comte Kleinmichel, celle des travaux publics et des routes; le comte Vronczenko, celle des finances; le général Kisselef, celle des domaines; le prince Chivinski-Chikhmatof passa au département de l'instruction publique; le comte Panine à celui de la justice; le département de la marine fut dévolu au prince Menschikoff, membre du conseil des ministres et chancelier de l'empire; le vieux comte de Nesselrode, terne copie du prince de Metternich, conserva la direction des affaires étrangères.

Pendant ce temps, la perspective d'une restauration impériale en France remplaçait sous les yeux de l'empereur Nicolas les terreurs que lui avait inspirées le fantôme de la République. Les menaces démagogiques auxquelles il venait de soustraire l'Europe, s'effaçant devant une

[1] Ministre de la maison de l'Empereur, le prince Volkonsky a succombé aux suites d'une maladie affreuse. Son corps ne faisait qu'une plaie rongée par des vers.

grande éventualité, avaient laissé le champ libre aux conjectures non moins inquiétantes que réveillaient en lui les souvenirs de l'empire. C'est dans la prévision de cet événement et pour être à même de le dominer en cas de besoin, qu'il entreprit au mois de mai le voyage de l'Allemagne.

Le 15 de ce mois, au moment même où l'armée de Paris défilait devant le prince Louis-Napoléon au Champ de Mars, Nicolas passait en revue sur les glacis de Vienne une partie de l'armée autrichienne forte de soixante-dix mille hommes. Cette parade militaire était sinon une menace, du moins une protestation contre la proclamation de l'empire, qui probablement à cette époque eût été non point la paix, mais la guerre [1]. Le Czar, portant l'uniforme de colonel des cuirassiers autrichiens, fut accueilli avec enthousiasme par les troupes du jeune et chevaleresque empereur d'Autriche. Ce jour-là, le successeur d'Alexandre crut avoir renoué avec son épée les faisceaux vieillis de la sainte alliance.

Tandis que les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin convenaient des démarches à faire en commun dans le cas prévu, le prince Louis-Napoléon, marchant à son but avec persévérance, parcourait les différentes provinces de la France pour consulter les vœux du peuple qui, de sa voix toujours puissante, l'acclamait partout des cris de Vive Napoléon III.

Quelques mois plus tard, lorsque l'événement prévu se fut accompli, les puissances signataires du traité de Vienne, rassurées par les protestations pacifiques de

[1] L'auteur de ce livre écrivait alors à Vienne l'*Histoire des révolutions d'Autriche*. Il a assisté à cette revue, dont il a pu étudier et apprécier le caractère. Tous les yeux étaient fixés sur le télégraphe qui devait, disait-on, apporter la nouvelle de la restauration impériale en France.

l'empereur des Français, refusèrent pour la plupart de s'associer aux projets de l'autocrate. Les cabinets de Vienne et de Berlin eux-mêmes ne voulurent point suivre la Russie sur le terrain où elle désirait les conduire. La seule concession que Nicolas put obtenir d'eux, ce fut l'ajournement de la remise des lettres de créance de leurs envoyés jusqu'au jour où le ministre russe à Paris aurait été officiellement reçu par l'empereur Napoléon III. Ces lettres, conçues dans un esprit différent de celui adopté et conseillé par le cabinet de Saint-Pétersbourg, contenant implicitement des réserves, étaient conformes aux règles ordinaires des protocoles.

La position à part que la Russie prit dans cette question devait se compliquer par un isolement plus grand encore le jour où, en face de la France et de l'Angleterre en armes, elle chercherait en vain à ses *côtés* la Prusse et l'Autriche. La question des Lieux saints, succédant à celle des réfugiés, apportait de nouveaux et menaçants ombrages dans la politique européenne et répondait par des bruits de guerre aux désirs de paix caressés par les vœux et les besoins généraux des nations.

D'un autre côté, un fait non moins grave se manifestait parmi les populations chrétiennes de l'empire ottoman tendant à se soustraire à l'influence russe qui jusqu'alors les avait protégées. Se défiant du protectorat moscovite, les Hellènes, les Slaves et les Moldo-Valaques commençaient à se demander si, dans l'état d'affaiblissement où elle se trouvait, la Porte pouvait encore au moyen du joug opposer des entraves sérieuses au développement progressif de leur autonomie. En même temps ils se demandaient si, soumis à la centralisation rigoureuse du protectorat moscovite, ils ne perdraient pas, à un jour donné, les institutions, les coutumes, la langue, le

caractère de nationalité qu'ils avaient su conserver à travers des siècles de servitude. Les symptômes d'éloignement politique qui depuis quelques années, accompagnés d'une ardeur de sève et de jeunesse, s'étaient manifestés au sein de ces populations contre la Russie, décidèrent cette puissance à tenter un effort décisif pour ressaisir l'influence qui lui échappait. L'insurrection du Monténégro lui en fournit le prétexte et l'occasion. Le jeune héritier du dernier vladika, renonçant au pouvoir théocratique, n'avait voulu conserver que le pouvoir temporel, afin de lui donner une plus grande force et d'asseoir sa dynastie sur le principe de l'hérédité en ligne directe. A la suite de cette résolution, la Turquie, ne prévoyant pas les difficultés qu'elle allait se créer, déclara une guerre acharnée aux populations de la montagne Noire. Au lieu de se borner, ainsi que le lui conseillaient la France et l'Angleterre, à repousser les attaques des Monténégrins, elle lança une armée à la conquête du Tsernagora.

L'Autriche, sympathique aux Monténégrins par des rapports de bon voisinage, la Russie, également favorable à leur cause par des affinités de race et de religion, s'unirent pour blâmer cette expédition dès qu'elles en eurent connaissance. Cependant, malgré cette communauté d'intérêt entre les deux grandes puissances du Nord, des intérêts opposés les empêchèrent d'envisager la question sous un même point de vue. L'intérêt du cabinet de Vienne était de ne point laisser prendre à celui de Saint-Pétersbourg une influence trop décisive sur l'esprit des populations belliqueuses qui dominent le Cattaro. De là l'action distincte du comte de Linange négociant en dehors de la Russie et obtenant sans elle à Constantinople l'évacuation du Monténégro par les troupes

turques. Jalouse de ce succès diplomatique, la Russie voulut de son côté faire à Constantinople une démonstration solennelle, opposant aux inquiétudes des puissances occidentales la question des Lieux saints résolue, disait-elle, au désavantage de ses coreligionnaires, et celle du Monténégro constituant un danger réel pour les populations des pays soumis à son protectorat. L'empereur Nicolas, répudiant en apparence toute pensée de guerre ou de conquête, jeta les yeux sur son ministre de la marine le prince Menschikoff pour ouvrir à Constantinople des négociations que devaient accompagner d'imposants préparatifs militaires.

Le prince Menschikoff, tout à la fois homme de guerre et d'infiniment d'esprit, brave soldat et beau diseur, connaissant par cœur l'échiquier d'un champ de bataille et celui d'un salon, avait conservé sous les rides d'un âge avancé toute la verdeur de la jeunesse. Intelligent, actif, arrogant au besoin, préférant aux voies de la conciliation les moyens extrêmes, il était plutôt fait pour créer les difficultés que pour les résoudre. Aussi les Russes à grandes vues, qui voyaient avec peine leur gouvernement se lancer dans les mystères de l'inconnu pour une vaine satisfaction d'amour-propre en apparence, disaient-ils en faisant allusion à l'origine du prince : « Nous serions bien surpris si Menschikoff ne servait des brioches de sa façon au Grand Seigneur [1]. »

Menschikoff quitta Saint-Pétersbourg dans les premiers jours de février 1853 et se rendit à Sébastopol, où il passa la revue de la flotte, fière et superbe sur les eaux qui bientôt devaient lui servir de tombe. D'Odessa, où quelques jours plus tard il inspecta les troupes de terre,

[1] Le chef de la famille Menschikoff était pâtissier sous Pierre le Grand, dont il devint le favori.

il appareilla pour Constantinople. Il y arriva le 28 février et donna le 2 mars communication à la Porte de son arrivée et des pouvoirs extraordinaires dont il était investi.

La présence du prince russe dans la capitale de l'empire ottoman fut accueillie avec une joie bruyante par les Grecs de Constantinople, saluant en lui le digne précurseur de l'affranchissement de la foi orthodoxe. L'appareil imposant dont il s'entourait, les manifestations de ses coreligionnaires produisirent dans toutes les couches de la population turque et grecque une agitation inquiétante pour le Divan. L'ambassadeur fit au grand vizir la visite d'usage non point en paletot, comme l'ont affirmé quelques écrivains, mais en surtout militaire; son refus de se rendre ensuite chez le ministre des affaires étrangères Fuad-Effendi sous le prétexte que ce ministre, l'un des adversaires les plus constants de l'influence russe en Turquie, s'était montré hostile dans la question des réfugiés, créa de prime abord une conjoncture des plus fâcheuses.

Devant cette attitude hostile, Fuad-Effendi, comprenant la situation qui lui était faite, donna sur-le-champ sa démission, que le Sultan crut devoir accepter pour éviter de plus graves difficultés. Cette attitude, évidemment agressive, cachait sous la question secondaire des Lieux saints et celle du Monténégro, résolue par le comte de Linange, une pensée mystérieuse que la Russie n'avouait point. L'apparition de la flotte française, dès le 20 mars, dans les eaux de la Grèce, prouva que le premier parmi les cabinets européens celui des Tuileries l'avait devinée. La partie du cabinet britannique qui représentait les idées conservatrices persista à considérer la mission du prince Menschikoff comme exclusivement

relative aux Lieux saints, question complétement indifférente aux intérêts de l'Angleterre. Sur des explications catégoriques données à ce sujet dans la chambre des lords par lord Clarendon en réponse à une interpellation du marquis de Clanricarde, le cabinet de Saint-James resta sur l'expectative.

La question des Lieux saints ayant été posée d'abord, on remarqua l'intention de Menschikoff de la traiter sans la participation de la France, intéressée comme la Russie dans le débat. La Turquie ne pouvait admettre cette prétention, qui l'aurait placée dans une fausse position vis-à-vis du cabinet de Paris. L'affaire des Lieux saints fut donc examinée en commun entre la France, la Russie et la Turquie. Sur la question de savoir si les concessions faites aux Latins étaient compatibles avec la situation acquise par les Grecs, Menschikoff obtint des explications satisfaisantes à la suite de trois *notes adressées* au Divan les 16, 22 mars et 19 avril. Les difficultés pendantes semblaient ainsi aplanies, lorsque le secret de la mission de Menschikoff se révéla tout à coup. Le prince russe avait reçu l'ordre d'exiger un engagement formel pour l'avenir; et l'engagement que cet ambassadeur voulait imposer à la Turquie ne tendait à rien moins qu'à concéder à la Russie le protectorat de tous les sujets du Sultan faisant partie de l'Église orientale. A cet effet, Menschikoff adressa, en date du 5 mai, au ministre des affaires étrangères de la Porte, une note lui rappelant qu'il lui avait remis *communication officielle* d'un projet d'acte devant offrir au gouvernement de Sa Majesté l'empereur Nicolas des garanties solides et invariables pour l'avenir dans l'intérêt de l'Église orthodoxe d'Orient. Cette note était péremptoire; elle se terminait ainsi : « L'ambassadeur de Sa Majesté Impériale se flatte

que désormais la juste attente de son auguste maître ne sera pas trompée, et que, mettant de côté toute hésitation et toute méfiance dont sa dignité et ses sentiments généreux auraient à souffrir, la Sublime Porte ne tardera pas à transmettre à l'ambassadeur impérial les décisions souveraines du Grand Seigneur. C'est dans cette espérance que l'ambassadeur prie Son Excellence Rifaat-Pacha de vouloir bien lui faire parvenir cette réponse avant le 10 mai; il ne pourrait considérer un plus long délai que comme un manque de procédés envers son gouvernement, ce qui lui imposerait les plus pénibles obligations. »

Le cabinet turc répondit le 10 mai à cet ultimatum, que la Sublime Porte, persistant dans son désir immuable de conserver les relations d'amitié qui l'unissaient au très-illustre empereur de toutes les Russies, ne se refusait pas à confirmer les décisions qui seraient prises à la suite de conférences *ad hoc* sur les demandes relatives aux moines et pèlerins russes, ainsi qu'à l'église et à l'hôpital réclamés par le gouvernement russe, pourvu toutefois que ses droits souverains fussent sauvegardés. Quant aux immunités de l'Église grecque, qui formaient le point important de la question, la Sublime Porte prouvait par la sollicitude constante dont elle était animée envers ses sujets chrétiens son intention formelle de ne jamais porter atteinte à ces priviléges.... « Mais quels que soient les sentiments d'amitié réciproque, ajoutait le Divan, qui existent entre la Porte et la Russie, il est constant pour tout le monde que si un gouvernement, pour une question aussi grave que celle-ci, qui annulerait et détruirait les bases de son indépendance, signait un engagement avec un autre gouvernement, il ferait un acte complétement contraire aux droits

des nations entre elles, et il effacerait totalement le principe de son indépendance. Les dangers immenses et les difficultés réelles de ce point seront admis par tout le monde et par Sa Majesté l'Empereur, dont la loyauté est universellement reconnue. La Sublime Porte a su maintenir fidèlement, depuis les temps les plus reculés de son histoire jusqu'à ce jour, tous les priviléges religieux qu'elle a accordés et octroyés de son libre arbitre à ses sujets chrétiens, et surtout à la nation grecque et à ses religieux. Elle s'appliquera dans l'exercice de ses *droits* souverains à les maintenir et à les conserver encore comme il convient dans l'avenir. En proclamant une fois de plus, et d'une manière toute spéciale, devant le monde entier sa résolution sincère et ses intentions inaltérables, le gouvernement de la Porte veut constater formellement les sentiments de haute sollicitude qui l'animent pour ses sujets, et il ne restera à personne le moindre doute sur la pureté et sur la sincérité de ses intentions. »

Le prince Menschikoff, continuant les négociations quoique le délai fixé par l'*ultimatum* fût expiré, répondit aux objections du cabinet turc qu'il acceptait avec une vive satisfaction l'expression des sentiments qui animaient le Sultan pour l'Empereur, son auguste allié, mais qu'il voyait avec peine la méfiance avec laquelle il accueillait les démarches franches et loyales qu'il avait faites au nom de l'Empereur. Il ajouta qu'il maintenait dans toute son intégrité l'esprit de sa note du 5 mai, en déclarant que si, par une opposition systématique, la Porte persistait à rejeter les principes qui en formaient la base principale, il serait dans la douloureuse nécessité de considérer sa mission comme achevée. Il termina par la menace de rompre ses relations avec le cabinet de Sa Hautesse. Dans ce cas, il rendait les ministres otto-

mans responsables des conséquences qui pourraient résulter de cette mesure. Enfin, à cette nouvelle communication il demandait une réponse sans faux-fuyant pour le 14 mai au plus tard.

Ces propositions, impérativement formulées par Menschikoff, déterminèrent le rappel de Reschid-Pacha au ministère des affaires étrangères; mais, contrairement à l'espoir de l'ambassadeur russe, qui avait favorisé le retour de ce ministre au pouvoir, Reschid-Pacha ne fit qu'affermir le Sultan dans ses intentions de résistance. Un nouveau délai de quelques jours fut demandé à l'ambassadeur, qui ne le refusa point; mais comme ces pourparlers n'aboutissaient à aucun résultat, Menschikoff déclara, le 18 mai, qu'il rompait définitivement ses relations avec la Sublime Porte.

« L'ensemble des communications du Divan, disait l'ambassadeur, l'ayant convaincu de l'inutilité de ses efforts pour amener sur l'objet de ses réclamations une entente conforme à la dignité de son auguste maître, il se voit dans l'obligation de déclarer : qu'il considère sa mission comme terminée, que la cour impériale ne saurait, sans déroger à sa dignité et sans s'exposer à de nouvelles offenses, continuer d'avoir une légation à Constantinople et d'entretenir sur l'ancien pied des relations politiques avec le gouvernement ottoman; qu'en conséquence, et en vertu des pleins pouvoirs dont il est muni, il quittera Constantinople en emmenant avec lui tout le personnel de la légation impériale, à l'exception du directeur de la chancellerie commerciale, qui, avec les employés qui lui sont adjoints, continuera à gérer les affaires de navigation et de commerce, et à protéger les intérêts des sujets russes et l'expédition de leurs bâtiments; qu'il regrette profondément de devoir prendre

cette détermination, mais qu'après avoir rempli fidèlement les ordres de l'Empereur en soumettant à la délibération de la Sublime Porte les propositions les plus conciliantes, les plus équitables, les plus conformes aux véritables intérêts de l'empire ottoman, après avoir acquis la pénible certitude que le cabinet de Sa Majesté le Sultan n'était point disposé à y faire droit, il s'acquitte d'un dernier devoir en rejetant toute la responsabilité des conséquences qui pourraient surgir sur le cabinet ottoman, qui semble avoir pris à tâche de faire naître une grave mésintelligence entre les deux empires; que le refus d'une garantie pour le culte orthodoxe gréco-russe devra désormais imposer au gouvernement impérial la nécessité de la chercher dans sa propre puissance; qu'ainsi toute atteinte portée au *statu quo* de l'Église d'Orient et à son intégrité sera considérée par l'Empereur comme l'équivalent d'une infraction à l'esprit et à la lettre des stipulations existantes et comme un acte hostile envers la Russie, qui imposerait à Sa Majesté l'obligation de recourir à des moyens que, dans sa constante sollicitude pour la stabilité de l'empire ottoman et dans son amitié sincère pour Sa Majesté le Sultan et celle qu'il a professée pour son auguste père, l'Empereur a toujours eu à cœur d'écarter. »

Le même jour, exécutant ses menaces, Menschikoff se retira à Buyukdéré à bord du navire qui devait le conduire à Odessa; mais sans quitter immédiatement Constantinople, il consentit à rester en rapports officieux avec le ministre des affaires étrangères, afin de tenter un dernier effort. Modifiant la forme de ses prétentions, sans toutefois se départir des principes qu'il avait si nettement posés, il se bornait en ce moment à adresser au Divan un projet de note maintenant les

demandes formulées par le projet de Sened, savoir : Que le culte orthodoxe d'Orient, son clergé, ses églises et ses possessions, ainsi que ses établissements religieux, jouiraient dans l'avenir sans aucune atteinte, sous l'égide de Sa Majesté le Sultan, des priviléges et immunités qui leur étaient assurés *ab antiquo*, ou qui leur avaient été accordés à différentes reprises.

La Porte repoussa cette note comme elle avait repoussé le traité ainsi que les projets de Sened, et Menschikoff, emmenant avec lui le personnel de la légation russe, quitta Constantinople le 21 mai.

Les armements que la Russie poursuivait depuis les premiers jours de 1853 prirent dès lors des proportions plus menaçantes. De son côté, le gouvernement turc continua ostensiblement ceux qu'il avait commencés dans l'ombre et le silence. Reschid-Pacha notifia officiellement, mais en des termes très-modérés, ces préparatifs aux représentants des grandes puissances, qui commençaient à s'inquiéter sérieusement de ces dispositions belliqueuses. Cependant la Russie, ne voulant point elle-même recourir *ex abrupto* à des mesures extrêmes dont elle prévoyait les conséquences, résolut de tenter une nouvelle démarche à Constantinople avant d'en appeler à la raison du plus fort. M. de Nesselrode expédia par un courrier au grand vizir une dépêche déclarant que dans le cas d'un nouveau refus, les armées russes entreraient immédiatement dans les principautés danubiennes, pour les occuper jusqu'au jour où la Porte donnerait son adhésion formelle aux demandes posées par le prince Menschikoff.

Tout en repoussant une intention de conquête, le langage du chancelier était clair et catégorique. « L'Empereur, disait-il, approuve pleinement la conduite tenue

par Menschikoff; » il insistait fortement pour que dans l'intérêt de la paix le Sultan signât sans *variante aucune* la dernière note de l'ambassadeur, et il lui accordait huit jours pour qu'il la fît parvenir à ce prince, qui devait se trouver encore à Odessa.

A ces menaces de guerre le grand vizir répondit par un nouveau refus. Repoussant avec une grande fermeté de langage la responsabilité que la Russie faisait planer sur le cabinet ottoman, il retournait avec une *certaine* habileté de logique l'argument dont on se servait *contre* lui. N'était-il pas en droit de reprocher dans une même mesure au gouvernement russe le manque de confiance envers le Grand Seigneur dont on l'accusait de faire preuve envers l'autocrate? Lequel des deux gouvernements montrait le plus de défiance, celui qui offrait les assurances les plus formelles, ou celui qui, n'en *tenant* aucun compte, exigeait un engagement contraire à la dignité d'un peuple? « Si les intentions du cabinet de Saint-Pétersbourg sont aussi loyales que les nôtres, disait en terminant Reschid-Pacha, il n'hésitera pas à charger un ambassadeur extraordinaire de venir renouer à Constantinople des négociations pour y conclure un accommodement sur des bases telles que la Porte pourrait l'accepter sans porter atteinte à son indépendance et à l'autorité souveraine du Grand Seigneur. »

Bien que l'occupation des principautés danubiennes, manifestement contraire aux traités qui règlent les frontières de l'empire ottoman et de la Russie, autorisât la France et l'Angleterre à enfreindre de leur côté les stipulations du traité de 1841, qui ferment les détroits aux navires de guerre de toutes les puissances, elles résolurent de tout faire pour détourner les chances d'un conflit, et de prendre une attitude d'observation armée

pour laisser un libre cours aux négociations. A cet effet, elles envoyèrent d'un commun accord leurs flottes à l'entrée des Dardanelles, autorisant leurs ambassadeurs à les appeler à Constantinople dans l'hypothèse où le Sultan considérerait le passage du Pruth comme une déclaration de guerre. Les flottes alliées se trouvèrent dans la baie de Bésika à l'entrée des Dardanelles le 15 juin, treize jours après que les instructions données à cet égard aux ambassadeurs et aux amiraux étaient parties de Paris.

Pendant ce temps le gouvernement russe, ne pouvant se dispenser de répondre aux objections opposées à la Russie par les cabinets occidentaux et la presse européenne, crut devoir s'adresser à l'opinion publique en publiant une circulaire du comte de Nesselrode dans le journal de Saint-Pétersbourg. Ce document, habilement rédigé d'ailleurs, renfermait quelques contradictions, comme on va le voir.

« On s'est récrié hautement, disait le chancelier, contre la forme de cette convention comme portant atteinte aux principes de souveraineté du Sultan, comme nous conférant de fait au nom de la religion un droit d'ingérence perpétuelle dans les affaires intérieures de la Turquie. Nous croyons qu'on se crée un fantôme, qu'on se préoccupe de craintes dont le fondement doit être plus spécieux que réel. En principe, une convention ou même un traité pareil n'aurait rien d'insolite; et nous ne comprenons pas en quoi ils seraient plus attentatoires aux droits d'autonomie souveraine du Sultan, que les capitulations ou autres actes que possèdent déjà en Turquie la France et l'Autriche; car en principe seulement, c'est-à-dire en ce qui concerne l'indépendance du Sultan, il importe peu qu'un acte s'applique à tel

nombre plus ou moins considérable de ses sujets en faveur desquels s'exercerait un droit de protection étrangère. La garantie par traité assurée dans un autre État aux intérêts de la communion étrangère a été usuelle de tout temps.

» A l'époque de la réforme, par exemple, des *États*, et même de grands États catholiques, ont conclu avec d'autres des traités ou conventions par lesquels ils garantissaient chez eux à la communion protestante *certains* priviléges, franchises et immunités; en sorte que *même* aujourd'hui la position civile de cette communion y repose encore sur ces bases, sans que pour cela les États qui ont donné pareille garantie se soient crus lésés dans leurs droits souverains ou dans leur indépendance politique. A plus forte raison, en principe, de tels actes peuvent-ils être conclus avec un État musulman, dont les sujets chrétiens ont souffert et souffrent encore tant de fois, non-seulement dans leurs immunités, mais encore dans leurs propriétés et dans leur existence. Quant au fait, en ce qui nous concerne la chose existe déjà, et la forme de convention que nous avons proposée n'offirait rien de nouveau en matière de protection religieuse. Le traité de Kaïnardji, par lequel la Porte s'engage à protéger constamment dans ses États la religion chrétienne et ses églises, implique pour nous suffisamment un droit de surveillance et de remontrance. Ce droit se trouve établi derechef et plus clairement encore spécifié dans le traité d'Andrinople, qui a confirmé toutes nos transactions antérieures. Celle de Kaïnardji date de l'année 1774. Voilà donc de fait près de quatre-vingts ans que nous possédons par écrit le droit même que l'on nous conteste, et dont on regarde la mention qui en serait faite aujourd'hui comme devant apporter une révo-

lution toute nouvelle dans nos rapports avec la Porte Ottomane en nous conférant la souveraineté effective de l'immense majorité de ses sujets. »

Les déclarations du chancelier sur le point capital du débat contenaient, comme nous l'avons dit, des erreurs essentielles. En effet, l'appui que la France a souvent prêté sous l'ancienne monarchie aux sujets catholiques de l'empire ottoman, non en vertu d'un droit conventionnel mais à titre de bienveillance affectueuse, ne pouvait en principe s'assimiler au protectorat que la Russie prétendait s'arroger.

De même les traités conclus au temps de la réforme entre l'Empereur et quelques princes protestants ne pouvaient servir de point de comparaison avec les engagements que le cabinet de Saint-Pétersbourg voulait imposer au Divan. Cette dernière question, débattue entre l'Empereur, le chef de la Confédération allemande et les princes qui en dépendaient, était une simple question intérieure. La véritable pensée de M. de Nesselrode ressort tout entière des considérations par lesquelles il termine sa circulaire.

« En soumettant notre *ultimatum* au jugement impartial des cabinets, dit le chancelier, nous leur laissons à décider si, après les torts si graves dont la Porte s'est rendue coupable envers nous, après qu'elle nous a donné tant de causes de ressentiment légitime, il était possible de se contenter d'une simple satisfaction. L'examen consciencieux de notre projet de note prouvera que, dépouillé de toute forme de traité ou même de contrat synallagmatique, il n'a rien qui soit contraire aux droits de souveraineté du Sultan, rien qui implique de notre part les prétentions exagérées que nous prête une défiance aussi injurieuse pour nous qu'elle est peu justifiée

par nos actes antérieurs. Cet examen suffira, nous l'espérons, pour faire évanouir les faux bruits répandus sur nos exigences hautaines, et pour montrer que si le rejet des derniers moyens d'accommodement que nous proposons pour résoudre les difficultés qui nous ont été suscitées dans l'affaire des Lieux saints amène des complications compromettantes pour la paix, ce n'est pas sur nous que la responsabilité en devra retomber aux yeux du monde. »

La France, par l'organe de M. Drouyn de Lhuys, répondit à cette circulaire, principalement dirigée contre elle, par une argumentation logique et ferme, qui réfutait victorieusement les trois ordres de considérations signalés dans la circulaire du diplomate russe. Au prix de la modération dont la France avait fourni tant de preuves, il déclinait toute part de responsabilité dans la crise orientale, et faisait des vœux pour que l'empereur Nicolas trouvât le moyen de concilier ses prétentions avec les prérogatives de la souveraineté de la Porte sans recourir à la force des armes.

Malgré ces difficultés, que l'épée seule devait trancher, l'Europe, à peine remise des commotions de 1848, voulait et désirait la paix. Napoléon III, en renouant en France les anneaux de la chaîne impériale, s'était prononcé catégoriquement. Pour prévenir les craintes qui pouvaient naître de cet événement prévu, il s'était hâté de proclamer que *l'empire, c'était la paix*; mais, malgré tous les efforts de la prudence humaine, le sort, se jouant des calculs de la politique, prouva une fois de plus la vérité du vieil axiome : « Les hommes s'agitent, et Dieu les mène. » L'armée russe allait envahir les principautés danubiennes. L'empereur Nicolas l'annonça lui-même à ses peuples par ce manifeste, à la date du 14-26 juin.

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, etc.

» Il est à la connaissance de nos fidèles et bien-aimés sujets que de temps immémorial nos glorieux prédécesseurs ont fait vœu de défendre la foi orthodoxe.

» Depuis l'instant où il a plu à la divine Providence de nous transmettre le trône héréditaire, l'observation de ces devoirs sacrés qui en sont inséparables a constamment été l'objet de nos soins et de nos sollicitudes. Basés sur le glorieux traité de Kaïnardji, confirmés par les transactions solennelles conclues postérieurement avec la Porte Ottomane, ces soins et cette sollicitude ont toujours eu pour but de garantir les droits de l'Église orthodoxe. Mais, à notre profonde affliction, malgré tous nos efforts pour défendre l'intégrité des droits et priviléges de notre Église orthodoxe, dans ces derniers temps de nombreux actes arbitraires du gouvernement ottoman ont porté atteinte à ces droits, et menaçaient enfin d'anéantir complétement tout l'ordre de choses sanctionné par les siècles et si cher à la foi orthodoxe.

» Nos efforts pour détourner la Porte d'actes semblables sont restés infructueux, et même la parole solennelle que le Sultan nous avait donnée en cette occasion n'a pas tardé à être violée.

» Après avoir épuisé toutes les voies de la persuasion et tous les moyens d'obtenir à l'amiable la satisfaction due à nos justes réclamations, nous avons jugé indispensable de faire entrer nos troupes dans les principautés danubiennes, afin de montrer à la Porte où peut la conduire son opiniâtreté.

» Toutefois et même à présent notre intention n'est point de commencer la guerre par l'occupation des Principautés, nous voulons avoir entre les mains un gage

qui nous réponde en tout état de cause du rétablissement de nos droits.

» Nous ne cherchons point de conquêtes : la Russie n'en a pas besoin. Nous demandons qu'il soit satisfait à un droit légitime si ouvertement enfreint. Nous sommes prêt même dès à présent à arrêter le mouvement de nos troupes si la Porte Ottomane s'engage à observer religieusement l'intégrité des priviléges de l'Église orthodoxe. Mais si l'obstination et l'aveuglement veulent absolument le contraire, alors, appelant Dieu à notre aide, nous nous en remettrons à lui de décider de notre différend, et plein d'espoir en sa main toute-puissante, nous marcherons à la défense de la foi orthodoxe.

» *Signé* NICOLAS. »

Ce langage de l'empereur Nicolas enthousiasma au plus haut point les instincts guerriers du *peuple russe*, acceptant avec orgueil le rôle qu'on lui proposait de jouer. Plus tard, au jour des revers, oubliant l'appui unanime qu'en ce moment il prêtait à son souverain, il devait lui infliger la responsabilité de la défaite et de l'humiliation. C'est en Russie surtout que le succès justifie les moyens.

En apprenant le passage du Pruth par l'armée russe, la Porte protesta publiquement contre cette invasion devant l'Europe, qui, elle n'en doutait point, n'y donnerait point son assentiment, liée qu'elle était par les traités de 1841. En attendant, et tout en gardant une attitude armée pour sa défense, elle était prête à donner satisfaction à toutes les réclamations de la cour de Russie, mais dans les limites de son honneur et de sa dignité.

Tandis que le Divan protestait ainsi, Omer-Pacha, généralissime de l'armée turque, adressa la lettre sui-

vante au général Gortschakoff, commandant en chef l'armée russe dans les principautés du Danube :

« Monsieur le général,

» J'ai l'honneur de vous adresser cette lettre par l'ordre de mon gouvernement. Lorsque la Porte Ottomane épuisait tous les moyens de conciliation pour maintenir la paix et son indépendance, la cour de Saint-Pétersbourg n'a pas cessé de susciter des difficultés. Elle a même violé les traités par l'occupation des deux principautés de Moldavie et de Valachie, parties intégrantes de l'empire ottoman. La Porte Ottomane, au lieu d'user de représailles, s'est bornée alors à des protestations, sans s'éloigner de la voie qui pouvait conduire à un arrangement. La Russie ne manifeste point des sentiments pareils. Elle repousse des propositions que lui avaient recommandées les puissances médiatrices, et nécessaires à la sûreté et à l'honneur de la Sublime Porte.

» En conséquence, il ne lui reste d'autre parti à prendre que de recourir à la guerre, et c'est un devoir impérieux pour elle. Toutefois, comme l'invasion des principautés danubiennes et la violation des traités qui l'a accompagnée sont les causes réelles de la guerre, la Porte Ottomane, comme dernière preuve de ses intentions pacifiques, propose par mon organe à Votre Excellence d'évacuer lesdites provinces, et elle vous accorde pour cela un délai de quinze jours à compter de celui de la réception de cette lettre. Si pendant ce délai je recevais de Votre Excellence une réponse négative, le commencement des hostilités en serait la conséquence naturelle. Voilà ce que j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence, et je saisis en même temps cette occasion de vous assurer de ma haute estime. »

Lorsque la nouvelle de l'arrivée des flottes alliées dans la baie de Besika parvint à Saint-Pétersbourg, le chancelier de l'empire adressa aux ministres russes à l'étranger une nouvelle circulaire par laquelle il songeait moins à se défendre devant l'Europe qu'à prendre une attitude provoquante. « L'occupation des eaux des Dardanelles par les flottes française et anglaise, disait-il, plaçait la Russie sous le coup d'une démonstration comminatoire, qui devait fatalement amener de nouvelles complications. »

La France et l'Angleterre n'acceptèrent point les arguments dont le chancelier se servait pour donner à leur conduite une fausse interprétation. Leurs cabinets y répondirent en termes catégoriques. Celui de la France, par l'organe de M. Drouyn de Lhuys, exposait dans une circulaire adressée à tous les agents à *l'étranger*, les motifs qui avaient décidé l'envoi des flottes dans les eaux de la Turquie. Cette mesure, toute de prévoyance, n'avait aucun caractère hostile à l'égard de la Russie, mais elle était impérieusement commandée par la gravité des circonstances, et suffisamment justifiée par les préparatifs de guerre qui se faisaient depuis plusieurs mois en Bessarabie et dans la rade de Sébastopol. Le motif de la rupture entre la Russie et la Porte avait complétement changé de nature. La question qui dominait présentement à Constantinople était celle de l'existence même de l'empire ottoman, et la France ne pouvait admettre que de si vastes intérêts se trouvassent en jeu, sans revendiquer la part d'influence et d'action qui convenait à sa puissance et à son rang dans le monde. A la présence d'une armée russe dans les provinces danubiennes, il avait le droit et le devoir de répondre par la présence de ses forces navales à Besika, dans une baie librement

ouverte à toutes les marines, et située en deçà des limites que les traités défendent de franchir en temps de paix. L'habile ministre démontrait par les dates, que l'initiative et la responsabilité des mouvements militaires appartenaient tout entières à la Russie.

La fermeté logique de cette circulaire réclamait pour la France le bénéfice de la modération; mais dans la prévision de l'avenir, elle indiquait une résolution immuable de recourir à des moyens plus puissants, dans l'hypothèse que la Russie, continuant d'occuper les Principautés envahies, menacerait d'une nouvelle atteinte les droits de l'empire ottoman. La circulaire anglaise exprimant les mêmes vues, établissait aux yeux de la Russie l'accord parfait qui régnait entre les deux grandes puissances occidentales sur cette question hérissée de périls.

Pendant ce temps, une grande puissance qui jusque-là était restée spectatrice du conflit sans y prendre part, par des considérations diversement interprétées, l'Autriche trouvait un moyen diplomatique d'accorder ses devoirs envers l'Europe et ses sentiments envers la Russie. Dans l'intérêt de la vérité, nous devons ici faire justice une fois pour toutes de l'accusation d'ingratitude si sévèrement appliquée au gouvernement autrichien, au sujet de la question d'Orient. En principe, devait-elle, pour acquitter la dette de reconnaissance qu'elle semblait avoir contractée envers la Russie durant la guerre de Hongrie, devait-elle se mettre en opposition flagrante avec les intérêts de la famille européenne et ceux de sa propre autonomie? Parce que l'empereur Nicolas avait employé une armée russe à faire la chaîne en Hongrie, pour éteindre le feu d'un édifice dont les flammes menaçaient de se communiquer au sien propre, devait-elle,

en bonne politique, appuyer de son influence armée les prétentions exorbitantes de celui qui, devant l'Europe, se proclamait son sauveur? Il n'est point vrai que la Russie ait sauvé l'Autriche, attendu que l'Autriche n'a jamais été perdue. L'intervention russe en Hongrie était une question d'un intérêt supérieur pour la Russie. Nicolas tirant l'épée contre les Magyars, combattait moins pour conserver la Hongrie à l'Autriche, que pour se garder la Pologne. D'autre part, le jour où Paskevitch est entré dans la lutte, l'insurrection, réduite aux abois, cernée de toutes parts dans un réseau de baïonnettes autrichiennes, n'avait plus qu'un seul espoir de salut, celui de se confier à la clémence du vainqueur.

D'ailleurs, dans l'ordre des intérêts généraux, laquelle de ces deux politiques doit prévaloir, celle du sentiment ou celle de la raison? Avant de juger la conduite de l'Autriche, sur le terrain brûlant où nous la voyons posée, cette question doit être carrément résolue. La raison politique a déjà prononcé. L'avenir dira que l'Autriche a fait tout ce qui dépendait d'elle pour sauvegarder l'honneur de la Russie, sans faillir à ses devoirs envers l'Europe, envers elle-même. Ce n'est pas elle que l'on doit accuser si l'empereur Nicolas a fermé l'oreille à ses sages conseils. Ce que la Russie lui impute à crime et ne lui pardonnera jamais, c'est moins d'avoir conservé une attitude conforme à ses intérêts, que de n'avoir point pris fait et cause pour elle contre la France et l'Angleterre. Dans ce grand conflit, l'Autriche a joué non-seulement un rôle habile, mais elle a joué un rôle honnête.

Quoiqu'il en soit, le cabinet de Vienne, qui, proverbialement parlant, se trouvait entre l'enclume et le marteau, vit ses offres de bons offices acceptés par

la cour de Russie et par la Porte. De leur côté, les cabinets de Londres et de Paris, désirant trouver une solution pacifique au différend, donnèrent à leurs ambassadeurs auprès de l'empereur François-Joseph et du sultan Abd-ul-Medjid, les instructions nécessaires pour la rédaction d'une note qui pût concilier les prétentions de la Russie et l'indépendance de la Porte Ottomane. La Prusse, qui s'était jusque-là prudemment abstenue, s'associa aux autres puissances en qualité de signataire du pacte du 13 juillet 1841.

Cette note, revêtue de l'assentiment des quatre puissances médiatrices, fut envoyée le 1er août à Saint-Pétersbourg. Le Czar l'agréa, exprimant le désir que la Porte lui envoyât un ambassadeur à Saint-Pétersbourg, si de son côté le Sultan, jaloux comme lui de terminer les difficultés pendantes, acceptait littéralement ce projet de convention. Mais un sentiment de faux amour-propre, dans une question qui ne touchait en rien à leur honneur, poussa l'Angleterre et la France à conseiller à la Porte de ne point obtempérer au désir du Czar; l'Autriche, alors mieux inspirée et jalouse d'arriver à une solution pacifique, offrit d'envoyer elle-même à Pétersbourg l'ambassadeur que le Divan refusait. Nicolas, refusant ce nouveau moyen de conciliation, s'enlevait le prétexte de pouvoir un jour adresser à l'Autriche les reproches qui ne sauraient atteindre, nous le répétons, sa loyauté.

Dans cet état de choses, les vues du cabinet de Saint-Pétersbourg en Orient n'avaient des chances de succès que dans le cas d'un désaccord entre la France et l'Angleterre. Tous les efforts de la politique russe devaient donc tendre à diviser l'action des deux grandes puissances occidentales. Pensant dès lors que l'Angleterre

était moins intéressée que la France dans la question des Lieux saints et au maintien de l'empire ottoman, ce fut à elle qu'elle fit des ouvertures au sujet d'une coopération à sa politique en Orient. La pensée de ces avances n'était point nouvelle; l'empereur Nicolas en avait jeté les premiers germes lors de son voyage en Angleterre en 1844. Le document sous forme de memorandum, dans lequel le comte de Nesselrode avait résumé pour le moment les intentions du Czar, en est une preuve. Or, comme cette pièce est devenue le point de départ d'ouvertures subséquentes d'une importance plus grave encore, il importe de remonter à cette date pour embrasser l'ensemble de la question :

« La Russie et l'Angleterre sont mutuellement pénétrées de la conviction qu'il est de leur intérêt commun que la Porte Ottomane se maintienne dans l'état d'indépendance et de possession territoriale dont se compose actuellement cet empire, cette combinaison étant celle qui se concilie le mieux avec l'intérêt général de la conservation de la paix.

» D'accord sur ce principe, la Russie et l'Angleterre ont un égal intérêt à unir leurs efforts pour raffermir l'existence de l'empire ottoman et pour écarter les dangers qui peuvent compromettre sa sécurité. Dans ce but, l'essentiel est de laisser la Porte vivre en repos, sans l'agiter inutilement par des tracasseries diplomatiques et sans s'ingérer dans ses affaires intérieures sans une nécessité absolue.

» Pour mettre ce système de ménagement en pratique dans l'intérêt bien entendu de la Porte, il ne faut pas perdre de vue deux choses que voici :

» D'abord, la Porte a une tendance constante à s'affranchir des engagements que lui imposent des traités

qu'elle a conclus avec les autres puissances. Elle espère le faire impunément, parce qu'elle compte sur la jalousie mutuelle des cabinets. Elle croit que si elle manque à ses engagements envers l'un d'eux, les autres épouseront sa querelle et la mettront à l'abri de toute responsabilité.

» Il est essentiel de ne pas affermir la Porte dans cette illusion. Chaque fois qu'elle manque à ses obligations envers l'une des grandes puissances, il est de l'intérêt de toutes les autres de lui faire sentir son tort, et de l'exhorter sérieusement à faire droit au cabinet qui demande une juste réparation.

» Dès que la Porte ne se verra pas soutenue par les autres cabinets, elle cédera, et les différends survenus s'aplaniront dans les voies de la conciliation sans qu'il en résulte un conflit.

» Il est une seconde cause de complication inhérente à la situation de la Porte, c'est la difficulté qu'il y a de mettre d'accord entre eux le respect dû à l'autorité souveraine du Sultan, fondée sur la loi musulmane, avec les ménagements que réclament les intérêts des populations chrétiennes de cet empire.

» Cette difficulté est réelle. Dans la situation actuelle des esprits en Europe, les cabinets ne sauraient voir avec indifférence que les populations chrétiennes en Turquie soient soumises à des actes flagrants de vexation et d'intolérance religieuse.

» Il faut sans cesse faire sentir cette vérité aux ministres ottomans, et les persuader qu'ils ne peuvent compter sur l'amitié et l'appui des grandes puissances qu'à la condition qu'ils traiteront les sujets chrétiens de la Porte avec tolérance et avec douceur.

» En insistant sur cette vérité, les représentants étran-

gers devront d'une autre part user de toute leur influence pour maintenir les sujets chrétiens de la Porte dans la soumission envers l'autorité souveraine. Guidés par ces principes, les représentants étrangers devront agir entre eux dans un parfait esprit de concorde. S'ils élèvent des remontrances auprès de la Porte, elles devront être empreintes d'un caractère véritable d'unanimité, sans porter celui d'une prépotence exclusive.

» En persistant dans ce système avec calme et modération, les représentants des grands cabinets de l'*Europe* auront la meilleure chance de réussir dans leurs démarches, sans provoquer de complications compromettantes pour le repos de l'empire ottoman. Si toutes les grandes puissances adoptent franchement cette ligne de conduite, elles auront un espoir fondé de conserver l'existence de la Turquie. Cependant on ne saurait se dissimuler combien cet empire renferme d'éléments de dissolution. Des circonstances imprévues peuvent hâter sa chute, sans qu'il soit permis aux cabinets amis de la prévenir.

» Comme il n'est pas donné à la prévoyance humaine d'arrêter d'avance un plan d'action pour tel ou tel cas inattendu, il serait prématuré de mettre en délibération des éventualités qui peuvent ne pas se réaliser. Dans l'incertitude qui plane sur l'avenir, une seule idée fondamentale semble d'une application vraiment pratique : c'est que le danger qui pourra résulter d'une catastrophe en Turquie sera diminué de beaucoup, si, le cas échéant, la Russie et l'Angleterre s'entendent sur la marche qu'elles auront à adopter en commun.

» Cette entente sera d'autant plus salutaire qu'elle rencontrera l'assentiment complet de l'Autriche. Entre elle et la Russie il subsiste déjà une parfaite conformité

de principes, relativement aux affaires de la Turquie, dans un intérêt commun de conservation et de paix.

» Pour rendre leur union plus efficace, il ne resterait à désirer que de voir l'Angleterre s'y associer dans le même but. La raison qui conseille l'établissement de cet accord est fort simple : sur terre, la Russie exerce sur la Turquie une action prépondérante ; sur mer, l'Angleterre exerce la même puissance d'action. Isolée, l'action de ces deux puissances pourrait faire beaucoup de mal. Combinée, elle pourra produire un bien réel. De là, l'utilité de s'entendre préalablement avant d'agir.

» Cette idée a été arrêtée en principe pendant le dernier séjour de l'Empereur à Londres ; il en est résulté l'engagement éventuel que, s'il arrivait quelque chose d'imprévu en Turquie, la Russie et l'Angleterre se concerteraient préalablement entre elles sur ce qu'elles auraient à faire en commun.

» Le but dans lequel la Russie et l'Angleterre auront à s'entendre, peut se formuler de la manière suivante :

» 1° Chercher à maintenir l'existence de l'empire ottoman dans son état actuel, aussi longtemps que cette combinaison politique sera possible ;

» 2° Si nous prévoyons qu'il doit crouler, se concerter préalablement sur tout ce qui concerne l'établissement d'un nouvel ordre de choses destiné à remplacer celui qui existe aujourd'hui, et veiller en commun à ce que le changement survenu dans la situation intérieure de cet empire ne puisse porter atteinte ni à la sûreté de leurs propres États et aux droits que les traités leur assurent respectivement, ni au maintien de l'équilibre européen.

» Dans ce but ainsi formulé, la politique de la Russie et de l'Autriche, comme nous l'avons déjà dit, se trouve

étroitement liée par le principe d'une parfaite solidarité. Si l'Angleterre, comme principale puissance maritime, agit d'accord avec elles, il est à penser que la France se trouvera dans la nécessité de se conformer à la marche concertée à Saint-Pétersbourg, Londres et Vienne.

» Le conflit entre les grandes puissances se trouvant ainsi écarté, il est à espérer que la paix de l'Europe pourra être maintenue même au milieu de circonstances si graves. C'est à assurer cet objet d'un intérêt commun que devra être consacrée l'entente préalable que la *Russie* et l'Angleterre établiront entre elles, le cas échéant, *ainsi* que l'Empereur en est convenu avec les ministres de Sa Majesté Britannique pendant son séjour en Angleterre. »

Ce *memorandum*, basé, comme nous l'avons dit, sur des communications reçues de l'empereur Nicolas subséquemment à son voyage en Angleterre, *avait été présenté* au cabinet de Saint-James.

Les nouvelles ouvertures que l'empereur Nicolas fit à l'Angleterre datent du commencement de l'année 1853, au moment même où s'accomplissait à Constantinople avec moins de ménagements la mission du prince Menschikoff.

Le 9 janvier, sir Hamilton Seymour, ministre britannique à Saint-Pétersbourg, fut prié, ainsi que lady Seymour, de passer la soirée chez la grande-duchesse Hélène; l'Empereur et la famille impériale s'y étaient fait annoncer. L'empereur Nicolas n'y vint qu'à dix heures; il paraissait inquiet, soucieux. Après avoir adressé quelques mots à la grande-duchesse et parcouru les salons, il aborda sir Hamilton Seymour de la manière la plus gracieuse, et lui dit qu'il avait vu avec plaisir que le gouvernement de Sa Majesté venait définitivement

de se constituer sur des bases qui lui promettaient une longue durée. Nicolas ajouta qu'il verrait avec une égale satisfaction sir Hamilton se charger de faire parvenir ses félicitations personnelles au comte d'Aberdeen, qu'il connaissait depuis environ quarante ans, et pour qui il professait une estime toute particulière. Puis changeant tout à coup de sujet, il prit le ministre anglais sous le bras, et le conduisant à l'écart, il lui dit :

« Vous connaissez mes sentiments pour l'Angleterre; ce que je vous ai dit, je vous le répète : mon intention a toujours été que les deux pays fussent dans les termes d'une amitié intime. Vous êtes ici depuis quelque temps, et, comme vous avez pu vous en convaincre vous-même, il n'y a eu que fort peu de points sur lesquels nous n'ayons pas été d'accord. Au fait, nos intérêts dans toutes les questions sont identiques. »

Le ministre anglais répondit à Nicolas que depuis son séjour à Saint-Pétersbourg il n'y avait eu entre eux qu'une divergence d'opinion portant sur le chiffre dynastique de Napoléon III, point insignifiant sur lequel chaque gouvernement était libre d'avoir sa manière de voir.

L'Empereur répliqua qu'à son point de vue ce chiffre exigerait de longues explications qu'il ne voulait point aborder pour le moment; cependant, ajouta-t-il, comme je désire que vous connaissiez ma pensée sur ce point, je vous ferai prier de me venir voir un matin lorsque je serai plus libre.

Seymour s'inclina et répondit qu'il recevrait avec bonheur les ordres que Sa Majesté lui donnerait à ce sujet.

Alors, abordant carrément l'ordre d'idées interrompu par cette digression, Nicolas continua ainsi : « Je répète qu'il est essentiel que les deux gouvernements, c'est-à-dire le gouvernement anglais et *moi*, soyons dans les

mêmes termes, et jamais la nécessité n'en a été aussi grande que dans ce moment. Je vous prie de transmettre ces paroles à lord John Russell. Lorsque nous sommes d'accord, je suis complétement sans inquiétude quant à l'occident de l'Europe; ce que d'autres pensent au fond est de peu d'importance.

» Quant à la Turquie, c'est une autre question : ce pays est dans un état critique et peut nous créer d'énormes embarras. Mais nous en resterons là pour aujourd'hui, je dois vous quitter. » Disant ainsi, l'Empereur lui serra gracieusement la main. Mais le diplomate, réfléchissant que cette conversation était incomplète et pourrait n'être jamais reprise, répondit pendant que le Czar tenait encore sa main : « Sire, je voudrais, avec votre gracieuse permission, prendre la liberté de dire un mot à Votre Majesté.

— Certainement, répliqua Nicolas; *parlez, j'écoute.*

— Sire, reprit Seymour, Votre Majesté a été assez bonne pour m'assurer de la conformité de ses vues avec celles de mon gouvernement, ce qui, assurément, m'a causé le plus grand plaisir et sera reçu avec une satisfaction générale en Angleterre; mais je serais excessivement heureux si Votre Majesté daignait ajouter quelques mots propres à calmer les inquiétudes relatives aux affaires de la Turquie, inquiétudes que les événements passés ont éveillées à un si haut degré chez le gouvernement de Sa Majesté Britannique; peut-être Votre Majesté daignera-t-elle me charger de quelques assurances de plus à cet égard. »

Les paroles et le geste de l'Empereur prenant tout à coup la réserve imposante qui lui était si ordinaire, témoignaient qu'il n'avait pas l'intention de faire connaître les démonstrations qu'il était sur le point d'exé-

cuter dans le sud de l'empire; cependant, après un moment d'hésitation presque imperceptible, il dit avec un ton de plus en plus affirmatif :

« Les affaires de Turquie sont dans un état de déplorable désorganisation; le pays menace ruine : sa chute sera un grand malheur, et il est important que la Russie et l'Angleterre en viennent à une entente parfaite, et qu'aucune des deux puissances ne fasse un pas décisif à l'insu de l'autre. »

Le diplomate déclara qu'il était heureux d'entendre ce langage de la bouche de Sa Majesté Impériale, qu'il était entièrement conforme à la manière dont, selon lui, les questions relatives à la Turquie devaient être traitées.

« Tenez, ajouta le Czar, tenez, nous avons sur les bras un homme malade, un homme gravement malade; ce serait, franchement, je vous le dis, un grand malheur si un de ces jours il venait à nous échapper, surtout avant que toutes les dispositions nécessaires ne soient prises. Mais enfin ce n'est pas le moment de vous parler de cela. »

S'apercevant que le Czar ne voulait pas prolonger la conversation, sir Hamilton Seymour lui dit :

« Votre Majesté est si gracieuse, qu'elle me permettra de lui faire encore une observation : Vôtre Majesté dit que *l'homme est malade;* c'est vrai; mais Votre Majesté daignera m'excuser si je lui fais observer que c'est à l'homme bien portant et fort de protéger l'homme malade et faible. » Le trait était hardi, incisif. La manière dont l'Empereur quitta le diplomate prouva qu'il avait porté coup, mais sans blesser. Le Czar prit congé de son interlocuteur en lui disant qu'il reprendrait bientôt cet entretien.

En effet, quatre jours après, le 13 janvier, sir Ha-

milton reçut du chancelier l'invitation de se rendre le lendemain matin au palais d'hiver chez l'Empereur. Nicolas le reçut avec courtoisie dans son cabinet; il était seul et paraissait fatigué : on voyait qu'il avait passé une partie de la nuit à travailler. « Vous m'avez témoigné le désir, lui dit-il après lui avoir serré la main, de me parler des affaires d'Orient, j'y suis également tout disposé; mais, pour le faire, je suis obligé de remonter à une époque éloignée. »

Ce début était grave, solennel; la voix du Czar semblait avoir pris une ampleur à l'unisson du sujet qu'il allait traiter. Le diplomate britannique se recueillit devant cet homme dont la pensée se trouvait à l'étroit dans le plus vaste empire du globe, et qui se contentait pour lui-même de l'appartement le plus infime du palais. L'Empereur, après s'être recueilli lui-même quelques instants comme pour évoquer le passé, commença en ces termes :

« Vous connaissez les rêves et les plans dans lesquels l'impératrice Catherine se complaisait : ils ont été transmis jusqu'à nos jours; mais, quant à moi, quoique héritier de ses immenses possessions territoriales, je n'ai pas hérité de ses visions, ou, si vous l'aimez mieux, de ses intentions. Au contraire, mon empire est si vaste, et placé, sous tous les rapports, d'une manière si heureuse, que ce serait déraisonnable à moi de désirer plus de territoire ou plus de pouvoir que je n'en possède. Au contraire, je suis le premier à vous dire que notre grand danger, peut-être notre seul danger, naîtrait d'une extension nouvelle donnée à un empire déjà trop grand.

» Tout près de nous est la Turquie, et dans notre situation actuelle on ne saurait désirer rien de mieux pour nos intérêts. Les temps ne sont plus où nous avions à

craindre quelque chose du fanatisme ou des entreprises guerrières des Turcs, et cependant ce pays est encore assez fort, ou a été jusqu'ici assez fort, pour maintenir son indépendance et se faire respecter par d'autres États.

» Eh bien! dans cet empire, il y a des millions de chrétiens sur les intérêts desquels je suis appelé à veiller, pendant que d'un autre côté le droit de le faire m'est assuré par des traités. Je puis dire en toute vérité que je fais un usage modéré de mon droit, et je vous avouerai que c'est un droit accompagné parfois de devoirs bien gênants; mais je ne veux pas me soustraire à l'accomplissement d'un devoir positif.

» Notre religion, telle qu'elle est établie dans ce pays, nous est venue d'Orient, et il y a des sentiments et des obligations qu'on ne saurait perdre de vue. Maintenant, la Turquie, placée dans une situation telle que je l'ai dit, est tombée graduellement dans un état de décrépitude tel, que, comme je vous l'ai dit encore l'autre jour, si désireux que nous soyons de prolonger l'existence du malade, et je vous prie de croire que je désire autant que vous qu'il continue à vivre, il peut subitement mourir et nous rester sur les bras. Il en est des empires comme des individus : une fois morts, ils ne ressuscitent pas. Si l'empire turc tombe, il tombera pour ne plus se relever. Je vous demande alors s'il ne vaut pas mieux être préparé à une semblable éventualité, que de s'exposer au chaos, à la confusion et à la certitude d'une guerre européenne. Or, tout cela devra accompagner la catastrophe, si elle a lieu inopinément et avant qu'on ait tracé quelque plan ultérieur. Voilà le point sur lequel je désire attirer l'attention de votre gouvernement.

— Sire, répondit sir Hamilton, Votre Majesté est si

franche avec moi, qu'elle me permettra de lui parler avec une égale franchise. Je ferai donc observer à Votre Majesté, que quelque déplorable que soit la situation de la Turquie, ce pays s'est trouvé longtemps dans des difficultés que l'on croyait insurmontables. Quant aux arrangements à prendre, le gouvernement de la Reine, comme Votre Majesté le sait très-bien, est opposé en règle générale à en contracter en vue d'éventualités, et serait peut-être peu disposé à négocier cette question. Si Votre Majesté me permet de m'exprimer ainsi, *je lui* dirai qu'on éprouve toujours en Angleterre beaucoup de *répugnance à escompter* la succession d'un ancien ami et allié.

— J'approuve ce principe, répondit l'Empereur; bon dans tous les temps, il l'est surtout dans des temps d'incertitudes et de changements comme les temps actuels; et cependant il est de la plus grande importance que nous nous entendions mutuellement et que nous ne nous laissions pas surprendre par les événements; maintenant, c'est en ami et en *gentleman* que je vous parle; si nous parvenons à nous entendre sur cette affaire, l'Angleterre et *moi*, peu m'importe du reste, je tiens peu à ce que feront et penseront les *autres*. Franchise pour franchise, je vous dis nettement que si l'Angleterre songe à s'établir un de ces jours à Constantinople comme elle l'a fait à Gibraltar[1], je ne le permettrais pas. Loin de moi la pensée de vous supposer de semblables intentions, mais puisque nous parlons sur le terrain de la vérité, il faut s'expliquer clairement. De mon côté je suis disposé à prendre l'engagement (et tout le monde sait que la parole de l'empereur Nicolas est sacrée) de

[1] Le mot a été dit, mais il a été passé sous silence dans le rapport de sir Hamilton à lord Russell.

ne pas m'y établir en propriétaire; en dépositaire, je ne dis pas : il pourrait advenir que des circonstances me missent dans le cas d'occuper Constantinople si rien ne se trouve prévu et si malgré mes avances on laisse tout au hasard. »

Le ministre de la Grande-Bretagne remercia l'Empereur de la loyauté de ses déclarations et du désir qu'il manifestait d'agir cordialement et ouvertement avec le gouvernement anglais; il lui fit observer en même temps qu'une semblable entente lui paraissait la meilleure garantie contre le danger auquel Sa Majesté Impériale venait de faire allusion. Il ajouta que, quoiqu'il ne fût pas autorisé à exprimer une opinion positive sur des questions si graves et si délicates, il lui paraissait possible de conclure entre son gouvernement et celui de la Russie un arrangement de nature à prévenir certaines éventualités, plutôt qu'à y pourvoir.

Le Czar termina en rappelant une conversation qu'il avait eue à ce sujet avec le duc de Wellington, lors de son dernier voyage en Angleterre, et des motifs qui l'avaient engagé à s'ouvrir le premier au duc : « Alors comme à présent il était, dit-il, désireux de prendre des mesures contre des événements qui, faute de concert préalable, pouvaient le forcer d'agir contrairement aux vues de Sa Majesté Britannique. »

En faisant part de cette conférence à son gouvernement, ainsi que Nicolas l'en avait prié, sir Hamilton fit observer à lord Russell que ces ouvertures ne pouvaient sans inconvenance être passées sous silence par le cabinet de Saint-James.

A cette communication franche et loyale de son ministre à Saint-Pétersbourg, lord Russell répondit par une dépêche confidentielle conçue dans un ordre d'idées fort élevé,

qui pouvait se résumer ainsi : « Plutôt que de songer à régler la succession du *malade*, il vaudrait mieux chercher les moyens de le faire vivre. »

Le Czar, qui ne cessait, dirons-nous pour rester dans la couleur locale, d'interroger le pouls du prétendu moribond, ne se déconcerta point en apprenant ce résultat de la consultation des docteurs politiques de la Grande-Bretagne.

Le 20 février, il rencontra sir G. H. Seymour à une réunion chez la grande-duchesse Césarevna ; il le prit à part et lui exprima en termes flatteurs la confiance qu'il avait en lui, et de nouveau il déclara qu'il était prêt à lui parler sans réserve. « Et il est bien, ajouta-t-il, qu'il en soit ainsi, car ce que je désire le plus, c'est qu'il règne entre mon gouvernement et celui que vous représentez, une intimité qui n'a jamais été aussi nécessaire que dans ce moment... Vous avez reçu une réponse à vos dernières dépêches ?

— Oui, Sire.

— Vous me l'apporterez demain ?

— J'aurai cet honneur, Sire ; mais Votre Majesté sait déjà que cette réponse est celle que je lui ai fait pressentir.

— C'est ce que je regrette d'avoir appris, fit Nicolas ; mais je crois que votre gouvernement ne comprend pas bien mes intentions : je suis moins impatient de savoir ce qui sera fait lorsque le malade mourra, que de déterminer avec l'Angleterre ce qui ne sera pas fait lorsque cet événement arrivera.

— Mais, Sire, répliqua le ministre, permettez-moi de vous faire observer que nous n'avons aucune raison de croire que le malade, pour me servir de l'expression de Votre Majesté, soit à l'article de la mort. Nous avons

autant d'intérêt que nous en supposons à Votre Majesté à la conservation de son existence; et quant à moi, j'oserai ajouter que l'expérience nous apprend que les États ne meurent pas si vite. La Turquie, je n'en doute pas, vivra encore bien des années, à moins qu'il ne survienne quelque crise imprévue. C'est précisément, Sire, pour éviter toutes les circonstances qui seraient de nature à amener une telle crise, que le gouvernement de la Reine compte sur votre généreux concours.

— Si votre gouvernement, continua l'Empereur, est porté à croire que la Turquie conserve quelques éléments d'existence, il faut qu'il ait reçu des renseignements inexacts. Je vous le répète, le malade se meurt, et nous ne pouvons permettre qu'un tel événement nous prenne au dépourvu. Il nous faut en venir à une entente, et je suis convaincu que nous y arriverions si j'avais seulement dix minutes de conversation avec vos ministres, avec lord Aberdeen par exemple, qui me connaît si bien, qui a en moi une confiance aussi grande que celle que j'ai en lui. Ne l'oubliez pas, je ne demande ni un traité ni un protocole; une entente générale est tout ce que je désire. Entre gens comme il faut, cela suffit, et je suis sûr, dans ce cas, que la confiance du côté des ministres de la Reine serait aussi grande que de mon côté. Restons-en là pour le moment; venez me voir demain; et toutes les fois que vous croirez qu'une conversation avec moi puisse contribuer à une entente sur un point quelconque, faites-moi dire que vous désirez me voir. »

Sir Hamilton remercia l'Empereur avec effusion et ajouta, qu'au nom du gouvernement de la Reine, il considérait sa parole comme ayant la valeur d'un contrat. Le même jour le diplomate envoya à son gouvernement

un courrier porteur d'une dépêche qui contenait en substance les résultats de cet entretien secret et confidentiel. Le lendemain, 21 février, sir Seymour se rendit au palais d'hiver et eut avec Nicolas un entretien qui dura une heure douze minutes. L'Empereur commença par le prier de lui lire la dépêche qu'il avait reçue de lord John Russell, le prévenant qu'il l'interromprait quand il voudrait lui faire faire quelque observation ou le prier de lui traduire quelque passage. C'est ainsi qu'au quatrième paragraphe de la dépêche, le Czar l'arrêta tout court et lui fit observer qu'il était certainement très-désireux de s'entendre avec le gouvernement de la Reine, dans le but de pourvoir à une éventualité aussi probable que celle de la chute de l'empire ottoman; qu'il était peut-être plus intéressé que l'Angleterre elle-même à empêcher une telle catastrophe, mais qu'elle était évidemment imminente; qu'elle pouvait survenir à tout moment, soit qu'elle fût amenée par une guerre extérieure ou par une lutte entre le vieux parti turc et celui des *réformes nouvelles et superficielles d'origine française,* ou enfin par un soulèvement des chrétiens impatients de secouer le joug ottoman. Quant à la première de ces causes, l'Empereur dit qu'il avait le droit d'en parler, puisque s'il n'eût pas arrêté la marche victorieuse du général Diebitsch en 1829, le pouvoir du Sultan eût dès lors cessé d'exister.

Le diplomate reprit la lecture de la dépêche ministérielle, mais le Czar, l'arrêtant une seconde fois, lui fit encore observer que le gouvernement britannique ne paraissait pas s'apercevoir que le but principal de la Russie était d'obtenir de l'Angleterre une déclaration ou du moins une opinion touchant ce qu'il ne faudrait pas tolérer dans le cas de la chute subite de l'empire musulman.

« Peut-être, répondit sir Seymour, Votre Majesté daignera-t-elle m'exprimer ses propres idées sur cette politique négative? » Le Czar garda quelques instants le silence comme s'il eût hésité à le faire, cependant il reprit, disant : « Eh bien! il y a certaines choses que je ne souffrirai jamais; je commencerai par ce qui nous regarde. Ainsi, je ne veux pas l'occupation permanente de Constantinople par les Russes; et je ne veux pas non plus que Constantinople soit jamais au pouvoir ni des Anglais ni des Français, ni d'aucune autre grande puissance. De même, je ne permettrai jamais qu'on tente de reconstituer un empire byzantin, ni que la Grèce obtienne une extension de territoire qui en ferait un État puissant. Encore moins pourrais-je souffrir que la Turquie fût morcelée en petites républiques, destinées à servir d'asile aux Kossuth, aux Mazzini et autres révolutionnaires de l'Europe. Plutôt que de subir de tels arrangements, je ferais la guerre et je la continuerais tant qu'il me resterait un soldat et un fusil. Voilà, ajouta l'Empereur avec un geste qui prouvait la valeur qu'il voulait donner à ces paroles, voilà quelques-unes de mes idées : donnez-moi les vôtres en retour. »

Sir Hamilton fit ressortir l'assurance donnée dans la dépêche de lord Russell, que l'Angleterre était décidée à ne jamais tenter de s'emparer de Constantinople, et il insista fortement sur la répugnance qu'éprouvait le gouvernement de la Reine à entrer dans des arrangements éventuels. Mais le Czar l'ayant pressé de s'expliquer, il dit :

« Eh bien, Sire, la pensée que je vais émettre ne plaira peut-être pas à Votre Majesté, elle déplaira peut-être au gouvernement de la Reine, mais il me semble que ce qui est applicable aux individus est souvent applicable aux

États. Supposons qu'il arrive une catastrophe en Turquie : pourquoi l'Angleterre et la Russie ne déclareraient-elles pas qu'aucune puissance ne sera admise à prendre possession des provinces ottomanes, et que la propriété demeurera sous les scellés jusqu'à ce qu'il ait été pris des arrangements amiables pour son adjudication définitive ?

— Loin de moi la pensée, répliqua le Czar, qu'une telle marche soit impossible à suivre, mais au moins serait-elle hérissée de difficultés : il n'y a pas d'éléments de gouvernement provincial ou communal en Turquie. Vous verriez les musulmans attaquer les chrétiens et les chrétiens se jeter sur les musulmans ; les différentes communions chrétiennes se quereller entre elles ; en un mot, tout serait anarchie, confusion et chaos.

— Sire, ajouta sir Seymour, si Votre Majesté me permet de parler franchement, je dirai que la grande différence entre nous consiste en ce que vous insistez toujours sur la chute prochaine de la Turquie, et sur les arrangements à prendre, soit avant soit après cet événement ; tandis que nous, au contraire, nous cherchons à voir la Turquie demeurer ce qu'elle est, et nous nous préoccupons des mesures les plus propres à empêcher que sa situation ne vienne à s'aggraver.

— Ah ! s'écria Nicolas, c'est là ce que le chancelier me répète sans cesse, mais la catastrophe éclatera un jour et nous prendra au dépourvu ! » Puis, abordant le chapitre de la France, il reprit : « A Dieu ne plaise que j'accuse quelqu'un à tort, mais il se passe à Constantinople et au Monténégro des choses qui ont l'air bien suspectes. On dirait que le gouvernement français cherche à nous engager du côté de l'Orient, dans l'espoir d'arriver plus sûrement par ce moyen à ses fins, dont l'une est sans doute d'obtenir la possession de Tunis.... »

Quant à ce sujet, il s'inquiétait peu de la politique que la France jugerait à propos de suivre dans les affaires d'Orient; il avait tout prévu, et paré à toutes les éventualités.

« En un mot, continua-t-il, tout ce qu'il me faut, c'est une entente avec l'Angleterre, en vue non pas de ce qui devra se faire, mais de ce qui ne devra pas être fait. Dès que nous aurons atteint ce but, dès que nous serons, le gouvernement anglais et moi, *moi* et le gouvernement anglais, animés d'une confiance réciproque, je ne m'inquiéterai plus du reste. »

Alors, sir Hamilton Seymour fit la remarque que le gouvernement anglais lui semblait tout aussi peu disposé que celui de la Russie à souffrir la présence des Français à Constantinople, et comme sur ce point il désirait savoir s'il existait quelque entente entre les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne, il ajouta : « Mais Votre Majesté a oublié l'Autriche; or, toutes ces questions la touchant de bien près, elle s'attendra naturellement à être consultée.

— Quant à cela, répliqua Nicolas, vous devez savoir que lorsque je parle de la Russie, je parle de l'Autriche; ce qui convient à l'une convient à l'autre. Nos intérêts en ce qui concerne la Turquie sont parfaitement identiques. »

Pressé par les questions incisives du plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, Nicolas, revenant toujours à son idée première, prétendit que, le cas échéant, il serait facile de concilier tous les intérêts dans la conclusion des arrangements territoriaux. « Les Principautés, dit-il, formant déjà de fait un État indépendant sous ma protection, cette situation maintenue pourrait s'appliquer à la Servie et à la Bulgarie.

» Quant à l'Égypte, je comprends parfaitement l'im-

portance de ce territoire pour l'Angleterre; je puis seulement dire que si, en cas de partage de la succession ottomane à la chute de l'empire, vous preniez possession de l'Égypte, je n'aurais aucune objection à faire. J'en dirais autant de Candie; cette île pouvant vous convenir, je ne vois pas pourquoi elle ne ferait point partie des possessions anglaises. »

Sur ce point, comme sur tous les autres, le prudent ministre plénipotentiaire s'attacha à relever tout ce qui aurait pu faire supposer que son gouvernement *se laisserait toucher* par les brillantes perspectives que le médecin en chef du moribond offrait à son ambition. En le congédiant, Nicolas lui renouvela l'assurance de son attachement pour la Reine, et lui recommanda d'engager son gouvernement à lui écrire sans hésitation et plus explicitement sur toutes ces questions. « J'ai la plus grande confiance, dit-il, dans le *gouvernement anglais*; ce n'est point un engagement, une convention que je lui demande, c'est un libre échange d'idées, et, au besoin, une parole de gentleman entre la Reine et moi, cela suffit. »

Le 9 mars suivant, le comte de Nesselrode remit à sir Hamilton Seymour un memorandum daté du 21 février, et qui n'était que la reproduction exacte des idées que l'Empereur avait formulées lui-même verbalement. Dans l'état des choses, ce document a une trop grande importance pour ne pas être reproduit textuellement *in extenso*.

« L'Empereur a pris connaissance avec le plus vif intérêt et une véritable satisfaction de la dépêche secrète et confidentielle que lui a communiquée sir Hamilton Seymour; il apprécie dûment la franchise qui l'a dictée. Il y a trouvé une nouvelle preuve des sentiments d'amitié que lui porte Sa Majesté la Reine.

» En s'entretenant familièrement avec l'envoyé britannique sur les causes qui, d'un jour à l'autre, peuvent amener la chute de l'empire ottoman, il n'était point entré dans l'idée de l'Empereur de proposer pour cette éventualité un plan par lequel la Russie et l'Angleterre disposeraient d'avance des provinces régies par le Sultan, un système, encore moins une transaction formelle à conclure entre les deux cabinets. Dans l'idée de l'Empereur, il s'est agi purement et simplement de se dire confidentiellement des deux parts moins ce qu'on veut que ce qu'on ne veut pas, ce qui serait contraire aux intérêts anglais, ce qui le serait aux intérêts russes, afin que, le cas échéant, on évitât d'agir en contradiction des uns et des autres.

» Il n'y a là ni projet de partage ni convention à rendre obligatoires aux autres cours; c'est un simple échange d'opinions, et l'Empereur ne voit point qu'il soit nécessaire d'en parler avant le temps. C'est précisément pour cela qu'il s'était bien gardé d'en vouloir faire l'objet d'une communication officielle de cabinet à cabinet. En se bornant à en parler lui-même sous forme d'une conversation particulière au représentant de la Reine, il a choisi le mode le plus intime et le plus confidentiel de s'ouvrir à Sa Majesté Britannique, désirant que le résultat quelconque de ces pourparlers demeurât ce qu'il doit être, *un secret entre les deux souverains.* Dès lors tombent toutes les objections qu'élève lord Russell contre toute réticence qui serait faite aux autres puissances pour le cas d'une transaction formelle dont il n'est nullement question pour le moment; et dès lors aussi disparaissent les inconvénients qu'il signale comme pouvant servir à accélérer l'événement même que la Russie et l'Angleterre ont à cœur de prévenir, si l'existence d'une

transaction pareille venait à être connue prématurément de l'Europe et des sujets du Sultan.

» Quant à l'objet même de cet échange d'opinions tout intime, la chute possible de l'empire ottoman, ce n'est là, sans doute, qu'une éventualité incertaine et lointaine, on ne saurait à coup sûr en fixer l'époque, et aucune crise réelle n'est survenue qui en rende imminente la réalisation; mais enfin elle peut arriver même inopinément. Sans parler des causes toujours croissantes de dissolution que présente l'état moral, financier, administratif de la Porte, elle peut sortir progressivement de l'une au moins des deux questions mentionnées par le ministère anglais dans sa dépêche secrète. A la vérité, il n'y voit que de simples disputes qui ne dépasseraient pas la portée des difficultés dont s'occupe d'ordinaire la diplomatie.

» Mais ce genre de dispute peut néanmoins amener la guerre, et avec la guerre les conséquences qu'en appréhende l'Empereur, et si, par exemple, dans l'affaire des Lieux saints, l'amour-propre et les menaces de la France, continuant à peser sur la Porte, obligent celle-ci à nous refuser toute satisfaction; et si, d'un autre côté, le sentiment religieux des Grecs orthodoxes, outragé par les concessions faites aux Latins, soulève contre le Sultan l'immense majorité de ses sujets.

» Quant à l'affaire du Monténégro, on peut heureusement aujourd'hui, d'après les dernières nouvelles, la regarder comme arrangée; mais au moment où l'Empereur a eu son entretien avec sir Hamilton Seymour on pouvait craindre que la question ne prît une tournure des plus graves. Ni nous, ni l'Autriche, n'aurions pu permettre la dévastation prolongée ou la soumission forcée du Monténégro, pays resté jusqu'ici dans une indépendance effective de la Porte, pays auquel notre pro-

tection s'étend depuis plus d'un siècle. Les horreurs qui s'y commettent, celles que le fanatisme ottoman a étendues il y a peu de temps sur la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzegovine, ne faisaient que trop prévoir aux autres provinces chrétiennes de la Porte que le même sort les attendait. Elles étaient de nature à provoquer le soulèvement général des chrétiens qui vivent sous le sceptre de l'empire turc et à précipiter sa ruine. Ce n'est donc pas, tant s'en faut, une question oiseuse et imaginaire, une éventualité trop lointaine, que les préoccupations de l'Empereur ont signalée à la Reine, son alliée.

» En présence de l'incertitude et de la caducité de l'état actuel des choses en Turquie, le cabinet anglais exprime le désir qu'il soit fait usage envers la Porte de la plus grande longanimité. L'Empereur a la conscience de n'avoir jamais agi autrement; le cabinet anglais en convient lui-même. Il adresse à l'Empereur, sur les nombreuses preuves de modération qu'il a données jusqu'à ce jour, des éloges que Sa Majesté n'acceptera point, parce qu'elle n'a fait qu'obéir en cela à ses convictions impérieuses. Mais pour que l'Empereur puisse continuer ce même système de longanimité, s'abstenant de toute démonstration, de tout langage péremptoire, il faudrait que ce système fût suivi également par toutes les puissances à la fois. La France en a adopté un autre : c'est par la menace qu'elle a obtenu, contre la lettre des traités, l'admission d'un vaisseau de guerre dans les Dardanelles; c'est à la bouche du canon qu'elle a présenté par deux fois ses réclamations et ses demandes d'indemnité à Tripoli, puis à Constantinople; c'est encore par l'intimidation que dans la contestation des Lieux saints elle a amené l'annulation du firman et celle des promesses solennelles que le Sultan avait données à l'Empereur.

» Devant tous ces actes de prépotence, l'Angleterre a gardé un silence complet; elle n'a fait ni offres d'appui à la Porte, ni remontrances au gouvernement français. La conséquence en est toute claire : la Porte a dû nécessairement en conclure que de la France seule elle a tout à espérer comme à craindre, et qu'elle peut impunément éluder les réclamations de l'Autriche et de la Russie. C'est ainsi que la Russie et l'Autriche, afin d'obtenir justice, se sont vues à leur tour, contre leur gré, obligées d'agir par l'intimidation, puisqu'elles ont affaire à un gouvernement qui ne cède que devant une attitude péremptoire; et c'est ainsi que par sa faute, ou plutôt par celle de ceux qui l'ont d'avance affaiblie, la Porte est poussée dans une voie qui l'affaiblit encore davantage.

» Que l'Angleterre s'emploie donc à lui faire entendre raison. Qu'au lieu de s'unir à la France contre les justes réclamations de la Russie, elle se garde d'appuyer ou même de paraître appuyer les résistances du gouvernement ottoman. Qu'elle soit la première à inviter celui-ci, comme elle-même le juge essentiel, à traiter ses sujets chrétiens avec plus d'équité, avec plus d'humanité. Ce sera le plus sûr moyen d'épargner à l'Empereur l'obligation de se prévaloir en Turquie de ses droits de protection traditionnelle, dont il n'use que malgré lui, et de reculer indéfiniment la crise que l'Empereur et la Reine tiennent également à prévenir.

» En somme, l'Empereur ne peut que se féliciter d'avoir provoqué entre elle et lui cet échange intime de confidences. Il y a trouvé de précieuses assurances, dont il prend acte avec une vive satisfaction. Les deux souverains se sont dit franchement ce que, dans l'hypothèse extrême dont ils traitent, leurs intérêts respectifs ne sauraient supporter.

» L'Angleterre comprend que la Russie ne pourrait permettre à Constantinople l'établissement d'une puissance assez forte pour la contrôler et l'inquiéter. Elle déclare que, pour elle-même, elle renonce à toute intention ou désir de posséder Constantinople. L'Empereur désavoue également tout désir ou dessein de s'y établir. L'Angleterre promet qu'elle n'entrera dans aucun arrangement tendant à statuer sur les dispositions à prendre dans le cas de la chute de l'empire turc, sans s'en être préalablement concertée avec l'Empereur. L'Empereur, de son côté, contracte volontiers le même engagement. Comme il sait qu'en pareille occurrence il peut également compter sur l'Autriche, engagée par ses promesses à se concerter avec lui, il envisage avec moins de crainte la catastrophe que son désir sera toujours de conjurer et d'éloigner autant qu'il dépendra de lui.

» Non moins précieux lui ont été les témoignages d'amitié et de confiance personnelle de la part de la Reine, dont sir Hamilton Seymour a été chargé à cette occasion de se rendre l'organe auprès de lui. Il y voit la garantie la plus sûre contre l'avenir, que sa prévoyance avait cru devoir signaler à celle du gouvernement anglais. »

Le passage de ce memorandum relatif à la conduite de l'Angleterre dans l'affaire des Lieux saints comportait un blâme indirect qui n'échappa point à l'envoyé britannique. Aussi demanda-t-il à M. de Nesselrode sur ce sujet des explications que celui-ci s'empressa de lui donner telles que les pouvaient désirer ses susceptibilités nationales. L'Empereur voulant effacer jusqu'à l'ombre de cet incident, écrivit lui-même au crayon sur l'exemplaire destiné au gouvernement anglais : « Je regrette que le passage en question ait pu être considéré par sir Hamilton Seymour comme désobligeant envers

son gouvernement. » Le chancelier offrit même de modifier le passage en litige, mais le diplomate, craignant que les modifications proposées ne dénaturassent par trop l'esprit primitif du document, trouva les explications suffisantes.

Sur ces entrefaites, lord Clarendon venait de succéder à lord John Russell en qualité de principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères. Le 23 mars, il répondit au memorandum et exprima le désir sincère que les représentants des deux puissances pussent agir d'accord à Constantinople pour soutenir l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman. En même temps, il déclara qu'il ne voyait plus d'utilité sérieuse à la prolongation d'une correspondance traitant une question sur laquelle on était complétement d'accord. Mais l'empereur Nicolas comprit que quelques éclaircissements étaient nécessaires. Sir Hamilton Seymour fut prié à dîner au palais le 18 avril. Un instant après que le café eut été servi, le Czar, le prenant à part, le conduisit dans une pièce voisine et lui dit : « Il m'a été infiniment agréable de voir que mes ouvertures au gouvernement anglais ont été accueillies avec l'esprit de bienveillance et d'amitié qui me les a inspirées. Il n'est rien qui mérite autant de confiance que la parole d'un gentleman. Je suis certain que les relations des deux cours reposent sur une meilleure base maintenant qu'elles se sont entendues sur des points qui, laissés dans le doute, eussent pu faire naître la mésintelligence. Je vous prie, ajouta le Czar, de bien comprendre que l'engagement que j'ai pris moi-même sera également obligatoire pour mon successeur. Mes intentions sont consignées dans des memorandum qui existent. Tout ce que j'ai promis, mon fils, si les changements dont il s'agit arrivaient

sous son règne, sera prêt à le remplir avec le même empressement que s'il m'eût été permis de le faire moi-même. »

Cet entretien, marqué par une pensée sinistre, une prévision de mort qui devait bientôt se réaliser, fut le dernier sur les ouvertures dont Nicolas avait pris l'initiative.

La répugnance prononcée que le gouvernement anglais éprouvait à suivre celui de Saint-Pétersbourg dans ces considérations ardentes était si manifeste, que le chancelier comprit la nécessité de clore une correspondance que l'Angleterre considérait comme inutile. En conséquence, il remit à sir Hamilton Seymour une note destinée à couvrir prudemment son mouvement de retraite. La voici :

« L'Empereur a pris avec une vive satisfaction connaissance de la dépêche de lord Clarendon du 23 mars. Sa Majesté se félicite de voir que ses vues s'accordent complétement avec celles du cabinet anglais, au sujet des combinaisons politiques qu'il serait surtout désirable d'éviter, dans le cas où il se produirait en Orient des événements extrêmes que la Russie et l'Angleterre ont également à cœur d'empêcher ou du moins de retarder le plus possible. Partageant en général les opinions exprimées par lord Clarendon sur la nécessité de faire durer l'état de choses qui existe en Turquie, l'Empereur toutefois ne peut s'empêcher de signaler un point qui lui fait penser que les informations reçues par le gouvernement anglais ne sont pas tout à fait d'accord avec les nôtres. Il s'agit de la tolérance et de l'humanité que montre la Turquie par la manière dont elle traite ses sujets chrétiens. Sans citer d'anciens exemples qui prouvent le contraire, il est notoire que les cruautés

récemment commises en Bosnie par les Turcs ont forcé des centaines de familles chrétiennes à se réfugier en Autriche. Sous d'autres rapports, et sans vouloir discuter à cette occasion les symptômes plus ou moins apparents de décadence de la puissance ottomane, et la vitalité plus ou moins grande que peut conserver encore sa constitution intérieure, l'Empereur conviendra volontiers que le meilleur moyen de faire durer le gouvernement turc est de ne pas le fatiguer par des demandes excessives faites d'une manière humiliante pour son indépendance et pour sa dignité. Sa Majesté est toujours disposée, comme elle l'a fait en tout temps, à suivre ce système, pourvu toutefois qu'il soit bien entendu que la même règle de conduite sera observée par toutes les grandes puissances sans distinction, et qu'aucune d'elles ne tirera avantage de la faiblesse de la Porte pour en obtenir des concessions qui pourraient être préjudiciables aux autres. Ce principe posé, l'Empereur déclare qu'il est prêt à travailler de concert avec l'Angleterre à prolonger l'existence de l'empire turc, en laissant de côté toute cause d'alarme au sujet de sa dissolution. Il accepte le témoignage de confiance absolue et de loyauté que lui donne le gouvernement anglais, et il espère que sur cette base son alliance ne peut manquer de se fortifier. »

Ce langage, comme on le voit, était bien différent du langage plein d'assurance qui l'avait précédé. Le cabinet de Londres, tout en comprenant la portée des déclarations moscovites, était persuadé que, dans tous les cas, le Czar n'entreprendrait rien de grave sans lui en faire part, et, par conséquent, qu'il ne devait point s'alarmer outre mesure des mouvements militaires qui pesaient dans la question des Lieux saints. Mais l'imminence du danger,

quoique cachée sous des ouvertures pacifiques en apparence, n'en était que plus réelle.

Ainsi que nous l'avons dit, la France, reprenant fièrement sa place première au rang des nations, ne s'était point fait illusion sur les desseins secrets de la Russie. Aux démonstrations armées, elle avait répondu par l'envoi de sa flotte dans les Dardanelles.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

Double jeu de la Russie. — Vives représentations du cabinet des Tuileries. — Alliance de la France et de l'Angleterre. — La fameuse note de Vienne. — Longs commentaires. — La Turquie déclare la guerre. — Manifeste de Nicolas accompagné d'une circulaire du comte de Nesselrode. — Premier coup de canon. — — Les Turcs passent le Danube. — Affaire de Sinope. — Occupation de la mer Noire par les flottes alliées. — Véritables causes de la guerre. — Lettre autographe de l'empereur Napoléon à l'empereur Nicolas. — Réponse autographe de Nicolas. — Rupture des relations diplomatiques. — Douze boutons pour deux millions quatre cent mille hommes. — Belliqueux manifeste du Czar. — Publication des correspondances secrètes. — Fautes sur fautes. — Mission du comte Orloff. — Avortement. — Conférence de Vienne. — Les troupes russes passent le Danube. — Immenses préparatifs de guerre. — Le maréchal Saint-Arnaud. — Proclamation. — Jonction des flottes alliées. — Isolement de l'empereur Nicolas dans l'Europe. — Bataille de l'Alma. — Réflexions.

Pendant que le cabinet de Saint-Pétersbourg adressait à celui de Londres les communications que nous venons de mettre sous les yeux de nos lecteurs, il n'avait qu'un but, celui d'isoler la France, directement intéressée dans la question des Lieux saints; mais il était trop habile pour laisser percer ses intentions secrètement hostiles. Tout en flattant l'Angleterre pour l'engager dans sa politique, le Czar caressait la France pour lui mieux cacher ses projets menaçants. L'empereur Nicolas, acceptant enfin le rétablissement de l'empire napoléonien, ne tarissait pas d'éloges sur les services rendus aux monarchies et à la société par le génie puissant et la volonté ferme de Napoléon III. Le comte de Nesselrode, semblant accepter franchement les ouvertures faites à la cour de Russie par celle des Tuileries pour l'arrangement des Lieux saints, se gardait bien de laisser voir son désir de traiter cette question sans elle. Jouant un double jeu, il lui proposait, ainsi qu'il l'avait fait vis-à-vis de sir

Hamilton Seymour, de s'entendre en dehors du Divan, et de ne soumettre à cette puissance la réglementation du différend qu'après un accord préalable entre les deux cabinets. Cependant la situation fausse de la Russie vis-à-vis de la France s'était trahie d'elle-même par le langage de Menschikoff, déclarant à Constantinople qu'il n'avait point mission de traiter avec la légation française. Il est vrai que cette réserve dut cesser en présence du langage loyal et ferme du gouvernement français.

Dès le 21 mars, le cabinet de Paris avait adressé de vives représentations à celui de Saint-Pétersbourg. Il lui déclarait, en annonçant le départ de sa flotte, que la concentration des troupes moscovites dans la Russie méridionale et les préparatifs extraordinaires qui se faisaient à Sébastopol ne lui permettaient plus de considérer la Russie comme n'acceptant pas l'éventualité *certaine* d'une guerre avec la Porte.

D'un autre côté, les exigences et les allures du prince Menschikoff durant sa mission extraordinaire avaient paru si exorbitantes, si contraires aux assurances pacifiques données par la Russie à tous les gouvernements, que le jour où la question des Lieux saints disparut, le voile du doute se déchira aux yeux de la Grande-Bretagne. Dès lors comprenant toute la portée des exigences moscovites, elle reconnut pour les partager ensuite toutes les inquiétudes de la France. Une étroite alliance n'avait pas tardé à s'établir entre les deux cabinets, et à se manifester par l'envoi simultané des escadres des deux nations dans la baie de Besika. Alors le comte de Clarendon, dévoilant le comte de Nesselrode en flagrant délit de duplicité, rappelait à Saint-Pétersbourg et avouait à M. Drouyn de Lhuys que, du 9 au 19 janvier, le chancelier avait affirmé à quinze reprises différentes que la

mission du prince Menschikoff à Constantinople n'avait eu d'autre but que le règlement de la question des Lieux saints; M. Drouyn de Lhuys déclara à son tour que, en fin de compte, le total des assurances semblables données par M. de Nesselrode au cabinet des Tuileries et pareillement démenties par les événements, était plus considérable encore.

Le revirement de la politique anglaise, tendant la main à sa vieille ennemie, s'apprêtant à mettre sa royale jarretière au genou du neveu du martyr de *Sainte-Hélène*, et à courber le front de sa gracieuse souveraine sur le tombeau du glorieux vaincu de Waterloo, avait profondément ulcéré le cœur de l'empereur Nicolas. Dans la question qui devait donner un si rude échec à sa fabuleuse puissance, il avait tout prévu, tout calculé, tout, excepté la possibilité d'un rapprochement entre la Grande-Bretagne et la France napoléonienne. *Cette alliance* lui paraissait un monstrueux phénomène, comme celle de l'astuce et de la loyauté. Puis, entre les deux nations rivales n'y avait-il pas toute la profondeur de longs siècles de luttes et de jaloux antagonismes, le bûcher de Jeanne d'Arc, les massacres de Quiberon et la sinistre figure d'Hudson Lowe?

Quoi qu'il en soit, la Russie, profondément humiliée de n'avoir pu associer à sa fortune et à son ambition l'Angleterre, résolut de l'isoler, en flattant à son tour la France. De ce moment, le marquis de Castelbajac, ministre de France à Saint-Pétersbourg, devint l'objet de prévenances analogues sinon supérieures, à celles dont sir Hamilton Seymour avait été *enguirlandé*. Le *chiffre III*, considéré d'abord comme un zéro politique, acquit aux yeux de la Russie une valeur que le Czar résolut d'escompter au bénéfice de ses idées. Les paroles flatteuses

ne lui furent point épargnées, et un jour, le marquis de Castelbajac, succédant à sir Hamilton Seymour dans les bonnes grâces impériales, fut chargé de faire un appel à l'empereur des Français, pour traiter avec l'autocrate directement et sans passer par les bureaux des chancelleries. Ce fut cet appel qui donna lieu au premier projet d'arrangement, connu sous le nom de Note de Vienne, dont nous avons parlé au chapitre précédent, et à laquelle nous revenons dans celui-ci.

Nous avons dit que le cabinet de Saint-Pétersbourg l'avait acceptée à la condition que le Sultan lui donnerait son adhésion; mais après avoir été communiquée au Divan, elle en revint modifiée. Bien que la conférence de Vienne exprimât l'opinion que ces modifications ne la rendaient point inacceptable à Saint-Pétersbourg, l'empereur Nicolas la rejeta sous sa nouvelle forme. Il en avait le droit, et son chancelier prit soin de l'établir par une dépêche qu'il adressa le 7 septembre 1853 à M. de Meyendorf, chargé d'affaires russe en Autriche. Le comte de Nesselrode déclarait que l'Empereur son auguste maître, refusant pour lui-même la faculté de changer un seul mot dans un projet de note arrêté sans sa participation, ne pouvait le reconnaître à la Porte Ottomane, sans se créer vis-à-vis d'elle une position d'infériorité. Le cabinet russe croyait avoir assez donné de gages à la paix, en se contentant d'une note en remplacement de son ultimatum. Il affirmait qu'il n'existait plus qu'un seul moyen de résoudre la difficulté, c'était, de la part des puissances médiatrices, la déclaration formelle et énergique qu'après avoir inutilement frayé l'unique voie qui pouvait conduire à une entente à l'amiable, elles lui abandonnaient à l'avenir la tâche à la Russie seule.

« De deux choses, une seule est possible, disait M. de Nesselrode : ou les changements exigés par la Porte sont importants, alors il est tout naturel que nous refusions de leur donner notre acquiescement ; ou ils sont insignifiants, dans ce cas pourquoi le Divan en fait-il dépendre son acceptation ? » Cet argument pouvait être facilement rétorqué contre le chancelier ; la Grande-Bretagne et la France n'hésitèrent point à le faire.

L'examen des modifications introduites par la Porte Ottomane dans la note autrichienne fait connaître dans ses détails la question du protectorat religieux tel que l'entendait Nicolas.

« Si, à toutes les époques, disait le projet de Vienne, les empereurs de Russie ont témoigné leur active sollicitude pour le maintien des immunités et priviléges de l'Église orthodoxe grecque dans l'empire ottoman ; il est constant que les sultans ne se sont jamais refusés à les consacrer de nouveau par des actes solennels. »

La Porte avait ainsi modifié ce passage :

« Si à toutes les époques les empereurs de Russie ont témoigné leur active sollicitude pour le culte de l'Église orthodoxe grecque, les sultans n'ont jamais cessé de veiller au maintien des immunités et priviléges de cette Église dans l'empire ottoman, et de les consacrer de nouveau. »

La Russie réclama contre ce changement, qui lui semblait une protestation contre ses justes demandes. « Si nous reconnaissions, disait le cabinet de Saint-Pétersbourg, que la Porte n'a jamais cessé de veiller aux priviléges par elle accordés au culte orthodoxe grec, nous avouerions que nos plaintes adressées à ce sujet sont sans valeur. »

Les additions ou omissions faites au second passage avaient pour objet, suivant le gouvernement russe, d'affaiblir le traité de Kaïnardji. La rédaction primitive portait que : « Fidèle à l'esprit et à la lettre des stipulations de Kaïnardji et d'Andrinople, relatives à la protection du culte chrétien, le Sultan regardait comme étant de son honneur de préserver de toute atteinte les priviléges et les immunités accordés à l'Église orthodoxe grecque. » La Russie réclamait contre la suppression des mots : La lettre et l'esprit.

Quant au changement fait au troisième passage de la note, le cabinet russe le déclarait particulièrement inadmissible. Le gouvernement ottoman ne s'engageait qu'à laisser participer l'Église orthodoxe aux avantages accordés aux autres confessions chrétiennes sujettes de la Porte. « Dès que ces confessions catholiques ou autres ne seraient pas formées de raïas infidèles, mais d'ecclésiastiques ou de laïques étrangers, et qu'il plairait à la Porte de leur concéder de nouveaux avantages, alors les communautés orthodoxes étant sujettes de la Porte, n'auraient pas le droit de s'employer pour elles. » Telle était, disait le cabinet de Saint-Pétersbourg, la position inadmissible que les modifications en question lui faisaient vis-à-vis de ses coreligionnaires.

Ce commentaire donnait cette fois la clef des prétentions moscovites; c'était bien réellement le droit d'intervenir dans les affaires de la Turquie, droit qu'aurait amoindri la souveraineté du Sultan, que Nicolas revendiquait et avouait hautement devant l'Europe. Ses prétentions étaient si manifestes, que la conférence de Vienne ne crut pas devoir insister à Constantinople pour le retrait des modifications introduites par le Divan dans son projet de note.

De nouvelles propositions d'arrangement, combinées et formulées par M. de Nesselrode, durant le voyage que l'empereur Nicolas fit à Olmütz à la fin de 1853, n'eurent pas de plus heureux résultats; néanmoins, les grandes puissances ne désespéraient pas encore d'arriver à une solution satisfaisante, car la Russie continuait de se montrer disposée à transiger, pourvu que sa dignité fût sauvegardée et ses anciens traités maintenus; lorsque la Turquie, forte de la protection armée que lui accordaient la France et l'Angleterre, prit l'initiative de la déclaration de guerre.

A la lettre du généralissime turc Omer-Pacha, accordant au général en chef russe un délai de quinze jours pour évacuer les principautés danubiennes, le prince Gortschakoff répondit le lendemain même de sa réception, le 9 octobre, que son maître, l'Empereur, ne lui avait donné aucun pouvoir pour traiter de la paix, de la guerre ou de l'évacuation des Principautés; que par conséquent il n'attaquerait point, mais qu'il se défendrait. L'empereur Nicolas accepta la déclaration de guerre de la Porte, et il y répondit par un manifeste daté du 20 octobre-1er novembre, rappelant à ses peuples le manifeste qu'il avait adressé à la nation, le 26 juin, pour lui faire connaître les motifs qui lui mettaient les armes à la main, et ceux qui lui faisaient espérer justice à ses réclamations. Il s'exprimait ainsi :

« Par Notre manifeste du 14-26 juin de la présente année, Nous avons fait connaître à Nos fidèles et bien-aimés sujets les motifs qui Nous ont mis dans l'obligation de réclamer de la Porte Ottomane des garanties inviolables en faveur des droits sacrés de l'Église orthodoxe. Nous leur avions également annoncé que tous nos efforts pour ramener la Porte par des moyens de per-

suasion amicale, à des sentiments d'équité et à l'observation fidèle des traités, étaient restés infructueux, et que Nous avions par conséquent jugé indispensable de faire avancer Nos troupes dans les principautés du Danube. Mais en adoptant cette mesure, Nous conservions encore l'espoir que la Porte reconnaîtrait ses torts et se déciderait à faire droit à nos justes réclamations.

» Notre attente a été déçue.

» En vain même les principales puissances de l'Europe ont cherché par leurs exhortations à ébranler l'aveugle obstination du gouvernement ottoman. C'est par une déclaration de guerre, par une proclamation remplie d'accusations mensongères contre la Russie, qu'il a répondu aux efforts pacifiques de l'Europe, ainsi qu'à Notre longanimité. Enfin, enrôlant dans les rangs de son armée les révolutionnaires de tous les pays, la Porte vient de commencer les hostilités sur le Danube. La Russie est provoquée au combat, il ne lui reste donc plus, se reposant en Dieu avec confiance, qu'à recourir à la force des armes pour contraindre le gouvernement ottoman à respecter les traités, et pour en obtenir la réparation des offenses par lesquelles il a répondu à Nos demandes les plus modérées et à Notre sollicitude légitime pour la défense de la foi orthodoxe en Orient, celle que professe également Notre peuple russe.

» Nous sommes fermement convaincu que Nos fidèles sujets se joindront aux prières que Nous adressons au Très-Haut, afin que sa main daigne bénir Nos armes dans la sainte et juste cause qui a trouvé de tout temps d'ardents défenseurs dans Nos pieux ancêtres.

» *In te, Domine, speravi : non confundar in æternum.*

» *Signé* NICOLAS. »

Le comte de Nesselrode accompagna le manifeste de l'Empereur d'une circulaire moins mystique, mais tout aussi explicite. « Nous attendrons l'attaque des Turcs, disait-il, sans prendre l'initiative des hostilités; il dépendra donc entièrement des puissances de ne pas élargir les limites de la guerre, si les Turcs s'obstinent à vouloir nous la faire opiniâtrément, et de ne point lui donner un caractère autre que celui que nous voulons lui laisser. » Le chancelier ajoutait en outre que dans cet état de choses, la Russie, sans prendre l'initiative de nouvelles négociations, ne repousserait point les ouvertures de conciliation que la Porte, mieux conseillée sur ses véritables intérêts, pourrait lui faire.

Tandis que, rassurée par ces déclarations, la conférence allait tenter un dernier et suprême effort pour l'arrangement pacifique de la question, l'Angleterre et la France donnèrent l'ordre à leurs flottes de franchir les Dardanelles, et d'occuper le Bosphore, sans pénétrer encore dans la mer Noire.

Le premier coup de canon retentit le 13 octobre sur le Danube. Deux vapeurs de guerre et huit chaloupes canonnières russes remontant le fleuve ne purent passer sous le feu de la forteresse d'Isatka qu'en perdant beaucoup de monde. Le délai accordé au prince Gortschakoff étant expiré, les hostilités commencèrent simultanément de la part des Turcs, sur le Danube et en Asie. Omer-Pacha franchit le fleuve sur plusieurs points, avec un succès incontestable, le 2 novembre; la prise du fort Saint-Nicolas, sur le littoral de la mer Noire, par les troupes ottomanes, prouva au gouvernement russe qu'il trouverait en face de ses armes un ennemi plus fort qu'il ne l'avait supposé.

Mais l'événement décisif de cette saison, en ce sens

qu'il devait dessiner d'une manière franchement hostile l'attitude de la France et de l'Angleterre vis-à-vis de la Russie, fut la victoire remportée à Sinope par le vice-amiral Nachimoff, l'un des meilleurs marins de la flotte russe.

Ce succès obtenu par des forces considérables sur la flottille turque, fut considéré par l'Europe occidentale comme un odieux guet-apens et une violation de la parole donnée par la Russie qu'elle ne ferait qu'une guerre défensive. Le gouvernement russe accepta les bénéfices et la responsabilité de cet acte, justifié selon lui par la nécessité légitime où il s'était trouvé de sévir contre des bâtiments qui entretenaient sur les côtes d'Abasie la révolte des peuplades soumises à la Russie. Quant à la supériorité numérique des forces qu'il avait déployées pour accomplir ce prétendu massacre, c'était un de ces faits qui se présentent chaque jour dans la guerre. A ce point de vue, la Russie avait le droit et la raison pour elle; elle aurait pu rappeler dans cette circonstance le glorieux fait d'armes que nous avons raconté au commencement de cette histoire, celui du *Mercure* luttant seul contre toute une escadre turque. D'ailleurs, l'escadrille ottomane qui se trouvait à l'ancre dans le port de Sinope avait achevé elle-même en incendiant ses propres vaisseaux, l'œuvre de destruction que le boulet russe avait commencée. Le rescrit impérial que publia Nicolas à cette occasion, prouve qu'il se trouvait dans cet ordre d'idées à l'endroit de l'affaire de Sinope :

« La victoire remportée par notre vice-amiral Nachimoff, disait-il, témoigne que notre flotte de la mer Noire remplit dignement sa mission. C'est avec une joie sincère et cordiale que je vous charge de dire à nos braves

marins que je les remercie pour ce fait d'armes accompli pour la gloire de la Russie et l'honneur du pavillon russe. Je vois avec bonheur que la flotte russe n'a point oublié Tschesmé, et que les arrière-petits-fils sont dignes de leurs bisaïeuls. » Le protocole impérial portait : « Je demeure invariablement, mon cher Nachimoff, votre affectionné, » et de la main de l'Empereur ces mots : « *et reconnaissant* ».

Les flottes alliées de France et d'Angleterre profitèrent de cet événement pour entrer dans la mer Noire. Leur honneur, aussi bien que l'intérêt de la Porte, ne permettait plus aux deux cabinets d'ajourner une mesure devant laquelle ils avaient hésité pour ne point entraver les négociations qui continuaient à se poursuivre à Vienne. Mais les puissances maritimes ne se bornèrent pas à l'occupation de la mer Noire, elles intimèrent à leurs amiraux l'ordre de notifier aux autorités d'Odessa qu'elles étaient décidées à prévenir le retour d'une affaire semblable à celle de Sinope, et qu'à cet effet tout bâtiment russe rencontré en mer serait contraint, par la force au besoin, de rentrer à Sébastopol ou dans le port le plus voisin; en un mot, que toute agression tentée contre le pavillon ou le territoire ottoman serait énergiquement repoussée.

Le sort en était jeté : la collision entre la France et l'Angleterre, d'une part, se faisant les champions de la Porte, et la Russie de l'autre, était un fait inévitable.

Si nous cherchons attentivement les causes de cette guerre qui allait, en l'embrasant, coûter à l'Europe la fleur de ses armées et de ses finances, nous les trouverons moins dans l'imminence de la conquête de l'empire ottoman par Nicolas que dans la situation particulière où se trouvait l'Europe au moment où l'empereur Nicolas

posa imprudemment le pied sur un sol craquant de toutes parts.

La France, violemment arrachée aux étreintes de la révolution par une main ferme et une volonté de fer, venait de prendre une position qui devait être inaugurée par un coup d'éclat prouvant aux incrédules que sous la cocarde blanche ou tricolore, royaliste, républicaine ou impériale, elle était encore, malgré ses trêves dans le repos et ses luttes dans les expériences politiques, le premier soldat du monde.

Depuis la chute du premier empire la France avait un gros compte à régler.... Sans faire la part de vingt-cinq années tenant dans l'histoire du monde la place d'un siècle de fabuleuse puissance et de gloire gigantesque, l'Europe lui contestait le rang suprême que lui assuraient quatorze autres siècles de splendeur. Elle attendait l'occasion de le revendiquer, en prouvant à l'Europe que la somnolence qu'elle prenait pour la léthargie n'était de la part de la France que le recueillement en elle-même. Comme le sommeil du lion, celui des grandes nations se révèle par des symptômes de force et de grandeur.

La France, saignante encore des blessures de 1815, relevait un trône en Espagne et trouvait dans les ruines de la Casauba les fondements de sa conquête africaine; la France, en proie aux horreurs de la guerre civile et tourmentée par les rêves du socialisme, rendait avec son épée les clefs de saint Pierre enlevées aux mains de l'immortel Pie IX. La France de Charles X, la France républicaine, était toujours la France de Charlemagne, de Louis XIV et de Napoléon. Ce dernier nom fut le talisman qui la tira du sommeil que l'Europe prenait pour la mort. Celui qui lui adjoignit le chiffre III, source de terreurs pour Nicolas, comprit que le jour était venu de

faire servir au profit de son système les avantages que lui offraient la situation et les instincts d'un peuple amoureux de la gloire et de l'honneur national. Dans la lutte européenne qui se préparait, il comprit qu'il était temps de reconquérir à la France ses anciens titres et son influence première dans la famille des souverains. Sous les ombrages de l'olivier dont il abritait son naissant empire, il faisait luire aux yeux de la France l'épée nue d'Austerlitz et de Wagram; car il savait tout ce que la vue de cette épée ferait vibrer de fibres dans le cœur de la France; il savait qu'il lui suffirait d'imposer ses couleurs à l'honneur national pour que ce sentiment, s'identifiant avec elles, n'eût plus la volonté de renier une certaine solidarité avec son pouvoir. La guerre était donc non-seulement pour Louis-Napoléon un moyen politique, c'était encore le creuset le mieux approprié au système qu'il voulait établir sur les instincts de la gloire et du patriotisme français. Il n'avait point cherché la guerre, il avait même employé ses efforts pour la prévenir, mais il l'accepta résolûment.

Quant aux motifs de cette guerre en elle-même, la position de l'Angleterre était bien différente de celle de la France : les idées de gloire et d'honneur, de prestiges à reconquérir, s'effaçaient à ses yeux devant les intérêts mercantiles de sa royauté de comptoir. La question d'Orient pour elle était complexe; ce qu'elle redoutait, c'était moins la marche des armées russes sur Constantinople qu'une étape de plus sur la route des Indes. En effet, depuis longtemps le cabinet de Saint-James suivait avec un effroi légitime, il faut l'avouer, le développement progressif de ce qu'on est convenu d'appeler le colosse du Nord, plantant chaque année un nouveau jalon sur le grand chemin qui conduit vers l'Asie centrale.

Sans juger pour le moment la Russie en état de pousser le vol de ses aigles à travers les immenses contrées qui séparent ses frontières des possessions britanniques dans les Indes, la Grande-Bretagne prévoyait avec angoisse le jour où, franchissant des obstacles qui lui paraissaient alors insurmontables, la Russie se rapprocherait assez des régions anglo-indiennes pour souffler des paroles incendiaires aux oreilles de cent millions d'esclaves courbés sous le joug d'un cruel despotisme. Le danger dont un jour l'empire moscovite doit infailliblement menacer sinon les Indes orientales elles-mêmes, du moins l'échafaudage sur lequel repose l'influence anglaise sur le continent asiatique, ne pouvait échapper à la clairvoyance des hommes d'État du parlement britannique, qui devaient aviser aux moyens d'arrêter le mouvement progressif de sa formidable rivale.

A mesure que cette nécessité devenait plus impérieuse, elle devait amener des préoccupations plus graves. Le gouvernement anglais savait que pour attaquer la Russie avec des chances de succès, il fallait à ses flottes le concours d'une armée de terre; mais comment se ménager ce concours sans avoir l'air de demander d'énormes sacrifices au bénéfice d'une nation qui s'est fait, à bon droit, la réputation de tout immoler à son intérêt spéculatif, à son égoïsme calculateur?

Cette double question explique les transports de joie qu'elle fit éclater en apprenant la restauration du régime impérial en France. Dans Louis-Napoléon président, elle n'avait vu qu'un homme ambitieux, entreprenant, le destructeur d'une république qui possédait toutes ses sympathies en raison de l'affaiblissement moral et matériel qu'elle imprimait à sa vieille rivale d'outre-Manche; mais dans l'avénement de Louis-Napoléon

à l'empire, avénement coïncidant avec les témérités imprudentes de l'empereur Nicolas, elle aperçut le paratonnerre qui devait détourner la foudre prête à tomber sur l'Allemagne, sur son propre sol peut-être, *et* la lancer sur l'empire moscovite. En quelques heures l'homme qu'elle attaquait la veille devint le héros du lendemain, et l'effigie de Néron prit les traits de Titus, délices du genre humain. L'Angleterre seule possède le secret de ces subites transformations.

Donc à la Grande-Bretagne aussi la guerre *était nécessaire*, à un autre point de vue sans doute. Elle tendit alors à son ennemi séculaire une main que la France accepta, assurée qu'en marchant avec elle sur le même terrain elle ne s'exposerait jamais au reproche d'être traînée à sa remorque. Les événements ont justifié ses prévisions, de même qu'ils ont justifié l'*attitude* habile de l'Autriche dans ce conflit. Les vues et les intérêts de l'Autriche différaient également de ceux de la France; elle ne pouvait admettre sérieusement les projets *de* conquête que l'on prêtait à Nicolas sur l'empire ottoman, ni la nécessité qu'on en déduisait pour faire la guerre à la Russie; mais elle ne pouvait voir avec indifférence un ordre de choses qui devait débiliter son formidable voisin.

Le projet du cabinet de Vienne n'était pas de concourir à l'affaiblissement de la Russie avec cet ensemble et cette précision de détails qui poussaient la France dans le champ des aventures; il ne convenait nullement à ses projets de joindre ses armes à celles des parties belligérantes : il préférait laisser au temps seul le soin de travailler en sa faveur sans avoir à dépenser une seule goutte du sang autrichien. Il avait assez *de foi* dans les forces réunies de la France et de l'Angleterre,

appuyées au besoin par les mesures énergiques dont il pourrait disposer, sans marcher ostensiblement sous les drapeaux de ses alliés, pour être persuadé que le jour où la lumière jaillirait de ce chaos politique une paix sauvegarderait l'honneur de la Russie, et donnerait la sanction d'un fait accompli à l'affranchissement des bouches du Danube et des Principautés, et à la destruction de la flotte moscovite dans la mer Noire.

Cette politique habile avait pour l'Autriche le double avantage de la soustraire aux sacrifices de la guerre active tout en lui en assurant les bénéfices les plus clairs. Dans cette grave question, la politique de la Prusse ne pouvait s'expliquer que par les affinités de famille qui l'unissaient à l'empereur Nicolas.

Par ces raisons, la guerre était imminente, inévitable. Restait cependant un dernier espoir : l'empereur Napoléon, ne voulant pas engager la lutte sans avoir épuisé tous les moyens de conciliation, prit l'initiative d'une démarche personnelle auprès de l'empereur Nicolas. Le 29 janvier 1854, il lui écrivit la lettre suivante :

« Palais des Tuileries, 29 janvier 1854.

» Sire,

» Le différend qui s'est élevé entre Votre Majesté et la Porte Ottomane en est venu à un tel point de gravité que je crois devoir expliquer moi-même directement à Votre Majesté la part que la France a prise dans cette question, et les moyens que j'entrevois d'écarter les dangers qui menacent le repos de l'Europe.

» La note que Votre Majesté vient de faire remettre à mon gouvernement et à celui de la reine Victoria tend à établir que le système de pression adopté dès le début

par les deux puissances maritimes a seul envenimé la question. Elle aurait, au contraire, ce me semble, continué à demeurer une question de cabinet si l'occupation des Principautés ne l'avait transportée tout à coup du domaine de la discussion dans celui des faits; cependant, les troupes de Votre Majesté une fois entrées en Valachie, nous n'en avons pas moins engagé la Porte à ne pas considérer cette occupation comme un cas de guerre, témoignant ainsi notre extrême désir de conciliation.

» Après m'être concerté avec l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, j'ai proposé à Votre Majesté une note destinée à donner une satisfaction commune : Votre Majesté l'a acceptée; mais à peine étions-nous avertis de cette bonne nouvelle, que son ministre, par des commentaires explicatifs, en détruisait tout l'effet conciliant et nous empêchait d'insister à Constantinople sur son adoption pure et simple. De son côté, la Porte avait proposé au projet de note des modifications que les quatre puissances représentées à Vienne ne trouvèrent pas inacceptables; elles n'ont pas eu l'agrément de Votre Majesté. Alors la Porte, blessée dans sa dignité, menacée dans son indépendance, obérée par les efforts déjà faits pour opposer une armée à celle de Votre Majesté, a mieux aimé déclarer la guerre que de rester dans cet état d'incertitude et d'abaissement. Elle avait réclamé notre appui, et sa cause nous paraissait juste : les escadres française et anglaise reçurent l'ordre de mouiller dans le Bosphore. Notre attitude vis-à-vis de la Turquie était protectrice, mais passive; nous ne l'encouragions pas à la guerre : nous faisions sans cesse parvenir aux oreilles du Sultan des conseils de paix et de modération, persuadés que c'était le moyen d'arriver à un accord, et les

quatre puissances s'entendirent de nouveau pour soumettre à Votre Majesté d'autres propositions.

» Votre Majesté, de son côté, montrant le calme qui naît de la conscience de sa force, s'était bornée à repousser sur la rive gauche du Danube, comme en Asie, les attaques des Turcs, et, avec la modération digne du chef d'un grand empire, elle avait déclaré qu'elle se tiendrait sur la défensive. Jusque-là nous étions donc, je dois le dire, spectateurs intéressés mais simples spectateurs de la lutte, lorsque l'affaire de Sinope vint nous forcer à prendre une position plus tranchée. La France et l'Angleterre n'avaient pas cru utile d'envoyer des troupes de débarquement au secours de la Turquie. Leur drapeau n'était donc pas engagé dans les conflits qui avaient lieu sur terre; mais sur mer, c'était différent. Il y avait à l'entrée du Bosphore trois mille bouches à feu, dont la présence disait assez haut à la Turquie que les deux premières puissances maritimes ne permettraient pas qu'on l'attaquât sur mer. L'événement de Sinope fut pour nous aussi blessant qu'inattendu, car peu importe que les Turcs aient voulu ou non faire passer des munitions de guerre sur le territoire russe. En fait, des vaisseaux russes sont venus attaquer des bâtiments turcs dans les eaux de la Turquie et mouillés tranquillement dans un port turc. Ils les ont détruits, malgré l'assurance de ne pas faire une guerre agressive, malgré le voisinage de nos escadres. Ce n'était plus notre politique qui recevait là un échec, c'était notre honneur militaire.

» Les coups de canon de Sinope ont retenti douloureusement dans le cœur de tous ceux qui, en Angleterre et en France, ont un vif sentiment de la dignité nationale. On s'est écrié d'un commun accord : « Partout où » nos canons peuvent atteindre, nos alliés doivent être

» respectés. » De là, l'ordre donné à nos escadres d'entrer dans la mer Noire et d'empêcher par la force, s'il le fallait, le retour d'un semblable événement. De là, Sire, la notification collective envoyée au cabinet de Saint-Pétersbourg pour lui annoncer que si nous empêchions les Turcs de porter une guerre agressive sur les côtes appartenant à la Russie, nous protégerions le ravitaillement de leurs troupes sur leur propre territoire. Quant à la flotte russe, en lui interdisant la navigation de la mer Noire, nous la placions dans des conditions différentes, parce qu'il importait pendant la durée de la guerre de conserver un gage qui pût être l'équivalent des parties occupées du territoire turc, et faciliter la conclusion de la paix en devenant le titre d'un échange désirable.

» Voilà, Sire, la suite réelle et l'enchaînement des faits. Il est clair qu'arrivés à ce point, ils doivent amener promptement ou une entente définitive ou une rupture décidée.

» Votre Majesté a donné tant de preuves de sa sollicitude pour le repos de l'Europe, elle y a contribué si puissamment par son influence bienfaisante contre l'esprit de désordre, que je ne saurais douter de sa résolution dans l'alternative qui se présente à son choix. Si Votre Majesté désire autant que moi une conclusion pacifique, quoi de plus simple que de déclarer qu'un armistice sera signé aujourd'hui, que les choses reprendront leur cours diplomatique, que toute hostilité cessera et que toutes les forces belligérantes se retireront des lieux où des motifs de guerre les ont appelées?

» Ainsi, les troupes russes abandonneraient les Principautés et nos escadres la mer Noire. Votre Majesté préférant traiter avec la Turquie, elle nommerait un

ambassadeur qui négocierait avec un plénipotentiaire du Sultan une convention qui serait soumise à la conférence des quatre puissances. Que Votre Majesté adopte ce plan, sur lequel la reine d'Angleterre et moi sommes parfaitement d'accord : la tranquillité est rétablie et le monde satisfait. Rien, en effet, dans ce plan, qui ne soit digne de Votre Majesté, rien qui puisse blesser son honneur. Mais si, par un motif difficile à comprendre, Votre Majesté opposait un refus, alors la France, comme l'Angleterre, serait obligée de laisser au sort des armes et aux hasards de la guerre ce qui pourrait être décidé aujourd'hui par la raison et par la justice.

» Que Votre Majesté ne pense pas que la moindre animosité puisse entrer dans mon cœur; il n'éprouve d'autres sentiments que ceux exprimés par Votre Majesté elle-même dans sa lettre du 17 janvier 1853, lorsqu'elle m'écrivait : « Nos relations doivent être sincèrement » amicales, reposer sur les mêmes intentions : maintien » de l'ordre, amour de la paix, respect aux traités et » bienveillance réciproque. » Ce programme est digne du souverain qui le traçait, et, j'ose l'affirmer, j'y suis resté fidèle.

» Je prie Votre Majesté de croire à la sincérité de mes sentiments, et c'est dans ces sentiments que je suis, Sire,

» De Votre Majesté le bon ami,

» NAPOLÉON. »

Il fallait quinze jours au moins avant qu'on pût recevoir une réponse à cette lettre; jusque-là la guerre était suspendue à cette réponse, qui, écrite à la date du 28 janvier-9 février, ne fut connue à Paris que le 18.... Elle enlevait tout espoir à une solution pacifique, elle

renfermait sous la froide politesse des formes, sous la modération calculée des expressions, une véritable déclaration de guerre. La voici textuellement :

« Saint-Pétersbourg, 28 janvier-9 février 1854.

» Sire,

» Je ne saurais mieux répondre à Votre Majesté qu'en répétant, puisqu'elles m'appartiennent, les paroles par lesquelles sa lettre se termine : « Nos relations doivent » être sincèrement amicales et reposer sur les mêmes » intentions : maintien de l'ordre, amour de la paix, » respect aux traités et bienveillance réciproque. »

» En acceptant, dit-elle, ce programme tel que je l'ai tracé, elle affirme y être restée fidèle. J'ose croire, et ma conscience me le dit, que je ne m'en suis point écarté, car dans l'affaire qui nous divise, *et dont l'origine ne vient pas de moi*, j'ai toujours cherché à maintenir des relations amicales avec la France; j'ai toujours évité avec le plus grand soin de me rencontrer sur ce terrain avec les intérêts de la religion que Votre Majesté professe.

» J'ai fait au maintien de la paix toutes les concessions de forme et de fond que mon honneur me rendait possibles, et en réclamant pour mes coreligionnaires en Turquie la confirmation des droits et priviléges qui leur ont été acquis depuis longtemps par le sang russe, je n'ai demandé autre chose que ce qui découlait des traités. Si la Porte avait été laissée à elle-même, le différend qui tient en suspens l'Europe eût été depuis longtemps aplani. Une influence fatale est seule venue se jeter à la traverse. En provoquant des soupçons gratuits, en exaltant le fanatisme des Turcs, en égarant

leur gouvernement sur mes intentions et la véritable portée de mes demandes, elle a fait prendre à la question des proportions si exagérées que la guerre a dû en sortir.

» Votre Majesté me permettra de ne point m'étendre trop en détail sur les circonstances opposées à son point de vue particulier dont sa lettre présente l'enchaînement. Plusieurs actes de ma part peu exactement appréciés, selon moi, et plus d'un fait interverti, nécessiteraient, pour être rétablis tels qu'au moins je les conçois, de longs développements qui ne sont guère propres à entrer dans une correspondance de souverain à souverain. C'est ainsi que Votre Majesté attribue à l'occupation des Principautés le tort d'avoir subitement transporté la question du domaine de la discussion dans celui des faits; mais elle perd de vue que cette occupation, purement éventuelle encore, a été devancée et en grande partie amenée par un fait antérieur fort grave, celui de l'apparition des flottes combinées dans le voisinage des Dardanelles, outre que déjà bien auparavant, quand l'Angleterre hésitait encore à prendre contre la Russie une attitude comminatoire, Votre Majesté avait la première envoyé sa flotte à Salamine.

» Cette démonstration blessante annonçait certes peu de confiance en moi. Elle devait encourager les Turcs et paralyser d'avance le succès des négociations en leur montrant la France et l'Angleterre prêtes à soutenir leur cause à tout événement. C'est encore ainsi que Votre Majesté attribue aux commentaires explicatifs de mon cabinet sur la note de Vienne l'impossibilité où la France et l'Angleterre se sont trouvées d'en recommander l'adoption à la Porte; mais Votre Majesté peut se rappeler que nos commentaires ont suivi et non précédé la non-accep-

tation pure et simple de la note, et je crois que les puissances, pour peu qu'elles voulussent sérieusement la paix, étaient tenues à réclamer d'emblée cette adoption pure et simple, au lieu de permettre à la Porte de modifier ce que nous avions adopté sans changement. D'ailleurs, si quelque point de nos commentaires avait pu donner matière à difficulté, j'en ai offert, à Olmütz, une solution satisfaisante, qui a paru telle à l'Autriche et à la Prusse. Malheureusement, dans l'intervalle, une partie de la flotte anglo-française était déjà entrée dans les Dardanelles sous prétexte d'y protéger la vie et la propriété des nationaux anglais et français, et pour l'y faire entrer tout entière sans violer le traité de 1841, il a fallu que la guerre nous fût déclarée par le gouvernement ottoman.

» Mon opinion est que si la France et l'Angleterre avaient voulu la paix comme moi, elles auraient dû empêcher à tout prix cette déclaration de guerre, ou, la guerre une fois déclarée, faire au moins en sorte qu'elle restât dans les limites étroites que je désirais lui tracer sur le Danube, afin que je ne fusse pas arraché de force au système purement défensif que je voulais suivre. Mais du moment qu'on a permis aux Turcs d'attaquer notre territoire asiatique, d'enlever un de nos postes-frontières même avant le terme fixé pour l'ouverture des hostilités, de bloquer Akhaltsykh et de ravager la province d'Arménie; du moment qu'on a laissé la flotte turque libre de porter des troupes, des armes et des munitions sur nos côtes, pouvait-on raisonnablement espérer que nous attendrions patiemment le résultat d'une pareille tentative? Ne devait-on pas supposer que nous ferions tout pour la prévenir? L'affaire de Sinope s'en est suivie, elle a été la conséquence forcée de l'attitude

adoptée par les deux puissances, et l'événement ne pouvait certes leur paraître inattendu.

» J'avais déclaré vouloir rester sur la défensive, mais avant l'explosion de la guerre, tant que mon honneur et mes intérêts me le permettraient, tant qu'elle resterait dans de certaines bornes. A-t-on fait ce qu'il fallait pour que ces bornes ne fussent pas dépassées? Si le rôle de spectateur ou de médiateur même ne suffisait pas à Votre Majesté, ou qu'elle voulût se faire l'auxiliaire armé de mes ennemis, alors, Sire, il eût été plus loyal et plus digne d'elle de me le dire franchement d'avance en me déclarant la guerre; chacun alors eût connu son rôle. Mais nous faire un crime après coup de ce qu'on n'a rien fait pour empêcher, est-ce un procédé équitable? Si les coups de canon de Sinope ont retenti douloureusement dans le cœur de tous ceux qui, en France et en Angleterre, ont le vif sentiment de la dignité nationale, Votre Majesté pense-t-elle que la présence menaçante à l'entrée du Bosphore des trois mille bouches à feu dont elle parle et le bruit de leur entrée dans la mer Noire soient des faits restés sans écho dans le cœur de la nation dont j'ai à défendre l'honneur? J'apprends d'elle pour la première fois (car les déclarations verbales qu'on m'a faites ici ne m'en avaient encore rien dit) que, tout en protégeant le ravitaillement des troupes turques sur leur propre territoire, les deux puissances *ont résolu de nous interdire la navigation de la mer Noire,* c'est-à-dire apparemment le droit de ravitailler nos propres côtes.

» Je laisse à penser à Votre Majesté si c'est là, comme elle le dit, faciliter la conclusion de la paix, et si, dans l'alternative qu'on me pose, il m'est permis de discuter, d'examiner même un moment ses propositions d'armistice, d'évacuation immédiate des Principautés, et de

négocier avec la Porte une convention qui serait soumise à une conférence des quatre cours. Vous-même, Sire, si vous étiez à ma place, accepteriez-vous une pareille position? Votre sentiment national pourrait-il vous le permettre? Je répondrai hardiment : Non. Accordez-moi donc à mon tour le droit de penser comme vous-même. Quoi que Votre Majesté décide, ce n'est pas devant la menace que l'on me verra reculer; ma confiance est en Dieu et dans mon droit, et la Russie, j'en suis garant, saura se montrer en 1854 ce qu'elle fut en 1812.

» Si toutefois Votre Majesté, moins indifférente à mon honneur, en revient franchement à notre programme, si elle me tend une main cordiale comme je la lui tends en ce dernier moment, j'oublierai volontiers ce que le passé peut avoir eu de blessant pour moi. Alors, Sire, *mais alors seulement,* nous pourrons discuter et peut-être nous entendre. Que sa flotte se borne à empêcher les Turcs de porter de nouvelles forces sur le théâtre de la guerre, je promets volontiers qu'ils n'auront rien à craindre de mes tentatives; qu'ils m'envoient un négociateur, je l'accueillerai comme il convient. Mes conditions sont connues à Vienne; c'est la seule base sur laquelle il me convient de discuter.

» Je prie Votre Majesté de croire à la sincérité des sentiments avec lesquels je suis, Sire,

» De Votre Majesté le bon ami,

» NICOLAS. »

La publication de cette réponse et celle de la lettre qui l'avait motivée détruisirent les dernières espérances que l'on avait mises dans la sagesse du cabinet de Saint-Pétersbourg. L'empereur Nicolas, fatalement inspiré par le génie de l'orgueil, allait ouvrir la carrière aux pas-

sions ardentes que sa main avait contenues jusque-là avec tant de prudence et de modération. La rupture diplomatique était complète : une dépêche de lord Clarendon donna l'ordre à sir Hamilton Seymour de quitter immédiatement Saint-Pétersbourg avec toute sa légation; le marquis de Castelbajac reçut en même temps un ordre semblable. L'attitude de la chancellerie russe à cette occasion fut significative; on remarqua que le ressentiment du Czar portait principalement sur l'Angleterre, qui, à l'origine, avait eu la grosse part de ses caresses. N'ayant pu diviser la France et l'Angleterre sur le terrain de leurs intérêts communs, Nicolas essaya de réveiller entre ces deux puissances les instincts des susceptibilités jalouses qui s'effaçaient devant l'accomplissement d'un grand devoir.

Notification fut faite d'une manière assez leste au ministre anglais que, ses passe-ports étant prêts, il pouvait partir; les procédés dont on usa envers le ministre de la France furent moins expéditifs. Mais cette différence d'action avait été prévue à Paris; le gouvernement français déclina pour son représentant cette inégalité de procédés dans une cause qui réunissait dans une étroite solidarité les deux grandes puissances maritimes.

Lorsque sir Hamilton Seymour prit congé de l'empereur Nicolas, celui-ci, conservant jusqu'à la fin le ton de gracieuse déférence que dans tous ses rapports il avait eu pour la reine Victoria, chargea son ministre de lui présenter avec l'expression de ses regrets l'hommage de ses sentiments d'élite; puis au moment où le ministre britannique se disposait à se retirer, il lui dit avec une froide arrogance :

« Comptez, je vous prie, combien j'ai de boutons à mon uniforme.

— Pourquoi cela, Sire? répliqua sir Hamilton Seymour.

— Je vous le dirai quand vous aurez compté.

— Douze, Sire.

— Eh bien, vous direz à votre reine que chacun de ces boutons représente deux cent mille hommes.»

. . . .

Entre les derniers jours de février, marqués par l'abandon de tout espoir de solution pacifique, et les derniers jours de mars, signalés par la déclaration de guerre, ce ne fut qu'une longue série de récriminations, de préparatifs militaires et de belliqueuses proclamations. Le lendemain même du jour où le *Moniteur* français constatait l'impuissance des négociations et la rigoureuse nécessité d'en appeler au sort des armes, l'empereur Nicolas, brûlant ses vaisseaux en attendant qu'il noyât sa flotte de Sébastopol, lança un *manifeste* habilement calculé pour feindre la modération aux yeux des puissances étrangères et pour enflammer le fanatisme religieux des peuples russes. Exhumant du linceul de l'histoire, sur lequel une armée de héros brisés par les éléments, mais non vaincus par les hommes, dormaient leur glorieux sommeil, il rappelait dans ce langage mystique les fastes mémorables de 1812 :

« Nous avons déjà fait connaître à Nos bien-aimés et fidèles sujets les motifs de Nos différends avec la Porte Ottomane.

» Depuis lors, malgré le commencement des opérations militaires, Nous n'avons pas cessé de désirer sincèrement, comme Nous désirons encore aujourd'hui, le rétablissement de la paix. Nous avons même nourri l'espoir que le temps et la réflexion convaincront le gouvernement turc de son erreur, provoquée et soutenue par

les intrigues astucieuses qui représentaient nos justes exigences, fondées sur les traités, comme des actes attentatoires à son indépendance et cachant des desseins sur son intégrité.

» Les gouvernements français et anglais ont pris fait et cause pour la Turquie, et l'apparition des flottes combinées à Constantinople a encouragé plus encore la Porte dans son entêtement.

» Enfin, les deux puissances occidentales, sans déclaration de guerre préalable, ont fait entrer leur flotte dans la mer Noire en affichant leur intention de défendre les Turcs et d'empêcher Notre flotte militaire de naviguer librement pour la défense de ses propres côtes.

» Après une conduite pareille, sans exemple parmi les nations civilisées, Nous avons rappelé Nos ambassades de France et d'Angleterre, et Nous avons rompu Nos relations politiques avec ces deux États.

» Ainsi donc l'Angleterre et la France se placent à côté des ennemis de la chrétienté et contre la Russie, qui combat pour l'orthodoxie!

» Mais la Russie ne faillira pas à sa mission! et si ses ennemis attaquaient son territoire, Nous sommes prêts à les recevoir avec la fermeté que Nos ancêtres Nous ont léguée. Est-ce que nous ne sommes plus le même peuple dont l'année 1812 témoigne les hauts faits! Que le Tout-Puissant nous offre l'occasion de le prouver! C'est dans cette pensée que nous allons combattre pour nos frères opprimés et qui professent la foi du Christ.

» Unissons nos cœurs, et de la voix la plus forte de la Russie écrions-nous :

» *Domine, Salvator noster; quem timebimus? Exsurgat Deus, et dissipentur inimici ejus.*

» Seigneur, notre Sauveur, que redouterons-nous?
» Que Dieu se lève, et ses ennemis seront dispersés. »

Le 27 février, les cabinets de Paris et de Londres expédièrent deux dépêches identiques, contenant sommation formelle au Czar d'ordonner dans les six jours qui suivraient la réception de cette communication, l'évacuation des principautés danubiennes pour le 30 avril au plus tard. Le refus de l'Empereur de répondre ou d'obtempérer à cette communication devait être considéré comme une déclaration de guerre.

Sur ces entrefaites, l'une des phases les plus importantes de l'ère de haine et de rancune que le cabinet de Saint-Pétersbourg inaugurait contre l'Angleterre fut la révélation officielle de la correspondance secrète qui avait été échangée du 9 janvier au 16 avril 1853 entre Saint-Pétersbourg et Londres. Le cabinet russe en prit l'initiative pour répondre aux accusations de fraude dont lord John Russell avait taxé sa politique. Accusé à son tour de connivence, le cabinet britannique chercha à se justifier par la publication de cette correspondance, qui produisit une si vive sensation en Europe. Le rôle insignifiant qu'on assignait dans cette grosse affaire à l'action de l'Autriche, le silence dédaigneux employé à l'égard de la Prusse, devaient profondément blesser le sentiment national de ces deux puissances. C'est ainsi que le gouvernement russe accumulait faute sur faute, et justifiait d'une manière évidente pour tous l'attitude belliqueuse de la France et de l'Angleterre.

L'effet de ces révélations fut trop grand pour que la Russie ne cherchât point à l'affaiblir. En effet, le journal français de Saint-Pétersbourg publia officiellement le 13 avril cette justification de la diplomatie moscovite :

« Sans examiner jusqu'à quel point l'envoyé britan-

nique avait pu se laisser, à son propre insu, influencer par les impressions et les préventions qui le dominent, l'esprit de parti et de mauvaise foi n'a pas manqué de tirer de sa relation les conséquences les plus hasardées et les interprétations les plus fausses. S'emparant d'expressions dont le rapporteur lui-même avoue n'être pas toujours sûr d'avoir bien retenu la teneur précise, abusant de quelques idées fugitives jetées au hasard dans la chaleur d'une conversation sans contrainte, on a voulu voir dans les paroles de l'Empereur, telles qu'elles ont été formulées, la preuve de projets d'avance arrêtés, d'arrangements territoriaux à l'égard de la Turquie, en un mot d'un plan de partage que Sa Majesté aurait proposé à l'Angleterre, sans la participation et à l'exclusion des autres cours.

» Cependant, à plusieurs reprises, dans le cours de ses entretiens avec le représentant anglais, l'Empereur ne cesse de répéter qu'il ne veut conclure avec l'Angleterre ni traité ni protocole, qu'il n'est pas question d'un plan par lequel les deux cabinets disposeraient à l'insu et sans le concours des autres puissances, des provinces régies par le Sultan, qu'il s'agit dans sa pensée d'une entente purement générale sur des éventualités que chacune des deux parties s'efforcera d'écarter autant qu'il sera possible, enfin d'un simple échange d'idées, d'une *parole de gentilhomme* à engager de part et d'autre avec l'intention d'éviter les combinaisons politiques qui seraient contraires aux intérêts mutuels. Ces assurances se retrouvent consignées sous une forme et dans des termes non moins positifs dans le *memorandum* que l'Empereur a fait rédiger par son cabinet, en réponse aux communications écrites que les rapports de sir H. Seymour avaient provoquées de la part du ministère britannique.

» Il est donc souverainement injuste, pour ne pas dire déloyal, de chercher dans le motif qui a porté l'Empereur à entamer avec l'Angleterre les pourparlers dont il s'agit, l'intention d'engager cette puissance à disposer d'avance avec lui des possessions turques. Rien n'a été plus loin des pensées de Sa Majesté, que l'idée d'un *partage* et d'un partage effectué par anticipation. Les regards de l'Empereur se portaient sur l'avenir, non sur le présent. Ses vues étaient tout éventuelles. Le but de Sa Majesté a été seulement, en s'énonçant aussi franchement, de conjurer tout incident qui fût de nature à affecter l'intimité qu'elle voulait conserver à ses relations avec l'Angleterre, de prévenir tout différend, tout malentendu, toute espèce de divergence enfin, que des événements incertains, mais possibles, auraient amenés subitement entre la Grande-Bretagne et elle, s'ils avaient été laissés entièrement en dehors de leurs prévisions réciproques.

» Les deux cours ont pu différer d'opinion sur le plus ou moins d'imminence de la catastrophe à prévoir; mais pour le cas même de cette catastrophe, quelles ont été les vues de l'Empereur? Il a désavoué hautement pour lui-même tout désir ou intention de posséder Constantinople. Il a pris d'avance l'engagement de ne point s'y établir d'une manière permanente. Ce désaveu, cet engagement, les pièces de son cabinet les confirment. Conçoit-on dès lors qu'en face des déclarations verbales et écrites, si formelles, si obligatoires, les ministres anglais aient eu le courage d'accuser en plein parlement Sa Majesté de convoitise ambitieuse, de projets de conquête sur la capitale de l'empire ottoman? Un pareil oubli de la parole de l'Empereur, ajouté à celui de toutes convenances dans le langage qu'ils ont employé envers son auguste personne, était fait assurément pour auto-

riser le gouvernement impérial à adresser un appel direct à leur conscience, en se référant à des confidences qui attestent si évidemment le désintéressement et la pureté des vues politiques de Sa Majesté. »

Puis on cherchait à pallier l'importance de ces *épanchements intimes* adressés à une seule puissance à l'insu des autres. Pour l'Autriche et pour la Prusse, on affirmait leur avoir rendu compte de ces propositions secrètes faites à l'Angleterre. Pour la France, on excipait de la froideur existant à cette époque entre les deux cours, et motivée par l'affaire des Lieux saints.

Le journal officiel terminait ainsi :

« Non-seulement le caractère et le motif de ces ouvertures ont été volontairement méconnus et envenimés, mais encore on a cherché à s'en faire une arme en tentant de persuader aux autres puissances, que si l'Empereur à cette occasion s'était adressé plus particulièrement à l'Angleterre, c'est qu'il ne tenait aucun compte de leurs opinions ou de leurs intérêts. Nous nous contenterons de remarquer que les pourparlers dont il s'agit ont été portés confidentiellement à la connaissance des souverains de l'Autriche et de la Prusse; et pour ce qui concerne la France, il est essentiel de se souvenir que l'époque où ils s'entamèrent, était celle précisément où cette puissance nous suscitait à Constantinople à propos des Lieux saints les difficultés qui successivement ont amené la crise actuelle, et où son ambassadeur en Turquie venait d'employer toute son autorité à y supplanter notre influence.

» Dans des circonstances pareilles, et plus tard au moment où la France faisait tout pour entraîner l'Angleterre dans une action hostile contre nous, il est assez naturel que l'Empereur n'ait pas cru opportun de mettre le ca-

binet des Tuileries de moitié dans ses épanchements intimes avec le gouvernement britannique, sans qu'on puisse pour cela prétendre qu'il eût l'intention d'une entente relative au sort de l'Orient, puisque, ainsi qu'on l'a vu, il ne s'agissait nullement d'un partage de la Turquie, pas même d'une transaction quelconque à conclure sous forme de protocole ou de traité. »

En même temps que paraissait cette pièce étrange, l'Autriche, interprète des sentiments de l'Allemagne, reconnaissait que la sommation faite par les puissances occidentales à la cour de Russie, était sinon conciliante par la forme, du moins fondée en droit. Le cabinet de Vienne avait adhéré et adhérait encore aux principes généraux posés par la France et par l'Angleterre.

Cependant, c'était sur l'Allemagne que l'empereur Nicolas comptait pour paralyser la guerre que les deux grands États de l'Occident se préparaient à lui faire. A cet effet, le comte Orloff reçut la mission d'aller faire à la cour de Vienne des ouvertures en ce sens. Ce sombre personnage, précédé, à tort sans doute, par une réputation sinistre, arriva à Vienne le 26 janvier, et au lieu d'aborder immédiatement la question, prenant le mystère pour de l'habileté, il s'enferma dans une affectation de roideur de matamore qui ne lui ramena nullement les esprits prévenus et impatients de connaître le secret de sa mission. Quoi qu'il en soit, au moment où le comte Orloff sortait de son silence, arriva à Vienne le contre-projet que le gouvernement de Saint-Pétersbourg croyait pouvoir substituer aux dernières propositions formulées à Constantinople et admises par la conférence de Vienne, le 13 janvier. Ce contre-projet fut repoussé par les représentants des quatre puissances. Le comte de Buol-Schauenstein demanda à la Russie, s'offrant de

garantir la neutralité qu'elle lui conseillait, si elle maintiendrait l'engagement qu'elle avait pris de ne point franchir le Danube, de respecter l'intégrité de l'empire ottoman, et d'évacuer les principautés danubiennes. Le comte Orloff refusant de s'expliquer sur ces trois points, on put de ce moment considérer sa mission comme avortée. L'empereur Nicolas ayant persisté dans la plupart des exigences qu'il avait précédemment formulées, la conférence de Vienne repoussa, le 5 mars, les nouvelles propositions qui lui furent transmises de Saint-Pétersbourg.

En présence des préparatifs de guerre que les deux puissances poussaient avec une activité qui faisait entrevoir l'énergie de la lutte, l'Autriche et la Prusse proclamèrent le 9 avril, dans la conférence de Vienne, que l'état de guerre déclaré par la France et la Grande-Bretagne ne changerait en rien leurs manières de voir sur les principes qui devaient présider aux négociations futures. La Russie répondit à ce protocole en faisant franchir le Danube par son armée, qui s'établit sans obstacles dans la Dobrutscha, à l'extrémité nord de la Bulgarie.

Le but des troupes russes en manœuvrant ainsi était de faire de la Dobrutscha le centre de leurs mouvements et de s'y fortifier par l'occupation successive des places qui s'y rattachaient. Elles commencèrent leurs opérations de ce côté par le siége de Silistrie, qui sut se défendre avec d'autant plus de succès que l'armée assiégeante était commandée par le plus éminent homme de guerre de la Russie, le prince Paskevitch, qui fut blessé ainsi que les principaux officiers généraux sous ses ordres. Cet échec porta un coup terrible au prestige militaire qui depuis si longtemps entourait les armes moscovites.

De part et d'autre les partis, prêts à entrer en lutte, faisaient des efforts inouïs. En Russie, les populations fanatisées par la pensée que la religion orthodoxe se trouvait menacée, entouraient avec enthousiasme le trône de leur souverain; l'armée, le peuple, la noblesse, la jeunesse des écoles, toutes les classes de la famille moscovite couraient aux armes avec un élan admirable de dévouement et de patriotisme. La croix grecque dans le cœur, l'épée à la main, prêts à verser leur dernier écu et la dernière goutte de leur sang sur l'autel de la patrie, tous, évoquant les mânes de leurs pères, brûlaient du désir de joindre de nouveaux lauriers aux victoires remportées par l'hiver de 1812.

L'Angleterre, stimulée par l'opinion publique, équipait en toute hâte une armée de vingt-cinq mille hommes placés sous le commandement d'un vétéran des armées britanniques, lord Raglan, qui avait guerroyé sous le duc de Wellington et perdu un bras à Waterloo. Les plus beaux noms de l'aristocratie anglaise lui furent adjoints dans divers commandements.

De même en France, les préparatifs belliqueux se poursuivaient avec un admirable entrain; l'armée offrait ses cadres à une volonté unique, énergique, entièrement affranchie des entraves des chambres et des parlements : cinquante mille hommes, formant ensemble trois divisions, furent dirigés sur les ports de la Méditerranée ou empruntés à ces vaillantes troupes qui sous le soleil de feu de la terre africaine avaient produit une pépinière de soldats éprouvés et de chefs habiles. Le maréchal de Saint-Arnaud en prit le commandement, et adressa le 29 mars la proclamation suivante aux troupes de l'Algérie destinées à s'embarquer pour l'Orient :

« SOLDATS,

» Dans quelques jours vous partirez pour l'Orient; vous allez défendre des alliés injustement attaqués et relever le défi que le Czar a jeté aux nations de l'Occident.

» De la Baltique à la Méditerranée l'Europe applaudira à vos efforts et à vos succès.

» Vous combattrez côte à côte avec les Anglais, avec les Turcs, les Égyptiens; vous savez ce qu'on doit à des compagnons d'armes : union et cordialité dans la vie des camps, dévouement absolu à la cause commune dans l'action.

» La France et l'Angleterre, autrefois rivales, sont aujourd'hui amies et alliées; elles ont appris à s'estimer en se combattant; ensemble, elles sont maîtresses des mers. Les flottes approvisionneront l'armée pendant que la disette sera dans le camp ennemi.

» Les Turcs, les Égyptiens, ont su tenir tête aux Russes depuis le commencement de la guerre; seuls, ils les ont battus dans plusieurs rencontres. Que ne feront-ils pas secondés par vos bataillons?

» Soldats, les aigles de l'empire reprennent leur vol, non pour vaincre l'Europe, mais pour la défendre. Portez-les encore une fois comme vos pères les ont portées avant vous; comme eux, répétons tous avant de quitter la France le cri qui les conduisit tant de fois à la victoire: Vive l'Empereur! »

Les escadres française et anglaise opérèrent leur jonction dans la première quinzaine de juin. Soixante-dix mille hommes, débarqués à Gallipoli, marchèrent sur Varna, tandis que deux camps se formaient en France, l'un dans les environs de Marseille pour renforcer au

besoin l'armée active d'Orient, l'autre à Saint-Omer, afin de fournir les éléments d'un corps de débarquement dans la Baltique. La France, assez riche pour payer sa gloire, donnait les hommes, l'Angleterre donnait les moyens de transport.

Le maréchal de Saint-Arnaud se trouva bientôt en mesure de commencer d'importantes opérations; son système d'approvisionnement était solidement établi, et il se trouvait à la tête de quatre-vingt mille hommes impatients de faire parler la poudre. Malgré la divergence des opinions, dictées les unes par une prudence qui ne sacrifie jamais rien au hasard, les autres par une ardeur assurée du succès, l'expédition de Crimée fut dès lors décidée : Sébastopol, centre vital de la puissance moscovite dans ces contrées, devint le but de cette expédition.

Pendant que les soldats de la France et de l'Angleterre apparaissaient sur les champs de bataille, la Russie, espérant détacher l'Autriche et la Prusse des deux puissances maritimes, consentait enfin, sur la demande du comte de Buol et de M. de Manteuffel, à évacuer les principautés danubiennes; mais Nicolas, trop fier pour avouer le véritable motif de ce mouvement de retraite, allégua des motifs purement stratégiques. L'effet qu'il espérait de cette mesure ne répondit point à son attente. Il le détruisit lui-même par le refus des quatre propositions formulées par les cabinets de Paris, de Londres et de Vienne. C'était un défi jeté à l'Autriche et à l'Allemagne; l'Autriche l'avait déjà prévenu en faisant entrer ses troupes dans les Principautés en vertu d'un traité austro-turc conclu le 14 juin.

L'empereur Nicolas allait donc se trouver fatalement isolé au milieu de l'Europe. Les chrétiens d'Orient, sur

lesquels il comptait pour opérer une diversion en faveur de ses armées, avaient bien fait un mouvement sur les frontières helléniques, mais leur insurrection n'avait abouti qu'à resserrer plus étroitement la ceinture de fer qui entourait la Russie de toutes parts. Les Anglo-Français dictaient des lois au Pirée.

N'importe; au milieu de son isolement l'empereur Nicolas contemplait son œuvre avec un inflexible orgueil. Abandonné par l'Europe entière, il mesurait avec son épée la carte de son immense empire, et il se disait : Il me suffira de le presser sous ma main pour en faire jaillir d'innombrables armées. Fort de ces assurances problématiques, il était décidé à ne rien céder de ses prétentions; prêt à perdre la haute position que vingt-cinq ans de succès et d'habileté lui avaient faite, il se réjouissait en quelque sorte de mesurer sa force à celle des deux grandes puissances occidentales. D'ailleurs, il s'était trop avancé pour songer à la retraite. Entre la menace et la réparation, il avait de ses propres mains creusé un abîme que cent mille cadavres ne suffiraient point à combler; il ne pouvait désormais poser devant ses peuples, devant l'Europe, devant l'histoire, comme il le faisait depuis le 14-26 décembre 1825, qu'en leur prouvant les armes à la main qu'il avait eu raison de défier l'Occident. La guerre était devenue pour lui une question d'amour-propre : or, avec cette question il n'avait jamais transigé. Il s'était jeté dans une partie suprême où, d'un côté, il jouait la dignité de sa personne, et de l'autre l'avenir de son empire.

Malgré la prise rapide de Bomarsund et des îles d'Aland, il n'avait jamais pu croire à la possibilité d'un débarquement en Crimée. « Les Français n'oseront pas... » disait-il. Et il ajoutait : « Dans tous les cas, un

Russe sur un champ de bataille vaut deux Français; je connais mon armée. »

Le prince Menschikoff, qui commandait son armée et n'avait pu s'opposer au débarquement des troupes alliées, sans partager entièrement cette opinion, se croyait cependant en mesure de soutenir victorieusement la lutte; aussi la veille même de la bataille de l'Alma écrivait-il à son souverain : « Dans les positions inexpugnables que j'ai prises, je me fais fort de repousser les généraux alliés, eussent-ils deux cent mille hommes sous les drapeaux. » Le lendemain il perdit la bataille et laissa la route de Sébastopol ouverte et jonchée de ses morts et de ses blessés. Si les conseils de la prudence, que les conducteurs des armées doivent toujours suivre sur un échiquier inconnu, n'eussent prévalu sur les dispositions plus décidées du maréchal de Saint-Arnaud, Sébastopol tombait le jour même en son pouvoir [1].

Il n'entre pas dans notre plan de joindre à celle de l'empereur Nicolas l'histoire de la guerre qui si longtemps a fixé l'attention de l'Europe; cette question est trop immense pour être traitée en partie double. Nous avons dû cependant, pour l'intelligence des faits, pour bien faire apprécier la phase nouvelle de la vie de Nicolas, entrer dans les développements que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur. Nous avons fait avec indépendance et impartialité la part des fautes et celle des entraînements, sans excuser les unes, sans chercher à justifier les autres. Notre tâche désormais sera plus facile. Nous allons retrouver au chapitre suivant l'empe-

[1] Un grand nombre d'officiers russes, plusieurs généraux entre autres, qui se trouvaient à cette époque en Crimée, nous ont affirmé que deux régiments français seraient entrés, ce jour-là, tambour battant et enseignes déployées à Sébastopol.

reur Nicolas aux prises avec la fatalité, vaincu, humilié, mais grand et fort dans l'adversité comme la vertu antique. En présence de la mort qu'il désirera, qu'il aidera peut-être par des imprudences calculées, mais qu'il ne se donnera point comme Caton, nous le verrons impassible et ferme comme Socrate, vidant la coupe empoisonnée par l'orgueil déçu et servie par le malheur. Jusqu'à l'heure de sa mort il conservera le sang-froid, la grandeur d'âme qui ne l'ont jamais abandonné durant les épreuves de sa vie. Sur le lit de camp qui lui servira de couche funèbre, il mourra en soldat embrassant l'image de la patrie, en chrétien invoquant les miséricordes de Dieu. Dans la tombe, enfin, il emportera avec son propre deuil celui de l'empire éploré autant par la mort de son souverain que par les désastres de ses armées. Il n'entendra pas du moins le dernier râle de Sébastopol croulant sous les boulets victorieux de la France et de l'Angleterre; fièrement encore il pourra s'ensevelir sous les plis de son drapeau comme dans un glorieux linceul.

CHAPITRE VINGTIÈME.

L'étoile de l'empereur Nicolas pâlit. — Dernière proclamation. — Maladie de l'Empereur. — Progrès du mal. — Nuit de mort. — Derniers sacrements. — Courage admirable et pieuse résignation. — Adieux suprêmes. — Conseils. — Recommandation. — Aimez-vous les uns les autres. — Nicolas dicte une dépêche. — Dispositions pour ses funérailles. — Scène sublime. — Prières des agonisants. — Mort de l'empereur Nicolas.

Lorsque la nouvelle de la défaite de l'armée russe à Alma parvint au palais d'hiver, l'empereur Nicolas ne voulut point y croire. « Tu mens, dit-il au courrier porteur de la dépêche, tu mens.... Il est impossible que Menschikoff se soit laissé battre dans la position formidable qu'il occupait.

— Rien n'est plus vrai, Sire, répondit le sinistre messager.... Votre généralissime a été battu, non par des hommes, mais par des démons qu'on appelle zouaves. » L'Empereur dut enfin se rendre à la vérité, à la vérité, qui bientôt pour lui se fit jour de toutes parts, terrible et menaçante, désespérée. Que pouvaient le courage et la valeur des armes russes devant le courage, la valeur, la discipline et la savante organisation des soldats de l'Occident? Tandis que les bateaux à vapeur et les chemins de fer transportaient à vol d'aigle les troupes, les munitions, les approvisionnements, les armes et les drapeaux de la France et de l'Angleterre en Crimée, les guerriers de la Russie, conduits par des chefs inhabiles, des généraux de parade, s'avançaient lentement dans les steppes déserts du vaste empire, épuisant avant l'heure de la bataille des forces et un héroïsme perdus inutilement, sinon sans

gloire, dans les neiges, sur des chemins impossibles et même dans les angoisses de la faim. Ces malheureux soldats, marchant ainsi dans le vide, sans étapes préparées, sans provisions assurées, atteints de maladies graves, tombaient par centaines sur les bords de la route avec ce stoïcisme ironique qui brave la mort et forme le trait le plus saillant du caractère moscovite. Rien n'avait été prévu, tout avait été livré au hasard, tout faisait défaut au dévouement.

Ce fut alors que, les mensonges officiels faisant place à la vérité implacable dont nous venons de parler, le Czar, qui se croyait invincible dans sa puissance presque divine, découvrit sous la servile incapacité de ses agents la négligence, l'imprévoyance, doublées d'actes immoraux et antipatriotiques. Pas une pierre n'était debout là où des monceaux d'or avaient été accumulés pour la construction des forteresses, pas un canon n'était braqué dans des batteries élevées... sur le papier, pas une arme ne se trouvait dans des arsenaux imaginaires, pas un grain de blé n'était déposé dans des magasins déserts, les remèdes même manquaient dans les ambulances; il n'y a pas jusqu'aux ballots de charpie envoyés par le zèle pieux des dames russes qui ne devinssent l'objet d'un odieux trafic. Les camps étaient de vastes bazars où les fonctionnaires civils et militaires, transformés en marchands, spéculaient sur les vivres qui devaient soutenir la vie du soldat, sur les médicaments qui devaient le protéger contre la mort. La rapine et l'incurie en étaient arrivées à ce point qu'on ne put trouver du quinquina pour couper un accès de fièvre dont le brave Tottleben venait d'être atteint. A défaut de la poudre, qui plus d'une fois vint à manquer à ses troupes, Menschikoff leur offrit de mauvais jeux de mots : « On voit bien que le

prince Dolgorouky, notre ministre de la guerre, ne l'a pas inventée... la poudre. »

Partout les registres officiels, en contradiction avec les faits, exposaient effrontément le mensonge, la fraude et la trahison aux yeux de l'Empereur. Des caisses de l'État les subsides de la guerre avaient passé dans celles des fonctionnaires, qui cachaient leur vénalité et leurs instincts cupides sous le masque de la loyauté et du désintéressement. Aussi, pendant que les soldats de la France entretenaient la gloire avec leur sang, les fonctionnaires de Nicolas entretenaient des prostituées avec l'or volé de la Russie. La brillante étoile d'un règne de trente ans s'effaçait ainsi dans la pénombre d'un présent plein de déceptions. Un avenir plus sombre encore pointait à l'horizon de l'empire. Ce fut alors que le cœur de Nicolas, si longtemps dominé par son esprit inflexible, douta de lui-même pour la première fois. Reportant ses regards en arrière et mesurant froidement la distance qu'il avait parcourue, la taille et la valeur des hommes nuls dont il s'était entouré : « Me serais-je trompé? demanda-t-il un jour au maréchal Paskevitch.

— Non, Sire, répondit le courageux soldat, mais on vous a trompé.

— Qui, maréchal?

— Vos généraux de boudoir et de salon, vos fonctionnaires fanfarons de vertus et souteneurs de vices, vos courtisans, ceux-là mêmes que vous avez honorés de votre amitié et comblés de vos bienfaits. »

L'Empereur ne pouvait survivre à la désillusion de lui-même, à la chute de son orgueil, au réveil de son rêve. « Je suis frappé au cœur, » dit-il au vieux et loyal guerrier.

Depuis ce moment une tristesse amère s'empara de

son âme ; sa noble et majestueuse figure se couvrit d'une teinte maladive et bistrée ; le feu de son regard devint terne, son geste moins rapide, moins impérieux ; sa voix même perdit de sa sonorité. On ne le vit plus comme autrefois se promener le jour fièrement sur la perspective de Nevsky, trôner le soir dans une loge d'avant-scène au théâtre Michel ou à l'Opéra. Si quelquefois le matin on apercevait une ombre pâle errer silencieusement dans les environs du palais d'hiver, c'était l'empereur de toutes les Russies s'arrachant aux rêves sinistres qui avaient passé dans son sommeil. Tout en lui accusait sinon un découragement, un affaiblissement moral, du moins la nature des pensées qui broyaient son cœur de fer. Chaque soir après son dîner, ses paupières alourdies se fermaient pendant quelques instants sous un sommeil de plomb. Ces symptômes de torpeur inquiétaient l'Impératrice, dont la tendresse aimante suivait avec angoisse toutes les phases de cette lutte morale, qui devait avoir un dénoûment si triste et si prochain ; elle écoutait alors avec son cœur les battements de ce cœur qui n'avait jamais battu que pour l'amour d'elle et de la Russie ; elle respirait délicieusement le souffle pénible qui sortait de sa poitrine oppressée ; elle croyait ainsi respirer et retenir sur ses lèvres la belle âme qui allait bientôt lui échapper.

Chaque jour l'Empereur recevait un courrier de Crimée, mais chaque dépêche qu'il ouvrait d'une main tremblante lui apportait une triste nouvelle de plus ; chaque nouvelle renfermait un nouveau mécompte. L'armée russe, en proie aux privations, faisait des prodiges de valeur et soutenait une lutte gigantesque contre les géants de la France et de l'Angleterre ; mais il était évident que la victoire abandonnait les aigles moscovites,

pour se ranger sous les drapeaux des puissances occidentales. Tout ce que l'héroïsme et l'amour de la patrie peuvent enfanter de prodiges, illustrait les efforts désespérés de la défense bravant avec une froide intrépidité la pluie de fer qui inondait Sébastopol; mais l'attaque, non moins héroïque, se rapprochait à chaque instant du cœur de la place, et le jour était proche où les aigles de la France devaient déployer leurs ailes victorieuses sur la tour Malakof, que les soldats français, dans leur langage imagé, appelaient la *tour mal à prendre.*

Une fois encore, l'Empereur, qui à défaut de la victoire désirait la mort, fit entendre sa voix à ces braves et fidèles guerriers; voici l'ordre du jour qu'il leur adressa dans les premiers jours de décembre :

« Les causes de la guerre, qui dure encore, sont pleinement connues de Notre bien-aimée Russie. Elle sait que ni vues ambitieuses, ni désir d'obtenir de nouveaux avantages, auxquels Nous n'avions pas droit, ne Nous ont servi de mobile dans les actes et circonstances qui ont eu pour résultat inattendu la lutte actuelle. Nous avons uniquement eu en vue de sauvegarder les immunités solennellement reconnues de l'Église orthodoxe et de Nos coreligionnaires d'Orient; mais quelques gouvernements Nous attribuant des intentions intéressées et secrètes, qui étaient loin de Notre pensée, ont entravé la solution de cette question et ont fini par former une alliance hostile à la Russie. Après avoir proclamé qu'ils avaient pour but le salut de l'empire ottoman, ils agissent contre Nous à main armée, non en Turquie, mais dans les limites de Nos propres États, dirigeant leurs coups sur les points qui leur sont plus ou moins accessibles : dans la Baltique, dans la mer Blanche, dans la mer Noire, en Tauride et jusque sur les côtes les plus

lointaines de l'océan Pacifique. Grâce au Très-Haut, ils rencontrent partout, et dans nos troupes et dans les habitants de toutes les classes, des adversaires intrépides, animés par leur amour pour Nous et pour la patrie; et, à Notre consolation dans ces circonstances orageuses, au milieu des calamités inséparables de la guerre, Nous voyons se produire sans cesse des exemples éclatants et des preuves de ce sentiment, aussi bien que du courage qu'il inspire. Telles sont les défaites plus d'une fois infligées, malgré une grande disparité de forces, aux troupes ennemies au delà du Caucase; telle est la lutte inégale soutenue avec succès par les défenseurs des côtes de la Finlande, du couvent de Solovetsky et du port de Pétropavlovsk, au Kamtchatka; telle est surtout l'héroïque défense de Sébastopol, signalée par tant d'exploits d'un courage invincible, d'une infatigable activité, que nos ennemis eux-mêmes admirent, et auxquels ils rendent justice. Envisageant avec une humble gratitude envers Dieu, les travaux, l'intrépidité, l'abnégation de Nos troupes de terre et de mer, ainsi que l'élan général du dévouement qui anime toutes les classes de l'empire, Nous osons y reconnaître le gage et l'augure d'un avenir plus heureux. Pénétré de Notre devoir de chrétien, Nous ne pouvons désirer une plus longue effusion de sang, et certes, Nous ne repousserons pas des offres et des conditions de paix, si elles sont compatibles avec la dignité de Notre empire et les intérêts de Nos sujets bien-aimés. Mais un autre devoir non moins sacré Nous commande, dans cette lutte opiniâtre, de Nous tenir prêt à des efforts et à des sacrifices proportionnés aux moyens d'action dirigés contre Nous. Russes! Nos fidèles enfants! vous êtes accoutumés, quand la Providence vous appelle à une œuvre

grande et sainte, à ne rien épargner, ni votre fortune acquise par de longues années de travail, ni votre vie, ni votre sang, ni celui de vos enfants. La noble ardeur qui a enflammé vos cœurs, dès l'origine de la guerre, ne saurait s'éteindre dans aucune situation, et vos sentiments sont aussi ceux de votre souverain. Nous tous, monarque et sujets, nous saurons, s'il le faut, répétant les paroles prononcées par l'empereur Alexandre, dans une année d'épreuves semblable à celle d'aujourd'hui, *le fer à la main*, *la croix dans le cœur*, faire face aux rangs de Nos ennemis pour défendre les biens les plus précieux au monde : la sécurité et l'honneur de la patrie. »

Cependant sa santé devenait de plus en plus chancelante, ses forces semblaient trahir son courage, mais dominant le mal qui le minait sourdement, il trouvait dans le sentiment du devoir qui l'avait guidé toute sa vie la puissance d'en imposer à la nature elle-même : Jusqu'au dernier moment, son âme en lutte avec les désordres de sa vigoureuse constitution, dómptait les progrès de la maladie qui l'avait frappé au cœur.

Malgré les conseils de ses médecins, qui dans l'intérêt de ses peuples le suppliaient d'avoir plus soin de sa santé, il consacrait dix-sept heures par jour aux affaires de l'État. Comme par le passé, il entrait dans les plus infimes détails; bien souvent même la nuit il s'arrachait au sommeil pour achever des travaux interrompus la veille ou se livrer à des exercices de piété. Le flambeau de la foi qui ne s'était jamais éteint dans sa vie de prince et d'empereur, semblait resplendir d'un éclat nouveau à l'approche de sa mort.

Dans le dernier mois qu'il devait passer sur la terre, il se relevait au milieu de la nuit pour chanter devant

les saintes images[1] les psaumes du roi David : Sa voix alors, à l'unisson de son âme tout en Dieu, devenait si touchante d'expression, que son valet de chambre, M. Grimm, qui couchait dans un cabinet voisin, crut plus d'une fois entendre les accents du roi prophète.... C'était le chant du cygne.

Le 8 novembre, jour de saint Michel, suivant le calendrier grec, un événement étrange, comme un pressentiment qui doit se réaliser, répandit l'effroi dans Saint-Pétersbourg. Ce jour-là, un loup de forte taille, signalé du côté de Catherinenhoff, parcourut à quatre heures du matin les quartiers voisins de l'église Saint-Pantélémon, faisant un grand nombre de victimes sur son passage; il avait mordu vingt-cinq personnes lorsqu'on parvint à l'abattre près du palais de la Tauride. Le bruit de cet événement, considéré par toutes les classes de la société comme le signe d'un malheur prochain, ne tarda pas à parvenir à la connaissance de l'Impératrice, retenue au lit par une de ces crises nerveuses auxquelles, depuis le 14-26 décembre, elle était sujette. En l'apprenant, l'auguste princesse fondit en larmes et parut en proie à une indicible frayeur.

« Rassurez-vous, ma mère, lui dit la grande-duchesse Marie cherchant à la calmer et se méprenant sur la cause de son effroi, rassurez-vous, le loup a été tué, il ne fera plus de mal à personne.

— Dieu le veuille, mon enfant, répondit l'Impératrice; mais rappelez-vous ce que je vais vous dire : bientôt à la liste des victimes que ce loup a faites, vous en joindréz une autre plus considérable.

1 Tous les Russes ont dans leurs appartements les images du Sauveur et de la sainte Vierge.

— Ce n'est qu'une supposition, ma mère, répliqua la grande-duchesse.

— Oui, mon enfant; mais cette supposition est basée sur un pressentiment justifié par une triste réalité. Dans les premiers jours du mois d'octobre 1796, un loup d'une taille également effrayante pénétra dans Saint-Pétersbourg, et signala son passage à travers la ville par de nombreux accidents. Un mois plus tard, le 4 novembre, la grande Catherine, votre aïeule, mourut subitement. Soyez-en sûre, mon enfant, un grand malheur nous menace. . . . .
. . . . »

Le 27 janvier-8 février, l'empereur Nicolas ressentit une atteinte de grippe : d'abord l'affection parut peu sérieuse, l'auguste malade en plaisantait lui-même.... Son valet de chambre lui ayant conseillé une application de sangsues : « Va me chercher, lui dit le Czar, deux fonctionnaires haut placés, et attache-les à mon cou, ils me rendront le même service. » Nicolas, ne laissant donc paraître aucune appréhension, soit qu'il ne comprît pas la gravité de son état, soit qu'il ne voulût pas donner des inquiétudes à sa famille, n'en continua pas moins à s'occuper des affaires de l'État avec la même infatigable activité qui présidait à toutes ses actions.

Aggravé par un travail incessant, compliqué par les déceptions et les mécomptes, entretenu peut-être par de secrets désirs, le mal sévit sans relâche depuis les derniers jours de janvier jusqu'au 9 février. Cependant, ce jour-là l'Empereur, éprouvant quelque soulagement, entendit la messe dans la chapelle du palais, et voulut se rendre ensuite au manége du génie pour inspecter les bataillons des régiments des guides Ismaïlovsky et des chasseurs qui se disposaient à entrer en campagne.

Son médecin ordinaire, M. Mandt, assisté du docteur Karrel, crurent devoir combattre ce désir; mais l'Empereur persistant dans ses intentions, leur fit cette demande :

« Feriez-vous attention à ma maladie si j'étais un simple soldat?

— Sire, lui répondit Karrel, il n'y a pas un médecin de votre armée qui permît à un soldat de sortir d'un hôpital dans l'état où Votre Majesté se trouve et par un froid de vingt-trois degrés; il est de mon devoir d'exiger que vous ne quittiez pas la chambre.

— Vous avez rempli votre devoir, répliqua l'Empereur : maintenant c'est à moi de faire le mien. »

Il était une heure de l'après-midi; Nicolas, sourd à la voix du grand-duc héritier et de ses serviteurs les plus intimes, qui le suppliaient de se vêtir plus chaudement que d'habitude, partit pour le manége sans pelisse avec une simple redingote militaire. Le manége, chauffé depuis le matin, donnait une chaleur énorme; aussi le Czar était en transpiration lorsqu'il le quitta. Après la revue, au lieu de retourner directement au palais, il se rendit chez la grande-duchesse Hélène Pavlovna, et de là chez le ministre de la guerre, retenu chez lui par une indisposition moins grave que celle dont il était atteint lui-même. En rentrant au palais, sous une impression de frisson, la toux et les étouffements qui s'étaient manifestés les jours précédents reparurent avec plus d'intensité. Il se coucha de meilleure heure, mais la nuit fut agitée, sans sommeil. Le lendemain, malgré les instances réitérées des médecins, le Czar se rendit de nouveau au même manége pour inspecter les bataillons de marche des régiments de réserve de Préobrajensky et Séménovsky, et les hommes du demi-bataillon de réserve des

sapeurs de la garde. C'était la dernière fois qu'il devait paraître en scène. A la vue des braves qui allaient verser leur sang dans les plaines de la Crimée, il retrouva dans sa poitrine haletante de mâles et nobles accents.

« Partez, mes enfants, leur dit-il, partez sous les aigles moscovites, qui guideront vos pas sur le chemin de l'honneur et de la gloire! S'il ne m'est pas permis de vaincre ou de mourir avec vous, mes vœux et mon cœur vous accompagneront dans vos magnanimes efforts, dans vos dures épreuves... Allez! quand la patrie et la *religion* vous appellent, je ne vous retiens plus. »

Depuis ce moment, les symptômes et les désordres latents qui ruinaient depuis quelque temps cette constitution si robuste en apparence s'aggravèrent avec une rapidité qui déjouait tous les efforts de la science. Nicolas ne sortit plus de sa chambre. Le 11, il se leva pour aller entendre la messe, mais il ne put se tenir debout; il dut se recoucher. Dans la soirée, la maladie prit un caractère plus menaçant, et commença à se développer avec une rapidité effrayante. Malgré ses souffrances, l'Empereur, étendu sur son lit de douleur, n'interrompit point le cours de ses occupations. Ce ne fut que le 12 que, cédant aux prières des médecins, il consentit à déléguer le soin des affaires au Césaréwitsch. Il posait devant la mort et mourait sur le trône. Nul, ni l'Empereur lui-même, ne soupçonnait encore l'imminence du danger. Durant les premières phases de la maladie, il conserva la même confiance, bien que souvent, par sentiment chrétien ou par une secrète aspiration de son âme, il aimât à reporter ses pensées vers la mort, comme nous en trouverons bientôt la preuve dans son testament. Plus d'une fois, alors que l'on discutait sur la durée de l'existence humaine, on l'en-

tendit s'écrier : « La vie de l'homme est moins qu'un atome dans l'éternité. »

On a remarqué souvent, quelque temps avant la fin des grands souverains, des signes mystérieux que la froide raison repousse comme preuve, mais que l'histoire accepte comme faits accomplis. Le premier dimanche du carême, il est d'usage à Saint-Pétersbourg que le métropolitain célèbre une grande messe pontificale dans la cathédrale de Cazan. A un certain moment de l'office, un diacre récite ce jour-là les noms des personnages dont la mémoire est exécrée en Russie, comme ceux du faux Dmitri et de Mazeppa, où à chaque nom le chœur des chantres répond : *Anathème!* Quand cette liste est épuisée, le même diacre prononce les noms des bienfaiteurs défunts de la patrie, acclamés chaque fois par le chœur des chantres disant : *Mémoire éternelle!* Après cette seconde formule, lorsque le nom du dernier empereur mort a été prononcé, le diacre recommande à haute voix aux prières publiques les noms de l'empereur régnant et ceux des membres de la famille impériale, le saint synode, l'évêque diocésain, tous les assistants, et les chantres répondent à chaque nom par des vœux de conservation durant de longues années. Or, le 13-25 février, premier dimanche du carême de 1855, le diacre ayant épuisé la nomenclature des souverains morts par le nom d'Alexandre Ier, proclama à haute voix celle de la famille vivante par le nom de Nicolas Ier. Mais à ce nom les chantres, par une inexplicable distraction, répondirent : *Mémoire éternelle.* Cette erreur produisit dans toute l'assemblée une douloureuse impression. Le métropolitain lui-même faillit perdre connaissance. L'empereur Nicolas mourut cinq jours après. . . . .

Le 17-1er mars, les symptômes devinrent si menaçants

que les médecins résolurent de faire part de leurs inquiétudes à l'héritier de la couronne. L'un d'eux espérait encore, mais vers le soir cette dernière lueur de salut s'éteignit dans les signes précurseurs d'une fin prochaine. Frappé comme d'un coup de foudre par cette terrible nouvelle, le grand-duc Alexandre ne crut pas devoir le cacher à son auguste mère. Alors l'Impératrice, le cœur déchiré par une *incomparable douleur,* comme elle le dit elle-même, mais se rappelant les devoirs suprêmes que la religion impose à une épouse chrétienne, s'empressa de se rendre au chevet du mourant pour les remplir.

Dans la première semaine du carême, Nicolas avait commencé ses dévotions pascales, et du lundi au jeudi on l'avait vu assister régulièrement aux offices divins. Mais, se plaignant à plusieurs reprises de la faiblesse de sa santé, il avait à plusieurs reprises manifesté le doute d'avoir assez de force pour accomplir cette pieuse obligation. Toutefois il n'avait pas voulu s'asseoir un seul instant pendant le service divin, quoique l'archiprêtre Bajanoff l'en eût prié.

L'Empereur n'avait pas été prévenu de la visite de l'Impératrice ; elle s'approcha lentement de l'auguste malade, et, s'inclinant sur sa couche, lui dit avec une douce tendresse :

« Mon ami, tu n'as pu achever tes dévotions pendant la première semaine et recevoir les saints sacrements, ne voudrais-tu pas les recevoir maintenant ? La communion, infaillible pour les maladies de l'âme, a souvent des effets salutaires pour celles du corps.

— Y penses-tu, ma chère, répliqua l'Empereur, comment veux-tu que je reçoive Dieu dans mon lit, couché ? non, je ne puis m'approcher d'un si grand mystère sans

être habillé. J'attendrai que je puisse le faire d'une manière plus convenable. »

L'Impératrice, n'osant insister, garda le silence, mais ses yeux se remplirent de larmes. Quelques minutes après, elle prononça à voix basse l'oraison dominicale...

« Tu pries, mon amie, lui dit Nicolas; pour qui?

— Pour toi.

— Mais je suis donc en danger? »

L'Impératrice n'eut pas la force de prononcer le mot fatal. « Je prie, ajouta-t-elle, pour le prompt rétablissement de ta santé.

— En attendant, je veux que tu conserves la tienne, fit l'Empereur; tu es émue, fatiguée, va prendre quelques instants de repos. » L'Impératrice sortit.

Vers les trois heures de la nuit, Nicolas, sortant d'un léger assoupissement, aperçut le docteur Mandt assis sur un fauteuil auprès de son lit : « Mon cher docteur, s'écria-t-il, je veux savoir la vérité; dites-moi quelle est ma maladie, et si elle est vraiment sérieuse.

— Sire, répondit le médecin, je ne puis le cacher à Votre Majesté, votre maladie est très-grave, le poumon droit est attaqué.

— Menacé de paralysie, voulez-vous dire?

— Oui, Sire, à moins que le mal ne cède à nos efforts. »

En ce moment l'Empereur comprit tout... Il tourna vers le médecin un regard ferme et interrogateur. « Je vous ai demandé toute la vérité, dit-il; je la veux connaître. »

Le médecin inclina la tête sur sa poitrine et garda le silence. Sa voix était brisée par les sanglots.

« Je suis donc en danger de mort? Je vais donc mourir? reprit l'Empereur.

— Pour revivre au ciel dans les bonheurs sans fin, » s'écria le docteur.

Devant cet arrêt de mort, le visage du Czar ne trahit pas la moindre émotion, ses lèvres ne murmurèrent pas un regret, son pouls ne donna pas une sensation de plus qu'à l'ordinaire. Une résignation sublime se révélait dans son regard et sur son front.

Les yeux pieusement élevés vers le ciel comme pour y trouver la trace du chemin que son âme allait bientôt prendre, il parut pendant cinq minutes plongé dans un pieux et profond recueillement. Quand il en sortit, il avait fait à Dieu le sacrifice de sa couronne et de sa vie.

Le docteur Mandt l'ausculta : « Qu'avez-vous remarqué sous votre stéthoscope ? lui demanda Nicolas, des cavernes ?

— Non, Sire, dit le médecin, mais un commencement de paralysie du poumon...

— C'est grave, n'est-ce pas ?

— Je vous l'ai dit, Sire, c'est la mort.

— Et vous avez, fit l'Empereur avec un indicible sourire, vous avez le courage de prononcer ainsi ma sentence définitive ?

— En agissant ainsi, Sire, répondit Mandt, je remplis un devoir rigoureux, mais indispensable. *Lorsque le temps sera venu et quand le besoin s'en fera sentir, j'exige que vous me disiez toute la vérité,* m'avez-vous dit un jour, Sire. Or ce temps est arrivé, et ce besoin se manifeste en ce moment.

» Ce n'est pas tout, Sire ; j'ai dû faire ainsi parce que, comme chrétien, monarque et père de famille, vous avez des dispositions à prendre. Il vous reste pour cela quelques heures d'existence, vous êtes en pleine jouissance de vos facultés, vous voudrez en profiter, puis-

que vous savez qu'il n'y a plus d'espérance. Enfin, Sire, je vous ai dit toute la vérité, parce que je vous connais et parce que je vous aime...

— Et moi, dit l'Empereur, je vous estime et je vous remercie. »

Puis, après un moment de silence, il ajouta :

« Je désire voir mon fils aîné. Faites-le venir. »

Ce fut l'Empereur lui-même qui annonça à son fils l'approche de sa fin, et le prépara à recevoir cette épreuve avec la force et la résignation d'un bon chrétien; puis, préoccupé de la douleur de l'Impératrice, il ajouta : « J'espère que tu n'as rien dit encore et que tu ne diras rien à ta mère.... Maintenant, mon ami, fais appeler mon confesseur. »

L'archiprêtre Bajanoff, prévenu d'avance, se trouvait déjà au palais : au moment où il commençait les prières qui précèdent la confession, l'Impératrice entra dans la chambre du mourant et s'agenouilla près de son fils le grand-duc héritier au pied du lit : l'Empereur les bénit tous deux.

Un instant après, l'Impératrice et le grand-duc quittèrent la chambre pour laisser le monarque avec son confesseur. La confession terminée, il fit le signe de la croix et dit : « Je prie Dieu de me recevoir dans son sein. » Suivant son désir, la sainte communion lui fut administrée en présence de l'Impératrice et du Césaréwitsch. Il la reçut dans toute la plénitude de sa connaissance et avec les sentiments d'une foi vive. Il récita lui-même les prières qui précèdent et suivent le sacrement eucharistique, et prononça d'une voix ferme le *Credo* tout entier.

Lorsque son auguste époux eut reçu les saints sacrements, l'Impératrice lui demanda en l'embrassant : « M'aimes-tu comme toujours, comme autrefois?

— Si je t'aime! tu me demandes si je t'aime! répondit l'Empereur, et comment pourrais-je ne pas t'aimer, toi la compagne de mes jours, la mère de mes enfants? Le jour où nous nous vîmes pour la première fois mon cœur m'a dit : Voilà l'ange gardien de toute ta vie..... La prophétie du cœur s'est réalisée.... »

L'Impératrice était tout en larmes. « Tu pleures! lui dit Nicolas.

— Non, » répondit la vertueuse épouse, qui n'avait plus la force de sentir couler ses larmes. Puis voyant que la pensée du Czar devenait plus difficile, elle lui proposa de l'aider à prier. « Oh! oui, dit l'Empereur, les prières d'un ange font du bien. » Alors elle commença d'une voix solennelle la prière qui renferme toutes les autres, celle que Dieu lui-même a mise sur les lèvres du christianisme naissant. Nicolas la suivait avec une pieuse onction. Lorsque l'angélique princesse prononça ces mots : *Que votre volonté soit faite*, il reprit avec une voix vibrante : « *Oui, que votre volonté soit faite, ô mon Dieu! à présent, en tout et toujours.* »

Tous les membres de la famille impériale attendaient agenouillés dans un appartement voisin. Nicolas appela près de lui la Césarevna, le grand-duc Constantin son second fils, la grande-duchesse Marie Nicolaïevna sa fille, ses petits-enfants, et les grandes-duchesses Alexandra-Josephovna et Hélène Pavlovna. Alors commencèrent les touchants adieux du mourant à sa famille. Tous les membres de la famille impériale étaient groupés devant son lit; il leur annonça avec fermeté sa fin prochaine et les bénit; personne ne fut oublié : il trouva pour tous une de ces paroles qui se gravent profondément dans le cœur. Au grand-duc héritier il dit : « Souviens-toi que *tu es le premier serviteur de la Russie*. » Au grand-

duc Constantin : « Souviens-toi qu'en servant ton frère tu serviras la Russie. En son nom, moi, votre père, je compte sur ta fidélité. » Dans ce moment suprême où, si fort que l'on soit, on ne peut se défendre d'un sentiment d'effroi, Nicolas se mettait à la portée de chacun et trouvait des expressions badines pour ses petits-enfants, les appelant par leurs noms de baptême et leur recommandant de bien aimer et de bien servir la Russie quand ils seraient devenus grands.

Lorsqu'on lui apporta, après tous les autres, le plus jeune des princes, le grand-duc Alexandrowitsch, l'enfant était pâle de terreur, mais il se rassura bien vite sous les tendres caresses de son grand-père qui allait mourir, et qui cependant seul montrait en ce moment l'exemple du calme et du sang-froid.

Plus tard, lorsque la grande-duchesse Pavlovna parut dans sa chambre, il lui dit, comme si elle était venue lui rendre une simple visite : « Je vous remercie; » puis, par souvenir du mari qu'elle avait perdu, il ajouta : « Voici que mon heure est aussi venue, exprimez mon adieu cordial à Katia (la grande-duchesse Catherine Michaïlovna), à elle et au duc Georges de Mecklenbourg-Strelitz. » Puis, s'adressant à tous, il proféra ces sublimes paroles du Sauveur du monde : « Aimez-vous les uns les autres, comme je vous ai aimés. »

Au moment de rendre à Dieu ce qui était à Dieu, le césar moscovite tourna un dernier regard sur les affaires terrestres de l'Empire. Il dicta lui-même cette dépêche qu'il ordonna d'expédier par le télégraphe, à Moscou, à Varsovie et à Kieff : « *L'Empereur se meurt.* » Il fit aussi des dispositions pour ses funérailles, il recommanda de placer près de son tombeau une petite image de la sainte Vierge d'Odignitrie, qui avait assisté au

baptême de Catherine la Grande. Il désigna la salle du rez-de-chaussée du palais d'hiver où ses dépouilles mortelles devaient être exposées aux regrets de son peuple, et la place de son cercueil dans la cathédrale de Saint-Pierre et de Saint-Paul, à la citadelle. Il exigea que ses obsèques fussent faites sans luxe, sans pompeux catafalque, sans décors extraordinaires ni dans la salle de l'exposition funèbre ni dans l'église. « Je ne veux pas, dit-il, que ma mort occasionne à l'État des dépenses inutiles, qui retombent toujours sur le peuple. » Ses dernières pensées étaient pour le peuple, qu'il avait tant aimé.

Cependant, la fatale nouvelle s'était répandue par la ville; le peuple, qui n'y voulait point croire, se rassemblait aux abords du palais, ou se précipitait vers les vestibules, ou bien se jetait à genoux sur la place pour supplier Dieu avec ferveur de conserver les jours de l'Empereur. Les forces du malade diminuaient sensiblement, mais son âme restait toujours grande et forte; il ne regrettait qu'une chose, c'était de ne pouvoir bénir ses deux fils les grands-ducs Nicolas et Michel, qui se trouvaient dans les murs de Sébastopol. Dans ce moment, un courrier arriva de Crimée avec des nouvelles et des lettres des deux grands-ducs. L'Empereur remit les dépêches au Césaréwitsch, en disant : « Ceci ne me regarde plus, j'appartiens tout entier à Dieu; » mais le père survivant au monarque, il ajouta : « Mes deux fils sont-ils au moins en bonne santé? »

A la réponse affirmative qui lui fut faite, il s'écria : « Dieu soit béni! »

Mais la plus tendre, la plus constante sollicitude du mourant se concentrait sur la vertueuse princesse qu'il appelait le bon ange gardien de sa vie; il la recomman-

dait à l'amour de tous, il la désignait comme le symbole de l'unité de la famille auguste. Dans ce moment, l'Impératrice, emportée par le sentiment de *son incomparable* douleur, se jeta dans les bras de son époux en s'écriant : « Oh! que ne puis-je mourir avec toi! »

Mais l'Empereur lui montrant ses enfants, lui dit : « Tu dois vivre pour eux; » puis à ses enfants montrant la mère, il ajouta : « *Vivez pour elle*.... » Cette scène était sublime.

Sentant que sa fin approchait, Nicolas voulut bénir ses enfants éloignés. A chaque nom prononcé, il levait sa main droite déjà glacée, et envoyait à l'absent, avec sa pensée, le signe sacré de la rédemption.

Ce pieux devoir accompli, l'Empereur se tournant vers le grand-duc héritier lui dit : « Vous savez, mon fils, que toute ma sollicitude, tous mes efforts, ont eu pour but unique le bien de la Russie. Mon désir le plus cher était de continuer à travailler de manière à vous laisser l'empire bien organisé, garanti de tout danger du dehors, complétement tranquille et heureux au dedans; mais vous voyez dans quel temps et dans quelles circonstances je meurs. Telle est à ce qu'il paraît la volonté de Dieu, il faut l'accepter et la bénir... Le fardeau vous sera lourd. »

Le Césaréwitsch lui répondit d'une voix brisée par les sanglots : « Si je suis destiné à vous perdre, je suis certain que là-haut aussi vous implorerez Dieu pour la Russie, pour nous tous; vous lui demanderez qu'il me donne la force dont j'aurai besoin pour supporter le fardeau qu'il m'aura lui-même imposé.

— Oui, reprit le mourant, oui, je l'ai toujours prié pour vous, pour notre patrie bien-aimée; là aussi, je l'implorerai. . . . .

Il fit ensuite appeler le ministre de sa maison, le comte d'Adlerberg, et le ministre de la guerre, prince Dolgorouky; il les remercia en termes touchants de leurs fidèles services, de leur dévouement éprouvé, et les recommanda à son héritier; puis s'adressant encore une fois au Césaréwitsch, il lui dit : « Quand je ne serai plus, vous remercierez en mon nom les autres ministres, la garde, l'armée, la flotte, et en particulier les héroïques défenseurs de Sébastopol. »

Sur les onze heures du matin, il tendit sa main au docteur, et lui demanda en souriant : « Quand signerez-vous ma feuille de route? Tout sera-t-il bientôt fini? »

Le docteur consulta son pouls, et répondit : « Pas encore, Sire.

— Ne perdrai-je pas connaissance?

— J'espère, Sire, que vous passerez de la terre au ciel sans agonie. »

A midi moins quelques minutes, il pria l'aumônier de lui lire les prières des agonisants; il les suivit avec la même attention qu'il avait prêtée à celles de la confession et de l'eucharistie. Bientôt, n'ayant plus la force de s'exprimer par des paroles, mais conservant toute sa connaissance, il fit signe à son confesseur de s'approcher, lui serra la main, baisa la croix pectorale, et lui désigna du regard l'Impératrice et le grand-duc héritier, comme pour les recommander à ses consolations, à ses prières.

De ce moment, l'Empereur ne quitta plus les mains que l'Impératrice et le Césaréwitsch avaient mises dans les siennes. Ses lèvres étaient muettes, ses regards étaient éteints, que sa main leur parlait encore par de mystérieuses et sympathiques pressions.

A midi et vingt minutes, cette douce étreinte devint tout à coup silencieuse, comme le regard ainsi que la voix. La mère et le fils jetèrent un cri déchirant de douleur : l'empereur Nicolas était mort! . . . . . .

CHAPITRE VINGT ET UNIÈME.

L'empereur Nicolas. — Récapitulation. — Son testament.

Comme tous les souverains qui ont profondément marqué leur passage dans l'histoire et dans la vie des peuples, l'empereur Nicolas, debout sur son trône ou couché sur son tombeau, a été diversement jugé par les écrivains qui ont étudié cette grande figure, les uns au point de vue de leurs passions politiques, les autres au point de vue de leurs intérêts privés, ceux-là pour donner satisfaction à leur haine du pouvoir et de l'autorité, ceux-ci pour remplir leur tâche de flatteur optimiste et de courtisan acheté.

Pour les premiers, l'empereur Nicolas est un Néron, pour les seconds, un Titus; pour les uns, un monstre, un tyran; pour les autres, le type du beau et du bon, le Méphistophélès ou le bienfaiteur de la Russie, le fléau ou l'arche d'alliance de l'Europe. Quant à nous, placé en dehors des partis extrêmes, autant éloigné de la détraction systématique que de l'admiration optimiste, en garde aussi bien contre les *guirlandes* moscovites que contre l'esprit de réaction qui s'est manifesté dans ces derniers temps contre la mémoire de l'empereur Nicolas, nous avons écrit avec indépendance et impartialité l'histoire d'un règne que ne désavoueraient pas Pierre le Grand et la grande Catherine, les illustres prédécesseurs du czar défunt.

Nicolas, par cela même qu'il régnait dans les sphères

de l'humanité, a commis des fautes sans doute; mais ces fautes, relevées par d'immenses qualités, tiennent plutôt à la nature du milieu dans lequel il s'est trouvé, qu'au développement de son système. Elles sont excusées, sinon justifiées, par l'enchaînement des événements qui ont signalé la marche de sa politique et les grandes lignes de son règne. Pour blâmer avec justice cette sévérité implacable, cette main de fer qui pesaient sur l'empire moscovite, il faut connaître avant tout les mœurs, le tempérament, les besoins, la nature des peuples que la Providence avait confiés à son autorité. Ces peuples, nés d'hier à la civilisation, debout encore sur le seuil de la barbarie, s'accommoderaient fort mal, nous le croyons, d'un régime constitutionnel. L'empereur Nicolas connaissait son peuple par le cœur, et il l'a gouverné par la raison, politique qui partout et toujours sera préférable à celle du sentiment. L'avenir prouvera s'il s'est trompé.

Quoi qu'il en soit, la plus grande faute de Nicolas, la seule peut-être, puisque toutes les autres en découlent, est de s'être cru, durant les dernières années de sa vie surtout, le représentant infaillible de l'autorité monarchique en Europe, l'émanation directe et incarnée du pouvoir divin.

Il était si intimement convaincu que sa puissance autocratique participait de l'infaillibilité de son origine, que sa voix vibrante, magnétique pour ainsi dire, lui semblait l'écho vivant de la voix de Dieu. Aussi, comme autrefois Moïse sur le mont Sinaï promulguant le Décalogue au bruit des tonnerres, s'écoutait-il parler lui-même lorsque, des hauteurs de son trône, il manifestait au peuple ses volontés suprêmes. En dehors de la vie de famille, où le dieu, se transfigurant, daignait s'abaisser

au niveau des princes nés de son sang, il était sans cesse en représentation : de la rue, de la place publique, il se faisait un tabernacle pour son peuple, un piédestal pour l'histoire.

Comme conséquence logique de ces principes, le peuple russe ne pouvait être et ne devait être à ses yeux que l'agent passif, l'instrument aveugle de la pensée dont la force motrice résidait en lui, et pour le développement de laquelle il exigeait une confiance sans bornes, un dévouement absolu.

En dehors de l'esprit d'examen, qu'il aurait considéré comme un acte d'usurpation sur sa volonté, il était arrivé à conclure que l'obéissance aveugle à ses desseins était le seul élément qui devait concourir à la prospérité et à la gloire de sa couronne. De cet ordre d'idées naquit au milieu de son règne l'aversion *instinctive* qu'il éprouvait pour le développement des *individualités*, pour la liberté même de la conscience. De là les intelligences médiocres, les esprits bornés, les incapacités lilliputiennes dont, astre sans satellites, il prit soin de s'entourer dans l'immensité de son pouvoir et les horizons sans fin de son empire. De là les nullités les plus complètes poussant leurs rameaux parasites sur les marches du trône, les cadres administratifs et militaires encombrés de créatures nuisibles et ouvrant un vaste champ au népotisme, à l'intrigue, aux appétits ruineux dont l'esprit rapace et prévaricateur n'était que trop justifié par l'exiguité des rétributions, peu en rapport avec les habitudes de luxe et les besoins de débauche des fonctionnaires publics; de là ces dilapidations scandaleuses et ces vols audacieux qui faisaient dire un jour à Nicolas : « Ils me voleraient mon palais d'hiver s'ils savaient où le cacher. »

La science civilisatrice, en dehors des idées religieuses, représentait à ses yeux la révolution, dont le fantôme menaçant se dressait toujours devant lui. Depuis son avénement au trône, le progrès de la philosophie était à ses yeux révolutionnaire, impie, la pensée était insurrectionnelle. Aussi, constamment appliqué à les combattre au lieu de les réglementer, les trente années de son règne n'ont-elles été qu'un déplorable temps d'arrêt imposé aux labeurs de l'intelligence, au développement moral de ses peuples.

Son action unique, constante, se concentrait d'une manière absolue sur le nombre et la discipline de son armée, qu'il considérait comme la sauvegarde du présent et l'assurance de l'avenir. De la même main qui servait de balance aux destinées de l'Europe, il touchait aux détails les plus infimes de la *chose* militaire. Le même jour qu'il ajoutait une nouvelle province au patrimoine de Pierre le Grand, il donnait les proportions d'une affaire d'État au changement d'un bouton d'uniforme. Si son règne eût été moins fertile en grandes et belles choses, on pourrait l'appeler le règne du *caporalisme*.

Au détriment des autres rouages de la machine gouvernementale, il appliqua à celui du département de la guerre les plus importantes ressources de l'État. Les ministères des finances et des travaux publics, ces deux courants destinés à porter la vie aux artères des sociétés modernes, étaient comme paralysés dans leur sphère d'action, comme étouffés sous le pied des régiments en marche de guerre ou en défilé de parade.

De son empire l'empereur Nicolas a fait une vaste caserne, des steppes incultes un camp, de son palais un corps de garde, de son cabinet une guérite, d'où, sentinelle vigilante, il restait immobile, l'arme au bras,

devant la civilisation européenne qui passait devant lui. Prenant au sérieux son rôle de soldat, il l'a joué toute sa vie; jusqu'au jour où la mort, paraissant en scène, l'a relevé de faction.

Quoi qu'il en soit, l'empereur Nicolas occupera dans l'histoire une place qui ne fera point ombre à celles de Pierre le Grand, de Catherine la Grande et d'Alexandre Ier. Il a complété la merveilleuse ébauche que Pierre a tirée du chaos, que Catherine a dessinée plus largement et qu'Alexandre a poétisée.

Un des plus illustres historiens de la Russie, Karamsine, a dit d'un des plus grands princes de l'ancienne Moscovie, que sans son testament on n'aurait jamais connu toute la beauté de son âme. L'âme de l'empereur Nicolas se révèle avec toutes ses magnificences dans le testament que nous mettons sous les yeux de nos lecteurs pour le couronnement de notre œuvre.

Sauf quelques dispositions relatives à ses biens personnels, ce testament, écrit dans les circonstances les plus favorables de son règne, ce testament est en quelque sorte un entretien intime de l'Empereur avec son âme, le résumé de ses pensées d'homme, de monarque et de chrétien. Le jour où il l'écrivit, comme s'il eût abdiqué déjà sa puissance terrestre en vue de la tombe et déposé sa volonté devant celle de la mort, il ne l'intitula point : *Mes dernières volontés*, mais il lui donna le titre modeste de : *Mes derniers désirs*.

Après avoir sanctifié, selon l'usage chrétien, le préambule de ce précieux document par une invocation pieuse : A Dieu le Père, à Dieu le Fils et à Dieu le Saint-Esprit, il entre ainsi en matière :

« En 1831, le 21 juin, lors de l'invasion du choléra, j'ai rédigé à la hâte mes derniers désirs. Le Seigneur,

dans sa miséricorde, a daigné non-seulement conserver ma famille, mais encore permettre que depuis cette époque elle reçût un accroissement considérable. Ces heureuses circonstances sont de nature à changer en partie mes intentions; c'est pour cela que je trouve nécessaire d'ajouter ce qui suit comme l'expression de mes derniers désirs. »

Le premier paragraphe de l'acte est exclusivement consacré à l'auguste princesse qui pendant toute la vie de l'Empereur a occupé dans son cœur la première place après la Russie. Après avoir fait l'énumération de tous les immeubles, palais, domaines, fermes et villages composant la propriété particulière de l'Impératrice, le testateur ajoute : « Je désire néanmoins qu'on laisse à ma femme l'usage de ses appartements dans le palais d'hiver; au palais de l'île Jélaguine et dans le nouveau palais de Tsarskoé-Sélo. En outre, bien que par le droit d'hérédité le palais de Nicolaïevski appartienne à l'aîné de mes fils, je le laisse toutefois à ma femme pour qu'elle en jouisse pendant sa vie, si cela lui est agréable.

» J'adjure et je prie mes enfants et mes petits-enfants d'aimer et d'honorer leur mère, d'avoir soin de sa tranquillité, de prévenir ses vœux et de consoler sa vieillesse par leurs soins dévoués. Jamais ils ne devront rien entreprendre d'important sans avoir demandé d'abord son avis et reçu sa bénédiction maternelle.

» Mes enfants mineurs doivent demeurer sous sa dépendance entière jusqu'à l'époque de leur majorité. »

Dans les paragraphes 2, 3, 4, 6, parlant du palais Nicolaïevski, qui lui fut donné par l'empereur Alexandre Ier, ainsi que de tous les immeubles dépendant de cette résidence, du domaine de Gatchina, qu'il tenait de l'impératrice Marie Féodorovna aux conditions indi-

quées par son testament, Nicolas stipule que ces biens doivent appartenir à l'héritier qu'il désigne constamment sous le titre d'empereur, comme si lui-même eût cessé de vivre. Il lui lègue aussi son musée d'armes particulier de Tsarskoé-Sélo, et dispose en faveur du grand-duc Constantin Nicolaïewitsch des modèles de constructions navales, des télescopes, des porte-voix, de son cabinet de médailles et de sa bibliothèque du palais d'Anitschkoff.

Les articles 5, 7, 8, renferment des dispositions relatives aux capitaux légués par l'impératrice Marie Féodorovna pour être divisés entre les grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel, avec l'indication de l'emploi qu'il a fait d'une partie de ces capitaux par les acquisitions du domaine de Strelna, pour le grand-duc Constantin Nicolaïewitsch, de la ferme de Znamensky pour le grand-duc Nicolas, et de celle de la petite Znamensky pour le grand-duc Michel Nicolaïewitsch.

Dans le septième paragraphe, l'Empereur, parlant de la ferme appartenant au grand-duc Nicolaïewitsch, et qui constitue une propriété viagère de l'impératrice Alexandra Féodorovna, ajoute :

« Il dépendra de ma femme de mettre quand il lui conviendra ce bien à la disposition de mon fils. Je désirerais que ce fût à l'époque de son mariage. »

Portant son attention sur les moindres détails, l'Empereur recommande aux grands-ducs ses fils de partager entre eux ses écuries divisées en lots égaux, répartis par la voie du sort. Il autorise en outre le grand-duc Michel Pavlowitsch à choisir dans la grande écurie les chevaux qui seraient à sa convenance. Mais au milieu de ces arrangements de famille, de ces dispositions d'intérieur, on retrouve sans cesse des mouvements, des sentiments de tendre préoccupation en faveur des pau-

vres qui recevaient de lui des secours, des personnes de son service particulier et de sa domesticité, enfin des vieux invalides employés dans les résidences impériales à divers titres.

L'article 11 divise entre les trois grandes-duchesses, Marie, Olga et Alexandra, tous les capitaux et le comptant effectif placés sous diverses dénominations par les soins du trésor particulier de l'Empereur. « Mais comme l'intérêt produit par ces capitaux était affecté au service de diverses pensions, je prie de porter ces pensions au compte du trésor ou du cabinet, comme il conviendra le mieux à l'Empereur. »

L'article 12 porte :

« Je désire que les appointements des personnes attachées à mon service particulier, et qui ont si fidèlement rempli leurs devoirs, soient convertis en pensions ; je comprends parmi ces serviteurs mon chef d'écurie et mon cocher Jakoff. »

Dans le paragraphe 13, le testateur prie son héritier de prendre en considération les longs et fidèles services du conseiller privé Block, et de lui accorder une pension égale à son traitement.

Le paragraphe 14 est remarquable par les sentiments de tendre affection que le souverain exprime pour les compagnons et pour les amis de sa jeunesse.

« Depuis mon enfance, dit-il, deux amis et compagnons sont restés à mes côtés, et leur amitié pour moi est demeurée invariablement la même. J'aimais l'aide de camp général d'Adlerberg comme mon frère, et j'espère conserver en lui un ami jusqu'à la fin de ma vie. Sa sœur, Julie Feodorovna Baranoff, a élevé mes trois filles comme une bonne et tendre parente. Je lègue à chacun d'eux une pension de 15,000 roubles argent (60,000 fr.)

outre celle qu'ils ont déjà, et je les remercie pour la dernière fois de leur amour fraternel. »

Art. 15. « Je prie l'Empereur de vouloir bien avoir soin de mes vieux invalides; je désire qu'ils gardent leur vie durant, dans la maison impériale, les emplois qu'ils occupaient de mon temps, sous la dénomination d'*Arsenalnie*, à moins qu'il ne plaise à mon fils d'améliorer leur position. »

Dans les articles 16 et 17, l'Empereur exprime sa reconnaissance à toutes les personnes qui se sont occupées de l'éducation des grands-ducs et des grandes-duchesses. Il prie ses enfants de les aimer et de les respecter toujours; il prie son héritier d'avoir soin de leur avenir; il lui recommande de remercier son aumônier, le père Mauzovsky, et ses médecins, de les *remercier sincèrement pour leurs bons soins*. L'Empereur adresse également ses remercîments aux aides de camp généraux de sa suite et aux aides de camp de service, à toutes les personnes qui se sont dévouées avec zèle à l'accomplissement de leurs devoirs et ont rendu à l'État d'utiles et éminents services; il les prie de continuer à être fidèles et dévoués à son fils. Puis, des individus passant aux troupes, il ajoute : « Je remercie ma loyale et glorieuse garde qui sauva la Russie en 1825, ainsi que mes braves et fidèles armées, mes braves et fidèles flottes. Je prie le Seigneur de leur inspirer toujours le même esprit de bravoure et de fidélité qui les distingue.... Avec cela, la tranquillité du pays est assurée, et malheur à nos ennemis. J'ai aimé mes soldats comme mes enfants, je me suis toujours appliqué à améliorer leur sort; si je n'ai pu y parvenir entièrement, ce n'est pas la faute de ma volonté, c'est que je ne savais pas ou ne pouvais pas mieux faire. »

S'adressant ensuite aux membres de la famille impériale et aux autres personnes qui lui étaient unies par les liens du sang ou de la parenté, l'Empereur les remercie tous pour la bonne harmonie qui règne entre eux et pour leurs sentiments d'amour envers l'Impératrice.

En parlant de sa sœur aînée Marie, il dit : « J'ai toujours professé depuis mon enfance la plus sincère gratitude pour toutes ses bontés. Plus tard, son amitié m'a été plus précieuse encore; en elle j'avais placé ma plus grande confiance. Je la respectais comme une mère et je lui confessais tous les sentiments, toutes les pensées de mon cœur. Je lui témoigne pour la dernière fois ma tendre reconnaissance pour les heureux instants que j'ai passés auprès d'elle.

» Je suis convaincu, continue le testateur, que mon fils, l'empereur Alexandre, sera sans cesse pour sa mère un fils respectueux comme il l'a été pour nous : ce devoir deviendra plus sacré du moment où sa mère sera seule. Dans son isolement, il faut qu'elle soit consolée par l'amour et par le tendre attachement de tous ses enfants et petits-enfants. L'Empereur mon fils doit tâcher d'unir l'indulgence qu'exige leur jeunesse avec la fermeté nécessaire comme un père de famille, et ne jamais souffrir ni mésintelligence, ni querelle de famille, ni rien qui puisse devenir préjudiciable pour eux ou pour l'État. Dans des circonstances de ce genre, dont Dieu nous préserve, il doit se souvenir qu'il est l'Empereur et que tous les autres membres de la famille sont ses sujets.

» ... Je remercie tous ceux qui m'aimaient et me servaient; je pardonne à tous ceux qui me haïssaient, et je prie tous ceux que j'ai offensés sans le vouloir de me le pardonner. J'étais homme, et sujet à toutes les faiblesses

humaines; je m'efforçais à me corriger dans ce que j'avais reconnu de mauvais en moi, j'y ai réussi pour telle chose et non pour telle autre. Je prie de tout mon cœur qu'il me soit pardonné.

» Je meurs le cœur rempli de reconnaissance pour tout le bien qu'il a plu à Dieu de m'accorder dans cette vie passagère; *plein d'un amour ardent* pour notre glorieuse Russie que j'ai servie, selon mes forces, avec foi et sincérité, je regrette de n'avoir pas accompli tout le bien que j'ai si ardemment désiré. Mon fils me remplacera; je prierai le Seigneur qu'il lui donne sa bénédiction et le guide dans cette voie pénible, et qu'il l'aide à affermir la Russie sur le terrain solide de la crainte divine en lui laissant achever sa formation intérieure et en la préservant de tout péril extérieur.

» *C'est en vous, Seigneur, que nous nous reposons, afin de ne pas tourner en confusion.*

» Je prie tous ceux qui m'aimaient de prier pour le repos de mon âme, que je rends à Dieu miséricordieux avec une ferme confiance en sa grâce et une résignation reconnaissante à sa volonté: *Amen.* »

Le 3 mars 1845, l'Empereur ajouta ce codicille à l'acte testamentaire de 1844 :

« Le 29 juillet 1844, il a plu à Dieu de rappeler à lui notre fille bien-aimée Alexandra. Nous supportons sans murmure, en nous inclinant devant les décrets du Seigneur, ce coup terrible, bien convaincu que si telle a *été* la volonté divine *c'était* pour le bien de notre chère fille, et plein d'espérance qu'elle est maintenant plus heureuse dans le ciel qu'elle n'aurait pu l'être sur la terre.

» Nous prions humblement le Seigneur de nous conserver nos autres bien-aimés.

» Mes capitaux particuliers mentionnés au paragraphe

11, et destinés à être partagés entre mes trois filles, doivent être à présent divisés en deux parts égales entre mes filles Marie et Olga. Les objets que j'avais légués à ma fille Alexandra seront remis à mon fils Alexandre. Le médaillon et le cachet qu'elle m'a donnés à son lit de mort, je les laisse à ma femme, et après elle à mon fils Alexandre.

» Je lègue à l'hôpital qui s'érige en mémoire de ma fille le portrait qui la représente et qu'on trouvera sur ma table. »

Les dispositions de ce testament, silencieuse mais éloquente oraison funèbre de l'empereur Nicolas, ont été fidèlement exécutées.

Ces bienfaits, préparés de son vivant, accomplis après sa mort, prouvaient au peuple russe que le génie de l'empereur Nicolas n'était pas descendu tout entier dans la tombe.... Son cœur battait encore dans la poitrine de la Russie.... Les grands hommes ne meurent point.

CÉRÉMONIAL

APPROUVÉ

PAR SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

POUR L'INHUMATION DU CORPS DE FEU

SA MAJESTÉ

L'EMPEREUR NICOLAS Ier

DE GLORIEUSE MÉMOIRE.

I.

La commission de deuil fera savoir à l'avance à toute la capitale, par la voie de la police, le jour qui aura été fixé pour l'inhumation. La veille de ce jour, il sera lu dans tous les quartiers, par des hérauts et avec le cérémonial usité, une proclamation annonçant la cérémonie.

II.

Le jour de l'inhumation, à neuf heures du matin, à un signal de trois coups de canon, tirés de la forteresse de Saint-Pétersbourg, les dignitaires et personnages ci-après se réuniront dans la cathédrale des Saints Apôtres Pierre et Paul, savoir : les membres du saint synode, le confesseur de feu Sa Majesté l'Empereur, de glorieuse mémoire, archiprêtre Bajanoff, le clergé de la cour et le reste du clergé, d'après les dispositions de Son Éminence le métropolitain Nicanor, les dames d'honneur, les demoiselles d'honneur à portrait, les maîtresses de la cour, les de-

moiselles d'honneur, les membres du conseil de l'empire, les ministres, les sénateurs, les premières et secondes charges de la cour impériale, les secrétaires d'État, les cavaliers de la cour, les aides de camp généraux, les généraux-majors de la suite de Sa Majesté l'Empereur, les aides de camp de Sa Majesté, les aides de camp de Leurs Altesses Impériales, avec leurs épouses, tous les officiers généraux qui se trouvent à Saint-Pétersbourg, les officiers de tous grades de la garde, et les autres personnes de distinction des deux sexes des deux premières classes, tous en grand deuil; de même, les membres du corps diplomatique avec leurs épouses, qui auront été invités par des avis spéciaux de l'expédition des cérémonies, et qui seront placés, dans l'église, à droite du catafalque. De plus, les serviteurs de feu Sa Majesté l'Empereur qui avaient le plus approché de son auguste personne, et qui se tiendront à une place qui leur est spécialement destinée.

III.

Après l'arrivée du saint synode à l'église, Son Éminence le métropolitain célébrera l'office divin.

IV.

Pendant ce temps, les troupes désignées par Sa Majesté l'Empereur occuperont les points qui leur auront été assignés.

V.

Leurs Majestés Impériales seront reçues à l'entrée de la cathédrale par Son Éminence le métropolitain et les membres du saint synode, avec la croix et l'eau bénite. Lorsque Leurs Majestés Impériales auront occupé leurs places, on récitera auprès du corps de feu l'Empereur,

de glorieuse mémoire, d'après le rite de l'Église gréco-russe d'Orient, les dernières prières convenables à l'illustre rang de Sa Majesté Impériale.

VI.

Après ces prières, les augustes personnages ayant rendu le dernier devoir au corps de feu l'Empereur, les aides de camp généraux apporteront le couvercle du cercueil; les généraux-majors de la suite de Sa Majesté Impériale enlèveront le drap mortuaire et l'emporteront à l'autel, et Sa Majesté l'Empereur déposera le manteau impérial dans le cercueil. Lorsque ce dernier aura été fermé, les aides de camp généraux, précédés du métropolitain et du clergé, l'emporteront vers la tombe préparée dans l'Église, et l'y descendront après l'absoute.

VII.

Dans ce moment, les troupes rassemblées pour la cérémonie exécuteront un feu roulant, et l'artillerie en bataille, ainsi que tous les canons de la forteresse, tireront des salves de six coups par pièce. Ainsi se termineront les derniers devoirs rendus à feu Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, Nicolas Ier, de glorieuse et impérissable mémoire.

VIII.

Le service d'honneur qui se trouvait dans l'église auprès du corps de feu l'Empereur dans cette dernière journée, y demeurera jusqu'à ce que la tombe ait été entièrement scellée.

IX.

Le jour même de l'inhumation, les insignes impériaux seront transportés de la cathédrale des Saints Apôtres

Pierre et Paul au palais impérial d'hiver, avec le cérémonial suivant :

1° Quatre trompettes du régiment des gardes à cheval;

2° Deux pelotons du régiment des gardes à cheval;

3° Un officier des écuries impériales, à cheval, suivi de trois palefreniers;

4° Une voiture à quatre places avec quatre gentilshommes de la chambre;

5° Une autre voiture semblable avec quatre chambellans;

6° Un phaéton ouvert, attelé de six chevaux, avec un maître des cérémonies;

7° Un phaéton ouvert, attelé de six chevaux, avec le grand maître des cérémonies;

8 Un officier des écuries impériales;

9° Deux sous-écuyers, suivis de trois palefreniers, à cheval;

10° Huit voitures à quatre places, attelées de six chevaux, chacune précédée de deux estafiers à cheval et escortées de chaque côté par deux sous-officiers du régiment des gardes à cheval. Ces voitures seront occupées par les insignes impériaux et par les dignitaires chargés de les recevoir;

11° La marche sera fermée par deux pelotons du régiment des gardes à cheval.

A son arrivée dans la cour d'honneur du palais d'hiver, ce cortége s'arrêtera au perron des Ambassadeurs; le poste principal et les postes intérieurs rendront les honneurs aux insignes impériaux. Il y aura au perron un fourrier de la chambre, deux fourriers de la cour et vingt grenadiers de la compagnie du palais, lesquels, ainsi que les gentilshommes de la chambre, les chambellans, les maîtres des cérémonies et le grand maître des céré-

monies arrivés avec le cortége, précéderont les insignes impériaux, qui seront portés dans la salle Saint-Georges, où ils seront reçus par le grand maréchal de la cour et par le dignitaire en fonctions de maréchal de la cour, et déposés à l'endroit préparé à cet effet. Dans cette marche, les dignitaires portant les insignes impériaux seront accompagnés de chaque côté par un grenadier de la compagnie du palais.

X.

Lorsque l'Empereur aura donné l'ordre de transporter la couronne impériale, le sceptre et le globe à la chambre des diamants, ils y seront portés par les dignitaires désignés à cet effet, précédés du maréchal suprême, du grand maréchal de la cour et du dignitaire en fonctions de maréchal de la cour; après avoir remis ces trois insignes impériaux à Sa Majesté l'Empereur, toutes ces personnes se retireront.

XI.

Le jour qui aura été fixé à cet effet, les autres insignes impériaux seront transportés du palais impérial d'hiver à Moscou, dans le même ordre et avec le même cérémonial qu'ils en avaient été apportés à Saint-Pétersbourg.

XII.

Toutes les décorations et les ordres de chevalerie seront transportés, de la cathédrale des Saints Apôtres Pierre et Paul à la commission de deuil, par un de ses membres, les ordres et décorations russes pour être déposés et conservés à l'arsenal de Saint-Pétersbourg, et les ordres étrangers pour être envoyés au chancelier de l'empire pour les affaires étrangères, qui les fera parvenir aux diverses cours auxquelles ils appartiennent.

XIII.

Pendant tout le temps que les insignes impériaux resteront déposés dans la salle Saint-Georges, la compagnie des grenadiers du palais tiendra des factionnaires à l'intérieur des portes de ses deux entrées.

Le maréchal suprême de la commission de deuil,

Comte Gourieff.

CÉRÉMONIAL

APPROUVÉ

PAR SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

POUR LE CORTÉGE FUNÈBRE

QUI DOIT AVOIR LIEU LORS DE LA TRANSLATION DU CORPS DE FEU

SA MAJESTÉ

L'EMPEREUR NICOLAS Ier

DE GLORIEUSE MÉMOIRE

du Palais impérial d'hiver à l'Église cathédrale des Saints Apôtres Pierre et Paul.

PREMIÈRE SECTION.

I.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

II.

Les timbales du régiment des gardes à cheval et un corps combiné de musique, composé des trompettes de la division de cuirassiers de la garde et de la 1re division de cavalerie légère de la garde, tous à cheval et en grande tenue.

III.

Un officier des écuries impériales, à cheval, en uniforme et en grand deuil.

IV.

Un maréchal, du rang d'officier supérieur, portant son bâton.

V.

Un escadron du régiment des gardes cuirassiers de l'Empereur.

VI.

La 4e compagnie du régiment de réserve des grenadiers de la garde.

VII.

La compagnie de réserve du demi-bataillon de sapeurs de la garde.

VIII.

La 4e compagnie de carabiniers du régiment de réserve de chasseurs de la garde.

IX.

Ces troupes marcheront d'après les règlements militaires, accompagnées du nombre convenable d'officiers et de sous-officiers; les soldats porteront leurs armes renversées et les tambours battront la marche funèbre.

X.

Un officier des écuries impériales, à cheval, en uniforme et en grand deuil.

XI.

Quarante valets de pied, placés sur quatre de front.

XII.

Quatre coureurs, placés de front.

XIII.

Huit laquais de la chambre de la cour impériale, placés sur quatre de front.

XIV.

Huit officiers de bouche de la cour impériale, placés sur quatre de front.

XV.

Seize pages, placés sur quatre de front.

XVI.

Quatre pages de la chambre. Les pages et les pages de la chambre seront accompagnés par ceux de leurs officiers qui n'auront pas de fonctions dans le cortége.

XVII.

Un commandant de compagnie de pages de Sa Majesté Impériale.

DEUXIÈME SECTION.

XVIII.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

XIX.

Un maréchal de la sixième classe en grand deuil, portant son bâton.

XX.

L'étendard aux armes de famille de Sa Majesté Impériale, porté par un fonctionnaire de la septième classe,

suivi de son cheval d'armes conduit par deux fonctionnaires du rang d'officier subalterne, et suivi d'un palefrenier.

XXI.

L'étendard militaire rouge, orné des armes impériales avec des franges et des glands rouges, porté par un colonel ayant, comme assistants, deux officiers supérieurs; tous en grand uniforme et en grand deuil.

XXII.

Le cheval de selle de Sa Majesté, couvert d'un riche capáraçon, et conduit par deux officiers supérieurs en uniforme et en grand deuil, suivis de deux palefreniers en grande livrée.

XXIII.

L'étendard des armes de Tcherkask, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXIV.

L'étendard des armes d'Arménie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXV.

L'étendard des armes de Cabardinie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXVI.

L'étendard des armes de Géorgie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXVII.

L'étendard des armes de Carthalinie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXVIII.

Les étendards seront portés par des fonctionnaires de la huitième classe, et les chevaux conduits chacun par deux fonctionnaires ayant rang d'officier subalterne.

TROISIÈME SECTION.

XXIX.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

XXX.

L'étendard des armes d'Ivérie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXI.

L'étendard des armes de Mstislaff, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXII.

L'étendard des armes de Vitebsk, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXIII.

L'étendard des armes de Condié, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXIV.

L'étendard des armes d'Obdorie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXV.

L'étendard des armes d'Oudorie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXVI.

L'étendard des armes de Biéloserk, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXVII.

L'étendard des armes de Yaroslaff, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXVIII.

L'étendard des armes de Rostoff, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XXXIX.

L'étendard des armes de Polotsk, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XL.

L'étendard des armes de Riazan, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XLI.

L'étendard des armes de Tchernigoff, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XLII.

L'étendard des armes de Nijni-Novgorod, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XLIII.

L'étendard des armes de Bolgarie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XLIV.

Tous les étendards ci-dessus mentionnés seront portés par des fonctionnaires de la huitième classe, et les chevaux conduits par des fonctionnaires ayant rang d'officier subalterne.

QUATRIÈME SECTION.

XLV.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

XLVI.

L'étendard des armes de Viatka, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XLVII.

L'étendard des armes de Permie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XLVIII.

L'étendard des armes de Yougorie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

XLIX.

L'étendard des armes de Tver, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

L.

L'étendard des armes de Carélie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LI.

L'étendard des armes de Biélostok, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LII.

L'étendard des armes de Samogitie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LIII.

L'étendard des armes de Sémigale, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LIV.

L'étendard des armes de Courlande, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LV.

L'étendard des armes de Livonie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LVI.

L'étendard des armes d'Esthonie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LVII.

L'étendard des armes de Finlande, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LVIII.

L'étendard des armes de Podolie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LIX.

L'étendard des armes de Volhynie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LX.

L'étendard des armes de Lithuanie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXI.

L'étendard des armes de Smolensk, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXII.

L'étendard des armes de Pskoff, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXIII.

L'étendard des armes de Tauride, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXIV.

Tous les étendards ci-dessus mentionnés seront portés par des fonctionnaires de la huitième classe, et les chevaux conduits chacun par deux fonctionnaires ayant rang d'officier subalterne.

CINQUIÈME SECTION.

LXV.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

LXVI.

L'étendard des armes de Sibérie, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXVII.

L'étendard des armes de Pologne, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXVIII.

L'étendard des armes d'Astrakhan, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXIX.

L'étendard des armes de Casan, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXX.

L'étendard des armes de Novgorod, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXXI.

L'étendard des armes de Vladimir, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXXII.

L'étendard des armes de Kieff, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXXIII.

L'étendard des armes de Moscou, suivi de son cheval d'armes et d'un palefrenier.

LXXIV.

Les étendards seront portés par des fonctionnaires de la septième classe, et les chevaux conduits chacun par deux fonctionnaires de la huitième classe, suivis de palefreniers.

LXXV.

L'étendard de l'amirauté, porté par un capitaine de vaisseau, en uniforme et en grand deuil, et ayant pour assistants deux capitaines de frégates.

LXXVI.

L'étendard de soie noire avec les armes de l'empire, porté par un fonctionnaire de la sixième classe, assisté de deux fonctionnaires ayant rang d'officier supérieur, et suivi d'un cheval entièrement couvert d'un caparaçon de drap noir aux armes de l'empire; le cheval sera conduit par deux fonctionnaires de la septième classe, suivis de deux palefreniers.

LXXVII.

L'étendard blanc, porté par un capitaine de la garde assisté de deux officiers de la garde portant, de même que le premier, l'uniforme sans deuil.

LXXVIII.

Un homme d'armes, couvert d'une armure dorée,

tenant une épée nue en main et monté sur un cheval richement enharnaché, qui sera conduit par deux palefreniers en grande livrée.

LXXIX.

Un homme d'armes à pied, revêtu d'une armure noire, tenant en main une épée nue baissée vers la terre et dont la garde sera couverte de crêpe.

LXXX.

L'étendard de deuil, de soie noire, porté par un fonctionnaire de la sixième classe, assisté de deux fonctionnaires du rang d'officier supérieur. Il sera suivi d'un cheval couvert d'un caparaçon de drap noir, conduit par deux fonctionnaires de la septième classe, suivis de deux palefreniers.

LXXXI.

Deux officiers des écuries impériales à cheval et suivis d'un sous-écuyer de la cour.

SIXIÈME SECTION.

LXXXII.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

LXXXIII.

Un maréchal du rang de général-major, avec son bâton.

LXXXIV.

Les armes de famille de Sa Majesté Impériale.

LXXXV.

Les armes de Tauride.

LXXXVI.

Les armes de Sibérie.

LXXXVII.

Les armes de Finlande.

LXXXVIII.

Les armes de Pologne.

LXXXIX.

Les armes d'Astrakhan.

XC.

Les armes de Casan.

XCI.

Les armes de Novgorod.

XCII.

Les armes de Vladimir.

XCIII.

Les armes de Kieff.

XCIV.

Les armes de Moscou.

XCV.

Tous ces écussons seront portés par des fonctionnaires de la sixième classe.

XCVI.

Le grand écusson aux armes de l'empire précédé par quatre généraux-majors et porté par deux généraux-majors et deux colonels, assistés de deux officiers supérieurs. Tous ces officiers seront en grande tenue et en grand deuil.

SEPTIÈME SECTION.

XCVII.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

XCVIII.

L'ancien des yamstchiks, suivi des membres de cette corporation placés sur trois de front et vêtus de leur costume; ceux des yamstchiks qui ont reçu du défunt empereur des caftans comme marque de sa gracieuse bienveillance, les porteront avec un crêpe au bras.

XCIX.

La corporation des bourgeois
La corporation des marchands } placés sur trois de front.

C.

Le maire de la ville remplissant les fonctions de maréchal pour la municipalité et portant le bâton de sa fonction, suivi des membres du conseil municipal, du tribunal municipal et des secrétaires de ces administrations, et enfin des maîtres-artisans des corps de métiers, portant les insignes de leurs professions respectives. Toutes ces personnes seront placées sur trois de front.

CI.

Un maréchal pour la noblesse avec son bâton, suivi du maréchal de la noblesse du gouvernement de Saint-Pétersbourg, de ceux des districts et des membres de

l'assemblée des délégués de la noblesse du même gouvernement.

CII.

Un maréchal pour la régence du gouvernement de Saint-Pétersbourg avec son bâton et suivi du gouverneur civil, du vice-gouverneur, des présidents des cours de justice, des membres de la régence du gouvernement, de ceux des cours de justice et de tous les tribunaux subalternes, et des employés du gouverneur général militaire, tous placés sur trois de front.

HUITIÈME SECTION.

CIII.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

CIV.

Un maréchal avec son bâton.
La Compagnie russe américaine.
La Société impériale économique.
La Société de curatelle des prisons.
La Société impériale philanthropique.

NEUVIÈME SECTION.

CV.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

CVI.

Un maréchal avec son bâton, pour le conseil de l'hospice impérial des Enfants trouvés de Saint-Pétersbourg, suivi des fonctionnaires et des élèves des établissements de son ressort sur trois de front.

DIXIÈME SECTION.

CVII.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

CVIII.

Un maréchal pour le ministère de la justice, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CIX.

Un maréchal pour la direction générale des voies de communication, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CX.

Un maréchal pour le contrôle de l'empire, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

ONZIÈME SECTION.

CXI.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

CXII.

Un maréchal pour le ministère des finances, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXIII.

Un maréchal pour le ministère des domaines de l'empire, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXIV.

Un maréchal pour la direction générale des postes, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXV.

Un maréchal pour le ministère de l'instruction publique, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort et des élèves des établissements qui en dépendent, sur trois de front.

CXVI.

Un maréchal pour le ministère de l'intérieur, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXVII.

Un maréchal pour le ministère des affaires étrangères, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXVIII.

Un maréchal pour le comptoir du palais particulier de Sa Majesté l'Empereur et ses écuries, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXIX.

Un maréchal pour le ministère des apanages et le ca-

binet impérial, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXX.

Un maréchal pour le ministère de la maison de l'Empereur, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, et de ceux du chapitre des ordres impériaux et royaux de Russie, sur trois de front.

CXXI.

Un maréchal pour le ministère de la marine, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, sur trois de front.

CXXII.

Un maréchal pour l'état-major général de Sa Majesté Impériale et le ministère de la guerre, avec son bâton, suivi des fonctionnaires de son ressort, et des élèves des établissements qui en dépendent, sur trois de front.

CXXIII.

Un maréchal pour le sénat dirigeant, avec son bâton, suivi des premiers secrétaires, des fonctionnaires attachés aux bureaux de premiers procureurs, des premiers procureurs du sénat, du dignitaire faisant fonctions de premier procureur du saint synode, et des sénateurs, tous sur trois de front.

CXXIV.

Les employés des chancelleries des ministres secrétaires d'État du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande.

CXXV.

Un maréchal avec son bâton.

CXXVI.

Les employés de la chancellerie du conseil de l'empire, de celle du comité des ministres, et des chancelleries particulières de Leurs Majestés Impériales, sur deux de front.

CXXVII.

Les secrétaires d'État de Sa Majesté l'Empereur, sur deux de front.

CXXVIII.

Les ministres secrétaires d'État du grand-duché de Finlande et du royaume de Pologne.

CXXIX.

Le secrétaire de l'empire.

CXXX.

Les membres de la commission chargée de recevoir les placets adressés à Sa Majesté l'Empereur.

CXXXI.

Les membres du conseil de l'empire, sur deux de front.

CXXXII.

Le président du conseil de l'empire.

DOUZIÈME SECTION.

CXXXIII.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

CXXXIV.

Deux détachements de chevaliers-gardes de Sa Majesté l'Impératrice.

CXXXV.

Deux hérauts d'armes portant les bâtons de leur office.

CXXXVI.

Quatre colonels, en uniforme et en deuil, portant les quatre glaives de l'empire baissés.

CXXXVII.

Médailles, ordres de chevalerie et insignes impériaux.

DÉCORATIONS ET MÉDAILLES ÉTRANGÈRES :

1. L'ordre d'Albert l'Ours, d'Anhalt.
2. L'ordre de la Fidélité, de Bade.
3. L'ordre du Lion de Zähringen, de Bade.
4. L'ordre du Mérite militaire, de Bade.
5. L'ordre du Lion d'or, de Hesse-Cassel.
6. L'ordre de Louis, de Hesse-Darmstadt.
7. L'ordre du Mérite de Pierre-Frédéric-Louis, d'Oldenbourg.
8. L'ordre de famille de la branche Ernestine, de Saxe.
9. L'ordre du Faucon blanc, de Saxe-Weimar.
10. L'ordre de Saint-Étienne, d'Autriche.
11. L'ordre de Saint-Hubert, de Bavière.
12. L'ordre de la Croix du Sud, du Brésil.
13. L'ordre de Dom Pedro Ier, du Brésil.
14. L'ordre de l'Éléphant, de Danemark.
15. L'ordre de Saint-Janvier, des Deux-Siciles.
16. L'ordre de Saint-Ferdinand, des Deux-Siciles.
17. L'ordre de Saint-Georges, des Deux-Siciles.
18. L'ordre de la Toison d'or, d'Espagne.

19. L'ordre du Saint-Esprit, de France.
20. L'ordre de la Jarretière, de Grande-Bretagne.
21. L'ordre du Sauveur, de Grèce.
22. L'ordre de Saint-Georges, de Hanovre.
23. L'ordre des Guelfes, de Hanovre.
24. L'ordre de la Couronne de chêne, des Pays-Bas.
25. L'ordre du Lion néerlandais, des Pays-Bas.
26. L'ordre Militaire, des Pays-Bas.
27. L'ordre de la Tour et de l'Épée, de Portugal.
28. La Croix d'or, de Prusse, pour vingt-cinq ans.
29. L'ordre de l'Aigle noir, de Prusse, avec le collier.
30. L'ordre de l'Annonciade, de Sardaigne.
31. L'ordre de la Couronne, de Saxe.
32. L'ordre des Séraphins, de Suède.
33. L'ordre du Lion, de Würtemberg.
34. L'ordre de la Couronne, de Würtemberg.

DÉCORATIONS ET ORDRES DE RUSSIE ET INSIGNES IMPÉRIAUX.

35. La Médaille pour la guerre de Turquie en 1828 et 1829.
36. La Marque d'Honneur pour trente-cinq ans de service irréprochable.
37. La Croix de Saint-Jean de Jérusalem.
38. L'ordre de Saint-Stanislas.
39. L'ordre de Sainte-Anne.
40. L'ordre de l'Aigle blanc.
41. L'ordre de Saint-Vladimir.
42. L'ordre de Saint-Georges de la quatrième classe.
43. L'ordre de Saint-Alexandre-Nevsky.
44. L'ordre de Saint-André.
45. La Couronne de Géorgie.
46. La Couronne de Tauride.
47. La Couronne de Sibérie.

48. La Couronne de Pologne.
49. La Couronne d'Astrakhan.
50. La Couronne de Casan.
51. Le Globe impérial.
52. Le Sceptre de l'Empire.
53. La Couronne impériale.

CXXXVIII.

Les insignes impériaux, décorations et médailles, seront portés sur des coussins de drap d'or, garnis d'une large frange avec quatre glands d'argent.

CXXXIX.

Deux maîtres des cérémonies de la cour de Sa Majesté Impériale, portant leurs bâtons.

CXL.

Le grand maître de la cérémonie.

CXLI.

Des deux côtés du cortége, depuis le commencement de la marche des insignes impériaux jusqu'à la place occupée par la famille impériale, marcheront la compagnie des conducteurs de l'école du génie de Nicolas et une compagnie de l'école des porte-enseignes de la garde.

TREIZIÈME SECTION.

CXLII.

Un maître des cérémonies à cheval, portant en bandoulière sur l'épaule une écharpe de crêpe noir et blanc.

CXLIII.

Les chantres du couvent de Saint-Alexandre-Nevsky

et ceux de la cathédrale de Notre-Dame de Casan, suivis de toute la procession du clergé portant en main des cierges allumés et suivant l'ordre prescrit par Son Éminence le métropolitain de Novgorod et Saint-Pétersbourg, avec toute la pompe due aux restes sacrés de feu Sa Majesté l'Empereur. Immédiatement après la procession du clergé suivront les chantres, les archidiacres et les prêtres de la cour, portant deux saintes images. Après eux viendra le confesseur de feu l'Empereur, archiprêtre Bajanoff.

CXLIV.

Le char funèbre attelé de huit chevaux, sur lequel reposera le corps du défunt Empereur : sur les gradins du char se trouveront quatre aides de camp généraux; les cordons et les houppes seront tenus par huit aides de camp généraux et six généraux-majors de la suite de Sa Majesté Impériale; les houppes de devant du drap mortuaire seront portées par deux généraux.

CXLV.

Tous seront en grand uniforme et en grand deuil. Des deux côtés du char funèbre marcheront soixante pages, les plus grands de taille, une torche allumée à la main. Les chevaux seront menés par huit fonctionnaires de la huitième classe.

CXLVI.

Sa Majesté l'Empereur suivra immédiatement le char funèbre, ayant à ses côtés deux des plus anciens aides de camp généraux comme assistants. Sa Majesté Impériale sera de plus accompagnée du ministre de sa maison, de l'inspecteur du génie, de l'inspecteur de l'artillerie, du quartier-maître général et du général de service.

CXLVII.

Son Altesse Royale le prince royal de Würtemberg, et Leurs Altesses Impériales les grands-ducs Constantin Nicolaïevitch, Nicolas Nicolaïevitch et Michel Nicolaïevitch, Son Altesse Sérénissime le prince Frédéric de Hesse, Son Altesse Grand-Ducale le duc Georges de Mecklembourg-Strélitz, Son Altesse Impériale l'archiduc Guillaume d'Autriche, Son Altesse Royale le prince Charles de Prusse, Son Altesse Grand-Ducale le duc de Mecklembourg-Schwerin et Son Altesse Sérénissime le prince Hermann de Saxe-Weimar.

CXLVIII.

Suivront à une certaine distance, rangés des deux côtés, les aides de camp généraux, les généraux de la suite et les aides de camp de Sa Majesté qui ne seront pas de service au front, ou n'auront pas de fonctions spéciales dans le cortége, ainsi que les aides de camp de Leurs Altesses Impériales.

CXLIX.

La compagnie des grenadiers du palais.

CL.

Leurs Majestés les Impératrices et Leurs Altesses Impériales mesdames les grandes-duchesses Marie Nicolaïevna et Olga Nicolaïevna, dans une voiture, aux portières de laquelle se tiendront à cheval le grand écuyer baron Frédéric et l'aide de camp général comte Apraxine. Deux Cosaques de la chambre se tiendront derrière la voiture.

CLI.

Leurs Altesses Impériales mesdames les grandes-

duchesses Alexandra Josephovna, Hélène Pavlovna et Catherine Mikhaïlovna, et Son Altesse Royale madame la grande-duchesse douairière de Mecklembourg-Schwerin, dans une voiture, aux portières de laquelle se tiendront à cheval l'écuyer de la cour comte Bobrinski et le veneur de la cour comte Fersen; derrière la voiture deux valets de pied de la cour.

CLII.

La traîne de Sa Majesté l'impératrice Marie Alexandrovna sera soutenue de côté par quatre chambellans, et au bout par le grand maître de la cour Olsoufieff; celle de Sa Majesté l'impératrice Alexandra Féodorovna, de côté par quatre chambellans, et au bout par le grand chambellan; les traînes de mesdames les grandes-duchesses et de madame la grande-duchesse douairière de Mecklembourg-Schwerin, seront soutenues chacune par trois gentilshommes de la chambre.

CLIII.

Leurs Altesses Impériales monseigneur le Césaréwitsch grand-duc héritier Nicolas Alexandrovitch et messeigneurs les grands-ducs Alexandre Alexandrovitch, Vladimir Alexandrovitch et Alexis Alexandrovitch, avec l'aide de camp général Zinovieff, dans une voiture, derrière laquelle il y aura deux valets de pied de la cour.

CLIV.

Leurs Altesses Impériales les princes Romanovsky Nicolas Maximilianovitch et Eugène Maximilianovitch et la princesse Marie Maximilianovna avec leur gouvernante, dans une voiture, derrière laquelle seront deux valets de pied de la cour.

CLV.

Les dames d'honneur, les maîtresses de la cour et les demoiselles d'honneur, dans des voitures, derrière chacune desquelles seront deux valets de pied de la cour.

CLVI.

Les grandes charges et les secondes charges de la cour impériale et les cavaliers des cours de Leurs Altesses Impériales mesdames les grandes-duchesses, sur deux de front.

CLVII.

Les chambellans et les gentilshommes de la chambre, sur trois de front.

CLVIII.

Les médecins ordinaires et les serviteurs de feu Sa Majesté l'Empereur, qui avaient le plus approché de son auguste personne, sur trois de front.

CLIX.

Un officier des écuries impériales à cheval, en grand uniforme et en grand deuil, puis le maréchal suprême de la commission de deuil, avec son bâton, ayant à ses côtés deux ordonnances à cheval; viendront ensuite les membres et autres employés de la commission.

CLX.

La 4e compagnie de grenadiers du régiment de réserve des gardes Préobrajensky.

CLXI.

La 4e compagnie de grenadiers du régiment de réserve des gardes Séménovsky.

CLXII.

La 4e compagnie de grenadiers du régiment de réserve des gardes Ismaïlovsky.

CLXIII.

La batterie de position n° 1 d'artillerie de réserve de la garde.

CLXIV.

Un escadron du régiment des gardes à cheval.

CLXV.

Un demi-escadron de l'école des porte-enseignes de la garde.

CLXVI.

Toutes ces troupes marcheront d'après les règlements militaires avec le nombre voulu d'officiers et de sous-officiers; elles porteront leurs armes renversées, et, pendant la marche du cortége, les tambours battront la marche funèbre.

CLXVII.

Tout ce qui a rapport à la disposition des troupes pendant la marche de ce cortége funèbre sera réglé par les autorités militaires.

CLXVIII.

Les autorités militaires et civiles sont chargées de désigner les personnes qui devront occuper les places et fonctions dont il est fait ici mention, en n'y admettant toutefois que les fonctionnaires de la cinquième jusqu'à la dixième classe; elles devront envoyer à temps à la commission de deuil la liste qui en aura été faite, et les individus eux-mêmes pour y recevoir les instructions nécessaires.

Le maréchal suprême de la commission de deuil,

Comte Gourieff.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

N° 1.

Epître à Sa Majesté l'empereur Alexandre, par M. Alphonse de Lamartine, offrant à Sa Majesté un exemplaire de ses œuvres.

Oui, toujours les héros ont aimé les beaux vers;
La lyre du poëte a l'accent de la gloire;
Pour l'oreille des rois, ses sublimes concerts
Sont un prélude de l'histoire.
Mais toi qui pour marcher à l'immortalité
N'as besoin que du temps et de la vérité;
Qui, dédaignant les sons d'une lyre asservie,
Ne veux d'autres flatteurs que ton siècle et ta vie,
Je ne viens pas t'offrir ce doux poison des rois
Que de nos mains souvent leur majesté respire,
Ni, comme chaque écho de ton immense empire,
Te répéter de loin le bruit de tes exploits :
Ton cœur repousserait cet impuissant hommage.
Qu'importe à ta vertu la voix du genre humain?
Ton juge est dans le ciel, ta gloire est dans ta main :
L'avenir d'un grand homme est encor son ouvrage.
Je viens te consacrer les modestes accents
D'une muse aux cours étrangère,

25.

Qui ne vendit jamais aux maîtres de la terre
Ni sa candeur ni son encens.
Éprise d'une chaste et modeste harmonie,
Elle aime à murmurer le nom du Roi des rois,
Elle chante l'amour, la vertu, le génie;
Et tu reconnaîtras ton âme dans sa voix.
Ah! puisse-t-elle au moins, le soir, quand tu déposes
Ce sceptre qui brisa le joug de l'univers,
Te suivant en secret sous tes berceaux de roses,
Endormir tes ennuis au bruit de ses concerts!
Si ton front, fatigué du poids de sa couronne,
Un moment sur son sein se penche et s'abandonne,
Puissent ses chants mélodieux
Appeler sur ce front que la gloire environne
Les songes de Platon, qui descendent des cieux,
Et puisse-t-elle alors avec grâce te dire
Qu'il est loin du climat que le ciel t'a donné
Un œil qui te contemple, une âme qui t'admire,
Un cœur qui t'aimerait, si........ mais ce mot expire
Devant un sage couronné.

N° 2.

Rescrit de l'Empereur, publié le 1er *janvier* 1826.

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.;

» Considérant le droit de faire grâce comme la plus belle des prérogatives attachées au pouvoir que Nous tenons de Dieu, Nous avons résolu en Notre cœur, dès Notre avénement au trône, de regarder ce droit comme un dépôt qui nous a été confié par la divine Providence, et de l'exercer dans toute sa plénitude, pour en faire une application toujours conforme au bien général, sans jamais s'écarter néanmoins des principes de la justice, sur lesquels reposent les trônes, et dont dépend également la prospérité des empires.

» Dans cette intention, et cédant aux mouvements de Notre cœur, Nous avons jugé convenable de décréter les dispositions suivantes :

» 1° Les criminels qui jusqu'au jour de Notre avénement, c'est-à-dire jusqu'au 19 novembre dernier, ont été condamnés à passer par les mains du bourreau et aux travaux forcés en exil, sont libérés de la première punition, et ne subiront que les travaux forcés.

» 2° Ceux qui ont encouru avant la même date des châtiments corporels et la déportation en Sibérie, y seront envoyés, mais avec exemption de la peine afflictive.

» 3° Les créances du fisc qui existaient au 19 novembre de l'année dernière, et qui ne s'élèvent point au-dessus de deux mille roubles, ou sur lesquelles il

ne reste point à recouvrer un montant plus considérable, cesseront d'être poursuiviės, et remise en sera faite aux débiteurs.

» 4° Tous les débiteurs de l'État qui se trouvent détenus pour dettes dont la valeur ne dépasse point deux mille roubles, obtiendront pleine remise de ces mêmes dettes, et seront élargis immédiatement.

» 5° De tous les arrérages accumulés pendant les années précédentes, jusqu'au 1er janvier 1825, et portant sur les quatre espèces d'impôts suivants : la capitation, l'impôt foncier, la redevance pour l'entretien des voies de communication par terre et par eau, la taxe sur les brûleries d'eau-de-vie, il ne sera exigé que le payement d'une seule année de ces impositions réunies. Toutes les sommes qui, dans la supputation desdits arrérages, y compris les dettes atermoyées, excéderont le produit annuel de ces mêmes impôts, doivent être rayées des comptes, et remise en sera faite aux différentes classes d'individus qui y sont soumises.

» En accordant une fois de semblables exceptions, Nous espérons que la mitigation des peines n'affaiblira pas la crainte salutaire des lois; que d'une autre part le dégrèvement des impôts arriérés fera naître parmi les contribuables une émulation plus active à acquitter toutes les charges publiques avec régularité; et enfin, que Nos fidèles sujets reconnaîtront dans les présentes dispositions jusqu'à quel point il Nous tient à cœur de concilier la tendre sollicitude que Nous éprouvons pour eux tous avec les exigences inflexibles de la loi générale.

» Donné à Saint-Pétersbourg, le 1er janvier de l'an de grâce 1826, et de Notre règne le premier.

» *Signé* Nicolas. »

N° 3.

Extrait des procès-verbaux de la haute cour de justice.

« La haute cour de justice, ayant ouï la lecture de l'oukase impérial qui lui a été adressé le 22 du présent mois; considérant qu'aux termes de l'article XIII dudit oukase, le sort des criminels d'État qui n'y sont pas désignés nominativement, et qui, vu l'énormité de leurs forfaits, se trouvent placés hors des catégories et de toute comparaison, a été abandonné par Sa Majesté à la décision de la haute cour et à l'arrêt définitif qu'elle portera à leur égard; la haute cour de justice, prenant pour guide la clémence dont Sa Majesté Impériale a donné un si éclatant témoignage par la commutation des châtiments et des peines prononcés contre les autres criminels, et usant du pouvoir discrétionnaire dont elle a été investie, arrête qu'au lieu du supplice auquel Paul Pestel, Conrad Ryleieff, Serge Mouravieff, Apostol, Michel Bestoujeff, Rumine et Pierre Kahovsky, devaient être livrés, en vertu du premier arrêt de la cour, ces criminels sont condamnés à être pendus, en punition de leurs horribles attentats. »

Signé par le président et les membres de la haute cour de justice.

N° 4.

Manifeste impérial au sujet du jugement des conspirateurs du 26 décembre.

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.;

» La haute cour instituée par Notre manifeste du 13 juin, pour le jugement des criminels d'État, a rempli la tâche que Nous lui avions commise. Ses arrêts, fondés sur le texte des lois existantes, mais adoucis par Nous, autant que Nous le permettaient le devoir de la justice et la sûreté de l'empire, ont été publiés et mis à exécution.

» Ainsi s'est terminé ce procès, où Nous n'avons cessé de voir la cause de la Russie tout entière; les criminels ont reçu le châtiment qu'ils avaient mérité, la patrie a été purgée de la contagion qui couvait dans son sein depuis trop longtemps.

» En portant un dernier regard sur ces événements déplorables, Nous trouvons qu'une obligation encore Nous est imposée. Dans les lieux où, sept mois avant, l'explosion d'une soudaine révolte Nous a tout d'un coup révélé l'affreux secret d'un mal qui comptait dix années, il faut qu'un dernier acte de commémoration, un sacrifice expiatoire, consacre le souvenir du sang russe versé dans ces mêmes lieux pour la religion, le souverain et la patrie; il faut que de solennelles actions de grâces s'y élèvent vers le Seigneur. Nous avons reconnu sa main toute-puissante, lorsqu'elle déchirait le voile qui cou-

vrait cet horrible mystère; Nous l'avons reconnue, lorsque permettant au crime de s'armer, elle assurait sa perte. Semblable à l'orage d'un moment, la révolte sembla n'avoir éclaté que pour anéantir la conspiration dont elle avait été le début.

» Elle n'était pas dans le caractère, elle n'était pas dans les mœurs du peuple russe, cette conspiration : tramée par une poignée de scélérats, elle n'eut pour auxiliaires que le petit nombre d'hommes qu'unissait à eux un contact de tous les instants, que des cœurs pervertis par des passions fougueuses, et malgré dix années de malveillants efforts, d'efforts sans cesse renouvelés, elle ne réussit point à s'étendre. Le cœur de la Russie y fut et y sera toujours inaccessible. Le nom russe ne saurait être flétri par une trahison envers le trône et l'État.

» Loin de là, dans ces mêmes conjonctures, Nous avons recueilli les touchants témoignages d'un dévouement sans bornes. Nous avons vu des pères s'armer d'une inflexible rigueur envers leurs enfants criminels; Nous avons vu les plus proches parents renier et livrer à la justice les malheureux sur lesquels planaient des soupçons de complicité; Nous avons vu enfin toutes les classes de nos sujets, animées d'une seule et même pensée, d'un seul et même vœu, ne demander que le jugement et le châtiment des coupables.

» Mais, quoique renfermé dans une sphère étroite, le travail des conspirateurs n'en avait pas été moins actif. La plaie était profonde; elle était dangereuse par cela même qu'elle était cachée. Quand on songe que le principal dessein des conjurés, que leur premier but n'avait cessé d'être un attentat aux jours d'Alexandre le Béni, on se sent pénétré tout à la fois d'horreur et d'indignation.

D'autres idées jetaient le même trouble dans les esprits, d'autres soins inspiraient une juste sollicitude : il fallait, au milieu d'investigations devenues indispensables, respecter l'innocence, la défendre des soupçons gratuits, lui en épargner l'amertume. Mais cette même Providence, à qui il avait plu, dès Notre avénement au trône, de Nous environner de soucis et de peines en Nous imposant une tâche qui se résumait pour Nous par tant de difficultés unies à tant de regrets, Nous donna aussi le courage et la force de la remplir.

» Après cinq mois de travaux, la commission d'enquête réussit, par l'effet de son zèle, de son exactitude, de son impartialité, par l'emploi des moyens de persuasion, à émouvoir le cœur des criminels les plus endurcis, à y réveiller le remords et à les amener à de libres et sincères aveux. La haute cour de justice, embrassant ce grand procès dans toute l'étendue de son importance politique, dans tous ses caractères, dans toutes ses gradations, vient de le conduire au terme indiqué par les lois.

» C'est ainsi qu'a disparu, grâce à l'unanime accord de tous les bons et fidèles Russes, et dans un court espace de temps, un fléau qui, avec d'autres mœurs, aurait opposé une longue résistance. Les tristes événements qui ont troublé la paix intérieure de la Russie sont passés, et, Nous aimons à l'espérer de la miséricorde divine, ils sont passés sans retour. Dans les voies impénétrables du Tout-Puissant, qui du sein des malheurs fait sortir les prospérités, ces événements peuvent même tourner au bien général.

» Puissent maintenant les pères porter toute leur attention sur l'éducation morale de leurs enfants! Ce n'est certes point aux progrès de la civilisation, mais à la

vanité, qui ne produit que le désœuvrement et le vide de l'esprit, mais à l'absence d'instruction réelle, qu'il faut attribuer cette licence de la pensée, ce dévergondage des passions, ces demi-connaissances si confuses et si funestes, ce penchant aux théories extrêmes et aux visions politiques qui commencent par démoraliser et finissent par perdre. En vain le gouvernement fera-t-il de généreux efforts, en vain s'épuisera-t-il en sacrifices, si l'éducation domestique ne seconde son action et ses vues, si elle ne verse dans les cœurs tous les germes d'une saine morale.

» Dans cette carrière comme dans les autres, c'est la noblesse, ce boulevard du trône et de l'honneur national, qui est appelée à servir de modèle. Tous les soins qu'elle accordera au perfectionnement d'une éducation indigène consacrée à la Russie et donnée dans son sein Nous inspireront autant de satisfaction que de reconnaissance. Devant la noblesse s'ouvrent dans notre patrie toutes les voies de l'honneur et du service public. La justice, les armées, les diverses branches de l'administration intérieure, tout réclame des agents zélés et capables; tout dépend de leur choix.

» Que toutes les classes de citoyens accordent donc la même confiance au gouvernement. Dans les empires où l'amour du souverain et le dévouement au trône sont pour les peuples un besoin et un sentiment héréditaire, où la vigueur de l'administration s'allie à la nationalité des lois, les efforts de la malveillance seront toujours insensés et stériles. Ils pourront se cacher dans l'ombre, mais dès que le grand jour les frappera, ils se briseront devant les lois et l'indignation publique. Dans une semblable organisation de l'État, chacun peut se fier à la solidité de l'ordre, à la garantie des biens et des per-

sonnes, et, tranquille sur le présent, porter vers l'avenir un regard plein d'espérance.

» Ce n'est point par des entreprises téméraires et toujours destructives, c'est d'en haut, c'est par échelons que s'opèrent les vraies améliorations, que se comblent les lacunes, que se réforment les abus. Dans cette marche de perfectionnements gradués, tout sage désir du mieux, toute pensée tendante à l'affermissement des lois, à la propagation des véritables lumières, au développement de l'industrie, qui Nous sera communiquée par les voies légales, ouvertes à tous, ne pourront qu'être accueillis par Nous avec gratitude, car Nous ne formons, Nous ne pouvons former d'autre vœu que celui de voir notre patrie atteindre le plus haut point de prospérité et de gloire qui lui soit marqué par la Providence.

» Enfin, dans la ferveur même de ce vœu, que partagent tous Nos sujets, et dans l'espoir de son accomplissement, Notre sollicitude particulière se reporte encore sur les familles infortunées que le crime a privées de quelques-uns de leurs membres. Pendant tout le cours du procès, Nous Nous sommes associé à leur affliction, et Nous Nous hâtons de les assurer qu'à Nos yeux les liens de famille transmettent la gloire des ancêtres à leurs descendants, mais ne peuvent faire rejaillir sur eux la honte d'un crime isolé. Quiconque oserait en tirer un motif de reproche enfreindrait les lois humaines et, plus encore, les préceptes de notre sainte religion.

» *Signé* NICOLAS.

» Tsarskoé-Sélo, 25 juillet. »

N° 5.

Rapport du ministre des finances.

« La dette hollandaise, de 92,600,000 florins, dont 47,600,000 à la charge de la Russie, a été réduite à 91,600,000 florins, dont 46,600,000 à la charge de la Russie. La dette intérieure à terme s'élevait à 2,880,000 roubles argent, 26,080,000 roubles assignations; elle a été réduite à 2,575,999 roubles 99 kopeks argent, 51,376,666 roubles 57 kopeks en assignations. Les dettes perpétuelles portant 6 pour 100 d'intérêt s'élevaient à 20,620 roubles en or, 8,491,812 roubles en argent, 226,096,411 roubles assignations; elles ont été réduites à 20,620 roubles en or, 7,844,852 roubles 93 et demi en argent, 220,528,911 roubles assignations. Enfin les dettes perpétuelles portant 5 pour 100 d'intérêt s'élevaient à 77,476,500 roubles argent; elles ont été réduites à 75,664,860 roubles en argent. »

N° 6.

Manifeste impérial au sujet de l'ordre de succession au trône.

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur de toutes les Russies, etc., etc., etc.

» La pragmatique publiée par Notre père, de glorieuse mémoire, l'empereur Paul Ier, le cinquième jour du mois d'avril de l'année 1797, dans ses dispositions relatives à la famille impériale, a réglé l'ordre de succession au trône, et, prévoyant les cas divers qui peuvent se présenter à cet égard, elle a posé les principes d'après lesquels ils doivent être décidés. Ce même acte réserve à l'Empereur régnant, dans le cas où il viendrait à décéder en ne laissant qu'un héritier mineur, la faculté de désigner le régent de l'empire et de nommer une tutelle à la personne impériale.

» A ces causes, voulant, dès Notre avénement au trône, donner à la patrie une preuve de la sollicitude que Nous inspire l'exécution des lois qui constituent la garantie de sa tranquillité, avec l'approbation de Notre mère bien-aimée l'impératrice Marie et de Notre frère chéri le césaréwitsch et grand-duc Constantin, Nous avons décrété et décrétons :

» Art. 1er. Notre vie étant dans la main de Dieu, c'est Notre frère chéri le grand-duc Michel que Nous nommons, dans le cas de Notre décès, et jusqu'à l'époque de la majorité légale de Notre héritier le grand-duc Alexandre, régent de l'empire de Russie, du royaume

de Pologne et du grand-duché de Finlande, qui en sont inséparables.

» Art. 2. Si, après Notre décès, il plaisait au Tout-Puissant d'appeler également à lui Notre fils et héritier le grand-duc Alexandre avant qu'il eût atteint l'âge de sa majorité, la couronne passera de plein droit à Notre second fils (si la Providence daignait Nous en accorder un), et dans ce cas comme dans le cas précédent, Notre frère chéri le grand-duc Michel sera régent de l'empire.

» Art. 3. Si, dans les circonstances qui viennent d'être énoncées ci-dessus, après Notre décès et celui de Notre héritier avant l'époque de sa majorité, Nous ne laissions pas de fils, mais que Notre épouse bien-aimée l'impératrice Alexandra se trouvât enceinte, sera encore régent de l'empire Notre frère chéri le grand-duc Michel jusqu'au moment de la délivrance de l'Impératrice; et si la Providence divine lui accorde un fils, à ce fils appartiendra de plein droit Notre couronne, et jusqu'à l'époque de sa majorité Notre frère chéri le grand-duc Michel sera régent de l'empire. Si au contraire l'Impératrice donne le jour à une fille, dès lors la couronne passera à Notre frère chéri le grand-duc Michel.

» Art. 4. Dans tous les cas prévus par les trois articles qui précèdent, la tutelle de tous Nos enfants jusqu'à l'époque où chacun d'eux deviendra majeur sera exercée dans toute l'étendue que lui assignent les dispositions de la pragmatique du 5 avril 1797 relatives à la famille impériale, par Notre épouse bien-aimée l'impératrice Alexandra.

» En publiant le présent manifeste comme conséquence et complément des lois existantes sur l'ordre de succession au trône et sur les cas de minorité des mem-

bres de Notre famille impériale, Nous prions le Roi des rois de daigner répandre sur Notre maison comme sur notre chère patrie ses plus fructueuses bénédictions.

» Donné à Saint-Pétersbourg, etc., etc.

» *Signé* NICOLAS. »

N° 7.

Programme du couronnement de l'empereur Nicolas.

La nouvelle du couronnement fut annoncée aux habitants de Moscou avec la forme usitée pendant les trois jours qui précédèrent cette solennité. Le général comte de Lambert, deux grands maîtres des cérémonies, le prince Grégoire Gagarin et le comte Woronzoff-Daschkoff, escortés de deux escadrons de la garde à cheval et assistés de quatre maîtres des cérémonies et de deux hérauts d'armes, publièrent dans les différents quartiers de la ville une proclamation dont voici le texte :

« Notre très-auguste, très-haut et très-puissant seigneur l'empereur Nicolas étant monté sur le trône de ses ancêtres, à l'exemple des monarques ses glorieux prédécesseurs, a daigné ordonner que le couronnement de Sa Majesté Impériale, de même que son sacre, ait lieu, avec l'aide du Tout-Puissant, le 3 septembre, associant à cet acte auguste son épouse bien-aimée l'impératrice Alexandra.

» Cet événement solennel est annoncé par la présente publication à tous les fidèles sujets de Sa Majesté, afin que dans cet heureux jour, redoublant de ferveur dans leurs prières au Roi des rois, ils le conjurent de répandre les grâces attachées à sa bénédiction toute-puissante sur le règne de Sa Majesté, et lui demandent d'unir pendant toute sa durée la tranquillité et la paix à la gloire de son saint nom, pour la prospérité inébranlable de l'empire. »

La veille du couronnement, on avait transporté les ornements impériaux dans la salle d'audience. Le dimanche 3 septembre, à sept heures du matin, et à un signal de vingt et un coups de canon, les troupes occupèrent l'intérieur du Kremlin et les positions qui leur avaient été désignées. Pendant ce temps on faisait des prières dans l'église de l'Assomption pour la conservation des jours de Sa Majesté. Le clergé, après avoir récité les heures, attendit en habits pontificaux l'arrivée de l'Empereur.

Tandis que l'Empereur et l'Impératrice se rendaient de leurs appartements intérieurs dans la salle d'audience, l'Impératrice mère, précédée de sa cour et ayant pour assistant le grand chambellan comte de Litta, l'Impératrice, portant la couronne sur sa tête, et revêtue du manteau impérial, que supportaient quatre chambellans et le grand écuyer Monkhanoff, se rendit dans la cathédrale, où le corps diplomatique et les personnes des trois premières classes s'étaient déjà réunis. Sa Majesté, qui marchait sous un dais en drap d'or et d'argent, occupa le trône préparé pour elle sur l'estrade où étaient élevés les trônes de Leurs Majestés Impériales.

Bientôt le bruit des fanfares et le son des cloches annoncèrent le moment où le cortége impérial s'était mis en marche dans l'ordre suivant :

1° Deux officiers des chevaliers-gardes à la tête d'un détachement du même corps.

2° Vingt pages et seize pages de la chambre, suivis du gouverneur des pages.

3° Deux maîtres des cérémonies.

4° Les anciens du corps des marchands de tous les chefs-lieux des gouvernements de l'empire.

5° Les fonctionnaires de l'hôtel de ville et les magistrats de la bourgeoisie.

6° Les employés de toutes les administrations, tribunaux et établissements impériaux établis à Moscou, suivant leur ancienneté.

7° L'université de Moscou.

8° La députation des Cosaques du Don, précédée de l'ataman.

9° Les maréchaux de la noblesse de tous les gouvernements de l'empire.

10° Le Sénat dirigeant.

11° Le conseil de l'empire.

12° Deux grands maîtres des cérémonies, le prince Grégoire Gagarin et le comte Woronzoff-Daschkoff.

13° Le maître des cérémonies suprême du couronnement comte Stanislas Potocki.

14° Deux hérauts d'armes dans leur costume et avec leurs masses.

15° Les ornements impériaux portés sur des coussins de drap d'or par les personnes suivantes et dans l'ordre ci-dessous indiqué :

Le collier de l'ordre de Saint-André, par le prince Alexis Kourakine;

L'étendard de l'empire, par le général Wassiltchikoff;

Le sceau de l'empire, par le comte de Nesselrode;

Le glaive de l'empire, par le comte Pierre Tostoï;

Le manteau de l'Impératrice, sur deux coussins portés par MM. de Lanskoï, ministre de l'intérieur, et le prince A. Galitzine;

Le manteau de l'Empereur, sur deux coussins portés par le comte de Langeron et le prince Labanoff-Rostoffsky;

Le sceptre, par le comte Golovkine;

La petite couronne impériale, par l'amiral Mordvinoff;

La grande couronne impériale, par le prince Lopoukhine.

16° Un détachement des chevaliers-gardes.

17° Deux maréchaux de la cour, le baron d'Albedyll et M. de Nariskkine.

18° Le maréchal suprême du couronnement prince Youssoupoff.

19° Sa Majesté l'Empereur, ayant à ses côtés pour assistants les grands-ducs Constantin et Michel. Les aides de camp et aides de camp généraux de l'Empereur précédaient Sa Majesté et marchaient aux deux côtés des ornements impériaux. Derrière l'Empereur venaient le chef de l'état-major général, l'aide de camp général de service et le commandant du régiment des cuirassiers réunis de la garde, l'épée nue à la main.

20° Sa Majesté l'Impératrice, ayant à ses côtés pour assistants le maréchal comte de Sacken, le comte Kotchoubey et le prince P. Wolkonsky.

Le dais sous lequel marchaient Leurs Majestés était porté par seize généraux-majors, et les cordons étaient tenus par seize lieutenants généraux.

21° Les dames d'honneur, les demoiselles d'honneur de service, les grandes charges de la cour et les chambellans désignés pour porter les manteaux de Leurs Majestés Impériales.

22° Un détachement des chevaliers-gardes.

23° Le corps de la haute noblesse russe représentée par un membre de chaque famille, marchant sur trois de front, et ayant à leur tête un des membres les plus élevés en grade.

24° Le corps des manufacturiers et des marchands, sur trois de front.

25° Le corps des marchands de la première guilde de Moscou, sur trois de front.

26° Enfin, un détachement des chevaliers-gardes.

Au moment du passage de l'Empereur, les troupes rangées dans le Kremlin lui rendirent les honneurs militaires. Sa Majesté a été reçue à l'entrée de la cathédrale par le métropolitain de Novgorod portant la croix, celui de Kieff lui a présenté l'eau bénite, et l'archevêque de Moscou lui a adressé une courte allocution.

Au milieu de la cathédrale s'élevait un dais de velours cramoisi, magnifiquement orné de galons, de franges, de cordons et de glands d'or; sous le ciel du dais étaient brodées les armes de l'empire, et autour celles de Kieff, de Vladimir, de Cazan, d'Astrakhan, de Sibérie et de Tauride. Le trône apparaissait sur une estrade de douze marches interrompues par deux plates-formes; à la droite du fauteuil de l'Empereur, qui était couvert de velours cramoisi galonné d'or, et à la même élévation, on voyait celui de l'Impératrice. Une table couverte avec un tapis de drap d'or, et destinée à recevoir les ornements impériaux du sacre, était placée à la gauche du trône. Le pavé de l'église, les marches de l'autel, les places occupées par les chantres des deux côtés du sanctuaire, étaient couverts de drap rouge; le long des murs des tribunes avaient été construites pour recevoir les personnes de distinction admises à la cérémonie.

Lorsque l'Empereur et l'Impératrice, qui s'étaient avancés depuis le perron rouge jusqu'à la porte de l'église sous un dais resplendissant d'argent et d'or, eurent pénétré dans l'intérieur du temple, les augustes époux s'inclinèrent trois fois devant le sanctuaire, baisèrent les saintes images et se placèrent sur leurs trônes.

Alors les évêques, les archimandrites, le clergé officiant, placés sur deux lignes depuis les marches du trône jusqu'au sanctuaire, ont entonné le psaume *Clementiam et judicium cantabo tibi, Domine.* Pendant ce temps, les fonctionnaires chargés de porter les ornements impériaux les avaient déposés sur la table et s'étaient rendus sur les marches du trône aux places que leur réservait le cérémonial.

Les hérauts d'armes qui avaient précédé les ornements impériaux s'arrêtèrent des deux côtés du trône sur les dernières marches.

Le maréchal suprême du couronnement, les maréchaux de la cour et le maître des cérémonies suprême du couronnement, après avoir accompagné l'Empereur jusqu'au trône, se placèrent sur la première plateforme; le maréchal suprême et le maître des cérémonies suprême du couronnement au milieu, et les maréchaux de la cour sur les côtés; les assistants de l'Empereur sur l'estrade du trône aux côtés de Sa Majesté, de même que les assistants de l'Impératrice; les grands maîtres des cérémonies sur la huitième marche; enfin, les maîtres des cérémonies entre les premières colonnes de l'église, près du trône, deux de chaque côté.

Des deux côtés du marchepied du trône étaient rangés les officiers des chevaliers-gardes, l'épée nue à la main; les généraux et les autres fonctionnaires faisant partie du cortége avaient pris place dans des galeries séparées.

Alors le métropolitain de Novgorod, premier membre du saint synode, commença la célébration du couronnement, d'après le rituel consacré par l'Église gréco-russe, en présentant à l'Empereur le symbole des apôtres, que Sa Majesté lut à haute voix. Les saints Évangiles enten-

dus, l'Empereur ordonna que les ornements impériaux du sacre lui fussent apportés, et le métropolitain lui présenta d'abord sur des coussins le manteau impérial, dont Sa Majesté se revêtit pendant que l'on récitait les prières d'usage. Sa Majesté ayant ordonné ensuite qu'on lui apportât la couronne impériale, le prince Lopoukhine alla la prendre sur la table pour la remettre au métropolitain, qui la présenta à l'Empereur sur un coussin. Après que Sa Majesté l'eut placée lui-même sur sa tête, le prélat lui adressa cette allocution : « Très-pieux, très-» puissant et très-grand empereur de toutes les Russies! » cet ornement visible et matériel qui pare ton front est » l'image de l'acte mystérieux par lequel Jésus-Christ, » le roi de la gloire, te couronne en ce moment, toi, le » chef du peuple russe, au moyen de sa bénédiction » sainte, te confirmant dans l'autorité illimitée et su-» prême que tu exerces sur tes sujets. »

Le métropolitain, après avoir reçu le sceptre et le globe des mains du comte de Golovkine et du prince Labanoff-Rostoffsky, les porta à l'Empereur en récitant de nouveau les prières indiquées par le rituel, puis il dit à Sa Majesté : « Très-pieux, très-puissant et très-grand » empereur de toutes les Russies, que Dieu a couronné, » sur lequel Dieu vient de répandre ses dons et ses » grâces, reçois le sceptre et le globe; ce sont les signes » visibles du pouvoir suprême que le Très-Haut t'a donné » sur tes peuples pour les gouverner et leur donner tout » le bonheur qu'ils désirent. »

L'Empereur ayant pris le sceptre de la main droite et le globe de la main gauche, s'assit sur son trône, puis il appela l'Impératrice, qui s'agenouilla pour recevoir la couronne, que l'Empereur posa sur sa tête et replaça ensuite sur la sienne. Alors on apporta la petite

couronne, que l'Empereur posa sur la tête de son auguste épouse; les dames d'honneur, madame la maréchale Kamensky, la princesse Lopoukhine, la princesse Waldmar-Galitzine, madame Gleboff et la comtesse Orloff-Tchesmensky, s'approchèrent pour l'y assujettir. On présenta ensuite à Nicolas le manteau impérial et le collier de l'ordre de Saint-André, qui furent attachés par les mêmes dames sur les épaules et au cou de l'Impératrice. Après quoi l'Empereur reprit les ornements qu'il avait déposés sur les coussins. Dans ce moment l'archidiacre proclama tous les titres de l'Empereur et entonna le verset *Domine, salvum fac Imperatorem,* que les chantres répétèrent trois fois. L'Impératrice mère fut la première qui alla féliciter son auguste fils; mais l'Empereur courut au-devant d'elle et répondit à ses embrassements avec une émotion visible, que partagèrent toutes les personnes présentes; peu d'entre elles purent retenir leurs larmes, surtout quand l'Empereur embrassa le grand-duc Constantin, qui recueillait en ce moment, par la satisfaction de sa conscience, le fruit de son beau sacrifice. Le clergé ensuite et tous les assistants présentèrent leurs félicitations à l'Empereur en le saluant trois fois sans quitter leurs places. Le même archidiacre entonna le verset *Domine, salvam fac Imperatricem.* Dans ce moment les cloches de toutes les églises furent mises en branle, et une salve de cent un coups de canon se mêla à leurs joyeuses volées. Lorsque le son des cloches et le bruit de l'artillerie eurent cessé, l'Empereur se leva de dessus son trône, remit le sceptre et le globe aux fonctionnaires qui les avaient portés, s'agenouilla, et lut la prière suivante, qui lui fut présentée par le métropolitain :

« Dieu tout-puissant, par qui règnent les rois, dont la

» parole forma tout ce qui est, dont la sagesse instruit
» l'homme, et qui gouvernes le monde en toute justice
» et en toute vérité, tu as daigné me choisir et me don-
» ner pour monarque et pour juge au glorieux empire de
» Russie; je reconnais tes décrets adorables à mon égard
» et je te rends grâce en me prosternant devant ta majesté
» sainte. Accorde-moi, Seigneur, la force et les moyens
» de remplir la tâche que tu m'as imposée; daigne me
» soutenir et m'éclairer sur les devoirs de ma haute
» vocation. Que la sagesse qui émane de ton trône pré-
» side à mes conseils; envoie-moi tes saints du haut des
» cieux pour que j'apprenne ce qui peut être agréable à
» tes yeux et juste d'après tes commandements. Que mon
» cœur soit en ta main, qu'il ne cesse de m'inspirer,
» pour ta plus grande gloire, tout ce qui sera utile à
» ceux dont tu m'as confié le bonheur. Puissé-je être en
» état de te répondre sans crainte au jour de ton juge-
» ment redoutable, par les mérites et la grâce de Jésus-
» Christ, ton Fils unique. Que ton nom soit glorifié à
» jamais avec le sien, et avec celui de ton Esprit saint et
» vivifiant. *Amen.* »

Cette prière achevée, le métropolitain et tous les assistants se mirent à genoux pour adresser également leurs vœux au Très-Haut. Un discours prononcé par le métropolitain fut suivi du *Te Deum*, que les chantres entonnèrent au son de toutes les cloches, et après lequel commença la célébration de la messe. L'Empereur ôta sa couronne, la remit à ceux qui l'avaient apportée, et ne la remit sur sa tête qu'à la fin du saint sacrifice.

Peu avant le canon de la messe, le vice-gouverneur de Moscou, assisté de deux fonctionnaires, étendit pour le passage de l'Empereur, depuis le trône jusqu'à l'autel, un tapis de velours cramoisi, bordé de galons, qui

fut couvert d'un autre tapis de brocart d'or à la porte du sanctuaire.

Lorsque les archevêques officiants et le reste du clergé eurent communié dans le sanctuaire et que les portes en furent ouvertes, deux évêques, assistés par des archidiacres, s'avancèrent de l'autel vers Sa Majesté Impériale pour lui annoncer le moment du sacre. Aussitôt l'Empereur, couvert du manteau impérial et suivi de l'Impératrice, descendit du trône et se rendit à la porte du sanctuaire ; Leurs Majestés Impériales étaient précédées des grands maîtres des cérémonies, ayant au milieu d'eux le maître des cérémonies suprême du couronnement, des maréchaux de la cour et du maréchal suprême du couronnement. Les fonctionnaires portant la couronne, le sceptre et le globe, marchaient devant Leurs Majestés; les assistants de Leurs Majestés Impériales et les deux premiers officiers des chevaliers-gardes marchaient à côté de Leurs Majestés. Toutes ces personnes s'arrêtèrent lorsque l'Empereur arriva à la porte du sanctuaire. Sa Majesté se plaça sur le tapis de brocart à l'entrée du sanctuaire, près de laquelle l'Impératrice s'arrêta à quelque distance. La couronne, le sceptre et le globe étaient tenus par les mêmes personnes qui les avaient portés précédemment. Le métropolitain de Novgorod, tenant le vase destiné à cet usage, et qui contient le saint chrême, y trempa un rameau d'or pour en oindre le front, les paupières, les narines, les lèvres, les oreilles, la poitrine de Sa Majesté Impériale, ainsi que la paume et la partie supérieure des mains, en disant : « *Impressio doni Spiritus Sancti.* » Monseigneur Eugène, métropolitain de Kieff, chargé d'essuyer sur les parties ointes les traces de l'onction sainte, s'approcha de l'Empereur pour s'acquitter de cette fonction.

Le son des cloches, une nouvelle salve de cent un coups de canon, annoncèrent la fin du sacre de l'Empereur. Alors l'Impératrice, s'étant à son tour placée sur le même tapis de brocart, le métropolitain lui administra l'onction du saint chrême, mais seulement au front. Les traces de cette onction furent essuyées par l'archevêque de Moscou.

Le métropolitain conduisit ensuite l'Empereur par la porte du sanctuaire à l'autel, où Sa Majesté s'arrêta sur un tapis d'or devant la sainte table et communia sous les deux espèces, suivant l'ordre établi par la prérogative impériale. Un autre archevêque offrit à Sa Majesté le pain béni et le vin, et un troisième l'eau pour les ablutions. Après avoir communié, l'Empereur reprit sa place; les ornements impériaux furent reportés devant lui, tandis que l'Impératrice, s'approchant de la porte du sanctuaire, y recevait la communion suivant le rite ordinaire. Après avoir ainsi communié, les augustes époux remontèrent sur le trône et y restèrent jusqu'à la fin de la messe. Le service divin terminé, toutes les personnes faisant partie du cortége sortirent de l'église par la porte du nord et se rangèrent dans le même ordre que précédemment.

L'Empereur et l'Impératrice étant sortis de l'église par la porte du nord, se rendirent, précédés de leur cortége et sous le dais, à l'église de l'Archange Michel. Toutes les personnes composant le cortége traversèrent cette église et sortirent par la porte d'occident pour aller à la cathédrale de l'Annonciation, où Leurs Majestés se rendirent, après avoir baisé les saintes images, devant les tombeaux de leurs ancêtres.

Durant cette marche solennelle, l'Empereur portait la couronne et le manteau impérial, et tenait d'une main le

sceptre, de l'autre le globe; les troupes présentaient les armes, et le clergé présentait la croix sur son passage, au son de la musique et des tambours. Une troisième salve de cent un coups de canon a annoncé le moment où Leurs Majestés, arrivées au perron dit de Krasnoë-Kriltzo, se disposèrent à rentrer dans leurs appartements pour y attendre le banquet que l'on préparait à la salle du palais des anciens czars dite *Granovitaïa-Palata.*

A deux heures, le maréchal suprême du couronnement ayant annoncé que le dîner était servi, l'Empereur et l'Impératrice, en costume impérial, se rendirent dans ladite salle, précédés des maîtres et des grands maîtres des cérémonies, des grands dignitaires de la couronne et du maréchal suprême du couronnement; les aides de camp et aides de camp généraux, les secrétaires d'État et les charges de la cour, marchaient aux deux côtés de l'Empereur entre une double haie de chevaliers-gardes. La salle *Granovitaïa-Palata* était tendue de velours cramoisi bordé de galons d'or; autour du pilier central, qui en soutient la voûte, avait été dressée une antique vaisselle d'une immense richesse au point de vue de l'art et de la matière. Les armes de l'Empereur, entrelacées de chiffres en or et surmontées d'une couronne, étaient placées sur les trumeaux; celles de tous les gouvernements de l'empire étaient peintes au-dessus des croisées. Un trône recouvert de velours cramoisi et orné de galons, de franges et de glands d'or, s'élevait à droite; une aigle impériale était brodée sur le fond du dais, et le chiffre de l'Empereur sous le ciel du dais. Des tentures de drap d'or, parsemées d'aigles et doublées d'hermine, ornaient intérieurement le trône, qui, à l'extérieur, était couvert de draperies en velours cramoisi orné de galons et de crépines d'or.

On avait placé le fauteuil de l'Empereur au milieu du trône ; sur le devant, une table ; à droite, le fauteuil de l'Impératrice mère ; à gauche, celui de l'impératrice Alexandra. A quelque distance du trône étaient dressées des tables pour le conseil de l'empire et les personnes des deux premières classes. Les maîtres des cérémonies avaient déjà introduit dans la salle les membres du haut clergé, du corps diplomatique et les personnes des deux sexes conviées au festin. Les dames occupaient la droite, les hommes la gauche ; le corps diplomatique prit position vis-à-vis. Lorsque Leurs Majestés Impériales se furent assises à la table dressée pour elles, les grands dignitaires se placèrent derrière leurs fauteuils. L'écuyer tranchant, M. de Lassousky, était en face de Leurs Majestés Impériales ; quatre officiers des chevaliers-gardes étaient placés aux deux côtés du trône. Sur un ordre de l'Empereur, le ministre des finances lui présenta les médailles frappées à l'occasion du couronnement, et qui furent distribuées aussitôt à tous les assistants.

Alors le métropolitain bénit le repas. Lorsque l'Empereur eut demandé à boire, les personnes présentes s'assirent aux tables qui leur avaient été préparées. Des chœurs de chant et des orchestres exécutèrent des morceaux choisis pendant toute la durée du repas. Immédiatement après le dîner, Leurs Majestés Impériales rentrèrent dans leurs appartements particuliers avec le même cortége qui les avait accompagnées à leur arrivée.

Tel est le programme de cette solennité, dont les incomparables splendeurs et l'intérêt rehaussé par la majesté des pompes impériales, gravèrent d'impérissables souvenirs dans la mémoire de toutes les personnes qui eurent le bonheur d'y assister. Le peuple, l'armée,

la noblesse, le commerce, toutes les classes de la famille russe s'y associèrent par les transports d'un enthousiasme impossible à décrire. Couronné par l'amour de son peuple, sacré par la religion, Nicolas pouvait désormais marcher sans crainte vers les hautes destinées que lui ménageait la Providence.

N° 8.

Ode sur le couronnement de l'empereur Nicolas Ier,
par Ancelot.

La mort, multipliant ses pompes solennelles,
Sur les trônes du monde a secoué ses ailes;
Partout l'autel en deuil a voilé ses flambeaux.
Des monarques chrétiens demeures sépulcrales,
Jamais en moins de jours plus de cendres royales
Ont-elles peuplé vos tombeaux?

Quand Dieu frappa ces rois que la mort vous amène,
Aux champs de la Tamise, aux rives de la Seine,
Un long cri de douleur tout à coup s'éleva.
Des peuples consternés les pleurs se répandirent,
Et les funèbres chants bientôt se confondirent
Des bords du Tage à la Néva.

Si l'Éternel à l'homme imposa la souffrance,
A côté du malheur il plaça l'espérance.
Regardons l'avenir et suspendons le deuil.
Monarques et sujets sont promis à la tombe:
Mais la royauté sainte, alors qu'un roi succombe,
Reste debout sur un cercueil.

« Peuples qui gémissez, rassurez-vous! dit-elle.
Le Dieu qui m'a remis son égide immortelle
Me chargea de veiller sur un peuple orphelin.
Qu'aux chants de la douleur succède un chant de fête!

Reims a vu Charles Dix, et la couronne est prête
Aux murs rajeunis du Kremlin! »

Elle dit, et bientôt l'airain sacré bourdonne,
L'air frémit ébranlé par le bronze qui tonne;
Moscou, des flots de peuple inondent tes remparts;
Tes temples sont parés de festons magnifiques,
Et l'Europe agitant des rameaux pacifiques
Vient saluer le fils des czars.

Voici l'enceinte auguste où le Kremlin s'élève.
Reste miraculeux de la flamme et du glaive
Qu'embellit du passé l'immortel souvenir,
Salut! sur tes créneaux, où revit son histoire,
Le Moscovite encor voit luire un jour de gloire
Que tu lègues à l'avenir.

Réjouis-toi! Le prêtre épanche l'eau sacrée;
Le fils des czars franchit ta porte vénérée;
Les chants religieux montent vers l'Éternel;
L'aigle s'est élancé du séjour du tonnerre,
Et du globe et du sceptre armant sa double serre,
Il les dépose sur l'autel.

Le temple est prêt! marchons! Des voûtes souterraines
Que peuplent des vieux czars les ombres souveraines,
Quel bruit mystérieux a frappé les échos?
Les morts sont réveillés sous leurs linceuls funèbres,
Et vingt cadavres-rois, transfuges des ténèbres,
Se sont dressés sur leurs tombeaux.

Jadis ces rois-soldats vieillis dans les batailles
Aux flèches du Mongol disputaient ces murailles

Où souvent la victoire attacha son laurier :
Et mêlant leurs exploits aux exploits d'un autre âge,
Ils viennent du pouvoir conquis par leur courage
Contempler le jeune héritier.

Pourquoi de vos tombeaux remonter vers la vie?
A cet enfant des czars qu'attend la Moscovie
Vous semblez demander si cet empire est dû?
S'il pourra soutenir et le sceptre et la lance,
Faire parler les lois, vaincre et régner?... Silence!
L'histoire a déjà répondu.

Lorsque l'aiglon s'arrache à l'aire paternelle,
De ses sujets ailés si l'audace rebelle
Veut arrêter l'essor du jeune oiseau royal :
Brisant de leur fureur l'impuissante barrière,
Il se lance et se perd dans des flots de lumière
Où plane son vol triomphal.

Tel fut ce roi! L'Europe aujourd'hui le contemple.
Qu'il entre sans pâlir dans l'enceinte du temple!
Qu'il s'empare du sceptre à ses mains destiné!
Avant que sur l'autel où Dieu descend lui-même
Il vînt de ses aïeux saisir le diadème,
La gloire l'avait couronné!

Si d'immenses travaux appellent son courage,
Ainsi qu'un jour serein brille après un orage,
De son règne à vos yeux déjà l'aurore a lui.
Peuples! il marche au trône en regardant l'histoire;
Et quand vous dormirez à l'éclat de sa gloire,
Il veillera.... Priez pour lui!

De tous les seins émus la prière s'exhale;
Le Czar s'est incliné; sur sa tête royale
L'huile sainte a coulé comme un parfum des cieux:
Mais vers le Dieu puissant qui l'entend et l'inspire
Son front majestueux se relève, et l'empire
A lu son bonheur dans ses yeux.

Oui, loin du temple ouvert à la pompe sacrée
Déployant les couleurs de son aile azurée,
Du Caucase à l'Ilmenn l'espérance a volé!
De l'erreur à genoux elle a séché les larmes,
Sous l'égide des lois le pauvre est sans alarmes,
Et le malheur est consolé.

Rentrez dans vos tombeaux, ombres impériales!
De ces temps, dont l'histoire ornera ses annales,
Vers l'éternel séjour portez le souvenir:
Allez aux morts fameux, sur les rives funèbres,
Dire qu'un nom de plus près de leurs noms célèbres
Retentira dans l'avenir!

N° 9.

Préliminaires de paix entre la Perse et la Russie.

« 1° Le schah de Perse céderait en toute propriété à la Russie la totalité du khanat d'Érivan, tant en deçà qu'au delà de l'Araxe, ainsi que le khanat de Nakhitchevan.

» 2° La partie russe du Talyche, occupée par les Persans, serait rendue à la Russie immédiatement après la conclusion de la paix.

» 3° Il serait payé à la Russie une indemnité pécuniaire pour les frais de la guerre et les dommages causés par l'invasion de l'ennemi.

» 4° Une partie de cette indemnité serait acquittée au moment de la signature du traité de paix, et le reste dans des termes rapprochés.

» 5° Les troupes russes occuperaient toute la province de l'Adzerbaïdjan à titre de garantie. »

N° 10.

Traité pour la pacification de la Grèce conclu à Londres, le 6 *juillet* 1827.

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité :

» Sa Majesté le roi de France et de Navarre, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, et Sa Majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pénétrés de la nécessité de mettre un terme à la lutte sanglante qui, en livrant les provinces grecques et les îles de l'Archipel à tous les désordres de l'anarchie, apporte chaque jour de nouvelles entraves au commerce des États européens, et donne lieu à des pirateries qui non-seulement exposent les sujets des hautes parties contractantes à des pertes considérables, mais exigent en outre des mesures onéreuses de surveillance et de répression;

» Sa Majesté le roi de France et de Navarre, et Sa Majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant reçu de la part des Grecs l'invitation pressante d'interposer leur médiation auprès de la Porte Ottomane, et étant, ainsi que Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, animés du désir d'arrêter l'effusion du sang et de prévenir les maux de tout genre que peut entraîner la prolongation d'un tel état de choses,

» Ont résolu de combiner leurs efforts et d'en régler l'action par un traité formel dans le but de rétablir la paix entre les parties contendantes au moyen d'un arrangement réclamé autant par un sentiment d'humanité que par l'intérêt du repos de l'Europe. A ces fins, elles ont nommé leurs plénipotentiaires pour discuter, arrêter et

signer ledit traité, savoir : Sa Majesté le roi de France et de Navarre, le sieur prince Jules, comte de Polignac, pair de France, chevalier des ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, maréchal de camp de ses armées, grand-croix de l'ordre de Saint-Maurice de Sardaigne, etc., son ambassadeur à Londres;

» Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, le sieur Christophe, prince de Lieven, général d'infanterie des armées de Sa Majesté Impériale, son aide de camp général, chevalier des ordres de la Russie, de ceux de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge de Prusse, de celui des Guelfes de Hanovre, commandeur grand-croix de l'ordre de l'Épée de Suède et de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

» Sa Majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le sieur Jean Guillaume, vicomte Dudley, pair du royaume uni, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, et son principal secrétaire d'État ayant le département des affaires étrangères, etc.;

» Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

» Art. 1er. Les parties contractantes offriront à la Porte Ottomane leur médiation dans la vue d'amener une réconciliation entre elle et les Grecs.

» Cette offre de médiation sera faite à cette puissance immédiatement après la ratification du traité, au moyen d'une déclaration collective signée par les plénipotentiaires des cours alliées à Constantinople, et il sera fait en même temps aux deux parties contendantes la demande d'un armistice immédiat entre elles comme con-

dition préliminaire indispensable à l'ouverture de toute négociation.

» Art. 2. L'arrangement à proposer à la Porte Ottomane reposera sur les bases suivantes :

» Les Grecs relèveront du Sultan comme d'un seigneur suzerain ; et en conséquence de cette suzeraineté, ils payeront à l'empire ottoman une redevance annuelle, dont le montant sera fixé une fois pour toutes d'un commun accord.

» Ils seront gouvernés par des autorités qu'ils choisiront et nommeront eux-mêmes, mais à la nomination desquelles la Porte aura une part déterminée. Pour opérer une séparation entière entre les individus des deux nations, et pour prévenir des collisions, suite inévitable d'une lutte aussi longue, les Grecs entreront en possession des propriétés turques situées ou sur le continent ou dans les îles de la Grèce, à la condition d'indemniser les anciens propriétaires, soit moyennant une somme annuelle à joindre à la redevance qu'ils payeront à la Porte, soit à l'aide de quelque autre transaction de la même nature.

» Art. 3. Les détails de cet arrangement, ainsi que les limites du territoire sur le continent et la désignation des îles de l'Archipel auxquelles il sera applicable, seront déterminées dans une négociation à établir ultérieurement entre les hautes puissances et les deux parties contendantes.

» Art. 4. Les parties contractantes s'engagent à poursuivre l'œuvre salutaire de la pacification de la Grèce sur les bases posées dans les articles précédents, et à munir dans le moindre délai leurs représentants à Constantinople de toutes les instructions que réclame l'exécution du traité qu'elles signent.

» Art. 5. Les puissances contractantes ne chercheront dans ces arrangements aucune augmentation de territoire, aucune influence exclusive, aucun avantage de commerce pour leurs sujets, que ceux de toute autre nation ne puissent également obtenir.

» Art. 6. Les arrangements de réconciliation et de paix qui seront définitivement convenus entre les parties contendantes seront garantis par celles des puissances signataires qui jugeront utile ou possible de contracter cette obligation. L'action et les efforts de cette garantie deviendront l'objet des stipulations ultérieures entre les hautes puissances.

» Art. 7. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le terme de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

» En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

» Fait à Londres, le 24 juin-6 juillet de l'an de grâce 1827.

» *Signé* le prince de Polignac, Lieven, Dudley. »

N° 11.

Rescrit adressé par l'empereur Nicolas, à l'occasion de la bataille de Navarin, au vice-amiral de Rigny.

« Monsieur le vice-amiral de Rigny, vous avez pris à la glorieuse bataille de Navarin une part digne de la puissance dont vous commandez les forces et de la valeur qui de tout temps a distingué la nation française. Mais ce n'est pas à la France seule que se bornent les services que vous venez de rendre dans cette mémorable occasion, et les trois monarques qui soutiennent aujourd'hui avec le plus noble désintéressement une cause désormais commune vous doivent une égale reconnaissance.

» Je considère comme un devoir de vous témoigner la mienne, et je vous adresse ci-joint le cordon de l'ordre de Saint-Alexandre Nevsky.

» Cette distinction vous offrira, monsieur le vice-amiral, une preuve de ma haute estime. Vous y avez des droits imprescriptibles, et j'éprouverai toujours un vif plaisir à vous réitérer l'expression des sentiments que je vous porte.

» *Signé* NICOLAS. »

Rescrit au vice-amiral Codrington.

« Monsieur le vice-amiral Codrington, vous venez de remporter une victoire dont l'Europe civilisée doit vous être doublement reconnaissante. La mémorable bataille de Navarin et les manœuvres hardies qui l'ont précédée ne donnent pas seulement au monde la mesure du zèle de trois grandes puissances pour une cause dont leur désintéressement relève encore le noble caractère; elles prouvent aussi ce que peuvent la fermeté contre le nombre et une valeur habilement dirigée contre un courage aveugle, quelles que soient les forces sur lesquelles il s'appuie.

» Votre nom appartient désormais à la postérité. Je croirais affaiblir par des éloges la gloire qui l'environne; mais j'éprouve le besoin de vous offrir une marque éclatante de la gratitude et de l'estime que vous inspirez à la Russie. C'est dans cette intention que je vous envoie ci-joint l'ordre militaire de Saint-Georges. La marine russe s'honore d'avoir obtenu votre suffrage devant Navarin, et pour moi j'ai le plus vif plaisir à vous assurer des sentiments de considération que je vous porte.

» *Signé* NICOLAS. »

N° 12.

Manifeste de l'empereur Nicolas pour la guerre de Turquie.

« Nous, par la grâce de Dieu, Nicolas Ier, etc., etc.

» La paix de Bucharest, conclue en 1812 avec la Porte Ottomane, après avoir été pendant seize ans l'objet de contestations fréquemment renouvelées, n'existe plus aujourd'hui, malgré tous les efforts que Nous avons faits pour maintenir ce traité et le garantir de toute attaque. La Porte, non satisfaite d'avoir détruit les bases de l'état de paix, insulte maintenant la Russie, et se prépare contre elle à une lutte à la vie et à la mort. Elle appelle aux armes ses peuples en masse; elle accuse la Russie d'être son ennemie irréconciliable, foule aux pieds la convention d'Akkerman, et par conséquent tous les traités antérieurs. Enfin la Porte ne balance pas à déclarer qu'elle n'a consenti aux stipulations de cette paix que pour pouvoir mieux cacher ses plans et les préparatifs d'une nouvelle guerre.

» A peine a-t-elle prononcé ce mémorable aveu que déjà les droits du pavillon russe sont méprisés, les bâtiments qu'il protége arrêtés, et leurs cargaisons deviennent la proie d'un gouvernement avide et arbitraire. Nos sujets se voient forcés de violer leur serment ou de quitter un pays ennemi sans pouvoir trouver d'asile. Le Bosphore est fermé, notre commerce anéanti. Nos provinces méridionales, privées du seul débouché de leurs produits, sont menacées de pertes incalculables.

» Telle est la série d'attentats dont la Porte s'est rendue coupable depuis la conclusion du traité de Bucharest jusqu'à ce jour, et tel a été malheureusement le fruit que la Russie a retiré des sacrifices et des efforts généreux qu'elle s'est imposés pour maintenir la paix avec une puissance voisine.

» Mais toute longanimité a des bornes : l'honneur du nom russe, la dignité de l'empire, l'inviolabilité de ses droits et celle de notre gloire nationale en ont marqué le terme ; ce n'est qu'après avoir pesé dans toute leur étendue Nos devoirs fondés sur une impérieuse nécessité, et nous être pénétré de la plus intime conviction de la justice de Notre cause, que Nous avons ordonné à nos armées de marcher avec l'aide de Dieu contre un ennemi qui viole le droit des gens et les engagements les plus sacrés.

» Nous sommes convaincu que Nos fidèles sujets joignent à Nos prières leurs vœux les plus ardents pour le succès de Notre entreprise, et qu'ils invoqueront le Tout-Puissant pour qu'il investisse de sa force Nos soldats et répande ses bénédictions sur Nos armes, qui sont destinées à défendre notre sainte et chère patrie.

» Donné à Saint-Pétersbourg, le 26 avril 1828.

» *Signé* Nicolas.

» Le vice-chancelier comte Nesselrode. »

N° 13.

Ordre du jour du général en chef comte Diebitsch, prenant à Jassy le commandement en chef de la deuxième armée, le 27 février 1829.

« SOLDATS,

» Il a plû à Sa Majesté l'Empereur de me confier le commandement de la deuxième armée. Je comprends dans toute son étendue l'importance de cette tâche, et j'espère avec l'aide de la Providence un heureux succès.

» Plein de confiance en vous, élevé dans vos rangs, devant tout à vos exploits, je sais ce que je dois attendre de votre vaillance, et je ne redoute pas les peines de la guerre. Mon amour pour vous égalera celui que vous portait mon respectable prédécesseur, dont l'âge avancé me prive du bonheur de le voir une fois encore battre nos ennemis. J'ai été témoin sous un pareil chef de vos actions éclatantes et de votre attachement à votre digne général; j'espère, d'après la volonté sacrée de notre auguste monarque, qu'une sévère justice et les soins infatigables que je prendrai pour votre bien-être m'accorderont aussi toute votre confiance.

» Puisse Dieu nous être en aide, et nous prouverons qu'avec les braves guerriers de l'armée russe rien n'est impossible, quand cette armée combat pour sa foi, son empereur et sa patrie.

» Comte DIEBITSCH. »

N° 14.

État nominatif des officiers du brick le Mercure.

« Le capitaine-lieutenant Alexandre Kozarsky, commandant; Serge Skariatine, Théodore Novosselsky, lieutenants; Dmitri Pritoupoff, midshipman, le lieutenant Prokofieff, du corps des pilotes.

» L'équipage du *Mercure* se composait de cent trois hommes, sans compter les officiers, l'interprète et deux hommes de service.

» A bord des vaisseaux de guerre, l'équipage se dispose pour combattre sur un seul bord. Lorsqu'on tire des deux bords, on ne tire que de deux pièces l'une; ainsi le *Mercure* n'avait en réalité que neuf canons pour répondre au feu de quatre-vingt-douze. Si l'on fait la part de la différence du calibre, on verra que le *Mercure* a soutenu le combat contre des forces trente fois supérieures aux siennes. »

N° 15.

Oukase impérial adressé au ministre de la marine, au sujet du brick le Mercure.

« Ayant accordé au brick de 18 canons *le Mercure*, du 32e équipage de la flotte, le pavillon de Saint-Georges, en récompense de la brillante conduite de son équipage dans le combat qu'il a soutenu contre deux vaisseaux ennemis, Nous désirons transmettre jusqu'à la postérité la plus reculée la mémoire de ce fait sans exemple. En conséquence, Nous ordonnons que lorsque ce brick ne sera plus en état de tenir la mer, il en soit construit un autre d'après les mêmes dessins, et exactement semblable, qui sera nommé *le Mercure*, inscrit dans le même équipage, et qui recevra le pavillon de Saint-Georges. Quand ce nouveau bâtiment se trouvera hors de service à son tour, il sera remplacé par un autre construit dans les mêmes conditions, ce qui sera continué jusqu'à l'époque la plus reculée. Nous désirons que la mémoire des glorieux services de l'équipage du *Mercure* et son nom dans la flotte ne périssent jamais, mais qu'en passant de génération en génération, ils servent d'exemple à la postérité.

» *Signé* Nicolas. »

N° 16.

Relation d'un tournoi donné à Potsdam en l'honneur de l'impératrice de Russie.

« Les princes de la famille royale, ainsi que les princes étrangers qui se trouvaient alors à Berlin, s'étaient chargés des principaux rôles de cette représentation, donnée sous le nom de *Charme de la rose blanche*, et pour laquelle avait été disposée la cour intérieure du nouveau palais de Potsdam. Tout le long de la façade et des deux ailes du château, régnait une estrade sur les degrés de laquelle étaient placés les spectateurs munis de billets. Cette estrade était séparée de la lice par des balustrades couvertes d'une tenture cramoisie; au milieu de l'estrade se trouvait un baldaquin vert, décoré de franges d'or et de panaches blancs, sous lequel la cour devait prendre place. L'Impératrice, accompagnée du Roi et des membres de la famille royale, parut à six heures. Alors, un roi d'armes, escorté de deux hérauts à cheval, demanda l'entrée de la lice pour un certain nombre de chevaliers. Cette permission obtenue, les chevaliers entrèrent dans l'ordre suivant :

» 1° Le prince royal. Devant lui, on portait la bannière de la Prusse; derrière lui, deux pages portaient la lance et l'écu de Son Altesse Royale; suivaient quatre chevaliers : le comte de Brandebourg, le prince Ch. de Solms, le comte de Nostitz et le comte héréditaire de Stollberg Wernigerode. Les couleurs de ces chevaliers, suivis de quatre écuyers, étaient sable, argent et or.

» 2° Son Altesse Royale le prince Frédéric des Pays-Bas. Il était précédé de la bannière de ce royaume, et suivi de deux pages avec l'écu et la lance de Son Altesse Royale; puis de quatre chevaliers et de quatre écuyers sous les couleurs jaune, azur et or.

» 3° Son Altesse Royale le prince Guillaume, fils du Roi, précédé de la bannière de l'électorat de Brandebourg, et suivi de deux pages portant son écu et sa lance, de quatre chevaliers et de quatre écuyers; couleurs : azur, gueules (rouge) et argent.

» 4° Son Altesse Royale le prince Charles, *précédé* de la bannière de Silésie et suivi de deux pages portant son écu et sa lance, de quatre chevaliers et de quatre écuyers, aux couleurs jaune (or), sable (noir) et argent.

» 5° Son Altesse Royale le prince Albert. Devant lui, la bannière de Brandebourg; derrière lui, deux pages portant sa lance et son écu; puis quatre chevaliers et quatre écuyers aux couleurs blanc, gueules et sable.

» 6° Son Altesse le duc Charles de Mecklembourg, avec la bannière vandale et la même suite que les groupes précédents. Couleurs : azur, cramoisi et or.

» 7° Son Altesse Royale le prince Frédéric de Prusse. Bannière de Hohenzollern, etc., etc.; couleurs : sable, blanc et argent.

» 8° Son Altesse Royale le grand-duc héréditaire de Mecklembourg-Schwerin, avec la bannière de Mecklembourg, etc., etc.; couleurs : cramoisi, azur et or.

» 9° Son Altesse Royale le prince Adalbert;

» 10° Son Altesse Impériale le duc Guillaume de Brunswick-Oels, avec bannières, écus et lances comme les précédents.

» Les chefs portaient leurs armoiries sur leur cotte d'armes, les autres chevaliers sur la poitrine. Ils avaient

sur leur écu des devises et des symboles de leur choix, et au bras ou sur l'épée un ruban de la couleur de leur dame. Les princes et chevaliers firent d'abord deux fois le tour de la lice et saluèrent l'Impératrice et les dames dont ils portaient les couleurs. Ensuite Son Altesse le duc Charles de Mecklembourg adressa un discours en vers à l'Impératrice. Sa Majesté ayant accordé la permission d'exécuter le tournoi, le prince Frédéric des Pays-Bas et le duc Charles de Mecklembourg mirent pied à terre et prirent place devant la tribune, en leur qualité de juges de camp.

» Les quadrilles défilèrent successivement devant eux pour faire examiner leurs bannières et leurs écus. Alors les hérauts firent disposer la lice, dresser des colonnes avec des bagues, et placer des têtes et des blancs. Le roi d'armes annonça d'abord les quatre fils royaux de Prusse. Leurs Altesses Royales firent une première course et enlevèrent avec la lance une bague avec une tête. Ayant alors remis leur lance, ils prirent un javelot qu'ils lancèrent contre le blanc. Ils tirèrent ensuite l'épée, enlevèrent avec la pointe la seconde bague et la tête qui se trouvaient sur l'arène. La course terminée, les quatre princes quittèrent la lice et furent remplacés, après l'annonce du roi d'armes, par quatre autres chefs auxquels succédèrent les quarante chevaliers, par quadrilles, pour répéter les exercices que venaient d'exécuter les quatre princes fils du Roi. Les juges tinrent un registre exact de ces faits d'armes, et remontèrent à cheval. Les dix quadrilles se réunissant alors exécutèrent différentes voltes et manœuvres, terminées par un tour dans la lice. Les chevaliers, ayant mis pied à terre, s'approchèrent de la tribune : chacun d'eux demanda sa dame, et la conduisant devant l'Impératrice, qui se tenait debout, il lui servit d'escorte d'honneur jusqu'au château. »

N° 17.

Manifeste de l'empereur Nicolas, au sujet de la paix avec la Turquie.

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.;

» Grâce aux décrets de la divine Providence, le traité de paix perpétuelle entre la Russie et la Porte Ottomane vient d'être conclu et signé à Constantinople le 2-14 septembre, par les plénipotentiaires respectifs des deux puissances. Le monde entier connaît assez l'irrésistible nécessité qui seule a pu Nous forcer de recourir aux armes. Dans cette guerre légitime, entreprise pour la défense des droits de Notre empire, Nos fidèles sujets, animés sans cesse d'un dévouement ardent pour le trône et la patrie, se sont empressés de Nous offrir le tribut de leurs biens et de Nous seconder de tous leurs efforts. Dieu a béni Notre cause.

» Nos intrépides guerriers ont donné en Europe et en Asie, sur terre et sur mer, de nouvelles preuves de leur héroïque valeur. Ils ont triomphé à la fois de la nature et des ennemis. S'élançant de victoire en victoire, ils ont franchi la chaîne des monts Soganlouck, ils ont vu s'abaisser devant eux la cime des Balkans, et ne se sont arrêtés qu'aux portes mêmes de Constantinople. Redoutables seulement à l'ennemi armé, ils ont été pour l'habitant paisible pleins de clémence, d'humanité et de douceur.

» Dans ces jours de combat, de gloire, constamment

étranger à tout désir de conquêtes, à toutes vues d'agrandissement, Nous n'avons jamais cessé d'inviter la Porte à concourir au rétablissement de la bonne harmonie entre les deux empires. Les chefs de Nos armées, à chaque victoire, se hâtaient, par Notre ordre, de lui offrir paix et amnistie. Nos efforts néanmoins restaient toujours stériles. Ce ne fut qu'en voyant flotter nos drapeaux non loin de sa capitale, que le Sultan reconnut enfin par Notre conduite, que Notre intention n'était pas de renverser son trône, mais d'obtenir l'accomplissement des traités. Convaincu dès lors de la pureté de Nos intentions, il tendit la main pour recevoir la paix qui lui avait été si souvent proposée.

» Cette paix promet à la Russie des résultats heureux et prospères. Le sang de ses guerriers est racheté par de nombreux avantages. Le passage des Dardanelles et du Bosphore est désormais libre et ouvert au commerce de toutes les nations du monde. La sûreté de Nos frontières, spécialement du côté de l'Asie, est à jamais garantie par l'incorporation à l'empire des forteresses d'Anapa, de Poti, d'Akhaltzik, d'Atzkour et d'Akhalkalaki. Nos traités antérieurs avec la Porte sont confirmés par elle et rétablis dans toute leur vigueur; de justes indemnités sont assurées pour les frais de la guerre et les pertes individuelles essuyées par Nos sujets. Le fléau de la peste, qui a si souvent menacé les contrées méridionales de la Russie, sera contenu à l'avenir par une double barrière, moyennant l'établissement convenu de part et d'autre d'une ligne de quarantaine sur les bords du Danube.

» Notre sollicitude s'est également étendue sur le sort des peuples coreligionnaires soumis à la domination ottomane. Les anciens priviléges des principautés de Mol-

davie et de Valachie ont été sanctionnés; et leur bien-être a été consolidé par de nouveaux avantages. Les droits accordés aux Serviens par le traité de Bucharest, et confirmés par la convention d'Akkerman, se trouvaient encore suspendus dans leur application. Ces stipulations seront désormais fidèlement observées. L'existence politique de la Grèce, déterminée par la Russie d'un commun accord avec les cours alliées de France et d'Angleterre, a été formellement reconnue par la Porte Ottomane.

» Telles sont les bases fondamentales d'une paix qui a heureusement terminé une guerre sanglante et opiniâtre.

» En faisant connaître à tous Nos sujets bien-aimés cet heureux événement, nouveau don des bienfaits du ciel répandus sur la Russie, Nous adressons avec eux de ferventes actions de grâces au Tout-Puissant, qui a daigné élever par ses divins décrets Notre chère patrie à un si haut degré de gloire. Puissent les fruits de cette paix se développer et se multiplier de plus en plus à l'avantage de Nos fidèles sujets, dont le bien-être sera toujours le premier objet de Notre constante sollicitude!

» Donné à Saint-Pétersbourg, le 19 septembre-1er octobre, l'an de grâce 1829, de Notre règne le quatrième.

» *Signé* NICOLAS. »

N° 18.

Lettre de Louis-Philippe à l'empereur Nicolas.

« Monsieur mon frère,

» J'annonce mon avénement à la couronne à Votre Majesté par la lettre que le général Athalin lui présentera en mon nom. Mais j'ai besoin de lui parler avec une entière confiance sur les suites de la catastrophe que j'aurais tant voulu prévenir.

» Il y avait longtemps que je regrettais que le roi Charles et son gouvernement ne suivissent pas une marche mieux calculée pour répondre à l'attente et au vœu de la nation. J'étais bien loin pourtant de prévoir les prodigieux événements qui viennent de se passer; je croyais même, qu'à défaut de cette allure franche et loyale dans l'esprit de la Charte et de nos institutions qu'il était impossible d'obtenir, il aurait suffi d'un peu de prudence et de modération pour que ce gouvernement pût aller longtemps comme il allait. Mais depuis le 8 août 1829, la nouvelle composition du nouveau ministère m'avait fort alarmé. Je voyais à quel point cette composition était odieuse et suspecte à la nation, et je partageais les inquiétudes générales sur les mesures que nous devions en attendre. Néanmoins, l'attachement aux lois, l'amour de l'ordre, ont fait de tels progrès en France, que la résistance à ce ministère ne serait certainement pas sortie des voies parlementaires, si, dans son délire, ce ministère n'eût donné lui-même

le fatal signal par la plus audacieuse violation de la Charte et par l'abolition de toutes les garanties de notre liberté nationale, pour lesquelles il n'est guère de Français qui ne soit prêt à verser son sang. Aucun excès n'a suivi cette lutte terrible.

» Mais il était difficile qu'il n'en résultât pas quelque ébranlement dans notre état social, et cette même exaltation des esprits qui les avait détournés de tout désordre les portait en même temps vers des essais de théorie politique qui auraient précipité la France et peut-être l'Europe dans de terribles calamités.

» C'est dans cette situation, Sire, que tous les yeux se sont tournés vers moi. Les vaincus eux-mêmes m'ont cru nécessaire à leur salut. Je l'étais peut-être plus encore pour que les vainqueurs ne laissassent pas dégénérer la victoire. J'ai donc accepté cette tâche noble et pénible, et j'ai écarté toutes les considérations qui se réunissaient pour me faire désirer d'en être dispensé, parce que j'ai senti que la moindre hésitation de ma part pourrait compromettre l'avenir de la France et le repos de tous nos voisins. Le titre de lieutenant général, qui laissait tout en question, excitait une défiance dangereuse, et il fallait se hâter de sortir de l'état provisoire, tant pour inspirer la confiance nécessaire que pour sauver cette Charte si essentielle à conserver, dont feu l'Empereur votre auguste frère connaissait si bien l'importance, et qui aurait été très-compromise si on n'eût promptement satisfait et rassuré les esprits.

» Il n'échappera ni à la perspicacité de votre esprit ni à sa haute sagesse, que pour atteindre ce but salutaire, il est bien nécessaire que les affaires de Paris soient envisagées sous leur véritable aspect, et que l'Europe, rendant justice aux motifs qui m'ont dirigé, en-

toure mon gouvernement de la confiance qu'il a le droit d'inspirer.

» Que Votre Majesté veuille bien ne pas perdre de vue que tant que le roi Charles X a régné sur la France, j'ai été le plus soumis et le plus fidèle de tous ses sujets, et que ce n'est qu'au moment où j'ai vu l'action des lois paralysée et l'exercice de l'autorité royale complétement anéanti, que j'ai cru de mon devoir de déférer au vœu national en acceptant la couronne à laquelle j'ai été appelé. C'est sur vous, Sire, que la France a surtout les yeux fixés. Elle aime à voir dans la Russie son allié le plus naturel et le plus puissant. J'ai ai pour garantie le noble caractère et toutes les qualités qui distinguent Votre Majesté Impériale.

» Je la prie d'agréer les assurances de la haute estime et de l'inaliénable amitié avec laquelle je suis, monsieur mon frère, de Votre Majesté Impériale, le bon frère,

» LOUIS-PHILIPPE. »

N° 19.

Proclamation adressée aux Polonais par l'empereur Nicolas le 5-17 *décembre* 1830.

« POLONAIS,

» L'odieux attentat dont votre capitale a été le théâtre a troublé la tranquillité de votre pays. J'en ai reçu la nouvelle avec une juste indignation et une vive douleur. Des hommes qui déshonorent le nom polonais ont conspiré contre la vie du frère de votre souverain; ils ont amené une partie de votre armée à oublier ses serments, ils ont trompé le peuple sur les intérêts les plus chers de votre patrie.

» Il est temps encore de remédier à ce qui s'est passé et de prévenir d'immenses malheurs. Je ne confondrai pas ceux qui abjureront l'erreur d'un moment avec ceux qui persévéreront dans le crime.

» Polonais, écoutez les conseils d'un père, obéissez aux ordres de votre roi. Désirant vous faire connaître Nos intentions d'une manière formelle, Nous ordonnons :

» 1° Tous ceux de Nos sujets russes qui sont retenus prisonniers seront élargis sur-le-champ.

» 2° Le conseil d'administration reprendra ses fonctions dans son organisation primitive et avec les pouvoirs que Nous lui avons attribués par Notre décret du 12-24 août 1826.

» 3° Toutes les autorités de la capitale et des voivodies obéiront exactement aux décrets qui seront rendus en Notre nom par le conseil d'administration ainsi constitué, et ne reconnaîtront aucune autorité illégalement établie.

» 4° Tous les chefs de corps de Notre armée royale polonaise sont tenus, à la réception de cette proclamation, de rassembler leurs troupes et de se mettre en marche pour se rendre à Plock, que Nous avons fixé pour le point de concentration de Notre armée royale. Les chefs de corps nous feront sans retard un rapport sur l'état de leurs troupes. Tout armement fait par suite des troubles de Varsovie et non conforme aux états de notre armée est dissous.

» En conséquence, les autorités locales sont chargées de prendre les mesures convenables pour que ceux qui sont armés d'une manière illégale déposent leurs armes, et pour que ces armes soient confiées ensuite à la garde des vétérans et des gendarmes du lieu.

» Soldats de l'armée polonaise, honneur et fidélité, telle fut de tout temps votre devise. Notre brave régiment de chasseurs à cheval en a donné une preuve à jamais mémorable. Soldats, suivez cet exemple! Répondez à l'attente de votre souverain, qui a reçu vos serments. Polonais, cette proclamation dira à ceux qui me sont restés fidèles que je sais compter sur leur dévouement, de même que je me confie en leur valeur. Ceux d'entre vous qui auraient cédé à l'erreur d'un moment apprendront également par la présente proclamation que je ne les répudierai pas s'ils se hâtent de rentrer dans le devoir. Mais jamais les paroles de votre roi ne s'adresseront à des hommes sans foi et sans honneur qui conspirent contre le repos de leur nation.

» S'ils ont cru en prenant les armes pouvoir se flatter d'obtenir des concessions pour prix de leurs crimes, leur espoir est chimérique. Ils ont trahi leur patrie. Les malheurs qu'ils lui ont préparés retomberont sur eux.

» *Signé* NICOLAS. »

N° 20.

Plan conçu par Pierre le Grand pour l'agrandissement de son empire.

« Ne rien négliger pour donner à la nation russe des formes et des usages européens.

» Maintenir la Russie dans un état de guerre continuelle.

» S'étendre par tous les moyens possibles vers le nord, le long de la Baltique; au sud, le long de la mer Noire.

» Entretenir la jalousie de l'Angleterre, du Danemark et du Brandebourg contre la Suède, qu'on finira par subjuguer.

» Intéresser la maison d'Autriche à chasser les Turcs de l'Europe, et, sous ce prétexte, entretenir une armée permanente; établir des chantiers sur le bord de la mer Noire, et, en avançant toujours, s'étendre jusqu'à Constantinople.

» Alimenter l'anarchie de la Pologne et finir par subjuguer cette république.

» Entretenir au moyen d'un traité de commerce une alliance étroite avec l'Angleterre, qui, de son côté, favorisera tous les moyens d'agrandissement et de perfectionnement de la marine russe, à l'aide de laquelle on obtiendra la domination sur la Baltique et la mer Noire.

» Se pénétrer de cette vérité, que le commerce des

Indes est le commerce du monde, et que celui qui peut en disposer exclusivement est le souverain de l'Europe.

» Se mêler à tout prix dans les querelles de l'Europe, et surtout de l'Allemagne.

» Se servir de l'ascendant de la religion sur les Grecs désunis ou schismatiques répandus dans la Hongrie, dans la Turquie et dans les parties méridionales de la Pologne.

» Enfin mettre en lutte l'une contre l'autre les cours de France et d'Autriche, ainsi que leurs alliés, et profiter de leur affaiblissement réciproque pour *tout envahir.* »

N° 21.

Dimensions du palais d'hiver.

Le palais d'hiver de Saint-Pétersbourg occupait une superficie de 654,237 pieds carrés, mesure de Paris. C'était le plus grand espace occupé par un édifice de ce genre. Le Louvre de Paris n'occupe qu'un espace de 275,625 pieds carrés; le Vatican avec le Belvédère à Rome, 478,900; le palais royal de Munich avec ses cours, 232,320; le harem de Constantinople, 260,100; le palais impérial à Vienne avec ses cours et dépendances, 432,000; enfin le palais de Caserte, 410,480.

Le palais impérial de Saint-Pétersbourg mesurait une longueur de 707 pieds de Paris, et 559 de largeur. Commencé par le comte Rastrelli, sous l'impératrice Élisabeth, il fut entièrement achevé en 1762. On y arrivait par trois entrées venant de la place Millione et les deux côtés de la Néva. Le vestibule du côté du fleuve avait 175 pieds de long sur 30 de haut. Vingt colonnes d'ordre dorique en soutenaient le plafond. Il y avait dans ce palais plusieurs salles qui traversaient deux étages de 40 pieds de hauteur, et dont quelques-unes étaient ornées de vingt-huit à quarante-six colonnes d'ordre corinthien. La salle du trône et deux autres salles avaient pour soutenir le plafond soixante-quatre colonnes de marbre. Le premier étage, de 28 pieds de hauteur, était divisé en deux rangs superposés de chambres. Il y avait à l'extérieur trois cent quatre-vingts colonnes de 28 à 64 pieds; dans la cour, il y avait cent huit colonnes.

N° 22.

Testament du grand-duc Michel.

« ... De toutes les personnes ci-dessus nommées, je remercie du fond du cœur tous mes compagnons d'armes, tous les chefs de mes états-majors et mes aides de camp, tant anciens qu'actuellement en fonctions, pour leur manière zélée et consciencieuse de remplir leurs devoirs de service et pour leur dévouement à ma personne. L'artillerie et le corps de la garde, le corps du génie et les écoles militaires, dont par la confiance de l'Empereur j'ai eu le bonheur d'être le chef si longtemps, me seront chers jusqu'à la mort, et je descendrai au tombeau pénétré d'attachement et de reconnaissance à leur égard.

» Je supplie Sa Majesté l'Empereur de laisser à ces corps, en souvenir de moi, les récompenses les plus précieuses que m'ait accordées le souverain et que j'ai gagnées en servant avec eux.

» Je lègue au corps de la garde l'épée d'honneur enrichie de diamants que Sa Majesté l'Empereur m'a conférée pendant la guerre contre les insurgés polonais par son rescrit du 1er juin 1831.

» A l'artillerie, les quatre pièces de la compagnie légère n° 1 de la première brigade d'artillerie de la garde dont Sa Majesté l'Empereur a daigné me faire don après le 14 décembre par son rescrit du 14 juillet 1826.

» Je désire que ces récompenses avec les rescrits qui les concernent soient conservées, savoir :

» L'épée, soit à l'église de la Transfiguration, cathédrale de tout le corps de la garde, soit à l'état-major de ce corps.

» Les pièces de canon, sur la place (devant la Néva) de l'école d'artillerie, pépinière des officiers de l'arme; si le palais de Kamennoï-Ostroff sort de la possession de mes héritiers directs, les six pièces de canon de la forteresse de Braïla, qui se trouvent dans le parc de ce palais, et dont Sa Majesté l'Empereur m'a fait présent le 29 juin 1828, devront être mises sur la même place.

» Les rescrits qui les concernent seront déposés à l'état-major du grand maître de l'artillerie.

» En général, tous les rescrits que j'ai eu l'honneur de recevoir pendant la carrière de mon service dans ces différentes branches seront remis à leurs états-majors respectifs pour y être conservés, et l'office que l'aide de camp général prince Wolkonsky, alors chef d'état-major de l'Empereur, m'adressa le 9 décembre 1822 au sujet de l'excellent état dans lequel se trouvait le régiment des gardes Séménoffsky, devra être conservé à la chancellerie de ce régiment.

» L'une des clefs de la forteresse de Modlin, dont Sa Majesté l'Empereur m'a fait présent par son rescrit du 6 octobre 1831, sera déposée soit à l'église de la Transfiguration, cathédrale du corps de la garde, soit à l'état-major de ce corps.

» En souvenir du commandement de la 1re brigade d'infanterie de la garde dont j'ai l'honneur d'être revêtu, l'épée dont feu Sa Majesté l'empereur Alexandre m'avait fait présent sera remise au régiment des gardes de Préobrajensky, et celle que m'avait donnée feu Son

Altesse Impériale le césaréwitsch grand-duc Constantin Pavlovitch au régiment des gardes de Séménoffsky.

» Les régiments de la garde dont j'ai eu l'honneur d'être le chef recevront comme souvenir :

» Le régiment de Moscou, le demi-sabre avec lame de la fabrique de Zlatooust dont Sa Majesté l'Empereur m'a fait présent;

» Les régiments de Lithuanie et de Volhynie, deux demi-sabres que je portais habituellement;

» La 1re brigade d'artillerie de la garde, la première épée que feu Sa Majesté l'empereur Alexandre me donna de sa main en 1805, lorsque j'eus sept ans révolus et que je portais pour la première fois l'uniforme du bataillon d'artillerie de la garde, ainsi que mes deux premières épaulettes reçues également de la main de Sa Majesté Impériale en 1810;

» A l'artillerie à cheval de la garde, le sabre que je portais avant d'avoir reçu l'épée d'honneur avec l'inscription : *Pour la bravoure;* lequel m'avait été donné par feu le césaréwitsch grand-duc Constantin, fondateur de l'artillerie à cheval de la garde;

» Au bataillon des sapeurs de la garde, sur les contrôles duquel j'étais inscrit, le demi-sabre à lame de damas dont Sa Majesté l'Empereur m'a fait présent.

» Je désire que toutes ces armes soient respectivement conservées dans les chancelleries des régiments de la brigade, du bataillon et du corps des cadets.

» Je charge le général-major Rostovtsoff, attaché à ma personne, du choix de mes rescrits et de mes armes, et de leur envoi aux destinations que je leur affecte.

» Je remercie tous mes compagnons d'armes de leur zèle et de leur confiance en moi.

» Si j'ai offensé quelqu'un de mes subordonnés ou quelque autre personne avec qui j'ai eu des relations, je les prie sincèrement et du fond de mon âme de me le pardonner et de croire à ma déclaration que ma volonté n'a jamais été de les affliger avec intention.

» *Signé* MICHEL. »

N° 23.

Noms des conspirateurs de 1849 *condamnés à être fusillés.*

Le conseiller honoraire Michel Boutaschevitch Petroschevsky.

Nicolas Speschneff, gentilhomme, sans emploi.

Nicolas Mombelli, lieutenant aux gardes.

Nicolas Grégorieff, lieutenant aux gardes.

Théodore Lvoff II, capitaine aux gardes.

Nicolas Philippoff, étudiant.

Dmitri Akhschacoumoff, bachelier ès lettres.

Alexandre Khanikoff, élève externe à l'Université.

Serge Douroff, assesseur de collége en retraite.

Théodore Dostoïevsky, lieutenant du génie en retraite.

Constantin Desbout Ier, conseiller de collége.

Hippolyte Desbout II, secrétaire de gouvernement.

Félix Toll, maître de littérature.

Jean Jastrjembski, conseiller honoraire.

Alexandre Plestcheïeff, gentilhomme, sans fonctions.

Nicolas Kaschkine, conseiller honoraire.

Basile Golovinsky, conseiller honoraire.

Alexandre Palma, lieutenant aux gardes.

Constantin Timkovsky, conseiller honoraire.

Alexandre Européus, secrétaire de collége en retraite.

Pierre Schaposchnikoff, bourgeois.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE.

CHAPITRE TREIZIÈME.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

CHAPITRE QUINZIÈME.

CHAPITRE SEIZIÈME.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

CHAPITRE VINGTIÈME.

CHAPITRE VINGT ET UNIÈME.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

FIN DE LA TABLE.

EN PRÉPARATION

POUR PARAITRE A LA MÊME LIBRAIRIE.

HISTOIRE

DE

HUIT ANNÉES DE RÈGNE

VOYAGES

DE L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

En Hongrie 1851 et 1857 — En Lombardie et Vénétie 1857,

PAR ALPHONSE BALLEYDIER.

2 volumes in-8. — Prix : 15 fr.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE DU PEUPLE DE LYON. 3 vol. grand in-8.

HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DE ROME. 5e édition. 2 vol. in-8.

HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS D'AUTRICHE. 2e édit. 2 vol. in-8.

HISTOIRE DES GUERRES DE LA HONGRIE. 1 vol. in-8.

ROME ET PIE IX. 1 vol. in-8.

LES VEILLÉES MILITAIRES. 3e édition. 1 vol. in-8.

LES VEILLÉES DE FAMILLE. 3e édition. 1 vol. in-8.

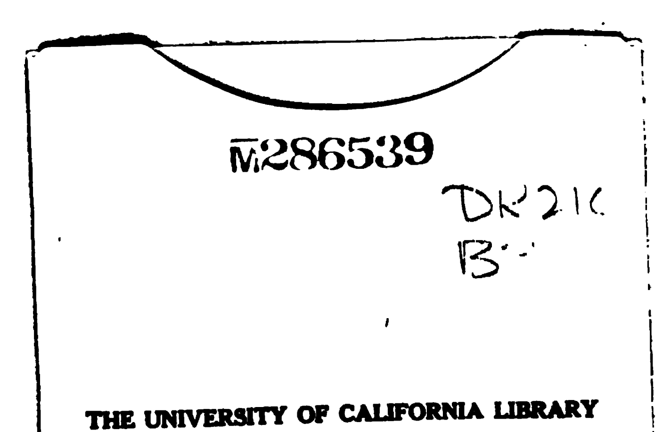
LES VEILLÉES MARITIMES. 3e édition. 1 vol. in-8.

SOUS PRESSE

LES VEILLÉES DU PEUPLE

POUR PARAÎTRE EN 1858.

PARIS. TYPOGRAPHIE HENRI PLON, 8, RUE GARANCIÈRE.


M286539
DK216
B
THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

